

iris

Thèmes

Une série de publications
électroniques de
l'Observatoire européen
de l'audiovisuel

*Volume réalisé
en collaboration avec
Tarlach McGonagle, IViR*

Liberté d'expression et médias : l'activité normative du Conseil de l'Europe

(I) Comité des Ministres



OBSERVATOIRE EUROPÉEN DE L'AUDIOVISUEL
EUROPEAN AUDIOVISUAL OBSERVATORY
EUROPÄISCHE AUDIOVISUELLE INFORMATIONSSTELLE



COUNCIL OF EUROPE
CONSEIL DE L'EUROPE

IRIS Thèmes

Liberté d'expression et médias : l'activité normative du Conseil de l'Europe

(I) Comité des Ministres

Une série de publications électroniques de l'Observatoire européen de l'audiovisuel

Directeur de la publication :

Wolfgang Closs, Directeur exécutif de l'Observatoire européen de l'audiovisuel
E-mail : wolfgang.closs@coe.int

Éditrice et coordonnatrice :

Susanne Nikoltchev, LL.M. (Florence/Italie, Ann Arbor/MI)
Responsable du département Informations juridiques
E-mail : susanne.nikoltchev@coe.int

Co-éditeur:

Dr Tarlach McGonagle, IViR
E-mail : T.McGonagle@uva.nl

Assistante éditoriale :

Michelle Ganter
E-mail : michelle.ganter@coe.int

Assistante de recherche et mise en page :

Kim de Beer, IViR

Maquette de couverture :

Pointillés, Hoenheim (France)

Éditeur :

Observatoire européen de l'audiovisuel
76 Allée de la Robertsau
F-67000 Strasbourg
Tél. : +33 (0)3 90 21 60 00
Fax : +33 (0)3 90 21 60 19
E-mail : obs@obs.coe.int
www.obs.coe.int



Organisation partenaire ayant contribué à l'ouvrage :

Institut du droit de l'information (IViR)

Kloveniersburgwal 48
NL-1012 CX Amsterdam
Tél. : +31 (0) 20 525 34 06
Fax : +31 (0) 20 525 30 33
E-mail : website@ivir.nl
www.ivir.nl



Veuillez citer cette publication comme suit :

Liberté d'expression et médias : l'activité normative du Conseil de l'Europe, (I) Comité des Ministres (Susanne Nikoltchev et Tarlach McGonagle (Ed.), Observatoire européen de l'audiovisuel, Strasbourg 2011)

© Observatoire européen de l'audiovisuel, 2011.

Chacune des opinions exprimées dans la publication est personnelle et ne peut en aucun cas être considérée comme représentative du point de vue de l'Observatoire, de ses membres ou du Conseil de l'Europe.

IRIS Thèmes

Liberté d'expression et médias : l'activité normative du Conseil de l'Europe (I) Comité des Ministres

Cet e-book fournit des indications précieuses sur le travail du [Comité des Ministres du Conseil de l'Europe](#) concernant la liberté d'expression et des médias. Il résume les principes et les nombreuses exigences normatives adoptés par le Conseil depuis novembre 1994 dans pas moins de 57 documents officiels destinés à guider les Etats membres du Conseil de l'Europe. Il fournit également un accès direct à chacun de ces documents officiels.

Plus précisément, cette publication contient :

1. Un [aperçu de l'ensemble des textes](#) résumés, y compris des liens vers chaque article et les textes officiels.
2. Une [liste des auteurs](#) des articles.
3. Une [description générale du rôle et du fonctionnement du Comité des Ministres](#) du Conseil de l'Europe dans le cadre de l'activité normative relative à (mais pas nécessairement basé sur) l'article 10 de la Convention européenne des droits de l'homme.
4. Une [compilation de courts articles](#), tirés de notre base de données juridiques, [IRIS Merlin](#), résumant les principaux éléments des déclarations, recommandations, résolutions et autres documents adoptés par le Comité des Ministres. Chaque article contient un lien vers le texte intégral du document officiel qu'il résume.
5. Une [compilation des textes intégraux de toutes les déclarations, recommandations, résolutions, etc. adoptés par le Comité des Ministres](#) (couvrant la période du 12 septembre 1952 au 13 janvier 2010), complétées par les éditeurs de [textes pertinents non inclus dans la compilation ou adoptés entre le 13 janvier 2010 et 21 septembre 2011](#).

Cet e-book est l'idée originale de Tarlach McGonagle qui nous a aussi fourni l'introduction, la liste complète des textes pertinents et de nombreux articles correspondants d'IRIS Merlin, ainsi que la liste des auteurs. Je tiens à le remercier pour son initiative et son engagement. Je suis également reconnaissante aux auteurs des articles d'IRIS Merlin qui construisent le noyau de cet e-book. Merci également à Kim de Beer pour sa patience et sa persistance à relever les nombreux défis de l'exercice de mise en page. Mes remerciements vont enfin aux collègues du département Société de l'information, médias et protection des données du Conseil de l'Europe qui nous ont laissé utiliser leur compilation des textes originaux adoptés par le Comité des Ministres.

Une publication sœur se concentrant sur les multiples principes et les exigences normatives adoptées par [l'Assemblée parlementaire](#) du Conseil de l'Europe est disponible en tant que **IRIS thèmes : Liberté d'expression et médias : [l'activité normative du Conseil de l'Europe \(II\) Assemblée parlementaire](#)**

Strasbourg, décembre 2011
Susanne Nikoltchev

Nb - navigation : pour revenir sur cette page, utilisez le bouton de retour de votre navigateur ou cliquer simultanément sur Alt ← (flèche pointant à gauche sur le côté droit du clavier)

TEXTES DU COMITE DES MINISTRES

Par ordre antéchronologique

Note :

- les liens de la troisième colonne pointent directement vers les articles résumant les textes officiels ; les références des articles pointent directement vers les textes officiels
- navigation : utilisez le bouton de retour de votre navigateur afin de retourner à la page précédente ou cliquer simultanément sur les touches Alt ← (flèche pointant à gauche sur le côté droit du clavier)

Texte	Date	IRIS	DH-MC (2010)001
	2011		page
Déclaration sur la protection de la liberté d'expression et d'information et de la liberté de réunion et d'association en ce qui concerne les noms de domaine d'internet et les chaînes de noms	21 septembre 2011	2011-10:1/6	
Déclaration sur des principes de la gouvernance de l'internet	21 septembre 2011	2011-10:1/7	354
Recommandation sur la protection et la promotion de l'universalité, de l'intégrité et de l'ouverture de l'internet	21 septembre 2011	2011-10:1/5	
Recommandation sur une nouvelle conception des médias	21 septembre 2011	2011-10:1/4	
	2010		
Déclaration sur la neutralité du réseau	29 septembre 2010	2010-10:1/3	
Recommandation sur des mesures visant à combattre la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle ou l'identité de genre	31 mars 2010	2010-8:1/3	346
Déclaration sur des mesures visant à favoriser le respect de l'article 10 de la Convention européenne des droits de l'homme	13 janvier 2010	2010-3:1/2	268
	2009		
Recommandation sur les politiques cinématographiques nationales et la diversité des expressions culturelles	23 septembre 2009	2009-9:3/2	338
Recommandation visant à protéger les enfants contre les contenus et comportements préjudiciables et à promouvoir leur participation active au nouvel environnement de l'information et de la communication	8 juillet 2009	2009-9:4/3	224
Déclaration sur le rôle des médias associatifs dans la promotion de la cohésion sociale et du dialogue interculturel	11 février 2009	2009-5:3/2	264

[Retour table des matières](#)

	2008		
Livre blanc sur le dialogue interculturel « Vivre ensemble dans l'égalité »	2 May 2008	2008-7:3/2	Externe
Déclaration concernant l'indépendance et les fonctions des autorités de régulation du secteur de la radiodiffusion	26 mars 2008	2008-5:2/1	253
Recommandation sur les mesures visant à promouvoir le respect de la liberté d'expression et d'information au regard des filtres Internet	26 mars 2008	2008-5:0/101	218
Déclaration sur l'affectation et la gestion du dividende numérique et l'intérêt général	20 février 2008	2008-4:5/4	251
Déclaration sur la protection de la dignité, de la sécurité et de la vie privée des enfants sur l'Internet	20 février 2008	2008-4:4/3	249
	2007		
Recommandation sur des mesures visant à promouvoir la valeur de service public de l'Internet	7 novembre 2007	2008-2:3/2	209
Recommandation sur les mesures concernant la couverture des campagnes électorales par les médias	7 novembre 2007	2007-10:0/103	203
Recommandation sur la promotion de la liberté d'expression et d'information dans le nouvel environnement de l'information et de la communication	26 septembre 2007	2007-9:0/104	197
Déclaration sur la protection et la promotion du journalisme d'investigation	26 septembre 2007	2007-10:3/2	246
Lignes directrices sur la protection de la liberté d'expression et d'information en temps de crise	26 septembre 2007	2007-10:2/1	192
Recommandation du Comité des ministres aux Etats membres sur la mission des médias de service public dans la société de l'information	31 janvier 2007	2007-3:5/5	184
Recommandation sur le pluralisme des médias et la diversité du contenu des médias	31 janvier 2007	2007-3:5/5	177
Déclaration sur la protection du rôle des médias dans les démocraties dans le contexte de la concentration des médias	31 janvier 2007	2007-3:5/5	243
	2006		
Déclaration sur la garantie de l'indépendance du service public de radiodiffusion dans les Etats membres	27 septembre 2006	2006-10:5/5	233
Recommandation sur la responsabilisation et l'autonomisation des enfants dans le nouvel environnement de l'information et de la communication	27 septembre 2006	2006-10:5/4	173
Recommandation sur la Convention de l'Unesco relative à la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles	1 February 2006	2006-3:5/4	171

[Retour table des matières](#)

	2005		
Déclaration sur les droits de l'homme et l'Etat de droit dans la société de l'information	13 May 2005	2005-6:3/2	334
Déclaration sur la liberté d'expression et d'information dans les médias dans le contexte de la lutte contre le terrorisme	2 mars 2005	2005-3:3/1	330
	2004		
Recommandation sur le droit de réponse dans le nouvel environnement des médias	15 December 2004	2005-1:0/108	168
Déclaration sur la liberté du discours politique dans les médias	12 février 2004	2004-3:3/2	326
	2003		
Recommandation sur la diffusion d'informations par les médias en relation avec les procédures pénales	10 juillet 2003	2003-8:3/4	163
Déclaration sur la diffusion d'informations par les médias en relation avec les procédures pénales	10 juillet 2003	2003-8:3/4	323
Déclaration sur la liberté de la communication sur l'Internet	28 mai 2003	2003-7:3/3	320
Recommandation sur des mesures visant à promouvoir la contribution démocratique et sociale de la radiodiffusion numérique	28 mai 2003	2003-5:0/110	157
	2002		
Recommandation sur des mesures visant à accroître la protection des droits voisins des organismes de radiodiffusion	11 septembre 2002	2002-9:4/5	54
Recommandation sur la protection des femmes contre la violence	30 avril 2002	2002-6:3/2	306
Recommandation sur l'accès aux documents publics	21 février 2002	2002-3:0/102	149
	2001		
Recommandation sur l'autorégulation des cyber-contenus (l'autorégulation et la protection des utilisateurs contre les contenus illicites ou préjudiciables diffusés sur les nouveaux services de communication et d'information)	5 septembre 2001	2001-9:3/4	145
Recommandation sur des mesures visant à protéger le droit d'auteur et les droits voisins et à combattre la piraterie, en particulier dans l'environnement numérique	5 septembre 2001	2001-9:5/7	140
	2000		
Recommandation concernant l'indépendance et les fonctions des autorités de régulation du secteur de la radiodiffusion	20 décembre 2000	2001-1:2/1	135
Recommandation sur le droit des journalistes de ne	6 mars 2000	2000-3:3/2	130

[Retour table des matières](#)

pas révéler leurs sources d'information			
	1999		
Recommandation sur les mesures relatives à la couverture médiatique des campagnes électorales	9 septembre 1999	1999-9:5/7	125
Déclaration sur l'exploitation des productions radiophoniques et télévisuelles protégées contenues dans les archives des radiodiffuseurs	9 septembre 1999	1999-9:4/5	303
Recommandation sur le service universel communautaire concernant les nouveaux services de communication et d'information	9 septembre 1999	1999-9:3/1	121
Recommandation sur la protection de la vie privée sur Internet. Lignes Directrices pour la protection des personnes à l'égard de la collecte et du traitement de données à caractère personnel sur les "Inforoutes"	23 février 1999	1999-5:3/2	115
Recommandation relative aux mesures visant à promouvoir le pluralisme dans les médias	19 janvier 1999	1999-2:5/5	110
	1997		
Recommandation sur les médias et la promotion d'une culture de tolérance	30 octobre 1997	1997-10:4/4	106
Recommandation sur le "discours de haine" du 30 octobre 1997	30 octobre 1997	1997-10:4/4	102
Recommandation sur la représentation de la violence dans les media électroniques	30 octobre 1997	1997-10:4/4	95
	1996		
Recommandation sur la garantie de l'indépendance du service public de radiodiffusion	11 septembre 1996	1996-10:4/4	89
Recommandation sur la protection des journalistes en situation de conflit et de tension	3 mai 1996	1996-5:4/4	83
Déclaration sur la protection des journalistes en situation de conflit et de tension	3 mai 1996	1996-5:4/4	302
	1995		
Recommandation relative aux problèmes de procédure pénale liés à la technologie de l'information	11 septembre 1995	1996-1:3/1	79
Résolution (95) 4 du 7 juin 1995, portant modification à la Résolution (88) 15, instituant un fonds européen de soutien à la coproduction et à la diffusion des oeuvres de création cinématographiques et audiovisuelles ("EURIMAGES")	7 juin 1995	1995-8:5/7	Lien externe
Recommandation sur la protection des données à caractère personnel dans le domaine des services de télécommunication, eu égard aux services téléphoniques	7 février 1995	1995-3:5/8	294
Recommandation sur des mesures contre la piraterie sonore et audiovisuelle	13 janvier 1995	1995-1:4/4	76

[Retour table des matières](#)

	1994		
Recommandation sur des mesures visant à promouvoir la transparence des médias	22 novembre 1994	1995-1:3/3	72

LISTE DES AUTEURS
COMITÉ DES MINISTRES

Noms	Affiliation¹	#
Francisco Javier Cabrera Blázquez	European Audiovisual Observatory	7
Eugen Cibotaru	Council of Europe, Directorate of Human Rights	2
Kim de Beer	IViR	1
Rüdiger Dussow	Council of Europe, Directorate of Human Rights	1
Irina Guidikova	Council of Europe, DG4 – Culture & Heritage	1
Nynke Hendriks	IViR	1
Lee Hibbard	Council of Europe, Directorate of Human Rights	1
Rik Lambers	IViR	1
Tarlach McGonagle	IViR	13
Ivan Nikoltchev	Council of Europe, Directorate of Human Rights	2
Frédéric Pinard	European Audiovisual Observatory	1
Christophe Poirel	Council of Europe, Directorate of Human Rights	2
Ramón Prieto Suárez	Council of Europe, Directorate of Human Rights	2
Mara Rossini	IViR	1
Jeroen Schokkenbroek	Council of Europe, Directorate of Human Rights	1
Ewoud Swart	IViR	1
Páll Thórhallsson	Council of Europe, Directorate of Human Rights	2
Spyros Tsovilis	Council of Europe, Legal Affairs Directorate, Data Protection Unit	1
Joris van Hoboken	IViR	1
Ad van Loon	European Audiovisual Observatory	2
Emre Yildirim	IViR	2

¹ Affiliation à la date de publication des articles.

***Liberté d'expression et médias :
l'activité normative du Conseil de l'Europe
(I) Comité des Ministres***

par Tarlach McGonagle

Introduction

Le Conseil de l'Europe est une organisation intergouvernementale régionale qui s'est engagée à assurer le respect des droits de l'homme, la démocratie et la primauté du droit dans toute l'Europe. Sa composition actuelle est de 47 États. Son objectif principal, tel qu'il est énoncé dans son statut, est de « réaliser une union plus étroite entre ses membres afin de sauvegarder et de promouvoir les idéaux et les principes qui sont leur patrimoine commun et de favoriser leur progrès économique et social². » Ce but sera poursuivi « au moyen des organes du Conseil, par l'examen des questions d'intérêt commun, par la conclusion d'accords et par l'adoption d'une action commune dans les domaines économique, social, culturel, scientifique, juridique et administratif, ainsi que par la sauvegarde et le développement des droits de l'homme et des libertés fondamentales³. »

I. Le Comité des Ministres

Le Comité des Ministres est l'organe exécutif, c'est-à-dire l'instance de décision du Conseil de l'Europe, et l'Assemblée parlementaire en est l'organe délibérant⁴. Le Comité des Ministres est composé des ministres des Affaires étrangères de tous les États membres, ou (dans la pratique) de leurs représentants permanents à Strasbourg.

Le Comité des Ministres est « l'organe compétent pour agir au nom du Conseil de l'Europe⁵ ». Ses principales fonctions sont les suivantes : inviter de nouveaux États à rejoindre le Conseil de l'Europe⁶ ; l'adoption de conventions et d'accords⁷ ; l'adoption de recommandations destinées aux États membres⁸ ; le suivi du respect des engagements (en

² Article 1(a), Statut du Conseil de l'Europe, STE n° 1 (dans sa version amendée), Londres, adopté le 5 mai 1949; entré en vigueur le 3 août 1949.

³ Article 1(b), *ibid*

⁴ Pour une présentation générale du Comité des Ministres, voir : http://www.coe.int/t/cm/aboutCM_fr.asp ; Florence Benoît-Rohmer & Heinrich Klebes, *Council of Europe law: Towards a pan-European legal area* (Strasbourg, Council of Europe Publishing, 2005), p. 48-56; C. Ravaud, « The Committee of Ministers », dans R. St. J. Macdonald *et al.*, Eds., *The European System for the Protection of Human Rights* (Dordrecht/Boston/London, Martinus Nijhoff Publishers, 1993), p. 645-655. Concernant la présentation du rôle du Comité des Ministres dans l'exécution et l'application des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme, voir: D.J. Harris, M. O'Boyle, E.P. Bates & C.M. Buckley, *Harris, O'Boyle & Warbrick Law of the European Convention on Human Rights* (seconde édition) (Oxford, Oxford University Press, 2009), p. 871 *et seq.*; Pieter van Dijk, Fried van Hoof, Arjen van Rijn, & Leo Zwaak, Eds., *Theory and Practice of the European Convention on Human Rights* (quatrième édition) (Antwerp/Oxford, Intersentia, 2006), p. 44-46; 291 *et seq.*

⁵ Article 13 du Statut du Conseil de l'Europe

⁶ .Articles 4 à 6 du Statut du Conseil de l'Europe. En vertu de l'article 8 du Statut, le Comité des Ministres peut également suspendre ou annuler l'adhésion d'un État membre.

⁷ Article 15(a) du Statut du Conseil de l'Europe

⁸ .Article 15(b) du Statut du Conseil de l'Europe

matière de droits de l'homme) des Etats membres⁹ ; le contrôle de l'exécution des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme¹⁰ ; l'organisation des affaires internes du Conseil de l'Europe et l'adoption du budget annuel de l'organisation¹¹ ; l'adoption et le suivi du Programme d'activités intergouvernemental¹².

II. Œuvre normative du Comité des Ministres

Comme indiqué plus haut, le Comité des Ministres est habilité à émettre des recommandations destinées aux États membres. Ces recommandations¹³ ne sont pas juridiquement contraignantes pour les États, mais elles sont investies d'une « autorité morale » et sont politiquement persuasives¹⁴. Ceci s'explique en grande partie par le fait que ces recommandations sont généralement adoptées à l'unanimité¹⁵ et qu'elles représentent donc une position européenne commune sur un sujet donné¹⁶.

En règle générale, les recommandations traitent d' « un sujet précis (lié aux droits de l'homme) de manière globale et en se référant aux normes juridiquement contraignantes en vigueur¹⁷ ». Elles sont parfois accompagnées d'un rapport explicatif qui expose, entre autres, la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme ou les normes du Conseil de l'Europe en la matière. Ces rapports explicatifs permettent de donner un aperçu pertinent du cadre juridique dans lequel intervient une recommandation. Comme son nom l'indique, une recommandation préconise généralement des trains de mesures spécifiques à mettre en œuvre par les États membres.

Parallèlement aux recommandations, le Comité des Ministres adopte également des lignes directrices, qui, « en principe, servent le même but que les recommandations¹⁸ », et des déclarations visant, par exemple, à « établir des principes, fixer des objectifs stratégiques et définir les perspectives d'avenir pour l'action de l'organisation dans un domaine particulier¹⁹ ».

Si les recommandations, les lignes directrices et les déclarations ne sont pas juridiquement contraignantes, elles ont néanmoins une grande pertinence juridique.

En premier lieu, dans la mesure où ces textes normatifs se concentrent le plus souvent sur des questions (liées aux droits de l'homme) ou des situations (nouvelles) ayant des implications au niveau de la démocratie ou des droits de l'homme, ils peuvent servir à compléter les dispositions des traités existants. Ils peuvent notamment le faire en fournissant un certain

⁹ Florence Benoît-Rohmer & Heinrich Klebes, *Council of Europe law, op. cit.*, p. 54 et 118..

¹⁰ Article 46 de la Convention européenne des Droits de l'Homme, *infra*

¹¹ .Articles 16 et 38 du Statut du Conseil de l'Europe

¹² .Voir : http://www.coe.int/t/cm/home_fr.asp

¹³ Jusqu'à 1979, les recommandations aux Etats membres portaient le nom de résolutions.

¹⁴ Florence Benoît-Rohmer & Heinrich Klebes, *Council of Europe law, op. cit.*, p. 108-109.

¹⁵ Littéralement, en vertu de l'article 20 du Statut du Conseil de l'Europe, les recommandations aux Etats membres requièrent « l'unanimité des voix exprimées et la majorité des représentants ayant le droit de siéger au Comité des Ministres. » Néanmoins, un « accord amiable » datant de 1994 permet l'adoption d'un texte avec une majorité des deux-tiers. Pour de plus amples informations, voir : Florence Benoît-Rohmer & Heinrich Klebes, *Council of Europe law, op. cit.*, p. 54-55.

¹⁶ *Ibid.*, p. 109; Jan Kleijssen, « Council of Europe Standard-setting in the Human Rights Field », dans J.P. Loof & R.A. Lawson, Eds., *60 jaar Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens – Een lichtend voorbeeld? – Numéro spécial de Nederlands Tijdschrift voor de Mensenrechten*, vol. 35 [2010], n° 7, p. 897-904, p. 899.

¹⁷ Jan Kleijssen, « Council of Europe Standard-setting in the Human Rights Field », *op. cit.*, p. 898.

¹⁸ *Ibid.*

¹⁹ *Ibid.*

nombre de détails faisant défaut dans les dispositions des traités, ou en anticipant des problèmes nouveaux, qui n'ont pas encore été abordés dans les dispositions d'un traité ou dans la jurisprudence. Il est intéressant de noter que les arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme font référence aux textes normatifs du Comité des Ministres de façon toujours plus systématique et structurée, généralement dans un chapitre intitulé « Les instruments internationaux ²⁰ ». De même, ces textes normatifs peuvent faciliter l'interprétation des traités existants en appliquant certains principes généraux à des situations concrètes, ou en interprétant ces principes d'une manière qui soit en harmonie avec l'époque.

D'autre part, ces textes normatifs peuvent servir d'inspiration pour de nouveaux traités. Un exemple nous en est fourni par la Recommandation (2002) 2 sur l'accès aux documents publics²¹, qui fut « la principale source d'inspiration » de la Convention du Conseil de l'Europe sur l'accès aux documents publics (2009)²².

Enfin, ils peuvent faciliter l'application des traités et divers autres processus de suivi en permettant d'identifier les meilleures pratiques et d'établir des repères. Cela peut passer, par exemple, par l'introduction d'une disposition dans une recommandation prévoyant expressément la mise en place de comptes-rendus ou d'autres mesures de suivi par les États membres.

Par rapport aux traités, les recommandations présentent un certain nombre d'avantages pratiques²³. Les recommandations sont applicables immédiatement dans tous les États membres dès leur adoption par le Comité des Ministres. Aucune procédure de ratification formelle n'est requise au niveau national, même s'il incombe aux autorités des États membres de fixer les modalités concrètes d'application. Les recommandations sont plus souples que les traités concernant leur mise à jour ou leur modification, par exemple pour prendre en compte les développements de la société et de la technologie. Ainsi, il a été relativement simple de procéder à la révision et à la modernisation des grands principes et des dispositions de la Résolution (74) 26 sur le droit de réponse - situation de l'individu à l'égard de la presse à l'ère numérique par le biais de la Recommandation Rec (2004) 16 sur le droit de réponse dans le nouvel environnement des médias.

III. Œuvre normative du Comité des Ministres en matière de liberté d'expression et des médias

Le Conseil de l'Europe a adopté une série de traités internationaux et autres textes normatifs traitant, de façon centrale ou connexe, de la liberté d'expression et des médias. Bien que cette série de normes soit en grande partie similaire au niveau des objectifs généraux et de la démarche, chaque texte se distingue par ses propres objectifs, priorités, possibilités statutaires

²⁰ Par exemple, la Recommandation R (97) 20 du Comité des Ministres aux États membres sur les « discours incitant à la haine » du 30 octobre 1997 est citée par la Cour européenne des Droits de l'Homme dans l'arrêt rendu dans l'affaire *Gündüz c. Turquie* du 4 décembre 2003 (paragraphe 22) et dans l'affaire *Féret c. Belgique* du 16 juillet 2009 (paragraphe 44 et 72).

²¹ Recommandation Rec (2002) 2 du Comité des Ministres aux États membres sur l'accès aux documents publics, 21 février 2002.

²² Paragraphe ii) de l'introduction du Rapport explicatif de la Convention du Conseil de l'Europe sur l'accès aux documents publics, STCE n° 205, 18 juin 2009.

²³ Ce paragraphe s'inspire largement et fait la synthèse des avantages énumérés par d'autres auteurs, en particulier Florence Benoit-Rohmer & Heinrich Klebes, *Council of Europe law, op. cit.*, p. 107-110 et Jan Kleijssen, « Council of Europe Standard-setting in the Human Rights Field », *op. cit.*, p. 899.

et procédurales (juridiques). Cela se traduit par une diversité considérable de la gamme de stratégies élaborées par le Conseil en vue de promouvoir la liberté d'expression et des médias.

Les principaux traités du Conseil de l'Europe contenant des dispositions relatives à la liberté d'expression et des médias comprennent : la Convention européenne des droits de l'homme²⁴, la Convention européenne sur la télévision transfrontière²⁵, la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires²⁶, la Convention-cadre pour la protection des minorités nationales²⁷, la Convention sur la cybercriminalité²⁸ et son Protocole additionnel relatif à l'incrimination d'actes de nature raciste et xénophobe commis par le biais de systèmes informatiques²⁹ et la Convention sur l'accès aux documents publics³⁰.

Le Conseil de l'Europe s'est engagé dans un vaste programme d'activités normatives dans le domaine de la liberté d'expression et des médias, qui ne sont pas directement fondées sur des traités spécifiques. Des textes normatifs pertinents sont régulièrement adoptés par divers organes du Conseil de l'Europe, par exemple le Comité des Ministres, l'Assemblée parlementaire³¹ et la Commission européenne contre le racisme et l'intolérance (ECRI). Comme ces textes ne sont pas juridiquement contraignants pour les États membres, ils servent généralement à présenter le *statu quo* normatif concernant le thème traité ou les orientations souhaitées par l'instance qui les adopte en matière de développement politique et législatif. La reconnaissance de ces textes normatifs ne cesse de croître et, par conséquent, leur impact s'en trouve renforcé.

Un certain nombre de thèmes sont récurrents dans les principaux textes normatifs du Comité des Ministres tels qu'ils sont résumés dans le présent volume. Ces thèmes comprennent :

- La liberté d'expression
- L'accès à l'information
- Les libertés journalistiques
- Le pluralisme, la tolérance et le dialogue dans la société
- Les nouveaux médias et la société de l'information
- La mission de service public des médias
- Le débat public / politique
- Le pluralisme des médias et la diversité
- La sauvegarde des droits de l'homme dans un environnement numérique
- La protection des mineurs, en particulier dans un environnement en ligne
- La protection de la vie privée et des données à caractère personnel.

²⁴ Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés Fondamentales, STE n° 5, adoptée le 4 novembre 1950 et entrée en vigueur le 3 septembre 1953.

²⁵ STE n° 132 (adoptée le 5 mai 1989 et entrée en vigueur le 1^{er} mai 1993), dans sa version amendée par le protocole afférent STE n° 171, adopté le 1 octobre 1998 et entré en vigueur le 1^{er} mars 2002.

²⁶ STE n° 148, adoptée le 5 novembre 1992 et entrée en vigueur le 1^{er} mars 1998.

²⁷ STE n° 157, adoptée le 1^{er} février 1995 et entrée en vigueur le 1^{er} février 1998.

²⁸ STE n° 185, adoptée le 23 novembre 2001 et entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2004.

²⁹ ETS n° 189, adoptée le 28 janvier 2003 et entrée en vigueur le 1^{er} mars 2006.

³⁰ STCE n° 205, adoptée le 18 juin 2009.

³¹ Voir : *Liberté d'expression et médias : l'œuvre normative de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe – Série thématique d'IRIS* (vol. 2).

[Retour à la table des matières](#)

Compilation d'articles d'IRIS

**Décrivant les éléments essentiels des déclarations,
recommandations, résolutions et autres documents adoptés par le
Comité des Ministres**

par ordre antéchronologique

2011

Liberté d'expression et d'information et liberté de réunion et d'association en ce qui concerne les noms de domaine d'internet

Tarlach McGonagle

Institut du droit de l'information (IViR), Université d'Amsterdam

Le 21 septembre 2011, le Comité des Ministres (CM) du Conseil de l'Europe a adopté une Déclaration sur la protection de la liberté d'expression et d'information et de la liberté de réunion et d'association en ce qui concerne les noms de domaine d'internet et les chaînes de noms.

Cette déclaration se fonde sur les articles 10 (liberté d'expression) et 11 (liberté de réunion et d'association) de la Convention européenne des droits de l'homme (CEDH). Elle s'appuie par ailleurs sur les travaux normatifs antérieurs du Comité des Ministres, par exemple la Recommandation CM/Rec(2007)16 sur des mesures visant à promouvoir la valeur de service public de l'Internet (voir IRIS 2008-2/2), la Déclaration sur la liberté de la communication sur l'Internet (voir IRIS 2003-7/3), la Déclaration sur les droits de l'homme dans la société de l'information (voir IRIS 2005-6/2) et la Recommandation CM/Rec(2008)6 sur les mesures visant à promouvoir le respect de la liberté d'expression et d'information au regard des filtres internet (voir IRIS 2008-5/101).

Le texte souligne la nécessité de veiller à ce que la liberté d'expression s'applique également aux noms de domaine d'internet dans la mesure où « les particuliers ou les exploitants de sites internet peuvent décider d'utiliser un nom de domaine particulier ou une chaîne de noms donnée pour identifier et décrire le contenu hébergé sur leur site, faire connaître un point de vue particulier ou créer des espaces de communication, d'interaction, de réunion et d'association à l'usage de divers groupes ou communautés ». Le Comité des Ministres observe que « certains Etats membres du Conseil de l'Europe ont proposé des mesures pour interdire l'utilisation de certains mots ou caractères dans les noms de domaine et les chaînes de noms, ce qui est une source de préoccupation ». Il observe par ailleurs le caractère pertinent de la protection de la liberté d'expression et du droit de recevoir et de communiquer des informations, ainsi que la liberté de réunion et d'association dans « les processus d'élaboration de politiques qui sont engagées au sein de la Société pour l'attribution des noms de domaines et des numéros sur internet (ICANN) en vue d'étendre l'espace des noms de domaine et d'y intégrer des extensions de nouveaux domaines de premier niveau contenant des expressions génériques ».

Le Comité des Ministres encourage les Etats membres du Conseil de l'Europe à appliquer à la gestion des noms de domaine des garanties de respect des droits fondamentaux. Il met en garde contre le risque d'une « réglementation excessive de l'espace des noms de domaine » qui nuirait à l'exercice du droit à la liberté d'expression et d'information, ainsi que du droit à la liberté de réunion et d'association. Il rappelle qu'il importe que la réglementation dans ce domaine s'inscrive dans l'esprit des articles 10 et 11 de la CEDH et s'engage à entreprendre

d'autres travaux normatifs pertinents. Enfin, le Comité des Ministres rappelle la Résolution « sur la gouvernance de l'internet et les ressources critiques de l'internet », adoptée par les ministres des Etats participant à la 1^e Conférence du Conseil de l'Europe des ministres responsables des médias et des nouveaux services de communication en 2009 (voir IRIS 2009-8/2), et exprime son souhait de voir les diverses parties prenantes gérer l'espace des noms de domaine en tenant « pleinement compte » du droit international applicable en matière de droits de l'homme.

- Déclaration du Comité des Ministres sur la protection de la liberté d'expression et d'information et de la liberté de réunion et d'association en ce qui concerne les noms de domaine d'internet et les chaînes de noms, 21 septembre 2011
<http://merlin.obs.coe.int/redirect.php?id=15485>

IRIS 2011-10/6

Déclaration sur les principes de la gouvernance d'internet

Axel Arnbak

Institut du droit de l'information (IViR), Université d'Amsterdam

En adoptant le 21 septembre 2011 la Déclaration sur les principes de la gouvernance d'internet, le Comité des Ministres entreprend de soutenir et promouvoir expressément une « approche de l'internet qui soit viable à long terme, centrée sur l'individu et fondée sur les droits » (article 5). Ce texte vise à encourager les Etats membres à respecter dix principes lorsqu'ils élaborent leur politique nationale et internationale relative à internet.

Ces principes s'apparentent pour l'essentiel à des engagements d'ordre général sur dix points importants : 1) les droits de l'homme, la démocratie et l'Etat de droit ; 2) la gouvernance multiacteurs ; 3) la responsabilité des Etats ; 4) l'autonomisation des usagers de l'internet ; 5) l'universalité de l'internet ; 6) l'intégrité de l'internet ; 7) la gestion décentralisée ; 8) les normes ouvertes, l'interopérabilité et le caractère de « bout en bout » ; 9) l'ouverture du réseau ; et, enfin, 10) la diversité culturelle et linguistique.

Le Comité des Ministres inscrit ces engagements dans le cadre de ce que nous pouvons désormais qualifier raisonnablement de tradition de la gouvernance d'internet, puisqu'il s'inspire pour l'essentiel de la phase de Genève (2003) et de l'Agenda de Tunis (2005) du Sommet mondial sur la société de l'information (article 2). De fait, bon nombre de principes réaffirment le statu quo normatif de la gouvernance d'internet, comme le respect des droits fondamentaux et la gouvernance multiacteurs. Plus intéressant encore, le libellé d'un certain nombre de principes moins connus pourrait interagir de manière inattendue avec plusieurs débats politiques récents au sujet d'internet.

Par exemple, conformément à la proposition formulée dans la déclaration, selon laquelle les Etats devraient « s'abstenir de toute action qui porterait directement ou indirectement atteinte à des personnes ou à des entités ne relevant pas de leur compétence territoriale » (article 3 sur la responsabilité des Etats), les négociations engagées entre l'Union européenne et les Etats-Unis à propos de la remise en

question de l'extraterritorialité des noms de domaine et des adresses IP - à la suite du Conseil des Affaires générales du Conseil de l'Union européenne, qui s'est tenu en avril 2010 sous présidence espagnole, et récemment examinées à l'occasion de l'audition consacrée par la commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures (LIBE) du Parlement européen au projet de directive relative aux cyberattaques contre les systèmes informatiques - pourraient s'avérer difficiles.

Grâce à ces dix principes, le Comité des Ministres favorise grandement le débat sur la gouvernance d'internet. Bien que les déclarations du Comité des Ministres ne soient pas juridiquement contraignantes pour les Etats membres, elles sont revêtues d'une certaine autorité morale et politique. Il sera intéressant d'analyser le poids qu'elles auront dans des cas précis de définition d'une politique à l'échelon national et international, compte tenu de ce nouveau contexte de vision partagée, et d'engagement général en faveur d'une approche durable centrée sur les personnes et fondée sur les droits, comme le souligne la présente déclaration.

- Déclaration du Comité des Ministres sur des principes de la gouvernance de l'internet, 21 septembre 2011
<http://merlin.obs.coe.int/redirect.php?id=15487>
- Conseil de l'Union européenne, « Conclusions relatives au Plan d'action pour la mise en œuvre de la stratégie concertée de lutte contre la cybercriminalité », 3010e session du Conseil Affaires générales, Luxembourg, 26 avril 2010
<http://merlin.obs.coe.int/redirect.php?id=15488>

IRIS 2011-10/7

Recommandation sur la protection et la promotion de l'universalité, de l'intégrité et de l'ouverture de l'internet

Axel M. Arnbak

Institut du droit de l'information (IViR), Université d'Amsterdam

Le 21 septembre 2011, le Comité des Ministres a adopté la Recommandation CM/Rec(2011)8 sur la protection et la promotion de l'universalité, de l'intégrité et l'ouverture de l'internet. Dans ce texte, les ministres associent explicitement la résilience et la stabilité d'internet à la liberté d'expression et à l'accès à l'information (paragraphe 2 à 6). En outre, la recommandation reconnaît que les Etats membres dépendent des actions et des systèmes juridiques des uns et des autres pour le bon fonctionnement d'internet et de son infrastructure. Ainsi, dans un esprit ambitieux, elle demande aux Etats de coopérer et de s'aider mutuellement, « en toute bonne foi » (articles 1.2 et 2.2.4), pour éviter un effet transfrontière sur l'accès à internet et son utilisation. Cette ambition politique unanime paraît logique et, même si les recommandations ne sont pas juridiquement contraignantes, elle pourrait fixer la norme en matière d'élaboration future de la politique dans le domaine de la résilience et de la sécurité du réseau.

Le rapport explicite entre l'article 10 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (CEDH) et l'accès à internet et son utilisation, et la stabilité et la résilience d'internet en particulier (paragraphe 4 à 5), est conforme à la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme.

Dans l'arrêt rendu dans l'affaire *Autronic AG c. Suisse*, et plus récemment dans l'affaire *Saygılı c. Turquie*, la Cour avait déjà étendu la protection de l'article 10 de la CEDH aux « moyens de transmission ou de captage, car toute restriction apportée à ceux-ci touche le droit de recevoir et communiquer des informations ». Maintenant qu'il est recommandé aux Etats membres de garantir activement la stabilité et la résilience d'internet, ainsi que de préserver l'intérêt public général dans l'élaboration des politiques relatives à l'internet (paragraphe 9), il sera intéressant de voir si, dans ses futurs arrêts, la Cour va poursuivre sur le chemin menant à l'adoption d'obligations positives juridiquement contraignantes en matière de sécurité du réseau en vertu de l'article 10 de la CEDH. En effet, la Cour observe de plus en plus les recommandations dans la section « Instruments internationaux pertinents » de ses arrêts.

Pour le moment, la recommandation énonce les principes généraux que les Etats devraient respecter dans leurs interactions dans le domaine de l'élaboration des politiques relatives à l'internet, tels que i) absence de préjudice ; ii) coopération ; iii) diligence dans la prévention, la gestion et la réponse aux perturbations et interférences transfrontières ; iv) préparation ; v) notification ; vi) partage d'informations et vii) assistance mutuelle. Outre ces principes, il est également recommandé aux Etats membres de s'inspirer d'une déclaration adoptée par le Conseil à la même date, sur 10 principes de la gouvernance de l'internet (paragraphe 12) (voir IRIS 2011-10/7).

- Recommandation CM/Rec(2011)8 du Comité des Ministres aux Etats membres sur la protection et la promotion de l'universalité, de l'intégrité et l'ouverture de l'internet, 21 septembre 2011
<http://merlin.obs.coe.int/redirect.php?id=15492>

IRIS 2011-10/5

Recommandation sur une nouvelle conception des médias

Tarlach McGonagle

Institut du droit de l'information (IViR), Université d'Amsterdam

Le 21 septembre 2011, le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe a adopté une Recommandation sur une nouvelle conception des médias. Depuis plus d'une décennie, le Conseil de l'Europe ne traite des questions en rapport avec les nouveaux médias que de façon fragmentaire. A ce jour, cette recommandation constitue la tentative la plus explicite de l'organisation d'aborder les questions pertinentes de façon cohérente et globale. L'élaboration de la recommandation a été directement déclenchée par la première Conférence des ministres responsables des médias et des nouveaux services de communication en 2009 du Conseil de l'Europe (voir IRIS 2009-8/2).

Les divisions structurelles de la recommandation reflètent les thèmes qu'elle aborde : « Objet des médias », « Médias et démocratie », « Réglementation et normes applicables aux médias », « Evolution de l'écosystème médiatique » et « Une nouvelle conception des médias, qui appelle une approche graduelle et différenciée ». La recommandation est complétée par une annexe intitulée « Critères

d'identification des médias et orientations en vue d'une approche graduelle et différenciée ».

La recommandation décrit le rôle traditionnellement joué par les médias dans la société et présente plusieurs arguments habituellement avancés pour justifier la régulation des médias. Elle détaille ensuite plusieurs changements entraînés par la technologie dans le secteur des médias et leurs conséquences plus étendues, y compris « un niveau sans précédent d'interaction et de participation des utilisateurs, ce qui ouvre de nouvelles opportunités pour la citoyenneté démocratique » et la facilitation de « la participation des usagers à la création et à la diffusion d'informations et de contenus, estompant ainsi les frontières entre communication publique et communication privée ». L'évolution de la relation entre médias traditionnels et nouveaux médias est également examinée.

Ces développements justifient le réexamen de la politique des médias en vigueur. La recommandation indique que « [t]ous les acteurs - nouveaux ou traditionnels - qui interviennent dans l'écosystème médiatique devraient pouvoir s'appuyer sur un cadre d'action qui leur garantisse un niveau de protection adéquat et leur indique clairement quels sont leurs devoirs et responsabilités, en conformité avec les normes du Conseil de l'Europe ». Elle poursuit : « [l]a réponse devrait être graduelle et différenciée selon le rôle que jouent les services de médias concernés dans la production et la diffusion de contenus ». A ces fins, elle recommande aux Etats membres :

- « d'adopter une conception des médias nouvelle et élargie » qui englobe tous les acteurs pertinents ;
- « d'évaluer la nécessité d'interventions réglementaires pour tous les acteurs » ;
- « d'appliquer les critères » figurant à l'annexe « lors de l'élaboration d'une réponse graduelle et différenciée pour les acteurs [...], en tenant compte [de leurs] fonctions spécifiques [...] dans l'activité des médias, ainsi que de leur impact potentiel et de leur importance pour le fonctionnement ou l'amélioration de la bonne gouvernance dans une société démocratique » ;
- « d'engager le dialogue avec tous les acteurs de l'écosystème médiatique afin qu'ils soient correctement informés du cadre juridique applicable [...] » ;
- « d'adopter des stratégies pour promouvoir, développer ou veiller à une prestation de service public adaptée » afin de garantir, notamment, « le pluralisme et la diversité des contenus et des choix proposés au consommateur » ;
- « de rester attentifs et de remédier aux situations de forte concentration dans l'écosystème médiatique [...] » ;
- « de prendre des mesures, individuellement ou collectivement, pour promouvoir ces approches dans les forums internationaux concernés ».

L'annexe de la recommandation comprend deux parties de fond et une longue liste de normes pertinentes du Conseil de l'Europe. La première partie de fond, « Critères et indicateurs des médias », définit plusieurs critères clés et indicateurs connexes. Les critères sont : « Intention d'agir comme un média », « Finalité et objectifs fondamentaux des médias », « Contrôle éditorial », « Normes professionnelles », « Portée et diffusion » et « Attentes du public ». La seconde partie de fond, « Normes

[Retour à la table des matières](#)

appliquées aux médias dans le nouvel écosystème » comprend les sections suivantes : « Droits, privilèges et prérogatives », « Pluralisme des médias et diversité des contenus » et « Responsabilités des médias ». Plusieurs indicateurs sont proposés pour chacune de ces sections.

- Recommandation CM/Rec(2011)7 du Comité des Ministres aux Etats membres sur une nouvelle conception des médias, 21 septembre 2011
<http://merlin.obs.coe.int/redirect.php?id=15495>

IRIS 2011-10/4

Déclaration sur la neutralité du réseau

Emre Yildirim

Institut du droit de l'information (IViR), Université d'Amsterdam

Le 29 septembre 2010, le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe a adopté une Déclaration sur la neutralité du réseau. Ce texte porte sur la protection et la promotion des droits de l'homme sur Internet et sur leur éventuelle perturbation en raison de l'absence de neutralité du réseau.

La Déclaration constate un recours manifeste des personnes à Internet comme outil indispensable à leurs activités quotidiennes dans des domaines aussi variés que la communication, l'information, le savoir et les transactions commerciales. Elle souligne l'importante contribution des réseaux de communications électroniques à la garantie des droits fondamentaux que sont la liberté d'expression, l'accès à l'information, le pluralisme et la diversité. Une gestion opaque du trafic, une discrimination des contenus et services ou un blocage des dispositifs de connexion pourraient cependant être préjudiciables au respect de ces droits.

La Déclaration souligne que l'accès à l'infrastructure, indépendamment du dispositif employé par l'utilisateur final, est une condition préalable à la garantie du plus large accès possible à tout contenu, application ou service proposés sur Internet. L'augmentation exponentielle du trafic Internet et de l'utilisation de la largeur de bande peut amener les opérateurs de réseaux de communications électroniques à prendre des mesures de gestion du trafic Internet. Cette situation serait donc susceptible de nuire à la qualité des services, à la mise en place de nouveaux services, à la stabilité et à la fiabilité du réseau ou à la lutte contre la cybercriminalité.

La Déclaration estime que, dans la mesure où la gestion du trafic est indispensable dans la situation précitée, il importe que cette démarche ne soit pas perçue comme une mesure contraire au principe de la neutralité du réseau. Toute exception à ce principe devrait être examinée avec la plus grande attention et se justifier par des motifs d'intérêt général supérieur. Le Comité des Ministres rappelle l'importance du respect de l'article 10 de la Convention européenne et de la jurisprudence pertinente de la Cour européenne des droits de l'homme et fait également référence au cadre réglementaire de l'Union européenne en matière de communications électroniques.

Conformément à la Déclaration, il importe que les utilisateurs et fournisseurs de services, d'applications ou de contenus soient en mesure d'évaluer les répercussions des mesures de gestion du réseau sur les libertés et droits fondamentaux et qu'ils soient informés de leur existence. Il convient que ces mesures soient proportionnées, adaptées et qu'elles évitent toute forme de discrimination injustifiée, qu'elles fassent l'objet d'un examen périodique et qu'elles ne soient pas appliquées au-delà de la durée strictement nécessaire. Il y a également lieu de prévoir des garanties procédurales, sous forme de voies de recours adéquates contre les décisions de gestion du réseau.

En conclusion, le Comité déclare son attachement au principe de neutralité du réseau et souligne que toute exception à ce principe devrait respecter les exigences établies ci-dessus.

- Déclaration du Comité des Ministres sur la neutralité du réseau, adoptée le 29 septembre 2010
<http://merlin.obs.coe.int/redirect.php?id=12790>

IRIS 2010-10/3

Recommandation visant à combattre la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle ou l'identité de genre

Tarlach McGonagle

Institut du droit de l'information (IViR), Université d'Amsterdam

Une nouvelle recommandation sur des mesures visant à combattre la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle ou l'identité de genre, adoptée par le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe le 31 mars 2010, comporte un certain nombre de dispositions relatives à la liberté d'expression, au discours de haine et aux médias.

La Recommandation CM/Rec(2010)5 s'adresse à l'ensemble des Etats membres du Conseil de l'Europe. Elle comporte une partie principale qui formule cinq recommandations et une annexe qui énonce une série de « principes et mesures » pertinents. Ces recommandations portent à la fois sur la discrimination directe et indirecte fondée sur l'orientation sexuelle ou l'identité de genre. Elles soulignent la nécessité d'examiner les dispositions légales et autres mesures en vigueur et préconisent l'adoption et l'application efficace de mesures législatives et autres visant à combattre cette forme de discrimination et à « garantir le respect des droits de l'homme des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles et transgenres, et à promouvoir la tolérance à leur égard ». Les recommandations mettent également en avant la nécessité de s'assurer que ces mesures légales et autres s'accompagnent de voies de recours effectives, en veillant à les faire connaître et à les rendre accessibles, ainsi que des sanctions et réparations adéquates.

Les principes et mesures figurant à l'annexe visent à orienter les Etats membres dans le choix de « leur législation, leurs politiques et leurs pratiques ». S'agissant du « discours de haine », l'annexe recommande aux « Etats membres [de] prendre les mesures appropriées afin de combattre toutes les formes d'expression, notamment dans les médias et sur Internet, pouvant raisonnablement être comprises comme susceptibles d'inciter, de propager ou de promouvoir la haine ou d'autres formes de discrimination à l'égard des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles et transgenres ». Il importe que ces mesures soient conformes aux dispositions de l'article 10 de la Convention européenne des droits de l'homme, ainsi qu'à la jurisprudence pertinente de la Cour européenne des droits de l'homme. Les autorités et les organismes publics « à tous les niveaux » doivent garder à l'esprit qu'il est de leur responsabilité de s'abstenir de faire ce type de déclarations et de promouvoir une véritable tolérance envers les lesbiennes, les gays, les bisexuels et les personnes transgenres. L'annexe invite également les Etats membres à garantir la jouissance effective et non-discriminatoire du droit à la liberté d'expression,

« notamment à l'égard de la liberté de recevoir et de transmettre des informations et des idées concernant l'orientation sexuelle ou l'identité de genre ».

Plus généralement, l'annexe à la recommandation énonce un large éventail de « principes et mesures », comme l'illustrent les diverses catégories dans lesquelles ils figurent : droit à la vie, à la sécurité et à la protection contre la violence (« Crimes de haine » et autres incidents motivés par la haine ; « Discours de haine ») ; liberté d'association ; liberté d'expression et de réunion pacifique ; droit au respect de la vie privée et familiale ; emploi ; éducation ; santé ; logement ; sports ; droit de demande d'asile ; structure nationale des droits de l'homme ; discrimination multiple.

Il convient enfin de noter que l'engagement du Comité des Ministres contre le « discours de haine » relatif à l'orientation sexuelle et l'identité de genre dans cette recommandation et son annexe représente un élargissement de l'approche classique de la lutte menée par le Conseil de l'Europe contre le « discours de haine », qui portait habituellement sur le racisme, la xénophobie, l'antisémitisme et les formes connexes d'intolérance. Etrangement, deux éléments de référence particulièrement importants pour cette approche classique - les deux Recommandations jumelles n° R(97)20 relative au « discours de haine » et n° R(97)21 sur les médias et la promotion d'une culture de tolérance (voir IRIS 1997-10: 4/4) - ne sont pas expressément mentionnés dans la présente recommandation.

- Recommandation CM/Rec(2010)5 du Comité des Ministres aux Etats membres sur des mesures visant à combattre la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle ou l'identité de genre, 31 mars 2010
<http://merlin.obs.coe.int/redirect.php?id=12646>

IRIS 2010-8/3

Déclaration sur des mesures visant à favoriser le respect de l'article 10 de la Convention européenne des droits de l'homme

Tarlach McGonagle

Institut du droit de l'information (IViR), Université d'Amsterdam

Compte tenu des inquiétudes exprimées à l'égard de l'application effective de l'article 10 de la Convention européenne des droits de l'homme, le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe a adopté le 13 janvier 2010 une Déclaration sur des mesures visant à favoriser le respect de l'article 10.

La Déclaration observe que la Cour européenne des droits de l'homme se révèle être l'instrument indispensable à la mise en œuvre de l'article 10 de la Convention, auquel s'ajoutent (i) la procédure d'exécution des arrêts de la Cour, supervisée par le Comité des Ministres et, (ii) les activités normatives d'ordre général du Conseil de l'Europe dans ce domaine. Le texte reconnaît qu'il importe de renforcer la mise en œuvre de normes pertinentes dans le « droit et la pratique » à l'échelon national, tâche qui exige « le soutien, l'engagement et la coopération actifs » de l'ensemble des Etats membres.

La Déclaration prend acte et se félicite des « mesures prises par d'autres institutions, telles que le Représentant de l'Organisation pour la coopération et la sécurité en

Europe (OSCE) pour la liberté des médias, ainsi que par des organisations qui font partie de la société civile ».

Le Comité des Ministres « se félicite des propositions » formulées par le Comité directeur sur les médias et les nouveaux services de communication (CDMC) qui visent à favoriser la promotion, par les divers organes du Conseil de l'Europe, du respect de l'article 10 au sein des Etats membres. La Déclaration se contente cependant d'énumérer dans les grandes lignes les propositions du Comité des Ministres et omet d'indiquer que ces propositions sont présentées de façon plus détaillée à l'Annexe IV du Rapport de la 11^e réunion du CDMC. Ce document énumère comme suit les principales propositions : renforcement de la collecte d'informations ; renforcement de la coordination ; renforcement du suivi technique (services d'experts) ; renforcement du suivi politique et évaluation (par le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe).

La Déclaration invite à « améliorer la collecte et le partage des informations, ainsi qu'à renforcer la coordination » à travers le Conseil de l'Europe ; son préambule évoque aux divers « organes et institutions » qui ont, « dans le cadre de leurs mandats respectifs, la capacité de contribuer à la protection et à la promotion de la liberté d'expression et d'information et de la liberté des médias ». Le Comité des Ministres, l'Assemblée parlementaire, le Secrétaire Général, le Commissaire aux droits de l'homme et d'autres organes sont appelés à se montrer « tous actifs dans ce domaine ». Les vastes actions pertinentes menées dans le cadre, par exemple, de la Convention-cadre pour la protection des minorités nationales, de la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires ou des travaux de la Commission européenne contre le racisme et l'intolérance (ECRI), sont probablement visées par la formule « autres organes ».

- Déclaration du Comité des Ministres sur des mesures visant à favoriser le respect de l'article 10 de la Convention européenne des droits de l'homme, 13 janvier 2010
<http://merlin.obs.coe.int/redirect.php?id=12267>
- Comité directeur sur les médias et les nouveaux services de communication, rapport de la 11^e réunion (20-23 octobre 2009), 16 novembre 2009, Document n° CDMC(2009)025
<http://merlin.obs.coe.int/redirect.php?id=12263>

IRIS 2010-3/2

2009

Une recommandation invite à l'adoption de politiques cinématographiques complètes qui englobent l'ensemble de la chaîne de valeur

Irina Guidikova

Conseil de l'Europe, DG4 - Culture et Patrimoine

Le 23 septembre 2009, le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe a adopté la Recommandation CM/Rec(2009)7 du Comité des Ministres aux États membres sur les politiques cinématographiques nationales et la diversité des expressions culturelles. Cette recommandation, instrument juridique international non contraignant, incite les instances compétentes en matière de politique cinématographique des 47 États membres du Conseil de l'Europe à adapter leurs régimes à l'évolution technologique et culturelle et à optimiser l'utilisation des ressources afin d'accroître la diffusion des œuvres cinématographiques et d'améliorer l'accès du public à celles-ci. L'industrie européenne du cinéma est fragile. La mondialisation et la technologie numérique peuvent être une chance ou un danger, en fonction de la capacité des pouvoirs publics à agir rapidement et à soutenir les nouveaux modèles commerciaux du cinéma. Il convient que ces modèles permettent au secteur d'atteindre son potentiel de vecteur de la diversité des expressions culturelles en stimulant la créativité et en accroissant l'étendue de son marché.

La recommandation affirme que les responsables politiques nationaux et régionaux et les instances cinématographiques ont la responsabilité de mettre en place des politiques qui portent non seulement sur la production, mais aussi sur tous les aspects de la chaîne de valeur cinématographique (développement, production, distribution et promotion, exploitation, éducation et formation aux médias, accès au public et patrimoine cinématographique) et qui s'étendent non seulement aux aides financières, mais aussi à la réglementation, à la recherche et à la collecte de données.

La recommandation relève six sujets de préoccupations : l'élaboration d'une approche globale des politiques cinématographiques ; le développement et la production cinématographiques ; l'amélioration des cadres réglementaires de coproduction et de codistribution ; l'incitation à la distribution et à la diffusion des films européens ; le cinéma européen et les jeunes ; l'exploitation optimale du potentiel des technologies numériques ; la transparence et la responsabilité.

La recommandation est le fruit d'une consultation de grande envergure des professionnels concernés à tous les niveaux de la chaîne de valeur cinématographique. Le groupe de réflexion sur le cinéma et la politique cinématographique, les organismes nationaux du cinéma, l'Observatoire européen de l'audiovisuel, Eurimages et le Comité directeur de la culture du Conseil de l'Europe (CDCULT) ont apporté l'expertise et le soutien nécessaires tout au long de

l'élaboration du texte. L'Institut polonais du cinéma a été le principal défenseur et soutien financier de cette initiative.

- Recommandation CM/Rec(2009)7 du Comité des Ministres aux Etats membres sur les politiques cinématographiques nationales et la diversité des expressions culturelles (adoptée par le Comité des Ministres le 23 septembre 2009, lors de la 1066e réunion des Délégués des Ministres)
<http://merlin.obs.coe.int/redirect.php?id=11893>

IRIS 2009-9/2

Mesures visant à protéger les enfants contre les contenus préjudiciables

Kim de Beer

Institut du droit de l'information (IViR), Université d'Amsterdam

Le 8 juillet 2009, le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe a adopté la Recommandation CM/Rec(2009)5 visant à protéger les enfants contre les contenus et comportements préjudiciables et à promouvoir leur participation active au nouvel environnement de l'information et de la communication.

Dans cette recommandation, le Comité indique, dans un premier temps, que la protection de la liberté d'expression dans l'environnement de l'information et de la communication, en assurant un niveau cohérent de protection des mineurs contre les contenus préjudiciables, est une priorité pour le Conseil de l'Europe. Les contenus tels que la pornographie en ligne, la glorification de la violence, les propos discriminatoires ou racistes peuvent être nuisibles au bien-être des enfants. Le Comité insiste sur le fait qu'il est essentiel de fournir aux enfants les connaissances et les compétences nécessaires leur permettant de participer activement à la vie sociale et publique et d'agir de manière responsable en respectant les droits d'autrui. Le Comité met également en avant la nécessité d'encourager et de promouvoir la confiance en l'Internet. Cependant, le Comité des Ministres recommande aux États membres de développer des stratégies pour la protection des enfants contre les contenus et les comportements présentant des effets préjudiciables. Ces stratégies sont de trois types : fournir des espaces sûrs et sécurisés pour les enfants sur Internet; encourager le développement d'un label paneuropéen et de systèmes de certification des contenus en ligne; promouvoir l'acquisition de compétences et la maîtrise de l'Internet auprès des enfants, des parents et des éducateurs.

Le Comité des Ministres fait une distinction entre protection contre le contenu en mode hors-ligne et protection contre le contenu en ligne. Dans ce dernier cas, une protection est plus difficile à garantir, d'autant plus que toute action destinée à restreindre l'accès au contenu peut être potentiellement contraire au droit à la liberté d'expression et d'information. Le Comité des Ministres indique que si la responsabilité parentale et l'éducation aux médias sont d'une importance primordiale pour la protection des enfants, des outils et des méthodes peuvent également aider les parents et les éducateurs à protéger les enfants contre tout contenu préjudiciable. Le Comité des Ministres encourage donc les États membres à développer sur Internet des espaces sûrs et sécurisés pour les enfants, tels que des sites Internet

sécurisés qui leur soient dédiés ainsi que des portails en ligne adaptés à l'âge des enfants.

La deuxième stratégie est le développement d'un label paneuropéen et de systèmes de certification des contenus en ligne. La labellisation des contenus contribue au développement d'espaces sûrs et sécurisés pour les enfants sur Internet. Le Comité a établi une liste de critères à respecter dans le cadre du label paneuropéen. Ces critères incluent, notamment, le respect des principes et normes en matière de droits de l'homme, la fourniture et l'utilisation des systèmes de certification sur une base volontaire et l'inadmissibilité de toute forme de censure sur le contenu en question.

Le Comité des Ministres observe qu'en dépit de la création d'espaces sûrs sur Internet et la certification du contenu en ligne, la possibilité que les enfants soient exposés à des contenus préjudiciables ne peut être entièrement exclue. Le Comité des Ministres recommande donc de promouvoir l'éducation aux médias auprès des enfants, des parents et des éducateurs afin de les préparer à l'éventualité d'être confrontés à des contenus qui présentent un risque d'effets préjudiciables. Les États membres sont encouragés à mener des actions de sensibilisation par rapport aux avantages et aux risques, pour les enfants, de l'utilisation libre de l'Internet. Les enfants, les parents et les éducateurs devraient également être informés de l'existence d'espaces sûrs et sécurisés sur Internet et de labels de confiance pour le contenu en ligne.

- Recommandation CM/Rec(2009)5 du Comité des Ministres aux États membres visant à protéger les enfants contre les contenus et comportements préjudiciables et à promouvoir leur participation active au nouvel environnement de l'information et de la communication, 8 juillet 2009
<http://merlin.obs.coe.int/redirect.php?id=11862>

IRIS 2009-9/3

Déclaration sur les médias associatifs, la promotion de la cohésion sociale et le dialogue interculturel

Tarlach McGonagle

Institut du droit de l'information (IViR), Université d'Amsterdam

Le 11 février 2009, le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe a adopté une Déclaration sur le rôle des médias associatifs dans la promotion de la cohésion sociale et du dialogue interculturel.

En préambule, la Déclaration énumère une série d'instruments internationaux extrêmement pertinents pour de nombreux points abordés dans la Déclaration. Ces instruments comprennent des textes normatifs sur la liberté d'expression émanant du Conseil de l'Europe, de l'UNESCO, de l'Union européenne et des mandataires spéciaux d'organisations intergouvernementales. Le préambule explique également en détail ce qui caractérise les médias associatifs et leur importance pour la société.

La Déclaration « reconnaît les médias associatifs en tant que secteur médiatique distinct, parallèle aux médias de service public et aux médias commerciaux », et souligne la nécessité d'examiner la façon d'adapter les cadres juridiques permettant

le développement et le fonctionnement adéquat des médias associatifs. Elle estime qu'il serait souhaitable d'attribuer aux médias associatifs suffisamment de fréquences, à la fois dans les environnements analogique et numérique, en veillant à ce qu'ils ne soient pas défavorisés lors du passage au numérique. La Déclaration prône la prise de mesures visant à promouvoir des programmes éducatifs et professionnels afin d'encourager toutes les communautés à exploiter pleinement toutes les plateformes technologiques possibles.

La Déclaration insiste ensuite « sur le caractère souhaitable du fait » :

- d'étudier les diverses possibilités de financer le secteur des médias associatifs ;
- d'encourager les bonnes pratiques dans les médias associatifs, par exemple dans le cadre d'études, d'échanges de contenus, du développement de programmes d'échanges ou de mise en place conjointe de projets ;
- de faciliter le renforcement des capacités et la formation du personnel des médias associatifs ;
- « d'encourager la contribution des médias au dialogue interculturel » en créant, par exemple, des réseaux d'échanges d'informations.

Enfin, la Déclaration invite les médias associatifs - qui ont un rôle à jouer dans la promotion de la cohésion sociale et du dialogue interculturel - à élaborer, adopter ou réviser les codes de déontologie ou les lignes directrices internes. Dans tous les cas, la Déclaration les invite à adhérer à ces codes et lignes directrices.

- Déclaration du Comité des Ministres sur le rôle des médias associatifs dans la promotion de la cohésion sociale et du dialogue interculturel, 11 février 2009
<http://merlin.obs.coe.int/redirect.php?id=11675>

IRIS 2009-5/2

Livre blanc sur le dialogue interculturel

Ewoud Swart

Institut du droit de l'information (IViR), Université d'Amsterdam

En cette « Année européenne du dialogue interculturel », les ministres des Affaires étrangères du Conseil de l'Europe ont lancé le « Livre blanc sur le dialogue interculturel ». Ce document a été présenté comme une contribution paneuropéenne à un débat sur la diversité culturelle qui actuellement s'internationalise de plus en plus. Il établit qu'une approche interculturelle est nécessaire à la bonne gestion de la diversité culturelle. A cet effet, le document vise à poser un cadre conceptuel et à constituer un guide à l'intention des acteurs politiques et des professionnels. En outre, les médias devraient jouer un rôle dans cette approche interculturelle.

Afin de progresser dans ce domaine, il est nécessaire que les États contractants se concentrent sur cinq approches d'action politique. Il conviendrait tout d'abord d'adapter la gouvernance démocratique de la diversité culturelle. Cela signifie que les valeurs communes de démocratie, de droits et libertés fondamentaux, de primauté du droit, de pluralisme, de tolérance, de non-discrimination et de respect mutuel se doivent d'être garanties par les gouvernements. Ensuite, il conviendrait de renforcer la citoyenneté et la participation démocratiques. Il doit être plus facile pour les migrants de participer aux élections locales et régionales, ce qui contribuerait à leur prospérité et améliorerait leur intégration. En outre, il conviendrait d'enseigner les compétences nécessaires au dialogue interculturel. Les trois compétences principales à enseigner dans ce but sont la citoyenneté démocratique, les langues et l'histoire. Le développement de ces compétences ne devrait pas être limité aux enseignements primaire et secondaire. Bien au contraire, l'apprentissage en dehors des écoles joue également un rôle important. De plus, il conviendrait de créer et d'élargir les espaces dédiés au dialogue interculturel. Il serait souhaitable d'organiser l'espace urbain de manière à créer des espaces de dialogue ouverts à tous et notamment des places vivantes, des rues et des marchés animés. Il est important que les populations migrantes ne se trouvent pas isolées de la vie de la cité comme c'est trop souvent le cas. Les espaces virtuels offerts par les médias peuvent également contribuer à une société plus ouverte. Enfin, le dialogue interculturel devrait se refléter au niveau international. Le concept de dialogue interculturel contribuerait à vaincre les juxtapositions et les stéréotypes stériles pouvant résulter d'une vision du monde selon laquelle la planète serait constituée de civilisations s'excluant mutuellement et cherchant à obtenir des avantages économiques et politiques au détriment les unes des autres. Le dialogue international montre bien que les identités culturelles sont de plus en plus complexes, qu'elles se chevauchent et qu'elles contiennent des éléments de nombreuses sources différentes. Cela pourrait contribuer à prévenir et à résoudre les conflits, ainsi qu'à favoriser les réconciliations et la reconstruction de la confiance sociale.

Par conséquent, le Conseil de l'Europe continuera à formuler des orientations politiques pour ses actions futures. Parmi celles-ci, on trouvera des plans qui

concerneront les médias. Le Conseil de l'Europe lancera une campagne contre la discrimination avec des professionnels des médias et des écoles de journalisme. En outre, les journalistes seront sensibilisés aux différences culturelles afin de promouvoir l'éducation par le biais des médias en dehors des écoles et des universités. De plus, les organisations du secteur des médias sont invitées à promouvoir la participation des minorités à tous les niveaux de production et de gestion, tout en tenant dûment compte des compétences professionnelles requises. Le Conseil de l'Europe considère le concept de dialogue interculturel comme un accomplissement important de la liberté d'expression dans laquelle les télédiffuseurs publics ne sont pas les seuls responsables.

En outre, les médias sont invités à développer des mécanismes de partage et de coproduction de contenus, ce qui a largement contribué à mobiliser l'opinion publique contre l'intolérance et à améliorer les relations intercommunautaires. En conclusion, le Conseil de l'Europe a l'intention d'instaurer un prix annuel pour récompenser les médias qui auront contribué de manière exemplaire à la prévention ou la résolution de conflits, à la compréhension et au dialogue.

- Livre blanc sur le dialogue interculturel « Vivre ensemble dans l'égalité », 2 mai 2008, CM (2008) 30
<http://merlin.obs.coe.int/redirect.php?id=15857>

IRIS 2008-7/2

Nouvelle déclaration relative aux autorités de régulation de la radiodiffusion

Tarlach McGonagle

Institut du droit de l'information (IViR), Université d'Amsterdam

Le 26 mars 2008, le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe a adopté une nouvelle déclaration concernant l'indépendance et les fonctions des autorités de régulation du secteur de la radiodiffusion. Cette adoption s'est faite dans un climat d'inquiétude générale au sujet de l'efficacité de la mise en œuvre, par les pouvoirs publics, des textes non contraignants du Conseil de l'Europe en rapport avec la liberté d'expression et les (nouveaux) médias. La mise en œuvre de la Recommandation Rec(2000)23 concernant l'indépendance et les fonctions des autorités de régulation du secteur de la radiodiffusion (voir IRIS 2001-1: 2) est expressément mentionnée à cet effet.

Le préambule de la déclaration relève, pour diverses raisons, que les lignes directrices de la Recommandation Rec(2000)23 et ses principes fondamentaux « ne sont pas pleinement respectés dans la loi et/ou dans la pratique » dans l'ensemble des Etats membres du Conseil de l'Europe. Il vise par conséquent à promouvoir une « culture de l'indépendance », qui est essentielle à l'indépendance de la régulation du secteur de la radiodiffusion. Il définit « un contexte de transparence, de responsabilité, de séparation précise des pouvoirs et de respect dû au cadre juridique en vigueur » comme les éléments fondamentaux pour parvenir à la « culture de l'indépendance ». Il reconnaît également que le secteur de la radiodiffusion doit faire face à de nouveaux défis en matière de régulation en raison

de la concentration de la propriété et des développements technologiques, surtout pour ce qui est de la radiodiffusion numérique.

La déclaration invite les Etats membres, notamment, à mettre en œuvre la Recommandation Rec(2000)23 et plus particulièrement les lignes directrices jointes en annexe. Elle appelle également à la fourniture « des moyens juridiques, politiques, financiers, techniques et autres nécessaires pour garantir le fonctionnement indépendant des autorités de régulation de la radiodiffusion, de façon à supprimer les risques d'interférence politique ou économique ».

La Déclaration attire l'attention des autorités de régulation de la radiodiffusion sur l'importance de leur éventuelle contribution à la sauvegarde du pluralisme et de la diversité dans ce secteur. Elle les invite de manière plus concrète « à assurer un octroi indépendant et transparent des licences de radiodiffusion et à assurer la surveillance des radiodiffuseurs dans l'intérêt du public ».

Enfin, elle prévoit la manière dont la société civile et les acteurs des médias peuvent contribuer activement à la « culture de l'indépendance », en « surveillant de près l'indépendance de ces autorités et en attirant l'attention du public sur de bons exemples de régulation indépendante de ce secteur et sur les violations de l'indépendance de ceux qui assurent cette régulation ».

- Déclaration du Comité des Ministres concernant l'indépendance et les fonctions des autorités de régulation du secteur de la radiodiffusion, 26 mars 2008
<http://merlin.obs.coe.int/redirect.php?id=11223>

IRIS 2008-5/1

Recommandation relative à la liberté d'expression et aux filtres Internet

Joris V.J. van Hoboken

Institut du droit de l'information (IViR), Université d'Amsterdam

Le 26 mars 2008, le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe a adopté la Recommandation CM/Rec(2008)6 sur les mesures visant à promouvoir le respect de la liberté d'expression et d'information au regard des filtres Internet. La recommandation et son exposé des motifs constatent les diverses répercussions possibles des filtres Internet sur la liberté d'expression et d'information, en précisant à ce propos les exigences de l'article 10 de la Convention européenne des Droits de l'Homme. Le texte invite les Etats membres à prendre des mesures au sujet des filtres Internet, qui soient conformes à l'ensemble des lignes directrices, lesquelles visent à promouvoir la notification aux utilisateurs de l'existence de filtres Internet, leur sensibilisation à cette question et le contrôle par les utilisateurs de ces mêmes filtres, ainsi que l'obligation pour les parties privées et publiques concernées de rendre des comptes.

L'exposé des motifs examine les divers types de filtrage Internet et les contextes dans lesquels ils sont utilisés, y compris les parties privées et publiques responsables de la mise en place des filtres Internet et leurs fabricants. Le filtrage Internet peut, par exemple, s'effectuer par l'intermédiaire d'une URL, d'une adresse

IP, d'un protocole, d'un mot de passe, d'un filtrage sur la base de la certification et de l'évaluation du contenu par son auteur ou un tiers. Les filtres Internet peuvent être mis en place sur le lieu de travail, dans les bibliothèques publiques, les établissements scolaires ou au niveau des fournisseurs d'accès à Internet.

Les lignes directrices soulignent qu'« il est essentiel que les internautes connaissent, comprennent et sachent utiliser les filtres Internet pour pouvoir exercer pleinement leurs libertés et leurs droits fondamentaux dont, notamment, la liberté d'expression et d'information, et prendre une part active aux processus démocratiques ». S'agissant de la notification à l'utilisateur de l'existence de filtres Internet, les lignes directrices prévoient qu'un utilisateur « doit être informé qu'un filtre est activé et, s'il y a lieu, il doit savoir reconnaître et contrôler le niveau de filtrage auquel est soumis le contenu qu'il consulte ». Par ailleurs, « il devrait avoir la possibilité de contester le blocage ou le filtrage du contenu, et de demander des explications et la mise en place de solutions ». La partie III des lignes directrices ajoute en outre qu'il convient pour les Etats membres de « prévoir des voies de recours et des solutions effectives et facilement accessibles, dont la suspension des filtres, dans les cas où les usagers et/ou les auteurs de contenus dénoncent qu'un contenu a été bloqué abusivement ».

Dans une partie spécialement consacrée au filtrage adapté aux enfants et aux adolescents, la recommandation précise que « l'utilisation proportionnée de filtres peut être une façon appropriée d'encourager l'accès à l'Internet et la confiance lors de son utilisation, en complément des autres stratégies pour combattre les contenus préjudiciables comme le développement et la mise à disposition d'une culture de l'information ».

- Recommandation CM/Rec(2008)6 du Comité des Ministres aux Etats membres sur les mesures visant à promouvoir le respect de la liberté d'expression et d'information au regard des filtres Internet
<http://merlin.obs.coe.int/redirect.php?id=11216>
- Rapport du Groupe de spécialistes sur les droits de l'homme dans la société de l'information (MC S IS) sur l'utilisation et l'impact des mesures de filtrage technique pour divers types de contenus dans l'environnement numérique, document CM(2008)37 add
<http://merlin.obs.coe.int/redirect.php?id=11218>

IRIS 2008-5/101

Déclaration sur le dividende numérique et l'intérêt général

Tarlach McGonagle

Institut du droit de l'information (IViR), Université d'Amsterdam

Le 20 février 2008, le Comité des Ministres (CM) du Conseil de l'Europe a adopté une déclaration sur l'affectation et la gestion du dividende numérique et l'intérêt général. Le dividende numérique est compris comme étant « le spectre radio libéré par le passage à un environnement numérique ».

En préambule, la déclaration souligne la nécessité de sauvegarder les objectifs essentiels d'intérêt général dans l'environnement numérique et de faire en sorte que les stratégies du passage au numérique et de l'affectation et de la gestion du spectre

permettent de créer un équilibre entre les objectifs économiques et ceux de l'intérêt général (par exemple, promotion du pluralisme et de la diversité culturelle et linguistique, et accès du public aux services audiovisuels). Le texte du préambule reconnaît que le dividende numérique constitue une opportunité pour les diffuseurs de « développer et élargir leurs services de manière significative ». Il est également conscient de « l'importance que tous les efforts soient entrepris pour assurer à tous un accès effectif et équitable aux nouveaux services de communication, à l'éducation et au savoir, spécialement dans le but d'éviter l'exclusion numérique et de réduire, ou idéalement, combler le fossé numérique ».

Cette déclaration vise à rappeler les mesures de la Recommandation Rec(2003)9 du Comité des Ministres pour promouvoir la contribution démocratique et sociale de la radiodiffusion numérique, ainsi que de la Recommandation Rec(2007)3 sur la mission des médias de service public dans la société de l'information (voir IRIS 2007-3: 5). Elle reconnaît que les États ont mis en œuvre des politiques de basculement différentes, ce qui est leur droit, et que les efforts à conduire, au niveau international, pour harmoniser les approches du dividende numérique peuvent donc être difficiles à mettre en œuvre dans la pratique.

La partie la plus importante de la déclaration porte sur la nécessité de reconnaître la nature publique du dividende numérique et de sa gestion dans l'intérêt général. Elle insiste également sur la promotion de « l'innovation, du pluralisme, de la diversité culturelle et linguistique, et à l'accès du public aux services audiovisuels lors de l'affectation et de la gestion du dividende numérique », ce qui ne doit pas faire oublier aux États de prendre en compte les besoins des différents types de diffuseurs et des autres médias (à savoir, chaînes publiques et privées), ainsi que ceux des autres utilisateurs du spectre, qu'ils soient existants ou nouveaux. Le troisième et dernier aspect important de la déclaration porte sur les bénéfices sociétaux du dividende numérique, ainsi décrits : « un plus grand nombre de services audiovisuels diversifiés, y compris les services mobiles, une couverture géographique et une capacité d'interactivité potentiellement meilleures, ainsi que de services offrant une technologie de haute définition, une réception mobile, ou un accès plus facile et plus abordable ».

- Déclaration du Comité des Ministres sur l'affectation et la gestion du dividende numérique et l'intérêt général, 20 février 2008
<http://merlin.obs.coe.int/redirect.php?id=11185>

IRIS 2008-4/4

Déclaration sur la protection de la dignité, de la sécurité et de la vie privée des enfants sur l'Internet

Ewoud Swart

Institut du droit de l'information (IViR), Université d'Amsterdam

Le 20 février 2008, le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe a adopté une déclaration sur la protection de la dignité, de la sécurité et de la vie privée des enfants sur l'Internet. Cette déclaration porte principalement sur les contenus que les enfants peuvent créer à leur sujet sur Internet, ainsi que toute forme de traces qu'ils peuvent laisser en ligne (fichiers journaux, archives et manipulations effectuées). «

Nous sommes résolus à faire en sorte que nos enfants puissent utiliser l'Internet en toute sécurité et que l'Internet ne puisse pas être utilisé contre eux » a déclaré Maud de Boer-Buquicchio, Secrétaire Générale adjointe du Conseil de l'Europe.

Le Comité est conscient qu'Internet sera pour les enfants un outil essentiel dans le cadre de leurs activités quotidiennes. Les possibilités, pour des enfants, de laisser sur Internet des données à caractère personnel pertinentes (comme les sites Web de contacts, dits de networking, qui ont récemment fait leur apparition) se sont multipliées et les mineurs n'ont souvent pas conscience des répercussions de leur utilisation. Par conséquent, la traçabilité des activités des enfants sur Internet peut les exposer aux actes délictuels d'autrui tels que des sollicitations à des fins sexuelles ou d'autres activités illicites ou préjudiciables, comme des discriminations, des brimades, la traque et d'autres formes de harcèlement. Le Comité est conscient, en outre, de la tendance naissante de certains types d'institutions, tels que les établissements d'enseignement, et des employeurs potentiels à chercher des informations sur les enfants et les jeunes lorsqu'ils ont à prendre des décisions importantes pour la vie de ces derniers. Les enfants doivent en conséquence être protégés contre toute possibilité que leurs informations à caractère privé deviennent traçables de manière permanente par des tiers sur Internet.

Aussi le Comité a-t-il invité les Etats parties à étudier la faisabilité du retrait ou de la suppression de ce type de contenu, y compris des traces qu'il peut laisser, dans un délai raisonnable. Le Comité a également déclaré qu'il convenait qu'aucun historique des contenus créés par des enfants sur Internet, susceptible de porter atteinte à leur dignité, à leur sécurité et à leur vie privée, ne soit accessible de façon durable ou permanente. Le Comité a conscience que, dans certains cas, un contenu peut se révéler préjudiciable uniquement lorsque l'intéressé a atteint l'âge adulte. C'est la raison pour laquelle il a déclaré qu'aucun historique susceptible de rendre les enfants vulnérables aujourd'hui ou par la suite ne devrait être accessible. Cette déclaration n'interdit toutefois pas l'existence d'un historique accessible qui pourrait être utilisé par les services de police.

La déclaration prend acte de deux Sommets mondiaux sur la société de l'information (Genève, 2003 – Tunis, 2005), qui réaffirment l'engagement de mettre en place des politiques et des cadres réglementaires efficaces afin de protéger les enfants et les jeunes contre toute forme d'abus et d'exploitation qui repose sur l'utilisation des technologies de l'information et de la communication. Elle fait également mention du mandat donné au Forum des Nations Unies sur la gouvernance de l'Internet, notamment pour recenser les questions que soulèvent le développement et la sécurité de l'Internet, ainsi que pour permettre d'apporter des solutions aux problèmes nés de l'utilisation et de l'utilisation abusive d'Internet et qui requièrent l'attention de chaque utilisateur.

La déclaration évoque également la nécessité d'informer et d'éduquer les enfants sur le caractère durable des contenus qu'ils créent en ligne et des risques qu'il comporte pour eux. Cette question est spécifiquement traitée par la Recommandation Rec (2006) 12 du Comité des Ministres sur la responsabilisation et l'autonomisation des enfants dans le nouvel environnement de l'information et de la communication. Celle-ci invite les Etats parties à promouvoir les compétences, le bien-être et l'éducation à l'information des enfants. Enfin, le Conseil de l'Europe a conçu le jeu interactif « Wild Web Wood ». Cet outil pédagogique permet aux enfants de reconnaître les menaces virtuelles et d'y faire face, tout en surfant sur le Web en toute sécurité.

[Retour à la table des matières](#)

- Déclaration du Comité des Ministres sur la protection de la dignité, de la sécurité et de la vie privée des enfants sur l'Internet, adoptée le 20 février 2008
<http://merlin.obs.coe.int/redirect.php?id=11174>
- Recommandation Rec(2006)12 du Comité des Ministres aux Etats membres sur la responsabilisation et l'autonomisation des enfants dans le nouvel environnement de l'information et de la communication, adoptée le 27 septembre 2006
<http://merlin.obs.coe.int/redirect.php?id=11176>

IRIS 2008-4/3

Recommandation pour promouvoir la valeur de service public de l'Internet

Tarlach McGonagle

Institut du droit de l'information (IViR), Université d'Amsterdam

Le Comité des Ministres (CM) du Conseil de l'Europe a récemment adopté une recommandation sur des mesures visant à promouvoir la valeur de service public de l'Internet. Son objectif central, si approprié en coopération avec l'ensemble des parties intéressées, est d'inciter les Etats à prendre toutes les mesures nécessaires pour promouvoir la valeur de service public de l'Internet, notamment en :

- « soutenant les droits de l'homme, la démocratie et l'Etat de droit [...] et en promouvant la cohésion sociale, le respect de la diversité culturelle et la confiance » eu égard à l'Internet et autres technologies de l'information et de la communication (TIC) ;
- établissant des paramètres pour les rôles et les responsabilités de toutes les principales parties prenantes au sein de cadres juridiques et autres cadres réglementaires clairs ;
- encourageant la prise de conscience par le secteur privé de la dimension éthique d'activités pertinentes et l'ajustement des pratiques en fonction des questions de droits de l'homme ;
- encourageant, si approprié et sur une base de coopération, « de nouvelles formes d'autorégulation et de corégulation ouvertes et transparentes » renforçant la responsabilité des acteurs principaux.

Les mesures proposées pour atteindre l'objectif central de la recommandation devraient être analysées en tenant compte des lignes directrices formulées dans l'annexe détaillée et complète à la recommandation. Les lignes directrices insistent tout d'abord sur les droits de l'homme et la démocratie. Afin de soutenir les droits de l'homme dans le contexte spécifique de l'Internet et des TIC, les droits à la liberté d'expression, d'association et de réunion ne devraient faire l'objet d'aucune restriction autre que celles prévues par la Convention européenne des Droits de l'Homme. Il est également insisté sur la nécessité de préserver le droit à la vie privée et à la confidentialité des correspondances sur l'Internet, les droits à la propriété (y compris, la propriété intellectuelle) et les droits à l'éducation (y compris, « l'éducation aux médias et à l'information »). Ainsi que sur l'importance d'autres valeurs et intérêts, tels que « pluralisme, diversité culturelle et linguistique, et la non-discrimination dans l'accès aux différents moyens de communication par le biais d'Internet et d'autres TIC ». L'engagement civique envers l'e-démocratie, l'e-participation et l'e-gouvernement, ainsi que le développement par les administrations publiques de diverses possibilités de communication, sont abordés à la rubrique « Démocratie ».

Le deuxième thème structuré des lignes directrices est « Accès ». Il est fait référence à : des stratégies promouvant un accès financièrement abordable aux infrastructures de TIC, y compris l'Internet ; la promotion « de l'interopérabilité technique, de normes ouvertes et de la diversité culturelle dans les politiques de TIC en matière de télécommunications, de radiodiffusion et de l'Internet » ; la diversification des modèles de logiciels, y compris de logiciels propriétaires, libres et de sources ouvertes ; la promotion d'un accès financièrement abordable à l'Internet pour tous, en particulier pour les personnes ayant des besoins particuliers dus à des situations spéciales ; la promotion de points d'accès publics à l'Internet et autres services TIC ; la promotion de l'intégration des TIC dans l'enseignement ; la promotion de l'éducation et de la formation aux médias et à l'information.

Les lignes directrices traitent ensuite de l'« Ouverture ». L'élément clé est la protection de la liberté d'expression et de la libre circulation de l'information sur l'Internet. A ces fins, il s'agit : de promouvoir la participation active du public dans la création de contenu sur l'Internet et autres TIC (en particulier en évitant d'imposer des exigences de licence aux particuliers et d'appliquer des mesures générales de blocage ou de filtrage ; en facilitant la réutilisation des ressources de contenu numérique existantes conformément aux droits de propriété intellectuelle et des données publiques » ; d'encourager « la mise à disposition sur l'Internet de documents du domaine public » ; d'adapter et d'étendre la mission des médias de service public à l'Internet et autres TIC.

La « Diversité » est le quatrième sujet des lignes directrices et elle vise à une implication équitable et universelle dans le développement de contenu Internet et TIC. A ces fins, il s'agit : de développer une dimension culturelle à la production de contenu numérique, y compris par les médias de service public ; de préserver l'héritage numérique ; de participer « à la création, à la modification et au remixage du contenu interactif » ; de prendre des mesures pour la production et la distribution de contenu généré par les utilisateurs et les communautés ; de renforcer les capacités pour les contenus locaux et autochtones sur l'Internet ; d'encourager le multilinguisme sur l'Internet.

Le dernier chapitre des lignes directrices est la « Sécurité », catégorie plus générale que son titre ne le laisse penser. Il souligne l'importance de : la Convention sur la cybercriminalité et son Protocole additionnel ; la sécurité des réseaux et des informations ; les mesures législatives et les autorités répressives appropriées pour lutter contre les *spams* ; l'amélioration de la coopération entre les FAI ; la protection des données personnelles et de la vie privée ; la lutte contre le piratage dans le domaine des droits d'auteur et des droits voisins ; l'amélioration d'une protection efficace et transparente du consommateur ; la promotion d'un usage plus sûr de l'Internet et des TIC, en particulier pour les enfants.

- Recommandation CM/Rec(2007)16 du Comité des Ministres (CM) aux Etats membres sur des mesures visant à promouvoir la valeur de service public de l'Internet, 7 novembre 2007)
<http://merlin.obs.coe.int/redirect.php?id=11078>

Recommandation sur des mesures concernant la couverture des campagnes électorales par les médias

Emre Yildirim

Institut du droit de l'information (IViR), Université d'Amsterdam

Le 7 novembre 2007, le Comité des Ministres (CM) du Conseil de l'Europe a adopté la Recommandation CM/Rec(2007)15 sur les mesures concernant la couverture des campagnes électorales par les médias, révisant ainsi la Recommandation R (99) 15 portant le même titre (voir IRIS 1999-9/7). Cette révision est motivée par le développement rapide des technologies de l'information et de la communication et la mutation du paysage médiatique.

Aux fins de la recommandation, le terme « médias » se réfère aux « responsables de la création périodique d'information et de contenu et à sa diffusion pour laquelle il y a une responsabilité éditoriale, indépendamment des moyens et de la technologie utilisés pour la délivrer, qui est destinée à la réception par une proportion significative du public dans son ensemble, et qui peut avoir un impact notable sur ce dernier ». Concrètement, cela englobe la presse écrite et la radiodiffusion, ainsi que les « services d'actualités en ligne (tels que les éditions en ligne de journaux et de bulletins) et les services médias audiovisuels non linéaires (tels que les services de télévision à la demande) ». Le champ d'application de la recommandation couvre « tous les types d'élections politiques ayant lieu dans les Etats membres, notamment les élections présidentielles, législatives, régionales et, lorsque cela est réalisable, les élections locales et les référendums ».

La recommandation comprend deux catégories de dispositions, d'une part des prescriptions générales et d'autre part, des mesures concernant les médias du secteur de la radiodiffusion. Les prescriptions générales sont énoncées comme suit : 1) « Non-ingérence de la part des autorités publiques » ; 2) « Protection contre les attaques, intimidations ou autres pressions illégales sur les médias » ; 3) « Indépendance éditoriale » ; 4) « Propriété des pouvoirs publics » ; 5) « Normes professionnelles et éthiques des médias » ; 6) « Transparence et accès aux médias » ; 7) « Le droit de réponse ou les recours équivalents » ; 8) « Sondages d'opinion » et 9) « Journée de réflexion ».

En premier lieu, les autorités publiques devraient s'abstenir de s'ingérer dans les activités des médias afin d'influencer les élections. Dans le même temps, les pouvoirs publics doivent offrir une protection effective des journalistes et des médias contre toute attaque, intimidation ou autres types de pressions illégales.

L'indépendance éditoriale des médias doit être scrupuleusement respectée. Même lorsque des médias sont détenus par les pouvoirs publics, la couverture des campagnes électorales doit être équitable, équilibrée et impartiale, sans discriminer ou soutenir un parti politique ou un candidat particulier.

En outre, les médias sont encouragés à développer des cadres d'autoréglementation et à adopter des normes d'autorégulation professionnelles et éthiques concernant leur couverture des campagnes électorales. A cet égard, la transparence est un élément clé, notamment dans le cas de la publicité politique payante. Cette publicité doit être identifiable comme telle. En application des lois ou réglementations nationales, le droit de réponse doit être respecté au cours de la période de campagne électorale, et pouvoir s'exercer sans retard injustifié. Dans le cas des

sondages d'opinion, les médias doivent fournir au public des informations suffisantes pour pouvoir juger de la valeur de ces sondages.

En ce qui concerne les mesures relatives aux médias du secteur de la radiodiffusion, le CM encourage la mise en place de cadres de régulation afin de favoriser l'expression pluraliste des courants d'opinion via les médias audiovisuels. Ceci est particulièrement important dans le cas des programmes d'information et d'actualités diffusés en période de campagne électorale. Les principes qui précèdent sont également applicables aux services audiovisuels non linéaires des médias de service public. Les partis politiques et candidats pourraient se voir accorder par les médias publics un temps d'antenne gratuit, ainsi qu'une présence équivalente sur les services non linéaires, de manière équitable et non discriminatoire et sur la base de critères transparents et objectifs. Le CM souligne que la possibilité d'acheter des espaces publicitaires devrait être accordée à tous les candidats aux mêmes conditions et sur la base de tarifs équitables.

Le CM précise que les Etats membres « pourraient étudier l'introduction dans leurs cadres de régulation d'une disposition limitant le volume d'espace et de temps publicitaire politique que les partis politiques ou les candidats peuvent acheter. » Il estime également que « I[L]es présentateurs réguliers de programmes d'information et d'actualités ne devraient pas participer à la publicité politique payante ».

- Recommandation CM/Rec(2007)15 du Comité des Ministres aux Etats membres sur les mesures concernant la couverture des campagnes électorales par les médias, adoptée le 7 novembre 2007
<http://merlin.obs.coe.int/redirect.php?id=15860>

IRIS 2007-10/103

La liberté d'expression et d'information dans le nouvel environnement de l'information et de la communication

Tarlach McGonagle

Institut du droit de l'information (IViR), Université d'Amsterdam

Le 26 septembre 2007, le Comité des Ministres (CM) du Conseil de l'Europe a adopté la Recommandation CM/Rec(2007)11 sur la promotion de la liberté d'expression et d'information dans le nouvel environnement de l'information et de la communication.

Cette recommandation regroupe un certain nombre de lignes directrices que les Etats membres sont invités à mettre en œuvre et à promouvoir parmi toutes les parties prenantes. Ces lignes directrices sont axées sur les thèmes suivants : la responsabilisation des utilisateurs individuels ; les normes communes et stratégies pour une information fiable, la création de contenus souples et la transparence dans le traitement de l'information ; l'accès à l'infrastructure des TIC à un prix abordable ; l'accès à l'information en tant que service public et la coopération entre les parties prenantes.

La recommandation souligne l'importance de promouvoir la transparence, l'information et l'assistance dans le cadre de l'utilisation du courrier électronique et d'internet ; l'anonymat en ligne ; la sécurité personnelle ; l'établissement du profil des utilisateurs et la rétention des données personnelles par les moteurs de recherche ; l'établissement de la liste et des priorités concernant l'information fournie par les moteurs de recherche ; les pratiques de blocage de l'accès et de filtrage des contenus ; la suppression des contenus illicites ; l'exposition des mineurs à des contenus préjudiciables et la production de contenus générés par les utilisateurs.

La recommandation encourage également l'élaboration de normes et de stratégies communes concernant l'évaluation et l'étiquetage des contenus et des services (potentiellement) préjudiciables, ainsi que des mécanismes de filtrage, notamment en ce qui concerne la protection des enfants, les droits de propriété intellectuelle dans les contenus interactifs, et l'étiquetage et les normes concernant le traitement de données à caractère personnel. L'accès à l'infrastructure des TIC et l'accès à l'information en tant que service public sont très similaires dans la mesure où ils facilitent de plus en plus la participation des individus à la vie publique et aux processus démocratiques. La recommandation invite les pouvoirs publics à mettre en place des points d'accès à internet dans leurs locaux, en veillant à prendre en compte les spécificités linguistiques des usagers, ainsi que leurs besoins particuliers. La recommandation préconise le développement par le secteur privé et la société civile de « formes variées de coopération et de partenariat entre les multiples parties prenantes, en tenant compte de leurs rôles et leurs responsabilités respectifs ». Par ailleurs, la recommandation envisage également un rôle spécifique pour le secteur privé et la société civile.

- Recommandation CM/Rec(2007)11 du Comité des Ministres sur la promotion de la liberté d'expression et d'information dans le nouvel environnement de l'information et de la communication, adoptée le 26 septembre 2007
<http://merlin.obs.coe.int/redirect.php?id=15863>

IRIS 2007-9/104

Déclaration sur la protection et la promotion du journalisme d'investigation

Ivan Nikoltchev

Conseil de l'Europe, Direction des droits de l'homme

Dans une déclaration adoptée le 26 septembre 2007, le Comité des Ministres a invité les Etats membres à protéger et à promouvoir le journalisme d'investigation. Par cette déclaration, le Comité affirme sa conviction selon laquelle le journalisme d'investigation permet de révéler les actes illicites ou les manquements éthiques qui pourraient avoir été dissimulés délibérément. Par conséquent, ce type de travail journalistique contribue de façon essentielle à garantir la liberté des médias au sein des démocraties.

La déclaration invite les Etats membres à garantir aux professionnels des médias, leur sécurité personnelle, leur liberté de circulation, leur accès à l'information et leur droit à la protection de leurs sources d'information. Elle demande aux Etats membres

de veiller à ce qu'une privation de liberté, des amendes exagérément élevées ou l'interdiction d'exercer la profession de journaliste, ainsi que la saisie du matériel professionnel ou la perquisition de locaux, ne soient pas utilisées à mauvais escient pour intimider les professionnels des médias et, notamment, les journalistes d'investigation.

La déclaration attire plus particulièrement l'attention sur la récente jurisprudence de la Cour européenne des Droits de l'Homme (Dammann c. Suisse, affaire n° 77551/01, voir IRIS 2006-6: 4) qui a interprété l'article 10 de la Convention européenne des Droits de l'Homme comme protégeant non seulement la liberté de publier, mais également la recherche journalistique, une composante essentielle du journalisme d'investigation. Le Comité des Ministres invite les Etats membres à prendre cette évolution en considération et à l'incorporer, le cas échéant, dans le droit national.

Le Comité attire également l'attention des Etats membres sur les évolutions inquiétantes suivantes : l'augmentation des restrictions accrues de la liberté d'expression et d'information au nom de la protection de la sûreté publique et de la lutte contre le terrorisme, les procès intentés contre des professionnels des médias pour avoir acquis ou publié des informations d'intérêt public, les affaires de surveillance injustifiée de journalistes et les mesures législatives visant à limiter la protection des "informateurs".

Les ministres invitent également les médias, les journalistes et leurs associations à encourager et à soutenir le journalisme d'investigation, dans le respect des droits de l'homme et de normes éthiques exigeantes.

- Déclaration du Comité des Ministres sur la protection et la promotion du journalisme d'investigation (adoptée par le Comité des Ministres le 26 septembre 2007, lors de la 1005e réunion des délégués des Ministres)
<http://merlin.obs.coe.int/redirect.php?id=10981>

IRIS 2007-10/2

Lignes directrices sur la protection de la liberté d'expression et d'information en temps de crise

Ivan Nikoltchev

Conseil de l'Europe, Direction des droits de l'homme

Lors de sa 1005^e réunion, le 26 septembre 2007, le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe a adopté les lignes directrices sur la protection de la liberté d'expression et d'information en temps de crise. Le Comité des Ministres y exprime son inquiétude de voir les gouvernements tentés de restreindre de manière excessive ce droit lors des situations de crise, telles que les guerres ou les attentats terroristes. Ce texte prolonge et complète les lignes directrices sur les droits de l'homme et la lutte contre le terrorisme adoptées par ce même Comité des Ministres le 11 juillet 2002.

Ces lignes directrices sont le fruit des travaux du groupe de spécialistes sur la liberté d'expression et d'information en temps de crise (MC-S-IC) mis en place par le Comité directeur sur les médias des nouveaux services de communication (CDMC).

Suite à la déclaration politique et à la résolution sur la liberté d'expression et d'information en temps de crise adoptées lors de la 7^e Conférence ministérielle européenne sur la politique des communications de masse (Kiev, mars 2005), le MC-S-IC a été chargé de réfléchir à l'opportunité d'élaborer des normes européennes supplémentaires en vue de garantir cette liberté.

Les spécialistes ont conclu que, de manière générale, l'article 10 de la Convention européenne des Droits de l'Homme, la jurisprudence pertinente de la Cour européenne des Droits de l'Homme et les autres textes du Conseil de l'Europe fondés sur les principes énoncés par ces derniers suffisent à garantir la liberté d'expression et d'information en temps de crise. Selon ces mêmes spécialistes, aucun besoin manifeste et impérieux n'impose de modifier de manière significative ces normes ou d'élaborer de nouveaux textes majeurs. Il convient davantage de mettre l'accent sur les difficultés pratiques de leur mise en œuvre. Les lignes directrices proposent à cet effet une série de mesures concrètes.

Aux fins de ces lignes directrices, le terme "crise" englobe, sans s'y limiter, les guerres, les attentats terroristes, les catastrophes naturelles et d'origine humaine, c'est-à-dire les situations dans lesquelles la liberté d'expression et d'information se trouve menacée (par exemple lorsqu'elle est limitée pour des raisons de sécurité). L'expression "temps de crise" n'est cependant pas à prendre au sens de la formule "en cas de guerre ou en cas d'autre danger public menaçant la vie de la nation" de l'article 15 de la Convention européenne des Droits de l'Homme. Alors que la proclamation de l'état d'urgence par un pays pourrait justifier quelques restrictions temporaires de certains droits et libertés, une situation de crise ne saurait servir d'excuse à une limitation de la liberté d'expression et d'information qui irait au-delà de ce que prévoit le paragraphe 2 de l'article 10 de la Convention européenne des Droits de l'Homme.

Les lignes directrices invitent les Etats membres à assurer autant que faire se peut la sécurité des professionnels des médias. Il convient néanmoins que les Etats n'utilisent pas le prétexte de garantir la sécurité pour limiter inutilement les droits, la liberté de circulation ou l'accès à l'information de ces professionnels. Le texte recommande également aux autorités de diligenter rapidement des enquêtes approfondies sur tout meurtre ou agression de journalistes et d'en traduire les auteurs en justice.

Les lignes directrices rappellent aux Etats membres qu'il leur appartient de protéger le droit des journalistes à ne pas divulguer leurs sources d'information, tant dans la pratique qu'en l'inscrivant dans la législation nationale, et de ne pas contraindre les professionnels des médias à transmettre leurs informations ou leurs documents, tels que notes, photographies ou enregistrements vidéo.

Deux autres dispositions méritent d'être relevées. La première invite les Etats membres à ne pas libeller en des termes imprécis les restrictions qu'ils imposent à la liberté d'expression et d'information en temps de crise. Il convient qu'ils définissent avec soin et clairement l'incitation à la violence et les troubles à l'ordre public. La seconde demande aux Etats de réfléchir à la responsabilité pénale ou administrative des fonctionnaires qui tentent de manipuler l'opinion publique, y compris par l'intermédiaire des médias, et exploitent ainsi sa vulnérabilité particulière en temps de crise.

Les lignes directrices s'adressent également aux professionnels des médias, en les invitant à se conformer aux normes professionnelles et déontologiques les plus exigeantes, tout en conservant à l'esprit la responsabilité qui leur incombe en temps de crise de mettre à la disposition du public des informations opportunes, exactes, factuelles et complètes. Le Comité des Ministres encourage le recours à l'autorégulation, qu'il considère comme le dispositif le plus approprié et le plus efficace pour assurer la conduite responsable des médias en temps de crise.

- Lignes directrices du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe sur la protection de la liberté d'expression et d'information en temps de crise (adoptées par le Comité des Ministres le 26 septembre 2007 lors de la 1005e réunion des délégués des Ministres)
<http://merlin.obs.coe.int/redirect.php?id=10969>

IRIS 2007-10/1

Déclaration et recommandations dans le domaine des médias

Mara Rossini

Institut du droit de l'information (IViR), Université d'Amsterdam

Le 31 janvier 2007, le Comité des Ministres a adopté une série de textes importants pour le secteur des médias : une Déclaration sur la protection du rôle des médias dans les démocraties dans le contexte de la concentration de ce secteur, une Recommandation sur le pluralisme des médias et la diversité de leur contenu, ainsi qu'une Recommandation sur la mission des médias de service public dans la société de l'information.

La Déclaration commence par réaffirmer l'importance vitale de la liberté et du pluralisme des médias pour la démocratie. Elle fait observer que le paysage médiatique se trouve profondément modifié par la mondialisation et la concentration.

Ce phénomène est porteur d'opportunités en matière d'efficacité des marchés, de contenus adaptés aux consommateurs et de création d'emplois ; mais il pose aussi des problèmes dans la mesure où il met en danger la diversité des médias sur les petits marchés, la multiplicité des chaînes et l'existence d'espaces adéquats pour le débat public. Préoccupée par l'idée que la concentration dans ce secteur peut placer quelques groupes de médias en position de contrôler l'ordre du jour du débat public, la Déclaration alerte les Etats membres sur le risque d'abus de pouvoir et sur les conséquences possibles sur le processus démocratique.

En conclusion, la Déclaration souligne l'importance de dissocier l'exercice du contrôle des médias de l'exercice de l'autorité politique ; elle attire l'attention sur la nécessité de disposer de mesures réglementaires garantissant la pleine transparence de la propriété des médias ; elle met l'accent sur l'utilité des mécanismes de régulation et/ou de corégulation afin de procéder à la surveillance des marchés des médias et de la concentration dans ce secteur ; elle souligne que l'existence de médias de service publics bien équipés et financés peut contribuer à atténuer les conséquences négatives d'une forte concentration ; et enfin, elle souligne que les politiques visant à encourager le développement des médias non commerciaux peuvent être un autre moyen de promouvoir la diversité de canaux autonomes pour la diffusion d'informations.

Les deux autres textes sont des recommandations.

La première concerne le pluralisme des médias et la diversité du contenu. Elle réaffirme que les médias sont essentiels au bon fonctionnement d'une société démocratique en stimulant le débat public, le pluralisme politique et la sensibilisation à différents courants d'opinions. Elle recommande aux Etats membres d'envisager d'inclure un certain nombre de mesures dans leur droit et leurs pratiques internes. Celles-ci vont de la réglementation de la propriété des médias à l'octroi des licences de radiodiffusion, en passant par les obligations d'accès et d'offre.

En outre, le texte recommande aux Etats membres d'évaluer périodiquement l'efficacité des mesures destinées à promouvoir le pluralisme des médias et la diversité des contenus, ainsi que d'envisager la nécessité de les réviser à la lumière des développements économiques, technologiques et sociaux. Enfin, elle recommande aux Etats membres de procéder à des échanges d'information concernant leurs structures médiatiques respectives et leurs lois internes en matière de concentration et de diversité des médias.

La seconde Recommandation aborde la mission des médias de service public dans la société de l'information. Elle se concentre sur les conséquences du nouvel environnement numérique et sur le rôle spécifique du service public de radiodiffusion au sein de la société de l'information.

Le texte fait observer que les jeunes générations se tournent de plus en plus vers les nouveaux services de communication aux dépens de médias traditionnels. De ce fait, la mission de service public est d'autant plus essentielle à l'ère du numérique et peut être accomplie au moyen de diverses plateformes ayant pour effet l'émergence des médias de service public (ce qui aux fins de la Recommandation, exclut les médias imprimés).

Le texte recommande aux Etats membres : de garantir le rôle fondamental des médias de service public dans le nouvel environnement numérique ; d'inclure dans leur législation/réglementation des dispositions spécifiques à la mission de service public, notamment en ce qui concerne les nouveaux services de communication ; de garantir aux médias de service public les conditions financières et institutionnelles appropriées pour mener à bien, dans le nouvel environnement numérique, la mission qui leur a été confiée, de manière transparente et responsable ; de permettre aux médias de service public de répondre pleinement et efficacement aux défis de la société de l'information, en respectant la structure duale publique/privée du paysage européen des médias électroniques et en tenant compte des questions liées au marché et à la concurrence ; de veiller à ce qu'un accès universel aux médias de service public soit offert à tous les individus et groupes sociaux.

La Recommandation invite également l'ensemble des Etats membres à diffuser largement son contenu afin que ses principes puissent être appliqués.

- Déclaration du Comité des ministres sur la protection du rôle des médias dans les démocraties dans le contexte de la concentration des médias, 31 janvier 2007)
<http://merlin.obs.coe.int/redirect.php?id=10628>
- Recommandation Rec(2007)2 du Comité des ministres aux Etats membres sur le pluralisme des médias et la diversité du contenu des médias, 31 janvier 2007)
<http://merlin.obs.coe.int/redirect.php?id=15865>

[Retour à la table des matières](#)

- Recommandation Rec(2007)3 du Comité des ministres aux Etats membres sur la mission des médias de service public dans la société de l'information, 31 janvier 2007
<http://merlin.obs.coe.int/redirect.php?id=15867>

IRIS 2007-3/5

2006

Déclaration sur la garantie de l'indépendance du service public de radiodiffusion dans les Etats membres

Eugen Cibotaru

Conseil de l'Europe, Direction des droits de l'homme

Le 27 septembre 2006, le Comité des Ministres a adopté une Déclaration sur la garantie de l'indépendance du service public de radiodiffusion dans les Etats membres. Préparé par le Comité directeur sur les médias et les nouveaux services de communication (CDMC), ce document constitue une suite logique du Plan d'action adopté à la 7^e Conférence ministérielle européenne sur la politique des communications de masse (Kiev, mars 2005), qui prévoit un suivi de la mise en œuvre par les Etats membres de la Recommandation n° R (96) 10 du Comité des Ministres sur la garantie de l'indépendance du service public de radiodiffusion afin, si nécessaire, de fournir des lignes directrices supplémentaires aux Etats membres sur la façon d'assurer cette indépendance.

Le Comité des Ministres constate que la situation est satisfaisante dans certains Etats membres, mais laisse beaucoup à désirer dans d'autres, selon l'annexe à la Déclaration donnant un aperçu de la situation dans les Etats membres. Les délégués se montrent préoccupés par la lenteur ou par l'insuffisance des progrès réalisés dans plusieurs autres Etats membres pour assurer l'indépendance du service public de radiodiffusion, faute d'un cadre réglementaire adapté ou en raison d'une incapacité à appliquer les lois et règlements en vigueur.

Dans ce contexte, le Comité des Ministres appelle les Etats membres à garantir l'indépendance du service public de radiodiffusion, en tenant compte des bénéfices et des défis apportés par la société de l'information, ainsi que des changements politiques, économiques et technologiques en Europe. Les délégués encouragent les Etats membres à fournir aux organismes de radiodiffusion de service public les moyens juridiques, politiques, financiers, techniques et autres nécessaires pour leur assurer une véritable autonomie et l'indépendance éditoriale, afin d'éliminer tout risque d'ingérence politique ou économique.

- Déclaration du Comité des Ministres sur la garantie de l'indépendance du service public de radiodiffusion dans les Etats membres (adoptée par le Comité des Ministres le 27 septembre 2006, lors de la 974^e réunion des délégués des ministres)
<http://merlin.obs.coe.int/redirect.php?id=10424>

IRIS 2006-10/5

Recommandation sur la responsabilisation et l'autonomisation des enfants dans le nouvel environnement de l'information et de la communication

Lee Hibbard

Conseil de l'Europe, Direction des droits de l'homme

L'existence des enfants et des jeunes évolue. Les tendances démographiques, la diversité des structures familiales, les conditions de travail et d'autres facteurs encore démontrent que l'enfance européenne moderne est en pleine mutation. Considérant que le nombre d'heures passées en moyenne par un enfant devant divers écrans est bien plus élevé que le temps qu'il passe avec ses enseignants ou ses parents, on peut dire que les enfants et les jeunes abandonnent à l'évidence la consommation des types traditionnels de médias, au profit de formes de communication plus créatives et personnelles (partage de fichiers entre particuliers - *peer-to-peer*), pour s'exprimer et s'informer.

Dans ce contexte, et en réponse à l'appel lancé, lors du Troisième Sommet qu'ils ont tenu à Varsovie en mai 2005, par les quarante-six chefs d'Etat et de gouvernement du Conseil de l'Europe en faveur de l'intensification de l'éducation aux médias des enfants, et notamment de l'utilisation active et critique par ces derniers de l'ensemble des médias, ainsi que de leur protection contre les contenus préjudiciables, le Conseil de l'Europe a élaboré une Recommandation sur la responsabilisation et l'autonomisation des enfants dans le nouvel environnement de l'information et de la communication (adoptée par le Comité des Ministres le 27 septembre 2006).

Cette Recommandation présente notamment la caractéristique essentielle de considérer que les technologies et les services Internet constituent des outils positifs, qu'il convient de ne pas redouter (s'agissant en particulier des éducateurs que sont les enseignants et les parents), mais au contraire d'adopter. C'est la raison pour laquelle la Recommandation souligne à quel point il importe de veiller à ce que les enfants se familiarisent avec ces technologies et services et acquièrent une compétence en la matière dans le cadre de leur éducation scolaire, et ce dès le plus jeune âge.

La Recommandation souligne que le processus d'apprentissage et d'acquisition de compétences visant à permettre aux enfants d'utiliser activement ces technologies et services en faisant preuve de sens critique et de discernement doit aller de pair avec un apprentissage de l'exercice (et de la jouissance) de leurs droits et libertés sur Internet. Il est capital que ce processus d'apprentissage et d'acquisition de compétences intègre les droits de l'homme, pour permettre aux enfants de comprendre comment communiquer de manière à la fois responsable et respectueuse vis-à-vis d'autrui.

La Recommandation considère qu'en acquérant de la sorte des connaissances et des compétences, les enfants seront en mesure de mieux comprendre et de faire face aux contenus (lorsque y figurent, par exemple, violence et automutilation, pornographie, discrimination et racisme) et aux comportements (tels que la sollicitation, l'intimidation, le harcèlement ou la persécution) qui présentent un risque d'effets préjudiciables, ce qui favorisera un sentiment de confiance et de bien-être.

Les Etats membres, lorsqu'ils développent et facilitent l'éducation à l'information et aux médias, ainsi que les stratégies de formation destinées à responsabiliser et autonomiser les enfants selon les méthodes évoquées ci-dessus, sont encouragés à collaborer avec d'autres acteurs clés non gouvernementaux, à savoir la société civile, le secteur privé et les médias, en vue de mieux comprendre les motivations et l'attitude des enfants sur Internet, ainsi que de permettre aux éducateurs des enfants (parents et enseignants) de reconnaître, quand ils y sont confrontés, les contenus et les comportements qui présentent un risque d'effets préjudiciables et de réagir dans ce cas de manière responsable.

- Recommandation Rec(2006)12 du Comité des Ministres aux Etats membres sur la responsabilisation et l'autonomisation des enfants dans le nouvel environnement de l'information et de la communication (adoptée par le Comité des Ministres le 27 septembre 2006, lors de la 974^e réunion des délégués des ministres)
<http://merlin.obs.coe.int/redirect.php?id=10467>

IRIS 2006-10/4

Recommandation relative à la Convention de l'Unesco sur la protection de la diversité des expressions culturelles

Mara Rossini

Institut du droit de l'information (IViR), Université d'Amsterdam

Le 1^{er} février 2006, le Comité des Ministres a adopté une recommandation en invitant les Etats membres du Conseil de l'Europe à "ratifier, accepter, approuver ou adhérer" à la Convention de l'Unesco sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles (voir IRIS 2005-10/2).

Cette convention, adoptée lors de la 33^e session de l'Unesco, réaffirme le droit souverain des Etats à formuler et à mettre en oeuvre leurs politiques culturelles et à adopter des mesures afin de protéger et de promouvoir la diversité des expressions culturelles. Elle souligne l'importance d'une coopération internationale et régionale ainsi que de la contribution de la société civile. L'objectif étant principalement de mettre en place des conditions contribuant à la protection et à la promotion de la diversité des expressions culturelles et de favoriser le dialogue sur la politique culturelle, ce qui pourrait impliquer des mesures réglementaires, une aide financière, la création et le soutien d'institutions publiques et des mesures visant à accroître la diversité des médias (à travers, par exemple, la radiodiffusion de service public).

Le Comité des Ministres met en exergue le fait que les objectifs et les principes directeurs de la Convention de l'Unesco coïncident avec ceux qui ont été définis dans un certain nombre de textes du Conseil de l'Europe relatifs à la culture et aux médias. La recommandation conclut que le Comité des Ministres non seulement approuve cette convention, en tant qu'adjonction aux textes déjà existants visant à accroître la liberté d'expression, mais il encouragera également sa mise en application.

[Retour à la table des matières](#)

La Convention de l'Unesco sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles entrera en vigueur après sa ratification, son acceptation, son approbation ou son adhésion par trente Etats ou organisations d'intégration économique régionale.

- Recommandation Rec(2006)3 du Comité des Ministres aux Etats membres sur la Convention de l'Unesco relative à la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles adoptée par le Comité des Ministres le 1er février 2006
<http://merlin.obs.coe.int/redirect.php?id=10045>

IRIS 2006-3/4

Déclaration sur les droits de l'homme dans la société de l'information

Tarlach McGonagle

Institut du droit de l'information (IViR), Université d'Amsterdam

Le 13 mai, le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe a adopté une Déclaration sur les droits de l'homme et l'Etat de droit dans la société de l'information. Cette Déclaration sera présentée à l'occasion de la phase de Tunis du Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI, voir IRIS 2004-2/2) en tant que contribution du Conseil de l'Europe, en novembre 2005.

La première partie de la Déclaration s'intitule "les droits de l'homme dans la société de l'information". Dans son traitement du "droit à la liberté d'expression, d'information et de communication", elle affirme que les normes de protection en vigueur doivent s'appliquer aussi bien à l'environnement numérique qu'à l'environnement non numérique et que toute limitation de ce droit ne doit pas excéder celles prévues à l'article 10 de la Convention européenne des Droits de l'Homme (CEDH). Elle invite les Etats membres à prévenir les formes de censure émanant de l'Etat et du secteur privé et à inclure les mesures nationales de lutte contre les contenus illicites (par exemple le racisme, la discrimination raciale et la pornographie enfantine) dans le champ d'application des infractions commises à l'aide des technologies de l'information et des communications (TIC). Elle appelle également, à cet égard, à un plus grand respect du Protocole additionnel à la Convention sur la cybercriminalité (voir IRIS 2003-1/3).

De la même manière, en dépit des conséquences liées à l'utilisation des TIC, le droit au respect de la vie et de la correspondance privées ne saurait être soumis à des restrictions autres que celles autorisées à l'article 8 de la CEDH. Cela vaut également pour le contenu et les données de trafic des communications électroniques qui, selon la Déclaration, entrent tous deux dans le champ d'application de l'article 8. D'autre part, le traitement automatisé de données à caractère personnel est régi par les dispositions de la Convention pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé de données à caractère personnel.

La première partie de la Déclaration souligne en outre l'importance du droit à l'éducation et de la promotion de l'accès aux nouvelles technologies de l'information sans discrimination, de l'interdiction de l'esclavage, du travail forcé et de la traite des êtres humains, du droit à un procès équitable et au respect du principe "pas de peine sans loi", de la protection de la propriété, du droit à des élections libres et de la liberté de réunion. Dans chacun de ces domaines, la Déclaration accorde une attention particulière à l'incidence des TIC.

La deuxième partie de la Déclaration concerne l'édification d'une "société de l'information sans exclusion". A ce titre, elle énumère en détail les divers rôles et responsabilités des parties prenantes à la "démarche de gouvernance participative" qu'elle expose. Elle désigne les parties chargées d'aider à élaborer "les programmes

d'action et à concevoir de nouveaux modèles de nature réglementaire ou non réglementaire pour répondre aux défis et aux problèmes engendrés par le rapide développement de la Société de l'information" : les Etats membres du Conseil de l'Europe, la société civile, les acteurs du secteur privé et le Conseil de l'Europe. S'agissant de ce dernier, la Déclaration fait expressément référence, notamment, au Plan d'action adopté par la 7e Conférence ministérielle européenne sur la politique des communications de masse (Kiev, mars 2005).

La Déclaration a été rédigée par le Comité d'experts *ad hoc* multidisciplinaire sur la société de l'information (CAHSI) du Conseil de l'Europe (voir IRIS 2005-5/17).

- Déclaration du Comité des Ministres sur les droits de l'homme et l'Etat de droit dans la société de l'information, 13 mai 2005, CM(2005)56 final)
<http://merlin.obs.coe.int/redirect.php?id=9664>

IRIS 2005-6/2

Déclaration sur la liberté d'expression et d'information dans les médias dans le contexte de la lutte contre le terrorisme

Francisco Javier Cabrera Blázquez

Observatoire européen de l'audiovisuel

Le 2 mars 2005, le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe a adopté une Déclaration sur la liberté d'expression et d'information dans les médias dans le contexte de la lutte contre le terrorisme.

Dans cette déclaration, le Comité des Ministres condamne catégoriquement tous les actes terroristes comme criminels et injustifiables, où qu'ils se produisent et quels qu'en soient les auteurs, et souligne les conséquences dramatiques du terrorisme sur la pleine jouissance des droits de l'homme. Parallèlement, il constate que chaque Etat a l'obligation de protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales de toute personne. Les principes de la liberté d'expression et d'information constituent un élément fondamental d'une société démocratique et pluraliste, ainsi qu'une condition nécessaire aux progrès de la société et au développement de l'être humain.

Le Comité des Ministres considère que la diffusion libre et sans entrave de l'information et des idées représente l'un des moyens les plus efficaces de promouvoir la compréhension et la tolérance susceptibles de contribuer à lutter contre le terrorisme ou à le prévenir. Les Etats ne peuvent adopter des mesures qui imposeraient des restrictions à la liberté d'expression et d'information allant au-delà de ce qui est permis par l'article 10 de la Convention européenne des Droits de l'Homme, à moins que ce ne soit dans les strictes conditions posées à l'article 15 de ladite Convention (dérogation en cas d'état d'urgence). Aussi les Etats doivent-ils veiller, dans la lutte qu'ils mènent contre le terrorisme, à ne pas adopter de mesures qui seraient contraires aux droits de l'homme et aux libertés fondamentales, y compris à la liberté d'expression. Le Comité des Ministres souligne l'intérêt que les mesures d'autorégulation prises par les médias peuvent présenter dans le contexte particulier de la lutte contre le terrorisme.

La Déclaration appelle les pouvoirs publics dans les Etats membres :

- à ne pas introduire de nouvelles restrictions à la liberté d'expression et d'information des médias à moins qu'elles ne soient strictement nécessaires et proportionnées dans une société démocratique et après avoir soigneusement examiné si les lois et autres mesures existantes ne suffisent pas déjà ;
- à ne pas adopter de mesures qui assimileraient le fait de rendre compte du terrorisme à un soutien au terrorisme ;
- à assurer l'accès des journalistes à l'information, régulièrement mise à jour, notamment par la désignation de porte-parole et l'organisation de conférences de presse, conformément à la législation nationale ;
- à fournir des informations adéquates aux médias dans le respect du principe de la présomption d'innocence et du droit au respect de la vie privée ;
- à ne pas créer d'obstacles à l'accès des professionnels des médias aux lieux où des actes terroristes ont eu lieu, obstacles qui ne seraient pas imposés par la nécessité d'assurer la sécurité des victimes du terrorisme ou des forces de l'ordre impliquées dans une opération anti-terroriste en cours, de l'enquête ou de l'efficacité des mesures de secours ou de sécurité ; dans tous les cas où une restriction à l'accès aux lieux de commission des faits est décidée par les autorités, cette restriction devrait être motivée, sa durée devrait être proportionnée aux circonstances et une personne habilitée par les autorités devrait transmettre des informations aux journalistes jusqu'à la levée de la restriction ;
- à garantir le droit des médias de connaître les chefs d'accusation retenus par la justice à l'encontre des personnes faisant l'objet de procédures judiciaires antiterroristes, ainsi que le droit de suivre ces procédures et d'en rendre compte, en conformité avec la législation nationale et dans le respect de la présomption d'innocence et de la vie privée ; ces droits ne peuvent être restreints que dans le cadre prévu par la loi et si leur exercice est susceptible de porter préjudice au secret de l'instruction et aux enquêtes de police ou de retarder ou d'empêcher l'aboutissement des procédures, et sans préjudice des exceptions mentionnées à l'article 6, paragraphe 1, de la Convention européenne des Droits de l'Homme ;
- à garantir le droit des médias de rendre compte de l'exécution des peines, sans préjudice du droit au respect de la vie privée ;
- à respecter, conformément à l'article 10 de la Convention européenne des Droits de l'Homme et à la Recommandation n° R (2000) 7, le droit des journalistes de ne pas révéler leurs sources d'information ; la lutte contre le terrorisme n'autorise pas les autorités à contourner ce droit en allant au-delà de ce qui est permis dans ces textes ;
- à respecter strictement l'indépendance éditoriale des médias, et en conséquence à s'abstenir de toute sorte de pression à leur égard ;
- à encourager la formation des journalistes et autres professionnels des médias relative à leur protection et à leur sécurité et à prendre, si cela est nécessaire et, si les circonstances le permettent, avec leur accord, des mesures de protection pour les journalistes ou autres professionnels des médias faisant l'objet de menaces de la part de terroristes ;

Invite les médias et les journalistes à prendre en considération les propositions suivantes :

- garder à l'esprit leurs responsabilités particulières dans le contexte du terrorisme afin de ne pas contribuer aux objectifs poursuivis par les terroristes ; ils devraient en particulier prendre garde à ne pas accroître le sentiment de peur que peuvent susciter les actes terroristes et à ne pas offrir de tribune aux terroristes en leur donnant une place démesurée ;
- adopter des mesures d'autorégulation, lorsqu'elles n'existent pas, ou adapter les mesures existantes afin qu'elles répondent effectivement aux questions déontologiques soulevées par la couverture médiatique du terrorisme, et les mettre en œuvre ;
- se garder de toute autocensure dont l'effet serait de priver le public d'informations nécessaires à la formation de son opinion ;
- garder à l'esprit le rôle significatif qu'ils peuvent jouer dans la prévention du "discours de haine" et l'incitation à la violence, ainsi que dans la promotion de la compréhension mutuelle ;
- être conscients du risque que les médias et les journalistes peuvent de manière non intentionnelle servir de véhicule à l'expression de sentiments racistes, xénophobes ou haineux ;
- ne pas mettre en péril la sécurité des personnes et la conduite d'opérations antiterroristes ou d'enquêtes judiciaires sur le terrorisme à travers les informations qu'ils diffusent ;
- respecter la dignité, la sécurité et l'anonymat des victimes d'actes terroristes et de leurs familles, ainsi que le droit au respect de leur vie privée, tel que garanti par l'article 8 de la Convention européenne des Droits de l'Homme ;
- respecter le droit à la présomption d'innocence des personnes faisant l'objet de poursuites judiciaires dans le cadre de la lutte contre le terrorisme ;
- garder à l'esprit l'importance de faire la distinction entre les personnes suspectées de terrorisme ou condamnées pour terrorisme et le groupe (national, ethnique, religieux ou idéologique) auquel elles appartiennent ou dont elles se réclament ;
- évaluer la manière dont ils informent le public sur les questions relatives au terrorisme, à travers notamment la consultation du public, des émissions critiques, des articles ou des colloques, et informer le public des résultats de cette évaluation ;
- mettre en place des formations, en collaboration avec leurs organisations professionnelles, pour les journalistes et autres professionnels des médias qui rendent compte du terrorisme, concernant tant leur sécurité que le contexte historique, culturel, religieux et géopolitique des théâtres qu'ils couvrent, et à inviter les journalistes à suivre ces formations.

Enfin, le Comité des Ministres convient de procéder au suivi des initiatives prises par les gouvernements des Etats membres en vue de renforcer les mesures, notamment juridiques, destinées à lutter contre le terrorisme, qui pourraient affecter la liberté des médias et invite l'Assemblée parlementaire à faire de même.

[Retour à la table des matières](#)

- Déclaration sur la liberté d'expression et d'information dans les médias dans le contexte de la lutte contre le terrorisme (adoptée par le Comité des Ministres le 2 mars 2005, lors de la 917e réunion des Délégués des Ministres)
<http://merlin.obs.coe.int/redirect.php?id=15869>

IRIS 2005-3/1

Droit de réponse dans le nouvel environnement des médias

Tarlach McGonagle

Institut du droit de l'information (IViR), Université d'Amsterdam

Le 15 décembre 2004, le Comité des Ministres (CM) du Conseil de l'Europe a adopté la Recommandation Rec(2004)16 sur le droit de réponse dans le nouvel environnement des médias. Cette recommandation est une révision de la Résolution (74) 26 du CM sur le droit de réponse - situation de l'individu à l'égard de la presse, visant à adapter les grands principes et les dispositions du texte à l'ère du numérique.

Dans son préambule, la recommandation reconnaît que le droit de réponse peut être assuré « non seulement par le biais de la législation, mais également par le biais de mesures de corégulation ou d'autorégulation. » Elle souligne également que ce droit est « sans préjudice quant aux autres voies de recours à la disposition des personnes dont les droits à la dignité, l'honneur, la réputation ou la vie privée ont été violés dans les médias ».

La recommandation énonce un certain nombre de principes minimaux, dont l'exercice doit pouvoir être ajusté « selon les spécificités de chaque type de média ». Tout d'abord, le droit de réponse s'applique à toutes les personnes physiques ou morales. Ensuite, toute demande de réponse devrait être adressée « dans un délai raisonnablement bref à compter de la publication de l'information contestée ». Le médium en question devrait « rendre la réponse publique sans retard injustifié ». Le troisième principe énonce que « dans la mesure du possible, la réponse devrait recevoir la même importance que celle donnée à l'information contestée ». Quant au quatrième principe, il établit que la réponse « devrait être rendue publique gratuitement pour la personne concernée ».

Des exceptions, c'est-à-dire la possibilité pour un médium de refuser une demande de réponse, peuvent être prévues par la législation ou la pratique nationale dans les cas suivants : « si la longueur de la réponse dépasse ce qui est nécessaire pour corriger l'information contestée ; si la réponse ne se limite pas à la correction des faits contestés ; si la publication entraînait un acte punissable, exposait le fournisseur de contenu à des poursuites au civil ou transgressait les normes de moralité publique » ; si elle est contraire aux intérêts juridiquement protégés d'un tiers ; si la preuve de l'existence d'un intérêt légitime fait défaut ; si la réponse est dans une langue différente de celle de l'information contestée ou si l'information contestée « fait partie d'un compte rendu fidèle de sessions tenues en public par des autorités publiques ou des tribunaux. »

Le CM prévoit des garanties procédurales ou autres pour l'exercice effectif du droit de réponse. Les médias doivent veiller à ce que les coordonnées de la personne chargée de la réception des demandes de réponse soient rendues publiques. Par ailleurs, le CM énonce que « le droit ou la pratique devrait déterminer au niveau national dans quelle mesure les médias sont astreints à conserver une copie des

informations ou programmes mis à la disposition du public, et ce pendant un laps de temps raisonnable ». La recommandation introduit une nouveauté (par rapport au texte antérieur) avec la disposition relative aux archives électroniques, selon laquelle « si l'information contestée reste à la disposition du public dans des archives électroniques et qu'un droit de réponse a été accordé, un lien devrait dans la mesure du possible être créé entre les deux afin d'attirer l'attention des utilisateurs sur le fait que l'information originelle a fait l'objet d'une réponse ».

La recommandation se termine par une clause de règlement des différends, qui recommande la mise en place d'un recours permettant de « porter le différend devant un tribunal ou une autre instance ayant le pouvoir d'ordonner la publication de la réponse ».

- Recommandation Rec(2004)161 du Comité des Ministres aux Etats membres sur le droit de réponse dans le nouvel environnement des médias, adoptée le 15 décembre 2004
<http://merlin.obs.coe.int/redirect.php?id=15509>

IRIS 2005-1/108

Déclaration sur la liberté du discours politique dans les médias

Christophe Poirel

Conseil de l'Europe, Direction des droits de l'homme

Le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe a adopté, le 12 février dernier, une Déclaration sur la liberté du discours politique dans les médias. Ce texte est avant tout un message politique, une prise de position du Comité des Ministres face aux trop nombreuses restrictions à l'expression d'opinions et à la divulgation d'informations concernant des responsables politiques ou des fonctionnaires.

Sans reprendre ici de manière exhaustive le contenu de la Déclaration, rappelons que ce texte est basé notamment sur l'article 10 de la Convention européenne des Droits de l'Homme et sur la jurisprudence de la Cour de Strasbourg.

La Déclaration réaffirme le droit des médias de diffuser des informations négatives et des opinions critiques sur les personnalités politiques et les institutions Etat, gouvernement ou tout autre organe des pouvoirs exécutif, législatif ou judiciaire, ainsi que sur les fonctionnaires. Elle précise que le genre humoristique et satirique autorise même un plus grand degré d'exagération et de provocation, à condition qu'il n'induisse pas le public en erreur sur les faits.

Elle rappelle que des informations sur la vie privée des politiques et des fonctionnaires peuvent être divulguées s'il s'agit d'un sujet d'intérêt public directement lié à la façon dont ils ont exercé ou exercent leurs fonctions.

Les hommes politiques et les fonctionnaires ne devraient pas bénéficier d'une plus grande protection de leur réputation et de leurs autres droits que les particuliers en cas de violation de leurs droits par les médias. Les éventuelles sanctions imposées aux médias devraient présenter un rapport de proportionnalité avec la violation constatée, l'application de peines de prison devant être limitée à des cas extrêmes.

[Retour à la table des matières](#)

La Déclaration a déjà retenu un grand intérêt. En témoigne la rapidité avec laquelle des organisations gouvernementales ou non-gouvernementales l'ont traduite, notamment dans les pays suivants : Arménie, Bosnie et Herzégovine, Pologne, Russie, Serbie-Monténégro, Slovaquie, Turquie, Ukraine.

Certains pourraient déplorer que ce texte ne soit pas plus audacieux et, en particulier, qu'il ne prenne pas définitivement et clairement position contre les peines de prison pour diffamation. S'il est vrai que le texte ne prohibe pas de manière absolue l'application de peines de prison, il n'en reste pas moins que de telles peines ne devraient être appliquées que si elles sont strictement nécessaires eu égard à l'atteinte portée aux droits fondamentaux d'autrui, par exemple lorsque l'expression litigieuse incite à la haine raciale.

IRIS 2004-3/2

Deux textes sur les médias et les procédures pénales adoptés

Christophe Poirel

Conseil de l'Europe, Direction des droits de l'homme

En Europe, comme sur les autres continents, la question de la couverture par les médias des procédures pénales est un sujet constant de discussion entre les tenants d'une liberté d'information maximale sur ces procédures et ceux qui, au contraire, appellent à restreindre cette liberté au nom du droit à la présomption d'innocence, du droit à un procès équitable ou du droit au respect de la vie privée.

Des exemples nombreux de dérives constatées dans l'un ou l'autre sens au cours des dernières années dans différents pays européens, avec des conséquences parfois dramatiques pour les personnes qui sont parties à ces procédures ou leurs proches, montrent qu'il s'agit d'une question brûlante et complexe qui se pose partout.

C'est pour répondre à ces interrogations et préoccupations que le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe a adopté le 10 juillet dernier une recommandation à l'adresse des gouvernements de ses Etats membres sur la fourniture d'informations à travers les médias en relation avec les procédures pénales.

Ce texte, fruit de plus de deux années de travail menées par le Comité directeur sur les moyens de communication de masse (CDMM), énonce un certain nombre de principes que les pouvoirs publics (services de police et autorités judiciaires) impliqués dans les procédures pénales devraient mettre en oeuvre, par exemple en ce qui concerne l'accès aux salles d'audience ou aux jugements, pour permettre aux médias de rendre compte au public de ces procédures, tout en assurant le respect des droits des parties impliquées.

La recommandation a été développée à la lumière de la jurisprudence de la Cour européenne des Droits de l'Homme concernant les articles 6 (droit à un procès équitable), 8 (droit au respect de la vie privée) et 10 (liberté d'expression et d'information) de la Convention européenne des Droits de l'Homme.

Elle est complétée par une déclaration visant à rappeler aux médias et à leurs organisations professionnelles certains principes qui devraient guider leurs investigations et leurs reportages sur les procédures pénales, par exemple en ce qui concerne le respect de la dignité, de la sécurité et du droit à la vie privée des victimes, des suspects, des accusés et de leurs familles.

- Déclaration sur la diffusion d'informations par les médias en relation avec les procédures pénales (adoptée par le Comité des Ministres le 10 juillet 2003, lors de la 848e réunion des délégués des Ministres)
<http://merlin.obs.coe.int/redirect.php?id=15871>

- Recommandation rec(2003)13 du Comité des Ministres aux Etats membres sur la diffusion d'informations par les médias en relation avec les procédures pénales (adoptée par le Comité des Ministres le 10 juillet 2003, lors de la 848e réunion des délégués des Ministres)
<http://merlin.obs.coe.int/redirect.php?id=15873>

IRIS 2003-8/4

Déclaration sur la liberté de la communication sur l'Internet

Páll Thórhallsson

Conseil de l'Europe, Direction des droits de l'homme

Le 28 mai 2003, le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe a adopté une déclaration sur la liberté de la communication sur l'Internet. Son objectif est de réaffirmer l'importance de la liberté d'expression et de la libre circulation de l'information sur l'Internet. Comme le souligne le préambule, le Comité des Ministres est préoccupé par les tentatives visant à limiter l'accès du public aux communications sur l'Internet pour des raisons politiques ou d'autres motifs contraires aux principes démocratiques.

La déclaration établit que les contenus publiés sur l'Internet ne doivent pas être soumis à des restrictions allant au-delà de celles applicables aux autres moyens de diffusion de contenus. Laissant ouvertes les modalités selon lesquelles les normes de la radiodiffusion, de la presse écrite ou d'autres modes de diffusion doivent s'appliquer à l'Internet, la déclaration lance néanmoins un signal fort aux Etats afin qu'ils n'ajoutent pas de nouvelles restrictions pour cette nouvelle plate-forme. En outre, elle souligne que les Etats membres doivent encourager l'autorégulation ou la corégulation à l'égard des contenus Internet, ces formes de régulation étant les plus appropriées aux nouveaux services. Insistant sur les opportunités uniques offertes par l'Internet en matière de communication interactive, la déclaration souligne que les barrières à la participation des individus à la société de l'information doivent être supprimées et que la création et l'exploitation de sites web personnels ne doivent être soumises à aucune demande d'autorisation ou exigence susceptible de produire lesdits effets restrictifs. N'allant pas jusqu'à préconiser le droit à l'anonymat, la déclaration défend le respect du désir des usagers à ne pas divulguer leur identité, dans le cadre de certaines limites légales visant à permettre aux forces de l'ordre de lutter contre les activités criminelles.

La composante la plus importante de la déclaration se trouve peut-être dans le principe 3, qui décrit quand et dans quelles circonstances les autorités publiques sont autorisées à bloquer l'accès à des contenus Internet. Bien que la censure, au sens du contrôle administratif préalable des publications, ait été abolie dans tous les Etats membres, les nouvelles technologies pourraient donner lieu à de nouvelles formes de contrôle préalable. On trouve des exemples, essentiellement hors de l'Europe, d'autorités publiques utilisant de grossières méthodes de filtrage pour censurer l'Internet.

En premier lieu, la déclaration établit que les autorités publiques ne doivent pas employer de "mesures générales de blocage ou de filtrage" pour refuser l'accès du

public à l'information et à d'autres communications sur l'Internet, sans considération de frontières. Par "mesures générales", la Déclaration fait référence aux méthodes de filtrage "brutes" qui ne font pas de distinction entre les contenus licites et illicites. Ce principe, dont la portée reste relativement large, n'empêche pas les Etats membres de faire installer des logiciels de filtrage sur des installations accessibles aux mineurs, comme dans les bibliothèques et les écoles.

Les Etats membres conservent la possibilité, selon la déclaration, de bloquer l'accès au contenu Internet ou d'ordonner un tel blocage. Mais certaines conditions doivent être remplies : a) le contenu doit être clairement identifiable ; b) une décision concernant le caractère illicite du contenu doit avoir été prise par les autorités nationale compétentes ; c) les garanties de l'article 10, paragraphe 2, de la Convention européenne de sauvegarde des Droits de l'Homme doivent être respectées (la limitation doit être prévue par la loi, viser un objectif légal et être nécessaire dans une société démocratique).

Comme le souligne la notice explicative de la déclaration, le principe 3 s'adresse principalement aux situations dans lesquelles les autorités de l'Etat empêcheraient les usagers d'accéder à des contenus placés sur certains sites web, étrangers ou domestiques, pour des raisons politiques. Parallèlement, elle précise les circonstances dans lesquelles, en général, le blocage du contenu peut être considéré comme acceptable, question qui concerne ou concernera tous les Etats membres.

Le principe 6 porte sur la limitation de la responsabilité des fournisseurs de services. S'alignant sur la Directive européenne sur le commerce électronique (2000/31/CE), la déclaration indique que les fournisseurs de services ne sont aucunement obligés de surveiller le contenu Internet auquel ils donnent accès, qu'ils transmettent ou qu'ils stockent. Cependant, ils peuvent être tenus conjointement responsables pour les contenus qu'ils stockent sur leurs serveurs, s'ils découvrent leur caractère illicite et qu'ils n'agissent pas rapidement pour en désactiver l'accès. La déclaration va même plus loin en stipulant que, lors de la définition dans les lois nationales des obligations des fournisseurs de services hébergeant des contenus, "une attention particulière doit être portée au respect de la liberté d'expression de ceux qui sont à l'origine de la mise à disposition des informations, ainsi que du droit correspondant des usagers à l'information". Les questions ainsi posées font actuellement l'objet d'un large débat, par exemple dans le contexte des commentaires diffamatoires sur Internet. La notice explicative souligne que les questions portant sur le caractère licite ou illicite de certains équipements sont souvent complexes et que les tribunaux seraient les instances les plus à même d'en juger. Si les fournisseurs de services agissent trop rapidement pour supprimer un contenu suite à l'enregistrement d'une plainte, cela pourrait s'avérer dangereux du point de vue de la liberté d'expression et du droit à l'information. Des fournisseurs de services pourraient ainsi supprimer des contenus parfaitement licites de crainte de voir engagée leur responsabilité face à la loi.

- Déclaration sur la liberté de la communication sur l'Internet, adoptée par le Comité des Ministres le 28 mai 2003 lors de la 840e réunion des délégués des ministres)
<http://merlin.obs.coe.int/redirect.php?id=8492>

Recommandation sur mesures visant à promouvoir la contribution démocratique et sociale de la radiodiffusion numérique

Tarlach McGonagle

Institut du droit de l'information (IViR), Université d'Amsterdam

Le 28 mai 2003, le Comité des ministres du Conseil de l'Europe a adopté la Recommandation Rec(2003)9 aux Etats membres sur des mesures visant à promouvoir la contribution démocratique et sociale de la radiodiffusion numérique. L'annexe à la recommandation énumère un ensemble de principes de base concernant la radiodiffusion numérique, ainsi que des questions-clés à prendre en compte dans le cadre du passage à l'environnement numérique, du point de vue du public d'une part, de celui des radiodiffuseurs (particulièrement le service public de radiodiffusion) d'autre part. Dans son préambule, la recommandation réitère « la nécessité de sauvegarder les objectifs essentiels d'intérêt public dans l'environnement numérique, y compris la liberté d'expression et l'accès à l'information, le pluralisme des médias, la diversité culturelle, la protection des mineurs et de la dignité humaine, ainsi que la protection des consommateurs et de la vie privée ». Le document ré-affirme également que « le rôle particulier du service public de radiodiffusion en tant qu'élément fédérateur, capable d'offrir un large choix de programmes et de services à tous les segments de la population, devrait être maintenu dans le nouvel environnement numérique ».

La partie matérielle de la recommandation appelle d'emblée les gouvernements des Etats à « préparer les conditions juridiques et économiques adéquates pour le développement de la radiodiffusion numérique, qui garantissent le pluralisme des services de radiodiffusion et l'accès du public à un choix élargi de programmes divers et de qualité, y compris le maintien et, si possible, l'extension de l'offre de services transfrontières ». Est également envisagée la protection ou la prise de « mesures positives pour sauvegarder et promouvoir le pluralisme des médias, afin de rééquilibrer la concentration croissante dans ce secteur ». La protection des mineurs et de la dignité humaine, ainsi que de la non-incitation à la violence et à la haine sont citées comme des priorités pour l'environnement numérique. La nécessité de la mise en place d'un cadre pour une information adéquate et une formation adaptée à l'utilisation des équipements numériques et des nouveaux services est aussi soulignée. La recommandation reprend et développe également l'engagement préambulaire ayant trait au service public de la radiodiffusion. Les Etats membres sont appelés à assurer un accès universel aux programmes du service public de la radiodiffusion dans le nouvel environnement numérique et à donner à ce même service public un rôle central dans le passage à la radiodiffusion terrestre numérique. Selon les principes de base concernant la radiodiffusion numérique tels qu'énoncés dans l'annexe, les Etats membres devraient mettre en place des stratégies pour le passage au numérique qui cherchent à promouvoir « la coopération entre les opérateurs, la complémentarité entre les plateformes, l'interopérabilité des décodeurs, la disponibilité d'une large variété de contenus, y compris une offre de radio et de télévision gratuite, et l'exploitation la plus large des opportunités uniques qu'offre la technologie numérique après le nécessaire réaménagement des fréquences ». Il est également recommandé que les autorités publiques compétentes encouragent dans l'attribution de licences pour l'exploitation de services de

radiodiffusion numérique la mise en place de services régionaux/locaux. Un certain nombre d'objectifs d'intérêt général est également traité y inclus l'accessibilité aux services de radiodiffusion numérique et contenus associés pour les handicapés sensoriels et les caractéristiques fonctionnelles des Guides Electroniques de Programmes (GEP) (i.e., complémentarité; inclusion dans les GEP de tous les fournisseurs de services qui en font la demande « à des conditions équitables, raisonnables et non discriminatoires »; présentation de, et accès facile à, toutes les chaînes du service public ; facilité d'usage pour les consommateurs).

Du point de vue des radiodiffuseurs, l'annexe énumère tout d'abord un ensemble de principes généraux. Une sélection de principes et de traits s'appliquant spécifiquement au service public de radiodiffusion est ensuite faite: la nécessité de remplir sa mission de façon adaptée au nouvel environnement numérique, l'importance de l'accès universel au service public de radiodiffusion; l'importance de maximaliser le potentiel de la règle du transport obligatoire (must-carry) afin d'assurer l'accessibilité au service public de la radiodiffusion et des programmes par le biais des plateformes numériques; la nécessité d' « un cadre de financement sûr et approprié » pour que le service public de radiodiffusion puisse se maintenir dans le nouvel environnement numérique.

- Recommandation Rec(2003)9 du Comité des Ministres aux Etats membres sur des mesures visant à promouvoir la contribution démocratique et sociale de la radiodiffusion numérique, adoptée le 28 mai 2003
<http://merlin.obs.coe.int/redirect.php?id=11120>

IRIS 2003-5/110

Protection accrue des droits voisins des organismes de radiodiffusion

Nynke Hendriks

Institut du droit de l'information (IViR), Université d'Amsterdam

Le 11 septembre, le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe a adopté la Recommandation Rec(2002)7 sur des mesures visant à accroître la protection des droits voisins des organismes de radiodiffusion, conçue essentiellement contre la piraterie. Du fait de l'évolution technologique enregistrée ces dernières décennies, les organismes de radiodiffusion ont subi une piraterie croissante.

C'est pourquoi la recommandation préconise d'accorder aux organismes de radiodiffusion plusieurs droits exclusifs destinés à contrer ces pratiques, y compris le droit de retransmission, le droit de fixation, le droit de reproduction, le droit de mise à disposition du public, le droit de diffusion et le droit de communication au public. Par ailleurs, le texte fait remarquer l'importance de l'exercice de tels droits exclusifs en ce qui concerne les signaux porteurs de programmes prédiffusés. Il recommande également aux Etats membres de prévoir une protection juridique adéquate et des voies de recours efficaces contre le contournement des mesures technologiques efficaces et contre la suppression ou la modification d'informations relatives à la gestion des droits électroniques.

Ces mesures de protection s'ajoutent aux traités précédents relatifs aux droits voisins, à savoir la Convention internationale sur la protection des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion de 1961 (Convention de Rome) et l'Arrangement européen pour la protection des émissions de télévision de 1960. Mais la Recommandation appelle à une protection élargie et, à bien des égards, reprend les termes du Traité de 1996 sur les interprétations et exécutions et les phonogrammes (WPPT) de l'OMPI. Ainsi par exemple, la Recommandation préconise l'extension des droits exclusifs accordés aux organismes de radiodiffusion pour y inclure le droit de mise à disposition du public et le droit de diffusion, tout comme le WPPT accorde ces droits aux interprètes et exécutants et aux producteurs de phonogrammes. Il en va de même pour les dispositions portant sur les mesures technologiques, les informations relatives à la gestion des droits et la durée de la protection.

Le fait que la Recommandation s'inspire fortement du WPPT est expressément mentionné dans l'exposé des motifs. Ce document souligne par ailleurs que l'élaboration d'un traité spécial de l'OMPI en faveur des organismes de radiodiffusion est à l'ordre du jour. Comme l'entrée en vigueur d'un tel traité prendra sans doute quelques années, il est indispensable, dans l'intervalle, de prévoir des mesures de protection en faveur des radiodiffuseurs.

La France a demandé que sa déclaration interprétative soit inscrite au procès-verbal de la réunion du Comité des Ministres, afin qu'il soit pris acte de son opinion à l'égard de la Recommandation. Pour la France, ce texte doit être considéré comme l'amorce

d'un débat sur l'élaboration d'un traité de l'OMPI en faveur des organismes de radiodiffusion. Elle souligne que la Recommandation doit être centrée sur la protection contre la piraterie, sans affecter les droits des autres titulaires de droits concernés.

- Recommandation Rec(2002)7 du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe aux Etats membres sur des mesures visant à accroître la protection des droits voisins des organismes de radiodiffusion (et exposé des motifs), adoptée par le Comité des Ministres le 11 septembre 2002 lors de la 807 réunion des Délégués des Ministres
<http://merlin.obs.coe.int/redirect.php?id=15875>
- Déclaration interprétative de la France relative à la recommandation du Conseil de l'Europe sur les mesures visant à accroître la protection des droits voisins des organismes de radiodiffusion (inscrite au procès-verbal de la 807 réunion des Délégués des Ministres du 11 septembre 2002)

IRIS 2002-9/5

Dispositions en matière de médias de la Recommandation sur la protection des femmes contre la violence

Tarlach McGonagle

Institut du droit de l'information (IViR), Université d'Amsterdam

Le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe a adopté une Recommandation sur la protection des femmes contre la violence le 30 avril 2002. Cette Recommandation contient une série de mesures générales relatives à la violence perpétrée contre les femmes, ainsi que des mesures plus spécifiques en matière de : programmes d'intervention pour les auteurs de violence ; violence sexuelle ; violence au sein de la famille ; harcèlement sexuel ; mutilation d'organes génitaux ; violence en situation de conflit et suite à un conflit ; violence dans un environnement institutionnel ; non-respect de la liberté de choix en matière de reproduction ; crimes commis au nom de l'honneur et mariages précoces.

La partie consacrée aux mesures générales comprend plusieurs objectifs distincts sur des questions diverses, dont les médias. A cet égard, il est recommandé aux Etats membres de poursuivre quatre objectifs. Tout d'abord, ils devraient "encourager les médias à promouvoir une image non stéréotypée de la femme et de l'homme, fondée sur le respect de la personne humaine et de sa dignité, et à éviter les productions associant violence et sexe" ; ces critères devraient s'appliquer à la fois dans les médias traditionnels et au niveau des nouvelles technologies de l'information (paragraphe 17).

Les Etats membres devraient également encourager les médias à participer à des campagnes de sensibilisation à la violence perpétrée contre les femmes (paragraphe 18). En outre, des efforts doivent être faits pour promouvoir la formation des professionnels des médias, afin de les informer et de les sensibiliser aux

conséquences que peuvent engendrer les productions qui associent violence et sexe (paragraphe 19).

Enfin, la Recommandation appelle les Etats membres à "encourager l'élaboration de codes de conduite pour les professionnels des médias, en tenant compte de la problématique de la violence à l'égard des femmes et encourager, dans le mandat des organisations autonomes de surveillance des médias, existantes ou à créer, l'introduction de missions relatives à la violence à l'égard des femmes et au sexisme" (paragraphe 20).

- Recommandation Rec(2002)5 du Comité des Ministres aux Etats membres sur la protection des femmes contre la violence, du 30 avril 2002)
<http://merlin.obs.coe.int/redirect.php?id=15877>

IRIS 2002-6/2

L'accès aux documents publics

Tarlach McGonagle

Institut du droit de l'information (IViR), Université d'Amsterdam

Le 21 février 2002, le Comité des Ministres (CM) du Conseil de l'Europe a adopté la Recommandation Rec(2002)2 sur l'accès aux documents publics. Cette recommandation part du postulat qu'un large accès aux documents publics permet : 1) de donner au public les moyens de s'informer, de se former une opinion critique et de participer aux affaires d'intérêt commun, 2) de favoriser « l'efficacité de l'administration » en évitant le risque de corruption et 3) d'affirmer la légitimité de l'administration et de renforcer la confiance du public dans ses autorités.

Le champ d'application de la recommandation est limité aux documents publics détenus par les autorités publiques. Le terme « documents publics » désigne « toutes informations enregistrées sous quelque forme que ce soit, rédigées ou reçues et détenues par les autorités publiques et qui ont un lien avec la fonction administrative, exception faite des documents qui sont en cours de préparation ». Le terme « autorités publiques » englobe tous les niveaux de l'administration et du gouvernement, ainsi que les personnes physiques ou morales, dans la mesure où elles accomplissent des fonctions publiques ou exercent une autorité administrative selon le droit national.

Le principe général de la recommandation énonce que tous les Etats membres du Conseil de l'Europe devraient « garantir à toute personne, [sans distinction aucune], le droit d'accéder, à sa demande, à des documents publics détenus par des autorités publiques ». Ce droit est soumis à d'éventuelles limitations et à des dispositions procédurales. Les limitations possibles concernent la sécurité nationale, la sûreté publique, la prévention des crimes, la vie privée, les intérêts commerciaux et autres intérêts économiques, l'égalité devant les instances juridictionnelles, etc.

En ce qui concerne les questions de procédure, les demandeurs d'un document public ne devraient pas avoir à motiver leur demande. Les formalités liées à cette dernière devraient également être minimales. Les demandes devraient être traitées rapidement et si une autorité publique ne détient pas le document demandé, elle doit

orienter le demandeur vers l'autorité publique compétente. L'autorité publique est censée aider le demandeur à identifier le document demandé. Mais elle peut opposer un refus s'il s'agit d'un document qui ne peut pas être identifié ou si la demande est « manifestement déraisonnable. » Lorsqu'une autorité publique refuse une demande, elle devrait donner les raisons de son refus.

Différentes formes d'accès aux documents publics sont acceptées dans diverses situations : accès total ou partiel, consultation d'un document original ou fourniture d'une copie. En principe, la consultation de documents originaux dans les locaux de l'autorité publique qui les détient devrait être gratuite. Si des frais sont exigés pour obtenir une copie d'un document public, ils doivent être raisonnables et ne pas excéder le coût réel des charges supportées par l'autorité publique. La recommandation prévoit qu'un demandeur « devrait toujours avoir accès à une procédure rapide et peu coûteuse de réexamen par une autorité publique » ou de révision par un tribunal ou un autre organe indépendant et impartial.

Enfin, les mesures complémentaires envisagées portent sur la formation des agents publics sur l'accès aux documents publics et les stratégies de communication mises en place à l'initiative des autorités pour faire connaître les modalités d'accès aux documents.

- Recommandation Rec(2002)2 adoptée par le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe le 21 février 2002 sur l'accès aux documents publics et exposé des motifs
<http://merlin.obs.coe.int/redirect.php?id=13026>

IRIS 2002-3/102

Nouvelles recommandations sur l'autorégulation des cyber-contenus

Rik Lambers

Institut du droit de l'information (IViR), Université d'Amsterdam

Le 5 septembre 2001, le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe a adopté une recommandation sur l'autorégulation et la protection des utilisateurs contre les contenus illicites ou préjudiciables diffusés via les nouveaux services de communication et d'information. La recommandation souligne l'importance d'une collaboration à l'échelle européenne, voire internationale en vue de la régulation des contenus diffusés sur Internet.

La Recommandation Rec(2001)8 souligne l'importance des initiatives prises en matière d'autorégulation par les industries de l'information, en coopération avec les pouvoirs publics des Etats membres. Elle expose certains principes et mécanismes relatifs aux contenus illicites ou préjudiciables diffusés sur Internet, qui pourraient être adaptés par les parties concernées.

La recommandation encourage les Etats membres à promouvoir la création d'organisations représentatives des acteurs d'Internet, qui devraient participer au processus d'élaboration des lois les concernant. Cette participation pourrait se faire au moyen, notamment, de consultations, d'auditions et d'avis d'experts, ainsi que de mise en oeuvre des normes en rapport avec ces organisations. En coopération avec ces dernières, les Etats membres devraient prévoir une labélisation neutre, par exemple des contenus pornographiques et violents, donnant aux utilisateurs la possibilité d'élaborer leur propre jugement sur ces contenus.

Il conviendrait en outre de mettre au point un ensemble de descripteurs de contenus, d'outils de recherche et de profils de filtrage, dont l'utilisation devrait être laissée au libre choix des utilisateurs. L'utilisation d'outils d'accès conditionnel destinés à protéger les mineurs des contenus préjudiciables devrait être encouragée. Ces outils d'accès comprennent par exemple des systèmes de vérification de l'âge, des codes d'identification personnels, des mots de passe et des systèmes de cryptage et de décodage.

Les utilisateurs d'Internet devraient avoir accès à des systèmes de plaintes relatives aux contenus, tels que des lignes directes, fournis par les institutions privées et les pouvoirs publics. Pour le traitement des plaintes relatives à certains contenus, il conviendrait de créer des mécanismes de médiation et d'arbitrage non juridictionnels.

Les Etats membres sont également priés d'encourager la sensibilisation et l'information du public au sujet de l'ensemble de ces différentes mesures.

- Recommandation Rec(2001)8 du Comité des Ministres aux Etats membres sur l'autorégulation des cyber-contenus (l'autorégulation et la protection des utilisateurs contre les contenus illicites ou préjudiciables diffusés sur les

nouveaux services de communication et d'information), adoptée par le Comité des Ministres le 5 septembre 2001, lors de la 762e réunion des Délégués des Ministres

<http://merlin.obs.coe.int/redirect.php?id=15879>

IRIS 2001-9/4

Recommandation sur des mesures visant à protéger le droit d'auteur et à combattre la piraterie

Páll Thórhallsson

Conseil de l'Europe, Direction des droits de l'homme

Le 5 septembre 2001, le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe a adopté la Recommandation sur des mesures visant à protéger le droit d'auteur et les droits voisins et à combattre la piraterie, en particulier dans l'environnement numérique (Rec (2001) 7).

Le but des travaux qui ont conduit à cette nouvelle recommandation était de doter les Etats membres d'un arsenal juridique approprié pour lutter contre la piraterie numérique. La recommandation se fonde sur un texte plus ancien, la Recommandation n° R (88) 2 sur des mesures visant à combattre la piraterie dans le domaine du droit d'auteur et des droits voisins, en tenant compte de l'évolution technologique et de la récente élaboration de normes internationales, en particulier avec l'Accord sur les aspects des droits de la propriété intellectuelle touchant au commerce (TRIPS) de 1994 et les deux nouveaux traités de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) adoptés en 1996.

La recommandation encourage vivement les Etats membres du Conseil de l'Europe à ratifier au plus tôt les traités de l'OMPI, considérant que la protection efficace des titulaires de droits dépend de plus en plus de l'harmonisation de cette protection au niveau international. Comme ces traités ne concernent que certaines catégories de titulaires de droits, la recommandation prévoit qu'une protection adaptée à la réalité du numérique devrait également être accordée à d'autres catégories de titulaires de droits, à savoir les radiodiffuseurs, les producteurs de bases de données et les artistes interprètes ou exécutants.

Plusieurs moyens différents de lutte contre la piraterie sont recommandés. La piraterie doit avant tout être incriminée par le droit national. Au-delà des actions fondées sur une plainte des victimes, les Etats membres devraient prévoir la possibilité pour les pouvoirs publics de diligenter une action proprio motu. En matière civile, les tribunaux devraient avoir la possibilité d'ordonner les mesures provisoires nécessaires à la prévention d'une violation ou à la conservation d'une preuve pertinente. Le cas échéant, ces mesures pourraient être prises en l'absence même de l'audition de la partie concernée.

Enfin, la recommandation propose un remède possible contre la production illégale des disques optiques (CD, DVD etc.). Il est recommandé aux Etats membres d'étudier la possibilité d'introduire une obligation légale d'utiliser un code d'identification unique en cas de production de tels disques. Cette pratique serait d'une aide précieuse pour déterminer l'origine d'un produit suspect.

[Retour à la table des matières](#)

- Recommandation Rec(2001)7 du Comité des Ministres aux Etats membres sur des mesures visant à protéger le droit d'auteur et les droits voisins et à combattre la piraterie, en particulier dans l'environnement numérique, adoptée par le Comité des Ministres le 5 septembre 2001 lors de la 762e réunion des Délégués des Ministres
<http://merlin.obs.coe.int/redirect.php?id=15881>

IRIS 2001-9/7

Recommandation concernant l'indépendance et les fonctions des autorités de régulation du secteur de la radiodiffusion

Eugen Cibotaru

Conseil de l'Europe, Direction des droits de l'homme

Le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe a adopté, le 20 décembre 2000, une recommandation concernant l'indépendance et les fonctions des autorités de régulation du secteur de la radiodiffusion (Rec(2000)23) et a autorisé la publication de l'exposé des motifs y afférant.

A l'origine de cet instrument, préparé par le Comité directeur sur les moyens de communication de masse (CDMM), se trouve le fait que la question de l'indépendance des autorités de régulation du secteur de la radiodiffusion vis-à-vis du pouvoir politique et des compétences à donner à ces autorités se pose dans de nombreux pays européens. Ainsi, dans le cadre d'expertises de projets de lois concernant le secteur de la radiodiffusion, il est souvent demandé au Conseil de l'Europe d'expliquer les grands principes selon lesquels devraient fonctionner les autorités de régulation de ce secteur. Dans ce contexte, il a été considéré qu'une recommandation concernant l'indépendance et les fonctions des autorités de régulation du secteur de la radiodiffusion serait particulièrement utile, surtout pour certains nouveaux Etats membres où l'on peut constater un manque d'expérience et d'information en la matière.

Sans entrer dans les détails de la recommandation, il paraît opportun de souligner certains principes de base qu'elle contient.

Sur un plan général, le document recommande aux gouvernements des Etats membres :

- d'instaurer, s'ils ne l'ont pas déjà fait, des autorités indépendantes de régulation du secteur de la radiodiffusion ;
- d'inclure des dispositions dans leur législation et des mesures dans leur politique accordant aux autorités de régulation du secteur de la radiodiffusion des pouvoirs leur permettant de remplir leurs missions d'une manière effective, indépendante et transparente.

Dans cette perspective, les règles régissant les autorités de régulation du secteur de la radiodiffusion devraient être définies de manière à les protéger contre toute ingérence, en particulier de la part de forces politiques ou d'intérêts économiques.

Pour diminuer ces risques de pressions de l'extérieur, il est en particulier nécessaire que la procédure de nomination des membres de ces organismes soit transparente.

Par ailleurs, des règles précises devraient être définies :

- en matière d'incompatibilités, de manière à éviter que les autorités de régulation soient sous l'influence du pouvoir politique ou que les membres des autorités de régulation exercent des fonctions ou détiennent des intérêts dans des entreprises ou d'autres organismes du secteur des médias, ou de secteurs connexes ;
- en matière de révocation des membres des autorités de régulation, pour éviter que la révocation ne puisse être utilisée comme moyen de pression politique ;
- en matière de financement, afin de permettre aux autorités de régulation de remplir pleinement et de manière indépendante leurs fonctions et pour éviter que les autorités publiques utilisent leur pouvoir de décision financier pour interférer avec l'indépendance des autorités de régulation.

Au-delà de ces questions de base, la recommandation pose également certains principes concernant les pouvoirs et les compétences des autorités de régulation, tels que les pouvoirs en matière de régulation, l'octroi de licences, le suivi du respect des engagements et obligations des radiodiffuseurs. En même temps, le document énonce certains principes en matière de responsabilité des autorités de régulation auprès du public.

En définissant ces normes, la recommandation constituera un "point de repère" pour les Etats membres en ce qui concerne la régulation du secteur de la radiodiffusion.

- Recommandation Rec(2000)23 du Comité des Ministres aux Etats membres concernant l'indépendance et les fonctions des autorités de régulation du secteur de la radiodiffusion (adoptée par le Comité des Ministres le 20 décembre 2000, lors de la 735e réunion des délégués des Ministres)
<http://merlin.obs.coe.int/redirect.php?id=15883>

IRIS 2001-1/1

Droit des journalistes de ne pas révéler leurs sources d'information

Rüdiger Dossow

Conseil de l'Europe, Direction des droits de l'homme

Le 8 mars 2000, le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe a adopté la recommandation n° R (2000) 7 sur le droit des journalistes de ne pas révéler leurs sources d'information. La recommandation suit l'argumentaire du jugement rendu par la Cour européenne des Droits de l'Homme dans l'affaire Goodwin c. Royaume-Uni (27 mars 1996), dans lequel la Cour statue que l'article 10 de la Convention européenne des Droits de l'Homme protège les sources journalistiques comme étant l'une des conditions indispensables à la liberté de la presse et que "l'absence d'une telle protection pourrait dissuader les sources journalistiques d'aider la presse à informer le public sur des questions d'intérêt général". Du fait de l'importance que revêt la protection des sources des journalistes, un comité intergouvernemental sur les droits des médias et les droits de l'homme a été fondé au sein du Comité permanent sur les médias afin de renforcer et de compléter cette protection en recommandant aux Etats membres des principes juridiques communs.

La Recommandation n° R (2000) 7 étend, par exemple, la protection, au-delà de la simple identité d'une source, aux circonstances concrètes de l'obtention des informations, aux parties des informations non publiées et aux données personnelles des journalistes et de leurs employeurs. De plus, toute personne qui, du fait des relations professionnelles qu'elle entretient avec un journaliste, prend connaissance d'informations identifiant une source devrait avoir le droit de ne pas révéler ladite source.

Le Comité des Ministres a recommandé que toutes les mesures alternatives raisonnables soient épuisées, y compris les preuves réunies lors d'autres procès et se trouvant à la disposition du tribunal, avant qu'il puisse être demandé de révéler une source. En outre, les journalistes devraient être informés de ce droit avant qu'une telle révélation ne soit demandée, les sanctions pour ne pas avoir répondu à une telle demande ne devraient être imposées que par les autorités judiciaires et pouvoir faire l'objet d'une révision juridique, des protections procédurales devraient être introduites contre la révélation publique ou l'utilisation ultérieure d'informations divulguées. Cette dernière mesure concernerait plus particulièrement l'interception des communications, la surveillance ainsi que les perquisitions judiciaires et les saisies. Néanmoins, le droit des journalistes à ne pas révéler leurs sources n'est pas un droit absolu et la Recommandation n° R (2000) 7 souligne ce fait en recommandant une comparaison minutieuse et transparente, par les autorités nationales, des droits et intérêts éventuellement divergents, reconnaissant l'importance de l'intérêt public dans la protection de la confidentialité des sources.

La recommandation vise à améliorer la sécurité juridique des journalistes, de leurs sources ainsi que des autorités judiciaires et policières. Les principes de la recommandation n° R (2000) 7 constitueront également des éléments de référence pour le Comité des Ministres lorsqu'il contrôlera le respect, par les Etats membres, de leurs engagements.

- Recommandation n° R (2000) 7 sur le droit des journalistes de ne pas révéler leurs sources d'information
<http://merlin.obs.coe.int/redirect.php?id=15885>

IRIS 2000-3/2

1999

Recommandation sur les mesures relatives à la couverture médiatique des campagnes électorales

Ramón Prieto Suárez

Conseil de l'Europe, Direction des droits de l'homme

Le Conseil de l'Europe a adopté le 9 septembre 1999 une recommandation qui encourage les Etats membres à garantir la couverture libre et équitable des campagnes électorales par les médias. Elle comporte un catalogue des mesures considérées comme valables pour faire respecter les normes électorales démocratiques et préserver la liberté d'expression en période électorale, tout en reconnaissant en même temps l'importance de l'autorégulation des médias dans ce domaine.

La recommandation énonce comme prescription générale que les diffuseurs (à la fois publics et privés) couvrent les élections de manière équitable, équilibrée et impartiale en veillant à ce que toutes les opinions importantes et les partis politiques soient évoqués par les médias de diffusion.

La recommandation aborde également la question de l'attribution d'un temps d'antenne libre aux partis/candidats politiques dans les médias de diffusion publics, en tenant compte d'un certain nombre de questions importantes telles que la nécessité de s'assurer qu'une semblable obligation ne s'applique pas au détriment de l'équilibre financier des diffuseurs publics concernés.

En ce qui concerne la publicité politique payante, la recommandation souligne que lorsqu'une telle pratique est autorisée dans un Etat membre, elle doit respecter un minimum de règles : des conditions/prix identiques doivent être proposés à tous les partis et le public doit être informé du caractère payant du message publicitaire. La recommandation traite également de la manière dont les résultats des sondages doivent être diffusés par les médias pour éviter leur influence excessive sur l'électorat. Elle suggère par exemple que les médias indiquent le nom du parti ou de l'organisme qui a commandé et payé le sondage et qu'ils nomment l'organisme qui a effectué le sondage ainsi que la méthodologie employée.

La recommandation couvre d'une manière générale les principales questions qui surviennent dans ce domaine au cours d'une campagne électorale et qui peuvent à ce titre tenir lieu de conseils dispensés aux journalistes, hommes politiques, juridictions et autres acteurs de la campagne.

- Recommandation (99)15 sur les mesures relatives à la couverture médiatique des campagnes électorales (adoptée par le Comité des Ministres le 9 septembre 1999 lors de la 678e réunion des délégués ministériels)
<http://merlin.obs.coe.int/redirect.php?id=15891>

Déclaration sur l'exploitation des productions radiophoniques et télévisuelles contenues dans les archives des radiodiffuseurs

Francisco Javier Cabrera Blázquez

Observatoire européen de l'audiovisuel

Le 9 septembre 1999, le Comité des Ministres a adopté une déclaration sur l'exploitation des enregistrements sonores et audiovisuels conservés dans les archives des radiodiffuseurs et télédiffuseurs.

Dans cette déclaration, le Comité des Ministres note que de nombreux diffuseurs détiennent des productions radiophoniques et télévisuelles qui font partie de l'héritage culturel national et européen et possèdent une importante valeur culturelle, éducative ou informationnelle. Il arrive souvent que ni ces diffuseurs ni les sociétés de recouvrement des droits d'auteurs ne détiennent la totalité des droits en question des collaborateurs individuels des programmes, qui s'avèreraient indispensables à l'utilisation de ces programmes dans de nouveaux formats. D'autre part, le Comité des Ministres estime qu'il appartient aux détenteurs des droits de décider de l'utilisation de leur propriété et qu'ils disposent d'un droit à rémunération. Cependant, comme il peut arriver qu'un grand nombre de détenteurs des droits soient concernés, il est quelquefois pratiquement impossible pour les diffuseurs d'identifier et de retrouver chacun des collaborateurs individuels des programmes ou leurs ayants droit pour pouvoir négocier l'utilisation de ces droits. Cela pourrait avoir pour conséquence d'empêcher la mise à disposition du public de ces productions dans de nouveaux formats numériques.

La déclaration souligne la nécessité d'un équilibre entre la position juridique des détenteurs de droits et les intérêts légitimes du public ; aussi encourage-t-elle l'ensemble des parties concernées à entamer des négociations de manière à trouver une solution convenable. Elle invite également les Etats membres à examiner cette question et à mettre sur pied des initiatives pour remédier à la situation, tout en respectant leurs obligations nées des traités et des conventions internationales ainsi que des autres instruments internationaux dans le domaine des droits d'auteurs et des droits voisins. Cela s'applique particulièrement aux cas dans lesquels l'impossibilité d'une solution contractuelle a été démontrée.

Le Comité des Ministres déclare qu'il procédera en temps voulu à l'évaluation de la situation et qu'il décidera le cas échéant de toute action à entreprendre au niveau du Conseil de l'Europe.

- Déclaration sur l'exploitation des productions radiophoniques et télévisuelles protégées contenues dans les archives des radiodiffuseurs
<http://merlin.obs.coe.int/redirect.php?id=15893>

IRIS 1999-9/5

Recommandation sur le service universel communautaire concernant les nouveaux services de communication et d'information

Francisco Javier Cabrera Blázquez

Observatoire européen de l'audiovisuel

Le 9 septembre 1999, le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe a adressé aux Etats membres une recommandation relative au service universel communautaire pour faciliter l'accès aux nouveaux services de communication et d'information.

La recommandation souligne à quel point il est important d'ouvrir pleinement ces services au public et invite les Etats membres à mettre en oeuvre un certain nombre de mesures. Par ailleurs, elle demande aux Etats membres d'attirer l'attention des pouvoirs publics, des nouvelles industries de la communication et de l'information, ainsi que des usagers, sur le contenu de la recommandation et de son annexe.

Le texte incite les Etats membres à encourager la création et la maintenance de points d'accès décentralisés, qui proposeront à tous les usagers un ensemble de services de communication et d'information répondant au principe de service universel communautaire. La recommandation définit le contenu de base et les services liés aux informations d'intérêt public et à l'information générale inhérente à l'exercice de la démocratie. Elle évoque, entre autres, l'intérêt de mener à bien au travers de ces nouveaux services des processus administratifs et des interactions entre les personnes et les pouvoirs publics, tels que le traitement de requêtes individuelles et la publication de décisions publiques (sauf lorsque la loi nationale requiert la présence physique de l'intéressé). D'autres sujets abordés par la recommandation concernent l'information et la formation, le financement des services universels communautaires et les moyens de garantir une concurrence loyale.

- Recommandation n° R (99) 14 sur le service universel communautaire concernant les nouveaux services de communication et d'information
<http://merlin.obs.coe.int/redirect.php?id=15895>

IRIS 1999-9/1

Lignes directrices pour la protection de la vie privée sur Internet

Spyros Tsovilis

Conseil de l'Europe, Direction des affaires juridiques, protection des données

Le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe a adopté le 23 février 1999 une Recommandation qui vise essentiellement à sensibiliser le public aux enjeux de l'Internet et aux risques de l'utilisation abusive des inforoutes pour la vie privée. La recommandation contient des Lignes directrices qui rappellent les droits et devoirs des utilisateurs et des fournisseurs de services d'Internet et donnent des conseils pratiques pour la mise en oeuvre des normes de protection des données. Ce texte s'adresse aux gouvernements afin qu'ils diffusent largement auprès des utilisateurs et des fournisseurs de services d'Internet, notamment par le biais des autorités

nationales chargées de la protection des données, les principes de bonne conduite préconisés par le Conseil de l'Europe.

S'adressant aux utilisateurs, les Lignes directrices indiquent, par exemple, les précautions à prendre et les moyens de se protéger tels que le recours à l'anonymat (en utilisant des kiosques Internet publics ou des cartes d'accès prépayés) ou au cryptage légal. Elles rappellent également que les usagers peuvent exiger de savoir quelles données les concernant sont collectées, traitées, conservées et pour quelles finalités, et demander qu'elles soient modifiées ou effacées le cas échéant. Elles soulignent enfin leurs responsabilités lorsqu'ils traitent ou transfèrent des données concernant d'autres personnes.

Aux fournisseurs de services, les Lignes directrices rappellent leur responsabilité pour une utilisation licite et loyale des données, et notamment: leur devoir d'information des utilisateurs sur les risques d'atteinte à la vie privée et les moyens licites de protection, leur devoir de discrétion, de non-ingérence dans le contenu des communications, de non communication de données à des tiers ou de transfert hors des frontières.

Les Lignes directrices ont été élaborées en étroite collaboration avec l'Union européenne, dans le sillage de la Convention du Conseil de l'Europe pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel (STE n° 108). Elles constituent une approche européenne commune sur la question de la protection de la vie privée dans l'Internet et une première étape vers l'élaboration d'un accord international. En mai 1998, les Lignes directrices ont été rendues publiques en vue de permettre une large consultation au sein des Etats membres. Le texte adopté aujourd'hui tient compte de nombreuses observations formulées par des autorités de contrôle, des fournisseurs de services, d'autres opérateurs économiques ou de simples utilisateurs.

- Recommandation No.R (99) 5 du Comité des Ministres aux Etats Membres sur la protection de la vie privée sur Internet. Lignes Directrices pour la protection des personnes à l'égard de la collecte et du traitement de données à caractère personnel sur les "Inforoutes" (Adoptée par le Comité des Ministres le 23 février 1999, lors de la 660e Réunion des Délégués des Ministres)
<http://merlin.obs.coe.int/redirect.php?id=15887>

IRIS 1999-5/2

Recommandation sur le pluralisme dans les médias

Ramón Prieto Suárez

Conseil de l'Europe, Direction des droits de l'homme

Le 19 janvier 1999, le Comité des ministres du Conseil de l'Europe a adopté une recommandation relative aux mesures visant à promouvoir le pluralisme dans les médias ; celle-ci, sans être directive, met en évidence un certain nombre de principes et mesures politiques présentés comme utiles à la protection du pluralisme et à la préservation d'un niveau minimum de diversité dans les médias européens.

La recommandation présente six domaines dans lesquels les Etats membres peuvent prendre des mesures : la réglementation du droit de propriété, les

technologies et services nouveaux de la communication (à savoir, la radiodiffusion numérique), les contenus, la responsabilité éditoriale, la radiodiffusion de service public et les mesures de soutien des médias.

En ce qui concerne la réglementation du droit de propriété, la recommandation encourage les Etats membres à introduire des seuils basés, notamment, sur les indices d'écoute d'une compagnie ou d'un groupe, combinés à d'autres mesures telles que des limitations de participation au capital ou aux recettes. Quoiqu'il en soit, la recommandation ne fixe pas de limite supérieure précise, laissant cette décision à l'initiative des Etats membres. En matière de technologies et services nouveaux de la communication, les principes établis par la recommandation tendent, entre autres, à éviter toute pratique pouvant nuire au bon exercice de la concurrence, ainsi qu'à éviter les problèmes de garde-barrière qui risquent d'accompagner l'avènement de la radiodiffusion numérique. Le texte met en évidence les avantages qu'il y a à garantir l'ouverture, la transparence et la non discrimination dans l'accès aux systèmes et services associés à la radiodiffusion numérique et encourage les Etats membres à examiner l'éventualité de l'introduction de standards techniques communs à cette technologie de radiodiffusion, si cela est faisable et souhaitable.

Les autres mesures concernent les mesures relatives au "partage de fréquences", qui visent à faciliter l'accès aux ondes des entités de radiodiffusion plus petites ou indépendantes, aux quotas d'émissions originales en matière de journaux télévisés et d'émissions d'actualité, au soutien à la radiodiffusion de service public (découlant de sa contribution au pluralisme), et enfin aux schémas de soutien économique des médias.

La recommandation doit être considérée comme une sorte de "menu" dans lequel les Etats membres ont la possibilité de faire leurs choix (en fonction de la situation, de la loi et de la jurisprudence nationales) lorsqu'ils se livreront à la mise en place de réglementations intérieures dans ce domaine. Par conséquent, chaque Etat membre est libre de déterminer les mesures qu'il considère comme les plus appropriées parmi celles que propose cet instrument.

- Recommandation du Comité des ministres aux Etats membres N° R (99) 1 relative aux mesures visant à promouvoir le pluralisme dans les médias, adoptée le 19 janvier 1999. Mémoire explicatif de la recommandation N° R (99) 1 relatif aux mesures visant à promouvoir le pluralisme dans les médias <http://merlin.obs.coe.int/redirect.php?id=15889>

IRIS 1999-2/5

1997

Trois nouvelles recommandations dans le domaine des médias

Frédéric Pinard

Observatoire européen de l'audiovisuel

Lors de sa réunion du 30 octobre 1997 le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe a adopté trois recommandations s'intéressant aux médias.

La première de ces recommandations entend lutter contre la représentation de la violence gratuite, à savoir "la diffusion de messages, de paroles et d'images dont soit le contenu soit la présentation [à caractère] violent a une prééminence qui n'est pas justifiée dans le contexte". Son champ d'application est très large puisqu'il concerne l'ensemble des media électroniques, c'est à dire les services de programmes de radio et de télévision, la vidéo à la demande, Internet, la télévision interactive et des produits tels que les jeux vidéos ou les CD-ROM.

Si le Comité des Ministres rappelle son attachement aux principes de la liberté d'expression et de l'indépendance des media, incluant le droit de communiquer et de recevoir des informations à caractère violent, ils n'en comprennent pas moins des devoirs et des responsabilités. C'est la gratuité de la violence qui est visée. Celle-ci doit faire l'objet d'une prise de conscience collective, impliquant tant les acteurs non étatiques que les Etats Membres. Des lignes directrices sont tracées. Le texte souligne qu'il appartient d'abord aux professionnels des media électroniques de régler cette question. Les responsables du contenu sont les premiers concernés et doivent, dans la mesure du possible, élaborer des codes de conduite sectoriels, des lignes directrices internes, mettre en place des instances appropriées de consultation et de contrôle ou encore prendre en compte des normes d'autorégulation dans les contrats avec d'autres secteurs ou acteurs. Les parents et les enseignants se voient également rappeler leur rôle d'information, d'éveil et d'éducation.

Enfin, les Etats Membres ont une responsabilité subsidiaire mais réelle qui peut s'inscrire dans la mise en place d'autorités de régulation indépendantes, l'inscription d'obligations sanctionnables dans les cahiers des charges, la mise en place d'une signalétique (permettant un partage de responsabilité entre les professionnels et le public), et l'assurance que les plaintes puissent être suivies d'effets.

La deuxième recommandation porte sur "le discours de haine" dont l'impact est à la fois plus grand et plus dommageable lorsqu'il est diffusé à travers les media. Le texte souligne la nécessité de mettre en place un cadre juridique efficace impliquant notamment un renforcement des réponses de droit civil telles que l'octroi de dommages-intérêts et l'assurance de pouvoir exercer un droit de réponse ou d'obtenir une rétractation. Toutefois le Comité des ministres rappelle là encore son attachement au principe de la liberté d'expression et souhaite que toute ingérence des autorités publiques soit étroitement limitée sur la base de critères objectifs et fasse l'objet d'un contrôle judiciaire indépendant.

[Retour à la table des matières](#)

Enfin, la troisième recommandation met l'accent sur la promotion d'une culture de tolérance dans les media, promotion qui doit s'inscrire tant au niveau de la formation des professionnels que du contenu et de la diffusion des programmes.

- Recommandation n° R (97) 20 du Comité des Ministres aux Etats Membres sur le "discours de haine" du 30 octobre 1997
<http://merlin.obs.coe.int/redirect.php?id=15897>
- Recommandation n° R (97) 21 du Comité des Ministres aux Etats Membres sur les médias et la promotion d'une culture de tolérance, 30 octobre 1997)
<http://merlin.obs.coe.int/redirect.php?id=15899>
- Recommandation n° R (97) 19 du Comité des Ministres aux Etats Membres sur la représentation de la violence dans les médias électroniques, 30 octobre 1997
<http://merlin.obs.coe.int/redirect.php?id=15901>

IRIS 1997-10/4

1996

Recommandation sur la garantie de l'indépendance du service public de la radiodiffusion

Ad van Loon

Observatoire européen de l'audiovisuel

Le 11 septembre 1996, le Comité des Ministres a adopté une recommandation adressée aux Etats membres du Conseil de l'Europe concernant la garantie de l'indépendance du service public de la radiodiffusion. Celle-ci demande aux Etats membres d'introduire au niveau de leur législation intérieure ou des instruments régissant les organismes de radiodiffusion de service public des dispositions garantissant leur indépendance. Dans une annexe à la recommandation, des lignes directrices sont formulées dans ce but.

Elle demande également aux Etats membres de porter ces lignes directrices à l'attention des chargées de superviser les activités des organismes de radiodiffusion de service public. Ces lignes directrices concernent l'indépendance éditoriale et l'autonomie institutionnelle des organismes de radiodiffusion de service public ; les compétences, le statut et les responsabilités de leurs organes de direction ; les compétences et le statut des organismes de supervision ; le recrutement, la promotion et le transfert du personnel ; le financement ; la politique de programmation (censée "...présenter objectivement les faits et événements et encourager la libre formation des opinions") ; ainsi que l'accès des organismes de radiodiffusion du service public aux nouvelles technologies de communication.

- Recommandation N° R (96) 10 du Comité des Ministres aux Etats membres sur la garantie de l'indépendance du service public de radiodiffusion, 11 septembre 1996

IRIS 1996-10/4

Déclaration et Recommandation sur la protection des journalistes en situation de conflit et de tension

Jeroen Schokkenbroek

Conseil de l'Europe, Direction des droits de l'homme

Le 3 mai 1996, à l'occasion de la Journée mondiale de la liberté de la presse, le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe a adopté une Déclaration sur la protection des journalistes en situation de conflit et de tension ainsi qu'une Recommandation aux Etats membres sur le même sujet (Recommandation N° R (96) 4). Ces textes sont le résultat de travaux inter-gouvernementaux conduits sous l'autorité du Comité directeur sur les mass media (CDMM) suite à la 4e Conférence ministérielle européenne sur la politique des communications de masse (Prague, 7-8 décembre 1994). Les organisations professionnelles et les organisations non-gouvernementales intéressées ont été étroitement associées à leur élaboration. La Déclaration contient une réaffirmation politique solennelle selon laquelle tous les journalistes en situation de conflit et de tension bénéficient pleinement et sans condition de la protection offerte par le droit international humanitaire et par des instruments internationaux de droits de l'homme tels que la Convention européenne des Droits de l'Homme. Elle condamne le nombre croissant de meurtres, disparitions et autres attaques contre des journalistes et considère que ces attaques le sont également du libre exercice du journalisme. Par ailleurs, le Comité des Ministres considère que, dans des cas urgents, le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe pourrait prendre sans délai toutes actions appropriées dès réception de rapports sur les atteintes aux droits et libertés des journalistes en situation de conflit et de tension. Le Comité des Ministres appelle les Etats membres à coopérer avec le Secrétaire Général à cet égard.

Dans la Recommandation, le Comité des Ministres recommande que les gouvernements des Etats membres soient guidés dans leurs actions et politiques par une série de principes de base concernant la protection des journalistes en situation de conflit et de tension. Ces principes de base, qui doivent être appliqués sans distinction entre des correspondants étrangers et des journalistes locaux et sans aucune espèce de discrimination, sont annexés à la Recommandation. Il est également recommandé que les gouvernements diffusent largement le texte de la Recommandation, notamment parmi les organisations des media, les organisations des journalistes et d'autres organismes professionnels, ainsi qu'auprès des autorités publiques et de leurs représentants, tant civils que militaires.

Les principes de base couvrent plusieurs aspects de la protection des journalistes, en particulier en ce qui concerne leurs droits et leurs conditions de travail: le droit de rechercher, de communiquer et de recevoir des informations et des idées sans considération de frontière; la libre circulation et la liberté de correspondance; la confidentialité des sources; les moyens de communication; la protection et l'assistance par la police et les forces armées à la demande des journalistes; des actions non discriminatoires et non arbitraires par les autorités publiques à l'égard des journalistes; l'accès au territoire d'un Etat; des principes sur la mise en oeuvre loyale des systèmes d'accréditation en évitant tout abus. Un principe séparé concerne les investigations que les Etats doivent entreprendre en cas d'attaque contre la sécurité physique des journalistes, en vue de traduire en justice les responsables de ces attaques.

[Retour à la table des matières](#)

Le texte note également que les organisations des media, les organismes professionnels et les journalistes eux-mêmes peuvent prendre des mesures qui contribuent à la protection physique des journalistes: information et formation adéquates avant de partir en mission dangereuse, police d'assurance appropriée, et recours à des réseaux d'alerte (hot lines) tels que le réseau créé par le Comité international de la Croix-Rouge.

- Déclaration sur la protection des journalistes en situation de conflit et de tension, adoptée le 3 mai 1996 par le Comité des Ministres lors de sa 98e session.
<http://merlin.obs.coe.int/redirect.php?id=15905>
- Recommandation N° R (96) 4 du Comité des Ministres aux Etats membres sur la protection des journalistes en situation de conflit et de tension, adoptée le 3 mai 1996 par le Comité des Ministres lors de sa 98e session.
<http://merlin.obs.coe.int/redirect.php?id=15907>

IRIS 1996-5/4

1995

Recommandation concernant la procédure pénale liée à la technologie de l'information

Ad van Loon

Observatoire européen de l'audiovisuel

Le 3 novembre 1995, le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe a transmis aux gouvernements des Etats membres une recommandation sur les principes à respecter dans le domaine des procédures criminelles relatives à la technologie de l'information. Ces principes seraient applicables à des cas tels que les groupes de presse de Comuserve (voir : Allemagne : Discussion sur la responsabilité juridique des services online et des sociétés d'exploitation d'Internet'), ou celui de l'Eglise de la Scientologie aux Pays-Bas (voir : IRIS 1995-9: 4).

Les recommandations concernent la recherche de systèmes informatiques, la saisie de données, la surveillance technique (interception de communications de données), les obligations de coopérer avec les organismes d'enquête, les procédures compatibles et procédés techniques permettant la fourniture de preuves sur supports informatiques, l'atténuation des effets négatifs dus à l'usage de l'encryptage et l'échange d'information entre Etats membres en ce qui concerne les délits relatifs à la technologie de modus operandi l'information (y compris le et les aspects techniques).

- Recommandation N° R (95) 13 du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe aux gouvernements des Etats membres, relative aux problèmes de procédure pénale liés à la technologie de l'information et Exposé des motifs
<http://merlin.obs.coe.int/redirect.php?id=15909>

IRIS 1996-1/1

Résolution sur EURIMAGES

Ad van Loon

Observatoire européen de l'audiovisuel

Le 7 juin 1995, le Comité des Ministres a adopté une résolution pour ouvrir progressivement les différents programmes d'EURIMAGES, le fonds européen de soutien à la coproduction et à la distribution des oeuvres de création cinématographiques et audiovisuelles, aux Etats européens non membres de l'Union européenne.

La Résolution prévoit la possibilité d'accorder une aide financière aux coproductions impliquant des coproducteurs originaires d'Etats membres d'une part et d'Etats associés ou non membres de l'autre, à condition que la contribution de ces derniers ne dépasse pas 30% du coût de la production. En outre, les distributeurs et les diffuseurs d'un Etat membre associé pourront d'ores et déjà bénéficier du programme d'aide à la distribution et aux cinémas.

- Résolution (95) 4 du 7 juin 1995, portant modification à la Résolution (88) 15 instituant un fonds européen de soutien à la coproduction et à la diffusion des oeuvres de création cinématographiques et audiovisuelles ("EURIMAGES")
<http://merlin.obs.coe.int/redirect.php?id=15911>

IRIS 1995-8/7

Recommandation sur la protection des données à caractère personnel dans le secteur des services de télécommunication

Ad van Loon

Observatoire européen de l'audiovisuel

Le 7 février 1995, le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe a adopté une Recommandation sur la protection des données à caractère personnel dans le secteur des services de télécommunication, notamment des services téléphoniques.

Dans leur recommandation, les Ministres recommandent aux 34 Etats membres du Conseil de l'Europe d'appliquer les principes figurant en annexe de leur Recommandation aux opérateurs de réseaux et aux fournisseurs de services qui, dans le cadre de leurs fonctions, collectent et traitent automatiquement des données à caractère personnel.

Les principes figurant en Annexe concernent le respect de la vie privée, la collecte et le traitement des données, la communication des données, les canaux d'accès et de rectification et les mesures de sécurité pour prévenir l'ingérence non autorisée dans les communications ou l'interception de ces dernières. Pour la communication de données à des tierces parties, les principes adoptent la règle du choix : Il n'est pas possible de communiquer des données à caractère personnel, sauf si l'abonné d'un réseau ou d'un service a donné par écrit son consentement exprès et documenté et que l'information communiquée ne rend pas possible l'identification des parties intéressées.

Cependant, les listes d'abonnés contenant des données à caractère personnel peuvent également être communiquées par les opérateurs de réseau et les fournisseurs de service à des tierces parties si l'abonné en a été informé et qu'il n'y a pas objecté, ou si l'autorité de protection des données a autorisé la communication ou encore si la communication est prévue par le droit interne.

- Recommandation N° R (95)4 du Comité des Ministres aux Etats membres sur la protection des données à caractère personnel dans le domaine des services de télécommunication, eu égard aux services téléphoniques, le 7 février 1995 et exposé des motifs
<http://merlin.obs.coe.int/redirect.php?id=15913>

IRIS 1995-3/8

Invitation aux Etats membres à intensifier leur action contre la piraterie sonore et audiovisuelle

Ad van Loon

Observatoire européen de l'audiovisuel

L'on assiste aujourd'hui en Europe à une recrudescence d'activités dites de "piraterie sonore et audiovisuelle", telles que par exemple, la reproduction massive et la distribution non autorisées et à des fins commerciales de cassettes et de CD, de vidéocassettes, de matériel de décodage de services de programmes de télévision

cryptés, de logiciels pour l'édition multimedia et les jeux vidéo, sans oublier la retransmission illicite de programmes de télévision, la représentation publique sans autorisation de films cinématographiques, etc. Le préjudice économique et moral qui en découle est très grave, tant pour la création artistique que pour l'industrie phonographique et audiovisuelle.

Préoccupé par l'importance et l'internationalisation du phénomène, le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe a adopté le 13 janvier 1995 sa Recommandation N° R(95) 1 sur des mesures contre la piraterie sonore et audiovisuelle.

La Recommandation et l'annexe y afférente suggèrent aux Etats membres un certain nombre de mesures pratiques pour renforcer la lutte au niveau national et international contre les diverses formes de piraterie sonore et audiovisuelle. La Recommandation souligne également la nécessité d'une mise en oeuvre efficace des instruments déjà adoptés dans ce domaine, en particulier les Recommandations: N° R (88) 2 sur des mesures visant à combattre la piraterie dans le domaine du droit d'auteur et des droits voisins; N° R (91) 14 sur la protection juridique des services de télévision cryptés; et N° R (94) 3 sur la promotion de l'éducation et de la sensibilisation dans le domaine du droit d'auteur et des droits voisins concernant la création.

- Recommandation N° R(95) 1 du Comité des Ministres aux Etats membres sur des mesures contre la piraterie sonore et audiovisuelle, 13 janvier 1995
<http://merlin.obs.coe.int/redirect.php?id=15915>

IRIS 1995-1/4

1994

Recommandation sur la transparence des médias

Ad van Loon

Observatoire européen de l'audiovisuel

Le 22 novembre 1994, le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe a adopté une Recommandation sur des mesures visant à promouvoir la transparence des media. Les Ministres recommandent aux Etats membres du Conseil de l'Europe d'examiner l'inclusion dans leur législation nationale de dispositions visant à garantir ou promouvoir la transparence des media, ainsi qu'à faciliter l'échange d'informations entre Etats membres sur ce sujet, en s'inspirant des lignes directrices figurant en annexe à la Recommandation.

- Recommandation N° R(94)13 du Comité des Ministres aux Etats membres sur des mesures visant à promouvoir la transparence des médias, 22 novembre 1994
<http://merlin.obs.coe.int/redirect.php?id=15917>

IRIS 1995-1/3

DH-MC(2010)001

**Recommandations et Déclarations
du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe
dans le domaine des médias et des nouveaux services de communication**

**Division Média et Société de l'Information
Direction Générale des Droits de l'Homme et des Affaires Juridiques**

Strasbourg, August 2010

**Recommandations et Déclarations du Comité des Ministres
dans le domaine des médias et des nouveaux services de communication³²**

	Page
Résolution (52) 45 sur la Séminaire restreint d'écrivains de premier plan et de publicistes, rédacteurs en chef et journalistes éminents.....	7
Résolution (52) 73 sur la circulation internationale des livres, des objets d'art et de tous moyens d'information et d'instruction.....	8
Résolution (54) 11 sur l'emploi de la télévision comme moyen d'intéresser le public à l'idée européenne.....	9
Résolution (61) 23 sur l'échange de programmes de télévision.....	11
Résolution (74) 26 sur le droit de réponse- situation de l'individu à l'étard de la presse	12
Résolution (74) 43 sur les concentrations de presse.....	16
Résolution n° R (81) 19 sur l'accès à l'information détenue par les autorités publiques...	19
Recommandation n° R (85) 8 sur la conservation du patrimoine cinématographique européen.....	21
Recommandation n° R (86) 3 sur la promotion de la production audiovisuelle en Europe.....	23
Recommandation n° R (86) 14 sur la mise au point de stratégies de lutte contre le tabagisme, l'abus d'alcool et la toxicomanie en coopération avec les faiseurs d'opinion et les médias.....	27
Recommandation n° R (87) 7 relative a la distribution des films en Europe.....	31
Recommandation n° R (88) 1 sur la copie privée sonore et audiovisuelle.....	35
Recommandation n° R (88) 2 sur des mesures visant à combattre la piraterie dans le domaine du droit d'auteur et des droits voisins.....	38
Recommandation n° R (89) 7 concernant des principes relatifs à la distribution de vidéogrammes à contenu violent, brutal ou pornographique.....	42
Recommandation n° R (90) 11 sur des principes relatifs aux questions de droit d'auteur dans le domaine de la reprographie.....	46
Recommandation n° R (91) 5 sur le droit aux extraits sur des événements majeurs faisant l'objet de droits d'exclusivité pour la radiodiffusion télévisée dans un contexte transfrontière.....	48
Recommandation n° R (91) 14 sur la protection juridique des services de télévision cryptés.....	51
Recommandation n° R (92) 19 relative aux jeux vidéo à contenu raciste.....	55
Recommandation n° R (93) 5 contenant des principes visant à promouvoir la distribution et la diffusion des oeuvres audiovisuelles provenant des pays ou régions à faible capacité de production audiovisuelle ou à aire géographique ou linguistique restreinte sur les marchés télévisuels européens.....	57
Recommandation n° R (94) 3 sur la promotion de l'éducation et de la sensibilisation dans le domaine du droit d'auteur et des droits voisins concernant la création.....	62
Recommandation n° R (94) 13 sur des mesures visant à promouvoir la transparence des médias.....	66

³² Avant 1978, les Recommandations ont revêtu la forme de Résolutions.

Recommandation n° R (95) 1 sur des mesures contre la piraterie sonore et audiovisuelle	70
Recommandation n° R (95) 13 relative aux problèmes de procédure pénale liés à la technologie de l'information.....	74
Recommandation n° R (96) 4 sur la protection des journalistes en situation de conflit et de tension.....	78
Recommandation n° R (96) 10 concernant la garantie de l'indépendance du service public de la radiodiffusion.....	85
Recommandation n° R (97) 19 sur la représentation de la violence dans les media électroniques.....	91
Recommandation n° R (97) 20 sur le "discours de haine".....	99
Recommandation n° R (97) 21 sur les médias et la promotion d'une culture de tolérance	104
Recommandation n° R (99) 1 sur des mesures visant à promouvoir le pluralisme des médias.....	108
Recommandation n° R (99) 14 sur le service universel communautaire relatif aux nouveaux services de communication et d'information.....	113
Recommandation n° R (99) 15 relative à des mesures concernant la couverture des campagnes électorales par les médias.....	117
Recommandation n° R (2000) 7 sur le droit des journalistes de ne pas révéler leurs sources d'information.....	122
Recommandation Rec (2000) 23 concernant l'indépendance et les fonctions des autorités de régulation du secteur de la radiodiffusion.....	127
Recommandation Rec (2001) 7 sur des mesures visant à protéger le droit d'auteur et les droits voisins et à combattre la piraterie, en particulier dans l'environnement numérique	132
Recommandation Rec (2001) 8 sur l'autorégulation des cyber-contenus (l'autorégulation et la protection des utilisateurs contre les contenus illicites ou préjudiciables diffusés sur les nouveaux services de communication et d'information).....	137
Recommandation Rec (2002) 2 sur l'accès aux documents publics.....	142
Recommandation Rec (2002) 7 sur des mesures visant à accroître la protection des droits voisins des organismes de radiodiffusion.....	147
Recommandation Rec (2003) 9 sur des mesures visant à promouvoir la contribution démocratique et sociale de la radiodiffusion numérique.....	150
Recommandation Rec (2003) 13 sur la diffusion d'informations par les médias en relation avec les procédures pénales.....	156
Recommandation Rec (2004) 16 sur le droit de réponse dans le nouvel environnement des médias.....	161
Recommandation Rec(2006)3 relative à la Convention de l'UNESCO sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles.....	164
Recommandation Rec(2006)12 sur la responsabilisation et l'autonomisation des enfants dans le nouvel environnement de l'information et de la communication.....	166
Recommandation CM/Rec(2007)2 sur le pluralisme des médias et la diversité du contenu des médias.....	170
Recommandation CM/Rec(2007)3 sur la mission des médias de service public dans la société de l'information.....	178
Lignes directrices sur la protection de la liberté d'expression et d'information en temps de crise, adoptées le 26 septembre 2007.....	186

Recommandation CM/Rec(2007)11 sur la promotion de la liberté d'expression et d'information dans le nouvel environnement de l'information et de la communication	192
Recommandation CM/Rec(2007)15 sur des mesures concernant la couverture des campagnes électorales par les médias.....	198
Recommandation CM/Rec(2007)16 sur des mesures visant à promouvoir la valeur de service public de l'Internet.....	204
Recommandation CM/Rec(2008)6 du Comité des Ministres aux Etats membres sur les mesures visant à promouvoir le respect de la liberté d'expression et d'information au regard des filtres internet.....	214
Recommandation CM/Rec(2009)5 du Comité des Ministres aux Etats membres visant à protéger les enfants contre les contenus et comportements préjudiciables et à promouvoir leur participation active au nouvel environnement de l'information et de la communication.....	222
Déclaration Decl-29.04.82 sur la liberté d'expression et d'information.....	227
Déclaration Decl-17.02.94 sur les droits voisins.....	230
Déclaration Decl-03.05.96 sur la protection des journalistes en situation de conflit et de tension.....	232
Déclaration Decl-09.09.1999 sur l'exploitation des productions radiophoniques et télévisuelles protégées contenues dans les archives des radiodiffuseurs.....	233
Déclaration Decl-28.05.2003 sur la liberté de la communication sur l'Internet.....	236
Déclaration Decl-10.07.2003 sur la diffusion d'informations par les médias en relation avec les procédures pénales.....	239
Déclaration Decl-12.02.2004 sur la liberté du discours politique dans les médias.....	242
Déclaration Decl-02.03.2005 sur la liberté d'expression et d'information dans les médias dans le contexte de la lutte contre le terrorisme.....	246
Déclaration Decl-13.05.2005 sur les droits de l'homme et l'état de droit dans la Société de l'information.....	250
Déclaration Decl-27.09.2006 du Comité des Ministres sur la garantie de l'indépendance du service public de radiodiffusion dans les Etats membres.....	261
Déclaration Decl-31.01.2007 du Comité des Ministres sur la protection du rôle des médias dans les démocraties dans le contexte de la concentration des médias.....	272
Déclaration Decl-26.09.2007 du Comité des Ministres sur la protection et la promotion du journalisme d'investigation.....	275
Déclaration Decl-20.02.2008/1 du Comité des Ministres sur la protection de la dignité, de la sécurité et de la vie privée des enfants sur l'Internet.....	278
Déclaration Decl-20.02.2008/2 du Comité des Ministres sur l'affectation et la gestion du dividende numérique et l'intérêt général.....	280
Déclaration Decl-26.03.2008 du Comité des Ministres concernant l'indépendance et les fonctions des autorités de régulation du secteur de la radiodiffusion.....	283
Déclaration Decl-11.02.2009 du Comité des Ministres sur le rôle des médias associatifs dans la promotion de la cohésion sociale et du dialogue interculturel.....	287
Déclaration Decl-13.01.2010 du Comité des Ministres sur des mesures visant à favoriser le respect de l'article 10 de la Convention européenne des droits de l'homme.	292
Déclaration Decl-26.05.10 du Comité des Ministres sur une participation accrue des Etats membres aux questions de gouvernance de l'Internet – Comité consultatif gouvernemental (GAC) de l'Internet Corporation for Assigned Names and Numbers (ICANN).....	294

Résolution (88) 15 instituant un fonds européen de soutien à la coproduction et à la diffusion des œuvres de création cinématographiques et audiovisuelles («Eurimages»).	297
Résolution (89) 6 portant modification de la Résolution (88) 15 instituant un fonds européen de soutien à la coproduction et à la diffusion des œuvres de création cinématographiques et audiovisuelles («Eurimages»).	302
Résolution (92) 3 portant modification de la Résolution (88) 15 instituant un fonds européen de soutien à la coproduction et à la diffusion des œuvres de création cinématographiques et audiovisuelles («Eurimages»).	303
Résolution (92) 70 portant création de l'Observatoire Européen de l'Audiovisuel.	304
Résolution (97) 4 confirmant la continuation de l'Observatoire Européen de l'Audiovisuel.	310
Annexe : Supplément à DH-MC (2010)001	316

CONSEIL DE L'EUROPE
COMITÉ DES MINISTRES

Résolution (52) 45

**sur la Séminaire restreint d'écrivains de premier plan et de publicistes,
rédacteurs en chef et journalistes éminents**

(adoptée par les Délégués des Ministres le 12 septembre 1952)

Le Comité des Ministres,

Considérant qu'un séminaire d'écrivains de premier plan, de publicistes, rédacteurs en chef et journalistes éminents pourrait formuler des méthodes originales pour diffuser l'idée européenne,

Approuve le principe d'un tel séminaire et donne instruction au comité des experts culturels de soumettre à l'examen du Comité des Ministres un plan détaillé.

CONSEIL DE L'EUROPE
COMITÉ DES MINISTRES

Résolution (52) 73

**sur la circulation internationale des livres, des objets d'art
et de tous moyens d'information et d'instruction**

(adoptée par les Délégués des Ministres le 22 décembre 1952)

Le Comité des Ministres,

Vu la Recommandation 33 (1952) sur la circulation internationale des livres, des objets d'art et de tous moyens d'information et d'instruction, adoptée par l'Assemblée Consultative au cours de la deuxième partie de sa quatrième Session ordinaire,

Décide de recommander aux gouvernements des Etats membres ayant déjà signé la Convention générale relative à la circulation internationale des livres, des oeuvres d'art et des moyens d'information et de culture, établie sur l'initiative de l'UNESCO, de prendre toutes mesures utiles afin que la ratification de ladite convention intervienne dans un délai aussi bref que possible.

CONSEIL DE L'EUROPE
COMITÉ DES MINISTRES

Résolution (54) 11

sur l'emploi de la télévision comme moyen d'intéresser le public à l'idée européenne

(adoptée par les Délégués des Ministres le 3 juillet 1954)

Le Comité des Ministres,

Ayant examiné la Recommandation 54 de l'Assemblée Consultative, relative à l'emploi de la télévision comme moyen d'intéresser le public à l'idée européenne;

Estimant qu'il y a lieu d'entreprendre, avec l'aide des organisations compétentes, une étude approfondie de certains aspects de la question,

Décide:

(a) d'exprimer publiquement l'intérêt que porte le Conseil à toutes les questions relatives à l'emploi et au développement de la télévision, ainsi que son intention de suivre avec attention tous les efforts qui sont faits en Europe dans ce domaine, efforts dont il faut se féliciter et auxquels il convient de souhaiter un succès aussi brillant que celui que viennent de remporter les échanges de programmes réalisés dans le cadre d'Eurovisions;

(b) de transmettre aux gouvernements, en leur recommandant de s'en inspirer dès maintenant, les suggestions de l'Assemblée Consultative visant à organiser de façon permanente les relais internationaux et à en réduire le coût; de demander à l'Union européenne de Radiodiffusion et à l'Union internationale des Télécommunications de poursuivre leur étude technique et économique du problème des relais, en consultation avec le Secrétariat Général du Conseil de l'Europe, en vue de saisir le Comité des Ministres de propositions positives;

(c) de demander au Bureau de Berne pour la Protection de la Propriété industrielle et des OEuvres littéraires et artistiques, en consultation avec le Secrétariat de l'UNESCO, le B.I.T. et le Secrétariat Général du Conseil de l'Europe, et après avoir entendu l'avis des organisations non-gouvernementales intéressées et pris connaissance des études faites par les compagnies nationales de radiodiffusion, de procéder à un examen des obstacles juridiques aux échanges de programmes de télévision et de formuler des recommandations précises en vue, d'écartier ces obstacles, tout en veillant à la protection des droits d'auteurs et des droits voisins;

(d) d'inviter les gouvernements membres à encourager dans la mesure de leurs possibilités, et en association avec les efforts accomplis par d'autres organisations internationales dans ce même domaine, à la fois les échanges de programmes et la production par les réseaux nationaux de télévision de programmes destinés à mieux faire connaître la vie culturelle, économique et politique des autres peuples européens et à promouvoir l'idée européenne;

(e) d'autoriser le comité des experts culturels à former, en liaison avec l'Organisation du Traité de Bruxelles, l'UNESCO et l'Union européenne de Radiodiffusion, un groupe de travail qui aura pour mission d'étudier les problèmes culturels que pose le développement de la télévision et de charger le Secrétariat Général de préparer un rapport au sujet des résultats obtenus.

CONSEIL DE L'EUROPE
COMITÉ DES MINISTRES

Résolution (61) 23

Sur l'échange de programmes de télévision

(adoptée par les Délégués des Ministres le 15 septembre 1961)

Le Comité des Ministres,

Vu le rapport de la 6e Session du comité d'experts juridiques pour les échanges de programmes de télévision (Doc. CM (61) 63);

Constatant :

que les échanges de programmes entre les organismes de télévision dépendent, dans une large mesure, de la circulation des enregistrements;

que cette circulation doit obéir à des conditions juridiques identiques dans chacun des pays intéressés;

que cette nécessité postule l'existence d'un organisme international unique, capable de délivrer pour et dans chaque pays des autorisations d'enregistrement au nom des titulaires de droits d'auteur,

Recommande aux gouvernements de veiller à ce que l'exercice des droits de reproduction mécanique des auteurs par un tel organisme international ne soit pas entravé.

CONSEIL DE L'EUROPE
COMITÉ DES MINISTRES

Résolution (74) 26

sur le droit de réponse - situation de l'individu à l'égard de la presse

*(adoptée par le Comité des Ministres le 2 juillet 1974,
lors de la 233e réunion des Délégués des Ministres)*

Le Comité des Ministres,

Considérant que le droit à la liberté d'expression comprend la liberté de recevoir et de communiquer des informations ou des idées sans qu'il puisse y avoir ingérence d'autorité publique et sans considération de frontières, ainsi que le prévoit l'article 10 de la Convention européenne des Droits de l'Homme ;

Considérant qu'aux termes de la même disposition, l'exercice de cette liberté comporte des devoirs et des responsabilités pour ce qui est notamment de la protection de la réputation ou des droits d'autrui ;

Considérant qu'il est souhaitable de mettre à la disposition de l'individu des moyens adéquats pour le protéger contre les informations contenant des faits inexacts le concernant et de le doter d'un recours contre la publication des informations, y compris les faits et les opinions, qui constituent une ingérence dans sa vie privée ou une atteinte à sa dignité, à son honneur ou à sa réputation, que ces informations aient été mises à la disposition du public par la presse écrite, par la radio, par la télévision ou par tout autre moyen de communication de masse à caractère périodique ;

Considérant qu'il est également de l'intérêt de l'individu et du public de recevoir des informations de différentes sources qui garantissent ainsi la possibilité de disposer d'une information complète ;

Considérant qu'il convient par conséquent qu'à cet égard, les mêmes principes s'appliquent à tous les moyens de communication de masse, étant entendu que les moyens qui seront mis à la disposition de l'individu pourraient varier selon qu'il s'agit de la presse écrite, de la radio ou de la télévision ;

Considérant qu'il convient à ce stade de tenir compte seulement de la situation de l'individu vis-à-vis des moyens de communication à caractère périodique tels que la presse, la radio et la télévision et qu'il convient en particulier d'examiner la protection de l'individu contre les ingérences dans sa vie privée ou contre les atteintes à sa dignité, à son honneur ou à sa réputation,

Recommande aux gouvernements membres que la situation de l'individu à l'égard des moyens de communication soit conforme aux principes minimaux suivants :

1. En ce qui concerne les informations relatives aux individus publiées par un moyen de communication, l'individu concerné disposera d'une possibilité réelle d'obtenir la rectification, sans délai excessif, des faits inexacts le concernant et pour la rectification desquels il peut justifier d'un intérêt, cette rectification bénéficiant, autant que possible, de la même importance que la publication initiale.
2. En ce qui concerne les informations relatives aux individus publiées dans les moyens de communication, l'individu concerné disposera d'un recours effectif contre la publication des faits et des opinions, qui constituent :
 - i. une ingérence dans sa vie privée sauf si un intérêt public légitime et primordial le justifie, si l'individu a consenti expressément ou tacitement à la publication ou si la publication est conforme en l'occurrence à une pratique généralement admise et qui n'est pas contraire à la loi ;
 - ii. une atteinte à sa dignité, à son honneur ou à sa réputation, à moins que l'information ne soit publiée avec le consentement exprès ou tacite de l'individu concerné, ou que la publication ne soit justifiée par un intérêt public primordial et légitime et qu'il s'agisse d'une critique loyale basée sur des faits exacts.
3. Aucun des principes qui précèdent ne peut être interprété comme justifiant la censure.
4. Dans les principes énoncés ci-dessus :
 - i. le terme "individu" s'entend de toute personne physique et morale ainsi que de toute autre entité sans considération de nationalité ou de résidence, à l'exclusion de l'Etat et d'autres autorités publiques ;
 - ii. le terme "moyen de communication" s'applique à tous moyens de à caractère périodique destinés à la diffusion des informations au public, comme la presse, la radio et la télévision ;
 - iii. le terme "possibilité réelle d'obtenir la rectification" signifie toute possibilité qui peut être utilisée comme un moyen de recours, soit juridique, soit d'une autre nature, comme le droit de réponse, le droit de correction, ou le droit de recours aux conseils de presse ;
 - iv. le terme "recours" s'entend d'une forme de réparation soit juridique, soit d'une autre nature, comme en prévoit la loi sur la diffamation, ou tel que le droit de recours devant les conseils de presse, dont dispose tout individu sans limitation injustifiée, comme, par exemple, des frais exorbitants.
5. Les principes ci-dessus s'appliqueront à tous les moyens de communication sans distinction. Ceci n'exclut pas des différences dans l'application de ces principes à des moyens de communication particuliers, tels que la radio et la télévision, lorsque cela est nécessaire ou justifié par des différences de nature.

Recommande aux gouvernements membres, lorsqu'ils procéderont à l'adoption, de mesures législatives concernant le droit de réponse, de prévoir un droit de réponse à la presse, à la radio et à la télévision et à l'égard de tout autre moyen de communication à caractère

périodique, en accord avec les principes susmentionnés, sur le modèle des règles minimales annexées à la présente résolution.

Annexe à la Résolution (74) 26

Règles minimales relatives au droit de réponse à la presse, à la radio, à la télévision et à l'égard d'autres moyens de communication a caractère périodique

1. Toute personne physique ou morale, ainsi que toute autre entité sans considération de nationalité ou de résidence, désignée dans un journal, un écrit périodique, dans une émission de radio ou de télévision, ou par tout autre moyen de communication à caractère périodique, et au sujet de laquelle des informations contenant des faits qu'elle prétend inexacts ont été rendus accessibles au public, peut exercer le droit de réponse afin de corriger les faits la concernant.
2. A la demande de la personne concernée, le moyen de communication de masse est tenu de rendre publique la réponse que cette personne lui aura fait parvenir.
3. La loi nationale peut prévoir, à titre d'exception, que la publication de la réponse pourra être refusée par le moyen de communication dans les cas suivants :
 - i. lorsque la demande de publication de la réponse n'est pas adressée au moyen de communication dans un délai raisonnablement bref ;
 - ii. lorsque la longueur de la réponse excède ce qui est nécessaire pour corriger l'information contenant les faits prétendument inexacts ;
 - iii. lorsque la réponse ne se limite pas à la correction des faits incriminés ;
 - iv. lorsqu'elle constitue une infraction punissable ;
 - v. lorsqu'elle est contraire aux intérêts juridiquement protégés des tiers ;
 - vi. lorsque l'individu concerné ne justifie pas de l'existence d'un intérêt légitime.
4. La publication de la réponse doit intervenir sans délai excessif et recevoir, autant que possible, la même importance que l'information contenant les faits prétendument inexacts.
5. La loi nationale désignera la personne à qui, en vue d'assurer l'exercice effectif du droit de réponse, la demande de publication de la réponse devra être adressée pour le compte de toute publication ou entreprise de presse, de radio ou de télévision ou de tout moyen de communication concerné. De la même manière sera désignée la personne qui sera responsable pour la publication de la réponse, et cette personne ne sera protégée par aucune immunité.
6. Les principes ci-dessus s'appliqueront à tous les moyens de communication sans distinction. Ceci n'exclut pas des différences dans l'application de ces principes à des moyens de communication particuliers tels que la radio et la télévision, lorsque cela est nécessaire ou justifié par des différences de nature.
7. Toute contestation sur la mise en oeuvre des règles qui précèdent sera portée devant le tribunal qui pourra ordonner la publication immédiate de la réponse.

CONSEIL DE L'EUROPE
COMITÉ DES MINISTRES

Résolution (74) 43

sur les concentrations de presse

*(adoptée par le Comité des Ministres le 16 décembre 1974,
lors de la 240e réunion des Délégués des Ministres)*

Le Comité des Ministres,

1. Considérant la nécessité d'assurer le respect du droit à la liberté d'expression garanti par l'article 10 de la Convention européenne des Droits de l'Homme, y compris celui de recevoir et de communiquer librement des informations ;
2. Persuadé de l'importance capitale que revêt, à cet égard, la possibilité pour le public de disposer d'une grande diversité de sources d'informations et d'opinions ;
3. Conscient du rôle primordial qui revient à la presse écrite dans la sauvegarde de cette diversité d'informations et d'opinions à l'usage du public ;
4. Partageant les inquiétudes souvent exprimées selon lesquelles une diminution du nombre total de journaux possédant leur propre unité rédactionnelle complète ou une concentration du contrôle effectif d'un nombre croissant de tels journaux entre les mêmes mains, risque de porter atteinte aux droits garantis par l'article 10 de la Convention européenne des Droits de l'Homme ;
5. Convaincu qu'une telle diversité des informations et des opinions dépend dans une mesure non négligeable du bon fonctionnement de la concurrence entre les journaux, sans contester pour autant que dans certains cas une évolution vers des entreprises de plus grande taille puisse consolider la situation économique de la presse et améliorer sa position et sa tenue ;
6. Conscient toutefois du danger que pourrait présenter pour la liberté de la presse et le libre exercice du choix du public le fait de figer d'une manière durable la structure existante de la presse ;
7. Reconnaisant que la situation de la presse n'est pas du tout la même dans les différents pays membres en raison notamment de facteurs tenant à la géographie, à l'histoire, aux habitudes de pensée et aux conditions économiques ;
8. Persuadé néanmoins que s'offrent aux pouvoirs publics plusieurs formes d'action, notamment les différentes formes d'aides - générales, spécifiques ou sélectives, telles qu'elles ont été définies à l'annexe I du rapport mentionné ci-dessous, lesquelles si elles sont judicieusement adaptées, pourraient dans certains cas et pour un certain temps contribuer à limiter ou freiner le phénomène de concentration ;

9. Vu le rapport du Comité d'experts qui accompagne la présente résolution,

Recommande aux gouvernements des Etats membres d'examiner les propositions qui suivent à la lumière de leurs possibilités d'application, dont ils demeurent seuls juges, compte tenu de la situation particulière de chacun des Etats membres :

1. Certaines mesures d'aide publique à la presse, si elles sont judicieusement adaptées, peuvent assurer, dans les limites indiquées plus loin, la survie de journaux, possédant leur propre unité rédactionnelle complète, menacés de disparition ou de rachat par suite de difficultés financières ;

2. Lorsqu'une aide revêt un caractère sélectif, elle devrait être limitée à la fois en volume et dans le temps, accordée sur la base de critères objectifs, et réservée en principe aux seuls journaux dont les difficultés peuvent être, quant à leur cause, éliminées par l'octroi d'une telle aide ;

3. Sans préjudice de dispositions dont les gouvernements des pays membres conservent l'initiative, eu égard à la structure et à la situation particulière de la presse dans leur pays, une aide capable d'atteindre l'objectif défini ci-dessus semble pouvoir résulter de mesures telles que :

a. l'institution d'un fonds de presse, permettant à des journaux relativement mal placés sur le marché d'obtenir des subventions ou des prêts à des conditions particulièrement favorables en vue d'améliorer leur position concurrentielle ;

b. l'octroi à certaines catégories de journaux en position défavorable et donc contraintes de s'adapter à des changements de conditions structurelles, d'aides spécifiques résultant par exemple d'une modulation des aides décrites au chapitre V du rapport ci-annexé ;

4. Les gouvernements qui accordent déjà une aide économique à la presse sous une forme ou sous une autre devraient en réexaminer les modalités afin d'éviter tout ce qui pourrait constituer un encouragement involontaire et fortuit au processus de concentration, sans cependant perdre de vue que, là où elle existe, une telle aide fait partie intégrante des conditions d'existence de la presse et qu'une diminution subite de cette aide risque de précipiter la disparition ou le rachat de journaux en proie à des difficultés financières ;

5. Lorsqu'un gouvernement est habilité à interdire la prise de contrôle d'un quotidien par un groupe de presse contrôlant déjà plusieurs autres journaux, et au cas où il apparaîtrait clairement qu'un rachat de cette sorte menacerait gravement la liberté d'expression et le droit à l'information, ledit gouvernement, s'il n'a pas déjà qualité pour accorder une assistance financière au journal dont le rachat a été refusé dans l'intérêt public, devrait prendre les dispositions nécessaires pour se doter de pouvoirs qui lui permettent le cas échéant d'en décider l'octroi ;

6. Les gouvernements devraient encourager toute action destinée à rationaliser les méthodes de production et de distribution des journaux en vue de réduire les coûts de publication, sous réserve que les journaux les moins bien placés sur le marché puissent également en bénéficier et que, dans le cas d'ententes particulières ou d'accords de

coopération technique entre différents journaux, l'indépendance de chacun d'eux puisse être garantie et respectée ;

7. Enfin, les gouvernements devraient stimuler les efforts d'adaptation déployés par la profession elle-même pour trouver les moyens de surmonter ses difficultés, notamment en opérant les changements qu'exige la complémentarité devenue nécessaire avec l'audio-visuel.

CONSEIL DE L'EUROPE
COMITÉ DES MINISTRES

Recommandation n° R (81) 19

du Comité des Ministres aux États membres
sur l'accès à l'information détenue par les autorités publiques³³

*(adoptée par le Comité des Ministres le 25 novembre 1981
lors de la 340e réunion des Délégués des Ministres)*

Le Comité des Ministres, en vertu de l'article 15.b du Statut du Conseil de l'Europe,

Considérant que le but du Conseil de l'Europe est de réaliser une union plus étroite entre ses membres ;

Vu la Recommandation 854 de l'Assemblée relative à l'accès du public aux documents gouvernementaux et à la liberté d'information ;

Considérant l'importance que revêt pour le public dans une société démocratique une information appropriée sur la vie publique ;

Considérant que l'accès du public à l'information est susceptible de renforcer la confiance du public en l'administration ;

Considérant par conséquent que le maximum d'efforts doit être consenti pour assurer au public l'accès le plus large possible à l'information détenue par les autorités publiques,

Recommande aux gouvernements des Etats membres du Conseil de l'Europe de s'inspirer dans leur droit et leur pratique des principes énoncés dans l'annexe à la présente recommandation.

Annexe à la Recommandation n° R (81) 19

Les principes ci-après s'appliquent aux personnes physiques et morales. Dans la mise en œuvre de ces principes, il convient de tenir dûment compte des exigences d'une administration bonne et efficace. Lorsque ces exigences rendent nécessaire la modification ou l'exclusion d'un ou de plusieurs de ces principes, dans des cas particuliers ou dans des secteurs spécifiques de l'administration publique, il convient néanmoins de s'efforcer de garantir le meilleur accès possible à l'information.

³³ Lors de l'adoption de la Recommandation n° R (81) 19 et en application de l'article 10.2.c du Règlement intérieur des réunions des Délégués des Ministres, les Délégués de l'Italie et du Luxembourg ont réservé le droit de leur Gouvernement de s'y conformer ou non.

I.

Toute personne relevant de la juridiction d'un Etat membre a le droit d'obtenir, à sa demande, des renseignements détenus par les autorités publiques autres que les organes législatifs et les autorités judiciaires.

II.

Des moyens effectifs et appropriés doivent être prévus pour assurer l'accès à l'information.

III.

L'accès à l'information ne doit pas être refusé pour le motif que le demandeur n'a pas d'intérêt particulier en la matière.

IV.

L'accès à l'information doit être assuré sur une base d'égalité.

V.

L'application des principes précédents ne peut être soumise qu'aux seules limitations et restrictions qui sont nécessaires, dans une société démocratique, à la protection d'intérêts légitimes publics (tels que la sécurité nationale, la sûreté publique, l'ordre public, le bien-être économique du pays, la prévention du crime, la prévention de la divulgation d'informations confidentielles) et à la protection de la vie privée et d'autres intérêts légitimes privés, en prenant toutefois dûment en considération l'intérêt particulier de l'individu aux informations qui, détenues par les autorités publiques, le concernent personnellement.

VI.

Toute demande d'information doit faire l'objet d'une décision dans un délai raisonnable.

VII.

L'autorité publique qui refuse l'accès à l'information doit donner les raisons sur lesquelles se fonde ce refus, dans les conditions prévues par la loi ou la pratique.

VIII.

Tout refus opposé à une demande d'information doit pouvoir faire l'objet d'un recours.

CONSEIL DE L'EUROPE
COMITÉ DES MINISTRES

Recommandation n° R (85) 8

du Comité des Ministres aux États membres
sur la conservation du patrimoine cinématographique européen

*(adoptée par le Comité des Ministres le 14 mai 1985,
lors de la 385e réunion des Délégués des Ministres)*

Le Comité des Ministres, en vertu de l'article 15.b du Statut du Conseil de l'Europe,

Considérant que le but du Conseil de l'Europe est de réaliser une union plus étroite entre ses membres, et que ce but est poursuivi notamment par l'adoption d'une action commune dans le domaine culturel ;

Considérant que le cinéma est un art important, dont la valeur est grande en tant que source de documents culturels et historiques et expression de l'identité culturelle des peuples d'Europe ;

Considérant que le cinéma apporte un témoignage sur la vie culturelle et sociale et qu'il doit, à ce titre, bénéficier d'une entière protection ;

Considérant qu'une grande partie du patrimoine cinématographique européen, dont le support est la pellicule de nitrate qui se détériore de manière irréversible, doit donc être transférée de toute urgence sur des supports de sécurité ;

Considérant en outre que l'existence d'éléments essentiels de ce patrimoine est gravement menacée du fait de la dégradation des films en couleur ;

Considérant qu'en raison de la nature commerciale de l'industrie cinématographique, des films d'une grande valeur artistique et culturelle sont délibérément détruits chaque année par ceux qui en détiennent les droits ;

Considérant aussi que le patrimoine cinématographique est indispensable pour permettre de retracer l'histoire de la culture et de la vie sociale et artistique de chaque nation et de l'Europe dans son ensemble à des fins diverses : télévision et cinéma, éducation médiatique, université et recherche, rediffusion de films en salle, à la télévision ou par d'autres techniques ;

Vu les travaux du Conseil de la coopération culturelle et se référant à la Recommandation 862 (1979) de l'Assemblée sur le cinéma et l'Etat ;

Vu la Recommandation de l'Unesco sur la préservation et la conservation des images en mouvement,

- I. Recommande aux gouvernements des Etats membres de :
- a.* souligner le rôle essentiel des archives cinématographiques et de leur fournir les ressources nécessaires à la protection du patrimoine cinématographique national, notamment par la restauration et la conservation de films ;
 - b.* promouvoir la création d'un système de dépôt légal, dans des services d'archives agréés, des films nationaux, particulièrement de ceux qui présentent un intérêt documentaire historique ou culturel, et d'encourager l'archivage des films réalisés pour la télévision ainsi que du matériel enregistré électroniquement et diffusé sur le marché national ;
 - c.* faciliter la création d'un système de dépôt légal ou de dépôt volontaire systématique, dans les archives cinématographiques nationales, des films étrangers y compris les films sous-titrés ou doublés dans la langue du pays ;
 - d.* mieux faire connaître le patrimoine cinématographique européen en dotant les archives des moyens nécessaires pour l'acquisition et la mise à disposition du public, dans les limites de la législation sur les droits d'auteur, de films européens de grande qualité artistique et valeur historique et culturelle ; et pour améliorer la compréhension entre les différentes cultures, de fournir également aux archives les moyens de se constituer des collections de films non européens et, en particulier, de films réalisés par les pays en développement ;
- II. Charge le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe de porter le contenu de la présente recommandation à la connaissance des gouvernements des Etats parties à la Convention culturelle européenne qui ne sont pas membres du Conseil de l'Europe.

CONSEIL DE L'EUROPE
COMITÉ DES MINISTRES

Recommandation n° R (86) 3

du Comité des Ministres aux États membres
sur la promotion de la production audiovisuelle en Europe

*(adoptée par le Comité des Ministres le 14 février 1986,
lors de la 393e réunion des Délégués des Ministres)*

Le Comité des Ministres, en vertu de l'article 15.b du Statut du Conseil de l'Europe,

Considérant que le but du Conseil de l'Europe est de réaliser une union plus étroite entre ses membres afin de sauvegarder et de promouvoir les idéaux et les principes qui sont leur patrimoine commun ;

Ayant à l'esprit la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales et notamment son article 10 ;

Rappelant son attachement à la liberté d'expression et à la libre circulation d'informations et d'idées exprimé notamment dans sa Déclaration du 29 avril 1982 ;

Ayant à l'esprit la Convention culturelle européenne ;

Ayant à l'esprit le souci exprimé dans la Résolution n° I de la 4e Conférence des ministres européens responsables des Affaires culturelles (Berlin, mai 1984) d'une coopération accrue entre les partenaires européens pour encourager la production, la coproduction et l'utilisation de programmes ainsi que l'émergence d'industries de programmes de dimension européenne ;

Tenant compte du fait que, par cette même résolution, la conférence a recommandé au Comité des Ministres du Conseil de l'Europe d'inviter les Etats membres à favoriser la production de programmes dans les pays européens en vue d'alimenter les espaces de temps offerts par les nouveaux réseaux de diffusion ;

Rappelant sa Résolution (85) 6 du 25 avril 1985 sur l'identité culturelle européenne ;

Conscient que l'apparition à large échelle dans les pays européens de nouveaux canaux de transmission et de diffusion télévisuelles entraînera une intensification de la demande de programmes et une compétition accrue sur le marché des programmes, ce qui exigera de nouvelles conditions de production ;

Soucieux, par conséquent, de voir se développer dans les Etats membres une production audiovisuelle accrue et plus compétitive ;

Considérant qu'un tel développement devrait renforcer aussi bien l'identité culturelle des Etats membres que l'industrie audiovisuelle sur le marché européen et, par là même, sauvegarder un système européen pluraliste de médias ;

Désireux, compte tenu de l'importance de ces objectifs, de définir des mesures appropriées, prenant en considération les situations spécifiques des Etats membres ;

Considérant que le Conseil de l'Europe est particulièrement approprié pour établir des principes communs destinés à promouvoir la production audiovisuelle ;

Rappelant ses précédentes recommandations relatives aux médias, et notamment les Recommandations nos R (84) 3 du 23 février 1984 sur les principes relatifs à la publicité télévisée, R (84) 22 du 7 décembre 1984 sur l'utilisation de capacités de satellite pour la télévision et la radiodiffusion sonore et R (86) 2 du 14 février 1986 sur des principes relatifs aux questions de droit d'auteur dans le domaine de la télévision par satellite et par câble,

1. Recommande aux gouvernements des Etats membres :
 - a. de prendre des mesures concrètes pour l'application des principes énoncés ci-dessous, et
 - b. d'assurer, par tous moyens appropriés, que ces principes soient connus et respectés par les personnes et organismes concernés ;
2. Charge le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe de porter le contenu de la présente recommandation à la connaissance des gouvernements des Etats parties à la Convention culturelle européenne qui ne sont pas membres du Conseil de l'Europe.

Principes

Définition et champ d'application

La promotion de la production audiovisuelle en Europe vise toute mesure prise en vue d'encourager la créativité audiovisuelle, la production d'œuvres audiovisuelles dans les Etats membres, ainsi que la distribution, la commercialisation et la programmation de ces œuvres.

Aux fins de la présente recommandation :

- «production audiovisuelle en Europe» signifie la création et la fabrication d'œuvres audiovisuelles de toute nature dont la production est contrôlée par des personnes physiques ou morales des Etats membres et qui sont susceptibles d'une programmation télévisuelle, quel que soit le mode de transmission ou de diffusion
- une «œuvre audiovisuelle d'origine européenne» est le résultat de l'activité décrite ci-dessus.

*
* *

Rien dans la présente recommandation ne porte atteinte ni aux compétences respectives de chacun des gouvernements, ni à l'indépendance des personnes et organismes concernés par la production, la coproduction et la distribution d'œuvres audiovisuelles.

1. Développement coordonné de la production

1.1. Les Etats membres favoriseront la mise en œuvre d'une coopération européenne en matière de production audiovisuelle. Dans le cadre d'une telle coopération, ils prendront les mesures adéquates pour stimuler la production et tendant en particulier à :

- a. encourager et à faciliter par tous moyens le développement, au niveau européen, de systèmes de coproduction et de distribution d'œuvres audiovisuelles ainsi que d'autres formes de coopération ;
- b. soutenir la promotion et la distribution des œuvres audiovisuelles d'origine européenne à l'extérieur des Etats membres ;
- c. faciliter sur leur territoire la circulation des travailleurs culturels et audiovisuels ainsi que l'établissement des entreprises de production audiovisuelle, ressortissants d'autres Etats membres ;
- d. favoriser par *toutes* mesures appropriées la formation des créateurs et l'expression de leur talent dans le domaine audiovisuel.

1.2. Les Etats membres prendront les mesures appropriées afin que la programmation des radiodiffuseurs et les services transmis par les câblodistributeurs soient constitués par des œuvres audiovisuelles d'origine européenne dans une proportion raisonnable susceptible d'encourager la production nationale et celle des autres Etats membres. A cet égard, ils s'efforceront de coordonner leurs politiques.

2. Soutien financier et fiscal

2.1. Les Etats membres prendront les mesures adéquates, sur le plan financier et fiscal, afin d'encourager la création audiovisuelle et le développement de leurs industries de programmes.

2.2. Les Etats membres s'efforceront d'établir des systèmes nationaux de soutien financier à la production audiovisuelle ou, le cas échéant, de les améliorer. Ils assureront à la production audiovisuelle d'autres Etats membres l'accès à leurs systèmes respectifs et viseront par là à instituer entre eux des systèmes bilatéraux ou multilatéraux d'aide à la production, coproduction et distribution d'œuvres audiovisuelles d'origine européenne.

2.3. Les Etats membres s'efforceront de coopérer dans le but de supprimer les obstacles fiscaux à la coproduction d'œuvres audiovisuelles d'origine européenne.

2.4. Les Etats membres accorderont aux coproductions d'œuvres audiovisuelles d'origine européenne les mêmes avantages fiscaux et financiers qu'aux productions nationales.

2.5. Les Etats membres prendront des mesures en vue de développer des aides pour faciliter entre eux la distribution, la diffusion et l'échange de leurs œuvres audiovisuelles, ainsi que la distribution de ces œuvres à l'extérieur des Etats membres. En particulier, ils s'efforceront

d'instaurer des aides au doublage et au sous-titrage des œuvres audiovisuelles d'origine européenne.

3. *Droits d'auteur et droits voisins*

3.1. Les Etats membres prendront les mesures appropriées pour que les systèmes de rémunération des auteurs et autres ayants droit stimulent la créativité audiovisuelle. A cet effet, ils encourageront la recherche de solutions contractuelles.

3.2. Les Etats membres s'efforceront de coordonner les systèmes de gestion des droits afférents aux œuvres transmises ou diffusées sur leur territoire.

CONSEIL DE L'EUROPE
COMITÉ DES MINISTRES

Recommandation n° R (86) 14

du Comité des Ministres aux États membres
sur la mise au point de stratégies de lutte contre le tabagisme, l'abus d'alcool
et la toxicomanie en coopération avec les faiseurs d'opinion et les médias

*(adoptée par le Comité des Ministres le 16 octobre 1986,
lors de la 400e réunion des Délégués des Ministres)*

Le Comité des Ministres, en vertu de l'article 15.b du Statut du Conseil de l'Europe,

Considérant que le but du Conseil de l'Europe est de réaliser une union plus étroite entre ses membres et que ce but peut être poursuivi, entre autres, par l'adoption d'une politique et d'une réglementation communes dans le domaine de la santé ;

Considérant que la dépendance à l'égard de l'alcool, du tabac et des drogues pose un grave problème de santé, comportant des aspects sociaux, psychologiques et pathologiques ;

Rappelant ses Recommandations nos R (82) 4 sur la prévention des problèmes liés à l'alcool, en particulier parmi les jeunes, R (82) 5 sur la prévention de la toxicomanie et le rôle particulier de l'éducation pour la santé, et R (84) 3 sur les principes relatifs à la publicité télévisée ;

Considérant la nécessité d'une politique souple d'information et d'éducation, associée à des mesures législatives, réglementaires et économiques pour encourager des modes de vie sains et réduire les facteurs de risque, ainsi que le rôle clé que les médias et les autres faiseurs d'opinion peuvent jouer dans les efforts visant à sensibiliser davantage le public à l'action d'éducation pour la santé et aux autres mesures de cette notion et à les lui faire mieux accepter,

Recommande aux gouvernements des Etats membres de tenir compte des lignes directrices énoncées dans l'annexe à la présente recommandation lorsqu'ils encourageront la mise au point de stratégies de lutte contre le tabagisme, l'abus d'alcool et la toxicomanie, en coopération avec les faiseurs d'opinion et les médias, et lorsqu'ils souligneront la responsabilité de ces derniers dans la détermination des attitudes publiques à l'égard de la santé.

Annexe à la Recommandation n° R (86) 14

Lignes directrices pour la mise au point de stratégies

Objectifs

1. Les stratégies d'information et d'éducation en matière de santé devraient avoir pour principaux objectifs d'encourager des modes de vie sains, de promouvoir un environnement salubre et de réduire les facteurs de risque.

Politique

2. Une politique d'information et d'éducation en matière de santé devrait être menée dans le cadre d'un système coordonné et intégré de soins de santé et parallèlement à des actions législatives, économiques et autres, et faire partie d'une politique plus large donnant la priorité aux milieux sociaux défavorisés.

3. Cette politique devrait être souple et pouvoir être mise en œuvre au niveau local pour développer la responsabilité collective et individuelle. Elle devrait également prendre en compte les différences entre les milieux sociaux et la nécessité de donner des informations qui soient attrayantes pour les catégories défavorisées de la population.

Coordination

4. Une stratégie coordonnée devrait faire appel à des institutions comme les écoles, les organismes publics et privés d'action sanitaire et sociale, la famille, les institutions bénévoles, les associations sportives et de loisirs, et les médias.

5. La coordination devrait intervenir :

- horizontalement, entre institutions, services et individus se situant au même niveau ;
- verticalement, entre institutions, services et individus opérant au niveau local, régional et national ;
- dans le temps, pour couvrir la vie entière de l'individu.

Rôle potentiel des médias

6. Dans les efforts de collaboration avec les médias, il faut respecter les principes fondamentaux d'indépendance et de liberté d'expression communs à tous les Etats membres et tenir compte de l'environnement politique, commercial et financier, différent d'un pays à l'autre, dans lequel les médias opèrent. Il faudrait chercher à obtenir que les médias encouragent la participation de la collectivité et des individus à la promotion de leur propre santé et renforcent l'impact des campagnes d'éducation destinées au grand public. La collaboration avec les médias devrait comprendre la participation de ceux-ci à la définition et à la mise au point des stratégies.

7. Il importe, autant que possible, de réduire au minimum les contradictions entre les informations diffusées par les médias et la politique des autorités sanitaires. Il y a lieu de veiller en particulier à ce que ces informations ne conduisent pas à penser qu'il faut plutôt admirer ou imiter ceux qui consomment du tabac, de l'alcool ou des drogues illicites que ceux qui n'en consomment pas.

8. Les pouvoirs publics et, en particulier, les autorités sanitaires devraient fournir aux médias les données dont ils ont besoin pour remplir leur mission d'information. Les informations devraient être données sous une forme appropriée et être réduites à l'essentiel afin que le message soit clair et compréhensible pour le public.

9. Il faudrait envisager de s'assurer des connaissances des journalistes, par exemple en organisant à leur intention des séminaires ou des stages de formation ou encore en élaborant

des lignes directrices et des ouvrages de référence (par exemple en matière de terminologie). Il y a lieu d'encourager la création d'associations de journalistes spécialistes des questions de santé.

Stratégies spécifiques

Tabac

10. Les stratégies visant à décourager le tabagisme devraient chercher essentiellement à :

- dissuader les gens, notamment les jeunes, de commencer à fumer ;
- persuader les fumeurs d'arrêter de fumer ou de réduire leur consommation de tabac.

Il serait par exemple utile :

- d'interdire de fumer dans les lieux publics, les écoles et les hôpitaux, les transports en commun, etc. ;
- de décourager le tabagisme dans les entreprises, les bureaux, etc. ;
- de faire figurer des avertissements sur les produits à base de tabac.

Alcool

11. Les stratégies visant à réduire la consommation d'alcool devraient prendre en compte les facteurs, tels les intérêts économiques et commerciaux, susceptibles de faire obstacle à la réalisation des objectifs fixés. Ces objectifs consisteront notamment à :

- promouvoir une attitude modérée et responsable, en particulier sur le lieu de travail, à l'école et dans les milieux militaires et sportifs ;
- informer le public des risques liés à l'abus de l'alcool, notamment chez les femmes enceintes et les jeunes ;
- attirer l'attention des médias sur les conséquences de la manière dont ils présentent la consommation d'alcool.

Drogues

12. Les stratégies de lutte contre la toxicomanie devraient tenir compte de la complexité de ce phénomène ainsi que du grand isolement de beaucoup de toxicomanes dans la société, victimes ayant besoin de protection et non de curiosité publique, et de leur profonde inadaptation sociale. Il est nécessaire de fournir au niveau local des informations aux jeunes et à leur famille, aux enseignants et au personnel médical. Des mesures peuvent aussi être prises pour restreindre la diffusion aux jeunes de documents audiovisuels et autres encourageant l'usage des drogues.

Evaluation

13. Les campagnes d'éducation pour la santé et les programmes d'information sanitaire qui s'inscrivent dans le cadre précité devraient être assortis d'une évaluation, à laquelle il faudrait

associer les médias, le but étant de s'assurer au moins que leurs thèmes aient été acceptés par le public. Cette évaluation devrait également tenir compte des risques inhérents à la manière dont les messages éducatifs ou les informations concernant la santé sont perçus par les différents groupes sociaux. Les résultats de l'évaluation devraient être mis à profit dans l'organisation des campagnes ultérieures.

Médiateurs

14. Les professionnels de la santé, les enseignants et les praticiens de l'action socio-éducative jouent un rôle capital dans la diffusion de l'information sanitaire et devraient bénéficier en priorité d'une formation et d'une information concernant les techniques et les progrès les plus récents dans le domaine de l'éducation pour la santé des enfants et des adultes.

15. Des moyens suffisants devraient être disponibles pour encourager et faciliter la coopération entre ceux qui donnent les informations, d'une part, et, de l'autre, les associations de consommateurs, les syndicats, les mouvements de jeunesse et les autres organisations non gouvernementales qui s'intéressent aux problèmes sanitaires et écologiques, et pour assurer la participation active de tous les intéressés. Cette coopération pourrait se traduire par la constitution d'équipes communes chargées de prévoir, mener à bien et évaluer les campagnes. Les leaders d'opinion et les représentants de ces groupes devraient se voir offrir une formation appropriée lorsque cela est nécessaire.

16. Il faudrait envisager de créer un prix national afin d'encourager et de récompenser les individus ou les institutions qui ont apporté une contribution essentielle à la définition ou à la mise en œuvre de stratégies de lutte contre le tabagisme, l'abus d'alcool et la toxicomanie qui s'inspirent des principes énoncés dans la présente recommandation.

Réglementation de la commercialisation et de la promotion

17. Il faudrait mettre en œuvre une politique responsable concernant la réglementation de la promotion et de la commercialisation du tabac, de l'alcool et des produits pharmaceutiques ; lorsque cela est possible, une coopération volontaire avec les producteurs devrait faire partie de cette politique.

18. Il faudrait envisager d'adopter une politique limitant strictement toutes les formes de promotion du tabac et de l'alcool et pouvant aller jusqu'à leur interdiction complète dans certains cas, et de prendre des mesures visant à empêcher toute promotion déplacée des drogues.

CONSEIL DE L'EUROPE
COMITÉ DES MINISTRES

Recommandation n° R (87) 7

du Comité des Ministres aux États membres
relative à la distribution des films en Europe³⁴

*(adoptée par le Comité des Ministres le 20 mars 1987,
lors de la 405e réunion des Délégués des Ministres)*

Le Comité des Ministres, en vertu de l'article 15.b du Statut du Conseil de l'Europe,

Considérant que le but du Conseil de l'Europe est de réaliser une union plus étroite entre ses membres, et que ce but est poursuivi notamment par l'adoption d'une action commune dans le domaine culturel ;

Considérant le rôle essentiel joué par la distribution pour financer la production des œuvres cinématographiques et pour assurer la diffusion indispensable auprès du public ;

Considérant que la plupart des entreprises européennes de distribution sont de dimension économique restreinte et qu'elles sont en conséquence menacées par celles des entreprises, étrangères ou européennes, qui occupent sur le marché des positions dominantes et sont susceptibles d'en abuser ;

Considérant, dès lors, que le pluralisme nécessaire quant à la création des œuvres et à leur diffusion est en danger et que notamment les films de qualité peuvent éprouver une difficulté croissante à trouver leur place dans tous les modes d'exploitation ;

Considérant que, l'apparition et le développement rapide des nouvelles technologies engendrant un ensemble diversifié de modes de diffusion des œuvres cinématographiques, il importe d'assurer une harmonisation de ces modes de diffusion pour permettre une exploitation optimale des œuvres ;

Considérant que le cinéma, tout en conservant son caractère spécifique, est désormais affecté par les problèmes que posent les développements des nouvelles technologies de la communication et qu'il y a donc lieu d'engager une réflexion sur les chances que comportent

³⁴ Lors de l'adoption de cette recommandation, et en application de l'article 10.2.c du Règlement intérieur des réunions des Délégués des Ministres :

- le Délégué de la République Fédérale d'Allemagne a réservé le droit de son Gouvernement de se conformer ou non aux paragraphes 3 et 4 de la recommandation ;
- le Délégué de la Suède a réservé le droit de son Gouvernement de se conformer ou non aux paragraphes 3 et 5 de la recommandation ;
- le Délégué du Royaume-Uni a réservé le droit de son Gouvernement de se conformer ou non aux paragraphes 3, 4 et 5 de la recommandation.

ces nouvelles technologies pour la création et la diffusion des œuvres cinématographiques, mais aussi sur les risques de standardisation qu'elles entraînent pour la création et sur les dangers qu'elles comportent de ce fait pour les salles de cinéma ;

Vu les travaux du Conseil de la coopération culturelle et se référant à la Recommandation 862 (1979) de l'Assemblée sur le cinéma et l'Etat ;

Ayant à l'esprit sa Recommandation n° R (86) 3 sur la promotion audiovisuelle en Europe ;

Vu les travaux des Communautés européennes relatifs à la création d'un système d'aides multilatérales aux industries de programmes du cinéma et de la télévision ;

Désireux de définir des mesures appropriées tenant compte, en particulier, des compétences et de l'autonomie des organismes de radiodiffusion,

I. Recommande aux gouvernements des Etats membres de :

1. Adopter des mesures visant à soutenir les distributeurs indépendants et à éviter l'abus de positions dominantes qui permettrait le contrôle des marchés de la diffusion des œuvres cinématographiques ;

2. Apporter à la distribution des œuvres cinématographiques d'origine européenne un soutien financier, sous forme de subventions, d'avances ou de garanties de frais d'édition, aux fins de permettre notamment une diffusion d'œuvres de qualité qui ne trouvent pas un soutien suffisant sur le marché habituel ;

3. Encourager la conclusion d'accords visant à prendre en compte la diversification des modes de diffusion des œuvres et d'assurer dans le cadre de leur compétence la priorité à l'exploitation des œuvres cinématographiques dans les salles de cinéma, seules à même d'en assurer la présentation au public dans des conditions optimales et de respecter la hiérarchie de principe suivante des modes de diffusion :

- salles,
- vidéogrammes,
- télévision ;

4. Là où les conditions locales le permettent, encourager la conclusion d'accords visant à éviter que les stations de radiodiffusion ne programment les films de cinéma aux jours et heures les plus favorables à la fréquentation des salles de cinéma ;

5. Prendre des dispositions visant à faire concourir ces divers modes de diffusion au soutien de la production des œuvres cinématographiques d'origine européenne non seulement en assurant une juste rémunération des droits d'exploitation, mais en organisant d'une manière équitable leur contribution respective aux mesures par lesquelles les Etats aident la production cinématographique, par exemple :

- la contribution des télévisions aux fonds d'aide à la production,

- la contribution des entreprises du secteur des nouveaux moyens audiovisuels qui diffusent des œuvres cinématographiques (notamment les réseaux câblés ou les vidéogrammes) aux fonds de soutien aux divers secteurs du cinéma,

compte tenu notamment de l'autonomie des télévisions, la coopération accrue de la télévision et du cinéma, non seulement au niveau de la coproduction des œuvres, mais aussi dans leur présentation ainsi qu'en accentuant les actions d'information (par exemple par la publicité) pour le cinéma menées par les organismes de télévision, et en associant ceux-ci à la diffusion la plus large des œuvres par des opérations de sous-titrage ;

6. Considérer combien il est important de disposer d'un parc de salles attractives et bien équipées et, pour ceux des pays qui ne l'ont pas déjà fait, d'assortir les aides à la production de systèmes d'aide à l'exploitation destinés à encourager non seulement les investissements mais aussi une programmation de qualité ;

7. Renforcer les instruments de la lutte contre la piraterie audiovisuelle, tant sur le plan de la prévention par la coopération au niveau national et international des autorités compétentes et des professionnels, que sur le plan de la répression, entre autres par l'accroissement des pénalités ;

8. Mettre en place des instruments propres, d'une part, à former les professionnels de la diffusion du film et, d'autre part, à assurer l'information des spectateurs et à leur donner une pleine capacité de choisir des programmes de qualité ;

9. Noter à cet égard le rôle important des circuits de diffusion spécifiquement culturels (cinémas d'art et d'essai, ciné-clubs, autres formes de distribution non commerciale) et adopter, en ce qui les concerne, des politiques de soutien adaptées ;

10. Considérer l'importance des accords de coproduction et la répartition qu'ils fixent aux recettes des différents marchés, en vue d'une meilleure ouverture de ces marchés ;

11. Promouvoir diverses formules d'association ou d'accord de codistribution³⁵ ;

12. Encourager des formules, à l'image de celles prévues dans certains Etats membres, qui permettront à chaque pays, avec ou non réciprocité, d'aider des films nationaux d'un autre pays, ou d'ajouter aux aides communes à la coproduction de films d'origine européenne de qualité des aides à la distribution, qui peuvent d'ailleurs être partiellement versées, dès la production de l'œuvre, pour contribuer à sa promotion ;

13. Encourager les efforts de rationalisation des conditions de diffusion et de distribution afin de parvenir à une meilleure connaissance par les spectateurs des différentes œuvres de la production européenne ;

³⁵ Un système de codistribution pourrait être : faire confier la distribution, par le producteur d'un film, à un consortium de distributeurs de divers pays apportant chacun une garantie minimale. Les premières recettes de chaque pays sont affectées à la couverture de la garantie donnée par le distributeur intéressé et des frais d'édition. S'il y a des recettes excédentaires dans un pays, une fraction à définir de ces recettes est versée à un fonds à partir duquel sont effectués les remboursements aux distributeurs des pays déficitaires. Les suppléments sont répartis entre le producteur et les distributeurs selon des clés contractuelles à définir.

14. Susciter et aider, par des formules diverses, notamment celle de la garantie de recettes, une salle promotionnelle dont la fonction serait d'assurer la présentation des œuvres marquantes des autres pays européens ;
 15. S'associer dans des efforts de pénétration des marchés dominants et de promotion sur les autres marchés extérieurs, notamment ceux du tiers monde, et de mettre les instruments d'une telle promotion, lorsqu'ils existent, à la disposition, dans des conditions à définir, des cinématographies des autres pays ;
 16. Mettre en œuvre des incitations au doublage ou de préférence au sous-titrage pour donner aux films des pays européens leur dimension universelle ;
 17. Encourager les efforts tendant à l'organisation de manifestations périodiques du film dans les pays européens, en prenant garde de ne pas compromettre les festivals traditionnels, et en envisageant éventuellement une localisation successive ou simultanée de ces manifestations dans différents Etats parties à la Convention culturelle européenne et de s'efforcer de définir avec précaution le contenu d'une telle manifestation ;
 18. Prendre des mesures pour assurer la représentation des professions cinématographiques dans les instances d'organisation des moyens de la communication audiovisuelle ;
 19. Prendre, en sus des mesures destinées à la promotion de la production cinématographique nationale, des dispositions visant à réserver aux films des pays européens une place suffisante dans la programmation des réseaux de communication audiovisuelle ;
 20. Prendre des mesures pour assurer une plus large distribution des films des pays européens dont la production cinématographique est à un stade moins avancé ;
- II. Charge le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe de porter le contenu de la présente recommandation à la connaissance des gouvernements des Etats parties à la Convention culturelle européenne qui ne sont pas membres du Conseil de l'Europe.

CONSEIL DE L'EUROPE
COMITÉ DES MINISTRES

Recommandation n° R (88) 1

du Comité des Ministres aux États membres
sur la copie privée sonore et audiovisuelle

*(adoptée par le Comité des Ministres le 18 janvier 1988,
lors de la 414e réunion des Délégués des Ministres)*

Le Comité des Ministres, en vertu de l'article 15.b du Statut du Conseil de l'Europe,

Considérant que le but du Conseil de l'Europe est de réaliser une union plus étroite entre ses membres afin de sauvegarder et de promouvoir les idéaux et les principes qui sont leur patrimoine commun et de favoriser leur progrès économique et social ;

Eu égard à la nécessité de sauvegarder d'une manière appropriée les intérêts des titulaires de droit d'auteur et de droits voisins face à la nouvelle technologie des médias, en particulier celle qui sert à la copie privée sonore et audiovisuelle ;

Tenant compte en même temps de la nécessité de ne pas faire obstacle au développement de cette technologie qui revêt une importance considérable pour la diffusion des œuvres de l'esprit ;

Prenant acte du fait que les obligations relatives au droit d'auteur entre les États membres du Conseil de l'Europe sont régies par la Convention de Berne pour la protection des œuvres littéraires et artistiques (Convention de Berne) et que de nombreux États membres sont aussi Parties à la Convention internationale sur la protection des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion (Convention de Rome) ;

Considérant que l'alinéa 1 de l'article 9 de la Convention de Berne (Acte de Paris, 1971) accorde à l'auteur le droit exclusif de reproduction de ses œuvres et que l'alinéa 2 de cet article prévoit que des exceptions à ce droit exclusif ne peuvent être autorisées par le droit national que dans certains cas spéciaux et à condition qu'une telle reproduction ne porte pas atteinte à l'exploitation normale de l'œuvre et ne cause pas de préjudice injustifié aux intérêts légitimes de l'auteur ;

Considérant aussi le fait que l'article 15 de la Convention de Rome permet à la législation nationale de prévoir des exceptions à la protection garantie par ladite convention lorsqu'il s'agit d'une utilisation privée, mais que, la protection assurée par la convention ne devant en aucune façon affecter la protection du droit d'auteur sur les œuvres littéraires et artistiques, de telles exceptions ne seraient possibles en pratique que dans des conditions identiques à celles prévues pour les œuvres protégées ;

Ayant à l'esprit l'article 3.1.c de l'Arrangement européen pour la protection des émissions de télévision, lequel autorise des exceptions à la protection prévue par ledit arrangement lorsque la fixation ou la reproduction de la fixation d'une telle émission est effectuée pour un usage privé ;

Considérant que la technologie actuelle de la reproduction des œuvres, contributions et prestations protégées permet une telle reproduction, notamment en ce qui concerne les œuvres musicales et cinématographiques ainsi que les contributions connexes, dans une mesure inexistante à l'époque où les dispositions de ces instruments ont été élaborées ;

Rappelant sa Recommandation n° R (86) 9 sur le droit d'auteur et la politique culturelle du 22 mai 1986 ;

Désireux de promouvoir l'harmonisation la plus large possible des approches juridiques des Etats membres concernant le droit d'auteur et les droits voisins en relation avec la copie privée sonore et audiovisuelle ;

Considérant que le Conseil de l'Europe est particulièrement bien placé pour élaborer et recommander des principes dans ce domaine au niveau européen,

Recommande aux gouvernements des Etats membres d'examiner les problèmes de droit d'auteur et de droits voisins liés à la copie privée sonore et audiovisuelle et de s'inspirer, dans le cadre de cet examen, des principes ci-après :

1. Les Etats devraient, dans leur législation relative au droit d'auteur et aux droits voisins, restreindre les exceptions aux droits exclusifs des titulaires de droits selon la lettre et l'esprit des dispositions pertinentes de la Convention de Berne ;

2. Les Etats devraient, eu égard à l'article 9 de la Convention de Berne, examiner attentivement si la copie privée sonore et audiovisuelle est ou non réalisée dans leurs pays respectifs d'une manière et dans une mesure qui portent atteinte à l'exploitation normale des œuvres ou, à d'autres égards, causent un préjudice injustifié aux intérêts légitimes des titulaires de droits comprenant pour le moins les auteurs, les artistes interprètes ou exécutants et les producteurs d'enregistrements sonores et audiovisuels. Une telle atteinte ou un tel préjudice devraient être considérés comme établis lorsque la copie privée sonore ou audiovisuelle est réalisée dans une mesure telle qu'elle équivaut à un nouveau mode d'exploitation des œuvres, contributions et prestations protégées.

3. S'il existe une telle atteinte ou un tel préjudice, les Etats devraient rechercher des solutions conformément aux paragraphes suivants, en vue d'accorder une rémunération appropriée aux titulaires de droits :

- a. Les situations dans lesquelles la reproduction à des fins privées d'œuvres, de contributions et de prestations protégées n'exige pas l'autorisation des titulaires de droits devraient faire l'objet d'une définition aussi précise que possible ;

- b. En ce qui concerne les copies dont la réalisation n'exige pas l'autorisation des titulaires de droits, les Etats devraient tenir compte du fait que, dans un certain nombre d'Etats dans lesquels la copie privée sonore et audiovisuelle a été reconnue comme incompatible avec les obligations découlant des conventions internationales en matière

de droit d'auteur et de droits voisins, une redevance de droit privé sur les supports d'enregistrement et/ou l'équipement d'enregistrement a été instaurée et que l'expérience des Etats dans lesquels de tels systèmes sont déjà en vigueur révèle que ceux-ci constituent une solution efficace à ce problème ;

c. En envisageant l'établissement d'un droit à rémunération, les Etats devraient inclure pour le moins parmi les personnes fondées à recevoir une rémunération, les auteurs, les artistes interprètes ou exécutants et les producteurs d'enregistrements sonores et audiovisuels. Dans la mesure où ces personnes ne bénéficient pas de droits de reproduction, de tels droits devraient leur être accordés.

CONSEIL DE L'EUROPE
COMITÉ DES MINISTRES

Recommandation n° R (88) 2

du Comité des Ministres aux États Membres
sur des mesures visant à combattre la piraterie
dans le domaine du droit d'auteur et des droits voisins

*(adoptée par le Comité des Ministres le 18 janvier 1988,
lors de la 414e réunion des Délégués des Ministres)*

Le Comité des Ministres, en vertu de l'article 15.b du Statut du Conseil de l'Europe,

Considérant que le but du Conseil de l'Europe est de réaliser une union plus étroite entre ses membres afin de sauvegarder et de promouvoir les idéaux et les principes qui sont leur patrimoine commun et de favoriser leur progrès économique et social ;

Conscient de l'ampleur qu'a pris le phénomène de la piraterie dans le domaine du droit d'auteur et des droits voisins, c'est-à-dire la reproduction, la distribution ou la communication au public non autorisées et à des fins commerciales d'œuvres, de contributions et de prestations protégées ;

Constatant que ce phénomène affecte gravement de nombreux secteurs, notamment la production et la commercialisation de phonogrammes, de films, de vidéogrammes, d'émissions de radiodiffusion, d'œuvres imprimées et de logiciels ;

Conscient du préjudice considérable que la piraterie cause aux droits et intérêts des auteurs, des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs et des radiodiffuseurs, ainsi qu'aux professions culturelles et aux industries connexes dans leur ensemble ;

Reconnaissant que ce phénomène produit également des effets nuisibles à l'égard des intérêts des consommateurs dans la mesure, en particulier, où celui-ci décourage la créativité culturelle et porte ainsi préjudice tant à la diversité qu'à la qualité des produits commercialisés ;

Ayant à l'esprit les pertes de recettes que subissent les États en raison de la piraterie ;

Tenant compte des effets néfastes de la piraterie sur le commerce ;

Notant que des liens existent entre le commerce des produits de piraterie et la criminalité organisée ;

Rappelant sa Recommandation n° R (86) 9 sur le droit d'auteur et la politique culturelle du 22 mai 1986 ;

Prenant note des travaux relatifs à la lutte contre la piraterie poursuivis au sein d'autres organisations, en particulier de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, des Communautés européennes et du Conseil de coopération douanière ;

Résolu à promouvoir une action effective contre la piraterie fondée à la fois sur la prise de mesures appropriées au niveau national et sur la coopération au niveau international,

Recommande aux gouvernements des Etats membres de prendre les dispositions nécessaires en vue de la mise en œuvre des mesures énoncées ci-après visant à combattre la piraterie dans le domaine du droit d'auteur et des droits voisins :

Reconnaissance des droits

1. Les Etats devraient faire en sorte que les auteurs, artistes interprètes ou exécutants, producteurs et radiodiffuseurs disposent des droits appropriés au regard de leurs œuvres, contributions et prestations afin de défendre leurs intérêts économiques face à la piraterie. En particulier :

- si tel n'est pas déjà le cas, les artistes interprètes ou exécutants devraient se voir accorder pour le moins le droit d'autoriser ou d'interdire la fixation de leurs exécutions non fixées ainsi que la reproduction des fixations de leurs exécutions, et les producteurs de phonogrammes et de vidéogrammes pour le moins le droit d'autoriser ou d'interdire la reproduction de ces derniers ;
- les auteurs de logiciels devraient bénéficier de la protection du droit d'auteur.

Moyens d'action et sanctions

2. Les Etats devraient faire en sorte que leur législation nationale prévoit des moyens d'action permettant d'agir rapidement et efficacement à l'encontre des personnes qui se livrent à la piraterie dans le domaine du droit d'auteur et des droits voisins, y compris celles qui sont impliquées dans l'importation et la distribution de produits de piraterie.

3. En matière de droit pénal, devraient être prévus des pouvoirs de perquisitionner dans les locaux des personnes pouvant être raisonnablement suspectées de se livrer à des activités de piraterie et de saisir tous objets qui présentent un intérêt pour l'enquête, y compris les copies illicites ainsi que les moyens de production de celles-ci. La possibilité de prévoir la saisie des recettes résultant de telles activités devrait également être prise en considération.

Des pouvoirs appropriés devraient être prévus aux fins, en cas de condamnation, de la destruction ou de la confiscation des copies illicites et des moyens de production saisis au cours de la procédure. Les recettes résultant des activités de piraterie devraient également pouvoir être confisquées. Tout ou partie des recettes ainsi confisquées devraient pouvoir être attribuées à la partie lésée pour l'indemniser du préjudice subi.

Les sanctions prévues en matière de piraterie devraient se situer à un niveau suffisamment élevé.

4. Dans le domaine du droit civil, des moyens efficaces devraient être prévus en vue de recueillir les preuves dans les affaires concernant la piraterie.

Le demandeur devrait pouvoir, au lieu d'exercer une action en dommages-intérêts pour le préjudice qu'il a subi, opter pour la possibilité de réclamer les bénéfices réalisés à partir des activités de piraterie en cause.

Des pouvoirs appropriés devraient être prévus aux fins de la destruction ou de la remise au demandeur des copies illicites ainsi que des moyens de production saisis au cours de la procédure.

5. La nécessité d'établir ou de renforcer les présomptions relatives à l'existence ou à la jouissance de droits d'auteur et de droits voisins devrait être prise en considération.

6. Les Etats devraient envisager la possibilité d'associer étroitement les autorités douanières à la lutte contre la piraterie et d'habiliter ces autorités notamment à considérer comme produits prohibés les produits de piraterie sous toutes leurs formes destinés à l'importation ou en transit.

Coopération entre les autorités publiques ainsi qu'entre ces autorités et les titulaires de droits

7. Les Etats devraient encourager la coopération, au niveau national, entre les autorités de police et douanières en ce qui concerne la lutte contre la piraterie dans le domaine du droit d'auteur et des droits voisins ainsi qu'entre ces autorités et les titulaires de droits.

8. Les Etats devraient également encourager, dans les enceintes appropriées, la coopération au regard de la lutte contre la piraterie entre les autorités de police et douanières des différents pays.

Coopération entre les Etats membres

9. Les Etats devraient se tenir mutuellement pleinement informés des initiatives prises en vue de combattre, à travers le monde, la piraterie dans le domaine du droit d'auteur et des droits voisins.

10. Les Etats devraient s'assurer de leur soutien mutuel à l'égard de telles initiatives et envisager, le cas échéant et par les canaux appropriés, d'engager des actions communes.

Ratification des traités

11. Les Etats devraient réexaminer attentivement la possibilité de devenir parties, s'ils ne le sont pas déjà, à :

- la Convention de Berne pour la protection des œuvres littéraires et artistiques dans sa version de l'Acte de Paris (1971) ;

- la Convention internationale pour la protection des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion (Rome, 1961) ;

- la Convention pour la protection des producteurs de phonogrammes contre la reproduction non autorisée de leurs phonogrammes (Genève, 1971) ;

- l'Arrangement européen pour la protection des émissions de télévision (Strasbourg, 1960) et ses protocoles.

12. Les Etats devraient faire en sorte que les mesures nationales adoptées en vue de la ratification des traités ci-dessus mentionnés tiennent pleinement compte des développements technologiques récents.

CONSEIL DE L'EUROPE
COMITÉ DES MINISTRES

Recommandation n° R (89) 7

du Comité des Ministres aux États membres
concernant des principes relatifs à la distribution
de vidéogrammes à contenu violent, brutal ou pornographique

*(adoptée par le Comité des Ministres le 27 avril 1989,
lors de la 425^e réunion des Délégués des Ministres)*

Le Comité des Ministres, en vertu de l'article 15.b du Statut du Conseil de l'Europe,

Considérant que le but du Conseil de l'Europe est de réaliser une union plus étroite entre ses membres afin de sauvegarder et de promouvoir les idéaux et les principes qui sont leur patrimoine commun ;

Ayant à l'esprit la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales et notamment ses articles 8 et 10 ;

Rappelant son attachement à la liberté d'expression et à la libre circulation des informations et des idées exprimé notamment dans sa déclaration du 29 avril 1982 ;

Rappelant la Résolution n° 5 concernant la diffusion des vidéocassettes à contenu violent et brutal adoptée à la 4^e Conférence des ministres européens responsables des Affaires culturelles (Berlin, 23-25 mai 1984) ;

Ayant à l'esprit la Recommandation 963 (1983) de l'Assemblée parlementaire relative aux moyens culturels et éducatifs de réduire la violence ;

Rappelant la Recommandation 996 (1984) de l'Assemblée parlementaire relative à l'action du Conseil de l'Europe en matière de media, qui insiste sur la nécessité d'une action concernant notamment la qualité du contenu des programmes et des mesures pour réglementer la distribution des vidéocassettes à contenu violent et brutal susceptibles d'avoir une influence pernicieuse sur les enfants et les adolescents ;

Tenant également compte du texte final de la 1^{ère} Conférence des ministres européens responsables de la Jeunesse (Strasbourg, 17-19 décembre 1985), de la Recommandation 1067 (1987) de l'Assemblée parlementaire relative à la dimension culturelle de la radiodiffusion en Europe et des conclusions et résolutions de la 16^e Conférence des ministres européens de la Justice (Lisbonne, 21-22 juin 1988) ;

Conscient qu'il est important de renforcer l'action à l'égard de la distribution de vidéogrammes à contenu violent, brutal ou pornographique, ainsi que de ceux qui incitent à l'abus des drogues, en vue notamment de protéger les mineurs,

1. Recommande aux gouvernements des Etats membres :
 - a. de prendre des mesures concrètes pour l'application des principes énoncés ci-dessous ;
 - b. d'assurer, par tous moyens appropriés, que ces principes soient connus par les personnes et organismes concernés ; et
 - c. de procéder à l'évaluation périodique de l'application effective de ces principes dans leurs ordres juridiques internes ;
2. Charge le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe de porter le contenu de la présente recommandation à la connaissance des gouvernements des Etats parties à la Convention culturelle européenne qui ne sont pas membres du Conseil de l'Europe.

Principes

Champ d'application

Les principes qui suivent visent à aider les Etats membres à renforcer leur lutte contre les vidéogrammes à contenu violent, brutal, pornographique ou incitant à l'abus de drogues, en vue notamment de la protection des mineurs. Ils sont à considérer en complément aux autres instruments juridiques du Conseil de l'Europe.

Ces principes s'appliquent notamment à la distribution de vidéogrammes.

1. Systèmes pour la distribution de vidéogrammes

Les Etats membres devraient soit :

- encourager la mise en place de systèmes d'autoréglementation,
- mettre en place des systèmes de classification et de contrôle des vidéogrammes par les secteurs professionnels concernés ou par les autorités publiques,
- instituer des systèmes mixtes ou tout système compatible avec la législation nationale.

Dans tous les cas, les Etats ne se privent pas de l'utilisation du droit pénal et de mesures de dissuasion financière et fiscale.

2. Systèmes d'autoréglementation

Les Etats membres devraient encourager, par des moyens appropriés, les distributeurs de vidéogrammes à établir des codes de conduite professionnelle et des systèmes volontaires de réglementation qui pourraient notamment comporter des systèmes de classification et de contrôle des vidéogrammes s'inspirant des principes 3 et 4 ci-dessous.

3. Systèmes de classification et de contrôle

3.1. Les Etats membres devraient favoriser la mise en place de systèmes de classification et de contrôle des vidéogrammes, par les secteurs professionnels concernés - dans le cadre des systèmes d'autoréglementation - ou par les autorités publiques. Ces systèmes de classification et de contrôle peuvent être mis en oeuvre soit par une procédure préalable, soit consécutivement à la mise en circulation des vidéogrammes.

3.2. Afin de promouvoir l'application par les autorités publiques de systèmes de classification et de contrôle, l'introduction dans les législations nationales de mécanismes de dépôt légal devrait être envisagée.

3.3. Le système de classification et de contrôle conduira soit à la délivrance d'un certificat de libre distribution, soit à une autorisation de distribution restreinte précisant les conditions dans lesquelles un vidéogramme peut être distribué, soit éventuellement à une interdiction expresse.

3.4. Au titre du système de classification et de contrôle, l'âge du public auquel un vidéogramme peut être distribué sera spécifié selon des critères nationaux.

3.5. Tout vidéogramme classé sera enregistré et son support matériel (vidéocassette, vidéodisque, etc.) comportera de manière claire et indélébile l'indice de classement du vidéogramme et du public auquel il est destiné. En cas de support matériel contenant plusieurs vidéogrammes, les Etats prendront des mesures afin que l'indice de classement le plus restrictif soit appliqué.

3.6. Si la procédure de classification des vidéogrammes est distincte de celle des films cinématographiques, les Etats membres rechercheront une cohérence entre les deux, dans la mesure du possible, tout en tenant compte des différences qui existent entre les deux médias.

3.7. Le système de classification et de contrôle devrait prévoir l'introduction d'une procédure simplifiée ou l'exemption de procédure à l'égard de certains types de programmes tels que ceux à intention éducative, religieuse ou d'information. Ces exemptions ne peuvent s'appliquer aux programmes ayant un contenu pornographique ou violent indu.

3.8. Le contrôle de la distribution de vidéogrammes s'appliquera à la distribution tant des vidéogrammes produits au niveau national que de ceux qui sont importés.

3.9. Les Etats membres pourront envisager l'institution d'un système de désignation des responsables des sociétés qui seraient tenus pour responsables des infractions au système de classification et de contrôle en matière de vidéogrammes.

4. Limitation à la distribution

4.1. Les autorisations de distribution restreinte mentionnées au paragraphe 3.3 ci-dessus pourront notamment comporter :

- l'interdiction de fournir à titre commercial ou de procurer ces vidéogrammes aux mineurs ;

- l'interdiction de fournir à titre commercial ou de procurer ces vidéogrammes, sauf aux points de vente ou de location réservés aux adultes ;
- l'interdiction de la publicité ;
- l'interdiction de la vente par correspondance.

4.2. La classification attribuée à chaque vidéogramme figurera sur l'emballage du support matériel, dans les catalogues vidéo, la publicité, etc.

5. Mesures contre les infractions aux systèmes de classification et de contrôle

5.1. Les Etats membres qui ont des systèmes de classification et de contrôle prendront des mesures appropriées de nature à sanctionner toute infraction à ces systèmes par des peines dissuasives, par exemple une amende élevée, l'emprisonnement, la confiscation des vidéogrammes et des recettes procurées par la distribution illicite.

5.2. Dans les Etats membres appliquant un système d'autorisation d'exploitation d'un fonds de commerce, les autorités pourront en décider la suspension ou le retrait.

6. Application du droit pénal

En corollaire, parallèlement ou indépendamment de l'application des systèmes de classification et de contrôle, ou comme alternative à de tels systèmes, les Etats membres devraient examiner si l'application de leur droit pénal relatif aux vidéogrammes est efficace pour faire face au problème des vidéogrammes à contenu violent, brutal ou pornographique, ainsi que de ceux qui incitent à l'abus des drogues.

7. Mesures de dissuasion financière et fiscale

Les Etats membres devraient prendre en compte la possibilité d'adopter des mesures de nature financière et fiscale à l'encontre de la production et de la distribution de vidéogrammes à contenu violent, brutal ou pornographique, ainsi que de ceux qui incitent à l'abus des drogues.

CONSEIL DE L'EUROPE
COMITÉ DES MINISTRES

Recommandation n° R (90) 11

du Comité des Ministres aux États membres
sur des principes relatifs aux questions de droit d'auteur
dans le domaine de la reprographie

*(adoptée par le Comité des Ministres le 25 avril 1990,
lors de la 438e réunion des Délégués des Ministres)*

Le Comité des Ministres, en vertu de l'article 15.b du Statut du Conseil de l'Europe,

Considérant que le but du Conseil de l'Europe est de réaliser une union plus étroite entre ses membres afin de sauvegarder et de promouvoir les idéaux et les principes qui sont leur patrimoine commun et de favoriser leur progrès économique et social ;

Eu égard à la nécessité de sauvegarder d'une manière appropriée les intérêts des titulaires de droits d'auteur face aux développements technologiques rapides, notamment au large usage qui est fait de la photocopie et des moyens de reproduction analogues (reprographie) ;

Ayant à l'esprit en même temps la nécessité de ne pas restreindre outre mesure l'usage par le public de ces nouvelles techniques de reproduction ;

Relevant que les obligations relatives aux droits d'auteur entre les Etats membres du Conseil de l'Europe sont régies par la Convention de Berne pour la protection des oeuvres littéraires et artistiques (la Convention de Berne), dont l'article 9 accorde à l'auteur le droit exclusif d'autoriser la reproduction de ses oeuvres, des exceptions n'étant autorisées que dans certains cas spéciaux ;

Rappelant sa Recommandation N° R (86) 9 sur le droit d'auteur et la politique culturelle, du 22 mai 1986, et particulièrement le point V de celle-ci,

Recommande aux gouvernements des Etats membres d'examiner les problèmes de droit d'auteur qui se posent à l'égard de la reprographie et de s'inspirer pour cela des principes ci-après.

Principes

1. Les Etats devraient, dans leur législation sur le droit d'auteur, limiter les exceptions aux droits exclusifs des titulaires de droits d'auteur, selon la lettre et l'esprit des dispositions pertinentes de la Convention de Berne. Tel devrait être surtout le cas lorsque des exceptions aux droits exclusifs des auteurs ne sont pas assorties d'une rémunération.

2. Les Etats devraient, eu égard à l'article 9 de la Convention de Berne, examiner attentivement si, dans leurs pays respectifs, la reprographie est réalisée d'une manière et dans une mesure qui portent atteinte à l'exploitation normale des oeuvres ou, à d'autres égards,

causent un préjudice injustifié aux intérêts légitimes des titulaires des droits. S'il existe une telle atteinte ou un tel préjudice, les Etats devraient s'efforcer de prendre des mesures appropriées.

3. Dans les cas où les auteurs jouissent du droit exclusif d'autoriser la reproduction de leurs oeuvres, les Etats devraient examiner :

- si et comment ils peuvent aider les ayants droit à faire valoir leurs droits ;
- si et comment ils peuvent aider les usagers à obtenir la permission de reproduire.

Ils devraient envisager pour cela :

- de faciliter des systèmes de licences volontaires. Les effets de ces systèmes pourraient, si nécessaire, être renforcés par des dispositions juridiques appropriées ;
- d'introduire un mécanisme volontaire de règlement des litiges.

4. *a.* En examinant les questions visées aux principes 2 et 3, les Etats devraient prêter une attention particulière aux domaines dans lesquels des solutions sont particulièrement nécessaires, tels que :

- la reproduction à des fins éducatives ;
- la reproduction en bibliothèque ;
- la reproduction dans des entreprises commerciales, des administrations ou autres institutions publiques.

b. Lorsque des solutions de nature non volontaire sont adoptées pour la copie institutionnelle, les Etats devraient veiller à la nécessité de rémunérer les ayants droit.

5. Lorsque les Etats légifèrent en ce qui concerne la répartition de la rémunération, ils devraient, en principe et dans la mesure du possible, viser à garantir la répartition sur une base individuelle.

CONSEIL DE L'EUROPE
COMITÉ DES MINISTRES

Recommandation n° R(91)5

du Comité des Ministres aux États membres
sur le droit aux extraits sur des événements majeurs faisant l'objet
de droits d'exclusivité pour la radiodiffusion télévisée dans un contexte transfrontière

*(adoptée par le Comité des Ministres le 11 avril 1991,
lors de la 456e réunion des Délégués des Ministres)*

Le Comité des Ministres, en vertu de l'article 15.b du Statut du Conseil de l'Europe,

Considérant que le but du Conseil de l'Europe est de réaliser une union plus étroite entre ses membres afin de sauvegarder et de promouvoir les idéaux et les principes qui sont leur patrimoine commun ;

Constatant que le développement de services transfrontières de télévision a conduit les radiodiffuseurs qui les exploitent à acquérir des droits exclusifs de télévision sur des événements majeurs pour des pays autres que leur pays d'origine ;

Rappelant que l'article 10 de la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales consacre la liberté d'expression et la liberté de recevoir ou de communiquer des informations ;

Rappelant également l'article 9 de la Convention européenne sur la Télévision Transfrontière, relatif à l'accès du public à des événements majeurs, selon lequel "chaque Partie examine les mesures juridiques pour éviter que le droit du public à l'information ne soit remis en cause du fait de l'exercice, par un radiodiffuseur, de droits exclusifs pour la transmission ou la retransmission, au sens de l'article 3, d'un événement d'un grand intérêt pour le public qui ait pour conséquence de priver une partie substantielle du public, dans une ou plusieurs autres Parties, de la possibilité de suivre cet événement à la télévision" ;

Conscient de l'importance des questions soulevées par la pratique des droits d'exclusivité pour des événements majeurs, en particulier dans la perspective des radiodiffuseurs plus petits en Europe, notamment ceux des pays à aire géographique ou linguistique restreinte ;

Résolu à poursuivre l'examen de ces questions en vue de déterminer la possibilité de parvenir à des solutions juridiques supplémentaires dans ce domaine,

Recommande aux gouvernements des Etats membres de tenir compte des principes énoncés ci-dessous lors de l'élaboration et de l'adoption de mesures pour sauvegarder le droit d'accès du public à l'information sur des événements majeurs faisant l'objet de droits d'exclusivité pour la radiodiffusion télévisée dans un contexte transfrontière ;

Charge le Secrétaire Général de transmettre la présente recommandation aux Etats parties à la Convention européenne sur la télévision transfrontière qui ne sont pas membres du Conseil de l'Europe.

Définitions

Aux fins de la présente Recommandation :

"Événement majeur" désigne tout événement pour lequel un radiodiffuseur détient l'exclusivité de la diffusion télévisée et qui est considéré par un ou plusieurs radiodiffuseur(s) d'autres pays d'un intérêt particulier pour son (leur) public.

"Droits d'exclusivité" désigne les droits acquis contractuellement par un radiodiffuseur auprès de l'organisateur d'un événement majeur et/ou du propriétaire du lieu où se déroule l'événement, ainsi qu'auprès des auteurs et autres ayants droit, en vue de la diffusion télévisée exclusive de l'événement par ce radiodiffuseur, pour une zone géographique déterminée.

"Radiodiffuseur primaire" désigne l'organisme de radiodiffusion qui détient l'exclusivité de la diffusion télévisée d'un événement majeur.

"Radiodiffuseur secondaire" désigne tout organisme de radiodiffusion, d'un pays différent de celui du radiodiffuseur primaire, souhaitant fournir des informations, au moyen d'extraits, sur un événement majeur dont le radiodiffuseur primaire détient les droits d'exclusivité.

"Extrait" désigne de brèves séquences d'images et de sons sur un événement majeur permettant au public du radiodiffuseur secondaire d'avoir un aperçu suffisant des aspects essentiels de cet événement.

Principes

Principe 1 - Conditions d'exercice du droit du public à l'information

Afin de permettre au public dans un pays déterminé d'exercer son droit à l'information, le droit de propriété du radiodiffuseur primaire devrait faire l'objet de limitations, selon les modalités définies ci-après.

Principe 2 - Réalisation des extraits

1. Sous réserve d'autres arrangements contractuels entre les radiodiffuseurs concernés, tout radiodiffuseur secondaire devrait être autorisé à fournir des informations sur un événement majeur au moyen d'un extrait :

- a.* en enregistrant le signal du radiodiffuseur primaire, pour en tirer un extrait ; et/ou
- b.* en accédant sur les lieux de l'événement majeur pour réaliser ses propres prises de vues, pour en tirer un extrait.

2. Pour l'application du principe précédent, les aspects suivants devraient être pris en compte :

- a.* si un événement majeur organisé est composé de plusieurs éléments autonomes sur le plan de l'organisation, chaque élément devrait être considéré comme étant un événement majeur ;
- b.* si un événement majeur organisé se déroule sur plusieurs journées, il devrait donner droit à la réalisation d'au moins un extrait pour chaque jour ;
- c.* la durée autorisée d'un extrait devrait dépendre du temps nécessaire pour communiquer le contenu informatif de l'événement majeur.

Principe 3 - Utilisation des extraits

En fixant les conditions d'utilisation des extraits par le(s) radiodiffuseur(s) secondaire(s), les aspects suivants devraient être pris en compte :

- a.* l'extrait ne devrait être utilisé que par le radiodiffuseur secondaire et seulement dans ses bulletins d'information régulièrement programmés ;
- b.* dans le cas d'un événement majeur organisé, l'extrait ne devrait pas être diffusé avant que le radiodiffuseur primaire n'ait pu effectuer la diffusion principale de l'événement majeur ;
- c.* à moins que les radiodiffuseurs concernés en décident autrement, l'extrait devrait mentionner le nom et/ou insérer le logo du radiodiffuseur primaire, à titre de source, s'il a été réalisé à partir du signal du radiodiffuseur primaire ;
- d.* un extrait déjà diffusé ne devrait pas être réutilisé, sauf s'il existe un lien direct entre son contenu et un autre événement d'actualité ;
- e.* tous les éléments originaux de programmes utilisés pour la réalisation de l'extrait dont le radiodiffuseur secondaire est en possession devraient être détruits après la réalisation de l'extrait, ce dont le radiodiffuseur primaire devrait être informé ;
- f.* les extraits peuvent être conservés dans des archives, mais ils ne peuvent pas être réutilisés en dehors des circonstances prévues à l'alinéa *d.*

Principe 4 - Conditions financières

1. Sous réserve d'autres arrangements convenus entre eux, le radiodiffuseur primaire ne devrait pas pouvoir exiger du radiodiffuseur secondaire un paiement pour l'extrait. En tout état de cause, aucune participation financière ne devrait être exigée du radiodiffuseur secondaire au titre des droits de télévision.

2. Si le radiodiffuseur secondaire se voit autoriser l'accès aux lieux, l'organisateur de l'événement ou le propriétaire des lieux devrait pouvoir exiger le paiement des frais supplémentaires nécessaires en résultant.

CONSEIL DE L'EUROPE
COMITÉ DES MINISTRES

Recommandation n° R(91)14

du Comité des Ministres aux États membres
sur la protection juridique des services de télévision cryptés

*(adoptée par le Comité des Ministres le 27 septembre 1991,
lors de la 462e réunion des Délégués des Ministres)*

Le Comité des Ministres, en vertu de l'article 15.b du Statut du Conseil de l'Europe,

Considérant que le but du Conseil de l'Europe est de réaliser une union plus étroite entre ses membres afin de sauvegarder et de promouvoir les idéaux et les principes qui sont leur patrimoine commun et de favoriser leur progrès économique et social ;

Constatant le développement croissant en Europe de services de télévision, notamment payants, dont l'accès est protégé au moyen de techniques de cryptage ;

Tenant compte du fait que ces services contribuent à la diversité des programmes de télévision offerts au public et, concurremment, augmentent les possibilités d'exploitation des oeuvres audiovisuelles produites en Europe ;

Considérant que le développement de la télévision payante est de nature à augmenter les sources de financement des services de télévision et, en conséquence, les capacités de production audiovisuelle en Europe ;

Préoccupé par l'ampleur prise par l'accès illicite aux services de télévision cryptés, à savoir l'accès par des personnes extérieures au public auquel ces services sont réservés par l'organisme responsable de leur diffusion ;

Constatant que ce phénomène est de nature à menacer la viabilité économique des organismes fournissant des services de télévision et, partant, la diversité des programmes offerts au public ;

Tenant compte du fait que l'accès illicite aux services de télévision cryptés menace également la sécurité juridique des relations entre, d'une part, les organismes fournissant des services de télévision cryptés, et d'autre part, les titulaires de droits sur les oeuvres et autres contributions diffusées dans le cadre de ces services ;

Conscient que l'accès illicite aux services de télévision cryptés porte indirectement préjudice aux droits et intérêts des auteurs, artistes-interprètes ou exécutants et des producteurs d'oeuvres audiovisuelles, ainsi qu'aux professions culturelles et aux industries connexes dans leur ensemble ;

Notant qu'il incombe aux organismes fournissant des services de télévision cryptés d'utiliser les meilleures techniques de cryptage disponibles ;

Reconnaissant néanmoins qu'une action législative est nécessaire pour compléter de telles techniques ;

Résolu à promouvoir une action effective contre l'accès illicite aux services de télévision cryptés ;

Estimant que cela peut être réalisé de la manière la plus efficace en se concentrant sur les activités commerciales permettant cet accès ;

Reconnaissant que la protection des services de télévision cryptés par la législation nationale ne devrait pas être soumise à une exigence de réciprocité,

Recommande aux gouvernements des Etats membres de prendre les dispositions nécessaires en vue de la mise en oeuvre des mesures énoncées ci-après visant à combattre l'accès illicite aux services de télévision cryptés :

Définitions

Aux fins de la mise en oeuvre des Principes I et II ci-après :

"service crypté" désigne tout service de télévision, transmis ou retransmis par n'importe quel moyen technique, dont les caractéristiques sont modifiées ou altérées afin d'en restreindre l'accès à un public déterminé ;

"matériel de décodage" désigne tout appareil, équipement ou dispositif conçu ou spécialement adapté, en tout ou partie, pour permettre l'accès en clair à un service crypté, c'est-à-dire sans modification ou altération de ses caractéristiques ;

"organisme crypteur" désigne tout organisme dont les émissions, transmissions par câble ou réémissions sont cryptées, soit par cet organisme, soit par toute autre personne ou organisme agissant pour son compte ;

"distribution" signifie la vente, la location ou l'installation commerciale d'un matériel de décodage, ainsi que la détention d'un matériel de décodage en vue d'accomplir ces activités.

Les Etats devraient prévoir dans leur législation nationale des dispositions fondées sur les principes énoncés ci-après :

Principe I - Activités illicites

1. Les activités suivantes sont considérées comme illicites :

- a. la fabrication de matériel de décodage, lorsqu'elle est destinée à permettre l'accès à un service crypté par ceux qui sont extérieurs au public déterminé par l'organisme crypteur ;

- b.* l'importation de matériel de décodage, lorsqu'elle est destinée à permettre l'accès à un service crypté par ceux qui sont extérieurs au public déterminé par l'organisme crypteur, sous réserve des obligations juridiques des Etats membres en matière de libre circulation des marchandises ;
 - c.* la distribution de matériel de décodage, lorsqu'elle est destinée à permettre l'accès à un service crypté par ceux qui sont extérieurs au public déterminé par l'organisme crypteur ;
 - d.* la promotion commerciale et la publicité en faveur des activités de fabrication, d'importation ou de distribution de matériel de décodage visées aux paragraphes précédents ;
 - e.* la détention de matériel de décodage, lorsqu'elle est destinée, à des fins commerciales, à permettre l'accès à un service crypté par ceux qui sont extérieurs au public déterminé par l'organisme crypteur.
2. Toutefois, s'agissant de la détention de matériel de décodage à des fins privées, les Etats membres sont libres de déterminer que cette détention doit être considérée comme une activité illicite.

Principe II - Sanctions et moyens d'action

Principe II.1 - Droit pénal et administratif

1. Les Etats devraient prévoir dans leur législation nationale des dispositions stipulant que les activités suivantes font l'objet de sanctions pénales ou administratives :
- a.* la fabrication de matériel de décodage, telle qu'interdite en application du Principe I.1.a ;
 - b.* l'importation de matériel de décodage, telle qu'interdite en application du Principe I.1.b ;
 - c.* la distribution de matériel de décodage, telle qu'interdite en application du Principe I.1.c ;
 - d.* la détention de matériel de décodage, lorsqu'elle est destinée, à des fins commerciales, à permettre l'accès à un service crypté par ceux qui sont extérieurs au public déterminé par l'organisme crypteur.
2. Les sanctions prévues par la législation devraient se situer à un niveau approprié. Les Etats devraient veiller à la mise en oeuvre de ces sanctions et, dans la mesure où la législation nationale le permet, ils devraient prévoir :
- a.* des pouvoirs de perquisitionner dans les locaux des personnes commettant les actes visés au paragraphe 1 ci-dessus et de saisir tous objets présentant un intérêt pour l'enquête, y compris le matériel de décodage ainsi que les moyens utilisés pour sa fabrication ;

- b. des mesures aux fins de la destruction ou de la confiscation du matériel de décodage et des moyens utilisés pour sa fabrication saisis au cours de la procédure ;
- c. la possibilité de confisquer les recettes résultant des activités de fabrication, d'importation et de distribution considérées comme illicites en application du Principe I. Les tribunaux devraient pouvoir, conformément à la législation nationale, attribuer tout ou partie des recettes ainsi confisquées aux personnes lésées pour les indemniser du préjudice subi.

Principe II.2 - Droit civil

1. Les Etats devraient insérer dans leur législation nationale des dispositions prévoyant que l'organisme crypteur lésé peut, en dehors des poursuites prévues au Principe II.1, engager des poursuites au plan civil à l'encontre de ceux qui effectuent les opérations considérées comme illicites, en application du Principe I, notamment pour obtenir le prononcé d'injonctions et de dommages-intérêts.
2. Dans la mesure où la législation nationale le permet, l'organisme crypteur lésé devrait pouvoir, au lieu d'exercer une action en dommage-intérêts pour le préjudice subi, opter pour la possibilité de réclamer les bénéfices réalisés à partir des activités interdites.
3. Dans la mesure où la législation nationale le permet, des dispositions devraient être prévues aux fins de la saisie, de la destruction ou de la remise à l'organisme crypteur lésé du matériel de décodage et des moyens utilisés pour sa fabrication.
4. Des moyens efficaces devraient être prévus en vue de recueillir des preuves dans les affaires concernant les activités interdites.

CONSEIL DE L'EUROPE
COMITÉ DES MINISTRES

Recommandation n° R(92)19

du Comité des Ministres aux États membres
relative aux jeux vidéo à contenu raciste

*(adoptée par le Comité des Ministres le 19 octobre 1992,
lors de la 482e réunion des Délégués des Ministres)*

Le Comité des Ministres, en vertu de l'article 15.b du Statut du Conseil de l'Europe,

Considérant que le but du Conseil de l'Europe est de réaliser une union plus étroite entre ses membres afin, notamment, de sauvegarder et de promouvoir les idéaux et les principes qui sont leur patrimoine commun ;

Conscient que les jeux vidéo à contenu raciste, dont l'existence dans des Etats membres est malheureusement certaine, véhiculent un message de nationalisme agressif, d'ethnocentrisme, de xénophobie, d'antisémitisme ou d'intolérance en général, qui se dissimule derrière la violence ou le ridicule, ou s'ajoute à ceux-ci ;

Estimant que, à ce titre, de tels jeux ne sauraient être tolérés dans des sociétés démocratiques, respectueuses, notamment, du droit à la différence, que celle-ci soit raciale, religieuse ou autre ;

Persuadé qu'il convient d'autant plus de prendre des mesures visant à éliminer la production et la diffusion de ces jeux qu'ils sont principalement utilisés par la jeunesse ;

Rappelant les termes de sa Résolution (68) 30, relative aux mesures à prendre contre l'incitation à la haine raciale, nationale et religieuse, ainsi que de sa Résolution (72) 22 relative à la suppression de la discrimination injuste et à la protection contre celle-ci ;

Compte tenu de la Déclaration sur l'intolérance – Une menace pour la démocratie qu'il a adoptée le 14 mai 1981 ;

Ayant en vue la Recommandation n° R (89) 7 concernant des principes relatifs à la distribution de vidéogrammes à contenu violent, brutal ou pornographique, ainsi que la Convention européenne sur la télévision transfrontière (Série des traités européens, n° 132),

Recommande aux gouvernements des Etats membres :

a. de revoir le champ d'application de leurs législations dans les domaines de la discrimination et de la haine raciales, de la violence et de la protection de l'enfance, de sorte à s'assurer qu'elles s'appliquent sans restrictions à la production et à la diffusion des jeux vidéo à contenu raciste ;

b. d'assimiler les jeux vidéo à des mass media aux fins de l'application notamment de la Recommandation n° R (89) 7 concernant des principes relatifs à la distribution de vidéogrammes à contenu violent, brutal ou pornographique, et de la Convention européenne sur la télévision transfrontière (Série des traités européens, n° 132).

CONSEIL DE L'EUROPE
COMITÉ DES MINISTRES

Recommandation n° R(93)5

du Comité des Ministres aux États membres
contenant des principes visant à promouvoir la distribution et la diffusion
des oeuvres audiovisuelles provenant des pays ou régions à faible capacité
de production audiovisuelle ou à aire géographique ou linguistique restreinte
sur les marchés télévisuels européens

*(adoptée par le Comité des Ministres le 13 avril 1993,
lors de la 492e réunion des Délégués des Ministres)*

Le Comité des Ministres, en vertu de l'article 15.b du Statut du Conseil de l'Europe,

Considérant que le but du Conseil de l'Europe est de réaliser une union plus étroite entre ses membres afin de sauvegarder et de promouvoir les idéaux et les principes qui sont leur patrimoine commun ;

Ayant à l'esprit la Convention Culturelle européenne ;

Ayant également à l'esprit la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales, en particulier son article 10 qui consacre la liberté d'expression et la liberté d'information, sans considération de frontières ;

Soucieux de garantir que ces libertés puissent être pleinement exercées par les producteurs d'oeuvres audiovisuelles des pays et régions à faible capacité de production audiovisuelle ou à aire géographique ou linguistique restreinte, en leur permettant d'accéder effectivement aux marchés télévisuels européens pour la distribution de leurs oeuvres, en particulier celles de qualité ;

Résolu à créer une égalité des chances dans la construction d'un espace audiovisuel européen reflétant la diversité des cultures européennes, en répondant à ces problèmes spécifiques, au bénéfice des producteurs d'oeuvres audiovisuelles des pays ou régions à faible capacité de production audiovisuelle ou à aire géographique ou linguistique restreinte ;

Notant, à cet égard, les problèmes spécifiques rencontrés par ces producteurs d'oeuvres audiovisuelles pour accéder aux marchés télévisuels européens du fait de facteurs tels que les coûts de transfert linguistique, le manque de sensibilisation des sociétés de télévision se trouvant sur les marchés européens à la qualité de leurs productions, les normes techniques de production et de diffusion d'oeuvres audiovisuelles ainsi que les besoins de formation des professionnels du secteur audiovisuel ;

Notant, en particulier, l'urgence de résoudre les problèmes rencontrés par les pays d'Europe centrale et orientale ;

Résolu à donner une suite aux recommandations de la 3e Conférence ministérielle européenne sur la politique des communications de masse (Chypre, 9-10 octobre 1991) à ce propos, et rappelant ses initiatives antérieures, notamment la Recommandation n° R (86) 3 sur la promotion de la production audiovisuelle en Europe ;

Rappelant également l'article 10, paragraphe 3, de la Convention européenne sur la Télévision Transfrontière, conformément auquel les Parties Contractantes s'engagent à rechercher ensemble les instruments et les procédures les plus adéquats pour soutenir l'activité et le développement de la production européenne, notamment dans les pays à faible capacité de production audiovisuelle ou à aire linguistique restreinte ;

Notant que des initiatives concrètes à cet égard requièrent que des actions conjointes et concertées soient entreprises par les gouvernements et les milieux professionnels concernés ;

Conscient, cependant, de l'importance de s'assurer que les mesures prises par les gouvernements dans ce domaine n'interfèrent pas avec l'indépendance éditoriale des radiodiffuseurs en ce qui concerne les questions de programmation ;

Conservant à l'esprit les initiatives prises au sein d'autres instances internationales et afin de les compléter,

Recommande aux gouvernements des Etats membres :

- i. d'être guidés lors de la définition de leurs politiques et approches nationales dans ce domaine, dans le respect de leur droit interne et de leurs obligations en droit international, par les principes figurant dans la présente Recommandation ; et
- ii. de s'assurer, par tous moyens appropriés, que ces principes sont portés à l'attention des radiodiffuseurs opérant sur les marchés télévisuels européens, ainsi que des producteurs d'oeuvres audiovisuelles des pays ou régions à faible capacité de production audiovisuelle ou à aire géographique ou linguistique restreinte.

Principes

Champ d'application et définitions

La présente Recommandation a pour objet de promouvoir la distribution et la diffusion des oeuvres audiovisuelles provenant des petits partenaires européens sur les marchés télévisuels européens.

Aux fins de la présente Recommandation :

- "petit partenaire européen" désigne les pays ou régions européennes à faible capacité de production audiovisuelle ou à aire géographique ou linguistique restreinte ;
- "oeuvre audiovisuelle" désigne toute oeuvre de création qui peut être diffusée à la télévision, quels que soient son genre et les procédés techniques utilisés pour sa réalisation.

1. Développement des techniques de transfert linguistique

Les Etats membres devraient encourager le transfert linguistique des oeuvres audiovisuelles provenant des petits partenaires européens, en vue de faciliter la distribution et la diffusion de celles-ci sur les marchés télévisuels européens.

A cette fin, ils devraient étudier en particulier la mise en place d'incitations financières ou fiscales destinées à :

- a.* minorer, tant pour les radiodiffuseurs-acheteurs que pour les producteurs-vendeurs, les coûts afférents au transfert linguistique de ces oeuvres ;
- b.* inciter les milieux professionnels du secteur audiovisuel :
 - à développer de manière concertée, au niveau européen, les recherches en matière de transfert linguistique ;
 - à utiliser plus largement les nouvelles techniques de transfert linguistique déjà disponibles, ainsi que celles qui viendraient à être développées en application des recherches menées dans ce domaine ;
 - à développer la formation ou le recyclage des personnels à l'utilisation de ces nouvelles techniques, ainsi qu'aux techniques d'écriture et de production d'oeuvres audiovisuelles tenant compte de l'éventuel besoin futur d'assurer le transfert linguistique de ces oeuvres, une fois achevées, en vue de leur distribution ultérieure ;
 - à développer l'information des radiodiffuseurs et des producteurs d'oeuvres audiovisuelles sur les nouvelles techniques déjà disponibles ou qui viendraient à être développées en application des recherches menées en matière de transfert linguistique.

2. Accès aux nouvelles technologies en matière de production et de diffusion

2.1. Les Etats membres devraient prendre les dispositions appropriées, au sein des instances internationales compétentes, afin de faire prendre conscience des problèmes que soulève l'évolution des normes et techniques de production et de diffusion d'oeuvres audiovisuelles pour les petits partenaires européens, ainsi que de la nécessité de leur permettre d'accéder à ces nouvelles technologies sur un pied d'égalité.

2.2. Les Etats membres devraient, en particulier, encourager l'adoption de solutions permettant aux petits partenaires européens :

- a.* de produire des oeuvres audiovisuelles utilisant des techniques compatibles avec les nouveaux formats et les nouvelles normes de télévision ;
- b.* de continuer à exploiter de manière optimale leurs oeuvres audiovisuelles existantes, notamment par le biais du reformatage de ces oeuvres ou d'autres techniques appropriées, nonobstant l'évolution des technologies de diffusion.

2.3. Les Etats membres devraient également encourager les milieux professionnels à développer la formation et le recyclage des personnels techniques des petits partenaires européens afin de leur permettre de s'adapter à l'utilisation des nouvelles technologies en matière de production et de diffusion.

2.4. Par ailleurs, les Etats membres devraient étudier la mise en place d'incitations fiscales et financières afin d'encourager et de promouvoir la production d'oeuvres audiovisuelles utilisant ces nouvelles technologies par les producteurs des petits partenaires européens.

3. Développement de la distribution des oeuvres audiovisuelles

3.1. Les Etats membres devraient encourager une plus grande coopération entre petits partenaires européens afin de promouvoir la distribution de leurs oeuvres audiovisuelles, notamment sur les marchés télévisuels des pays plus grands.

A cet égard, les professionnels du secteur audiovisuel des petits partenaires européens devraient être encouragés à étudier la création de systèmes permettant de mettre en commun les moyens nécessaires à la distribution la plus large de leurs oeuvres, notamment sur les marchés télévisuels européens. Les Etats membres devraient étudier la mise au point de structures juridiques favorisant de tels systèmes.

3.2. Par ailleurs, les Etats membres devraient étudier la création, dans leurs systèmes de soutien à la distribution d'oeuvres audiovisuelles, de primes en faveur des producteurs d'oeuvres audiovisuelles ayant déjà distribué avec succès des oeuvres audiovisuelles dans un certain nombre d'autres pays européens. Le versement de ces primes à l'exportation pourrait être subordonné à leur réinvestissement dans une nouvelle production.

3.3. Enfin, les Etats membres devraient encourager les milieux professionnels à développer la formation des producteurs des petits partenaires européens aux techniques de commercialisation, de promotion et de vente de leurs oeuvres audiovisuelles.

4. Développement de la diffusion des oeuvres audiovisuelles

4.1. Les Etats membres devraient encourager les radiodiffuseurs situés sur les marchés télévisuels européens plus grands à mieux connaître et apprécier les oeuvres audiovisuelles provenant des petits partenaires européens et les inviter à examiner la possibilité :

- a.* de réserver un temps de programmation, sur une base régulière, à des oeuvres audiovisuelles de qualité provenant des petits partenaires européens ;
- b.* de diffuser des programmes d'information consacrés aux productions audiovisuelles permettant de mieux faire connaître les oeuvres produites par les petits partenaires européens ;
- c.* de coproduire des oeuvres audiovisuelles avec des producteurs et des radiodiffuseurs des petits partenaires européens, afin de promouvoir la diffusion d'oeuvres audiovisuelles reflétant l'identité culturelle de ces derniers ;
- d.* de permettre aux producteurs et aux radiodiffuseurs des petits partenaires européens :

- de tirer profit des oeuvres coproduites par le biais de méthodes telles que l'octroi des droits de première diffusion sur leur territoire des oeuvres coproduites avec des radiodiffuseurs de pays européens plus grands partageant la même langue et couvrant ce même territoire ;
- d'exploiter par d'autres moyens et sur d'autres marchés les oeuvres coproduites.

4.2. Au-delà des dispositions du principe 4.1, les Etats membres devraient, afin de promouvoir la coproduction d'oeuvres audiovisuelles avec les petits partenaires européens :

- a.* examiner l'opportunité de développer des accords bilatéraux ou multilatéraux de coproduction dans le secteur de la télévision ;
- b.* étudier la mise en place d'incitations financières et fiscales afin d'encourager les producteurs situés sur les marchés européens plus grands à coproduire des oeuvres audiovisuelles avec des producteurs et des radiodiffuseurs des petits partenaires européens.

CONSEIL DE L'EUROPE
COMITÉ DES MINISTRES

Recommandation n° R(94)3

du Comité des Ministres aux états Membres
sur la promotion de l'éducation et de la sensibilisation
dans le domaine du droit d'auteur et des droits voisins concernant la création

*(adoptée par le Comité des Ministres le 5 avril 1994,
lors de la 511e réunion des Délégués des Ministres)*

Le Comité des Ministres, en vertu de l'article 15.b du Statut du Conseil de l'Europe,

Considérant que le but du Conseil de l'Europe est de réaliser une union plus étroite entre ses membres afin de sauvegarder et de promouvoir les idéaux et les principes qui sont leur patrimoine commun, et de favoriser leur progrès économique et social ;

Conscient des liens indissolubles existant entre les droits de l'homme, d'une part, et la politique culturelle, d'autre part, notamment la liberté qui doit être garantie aux auteurs et aux autres personnes qui contribuent à la création et à la diffusion de la culture de s'exprimer librement dans des formes et des contextes différents, et de communiquer au public les fruits de leurs efforts créateurs ;

Soulignant à cet égard la pertinence des articles 9 et 10 de la Convention européenne des Droits de l'Homme, qui garantissent respectivement la liberté de pensée et d'expression, ainsi que de l'article 27 de la Déclaration universelle des droits de l'homme qui consacre spécifiquement les droits fondamentaux des auteurs et des autres personnes qui contribuent à la création et à la diffusion de la culture ;

Réaffirmant également la contribution majeure que les auteurs et les autres personnes qui contribuent à la création et à la diffusion de la culture apportent au développement de la vie culturelle d'une démocratie et au développement économique d'une nation, ainsi que le fait que les œuvres qu'ils produisent constituent un actif culturel et économique si important que l'encouragement et la récompense de leurs activités constituent une question d'intérêt public ;

Conscient de la nécessité de ne pas restreindre l'accès du public aux œuvres et aux autres contributions protégées ;

Conscient, toutefois, de la nécessité de promouvoir une plus grande sensibilisation du public en général et des juristes en particulier (juges, procureurs, avocats, professeurs, étudiants, etc.) au fait que l'accès et l'utilisation des œuvres et des autres contributions protégées ne peuvent se faire que dans le respect des droits des ayants droit concernés, et que le manquement à cette obligation constitue un acte illicite qui porte atteinte aux droits et aux intérêts légitimes des auteurs et des autres personnes qui contribuent à la création et à la diffusion de la culture, et qui compromet, à long terme, la création littéraire et artistique, ainsi que le développement de la société dans son ensemble ;

Convaincu du fait que, pour réaliser ce but, un moyen primordial consiste à mener une action d'éducation et de sensibilisation auprès du public en général, afin que celui-ci reconnaisse que les auteurs et les autres personnes qui contribuent à la création et à la diffusion de la culture ont des droits et des intérêts légitimes sur leurs œuvres et autres contributions protégées,

Recommande aux gouvernements des Etats membres :

a. de promouvoir, en tenant compte des principes figurant ci-après, l'éducation et la sensibilisation du public en général et des juristes en particulier (juges, procureurs, avocats, professeurs, étudiants, etc.) à la nécessité de respecter les droits d'auteur et les droits voisins accordés aux auteurs et autres personnes à l'égard des œuvres et autres contributions protégées (en particulier les œuvres littéraires, artistiques et musicales, les phonogrammes, les œuvres audiovisuelles, les émissions et les logiciels) ;

b. d'encourager les organes représentatifs des diverses catégories d'ayants droit ainsi que les sociétés de gestion collective à participer, en coopération le cas échéant avec les autorités publiques, à cette initiative, en particulier à travers l'élaboration et la diffusion de textes pertinents, matériel audiovisuel, etc., destinés à accroître la prise de conscience de l'importance de respecter le droit d'auteur et les droits voisins concernant la création ainsi que la sensibilisation aux conséquences économiques et culturelles découlant du non-respect de ces droits.

Principes

Principe 1

Au niveau de l'éducation universitaire, une attention particulière devrait être portée à la promotion de l'enseignement du droit d'auteur et des droits voisins.

A cette fin, les Etats membres devraient encourager le développement de cours spécifiques réguliers au sein des facultés de droit sur les principes et la pratique du droit d'auteur et des droits voisins, surtout dans la perspective de former une nouvelle génération de juristes ayant une bonne connaissance de la nécessité de protéger les droits des auteurs et de tous ceux qui contribuent à la création et à la diffusion de la culture. En outre, il faudrait examiner la possibilité de se référer aux droits des créateurs et des autres personnes qui contribuent à la création et à la diffusion de la culture dans le cadre d'autres cours pertinents de droit privé, ainsi que dans le cadre de cours portant sur le droit constitutionnel et les libertés publiques.

En dehors du cadre de l'éducation juridique, il conviendrait également d'encourager le développement de l'éducation au droit d'auteur et aux droits voisins au sein d'autres disciplines appropriées, notamment l'économie, l'informatique, les arts et humanités, et les études sur les médias.

Principe 2

En plus des initiatives dans le cadre des cursus éducatifs, les Etats membres devraient encourager une plus grande prise de conscience parmi les membres de la profession juridique, les autorités des douanes, les instances chargées de l'application de la loi, etc., concernant la nécessité de garantir le respect des droits et des intérêts légitimes des auteurs et de tous ceux qui contribuent à la création et à la diffusion de la culture.

A cette fin, il conviendrait d'utiliser les cycles de formation permanente qui existent dans les Etats membres à l'intention des secteurs professionnels précités pour souligner le grave préjudice qui est porté aux créateurs et aux autres personnes qui contribuent à la création et à la diffusion de la culture, ainsi qu'à la société en général, du fait d'activités illicites telles que la piraterie (c'est-à-dire, principalement, la reproduction, la distribution ou la communication au public non autorisée ou réalisée par des moyens illicites et à des fins commerciales d'œuvres, de contributions et de prestations protégées par le droit d'auteur et les droits voisins), en particulier la piraterie sonore et audiovisuelle, la piraterie informatique et la reprographie non autorisée.

Lorsque de tels moyens de formation n'existent pas, il conviendrait d'examiner la possibilité de les instituer.

Principe 3

Les Etats membres devraient encourager les instances professionnelles pertinentes à développer des textes, du matériel audiovisuel, etc., qui pourraient être utilisés dans les cursus éducatifs et dans les cours de formation pour souligner l'importance de garantir le respect des droits des créateurs et des autres personnes qui contribuent à la création et à la diffusion de la culture. Ce genre de matériel devrait également chercher à souligner la nature du dommage qui accompagne le fait de commettre des activités déloyales telles que la piraterie et la reprographie non autorisée.

Principe 4

Les Etats membres devraient s'efforcer de créer une prise de conscience plus grande, parmi le public, de l'importance de garantir le respect des droits et des intérêts des créateurs et des autres personnes qui contribuent à la création et à la diffusion de la culture. A cette fin, il faudrait se pencher sur la promotion de campagnes d'information et de sensibilisation soulignant :

- l'importance des droits concernant les créateurs et les autres personnes qui contribuent à la création et à la diffusion de la culture pour le développement culturel et économique de la société, ainsi que le préjudice que l'infraction de ces droits porte aux ayants droit, à la création littéraire et artistique, et, en dernière analyse, au public lui-même ;
- le caractère illégal des activités qui portent atteinte à ces droits, en particulier la piraterie et la reprographie non autorisée. Pour ce qui est de la piraterie, une attention particulière devrait être apportée non seulement à la piraterie sonore et audiovisuelle, mais aussi à la piraterie informatique.

Principe 5

Les Etats membres devraient s'efforcer de promouvoir la prise de conscience, à tous les stades pertinents du processus de l'éducation, de l'importance de respecter les droits de ceux qui sont à l'origine des œuvres, y compris les logiciens, et d'autres contributions protégées.

A cette fin, les Etats membres devraient s'efforcer de garantir que le processus d'enseignement est accompagné d'efforts visant à ce que les étudiants apprécient le rôle spécial joué par les auteurs, les compositeurs, les producteurs audiovisuels, les artistes de l'image et les

photographes, les artistes interprètes ou exécutants, les producteurs de phonogrammes, les organismes de radiodiffusion, etc., pour le développement culturel et économique de la société.

Principe 6

Les Etats membres devraient examiner la possibilité d'introduire, dans le cadre des programmes d'enseignement et de formation professionnelle, des cours adaptés à l'âge et aux intérêts des destinataires et qui viseraient à favoriser une prise de conscience :

- a.* de la nécessité de considérer les auteurs et les autres personnes qui contribuent à la création et à la diffusion de la culture en tant que travailleurs dont le moyen d'existence est constitué par les revenus provenant de l'utilisation et de l'exploitation publique de leurs œuvres et autres contributions protégées ;
- b.* de la valeur des industries du droit d'auteur dans le cadre de l'économie et du marché de l'emploi nationaux ;
- c.* de la légitimité des droits patrimoniaux et moraux qui sont garantis aux auteurs et aux autres personnes qui contribuent à la création et à la diffusion de la culture, en particulier si l'on garde à l'esprit, comme arrière-fond, la contribution culturelle et économique qu'ils apportent à la société ;
- d.* du caractère illicite de certains types d'activités qui portent préjudice aux droits et aux intérêts des créateurs et des autres personnes qui contribuent à la création et à la diffusion de la culture, en particulier la piraterie sonore et audiovisuelle, la piraterie informatique et la reprographie non autorisée.

CONSEIL DE L'EUROPE
COMITÉ DES MINISTRES

Recommandation n° R(94)13

du Comité des Ministres aux États membres
sur des mesures visant à promouvoir la transparence des médias

*(adoptée par le Comité des Ministres le 22 novembre 1994,
lors de la 521e réunion des Délégués des Ministres)*

Le Comité des Ministres, en vertu de l'article 15.b du Statut du Conseil de l'Europe,

Considérant que le but du Conseil de l'Europe est de réaliser une union plus étroite entre ses membres afin de sauvegarder et de promouvoir les idéaux et les principes qui sont leur patrimoine commun ;

Rappelant que le pluralisme et la diversité des médias sont essentiels au fonctionnement d'une société démocratique ;

Rappelant également que la concentration des médias, au niveau tant national qu'international, peut avoir pour le pluralisme et la diversité des médias non seulement des effets favorables mais également des conséquences dommageables de nature à justifier une intervention des gouvernements ;

Notant que la régulation de la concentration des médias suppose que les services ou instances compétents en la matière disposent d'informations leur permettant de connaître la réalité des structures de propriété des médias et, au-delà, d'identifier les tiers susceptibles d'exercer une influence sur leur indépendance ;

Soulignant par ailleurs que la transparence des médias est nécessaire pour permettre au public en général de se former une opinion sur la valeur à accorder aux informations, aux idées et aux opinions diffusées par les médias ;

Rappelant les dispositions en matière de transparence des médias figurant dans les textes antérieurement adoptés au sein du Conseil de l'Europe, en particulier l'article 6 de la Convention européenne sur la télévision transfrontière ;

Considérant que des dispositions supplémentaires devraient être examinées, au vu des tendances précitées pour garantir cette transparence et permettre à cette fin l'échange d'informations entre États membres ;

Notant le besoin de préserver les droits et les intérêts légitimes de ceux visés par des obligations de transparence ;

Tenant compte des travaux menés dans d'autres enceintes, en particulier dans le cadre de l'Union européenne,

Recommande aux gouvernements des Etats membres d'examiner l'inclusion dans leur législation nationale de dispositions visant à garantir ou à promouvoir la transparence des médias, ainsi qu'à faciliter l'échange d'informations entre Etats membres sur ce sujet en s'inspirant des lignes directrices figurant en annexe à la présente recommandation.

Annexe à la Recommandation n° R(94)13

I. Dispositions générales concernant la transparence des médias

Ligne directrice n° 1 : Accès du public à des informations sur les médias

Les membres du public devraient avoir la possibilité d'accéder de manière équitable et impartiale à certaines informations de base sur les médias afin de se former une opinion sur la valeur à accorder aux informations, aux idées et aux opinions diffusées par ces médias.

La communication de ces informations au public par les médias ou par les services ou les instances chargés de veiller à leur transparence devrait s'effectuer dans le respect des droits et des intérêts légitimes des personnes et des organismes soumis à des exigences de transparence, en s'attachant en particulier à concilier ces exigences avec le principe de liberté du commerce et de l'industrie, ainsi qu'avec les impératifs de la protection des données à caractère personnel, du secret commercial, de la confidentialité des sources d'information des médias et du secret éditorial.

Ligne directrice n° 2 : Echange d'informations en matière de transparence des médias entre autorités nationales

Les services ou instances compétents, en vertu de la législation nationale, pour collecter des données intéressant la transparence des médias devraient être habilités à communiquer ces données aux services ou instances du même type existant dans les autres Etats membres, sous réserve et dans la limite de ce qui est permis par la législation nationale et par les accords internationaux auxquels chaque Etat est partie. La communication de ces données devrait pouvoir le cas échéant être subordonnée au consentement exprès ou tacite des personnes concernées. Ces éventuelles restrictions devraient être expressément précisées dans la législation nationale et être portées systématiquement à la connaissance des services ou des instances destinataires des informations.

Les motifs de nature à justifier la communication des informations devraient être explicitement mentionnés dans la législation et toute demande d'accès à ces informations de la part de services ou d'instances d'autres Etats membres devrait préciser le ou les motifs de cette demande.

Les dispositions visant à permettre la communication d'informations devraient veiller à prendre en considération les règles éventuellement applicables à la confidentialité des fonctions des agents des services ou des instances concernés et à la divulgation d'informations à des autorités étrangères afin, le cas échéant, d'adapter ces règles pour permettre les échanges précités.

II. Mesures particulières pouvant assurer la transparence des médias du secteur de la radiodiffusion

Ligne directrice n° 3 : Divulgence d'informations lors de l'octroi d'autorisations d'émettre aux services de radiodiffusion

La transparence des candidatures à l'exploitation de services de radiodiffusion peut être garantie en insérant dans la législation nationale des dispositions imposant aux candidats à l'exploitation d'un service de radiodiffusion sonore ou télévisuel de porter à la connaissance du service ou de l'instance compétent pour autoriser l'exploitation du service un ensemble d'informations plus ou moins étendues et plus ou moins précises dans leur contenu. Les informations pouvant être soumises à divulgation peuvent être schématiquement regroupées en trois catégories :

- première catégorie : des informations sur l'identité des personnes ou des organismes participant à la structure qui devrait exploiter le service et sur la nature et le montant de la participation respective de ces personnes ou organismes dans la structure concernée ;
- deuxième catégorie : des informations sur la nature et le montant des intérêts détenus par les personnes et les organismes précités dans d'autres médias ou entreprises du secteur des médias, voire dans d'autres secteurs économiques ;
- troisième catégorie : des informations sur les autres personnes ou organismes qui sont susceptibles d'exercer une influence notable sur la politique de programmation du service en cause par la fourniture de certains moyens, dont la nature devrait être clairement spécifiée dans la procédure d'octroi d'autorisations d'émettre, à ce service ou aux personnes ou organismes impliqués dans l'exploitation de celui-ci.

Ligne directrice n° 4 : Divulgence d'informations après l'octroi d'autorisations d'émettre aux services de radiodiffusion

La transparence du fonctionnement des services de radiodiffusion peut être garantie en insérant dans la législation nationale des dispositions exigeant des personnes ou organismes exploitant un service de radiodiffusion de porter à la connaissance du service ou de l'instance ayant autorisé l'exploitation de ce service un ensemble d'informations plus ou moins étendues et plus ou moins précises dans leur contenu.

Les informations pouvant être soumises à divulgation peuvent être réparties schématiquement en deux grandes catégories :

- des informations destinées à rendre compte des changements intervenus en cours d'exploitation du service par rapport aux trois catégories de données évoquées précédemment ;
- des informations portant sur d'autres catégories de données liées au fonctionnement du service, une fois que celui-ci est entré en activité.

Ligne directrice n° 5 : Exercice des fonctions des services ou instances chargés de veiller à la transparence du fonctionnement des services de radiodiffusion

Les missions et pouvoirs des services ou instances chargés de veiller à la transparence du fonctionnement des services de radiodiffusion devraient être clairement définis dans la législation nationale. Ces services ou instances devraient être dotés de pouvoirs et de moyens appropriés pour assurer l'exercice effectif de leurs missions, dans le respect des droits et intérêts légitimes des personnes ou organismes astreints à divulguer des informations. Ils devraient pouvoir, le cas échéant, faire appel à l'assistance d'autres instances ou services nationaux, ainsi éventuellement qu'à l'expertise d'autres personnes ou organismes.

Les services ou instances destinataires des informations communiquées par les candidats à l'exploitation de service de radiodiffusion et les organismes gérant ces services devraient avoir la possibilité de soumettre une partie de ces informations à certaines fractions du public dont la consultation pourrait s'avérer nécessaire à l'exercice de leurs missions.

III. Ligne directrice n° 6 : Mesures particulières pouvant assurer la transparence des médias du secteur de la presse écrite

La transparence de la presse écrite peut être garantie en insérant dans la législation nationale des dispositions requérant des entreprises de presse la divulgation d'un ensemble d'informations plus ou moins étendues et plus ou moins précises dans leur contenu.

Les informations pouvant être soumises à divulgation peuvent être réparties schématiquement en cinq catégories :

- première catégorie : des informations sur l'identité des personnes ou des organismes participant à la structure éditrice d'un organe de presse, ainsi que sur la nature et le montant de la participation de ces personnes ou de ces organismes dans la structure concernée ;
- deuxième catégorie : des informations sur les intérêts détenus dans d'autres médias par la structure éditrice ou par les personnes ou les organismes participant à celle-ci ;
- troisième catégorie : des informations sur les personnes ou les organismes autres que ceux directement impliqués dans la structure éditrice qui sont susceptibles d'exercer une influence notable sur l'orientation éditoriale du ou des organes de presse qu'elle gère ;
- quatrième catégorie : des informations sur les textes énonçant la politique éditoriale ou l'orientation politique des organes de presse ;
- cinquième catégorie : des informations sur les résultats financiers de la structure éditrice et la diffusion du ou des organes de presse qu'elle exploite.

CONSEIL DE L'EUROPE
COMITÉ DES MINISTRES

Recommandation n° R(95)1

du Comité des Ministres aux États membres
sur des mesures contre la piraterie sonore et audiovisuelle

*(adoptée par le Comité des Ministres le 11 janvier 1995,
lors de la 525e réunion des Délégués des Ministres)*

Le Comité des Ministres, en vertu de l'Article 15.b du Statut du Conseil de l'Europe,

Considérant que le but du Conseil de l'Europe est de réaliser une union plus étroite entre ses membres afin de sauvegarder et de promouvoir les idéaux et les principes qui sont leur patrimoine commun, et de favoriser leur progrès économique et social ;

Préoccupé par la recrudescence de la piraterie sonore et audiovisuelle en Europe ;

Considérant que cette recrudescence est notamment due :

- a. aux changements politiques, économiques et sociaux majeurs intervenus en Europe centrale et orientale et à la situation économique difficile que traversent de nombreux pays européens ;
- b. aux développements techniques, notamment à la numérisation, qui facilitent :
 - la reproduction, dans des conditions de qualité souvent excellentes, de phonogrammes, d'œuvres audiovisuelles, d'émissions de radiodiffusion et de logiciels associés aux productions audiovisuelles (en particulier en matière d'édition dite multimédia et de jeux vidéo) ;
 - la fabrication de matériel de décodage et d'autres moyens similaires destinés à protéger l'accès à des œuvres et à d'autres contributions ;

Constatant que ce phénomène porte préjudice aux droits et intérêts des auteurs, des producteurs d'œuvres audiovisuelles, des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion, ainsi qu'aux professions culturelles, aux industries connexes dans leur ensemble et au public en général ;

Constatant l'internationalisation croissante de la piraterie sonore et audiovisuelle ;

Reconnaissant qu'une action législative et de sensibilisation est nécessaire pour une lutte efficace contre toutes les formes de piraterie sonore et audiovisuelle ;

Résolu à promouvoir une action efficace dans ce domaine ;

Convaincu que cette action doit se fonder à la fois sur la prise de mesures appropriées au niveau national et sur la coopération au niveau international ;

Ayant à l'esprit les travaux effectués ou en cours au sein d'autres instances pour renforcer la protection des droits, en particulier dans le cadre de l'Union européenne, de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle et de l'Unesco ;

Ayant également à l'esprit les travaux effectués ou en cours au sein d'autres instances pour la mise en œuvre des droits, en particulier l'Accord relatif aux aspects de droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce, y compris le commerce des marchandises de contrefaçon (accord TRIPS), conclu dans le cadre du GATT, et les travaux au sein de l'Union européenne, en particulier le règlement contenant des mesures aux frontières pour empêcher l'importation de produits contrefaits ;

Notant à cet égard la nécessité d'une mise en œuvre efficace des recommandations qu'il a déjà adoptées dans ce domaine, à savoir :

- la Recommandation n° R (88) 2 sur des mesures visant à combattre la piraterie dans le domaine du droit d'auteur et des droits voisins ;
- la Recommandation n° R (91) 14 sur la protection juridique des services de télévision cryptés ; et
- la Recommandation n° R (94) 3 sur la promotion de l'éducation et de la sensibilisation dans le domaine du droit d'auteur et des droits voisins concernant la création ;

Conscient de la nécessité de faire face de manière permanente et appropriée à la piraterie sonore et audiovisuelle, en particulier les formes de piraterie dans un contexte technologique en évolution rapide ;

Notant en conséquence que, en plus de la mise en œuvre des recommandations susmentionnées, un certain nombre d'autres considérations devraient être gardées à l'esprit pour une action efficace de lutte contre la piraterie sonore et audiovisuelle,

Recommande que les gouvernements des Etats membres :

- intensifient leur action contre la piraterie sonore et audiovisuelle ;
- garantissent à cette fin une action rapide et plus efficace, au niveau national et international, contre les formes de piraterie sonore et audiovisuelle mentionnées dans l'annexe à la présente recommandation ;
- tiennent compte des éléments contenus en annexe à la présente recommandation lorsqu'ils développeront leurs politiques antipiraterie.

Annexe à la Recommandation n° R(95)1

1. L'on peut constater une recrudescence en Europe des diverses formes de piraterie sonore et audiovisuelle, telles que :

- a.* la fixation non autorisée et à des fins commerciales de représentations en direct d'artistes interprètes ou exécutants, ainsi que la reproduction et la distribution non autorisées et à des fins commerciales de telles fixations ;
 - b.* la reproduction, la distribution et la communication au public de phonogrammes, en violation des droits pertinents existants des ayants droit et à des fins commerciales ;
 - c.* la reproduction, la distribution et la communication au public d'œuvres audiovisuelles, en violation des droits exclusifs des ayants droit et à des fins commerciales ;
 - d.* la retransmission, la câblodistribution, la fixation et la reproduction illégales et à des fins commerciales d'émissions de radiodiffusion ; la distribution non autorisée et à des fins commerciales de copies d'émissions de radiodiffusion ;
 - e.* la fabrication et la distribution non autorisées et à des fins commerciales de matériel de décodage et d'autres moyens similaires destinés à permettre l'accès illicite à des œuvres et à d'autres contributions protégées ;
 - f.* la reproduction et la distribution non autorisées et à des fins commerciales de logiciels associés aux productions audiovisuelles, en particulier en matière d'édition dite multimédia et de jeux vidéo.
2. Ces nouveaux défis peuvent exiger un examen permanent de la portée des délits de piraterie sonore et audiovisuelle.
3. Dans la lutte contre la piraterie sonore et audiovisuelle, certains Etats membres ont introduit avec succès :
 - des cellules antipiraterie composées d'agents spécialisés dans la lutte contre la piraterie sonore et audiovisuelle ;
 - des chambres spéciales compétentes en matière d'activités de piraterie sonore et audiovisuelle, au sein des juridictions chargées d'appliquer le dispositif de répression.
4. En complément au cadre juridique existant en matière d'infractions dans le domaine de la piraterie sonore et audiovisuelle, l'introduction de procédés techniques antipiraterie peut accroître la sécurité et la protection des œuvres et des autres contributions contre la menace de la piraterie sonore et audiovisuelle.
5. Une action de sensibilisation auprès des autorités judiciaires et administratives sur la nécessité d'agir de manière décisive contre la piraterie sonore et audiovisuelle peut également s'avérer utile, tout comme la promotion d'une prise de conscience auprès du public en général sur la gravité des activités de piraterie sonore et audiovisuelle et sur la nécessité de respecter les droits des titulaires des droits d'auteur et des droits voisins sur les œuvres et les autres contributions protégées.

6. La coordination au niveau international est importante, afin de faciliter :
 - les démarches juridiques relatives aux activités de piraterie sonore et audiovisuelle ;
 - l'échange d'informations entre instances responsables dans chaque Etat membre de la lutte contre la piraterie sonore et audiovisuelle.

7. L'échange d'informations entre les instances professionnelles impliquées dans la lutte contre la piraterie est également importante pour lutter efficacement contre la piraterie sonore et audiovisuelle.

CONSEIL DE L'EUROPE
COMITÉ DES MINISTRES

Recommandation n° R(95)13

du Comité des Ministres aux États membres
relative aux problèmes de procédure pénale liés à la technologie de l'information

*(adoptée par le Comité des Ministres le 11 septembre 1995,
lors de la 543e réunion des Délégués des Ministres)*

Le Comité des Ministres, en vertu de l'article 15.b du Statut du Conseil de l'Europe,

Rappelant que le but du Conseil de l'Europe est de réaliser une union plus étroite entre ses membres ;

Eu égard au développement sans précédent de la technologie de l'information et de son application dans tous les secteurs de la société contemporaine ;

Réalisant que le développement des systèmes électroniques d'information va accélérer la transformation de la société traditionnelle en une société de l'information en créant un nouvel espace pour tout type de communication et de relation ;

Conscient de l'impact de la technologie de l'information sur la manière dont la société est organisée et sur la façon dont les individus communiquent et se mettent en relation ;

Conscient du fait qu'une partie croissante des relations économiques et sociales aura lieu à travers ou à l'aide de systèmes électroniques d'information ;

Préoccupé par le risque que les systèmes électroniques d'information et l'information électronique puissent également être utilisés pour commettre des infractions criminelles ;

Préoccupé par le fait que les preuves d'infractions pénales peuvent être stockées et transmises par le biais de ces systèmes ;

Notant que les lois de procédure pénale des Etats membres ne prévoit pas encore souvent les pouvoirs appropriés pour perquisitionner dans ces systèmes et y recueillir des preuves au cours des enquêtes pénales ;

Rappelant qu'au vu du développement de la technologie de l'information le manque de pouvoirs spéciaux appropriés peut porter atteinte à la bonne exécution des fonctions assignées aux autorités chargées de l'enquête ;

Reconnaissant la nécessité d'adapter les moyens légaux dont disposent les autorités chargées de l'enquête en vertu des lois de procédure pénale au caractère spécifique des enquêtes dans les systèmes électroniques de l'information ;

Préoccupé par le risque potentiel que les Etats membres ne soient pas en mesure de fournir une entraide judiciaire de manière adéquate lorsqu'ils sont requis de recueillir des preuves électroniques, sur leur territoire, dans des systèmes électroniques d'information ;

Persuadé de la nécessité de renforcer la coopération internationale et de parvenir à une meilleure compatibilité des lois de procédure pénale en la matière ;

Rappelant la Recommandation n° R (81) 20 relative à l'harmonisation des législations en matière d'exigence d'un écrit et en matière d'admissibilité des reproductions de documents et des enregistrements informatiques, la Recommandation n° R (85) 10 sur les commissions rogatoires pour la surveillance des télécommunications, la Recommandation n° R (87) 15 visant à réglementer l'utilisation de données à caractère personnel dans le secteur de la police et la Recommandation n° R (89) 9 sur la criminalité informatique,

Recommande aux gouvernements des Etats membres :

- i. de s'inspirer, lorsqu'ils révisent leurs législation et pratiques internes, des principes qui se trouvent en annexe à cette recommandation ; et
- ii. de faire connaître ces dispositions aux autorités chargées de l'enquête et à d'autres services professionnels, en particulier dans le secteur de la technologie de l'information, qui peuvent être impliqués dans leur mise en œuvre.

Annexe à la Recommandation n° R(95)13

I. Perquisition et saisie

1. La distinction opérée par le droit entre la perquisition de systèmes informatiques ainsi que la saisie des données qu'ils renferment et l'interception de données au cours de la transmission devrait être clairement délimitée et appliquée.
2. Les lois de procédure pénale devraient permettre aux autorités chargées de l'enquête de perquisitionner dans les systèmes informatiques et d'y saisir des données, dans des conditions similaires à celles utilisées dans le cadre des pouvoirs traditionnels de perquisition et de saisie. La personne en charge du système devrait être informée que le système a fait l'objet d'une perquisition et de la nature des données saisies. Les recours juridiques prévus par la législation en général contre la perquisition et la saisie devraient être également applicables en cas de perquisition d'un système informatique et de saisie des données qui y sont contenues.
3. Durant l'exécution de la perquisition, les autorités chargées de l'enquête devraient avoir le pouvoir, sous réserve de garanties appropriées, d'étendre la perquisition à d'autres systèmes informatiques dans leur juridiction qui sont connectés par le biais d'un réseau et d'y saisir des données, à condition qu'une action immédiate soit requise.
4. S'il y a équivalence fonctionnelle entre les données faisant l'objet de traitement automatisé et un document traditionnel, les dispositions du droit de procédure pénale se rapportant aux documents devraient également s'appliquer aux données.

II. Surveillance technique

5. Etant donnée la convergence de la technologie de l'information et des télécommunications, les législations concernant la surveillance technique employée à des fins d'enquêtes pénales, comme l'interception des communications, devraient être, là où cela s'avère nécessaire, révisées et amendées pour assurer leur applicabilité.

6. La loi devrait permettre aux autorités chargées de l'enquête d'appliquer toute mesure technique permettant la collecte de données de trafic dans la poursuite des infractions pénales.

7. Lorsqu'elles sont collectées au cours d'une enquête pénale et en particulier quand elles sont obtenues par des moyens d'interception des télécommunications, les données protégées par la loi et faisant l'objet du traitement automatisé par un système informatique devraient être sauvegardées de manière appropriée.

8. Les lois de procédure pénale devraient être révisées en vue de rendre possible l'interception de télécommunications et la collecte de données de trafic dans le cadre d'enquêtes sur des infractions graves contre la confidentialité, l'intégrité et la disponibilité des systèmes de télécommunications ou informatiques.

III. Obligations de coopération avec les autorités chargées de l'enquête

9. Sous la réserve des protections ou privilèges prévus par la loi, la plupart des législations permettent aux autorités chargées de l'enquête d'ordonner à des personnes de remettre des objets qui sont sous leur contrôle et qui sont requis pour servir de preuve. Le droit de procédure pénale devrait, de la même manière, accorder le pouvoir d'ordonner à des personnes de leur présenter toute donnée spécifique qui se trouve sous leur contrôle, dans un système informatique, dans la forme requise par les autorités chargées de l'enquête.

10. Sous la réserve des protections ou privilèges prévus par la loi, les autorités chargées de l'enquête devraient avoir le pouvoir d'ordonner aux personnes qui ont des données spécifiques sous leur contrôle de fournir toutes les informations nécessaires pour permettre l'accès au système informatique et aux données qu'il renferme. Le droit de procédure pénale devrait assurer que les autorités chargées de l'enquête puissent donner une instruction similaire à d'autres personnes ayant une connaissance du fonctionnement du système informatique ou de toute mesure employée pour préserver les données y contenues.

11. Des obligations spécifiques devraient être établies pour les opérateurs de réseaux publics et de réseaux privés, lorsqu'ils offrent des services de télécommunication au public, d'appliquer toute mesure technique nécessaire permettant l'interception des télécommunications par les autorités chargées de l'enquête.

12. Des obligations spécifiques devraient être établies pour les fournisseurs de services qui offrent des services de télécommunication au public via des réseaux de communication publics ou privés, de délivrer l'information nécessaire, lorsque les autorités compétentes chargées de l'enquête l'ordonnent, pour identifier l'utilisateur.

IV. La preuve électronique

13. L'intérêt commun de recueillir, de sauvegarder et de présenter des preuves électroniques de manière à garantir au mieux leur caractère irréfutable et leur intégrité devrait être reconnu tant pour les fins des poursuites nationales que pour celles de la coopération internationale. A cette fin, des procédures et méthodes techniques du traitement des preuves électroniques devraient être développées davantage de manière à assurer leur compatibilité entre les Etats. Les dispositions du droit de procédure pénale concernant les preuves et se rapportant aux documents traditionnels devraient également s'appliquer aux données stockées dans un système informatique.

V. Utilisation du chiffrement

14. Des mesures devraient être examinées afin de minimiser les effets négatifs de l'utilisation du chiffrement sur les enquêtes des infractions pénales, sans toutefois avoir des conséquences plus que strictement nécessaires sur son utilisation légale.

VI. Recherche, statistiques et formation

15. Le risque qu'impliquent le développement et l'utilisation de la technologie de l'information sur la perpétration des infractions pénales devrait faire l'objet d'une évaluation continue. Afin de permettre aux autorités compétentes de rester familiarisées avec de nouveaux phénomènes en matière de criminalité informatique et de pouvoir développer des contre-mesures adéquates, la collecte et l'analyse des données concernant ces infractions, y compris le *modus operandi* et les aspects techniques, devraient être favorisées.

16. La création d'unités spécialisées pour la répression d'infractions dont la poursuite requiert une expérience spéciale en matière de technologie de l'information devraient être examinée. Des programmes de formation permettant au personnel de la justice pénale d'approfondir leurs connaissances en la matière devrait être promu.

VII. Coopération internationale

17. Le pouvoir d'étendre la perquisition à d'autres systèmes informatiques devrait être également applicable lorsque le système se trouve sous une juridiction étrangère, à condition qu'une action immédiate soit requise. En vue d'éviter d'éventuelles violations de la souveraineté des Etats ou du droit international, une base légale explicite devrait être créée pour de telles perquisitions ou saisies étendues. Par conséquent, il y a un besoin urgent de négocier des instruments internationaux quant à la question de savoir comment, quand et dans quelle mesure de telles perquisitions ou saisies peuvent être permises.

18. Des procédures accélérées et appropriées ainsi qu'un système de liaison devraient être disponibles selon lesquels les autorités chargées de l'enquête pourraient demander aux autorités étrangères de recueillir promptement des preuves. A cette fin, les autorités requises devraient être autorisées à perquisitionner dans un système informatique et à y saisir des données en vue de leur transfert ultérieur. Les autorités requises devraient également être autorisées à délivrer des données de trafic se rapportant à une télécommunication spécifique, à intercepter une telle télécommunication ou à identifier sa source. A cette fin, les instruments d'entraide judiciaire existants devraient être complétés.

CONSEIL DE L'EUROPE
COMITÉ DES MINISTRES

Recommandation n° R(96)4

du Comité des Ministres aux États membres
sur la protection des journalistes en situation de conflit et de tension

*(adoptée par le Comité des Ministres le 3 mai 1996,
lors de sa 98e Session)*

Le Comité des Ministres, en vertu de l'article 15.b du Statut du Conseil de l'Europe,

Soulignant que la liberté des médias et l'exercice libre et sans entrave du journalisme sont essentiels dans une société démocratique, en particulier pour informer le public, pour les libres formation et expression des opinions et des idées, et pour surveiller les activités des pouvoirs publics ;

Affirmant que la liberté des médias et l'exercice libre et sans entrave du journalisme doivent être respectés dans les situations de conflit et de tension, étant donné que le droit des individus et du public en général d'être informés sur toutes questions d'intérêt public et de pouvoir évaluer l'action des pouvoirs publics et d'autres parties impliquées est particulièrement important dans ces situations ;

Soulignant l'importance du rôle des journalistes et des médias pour informer le public des violations du droit national et international, ainsi que de la souffrance humaine dans des situations de tension et de conflit, et du fait qu'ils peuvent en conséquence aider à empêcher d'autres violations ou des souffrances supplémentaires ;

Notant que, dans de telles situations, la liberté des médias et l'exercice libre et sans entrave du journalisme peuvent être sérieusement menacés et que les journalistes voient souvent leur vie et leur intégrité physique mises en danger, et subissent des restrictions dans leur droit de rendre compte librement et en toute indépendance ;

Notant que les attaques commises à l'encontre de la sécurité physique des journalistes et les restrictions aux comptes rendus qu'ils effectuent peuvent revêtir différentes formes, allant de la saisie de leurs moyens de communication à leur harcèlement, leur détention et leur assassinat ;

Réaffirmant l'importance que revêtent, pour la protection des journalistes travaillant dans des situations de conflit et de tension, les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme qui existent tant au niveau mondial qu'euro péen, en particulier la Déclaration universelle des droits de l'homme, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et la Convention européenne des Droits de l'Homme ;

Réaffirmant également l'importance de l'article 79 du Premier Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949, adopté le 8 juin 1977, qui prévoit que les journalistes doivent être considérés comme des civils et doivent être protégés comme tels ;

Considérant que cette obligation s'applique également aux conflits armés non internationaux ;

Convaincu qu'il est nécessaire, pour renforcer la protection des journalistes travaillant dans des situations de conflit et de tension, de réaffirmer ces garanties en vigueur, de mieux les faire connaître et de veiller à ce qu'elles soient pleinement respectées ;

Soulignant que toute ingérence dans les activités des journalistes dans ces situations doit rester exceptionnelle et à un niveau minimal, et se conformer de manière stricte aux conditions énoncées dans les instruments internationaux pertinents relatifs aux droits de l'homme ;

Notant que les médias, les organisations professionnelles et les journalistes eux-mêmes peuvent également contribuer à l'amélioration de la sécurité physique des journalistes, notamment en prenant et en encourageant des mesures pratiques de prévention et d'autoprotection ;

Considérant que, aux fins de la présente recommandation, le terme «journaliste» doit être entendu comme couvrant tous les représentants des médias, à savoir toutes celles et ceux qui participent à la collecte, au traitement et à la diffusion de nouvelles et d'informations, y compris les opérateurs de prises de vues et les photographes, ainsi que le personnel de soutien tel que les chauffeurs et les interprètes,

Recommande que les gouvernements des Etats membres :

1. soient guidés, dans leurs actions et leurs politiques, par les principes de base concernant la protection des journalistes travaillant dans des situations de conflit et de tension contenus en annexe à la présente recommandation, et les appliquent sans distinction aux correspondants étrangers et aux journalistes locaux, et sans effectuer quelque discrimination que ce soit ;
2. diffusent largement cette recommandation et, en particulier, la portent à l'attention des médias, des journalistes et des organisations professionnelles, ainsi que des pouvoirs publics et de leurs représentants, tant civils que militaires.

Annexe à la Recommandation n° R(96)4

Principes de base concernant la protection des journalistes en situation de conflit et de tension

Chapitre A : Protection de la sécurité physique des journalistes

Principe 1

Prévention

1. Les médias, les journalistes et les organisations professionnelles peuvent prendre des mesures préventives importantes contribuant à la protection de la sécurité physique des

journalistes. Les mesures suivantes devraient être examinées en vue de pourvoir à une préparation adéquate des missions périlleuses dans des situations de conflit et de tension :

- a. fourniture d'informations pratiques et d'une formation à tous les journalistes, tant salariés qu'indépendants, avec l'assistance de journalistes expérimentés et des autorités ou organisations spécialisées compétentes en la matière, telles que la police ou les forces armées ;
 - b. large diffusion parmi la profession des «guides de survie» existants ;
 - c. large diffusion parmi la profession d'informations sur l'existence d'équipements de protection appropriés.
2. Si ces mesures relèvent d'abord et avant tout de la responsabilité des médias, des journalistes et des organisations professionnelles, les autorités ou organisations spécialisées compétentes des Etats membres devraient se montrer coopératives lorsqu'elles sont saisies de demandes de fourniture d'informations ou de formation.

Principe 2

Assurances

1. Les journalistes travaillant dans des situations de conflit et de tension devraient disposer d'une assurance adéquate couvrant les cas de maladie, de blessure, de rapatriement et de décès. Les médias ont la responsabilité de s'assurer que tel est le cas avant d'envoyer les journalistes qu'ils emploient en mission périlleuse. Les journalistes qui travaillent de manière indépendante devraient prendre leurs propres dispositions en matière d'assurance.
2. Les Etats membres et les médias devraient examiner les moyens de faire en sorte que la fourniture d'une assurance pour couvrir tout journaliste en partance pour une mission périlleuse constitue une clause normale dans les contrats individuels ou dans les conventions collectives.
3. Les médias et les organisations professionnelles dans les Etats membres devraient étudier la création d'un fonds de solidarité pour indemniser les journalistes ou leur famille au titre des dommages subis, en cas d'insuffisance ou d'absence d'assurance.

Principe 3

Réseaux d'alerte

1. Le réseau d'alerte géré par le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) s'est révélé d'un intérêt inestimable pour suivre la trace de journalistes portés disparus. D'autres organisations, telles que la Fédération internationale des journalistes (FIJ) et l'International Freedom of Expression Exchange (IFEX), gèrent des réseaux d'alerte qui se sont avérés efficaces pour attirer l'attention sur des cas d'attaques commises à l'encontre de la sécurité physique des journalistes et de leur libertés journalistiques. Les médias et leurs organisations professionnelles sont encouragés à prendre des mesures pour mieux faire connaître ces réseaux d'alerte au sein de la profession. Les Etats membres devraient soutenir ces initiatives.

2. Les journalistes opérant dans des situations de conflit et de tension devraient étudier l'intérêt de tenir les bureaux locaux du CICR informés, à titre confidentiel, de leurs déplacements, afin de renforcer l'efficacité du réseau d'alerte du CICR pour suivre la trace des journalistes et pour prendre des mesures pour améliorer leur sécurité.

Chapitre B : Droits et conditions de travail des journalistes travaillant dans des situations de conflit et de tension

Principe 4

Information, circulation et correspondance

Les Etats membres reconnaissent que les journalistes peuvent se prévaloir pleinement du libre exercice des droits de l'homme et des libertés fondamentales, tels qu'ils sont garantis par la Convention européenne des Droits de l'Homme (CEDH), ainsi que par les protocoles y afférents et les instruments internationaux auxquels ils sont parties, y compris en ce qui concerne les droits suivants :

- a.* le droit pour toute personne de rechercher, de communiquer et de recevoir des informations et des idées sans considération de frontière ;
- b.* le droit pour toute personne se trouvant régulièrement sur le territoire d'un Etat d'y circuler librement et d'y choisir librement sa résidence, ainsi que la liberté pour toute personne de quitter n'importe quel pays ;
- c.* le droit de toute personne au respect de sa correspondance sous ses différentes formes.

Principe 5

Confidentialité des sources

Compte tenu de l'importance de la confidentialité des sources utilisées par les journalistes dans des situations de conflit et de tension, les Etats membres doivent veiller à ce que cette confidentialité soit respectée.

Principe 6

Moyens de communication

Les Etats membres ne doivent pas restreindre l'utilisation par les journalistes de moyens de communication pour transmettre des informations, des opinions, des idées et des commentaires sur le plan international ou national. Ils ne doivent pas retarder ou s'ingérer d'une quelconque autre manière dans ces transmissions.

Principe 7

Limites aux restrictions

1. Aucune ingérence dans l'exercice des droits et libertés couverts par les principes 4 à 6 n'est permise, sauf si elle est prise conformément aux conditions posées par les dispositions pertinentes des instruments relatifs aux droits de l'homme, telles qu'interprétées par leurs organes de contrôle. Toute ingérence doit donc :

- être prévue par la loi et être formulée en termes clairs et précis ;
- poursuivre l'un des buts légitimes énoncés par les dispositions pertinentes des instruments relatifs aux droits de l'homme ; conformément à la jurisprudence de la Cour européenne des Droits de l'Homme, la protection de la sécurité nationale au sens de la CEDH, tout en constituant l'un de ces buts légitimes, ne peut être comprise ou utilisée comme blanc-seing pour restreindre les droits et libertés fondamentales ; et
- être nécessaire dans une société démocratique, c'est-à-dire correspondre à un besoin social impérieux, être fondée sur des raisons pertinentes et suffisantes, et être proportionnée au but légitime poursuivi.

2. En cas de guerre ou d'autre danger public menaçant la vie de la nation, dont l'existence est officiellement proclamée, des mesures dérogeant à l'obligation pour les Etats de garantir ces droits et libertés sont permises dans la stricte mesure où la situation l'exige, et à la condition qu'elles ne soient pas en contradiction avec les autres obligations découlant du droit international et qu'elles n'entraînent pas une discrimination fondée uniquement sur la race, la couleur, le sexe, la langue, la religion ou l'origine sociale.

3. Les Etats membres devraient éviter de prendre toute mesure restrictive à l'encontre des journalistes, par exemple le retrait d'une accréditation ou l'expulsion en raison de l'exercice de leurs activités professionnelles ou du contenu des reportages ou des informations diffusés par leur média.

Principe 8

Protection et assistance

1. Les Etats membres devraient donner des instructions à leurs services de police et à leurs forces armées en vue de fournir une protection et une assistance nécessaires et raisonnables aux journalistes lorsque ceux-ci en font la demande, et de les considérer comme des civils.

2. Les Etats membres ne doivent pas utiliser la protection des journalistes comme prétexte pour restreindre leurs droits.

Principe 9

Non-discrimination

Les Etats membres doivent veiller à ce que, dans leurs relations avec les journalistes, tant correspondants étrangers que journalistes locaux, les pouvoirs publics agissent de manière non discriminatoire et non arbitraire.

Principe 10

Accès au territoire d'un Etat

1. Les Etats membres devraient faciliter l'accès des journalistes au territoire de leur destination en leur délivrant sans délai des visas et d'autres documents nécessaires.
2. Les Etats membres devraient de la même façon faciliter l'importation et l'exportation des équipements professionnels.

Principe 11

Utilisation de systèmes d'accréditation

Des systèmes d'accréditation des journalistes ne devraient être introduits que dans la mesure où cela est nécessaire dans des situations particulières. Lorsque des systèmes d'accréditation sont en place, cette accréditation devrait normalement être donnée. Les Etats membres doivent veiller à ce que :

- a.* l'accréditation joue de manière à faciliter l'exercice du journalisme dans des situations de conflit et de tension ;
- b.* l'exercice du journalisme et des libertés journalistiques ne dépende pas d'une accréditation ;
- c.* l'accréditation ne soit pas utilisée dans le but de restreindre la circulation des journalistes ou leur accès à l'information ; dans la mesure où le refus de l'accréditation peut avoir pour effet de restreindre ces droits, de telles restrictions doivent être strictement conformes aux conditions mentionnées au principe 7 ci-dessus ;
- d.* l'octroi d'une accréditation ne soit pas soumis à des concessions, de la part des journalistes, qui limiteraient leurs droits et libertés au-delà de ce qui est prévu au principe 7 ci-dessus ;
- e.* toute décision de refuser une accréditation ayant pour effet de restreindre la liberté de circulation d'un journaliste ou son accès à l'information soit motivée.

Chapitre C : Investigation**Principe 12**

1. Dans des situations de conflit et de tension, les Etats membres doivent procéder à des investigations sur les cas d'attaques commises à l'encontre de la sécurité physique des journalistes dans le cadre de leur juridiction. Ils doivent accorder toute l'attention méritée aux rapports des journalistes, des médias et des organisations professionnelles qui attirent leur attention sur de telles attaques et, le cas échéant, prendre toute mesure de suivi appropriée.
2. Les Etats membres devraient utiliser tous les moyens appropriés pour assigner en justice les responsables de telles attaques, sans considération quant au fait qu'elles aient été planifiées, encouragées ou commises par des personnes appartenant à des organisations terroristes ou autres, par des individus travaillant pour le gouvernement ou d'autres autorités publiques, ou par des personnes agissant à titre individuel.
3. Les Etats membres doivent s'accorder l'assistance mutuelle nécessaire en matière criminelle, conformément aux instruments pertinents du Conseil de l'Europe et autres instruments européens et internationaux en vigueur.

CONSEIL DE L'EUROPE
COMITE DES MINISTRES

Recommandation n° R(96)10

du Comité des Ministres aux États membres
concernant la garantie de l'indépendance du service public de la radiodiffusion

*(adoptée par le Comité des Ministres le 11 septembre 1996,
lors de la 573e réunion des Délégués des Ministres)*

Le Comité des Ministres, en vertu de l'article 15.b du Statut du Conseil de l'Europe,

Considérant que le but du Conseil de l'Europe est de réaliser une union plus étroite entre ses membres afin de sauvegarder et de promouvoir les idéaux et les principes qui sont leur patrimoine commun ;

Rappelant que l'indépendance des médias, y compris ceux du secteur de la radiodiffusion, est essentielle au fonctionnement d'une société démocratique ;

Soulignant l'importance qu'il attache au respect de cette indépendance, en particulier de la part des gouvernements ;

Rappelant à cet égard les principes auxquels ont adhéré les Etats membres du Conseil de l'Europe dans le cadre de la Déclaration sur la liberté d'expression et d'information du 29 avril 1982, en particulier en ce qui concerne l'existence d'un large éventail de moyens de communication indépendants et autonomes, permettant de refléter la diversité des idées et des opinions ;

Réaffirmant la fonction vitale du service public de la radiodiffusion en tant que facteur essentiel d'une communication pluraliste accessible à tous, aux niveaux tant national que régional, à travers la fourniture d'un service de base généraliste comprenant des informations et des programmes éducatifs, culturels et de divertissement ;

Rappelant les engagements souscrits par les représentants des Etats ayant participé à la 4e Conférence ministérielle européenne sur la politique des communications de masse (Prague, 7-8 décembre 1994), dans le cadre de la Résolution n° 1 sur l'avenir du service public de la radiodiffusion, en particulier en ce qui concerne le respect de l'indépendance des organismes de radiodiffusion de service public ;

Notant la nécessité de développer plus avant les principes relatifs à l'indépendance du service public de la radiodiffusion énoncés dans la résolution de Prague, à la lumière des défis posés par les changements politiques, économiques et techniques en Europe ;

Considérant que, face à ces défis, l'indépendance du service public de la radiodiffusion devrait être expressément garantie au niveau national à travers un ensemble de règles couvrant tous les aspects de son fonctionnement ;

Soulignant l'importance qui s'attache au respect scrupuleux de telles règles de la part de toutes personnes ou autorités extérieures aux organismes de radiodiffusion de service public,

Recommande aux gouvernements des Etats membres :

- a. d'inclure dans leur législation nationale ou dans les textes régissant les organismes de radiodiffusion de service public des dispositions garantissant l'indépendance de ceux-ci, conformément aux lignes directrices figurant en annexe à cette recommandation ;
- b. de porter ces lignes directrices à la connaissance des autorités chargées de superviser les activités des organismes de radiodiffusion de service public, ainsi que des responsables et des agents de ces organismes.

Annexe à la Recommandation n° R(96)10

Lignes directrices concernant la garantie de l'indépendance du service public de la radiodiffusion

I. Dispositions générales

Le cadre juridique régissant les organismes de radiodiffusion de service public devrait clairement affirmer leur indépendance éditoriale et leur autonomie institutionnelle, en particulier dans des domaines tels que :

- la définition de la programmation ;
- la conception et la production des programmes ;
- l'édition et la présentation des programmes d'information et d'actualité ;
- l'organisation des activités du service ;
- le recrutement, l'emploi et la gestion du personnel utilisé dans le cadre du service ;
- l'achat, la location, la vente et l'emploi de biens ou de services ;
- la gestion des ressources financières ;
- la préparation et l'exécution du budget du service ;
- la négociation, la préparation et la signature des actes juridiques liés au fonctionnement du service ;
- la représentation du service en justice et avec les tiers.

Les dispositions relatives à la responsabilité et à la surveillance des organismes de radiodiffusion de service public et de leurs organes statutaires devraient être clairement définies par le cadre juridique régissant ces organismes.

Les activités de programmation des organismes de radiodiffusion de service public ne peuvent faire l'objet d'aucune forme de censure. Aucun contrôle *a priori* des activités des organismes de radiodiffusion de service public ne peut être exercé par des personnes ou des instances extérieures en dehors des cas exceptionnels prévus par la loi.

II. Organes de gestion des organismes de radiodiffusion de service public

1. Compétences

Le cadre juridique régissant les organismes de radiodiffusion de service public devrait stipuler que les organes de gestion de ces organismes sont seuls responsables du fonctionnement quotidien de l'organisme de radiodiffusion de service public dont ils relèvent.

2. Statut

Les règles régissant le statut des organes de gestion des organismes de radiodiffusion de service public, en particulier leur composition, devraient être définies de manière à éviter que ces organes puissent faire l'objet d'ingérences politiques ou autres.

Ces règles devraient stipuler, en particulier, que les membres des organes de gestion de ces organismes ou les personnes assumant de telles fonctions à titre individuel :

- exercent leurs fonctions dans le strict intérêt de l'organisme de radiodiffusion de service public qu'ils représentent et qu'ils gèrent ;
- ne peuvent, directement ou indirectement, exercer des fonctions, recevoir une rémunération ou détenir des intérêts dans des entreprises ou d'autres organismes du secteur des médias, ou de secteurs connexes, dans le cas où cela conduirait à un conflit d'intérêts avec les fonctions de gestion qu'ils exercent au sein de leur organisme de radiodiffusion de service public ;
- ne peuvent recevoir de mandat ni prendre d'instructions auprès de quelque personne ou instance autre que les organes ou personnes chargés de fonctions de surveillance de l'organisme de service public concerné, sauf cas exceptionnels prévus par la loi.

3. Responsabilités

Sous réserve de la mise en cause de leur responsabilité devant les tribunaux au titre de l'exercice de leurs fonctions dans les cas prévus par la loi, les organes de gestion des organismes de radiodiffusion de service public ou les personnes assumant de telles fonctions à titre individuel ne devraient être redevables de l'exercice de ces fonctions que devant les organes de surveillance de leur organisme de radiodiffusion de service public.

Toute décision prise par les organes de surveillance précités à l'encontre des membres des organes de gestion d'un organisme de radiodiffusion ou des personnes assumant de telles fonctions à titre individuel pour manquement aux devoirs et obligations qui leur incombent devrait être dûment motivée et devrait pouvoir faire l'objet d'un recours devant les tribunaux compétents.

III. Organes de surveillance des organismes de radiodiffusion de service public

1. Compétences

Le cadre juridique régissant les organismes de radiodiffusion de service public devrait définir de manière claire et précise les compétences des organes de surveillance de ces organismes.

Les organes de surveillance des organismes de radiodiffusion de service public ne devraient exercer aucun contrôle *a priori* sur les programmes de ces organismes.

2. Statut

Les règles régissant le statut des organes de surveillance des organismes de radiodiffusion de service public, en particulier leur composition, devraient être définies de manière à éviter que ceux-ci puissent faire l'objet d'ingérences politiques ou autres.

Ces règles devraient, en particulier, garantir que les membres des organes de surveillance de ces organismes :

- sont désignés de manière transparente et pluraliste ;
- représentent collectivement les intérêts de la société en général ;
- ne peuvent recevoir de mandat ni prendre d'instructions auprès de quelque personne ou instance autre que celle qui les a désignés, sauf cas exceptionnels prévus par la loi ;
- ne peuvent être révoqués, suspendus ou remplacés pendant la durée de leur mandat par une quelconque personne ou instance autre que celle qui les a désignés, sauf incapacité à exercer leurs fonctions ou empêchement dûment constaté par l'organe de contrôle au sein duquel ils siègent ;
- ne peuvent, directement ou indirectement, exercer des fonctions, recevoir une rémunération ou détenir des intérêts dans des entreprises ou d'autres organismes du secteur des médias, ou de secteurs connexes, dans le cas où cela conduirait à un conflit d'intérêts avec leurs fonctions au sein de l'organe de contrôle.

Les règles applicables à la rémunération des membres des organes de surveillance des organismes de radiodiffusion de service public devraient être définies de manière claire et transparente par les textes régissant ces organes.

IV. Personnel des organismes de radiodiffusion de service public

Le recrutement, l'avancement, la mutation, ainsi que les droits et obligations des agents des organismes de radiodiffusion de service public ne sauraient dépendre de leur origine, de leur sexe, de leurs opinions ou croyances politiques, philosophiques ou religieuses, ou de leur appartenance syndicale.

L'exercice de la liberté syndicale et du droit de grève devrait être assuré, sans discrimination, aux agents des organismes de radiodiffusion de service public, sous réserve des limitations prévues par la loi pour assurer la continuité du service public ou pour d'autres motifs légitimes.

Le cadre juridique régissant les organismes de radiodiffusion de service public devrait affirmer le principe selon lequel les agents de ces organismes ne peuvent prendre d'instructions auprès de personnes ou d'instances extérieures à l'organisme qui les emploie sans l'accord du ou des organes de gestion de cet organisme, sous réserve des compétences des organes de surveillance.

V. Financement des organismes de radiodiffusion de service public

Les règles régissant le financement des organismes de radiodiffusion de service public devraient être fondées sur le principe selon lequel les Etats membres s'engagent à maintenir et, si nécessaire, à établir un cadre de financement sûr, approprié et transparent garantissant aux organismes de radiodiffusion de service public les moyens nécessaires à l'exécution de leurs missions.

Dans le cas où le financement d'un organisme de radiodiffusion de service public est assuré en totalité ou en partie par une contribution régulière ou exceptionnelle du budget de l'Etat ou par la redevance, les principes suivants devraient s'appliquer :

- le pouvoir de décision détenu par des autorités extérieures à l'organisme de radiodiffusion de service public concerné en ce qui concerne le financement de cet organisme ne devrait pas être utilisé par ces autorités pour exercer, directement ou indirectement, une influence sur l'indépendance éditoriale et l'autonomie institutionnelle de cet organisme ;
- le montant de la contribution ou de la redevance devrait être fixé après consultation de l'organisme de service public concerné et en tenant compte de l'évolution des coûts de ses activités, de manière à permettre à cet organisme de remplir pleinement les différentes missions qui lui sont assignées ;
- le versement de la contribution ou de la redevance devrait être effectué de manière à garantir la continuité des activités de l'organisme de service public concerné et à permettre à celui-ci de planifier à long terme ses activités ;
- l'utilisation de la contribution ou de la redevance par l'organisme de service public concerné devrait obéir au principe d'indépendance et d'autonomie énoncé dans la ligne directrice n° 1 ;
- dans l'hypothèse où la contribution ou le produit de la redevance doit être réparti entre plusieurs organismes de radiodiffusion de service public, cette répartition devrait être effectuée de manière à répondre équitablement aux besoins de chaque organisme.

Les règles applicables au contrôle financier des organismes de radiodiffusion de service public ne devraient pas remettre en cause l'indépendance de ces organismes dans le domaine des programmes, tel qu'énoncée par la ligne directrice n° 1.

VI. Politique des programmes des organismes de radiodiffusion de service public

Le cadre juridique régissant les organismes de radiodiffusion de service public devrait affirmer le principe selon lequel ces organismes veillent à ce que les journaux télévisés présentent loyalement les faits et les événements, et favorisent la libre formation des opinions.

Les cas dans lesquels les organismes de radiodiffusion de service public peuvent être astreints à diffuser des messages, des déclarations ou des communications officiels, ou à rendre compte d'actes ou de décisions des pouvoirs publics, ou à accorder un temps d'antenne à ceux-ci devraient se limiter à des circonstances exceptionnelles et être expressément prévus par la voie législative ou réglementaire.

Ces annonces officielles devraient être clairement mentionnées comme telles lors de leur diffusion et devraient être effectuées sous la seule responsabilité de l'autorité qui les a ordonnées.

VII. Accès des organismes de radiodiffusion de service public aux nouvelles technologies de la communication

Les organismes de radiodiffusion de service public devraient pouvoir exploiter les nouvelles technologies de la communication et, lorsqu'ils y sont autorisés, développer de nouveaux services basés sur ces technologies, afin de remplir de manière indépendante leurs missions, telles que définies par la loi.

CONSEIL DE L'EUROPE
COMITÉ DES MINISTRES

Recommandation n° R(97)19

du Comité des Ministres aux États membres
sur la représentation de la violence dans les media électroniques

*(adoptée par le Comité des Ministres le 30 octobre 1997,
lors de la 607e réunion des Délégués des Ministres)*

Le Comité des Ministres, en vertu de l'article 15.b du Statut du Conseil de l'Europe,

Considérant que le but du Conseil de l'Europe est de réaliser une union plus étroite entre ses membres afin de sauvegarder et de promouvoir les idéaux et les principes qui sont leur patrimoine commun ;

Rappelant son attachement au droit fondamental à la liberté d'expression tel qu'il est garanti à l'article 10 de la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales, ainsi qu'aux principes de la libre circulation de l'information et des idées et de l'indépendance des opérateurs des media, exprimés notamment dans sa Déclaration sur la liberté d'expression et d'information du 29 avril 1982 ;

Ayant à l'esprit la dimension internationale de la représentation gratuite de la violence et les dispositions pertinentes de la Convention européenne sur la Télévision Transfrontière (1989) ;

Rappelant que, lors de la 4e Conférence ministérielle européenne sur la politique des communications de masse (Prague, 7-8 décembre 1994), les Ministres responsables de la politique des media ont adressé au Comité des Ministres du Conseil de l'Europe un Plan d'action stratégique pour la promotion des media dans une société démocratique, dans le cadre duquel ils ont demandé au Comité des Ministres de "*préparer, en consultation étroite avec les professionnels des media et les autorités de régulation, d'éventuelles lignes directrices sur la représentation de la violence dans les media*" ;

Rappelant que l'exercice de la liberté d'expression comporte des devoirs et des responsabilités que les professionnels des media doivent garder à l'esprit et qu'il peut être légitimement soumis à des restrictions visant à maintenir un équilibre entre l'exercice de cette liberté et le respect d'autres droits, libertés et intérêts fondamentaux protégés par la Convention européenne des Droits de l'Homme ;

Préoccupé par l'accroissement global de la représentation de la violence dans les media électroniques, ce qui en fait une question sociale importante ;

Rappelant que la violence ne peut pas être considérée comme un moyen acceptable pour résoudre des conflits de toutes sortes, y compris les conflits inter-personnels ;

Constatant néanmoins que la violence fait partie de la réalité quotidienne dans la société et que le droit du public à l'information couvre également le droit à être informé sur les diverses manifestations de violence ;

Constatant qu'il existe de nombreuses formes de représentation de la violence dans les media, qui correspondent à des contextes différents allant de l'information au divertissement et que, dans le deuxième cas surtout, la violence est parfois banalisée, voire glorifiée, en vue d'attirer un large public ;

Constatant également que, quel que soit le but invoqué, la violence est parfois représentée dans les media électroniques d'une manière gratuite, nullement justifiée par le contexte, atteignant des niveaux inhumains et dégradants inadmissibles ainsi qu'un volume excessif ;

Conscient des préjudices qui peuvent en découler pour l'épanouissement physique, psychique ou moral du public, en particulier du jeune public, tels que l'insensibilisation croissante à la souffrance, le sentiment d'insécurité et la méfiance ;

Notant que le phénomène de l'accroissement de la représentation de la violence n'est pas perçu comme un problème par tous les responsables des divers media électroniques ;

Estimant que les raisons économiques invoquées par certains responsables des media électroniques ne peuvent justifier la représentation gratuite de la violence ;

Convaincu du fait que les divers secteurs de la société doivent assumer les responsabilités qui leur incombent à l'égard de la représentation de la violence dans les media électroniques ;

Convaincu également du fait que l'ensemble des professionnels des media électroniques doivent assumer leurs responsabilités et qu'ils sont les mieux placés pour aborder la question de la représentation gratuite de la violence ; saluant les efforts déjà accomplis à cet égard par certains professionnels et certains secteurs,

Recommande aux gouvernements des Etats membres :

- a.* d'attirer l'attention des milieux professionnels du secteur des media électroniques, des instances de régulation de ce secteur, des milieux éducatifs et du public en général, sur le cadre politique général contenu dans les lignes directrices ci-après ;
- b.* de prendre des mesures concrètes pour leur application ;
- c.* d'assurer, par tous les moyens appropriés, que ces lignes directrices soient connues par les personnes et organismes concernés et susciter un débat général à ce sujet ;
- d.* de contrôler leur application effective dans leurs ordres juridiques internes.

Charge le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe de porter le contenu de la présente recommandation à la connaissance des gouvernements des Etats parties à la Convention culturelle européenne qui ne sont pas membres du Conseil de l'Europe.

Champ d'application

La présente recommandation concerne la représentation gratuite de la violence dans les divers media électroniques, aux niveaux national et transfrontière. Le caractère gratuit s'entend par référence aux paramètres figurant dans l'annexe à la présente recommandation.

Définitions

Aux fins de la présente recommandation :

- a. l'expression "*représentation gratuite de la violence*" désigne la diffusion de messages, de paroles et d'images dont soit le contenu soit la présentation violent a une prééminence qui n'est pas justifiée dans le contexte ;
- b. l'expression "*media électroniques*" désigne les services de programmes de radio et de télévision, ainsi que des prestations telles que la vidéo à la demande, Internet, la télévision interactive, etc., ou des produits tels que les jeux vidéo, les CD-ROM, etc., à l'exclusion de toute communication privée non accessible au public ;
- c. l'expression "*responsables du contenu*" désigne les personnes physiques ou morales responsables du contenu des messages, des paroles et des images mis à disposition du public par les différents media électroniques.

Lignes directrices

Ligne directrice n° 1 - Cadre général

L'article 10 de la Convention européenne des Droits de l'Homme tel qu'interprété par la jurisprudence de la Cour européenne des Droits de l'Homme doit constituer le cadre général pour aborder les questions concernant la représentation de la violence dans les media électroniques.

En principe, la liberté d'expression inclut également le droit de communiquer et de recevoir des informations et des idées qui constituent une représentation de la violence. Toutefois, certaines formes de représentation gratuite de la violence peuvent être légitimement soumises à des restrictions, compte tenu des devoirs et responsabilités que l'exercice de la liberté d'expression comporte, à condition que de telles ingérences dans la liberté d'expression soient prévues par la loi et nécessaires dans une société démocratique.

Plus concrètement, des mesures prises à l'encontre de la représentation gratuite de la violence dans les media électroniques peuvent légitimement viser à garantir le respect de la dignité humaine et la protection de groupes vulnérables tels que les enfants et les adolescents, l'exposition à une telle représentation pouvant porter préjudice à l'épanouissement physique, psychique ou moral de ces groupes.

Ligne directrice n° 2 - Responsabilités et moyens d'action des acteurs non-étatiques

Les responsables du contenu

Les Etats membres devraient reconnaître et tenir compte du fait qu'il incombe en premier lieu aux responsables du contenu d'assumer les devoirs et les responsabilités que l'exercice de la liberté d'expression comporte, ces opérateurs ayant la responsabilité première quant au contenu des messages, des paroles ou des images qu'ils transmettent. En particulier, ils ont des responsabilités lorsqu'ils décident de transmettre des messages, des paroles ou des images qui représentent la violence, compte tenu des préjudices qui peuvent en découler pour le public, en particulier pour le jeune public, ainsi que pour l'ensemble de la société. Ces responsabilités sont assumées par les professionnels des media de différentes manières en fonction de la nature de chaque media électronique ; par exemple :

- i. en s'assurant par des moyens appropriés que le public destinataire est suffisamment prévenu quant au caractère violent des messages, paroles ou images qu'ils mettront à disposition ;
- ii. en mettant en place des *codes de conduite sectoriels* qui spécifient les responsabilités concrètes qui incombent au secteur professionnel concerné ;
- iii. en mettant en place des *lignes directrices internes*, y compris des standards d'évaluation du contenu, dans les différentes entreprises des media électroniques ;
- iv. en mettant en place, aussi bien au niveau sectoriel qu'au sein des entreprises des media individuelles, des *instances appropriées de consultation et de contrôle* chargées de veiller à l'application effective des normes d'autorégulation ;
- v. en prenant en compte des normes d'autorégulation dans les *contrats* avec d'autres secteurs, tels que les producteurs audiovisuels, les fabricants de jeux vidéo, les agences de publicité, etc. ;
- vi. en procédant à des *contacts et échanges d'information réguliers* avec les autorités nationales de régulation ainsi qu'avec les instances d'autorégulation des autres pays.

Les divers secteurs de la société

Les Etats membres devraient reconnaître et tenir compte du fait que les divers secteurs de la société ont des responsabilités dans les domaines de compétence qui leur sont propres. Ils peuvent les assumer de différentes manières, par exemple en s'adressant aux responsables du contenu par le biais notamment de campagnes de sensibilisation ; en promouvant et en dispensant l'éducation aux media, la promotion et la réalisation de recherches sur la représentation de la violence, etc.

En ce qui concerne l'accès et l'utilisation des media électroniques par les enfants et les adolescents au foyer et à l'école, ainsi que leur compréhension des messages, paroles et images violents véhiculés par ces media, une responsabilité particulière incombe aux parents et aux enseignants. Ils peuvent l'assumer de différentes manières, par exemple :

- i. en développant et en préservant une attitude critique à l'égard de la représentation gratuite de la violence ;
- ii. en utilisant de manière consciente et sélective les media électroniques et en exigeant des produits et des services de qualité ;
- iii. en stimulant les enfants et les adolescents à développer une attitude critique, par le biais par exemple de l'éducation aux media au sein de la famille et à l'école ;
- iv. en examinant les moyens de restreindre l'accès des enfants et des adolescents à la représentation de la violence dans les media électroniques, lorsque celle-ci est susceptible de porter préjudice à l'épanouissement physique, psychique ou moral de ces derniers.

Ligne directrice n° 3 - Responsabilités et moyens d'action des Etats membres

Les Etats membres ont une responsabilité générale en ce qui concerne notamment le bien-être de leur population, la protection des droits de l'homme et le maintien du respect de la dignité humaine. S'agissant de la représentation gratuite de la violence dans les media électroniques, les Etats membres n'ont cependant qu'une responsabilité subsidiaire, la responsabilité principale incombant aux responsables du contenu.

Politique nationale en matière de media

Les Etats membres devraient adopter une approche globale qui, au-delà des seuls responsables du contenu, s'adresserait à l'ensemble des secteurs professionnels et sociaux concernés. Cette approche devrait viser le cas échéant à :

- i. favoriser la mise en place d'*autorités de régulation indépendantes* pour les différents media électroniques. Ces autorités devraient disposer de compétences et de moyens appropriés pour réguler au niveau national la représentation de la violence ;
- ii. permettre aux utilisateurs des media électroniques, nationaux et étrangers, se plaignant du contenu violent de certains services ou produits, de porter plainte devant l'autorité de régulation ou devant une autre instance nationale compétente ;
- iii. inscrire dans les *cahiers des charges* des radiodiffuseurs des obligations en matière de représentation de la violence, assorties de mesures de dissuasion sur le plan administratif, telles que le non-renouvellement de la licence si les obligations ne sont pas respectées ;
- iv. mettre en place des *méthodes pour faciliter le partage des responsabilités* entre les *responsables du contenu* et le public (avertissements, "watershed", etc.) ;
- v. sensibiliser les professionnels des media électroniques aux problèmes liés à la représentation gratuite de la violence et aux soucis du public à cet égard ;
- vi. promouvoir la recherche sur la représentation de la violence dans les media électroniques, en particulier sur les tendances qui se dégagent dans les divers media, ainsi que des études sur les effets de cette représentation sur le public.

Coopération internationale

Outre les obligations découlant de leurs engagements internationaux et en plus de leurs activités au sein du Conseil de l'Europe, les Etats membres devraient coopérer sur le plan bilatéral et multilatéral, ainsi que dans le cadre des organisations internationales compétentes, en vue de développer des politiques pour traiter, notamment, les problèmes relatifs à la dimension internationale de la représentation gratuite de la violence dans les media électroniques.

A cet égard, ils devraient faciliter les échanges d'information et la coopération entre les autorités de régulation compétentes, en particulier pour traiter de la classification des contenus et des éventuelles plaintes provenant de l'étranger.

Mesures juridiques

Lorsque des responsables du contenu se livrent à des représentations gratuites de la violence gravement offensantes pour la dignité humaine ou qui, par leurs caractéristiques inhumaines ou dégradantes, portent préjudice à l'épanouissement physique, psychique ou moral du public, en particulier du jeune public, les Etats membres devraient appliquer effectivement les sanctions civiles, pénales ou administratives pertinentes.

Les Etats membres qui ne sont pas encore Parties à la Convention européenne sur la Télévision Transfrontière (1989) sont invités à adhérer à cet instrument. Tous les Etats Parties à la Convention devraient veiller à sa mise en oeuvre effective, en particulier en ce qui concerne les dispositions relatives à la représentation de la violence, et en évaluer régulièrement l'efficacité. De même, les Etats membres sont invités à donner des suites appropriées à la Recommandation n° R (89) 7 du Comité des Ministres sur des principes relatifs à la distribution de vidéogrammes à contenu violent, brutal ou pornographique.

Promotion de programmes, services et produits non-violents de qualité

Dans le cadre notamment des divers programmes nationaux et européens d'aide à la production et à la distribution d'oeuvres audiovisuelles, et en coopération étroite avec les instances européennes et les cercles professionnels concernés, les Etats membres devraient promouvoir le principe de programmes, services et produits non-violents de qualité, reflétant en particulier la variété et la richesse culturelles des pays européens.

Ligne directrice n° 4 - Responsabilité partagée en matière d'éducation aux media électroniques

Les Etats devraient envisager l'éducation aux media électroniques comme une responsabilité partagée entre eux-mêmes, les responsables du contenu et les divers secteurs de la société. Cette éducation constitue un moyen particulièrement approprié pour aider le public, en particulier le jeune public, à développer une attitude critique à l'égard des diverses représentations de la violence dans ces media, et à exercer des choix raisonnés.

Annexe à la Recommandation n° R (97) 19

**Paramètres à garder à l'esprit pour déterminer le caractère justifié/injustifié
de la représentation de la violence dans les media électroniques**

Pour l'examen des cas précis de représentation de la violence dans les media électroniques, des perceptions différentes sur le caractère justifié/injustifié de cette représentation peuvent apparaître. La diversité d'approches dépend notamment des différentes responsabilités des personnes ou institutions qui examinent le cas (radiodiffuseurs, parents, annonceurs, instances d'autorégulation, autorités de régulation, tribunaux, etc.). Cette diversité se manifestera aussi à l'heure d'appliquer les éléments figurant dans le tableau ci-après.

Sans prétendre à l'exhaustivité, ce tableau réunit quelques éléments (par exemple, le type de programme - un documentaire/une émission pour enfants - l'heure de programmation, l'accès libre ou sous condition, etc.) qui devraient être gardés à l'esprit pour déterminer si, dans un cas précis, la représentation de la violence dans les media électroniques est justifiée par le contexte. Ainsi, la représentation de scènes réelles d'un massacre pourrait se justifier dans le cadre d'une émission télévisée d'information, mais non dans le cadre d'un jeu vidéo interactif, etc.

1. Le public et l'accès aux médias électroniques	2. Les types de programmes	3. Les actes violents représentés
<p>Télévision</p> <p>accès libre (TV en clair)</p> <p>accès payant (cryptée)</p> <p>accès "professionnel" (medical pay-TV)</p> <p>télévision interactive (utilisant par exemple des jeux vidéo, des CD-ROM ou Internet)</p> <p>heure de programmation (heure</p> <ul style="list-style-type: none"> - des enfants / programmation <i>prime-time</i> / programmation - après "<i>ligne de démarcation horaire</i>"-<i>watershed</i>) <p>Autres</p> <p>Internet</p> <p>vidéo</p> <ul style="list-style-type: none"> - accès libre - accès conditionné (vidéo X) 	<p>Programmes de télévision</p> <p>journaux télévisés</p> <p>actualités</p> <p>documentaires, programmes scientifiques</p> <p>reality shows</p> <p>variétés, musiques, vidéo-clips</p> <p>divertissement (jeux, concours)</p> <p>sportifs</p> <p>religieux</p> <p>pour enfants</p> <p>fictions (films cinéma, téléfilms, etc.)</p> <p>publicité, télé-achat</p> <p>bandes-annonces</p> <p>Programmes de radio</p> <p>informations</p> <p>actualités</p> <p>variétés, musique</p> <p>sportifs</p> <p>religieux</p>	<p>violence physique</p> <p>violence sexuelle</p> <p>violence psychologique</p> <p>violence verbale</p> <p>violence suggérée</p> <p>menaces</p> <p>acte en soi (ex. : agression physique)</p> <p>Résultat seulement (ex : blessure ou mort, dégât matériel)</p> <p>acte et résultat</p>

	jeunesse publicité Autres vidéocassettes, bandes-annonces jeux vidéo multimedia	
--	---	--

4. Contexte de représentation de l'acte violent	5. Formes de représentation de la violence
information éducation sensibilisation (causes humanitaires) expression artistique divertissement critique sociale, ironie, humour attraction du public/racolage non intentionnel	réaliste naturaliste hédoniste esthétique agressive images brutes images et commentaires/jugements de valeur positive/négative (acte de violence commis par le héros/l'anti-héros)

CONSEIL DE L'EUROPE
COMITÉ DES MINISTRES

Recommandation n° R(97)20

du Comité des Ministres aux États membres
sur le "discours de haine"

*(adoptée par le Comité des Ministres le 30 octobre 1997,
lors de la 607e réunion des Délégués des Ministres)*

Le Comité des Ministres, en vertu de l'article 15.b du Statut du Conseil de l'Europe,

Considérant que le but du Conseil de l'Europe est de réaliser une union plus étroite entre ses membres afin notamment de sauvegarder et de promouvoir les idéaux et les principes qui sont leur patrimoine commun ;

Rappelant la Déclaration des chefs d'Etat et de gouvernement des Etats membres du Conseil de l'Europe, adoptée le 9 octobre 1993 à Vienne ;

Rappelant que la Déclaration de Vienne a sonné l'alarme sur la résurgence actuelle du racisme, de la xénophobie et de l'antisémitisme, ainsi que sur le développement d'un climat d'intolérance ; rappelant également que cette déclaration contient un engagement pour agir contre toutes les idéologies, les politiques et les pratiques incitant à la haine raciale, à la violence et à la discrimination, ainsi que contre tout acte ou langage de nature à renforcer les craintes et les tensions entre groupes d'appartenances raciale, ethnique, nationale, religieuse ou sociale différentes ;

Réaffirmant son profond attachement à la liberté d'expression et d'information, tel qu'exprimé dans la Déclaration sur la liberté d'expression et d'information du 29 avril 1982 ;

Condamnant, dans le prolongement de la Déclaration de Vienne et de la Déclaration sur les médias dans une société démocratique, adoptée à la 4e Conférence ministérielle européenne sur la politique des communications de masse (Prague, 7-8 décembre 1994), toutes les formes d'expression qui incitent à la haine raciale, à la xénophobie, à l'antisémitisme et à toutes formes d'intolérance, car elles minent la sécurité démocratique, la cohésion culturelle et le pluralisme ;

Notant que ces formes d'expression peuvent avoir un impact plus grand et plus dommageable lorsqu'elles sont diffusées à travers les médias ;

Considérant que la nécessité de combattre ces formes d'expression est encore plus urgente dans des situations de tension et pendant les guerres et d'autres formes de conflits armés ;

Estimant qu'il est nécessaire de donner des lignes directrices aux gouvernements et aux Etats membres sur la manière de traiter ces formes d'expression, tout en reconnaissant que la plupart des médias ne peuvent pas être blâmés pour de telles formes d'expression ;

Ayant à l'esprit l'article 7, paragraphe 1, de la Convention européenne sur la télévision transfrontière, ainsi que la jurisprudence des organes de la Convention européenne des Droits de l'Homme relative aux articles 10 et 17 de cette dernière convention ;

Vu la Convention des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale et la Résolution (68) 30 du Comité des Ministres sur les mesures à prendre contre l'incitation à la haine raciale, nationale et religieuse ;

Constatant que tous les Etats membres n'ont pas signé, ratifié et mis en oeuvre cette convention dans le cadre de leur législation nationale ;

Conscient de la nécessité de trouver un équilibre entre la lutte contre le racisme et l'intolérance et la nécessité de protéger la liberté d'expression, afin d'éviter le risque de saper la démocratie au motif de la défendre ;

Conscient également de la nécessité de respecter pleinement l'indépendance et l'autonomie éditoriales des médias ;

Recommande aux gouvernements des Etats membres de :

1. entreprendre des actions appropriées visant à combattre le discours de haine sur la base des principes énoncés en annexe à la présente recommandation ;
2. s'assurer que de telles actions s'inscrivent dans le cadre d'une approche globale qui s'attaquerait aux causes profondes - sociales, économiques, politiques, culturelles et autres - de ce phénomène ;
3. si cela n'a pas déjà été fait, procéder à la signature, la ratification et la mise en oeuvre effective dans le droit interne de la Convention des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, conformément à la Résolution (68) 30 du Comité des Ministres sur les mesures à prendre contre l'incitation à la haine raciale, nationale et religieuse ;
4. examiner leurs législations et pratiques internes, afin de s'assurer de leur conformité aux principes figurant en annexe à la présente recommandation.

Annexe à la Recommandation n° R (97) 20

Champ d'application

Les principes énoncés ci-après s'appliquent au discours de haine, en particulier à celui diffusé à travers les médias.

Aux fins de l'application de ces principes, le terme "discours de haine" doit être compris comme couvrant toutes formes d'expression qui propagent, incitent à, promeuvent ou justifient la haine raciale, la xénophobie, l'antisémitisme ou d'autres formes de haine fondées sur l'intolérance, y compris l'intolérance qui s'exprime sous forme de nationalisme agressif et d'ethnocentrisme, de discrimination et d'hostilité à l'encontre des minorités, des immigrants et des personnes issues de l'immigration.

Principe 1

Une responsabilité particulière incombe aux gouvernements des Etats membres, aux autorités et institutions publiques aux niveaux national, régional et local, ainsi qu'aux fonctionnaires, qui devraient s'abstenir d'effectuer des déclarations, en particulier à travers les médias, pouvant raisonnablement être prises pour un discours de haine ou comme un discours pouvant faire l'effet d'accréditer, de propager ou de promouvoir la haine raciale, la xénophobie, l'antisémitisme ou d'autres formes de discrimination ou de haine fondées sur l'intolérance. Ces expressions doivent être prohibées et condamnées publiquement en toute occasion.

Principe 2

Les gouvernements des Etats membres devraient établir ou maintenir un cadre juridique complet et adéquat, composé de dispositions civiles, pénales et administratives portant sur le discours de haine. Ce cadre devrait permettre aux autorités administratives et judiciaires de concilier dans chaque cas le respect de la liberté d'expression avec le respect de la dignité humaine et la protection de la réputation ou des droits d'autrui.

A cette fin, les gouvernements des Etats membres devraient étudier les moyens :

- d'encourager et de coordonner des recherches sur l'efficacité des législations et des pratiques juridiques existantes ;
- de réexaminer le cadre juridique existant afin d'assurer son adéquation aux divers nouveaux médias, services et réseaux de communications ;
- de développer une politique coordonnée d'action du Ministère public fondée sur des lignes directrices nationales respectueuses des principes établis dans la présente recommandation ;
- d'ajouter à l'éventail des sanctions pénales des mesures alternatives consistant à réaliser des services d'intérêt collectif ;
- de renforcer les possibilités de combattre le discours de haine par le biais du droit civil, par exemple en donnant aux organisations non gouvernementales intéressées la possibilité d'entamer des procédures civiles, en octroyant des dommages-intérêts aux victimes du discours de haine, et en prévoyant la possibilité pour les tribunaux de prendre des décisions permettant aux victimes d'exercer un droit de réponse ou d'ordonner une rétractation ;
- d'informer le public et les responsables des médias sur les dispositions juridiques applicables au discours de haine.

Principe 3

Les gouvernements des Etats membres devraient veiller à ce que, dans le cadre juridique mentionné au principe 2, toute ingérence des autorités publiques dans la liberté d'expression soit étroitement limitée et appliquée de façon non arbitraire conformément au droit, sur la base de critères objectifs. En outre, conformément au principe fondamental de l'Etat de droit, toute limitation ou ingérence dans la liberté d'expression doit faire l'objet d'un contrôle judiciaire indépendant. Cette exigence est particulièrement importante dans des cas où la

liberté d'expression doit être conciliée avec le respect de la dignité humaine et la protection de la réputation ou des droits d'autrui.

Principe 4

Le droit et la pratique internes devraient permettre aux tribunaux de tenir compte du fait que des expressions concrètes de discours de haine peuvent être tellement insultantes pour des individus ou des groupes qu'elles ne bénéficient pas du degré de protection que l'article 10 de la Convention européenne des Droits de l'Homme accorde aux autres formes d'expression. Tel est le cas lorsque le discours de haine vise à la destruction des autres droits et libertés protégés par la Convention, ou à des limitations plus amples que celles prévues dans cet instrument.

Principe 5

Le droit et la pratique internes devraient permettre que, dans les limites de leurs compétences, les représentants du Ministère public ou d'autres autorités ayant des compétences similaires examinent particulièrement les cas relatifs au discours de haine. A cet égard, ils devraient notamment examiner soigneusement le droit à la liberté d'expression du prévenu, dans la mesure où l'imposition de sanctions pénales constitue généralement une ingérence sérieuse dans cette liberté. En fixant des sanctions à l'égard des personnes condamnées pour des délits relatifs au discours de haine, les autorités judiciaires compétentes devraient respecter strictement le principe de proportionnalité.

Principe 6

Le droit et la pratique internes dans le domaine du discours de haine devraient tenir dûment compte du rôle que les médias jouent pour communiquer des informations et des idées exposant, analysant et expliquant les exemples concrets de discours de haine et le phénomène général qui sous-tend ce discours, ainsi que le droit du public à recevoir ces informations et idées.

A cette fin, le droit et la pratique internes devraient établir une claire distinction entre, d'une part, la responsabilité de l'auteur des expressions de discours de haine et, d'autre part, la responsabilité éventuelle des médias et des professionnels des médias qui contribuent à leur diffusion dans le cadre de leur mission de communiquer des informations et des idées sur des questions d'intérêt public.

Principe 7

Dans le prolongement du principe 6, le droit et la pratique internes devraient tenir compte du fait que :

- les informations relatives au racisme, à la xénophobie, à l'antisémitisme et aux autres formes d'intolérance sont pleinement protégées par l'article 10, paragraphe 1, de la Convention européenne des Droits de l'Homme et ne peuvent faire l'objet d'ingérence que dans le respect des conditions établies au paragraphe 2 du même article ;
- les règles et les critères utilisés par les autorités nationales pour évaluer la nécessité de limiter la liberté d'expression doivent être conformes aux principes contenus à l'article 10, tel

qu'interprété par la jurisprudence des organes de la Convention. Elles doivent tenir compte en particulier de la forme, du contenu, du contexte et du but des informations ;

- le respect des libertés journalistiques implique que les tribunaux et les autorités publiques s'abstiennent d'imposer leurs points de vue aux médias quant aux types de techniques d'information que les journalistes doivent adopter.

CONSEIL DE L'EUROPE
COMITÉ DES MINISTRES

Recommandation n° R (97)21

du Comité des Ministres aux États membres
sur les médias et la promotion d'une culture de tolérance

*(adoptée par le Comité des Ministres le 30 octobre 1997,
lors de la 607e réunion des Délégués des Ministres)*

Le Comité des Ministres, en vertu de l'article 15.b du Statut du Conseil de l'Europe,

Considérant que le but du Conseil de l'Europe est de réaliser une union plus étroite entre ses membres afin de sauvegarder et de promouvoir les idéaux et les principes qui sont leur patrimoine commun, et de favoriser leur progrès économique et social ;

Soulignant son engagement de garantir l'égalité de dignité de chaque individu ainsi que la jouissance des droits et libertés sans aucune distinction fondée notamment sur le sexe, la race, la couleur, la langue, la religion, les opinions politiques ou toutes autres opinions, l'origine nationale ou sociale, l'appartenance à une minorité nationale, la fortune, la naissance ou toute autre situation ;

Rappelant que les chefs d'Etat et de gouvernement des Etats membres du Conseil de l'Europe, lors de la Conférence du Sommet de Vienne (octobre 1993), se sont déclarés persuadés que le principe de tolérance est la garantie du maintien en Europe d'une société ouverte et respectueuse de la diversité culturelle ;

Résolus à intensifier, sur la base du Plan d'Action adopté lors de la Conférence du Sommet de Vienne, leurs actions contre l'intolérance ;

Saluant les initiatives prises par les organisations internationales, les gouvernements et les différents secteurs de la société pour promouvoir une culture de tolérance, en particulier celles prises par les professionnels des médias, et notant que ces derniers sont particulièrement bien placés pour promouvoir de telles initiatives et veiller à leur acceptation générale dans tous les secteurs des médias ;

Notant que les médias peuvent apporter une contribution positive à la lutte contre l'intolérance, en particulier lorsqu'ils promeuvent une culture de compréhension entre les différents groupes ethniques, culturels et religieux existant dans la société ;

Soulignant, conformément à l'article 10 de la Convention européenne des Droits de l'Homme, l'indépendance et l'autonomie des professionnels et des organisations des médias, ainsi que la nécessité d'éviter des mesures qui interféreraient avec ces principes ;

Considérant que les professionnels des médias pourraient utilement être invités à poursuivre la réflexion sur le problème de l'intolérance dans les sociétés de plus en plus pluriethniques et

multiculturelles des Etats membres, ainsi que sur les mesures qu'ils pourraient prendre pour favoriser la tolérance et la compréhension ;

Estimant que ces mesures pourraient être mises en oeuvre à plusieurs niveaux, y compris dans le cadre des écoles de journalisme et des organismes des médias, ainsi que lors de l'exercice des professions des médias ;

Estimant également que le succès de ces mesures dépend largement du degré d'implication des différentes catégories de professionnels des secteurs des médias, en particulier les propriétaires des médias, leurs gestionnaires, les éditeurs, les auteurs, les réalisateurs des programmes, les journalistes et les annonceurs ;

Vu la Recommandation 1277 (1995) de l'Assemblée parlementaire relative aux migrants, aux minorités ethniques et aux médias ;

Recommande aux gouvernements des Etats membres :

1. de sensibiliser aux voies d'action énoncées en annexe à la présente recommandation les catégories de destinataires suivantes :

- les entreprises des secteurs de la presse écrite, de la radio et de la télévision, ainsi que des nouveaux services de communications et de la publicité ;
- les instances représentatives des professionnels des médias dans ces secteurs ;
- les organismes de régulation et d'autorégulation de ces secteurs ;
- les écoles de journalisme et les instituts de formation aux médias.

2. d'examiner dans un esprit positif toutes demandes de soutien à des initiatives visant à atteindre les objectifs de cette recommandation.

Annexe à la Recommandation n° R (97) 21

Champ d'application

Les voies d'action énoncées ci-après visent à mettre en exergue une série non exhaustive d'exemples de pratiques professionnelles contribuant à la promotion d'une culture de tolérance qui méritent d'être appliqués d'une manière plus générale dans les divers secteurs des médias susmentionnés.

Pratiques professionnelles contribuant à la promotion d'une culture de tolérance

1. Formation

Formation initiale

Si tel n'est pas déjà le cas, les écoles de journalisme et les instituts de formation aux médias pourraient utilement introduire des cours spécialisés dans leurs programmes en vue de développer une approche professionnelle attentive :

- à l'implication des médias dans une société pluriethnique et multiculturelle ;

- à la contribution éventuelle des médias à une meilleure compréhension entre les différentes communautés ethniques, culturelles et religieuses.

Formation continue

Les entreprises des médias pourraient utilement fournir à leurs diverses catégories de professionnels une formation interne ou la possibilité de recevoir une formation externe sur les normes professionnelles en matière de tolérance et d'intolérance.

2. Entreprises du secteur des médias

Le problème de l'intolérance appelle une réflexion tant de la part du public qu'au sein des entreprises des médias. L'expérience des cercles professionnels des médias a montré que ces entreprises pourraient utilement mener une réflexion sur les aspects suivants :

- la présentation factuelle et précise des actes de racisme et d'intolérance ;
- la présentation avec tact des situations de tension entre communautés ;
- le fait d'éviter, dans les publications et les services de programmes, une présentation stéréotypée péjorative des membres des communautés culturelles, ethniques ou religieuses ;
- la présentation du comportement d'un individu sans le lier à son appartenance à de telles communautés, quand cette appartenance est indifférente à l'information ;
- la présentation des communautés culturelles, ethniques ou religieuses d'une manière équilibrée et objective qui reflète également les perspectives et les orientations de ces communautés ;
- la sensibilisation de l'opinion publique contre les méfaits de l'intolérance ;
- le développement dans la société d'une meilleure connaissance et d'une plus grande estime des différences ;
- le fait de démasquer les idées qui sous-tendent des expressions d'intolérance proférées par des orateurs au cours d'interviews, de reportages, de débats télévisés, etc. ;
- l'examen de l'incidence que les sources d'information peuvent avoir sur les reportages ;
- la diversité du personnel des entreprises des médias et la mesure dans laquelle cette diversité correspond au caractère pluriethnique et multiculturel de leurs lecteurs, auditeurs et téléspectateurs.

3. Instances représentatives des professionnels des médias

Des instances représentatives des diverses catégories de professionnels des médias pourraient utilement entreprendre des programmes d'action ou des initiatives pratiques en faveur de la promotion d'une culture de tolérance.

4. Codes de conduite

Ces initiatives et actions pourraient aller de pair avec les codes de conduite professionnels élaborés dans différents secteurs des médias, qui abordent le problème de la discrimination et de l'intolérance en encourageant les professionnels de leur secteur à contribuer positivement au développement de la tolérance et de la compréhension mutuelles entre les différents groupes religieux, ethniques et culturels dans la société.

5. Radiodiffusion

Au-delà de l'engagement particulier des radio-télédiffuseurs du service public en ce qui concerne la promotion d'une culture de tolérance et de compréhension, les médias radiodiffusés dans leur ensemble constituent une force puissante pour créer une atmosphère propice au rejet de l'intolérance. Ils pourraient s'inspirer des radiodiffuseurs qui, par exemple :

- réservent une place appropriée à des services de programmes, y compris aux heures de grande écoute, susceptibles de promouvoir l'intégration de tous les individus, groupes et communautés, ainsi que des espaces d'antenne proportionnés à l'expression des diverses communautés ethniques, religieuses et autres ;
- développent une approche multiculturelle du contenu des programmes, afin d'éviter que ces programmes présentent la société sous un angle monoculturel et monolingue ;
- promeuvent une approche multiculturelle des programmes s'adressant spécifiquement aux enfants et aux jeunes, afin de leur permettre d'acquérir la conviction que les différences culturelles, religieuses et ethniques constituent un élément naturel et positif de la société ;
- développent des mécanismes d'échanges, au niveau régional, national ou européen, de programmes ayant fait leurs preuves pour mobiliser l'opinion publique contre les méfaits de l'intolérance ou pour contribuer à la promotion de bons rapports intercommunautaires dans une société pluriethnique et multiculturelle.

6. Publicité

Si le caractère pluriethnique et multiculturel de la société de consommation se reflète déjà dans certaines publicités commerciales et si certains annonceurs s'efforcent d'élaborer leurs publicités de manière à donner une image positive de la diversité culturelle, religieuse et ethnique, des pratiques telles que celles présentées ci-après pourraient être développées par les milieux professionnels concernés.

Dans certains pays, des codes de conduite ont été élaborés dans le secteur de la publicité, qui interdisent toute discrimination fondée sur la race, la couleur, l'origine nationale, etc.

De même, il y a des entreprises des médias qui refusent des messages publicitaires véhiculant une image négative des différences culturelles, religieuses ou ethniques, par exemple lorsqu'ils renforcent les stéréotypes.

Certains organismes publics ou privés s'engagent dans la préparation des publicités spécifiques pour promouvoir la tolérance. Les entreprises des médias pourraient être invitées à coopérer activement à la diffusion de ces publicités.

CONSEIL DE L'EUROPE
COMITÉ DES MINISTRES

Recommandation n° R(99)1

du Comité des Ministres aux États membres
sur des mesures visant à promouvoir le pluralisme des médias

*(adoptée par le Comité des Ministres le 19 janvier 1999,
lors de la 656e réunion des Délégués des Ministres)*

Le Comité des Ministres en vertu de l'article 15.b du Statut du Conseil de l'Europe,

Soulignant l'importance qui s'attache à ce que les individus aient accès à un contenu des médias pluraliste, en particulier dans le domaine de l'information ;

Soulignant également que les médias et en particulier le secteur de la radiodiffusion de service public, devraient permettre aux différents groupes et intérêts qui existent dans la société - y compris les minorités linguistiques, sociales, économiques, culturelles ou politiques - de s'exprimer ;

Notant que l'existence d'une multiplicité de médias autonomes et indépendants aux niveaux national, régional et local promeut généralement le pluralisme et la démocratie ;

Rappelant que la diversité politique et culturelle des types et des contenus des médias est essentielle pour le pluralisme des médias ;

Soulignant que les Etats devraient promouvoir le pluralisme politique et culturel en développant leur politique dans le domaine des médias conformément à l'article 10 de la Convention européenne des Droits de l'Homme, qui garantit la liberté d'expression et d'information, et en respectant dûment le principe d'indépendance des médias ;

Reconnaissant qu'un effort de tous les Etats membres et, le cas échéant, au niveau européen, est souhaitable pour promouvoir le pluralisme des médias ;

Constatant en même temps qu'une lacune potentielle des cadres de régulation existant en matière de propriété des médias en Europe est leur tendance à se concentrer exclusivement sur les médias traditionnels ;

Notant qu'il existe déjà des cas de goulots d'étranglement dans le secteur des nouveaux services de communication, comme le contrôle de systèmes d'accès conditionnel aux services de télévision numériques ;

Notant également que la création de positions dominantes et le développement des concentrations des médias pourraient s'accroître avec la convergence technique entre les secteurs de la radiodiffusion, des télécommunications et de l'informatique ;

Conscient qu'une surveillance active du développement des nouvelles plates-formes de diffusion comme Internet et des nouveaux services est nécessaire pour évaluer l'impact que les nouvelles stratégies commerciales dans ce domaine pourraient avoir sur le pluralisme ;

Convaincu que la transparence concernant le contrôle des entreprises du secteur des médias, y compris des fournisseurs de contenus et de services des nouveaux services de communication, peut contribuer à l'existence d'un paysage des médias pluraliste ;

Rappelant l'importance de l'indépendance éditoriale des rédactions ;

Notant que s'il est nécessaire que les entreprises européennes du secteur des médias se développent, il importe également de tenir compte de leur impact sur les valeurs culturelles et sociales ;

Rappelant les orientations déjà données dans le passé par le Conseil de l'Europe aux Etats membres en vue de garantir le pluralisme des médias, en particulier les principes figurant dans les déclarations et les résolutions adoptées lors des 3e, 4e et 5e Conférences ministérielles européennes sur la politique des communications de masse (Chypre, octobre 1991, Prague, décembre 1994 et Thessalonique, décembre 1997), ainsi que dans la Recommandation n° R (94) 13 du Comité des Ministres sur des mesures visant à promouvoir la transparence des médias ;

Rappelant également les dispositions sur le pluralisme des médias contenues dans le Protocole d'amendement à la Convention européenne sur la télévision transfrontière ;

Gardant à l'esprit les travaux menés dans le cadre de l'Union européenne et d'autres organisations internationales dans le domaine des concentrations des médias et du pluralisme,

Recommande que les gouvernements des Etats membres :

- i. examinent les mesures contenues en annexe à cette recommandation et étudient leur inclusion dans leur droit et leur pratique internes, si besoin est, en vue de promouvoir le pluralisme des médias ;
- ii. évaluent de manière régulière l'efficacité de leurs mesures visant à promouvoir le pluralisme et/ou de leurs mécanismes anticoncentration existants, et examinent la nécessité éventuelle de les réviser à la lumière des développements économiques et technologiques dans le secteur des médias.

Annexe à la Recommandation N° R(99)1

I. Régulation de la propriété : radiodiffusion et presse

Les Etats devraient examiner l'introduction d'une législation visant à prévenir ou contrecarrer les concentrations qui pourraient mettre en danger le pluralisme des médias au niveau national, régional ou local.

Les Etats membres devraient examiner l'opportunité de définir des plafonds – dans leur législation ou dans leurs procédures d'autorisation ou d'octroi de licences ou d'autres

procédures similaires – afin de limiter l’influence qu’une même entreprise commerciale ou un même groupe commercial peut avoir dans un ou plusieurs secteurs des médias. De tels plafonds pourraient par exemple prendre la forme de part maximale d’audience ou prendre pour base les revenus/le chiffre d’affaires des médias commerciaux. Des limites à la participation au capital des entreprises commerciales du secteur des médias pourraient aussi être examinées. Si de tels plafonds étaient introduits, les Etats membres devraient prendre en considération la taille des marchés des médias et le niveau des ressources disponibles sur ceux-ci. Les sociétés qui ont atteint les plafonds autorisés sur un marché pertinent ne devraient pas se voir octroyer des licences supplémentaires de radiodiffusion sur ce marché.

Au-delà de ces mesures, les instances nationales chargées de l’octroi de licences aux radiodiffuseurs privés devraient attacher une attention particulière à promouvoir le pluralisme des médias dans l’exercice de leur mission.

Les Etats membres pourraient examiner l’opportunité de créer des autorités particulières dans le secteur des médias qui seraient investies du pouvoir d’agir à l’encontre des fusions ou autres opérations de concentration menaçant le pluralisme des médias, ou d’investir d’un tel pouvoir les autorités de régulation existant dans le secteur de la radiodiffusion. Dans l’hypothèse où les Etats membres n’estimeraient pas cela opportun, les autorités générales chargées de la concurrence devraient attacher une attention particulière aux considérations liées au pluralisme des médias lors de l’examen des fusions ou autres opérations de concentration dans le secteur des médias.

Les Etats membres devraient examiner l’adoption de mesures spécifiques lorsque l’intégration verticale, c’est-à-dire le contrôle d’éléments clés de la production, de la radiodiffusion, de la distribution et d’activités connexes par une même société ou un même groupe, pourrait nuire au pluralisme.

II. Nouvelles technologies et nouveaux services de communication

1. Principe général

Les Etats membres devraient surveiller le développement des nouveaux médias en vue de prendre toute mesure qui pourrait s’avérer nécessaire pour préserver le pluralisme des médias et assurer l’accès équitable des fournisseurs de services et de contenu aux réseaux et celui du public aux nouveaux services de communication.

2. Principes concernant la radiodiffusion numérique

Au vu de l’expansion du secteur des télécommunications, les Etats membres devraient prendre suffisamment en compte les intérêts du secteur de la radiodiffusion, compte tenu de sa contribution au pluralisme politique et culturel, lors de la redistribution du spectre des fréquences ou de l’allocation d’autres ressources de communication suite à la numérisation.

Les Etats membres devraient examiner l’introduction de règles sur l’accès équitable, transparent et non discriminatoire aux systèmes et aux services qui sont essentiels pour la radiodiffusion numérique, les moyens d’assurer l’impartialité des systèmes de navigation de base et de conférer aux autorités de régulation le pouvoir de prévenir les abus.

Au-delà de ces mesures, les Etats membres devraient également examiner la possibilité et l'opportunité d'introduire des normes techniques communes pour les services de radiodiffusion numériques. Par ailleurs, étant donné que l'interopérabilité des systèmes techniques peut aider à élargir le choix à la disposition des téléspectateurs et accroître la facilité d'accès à un prix raisonnable, les Etats membres devraient chercher à assurer la plus large compatibilité possible entre les décodeurs numériques.

III. Contenu des médias

1. Principe général

Les Etats membres devraient examiner les mesures qui pourraient être prises pour qu'un contenu varié des médias reflétant différents points de vue politiques et culturels soient mis à la disposition du public, en conservant à l'esprit l'importance qui s'attache à garantir l'indépendance éditoriale des médias et l'intérêt que des mesures adoptées sur une base volontaire par les médias eux-mêmes peuvent également présenter.

2. Secteur de la radiodiffusion

Les Etats membres devraient examiner, si nécessaire, et lorsque cela est réalisable, la possibilité d'introduire des mesures visant à promouvoir la production et la diffusion d'un contenu diversifié par les organismes de radiodiffusion. Ces mesures pourraient par exemple consister à exiger dans le cadre des licences de radiodiffusion qu'un certain volume de programmes originaux, en particulier de programmes d'information et d'actualité, soient produits ou commandités par les radiodiffuseurs.

Par ailleurs, dans certaines circonstances telles que l'exercice d'une position dominante par un radiodiffuseur dans une zone donnée, les Etats membres pourraient prévoir des arrangements concernant le «partage des fréquences» afin de permettre l'accès à l'antenne d'autres radiodiffuseurs.

Les Etats membres devraient examiner l'introduction de règles visant à conserver un paysage local de radio et de télévision pluraliste, en veillant en particulier à ce que la constitution de réseaux, entendus comme la fourniture centralisée de programmes et de services connexes, ne porte pas atteinte au pluralisme.

3. Secteur de la presse

Les Etats membres devraient veiller à ce qu'une variété suffisante de sources d'information soit disponible pour assurer le pluralisme de l'approvisionnement des entreprises de presse.

IV. Propriété et responsabilité éditoriale

Les Etats membres devraient encourager les médias à renforcer de manière volontaire l'indépendance éditoriale et journalistique par le biais de statuts éditoriaux ou d'autres moyens d'autorégulation.

V. Service public de la radiodiffusion

Les Etats membres devraient maintenir la radiodiffusion de service public et lui permettre de se développer afin d'utiliser les possibilités offertes par les nouvelles technologies et les nouveaux services de communication.

Les Etats membres devraient examiner les moyens de développer des formes de consultation du public par les organismes de radiodiffusion de service public, ce qui peut inclure la création de comités consultatifs de programmation, afin de refléter dans leur politique en matière de programmes les besoins et les attentes des différents groupes de la société.

Les Etats membres devraient définir les moyens propres à assurer un financement sûr et approprié pour les radiodiffuseurs du service public, celui-ci pouvant associer financement public et recettes commerciales.

Les Etats membres devraient examiner le maintien de règles de «transport obligatoire» à l'égard des réseaux câblés dans la perspective de la numérisation. Des règles similaires pourraient être envisagées, si nécessaire, pour d'autres moyens de distribution et d'autres plates-formes de diffusion.

VI. Mesures de soutien aux médias

Les Etats membres pourraient examiner la possibilité d'introduire des systèmes de soutien financier direct ou indirect aux médias des secteurs de la presse écrite et de la radiodiffusion, en particulier aux niveaux régional et local, en vue de promouvoir le pluralisme et la diversité des médias. L'octroi de subventions aux médias écrits ou radiodiffusés utilisant des langues minoritaires pourrait également être examiné.

Au-delà des mesures de soutien à la création, à la production et à la distribution de contenus audiovisuels et autres, qui apportent une contribution de valeur au pluralisme des médias, des mesures de soutien pourraient également être examinées par les Etats membres pour promouvoir la création de nouvelles entreprises dans le secteur des médias ou pour assister les médias qui sont confrontés à des difficultés ou qui sont obligés de s'adapter à des changements structurels ou technologiques.

Sans négliger l'aspect de la concurrence, toutes les mesures de soutien précédemment citées devraient être accordées sur la base de critères objectifs et non partisans, dans le cadre de procédures transparentes, et être soumises à un contrôle indépendant. Les modalités d'octroi d'un soutien devraient être réexaminées périodiquement afin d'éviter tout encouragement fortuit au processus de concentration des médias ou l'enrichissement indu des entreprises bénéficiant de ce soutien.

VII. Recherche scientifique

Les Etats membres devraient soutenir la recherche scientifique et les études dans le domaine des concentrations des médias et du pluralisme, notamment en ce qui concerne l'impact des nouvelles technologies et des nouveaux services de communication.

CONSEIL DE L'EUROPE
COMITÉ DES MINISTRES

Recommandation n° R(99)14

du Comité des Ministres aux États membres
sur le service universel communautaire relatif aux nouveaux services
de communication et d'information

*(adoptée par le Comité des Ministres le 9 septembre 1999,
lors de la 678e réunion des Délégués des Ministres)*

Le Comité des Ministres en vertu de l'article 15.b du Statut du Conseil de l'Europe,

Considérant que le but du Conseil de l'Europe est de réaliser une union plus étroite entre ses membres afin de sauvegarder et de promouvoir les idéaux et les principes qui sont leur patrimoine commun ;

Rappelant l'engagement des Etats membres par rapport au droit fondamental à la liberté d'expression et d'information tel que garanti par l'article 10 de la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales, et de confier le contrôle de son application à la Cour européenne des Droits de l'Homme ;

Réaffirmant que la liberté d'expression et d'information est nécessaire pour le développement social, économique, culturel et politique de tout être humain, et qu'elle constitue une condition pour le progrès harmonieux des groupes sociaux et culturels, des nations et de la communauté internationale, comme indiqué dans la Déclaration sur la liberté d'expression et d'information de 1982 ;

Soulignant que le développement constant des nouveaux services de communication et d'information devrait servir à promouvoir le droit de toute personne à exprimer, rechercher, recevoir et transmettre des informations et des idées, au bénéfice de chaque individu et d'une culture démocratique dans la société ;

Accueillant ce développement comme un facteur important pour permettre à tous les Etats membres et à chaque individu de participer à la construction d'une société de l'information cohérente à travers le continent européen ;

Se référant à la Déclaration et au Plan d'Action du 2e Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement des Etats membres du Conseil de l'Europe du 11 octobre 1997, où les chefs d'Etat et de gouvernement ont décidé de développer une politique européenne pour l'application des nouvelles technologies de l'information ;

Se référant à la déclaration et aux résolutions sur la société de l'information adoptées par les ministres ayant participé à la 5e Conférence ministérielle européenne sur la politique des communications de masse, qui s'est tenue à Thessalonique les 11 et 12 décembre 1997 ;

Convaincu que les nouveaux services de communication et d'information offriront à chacun de nouvelles possibilités d'accès à l'information, à l'éducation et à la culture ;

Convaincu également que l'utilisation des nouveaux services de communication et d'information facilitera et augmentera les possibilités pour chacun de participer à la circulation des informations et des communications par-delà les frontières, pour renforcer la compréhension internationale et l'enrichissement mutuel des cultures ;

Convaincu que l'utilisation des nouveaux services de communication et d'information facilitera la participation de tous à la vie publique, les communications entre les individus et les autorités publiques, ainsi que la fourniture de services publics ;

Conscient du fait que nombre de personnes en Europe ne disposent pas de possibilités suffisantes pour avoir accès aux nouveaux services de communication et d'information, et que le développement de l'accès au niveau collectif peut être assuré de manière plus aisée qu'au niveau individuel ;

Conscient des différences sociales, économiques et techniques existant aux niveaux national, régional et local en ce qui concerne le développement des nouveaux services de communication et d'information ;

Conscient des synergies possibles qui pourraient résulter d'une coopération entre les autorités publiques et le secteur privé, dans l'intérêt des utilisateurs des nouveaux services de communication et d'information ;

Résolu à encourager la mise en oeuvre du principe de service universel communautaire relatif aux nouveaux services de communication et d'information, tel que défini dans la Résolution n°1 de la 5e Conférence ministérielle européenne sur la politique des communications de masse,

Recommande aux gouvernements des Etats membres :

1. de mettre en oeuvre les principes annexés à cette recommandation, en tenant compte de leur situation nationale respective et de leurs engagements internationaux ;
2. de diffuser largement cette recommandation et son annexe, en les assortissant le cas échéant d'une traduction ; et
3. de porter en particulier ces textes à l'attention des autorités publiques, des nouvelles industries de la communication et de l'information, ainsi que des utilisateurs.

Annexe à la Recommandation N° R(99)14**Lignes directrices pour une politique européenne sur la mise en œuvre
du principe de service universel communautaire
relatif aux nouveaux services de communication et d'information****Principe 1 - Accès**

1. Les Etats membres devraient favoriser la création et la maintenance de points d'accès publics offrant à tous l'accès à un nombre minimal de services de communication et d'information, conformément au principe du service universel communautaire.

Cela devrait inclure un encouragement des administrations publiques, institutions éducatives et personnes privées disposant de facilités d'accès aux nouveaux services de communication et d'information à permettre au public d'utiliser ces facilités.

2. Les Etats membres devraient favoriser la mise en place de réseaux adéquats et connectés au niveau international pour les nouveaux services de communication et d'information, et, en particulier, leur extension à des régions pauvres en infrastructures dans les domaines de la communication et de l'information.

3. Les Etats membres devraient favoriser la mise en place de facilités d'accès adéquates aux nouveaux services de communication et d'information à l'intention des utilisateurs qui ont besoin d'un soutien.

Principe 2 - Contenus et services

1. Les Etats membres devraient encourager les autorités publiques aux niveaux central, régional et local à offrir au grand public, par le biais des nouveaux services de communication et d'information, les contenus et les services de base suivants :

- a.* des informations d'intérêt public ;
- b.* des informations sur ces autorités publiques, leurs travaux et la façon dont chacun peut communiquer avec elles via les nouveaux services de communication et d'information ou à travers des moyens traditionnels ;
- c.* la possibilité d'effectuer des procédures et des activités administratives entre individus et ces autorités publiques, comme le traitement de demandes individuelles et la délivrance d'actes publics, sauf si la législation nationale exige la présence physique de la personne concernée ; et
- d.* des informations générales nécessaires pour la vie démocratique.

2. Les services visés au paragraphe (1) ne devraient pas remplacer les moyens traditionnels de communication avec les autorités publiques - par écrit ou en personne - ainsi que la mise à disposition d'informations par les autorités publiques par le biais des media traditionnels et des publications officielles.

3. Les Etats membres devraient encourager les institutions éducatives à mettre leurs services éducatifs à la disposition du grand public à travers les nouveaux services de communication et d'information.

4. Les Etats membres devraient encourager les institutions culturelles - telles que les bibliothèques, les musées et les théâtres – à offrir des services au grand public par le biais des nouveaux services de communication et d'information.

Principe 3 - Information et formation

1. Les Etats membres devraient promouvoir l'information sur les points d'accès publics mentionnés au principe 1, les contenus et services accessibles via ces points d'accès, ainsi que les modalités de cet accès et les restrictions éventuelles à celui-ci.

2. Les Etats membres devraient encourager la formation de tous à l'utilisation des points d'accès publics mentionnés au principe 1 de même qu'aux services accessibles via ces points d'accès, y compris en ce qui concerne la compréhension de leur nature et des implications liées à leur utilisation.

3. Les Etats membres devraient envisager d'inclure un enseignement en matière de nouvelles technologies et de nouveaux services de communication et d'information dans les programmes des écoles et des institutions de formation continue ou de formation pour adultes.

Principe 4 - Financement du service universel communautaire

1. Les Etats membres devraient examiner les moyens appropriés de financer la mise en oeuvre du principe de service universel communautaire, par exemple à travers l'octroi de subventions ou d'incitations fiscales, un financement mixte public et privé ou un financement privé, y compris le parrainage.

2. Les Etats membres devraient s'assurer que l'octroi d'un soutien financier et le recours au parrainage ne conduisent pas à l'exercice d'une influence indue sur la mise en oeuvre du principe du service universel communautaire.

Principe 5 - Garanties de concurrence loyale

Les Etats membres devraient s'assurer que la concurrence loyale entre les fournisseurs de nouveaux services de communication et d'information n'est pas faussée par la mise en oeuvre du principe du service universel communautaire.

Principe 6 - Information à fournir au Conseil de l'Europe

Les Etats membres devraient informer le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe de la mise en oeuvre des présents principes en vue d'une évaluation périodique de ces principes et de leur éventuel amendement à l'avenir, ainsi que pour parvenir à une politique européenne commune et cohérente pour la mise en oeuvre du principe du service universel communautaire.

CONSEIL DE L'EUROPE
COMITÉ DES MINISTRES

Recommandation n° R(99)15

du Comité des Ministres aux États membres
relative à des mesures concernant la couverture
des campagnes électorales par les médias

*(adoptée par le Comité des Ministres le 9 septembre 1999,
lors de la 678e réunion des Délégués des Ministres)*

Le Comité des Ministres, en vue de l'article 15.b du Statut du Conseil de l'Europe,

Notant le rôle important des médias dans les sociétés modernes, particulièrement en période électorale ;

Soulignant que le principe fondamental de l'indépendance éditoriale des médias revêt une importance particulière en période électorale ;

Conscient de la nécessité de tenir compte des différences significatives qui existent entre la presse écrite et les médias du secteur de la radiodiffusion ;

Soulignant que la couverture des élections par les médias du secteur de la radiodiffusion devrait être équitable, équilibrée et impartiale ;

Considérant que les radiodiffuseurs de service public ont une responsabilité particulière pour assurer dans leurs programmes une couverture équitable et complète des élections, ce qui peut inclure l'octroi d'un temps d'antenne gratuit aux partis politiques et aux candidats ;

Notant qu'une attention particulière devrait être apportée à certains éléments particuliers de la couverture des campagnes électorales, tels que la diffusion de sondages d'opinion, la publicité politique payante, le droit de réponse, les jours de réflexion et les dispositions concernant les périodes préélectorales ;

Soulignant le rôle important des mesures d'autorégulation des professionnels des médias - par exemple sous la forme de codes de conduite - qui établissent des lignes directrices définissant de bonnes pratiques pour une couverture responsable, exacte et équitable des campagnes électorales ;

Reconnaissant le caractère complémentaire entre les mesures de régulation et d'autorégulation dans ce domaine ;

Convaincu de l'utilité de cadres appropriés concernant la couverture des élections par les médias afin de contribuer à des élections libres et démocratiques, en gardant à l'esprit les différentes approches juridiques et pratiques des États membres dans ce domaine et le fait que celui-ci peut être soumis à différentes branches du droit ;

Reconnaissant que tout cadre de régulation concernant la couverture des élections par les médias devrait respecter le principe fondamental de la liberté d'expression protégée par l'article 10 de la Convention européenne des Droits de l'Homme, tel qu'interprété par la Cour européenne des Droits de l'Homme ;

Rappelant les principes de base contenus dans la Résolution n° 2 adoptée lors de la 4e Conférence ministérielle sur la politique des communications de masse (Prague, décembre 1994), ainsi que la Recommandation n° R (96) 10 du Comité des Ministres concernant la garantie de l'indépendance du service public de la radiodiffusion,

Recommande aux gouvernements des Etats membres d'examiner les moyens d'assurer le respect des principes d'équité, d'équilibre et d'impartialité dans la couverture des campagnes électorales par les médias, et de considérer l'adoption de mesures visant à mettre en œuvre ces principes dans leurs législations ou pratiques nationales si nécessaire et conformément à leur droit constitutionnel.

Annexe à la Recommandation n° R(99)15

Portée à la Recommandation

Les principes d'équité, d'équilibre et d'impartialité dans la couverture des campagnes électorales par les médias devraient s'appliquer à la couverture de tous les types d'élections politiques ayant lieu dans les Etats membres, c'est-à-dire aux élections présidentielles, législatives, régionales et, lorsque cela est réalisable, aux élections locales et aux référendums politiques.

Ces principes devraient également s'appliquer, lorsqu'ils sont pertinents, à la couverture par les médias des élections se déroulant à l'étranger, en particulier lorsque ces media visent les citoyens du pays où l'élection a lieu.

I. Mesures concernant la presse écrite

1. Liberté de la presse

Les cadres de régulation concernant la couverture d'élections par les médias ne devraient empiéter ni sur l'indépendance éditoriale des journaux ou des magazines ni sur leur droit d'exprimer une quelconque préférence politique.

2. Organes de presse écrite qui sont la propriété des pouvoirs publics

Les Etats membres devraient adopter des mesures en application desquelles les organes de presse écrite qui sont la propriété des pouvoirs publics, lorsqu'ils couvrent des campagnes électorales, devraient le faire de manière équitable, équilibrée et impartiale, sans discriminer ou soutenir un parti politique ou un candidat particulier.

Si ces organes de presse acceptent de la publicité politique payante dans leurs publications, ils devraient veiller à ce que tous les candidats et partis politiques qui sollicitent l'achat d'espace publicitaire soient traités sur une base égale et nondiscriminatoire.

II. Mesures concernant les médias du secteur de la radiodiffusion

1. Prescriptions générales

Pendant les campagnes électorales, les cadres de régulation devraient favoriser et faciliter l'expression pluraliste des courants d'opinion via les médias du secteur de la radiodiffusion.

En veillant scrupuleusement à respecter l'indépendance éditoriale des radiodiffuseurs, ces cadres de régulation devraient également prévoir l'obligation de couvrir les campagnes électorales de manière équitable, équilibrée et impartiale à travers l'ensemble des services de programmes des radiodiffuseurs. Cette obligation devrait s'appliquer aux radiodiffuseurs de service public ainsi qu'aux radiodiffuseurs privés dans leurs zones de transmission pertinentes.

Dans les Etats membres où la notion de "période préélectorale" est définie en application du droit interne, les règles concernant l'équité, l'équilibre et l'impartialité de la couverture des campagnes électorales par les médias du secteur de la radiodiffusion devraient également s'appliquer à cette période.

2. Programmes d'information et d'actualités

Lorsque cela n'est pas couvert dans le cadre de l'autorégulation, les Etats membres devraient adopter des mesures en application desquelles, pendant les périodes électorales, les radiodiffuseurs publics et privés devraient, en particulier, être équitables, équilibrés et impartiaux dans leurs programmes d'information et d'actualités, y inclus les programmes de discussion tels que les interviews ou les débats.

Aucun traitement privilégié ne devrait être accordé par les radiodiffuseurs aux pouvoirs publics durant ces programmes. Cette question devrait d'abord être traitée par le biais de mesures d'autorégulation appropriées. Le cas échéant, les Etats membres pourraient examiner si, lorsque cela est réalisable, les autorités compétentes surveillant la couverture des élections devraient avoir le pouvoir d'intervenir pour remédier à d'éventuels défauts.

3. Autres programmes

Une attention particulière devrait être accordée aux programmes, autres que les informations et les actualités, qui ne sont pas directement liés à la campagne électorale mais qui peuvent également avoir une influence sur l'attitude des électeurs.

4. Temps d'antenne gratuit octroyé aux partis politiques/candidats sur les médias du secteur de la radiodiffusion publique

Les Etats membres pourraient examiner l'opportunité d'inclure dans leurs cadres de régulation des dispositions en vertu desquelles un temps d'antenne gratuit est accordé, en période électorale, aux partis politiques/candidats sur les services de radiodiffusion publics.

Lorsqu'un tel temps d'antenne est accordé, cela devrait être effectué de manière équitable et nondiscriminatoire, sur la base de critères transparents et objectifs.

5. Publicité politique payante

Dans les Etats membres où les partis politiques et les candidats ont le droit d'acheter de l'espace publicitaire à des fins électorales, les cadres de régulation devraient faire en sorte que :

- la possibilité d'acheter de l'espace publicitaire soit accordée à tous les partis concurrents, dans les mêmes conditions et sur la base de tarifs égaux ;
- le public sache que le message constitue une publicité politique payante.

Les Etats membres pourraient étudier l'introduction dans leurs cadres de régulation d'une disposition limitant le volume d'espace publicitaire politique que les partis politiques ou les candidats peuvent acheter.

III. Mesures concernant tant la presse écrite que les médias du secteur de la radiodiffusion

1. "Jour de réflexion"

Les Etats membres pourraient examiner l'intérêt d'inclure dans leurs cadres de régulation une disposition interdisant la diffusion de messages électoraux partisans au cours de la journée qui précède le vote.

2. Sondages d'opinion

Les cadres de régulation ou d'autorégulation devraient veiller à ce que, lorsqu'ils diffusent les résultats de sondages d'opinion, les médias donnent au public des informations suffisantes pour juger de la valeur de ces sondages. Ces informations pourraient en particulier consister :

- à nommer le parti politique ou autre organisation ou personne qui a commandé et a payé le sondage ;
- à identifier l'organisme ayant effectué le sondage et la méthodologie utilisée ;
- à indiquer l'échantillon et la marge d'erreur du sondage ;
- à indiquer la date et/ou la période du sondage.

Toutes autres questions concernant la façon dont les médias présentent les résultats de sondages d'opinion devraient rester du ressort de ceux-ci.

Toute restriction effectuée par les Etats membres en vue d'interdire la publication/la diffusion de sondages d'opinion (sur les intentions de vote) le jour des élections ou quelques jours avant les élections devrait respecter l'article 10 de la Convention européenne des Droits de l'Homme, tel qu'interprété par la Cour européenne des Droits de l'Homme.

De la même façon, s'agissant des sondages réalisés à la sortie des urnes pour indiquer dans quel sens les électeurs ont voté, les Etats membres pourraient examiner la possibilité

d'interdire aux médias de rendre compte des résultats de ces sondages avant la fermeture de tous les bureaux de vote dans le pays.

3. Droit de réponse

Vu la courte durée des campagnes électorales, tout candidat ou parti politique qui peut prétendre bénéficier d'un droit de réponse en application des lois ou systèmes nationaux devrait pouvoir exercer ce droit pendant la période électorale.

IV. Mesures visant à protéger les médias pendant les périodes électorales

1. Non-ingérence de la part des autorités publiques

Les autorités publiques devraient s'abstenir de s'ingérer dans les activités des médias ou des journalistes et autres personnels des médias en vue d'influencer les élections.

2. Protection contre les attaques, intimidations ou autres pressions illégales sur les médias

Les autorités publiques devraient prendre des mesures appropriées en vue d'assurer une protection efficace des journalistes et autres personnels des médias et de leurs locaux, étant donné que celle-ci revêt une plus grande importance pendant les élections. Dans le même temps, cette protection ne devrait pas faire obstruction au déroulement de leur travail.

CONSEIL DE L'EUROPE
COMITÉ DES MINISTRES

Recommandation n° R(2000)7

du Comité des Ministres aux États membres
sur le droit des journalistes de ne pas révéler leurs sources d'information

*(adoptée par le Comité des Ministres le 8 mars 2000,
lors de la 701e réunion du Comité des Ministres)*

Le Comité des Ministres, en vertu de l'article 15.b du Statut du Conseil de l'Europe,

Considérant que le but du Conseil de l'Europe est de réaliser une union plus étroite entre ses membres afin de sauvegarder et de promouvoir les idéaux et les principes qui sont leur patrimoine commun ;

Rappelant l'engagement des Etats membres à respecter le droit fondamental à la liberté d'expression, tel qu'il est garanti par l'article 10 de la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales ;

Réaffirmant que le droit à la liberté d'expression et d'information constitue l'un des fondements essentiels d'une société démocratique et l'une des conditions primordiales de son progrès et du développement de tout individu, comme le proclame la Déclaration de 1982 sur la liberté d'expression et d'information ;

Réaffirmant la nécessité pour les sociétés démocratiques de mettre en oeuvre des moyens appropriés pour promouvoir le développement de media libres, indépendants et pluralistes ;

Reconnaissant que l'exercice libre et sans entrave du journalisme est consacré par le droit à la liberté d'expression et constitue un préalable fondamental au droit du public d'être informé des questions d'intérêt général ;

Convaincu que la protection des sources d'information des journalistes constitue une condition essentielle pour que les journalistes puissent travailler librement ainsi que pour la liberté des media ;

Rappelant que nombre de journalistes ont prévu dans des codes de conduite professionnels l'obligation de ne pas révéler leurs sources d'information dans le cas où ils ont reçu cette information à titre confidentiel ;

Rappelant qu'une protection des journalistes et de leurs sources a été instaurée dans les systèmes juridiques de certains Etats membres ;

Rappelant également que l'exercice par les journalistes de leur droit de ne pas révéler leurs sources d'information comporte des devoirs et des responsabilités, comme indiqué à l'article 10 de la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales ;

Prenant acte de la Résolution de 1994 du Parlement européen sur le secret des sources d'information des journalistes et le droit des fonctionnaires à divulguer les informations dont ils disposent ;

Prenant acte de la Résolution n° 2 sur les libertés journalistiques et les droits de l'homme de la 4e Conférence ministérielle européenne sur la politique des communications de masse tenue à Prague en décembre 1994, et rappelant la Recommandation n° R (96) 4 sur la protection des journalistes en situation de conflit et de tension,

Recommande aux gouvernements des Etats membres :

1. de mettre en oeuvre dans leur droit et leur pratique internes les principes annexés à la présente recommandation,
2. de diffuser largement cette recommandation et les principes qui lui sont annexés, en les assortissant le cas échéant d'une traduction, et
3. de porter en particulier ces textes à l'attention des pouvoirs publics, des autorités de police et du pouvoir judiciaire, ainsi que de les mettre à la disposition des journalistes, des media et de leurs organisations professionnelles.

Annexe à la Recommandation n° R (2000) 7

Principes concernant de droit des journalistes de ne pas révéler leurs sources d'information

Définitions

Aux fins de la présente Recommandation :

- a.* le terme «journaliste» désigne toute personne physique ou morale pratiquant à titre régulier ou professionnel la collecte et la diffusion d'informations au public par l'intermédiaire de tout moyen de communication de masse ;
- b.* le terme «information» désigne tout exposé de fait, opinion ou idée, sous forme de texte, de son et/ou d'image ;
- c.* le terme «source» désigne toute personne qui fournit des informations à un journaliste ;
- d.* le terme «information identifiant une source» désigne, dans la mesure où cela risque de conduire à identifier une source :
 - i.* le nom et les données personnelles ainsi que la voix et l'image d'une source,
 - ii.* les circonstances concrètes de l'obtention d'informations par un journaliste auprès d'une source,
 - iii.* la partie non publiée de l'information fournie par une source à un journaliste, et
 - iv.* les données personnelles des journalistes et de leurs employeurs liées à leur activité professionnelle.

Principe 1 (Droit de non-divulgence des journalistes)

Le droit et la pratique internes des Etats membres devraient prévoir une protection explicite et claire du droit des journalistes de ne pas divulguer les informations identifiant une source, conformément à l'article 10 de la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales (ci-après dénommée : la Convention) et aux présents principes, qui doivent être considérés comme des normes minimales pour le respect de ce droit.

Principe 2 (Droit de non-divulgence d'autres personnes)

Les autres personnes qui, à travers leurs relations professionnelles avec les journalistes, prennent connaissance d'informations identifiant une source à travers la collecte, le traitement éditorial ou la publication de cette information, devraient bénéficier de la même protection en application des présents principes.

Principe 3 (Limites au droit de non-divulgence)

a. Le droit des journalistes de ne pas divulguer les informations identifiant une source ne doit faire l'objet d'autres restrictions que celles mentionnées à l'article 10, paragraphe 2 de la Convention. En déterminant si un intérêt légitime à la divulgation entrant dans le champ de l'article 10, paragraphe 2, de la Convention l'emporte sur l'intérêt public à ne pas divulguer les informations identifiant une source, les autorités compétentes des Etats membres porteront une attention particulière à l'importance du droit de non-divulgence et à la prééminence qui lui est donnée dans la jurisprudence de la Cour européenne des Droits de l'Homme, et ne peuvent ordonner la divulgation que si, sous réserve des dispositions du paragraphe *b*, existe un impératif prépondérant d'intérêt public et si les circonstances présentent un caractère suffisamment vital et grave.

b. La divulgation des informations identifiant une source ne devrait être jugée nécessaire que s'il peut être établi de manière convaincante :

i. que des mesures raisonnables alternatives à la divulgation n'existent pas ou ont été épuisées par les personnes ou les autorités publiques qui cherchent à obtenir la divulgation, et

ii. que l'intérêt légitime à la divulgation l'emporte clairement sur l'intérêt public à la non-divulgence, en conservant à l'esprit que :

- un impératif prépondérant quant à la nécessité de la divulgation est prouvé ;
- les circonstances présentent un caractère suffisamment vital et grave ;
- la nécessité de la divulgation est considérée comme répondant à un besoin social impérieux, et
- les Etats membres jouissent d'une certaine marge d'appréciation pour juger de cette nécessité, mais cette marge est sujette au contrôle de la Cour européenne des Droits de l'Homme.

c. Les exigences précitées devraient s'appliquer à tous les stades de toute procédure où le droit à la non-divulgence peut être invoqué.

Principe 4 (Preuves alternatives aux sources des journalistes)

Dans une procédure légale à l'encontre d'un journaliste aux motifs d'une atteinte alléguée à l'honneur ou à la réputation d'une personne, les autorités compétentes devraient, pour établir la véracité de ces allégations, examiner toute preuve à leur disposition en application du droit procédural national et ne devraient pas pouvoir requérir à cette fin la divulgation par un journaliste des informations identifiant une source.

Principe 5 (Conditions concernant la divulgation)

a. La proposition ou demande visant à introduire une action des autorités compétentes en vue d'obtenir la divulgation de l'information identifiant une source ne devrait pouvoir être effectuée que par les personnes ou autorités publiques ayant un intérêt légitime direct à la divulgation.

b. Les journalistes devraient être informés par les autorités compétentes de leur droit de ne pas divulguer les informations identifiant une source, ainsi que des limites de ce droit, avant que la divulgation ne soit demandée.

c. Le prononcé de sanctions à l'encontre des journalistes pour ne pas avoir divulgué les informations identifiant une source devrait seulement être décidé par les autorités judiciaires au terme d'un procès permettant l'audition des journalistes concernés conformément à l'article 6 de la Convention.

d. Les journalistes devraient avoir le droit que le prononcé d'une sanction pour ne pas avoir divulgué leurs informations identifiant une source soit soumis au contrôle d'une autre autorité judiciaire.

e. Lorsque les journalistes répondent à une demande ou à une injonction de divulguer une information identifiant une source, les autorités compétentes devraient envisager de prendre des mesures pour limiter l'étendue de la divulgation, par exemple en excluant le public de la divulgation, dans le respect de l'article 6 de la Convention lorsque cela est pertinent, ainsi qu'en respectant elles-mêmes la confidentialité de cette divulgation.

Principe 6 (Interceptions des communications, surveillance et perquisitions judiciaires et saisies)

a. Les mesures suivantes ne devraient pas être appliquées si elles visent à contourner le droit des journalistes, en application des présents principes, de ne pas divulguer des informations identifiant leurs sources :

i. les décisions ou mesures d'interception concernant les communications ou la correspondance des journalistes ou de leurs employeurs,

ii. les décisions ou mesures de surveillance concernant les journalistes, leurs contacts ou leurs employeurs, ou

iii. les décisions ou mesures de perquisition ou de saisie concernant le domicile ou le lieu de travail, les effets personnels ou la correspondance des journalistes ou de leurs employeurs, ou des données personnelles ayant un lien avec leurs activités professionnelles.

b. Lorsque des informations identifiant une source ont été obtenues de manière régulière par la police ou les autorités judiciaires à travers l'une quelconque des actions précitées, même si cela pourrait ne pas avoir été le but de ces actions, des mesures devraient être prises pour empêcher l'utilisation ultérieure de ces informations comme preuve devant les tribunaux, sauf dans le cas où la divulgation serait justifiée en application du Principe 3.

Principe 7 (Protection contre l'auto-accusation)

Les principes posés par le présent texte ne doivent en aucune façon limiter les lois nationales sur la protection contre l'auto-accusation dans les procédures pénales, et les journalistes devraient, dans la mesure où ces lois s'appliquent, jouir de cette protection s'agissant de la divulgation des informations identifiant une source.

CONSEIL DE L'EUROPE
COMITÉ DES MINISTRES

Recommandation Rec(2000)23

du Comité des Ministres aux États membres
concernant l'indépendance et les fonctions des autorités de régulation
du secteur de la radiodiffusion

*(adoptée par le Comité des Ministres le 20 décembre 2000,
lors de la 735^e réunion des Délégués des Ministres)*

Le Comité des Ministres, en vertu de l'article 15.b du Statut du Conseil de l'Europe,

Considérant que le but du Conseil de l'Europe est de réaliser une union plus étroite entre ses membres afin de sauvegarder et de promouvoir les idéaux et les principes qui sont leur patrimoine commun et de favoriser leur progrès économique et social ;

Gardant à l'esprit l'article 10 de la Convention européenne des Droits de l'Homme, tel qu'interprété par la Cour européenne des Droits de l'Homme ;

Rappelant l'importance pour les sociétés démocratiques de l'existence d'un large éventail de moyens de communication indépendants et autonomes permettant de refléter la diversité des idées et des opinions, comme énoncé dans la Déclaration sur la liberté d'expression et d'information du 29 avril 1982 ;

Mettant en exergue le rôle important que les médias du secteur de la radiodiffusion jouent dans les sociétés démocratiques modernes ;

Soulignant que, pour garantir l'existence d'une multiplicité de médias indépendants et autonomes dans le secteur de la radiodiffusion, il est essentiel d'établir une régulation judicieuse et proportionnée de ce secteur, pour garantir la liberté de ces médias tout en assurant un équilibre entre cette liberté et d'autres droits et intérêts légitimes ;

Estimant qu'à cette fin, des autorités indépendantes de régulation du secteur de la radiodiffusion spécialement désignées, ayant une expertise en la matière, ont un rôle important à jouer dans le cadre de la loi ;

Notant que les développements techniques et économiques, qui conduisent à une expansion et à une plus grande complexité du secteur, auront un impact sur le rôle de ces autorités et pourraient créer le besoin d'une plus grande adaptabilité de la régulation, au-delà des mesures d'autorégulation adoptées par les radiodiffuseurs eux-mêmes ;

Reconnaissant que selon leurs systèmes juridiques et leurs traditions démocratiques et culturelles, les États membres ont institué des autorités de régulation d'une manière différente et que par conséquent il y a une diversité quant aux moyens par lesquels - et jusqu'à quel point - l'indépendance, les pouvoirs effectifs et la transparence sont atteints ;

Considérant que, face à ces évolutions, il importe que les Etats membres assurent une indépendance réelle aux autorités de régulation du secteur de la radiodiffusion, à travers, en particulier, un ensemble de règles couvrant tous les aspects de leur fonctionnement et de mesures permettant à ces autorités de remplir leurs missions de manière effective et efficace,

Recommande aux gouvernements des Etats membres :

- a. d'instaurer, s'ils ne l'ont pas déjà fait, des autorités indépendantes de régulation du secteur de la radiodiffusion ;
- b. d'inclure des dispositions dans leur législation et des mesures dans leur politique accordant aux autorités de régulation du secteur de la radiodiffusion des pouvoirs leur permettant de remplir leurs missions, telles que prévues par le droit national, d'une manière effective, indépendante et transparente conformément aux lignes directrices figurant à l'annexe à cette recommandation ;
- c. de porter ces lignes directrices à l'attention des autorités de régulation du secteur de la radiodiffusion, des autorités publiques, des milieux professionnels concernés, ainsi que du public en général, tout en veillant au respect effectif de l'indépendance des autorités de régulation vis-à-vis de toute forme d'ingérence dans leurs activités.

Annexe à la Recommandation Rec(2000)23

Lignes directrices concernant l'indépendance et les fonctions des autorités de régulation du secteur de la radiodiffusion

I. Cadre législatif général

1. Les Etats membres devraient assurer la mise en place et le fonctionnement sans entraves d'autorités de régulation du secteur de la radiodiffusion, en élaborant à cette fin un cadre législatif approprié. Les règles et procédures régissant ou affectant le fonctionnement des autorités de régulation devraient clairement affirmer et protéger leur indépendance.
2. Les devoirs et les pouvoirs des autorités de régulation du secteur de la radiodiffusion, ainsi que les moyens de les rendre responsables, les procédures de nomination de leurs membres et les modalités de leur financement devraient être clairement définis par la loi.

II. Nomination, composition et fonctionnement

3. Les règles régissant les autorités de régulation du secteur de la radiodiffusion, en particulier leur composition, sont un élément clé de leur indépendance. Elles devraient donc être définies de manière à les protéger contre toute ingérence, en particulier de la part de forces politiques ou d'intérêts économiques.
4. A cet effet, des règles précises devraient être définies en matière d'incompatibilités de manière à éviter :
 - que les autorités de régulation soient sous l'influence du pouvoir politique ;

- que les membres des autorités de régulation exercent des fonctions ou détiennent des intérêts dans des entreprises ou d'autres organismes du secteur des médias, ou de secteurs connexes, qui pourraient conduire à un conflit d'intérêt avec la qualité de membre de l'autorité de régulation.
5. Par ailleurs, des règles devraient garantir que les membres de ces autorités :
- sont désignés de manière démocratique et transparente ;
 - ne peuvent recevoir de mandat ni prendre d'instructions auprès de quelque personne ou instance que ce soit ;
 - s'abstiennent d'effectuer toute déclaration ou d'entreprendre toute action susceptible de nuire à l'indépendance de leurs fonctions ou d'en tirer un quelconque profit.
6. Enfin, des règles précises devraient être définies en ce qui concerne la possibilité de révoquer les membres des autorités de régulation, de manière à éviter que la révocation ne puisse être utilisée comme moyen de pression politique.
7. En particulier, la révocation ne devrait être possible qu'en cas de non-respect des règles en matière d'incompatibilité s'imposant à eux ou d'incapacité à exercer leurs fonctions dûment constatée, sans préjudice de la possibilité pour la personne concernée de faire appel auprès des tribunaux contre sa révocation. Par ailleurs, la révocation au motif d'un délit lié ou non à l'exercice de leurs fonctions ne devrait être possible que dans des cas graves clairement définis par la loi, sous réserve d'une condamnation définitive par un tribunal.
8. Etant donné le caractère spécifique du secteur de la radiodiffusion et les particularités de leurs missions, les autorités de régulation devraient inclure des experts dans les domaines relevant de leur compétence.

III. Indépendance financière

9. Les modalités de financement des autorités de régulation - autre élément clé de l'indépendance de ces autorités - devraient être établies par la loi selon un schéma clairement établi, en tenant compte du coût estimé des activités des autorités de régulation du secteur de la radiodiffusion, afin de leur permettre de remplir pleinement et de manière indépendante leurs fonctions.
10. Les autorités publiques ne devraient pas utiliser leur pouvoir de décision financière pour interférer avec l'indépendance des autorités de régulation. Par ailleurs, le recours aux services et à l'expertise de l'administration nationale ou de tiers ne devrait pas affecter leur indépendance.
11. Les systèmes de financement devraient mettre à profit, si approprié, des mécanismes qui ne dépendent pas des décisions *ad hoc* d'organismes publics ou privés.

IV. Pouvoirs et compétences

Pouvoirs en matière de régulation

12. Sous réserve d'une délégation clairement définie par le législateur, les autorités de régulation devraient avoir le pouvoir d'adopter des normes et lignes directrices de régulation concernant les activités des radiodiffuseurs. Dans le cadre de la loi, elles devraient également avoir le pouvoir d'adopter des règles internes.

L'octroi de licences

13. Une des tâches essentielles des autorités de régulation du secteur de la radiodiffusion est normalement l'octroi de licences de radiodiffusion. Les conditions fondamentales et les critères régissant l'octroi et le renouvellement des licences de radiodiffusion devraient être clairement définis par la loi.

14. Les règles régissant les procédures d'octroi de licences de radiodiffusion devraient être claires et précises et devraient être appliquées de manière ouverte, transparente et impartiale. Les décisions prises en la matière par les autorités de régulation devraient faire l'objet d'une publicité appropriée.

15. Les autorités de régulation du secteur de la radiodiffusion devraient être impliquées dans le processus de planification des fréquences nationales attribuées aux services de radiodiffusion. Elles devraient avoir le pouvoir d'autoriser les radiodiffuseurs à fournir des services de programmes sur les fréquences attribuées à la radiodiffusion. Ceci n'a aucun effet sur l'attribution de fréquences à des opérateurs de réseaux de transmission en application de la législation sur les télécommunications.

16. Après l'établissement de la liste des fréquences, un appel à candidatures devrait être rendu public par tous moyens appropriés par les autorités de régulation. L'appel devrait définir un ensemble de spécifications telles que le type de service, la durée minimale des programmes, la zone géographique de couverture du service, le type de financement, les éventuels droits de licence et, pour autant que cela est nécessaire pour ces candidatures, les paramètres techniques à satisfaire par les candidats. Etant donné l'intérêt général en cause, les Etats membres peuvent suivre différentes procédures en ce qui concerne l'attribution de fréquences de radiodiffusion aux radiodiffuseurs de service public.

17. Le même appel devrait spécifier le contenu de la demande de licence et les documents qui doivent être présentés par les concurrents. En particulier, les concurrents devraient spécifier la structure de leur société, les propriétaires et le capital de l'entreprise, ainsi que le contenu et la durée des programmes proposés.

Suivi du respect des engagements et obligations des radiodiffuseurs

18. Une autre fonction essentielle des autorités de régulation devrait être de surveiller le respect des conditions énoncées par la législation et les licences accordées aux radiodiffuseurs. Elles devraient, en particulier, veiller au respect par les radiodiffuseurs relevant de leur compétence des principes de base énoncés dans la Convention européenne sur la Télévision Transfrontière, et en particulier de ceux définis à l'article 7.

19. Les autorités de régulation ne devraient pas exercer de contrôle *a priori* sur les programmes et la surveillance de ceux-ci devrait de ce fait être toujours effectuée après la diffusion des programmes.
20. Les autorités de régulation devraient avoir le droit de solliciter et de recevoir des informations des radiodiffuseurs, lorsque cela est nécessaire pour l'exercice de leurs tâches.
21. Les autorités de régulation devraient avoir la compétence d'examiner toute plainte concernant les activités des radiodiffuseurs dans leur domaine de compétence et de publier de façon régulière leurs conclusions en la matière.
22. Lorsqu'un radiodiffuseur ne se conforme pas aux termes de la loi ou aux conditions spécifiques de sa licence, les autorités de régulation devraient avoir le pouvoir d'imposer des sanctions conformément à la loi.
23. Un éventail de sanctions devant être prévues par la loi devraient être disponibles, en commençant par l'avertissement. Toute sanction devrait être proportionnée et la décision de son application ne devrait pas être prise avant que le radiodiffuseur en question ait eu la possibilité de s'expliquer. Toute sanction devrait par ailleurs être susceptible de contrôle par les juridictions compétentes selon la loi nationale.

Compétences vis-à-vis des radiodiffuseurs de service public

24. Les autorités de régulation du secteur de la radiodiffusion peuvent aussi être chargées de remplir des tâches relevant souvent des organes spécifiques de surveillance des organismes de radiodiffusion de service public, tout en respectant dans le même temps leur indépendance éditoriale et leur autonomie institutionnelle.

V. Responsabilité

25. Les autorités de régulation devraient être redevables de l'exercice de leurs fonctions auprès du public, par exemple à travers la publication de rapports réguliers ou *ad hoc* concernant leurs activités ou l'exercice de leurs missions.
26. Afin d'assurer l'indépendance des autorités de régulation tout en les rendant dans le même temps redevables de leurs activités, il est nécessaire qu'elles soient supervisées uniquement en ce qui concerne la légalité de leurs activités, ainsi qu'en ce qui concerne la correction et la transparence de leurs activités financières. S'agissant de la légalité de leurs activités, cette supervision devrait seulement être effectuée *a posteriori*. Les dispositions relatives à la responsabilité et à la surveillance des autorités de régulation devraient être clairement définies par le cadre juridique régissant ces autorités.
27. Toute décision prise et norme de régulation adoptée par les autorités de régulation devrait être :
 - dûment motivée conformément au droit national ;
 - susceptible de contrôle par les juridictions compétentes selon la loi nationale ;
 - mise à la disposition du public.

CONSEIL DE L'EUROPE
COMITÉ DES MINISTRES

Recommandation Rec(2001)7

du Comité des Ministres aux États membres
sur des mesures visant à protéger le droit d'auteur et les droits voisins et
à combattre la piraterie, en particulier dans l'environnement numérique

*(adoptée par le Comité des Ministres le 5 septembre 2001,
lors de la 762^e réunion des Délégués des Ministres)*

Le Comité des Ministres, en vertu de l'article 15.b du Statut du Conseil de l'Europe,

Considérant que le but du Conseil de l'Europe est de réaliser une union plus étroite entre ses membres, afin de sauvegarder et de promouvoir les idéaux et les principes qui sont leur patrimoine commun, et de favoriser leur progrès économique et social ;

Se félicitant de la profonde amélioration intervenue dans le domaine de la communication et de la diffusion de données à l'égard de la société de l'information ;

Notant que le développement des nouvelles technologies de l'information facilite l'accès aux œuvres, contributions et prestations protégées par les droits de propriété intellectuelle, ainsi que leur exploitation ;

Préoccupé par l'apparition de nouvelles formes de piraterie liées aux possibilités offertes notamment par les réseaux d'information, la numérisation et la compression des données ;

Notant que ce phénomène affecte gravement de nombreux secteurs dans le domaine du droit d'auteur et des droits voisins ;

Conscient du préjudice considérable et croissant que le manque de protection, d'une part, et les nouvelles pratiques de piraterie dans le contexte numérique, d'autre part, causent aux intérêts des auteurs, des éditeurs, des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs et des radiodiffuseurs ainsi qu'aux professions culturelles et aux industries connexes dans leur ensemble ;

Reconnaissant que cette situation produit également des effets nuisibles à l'égard des intérêts des consommateurs et du développement de la société de l'information, dans la mesure, en particulier, où elle décourage la créativité culturelle et porte ainsi préjudice tant à la diversité qu'à la qualité des produits commercialisés ;

Réaffirmant l'importance de la protection du droit d'auteur et des droits voisins en tant qu'incitation à la création littéraire et artistique ;

Ayant à l'esprit les pertes de recettes que subissent les budgets nationaux en raison de l'insuffisance de la protection et du fait de la piraterie ;

Notant les liens qui existent entre le commerce des produits de la piraterie et la criminalité organisée ;

Ayant à l'esprit les travaux menés dans d'autres enceintes – notamment l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), l'Union européenne, l'Unesco et l'Organisation mondiale du commerce – en vue du renforcement de la protection des droits de propriété intellectuelle et du respect des droits, contribuant ainsi à la lutte contre la piraterie ;

Reconnaissant l'importance de l'action normative menée dans ce domaine par l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle à la Conférence diplomatique de 1996, qui offre un cadre international spécifique pour la protection systématique des œuvres et autres matériels diffusés sous forme numérique ;

Rappelant ses Recommandations :

- n° R (88) 2 sur des mesures visant à combattre la piraterie dans le domaine du droit d'auteur et des droits voisins ;
- n° R (91) 14 sur la protection juridique des services de télévision cryptés ;
- n° R (94) 3 sur la promotion de l'éducation et de la sensibilisation dans le domaine du droit d'auteur et des droits voisins concernant la création ;
- n° R (95) 1 sur des mesures contre la piraterie sonore et audiovisuelle,

Recommande aux gouvernements des Etats membres de tenir compte des dispositions figurant dans l'annexe à la présente recommandation lorsqu'ils élaboreront leurs politiques de lutte contre la piraterie et qu'ils adapteront leur législation aux évolutions technologiques.

Annexe à la Recommandation Rec(2001)7

Reconnaissance des droits

1. Les Etats membres devraient faire en sorte que les auteurs, artistes interprètes ou exécutants, producteurs et radiodiffuseurs disposent des droits appropriés au regard des nouvelles formes d'exploitation et d'utilisation de leurs œuvres, contributions et prestations, afin de défendre leurs intérêts et de combattre la piraterie dans le domaine du droit d'auteur et des droits voisins. En particulier, s'ils ne l'ont pas déjà fait, les Etats membres devraient :

- accorder aux auteurs, aux artistes interprètes ou exécutants et aux producteurs de phonogrammes les droits définis dans le Traité de l'OMPI sur le droit d'auteur (WCT, Genève, 1996) et le Traité de l'OMPI sur les interprétations et exécutions et les phonogrammes (WPPT, Genève, 1996) ;
- accroître la protection accordée aux radiodiffuseurs, aux producteurs de bases de données et aux artistes interprètes ou exécutants sur leurs interprétations ou exécutions audiovisuelles fixées, notamment dans le contexte des réseaux d'information et de la numérisation.

Moyens d'action et sanctions

2. Les Etats membres devraient faire en sorte que leur législation nationale prévoit des moyens d'action permettant d'agir rapidement et efficacement à l'encontre des personnes coupables d'infractions au droit d'auteur et aux droits voisins, y compris celles qui sont impliquées dans l'importation, l'exportation ou la distribution de matériel illicite. La procédure, qui doit être conforme à l'article 6 de la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des libertés fondamentales, ne devrait pas être inutilement compliquée, longue ou coûteuse.

- *droit pénal*

3. Dans les cas de piraterie, les Etats membres devraient prévoir des procédures et sanctions pénales appropriées. Au-delà des actions fondées sur une plainte des victimes, les Etats membres devraient prévoir la possibilité pour les autorités publiques de diligenter une action de leur propre initiative.

4. Devraient être prévus des pouvoirs de perquisitionner dans les locaux de personnes morales ou physiques raisonnablement suspectées de se livrer à des activités de piraterie, et de saisir, confisquer ou détruire les copies illicites, leurs moyens de production, les matériels et dispositifs ayant essentiellement servi à commettre le délit, ainsi que les dispositifs conçus ou adaptés pour contourner les mesures techniques qui protègent le droit d'auteur et les droits voisins. La possibilité de prévoir la saisie et la confiscation des recettes résultant d'activités pirates devrait également être envisagée. Ces mesures devraient être soumises au contrôle des autorités compétentes.

5. Les sanctions devraient consister en une peine d'emprisonnement et/ou des amendes suffisamment importantes pour avoir un caractère dissuasif et être du même niveau que celles appliquées pour des délits d'égale gravité.

- *droit civil*

6. Dans le domaine du droit civil, les autorités judiciaires devraient avoir la possibilité de prononcer des injonctions ordonnant à une partie d'arrêter de porter atteinte au droit d'auteur ou aux droits voisins.

7. Les autorités judiciaires devraient également pouvoir prendre des mesures provisoires afin d'empêcher qu'une violation du droit d'auteur et des droits voisins ne soit commise ou de conserver toute preuve pertinente relative à la violation alléguée. Ces mesures pourraient le cas échéant être prises *inaudita altera parte*, en particulier s'il est probable qu'un retard causera un dommage irréparable à l'ayant droit ou s'il y a un risque de voir les preuves détruites.

8. En cas de procès, les autorités judiciaires devraient, sur la base d'une réclamation de l'ayant droit, pouvoir exiger la production de pièces par le défendeur, et les Etats membres pourraient envisager la possibilité d'introduire des dispositions à l'effet que des conclusions puissent être tirées du silence du défendeur.

9. Les autorités judiciaires devraient être habilitées à condamner le contrevenant à verser à l'ayant droit des dommages-intérêts adéquats pour compenser le préjudice subi.

10. Les Etats membres pourraient habiliter les tribunaux à ordonner au contrevenant d'informer l'ayant droit de l'identité de tierces personnes impliquées dans l'activité illicite en question, à moins qu'une telle mesure ne soit disproportionnée à la gravité de l'atteinte.

- ***implication des autorités douanières***

11. Les Etats membres devraient associer étroitement leurs autorités douanières à la lutte contre la piraterie et habiliter ces autorités, notamment, à suspendre la libre mise en circulation du matériel suspecté.

Mesures techniques et gestion des droits

12. Les Etats membres devraient encourager le développement de mesures techniques protégeant les droits d'auteur et les droits voisins, ainsi que le développement de systèmes d'information électronique sur la gestion des droits, en particulier en leur accordant une protection spécifique dans leur législation nationale.

13. Les Etats membres devraient étudier la possibilité de prendre à l'égard des entreprises qui disposent d'installations de "mastérisation" et de fabrication de médias optiques des mesures telles que l'obligation d'utiliser un code d'identification unique, afin de pouvoir déterminer l'origine de leurs masters et de leurs produits finis.

Coopération entre les autorités publiques ainsi qu'entre ces autorités et les titulaires de droits

14. Les Etats membres devraient encourager la coopération, au niveau national, entre les autorités de police et les autorités douanières en ce qui concerne la lutte contre la piraterie dans le domaine du droit d'auteur et des droits voisins, ainsi qu'entre ces autorités et les titulaires de droits. La coopération entre les titulaires de droits dans le secteur privé devrait également être encouragée.

15. Les Etats membres devraient également encourager, dans les enceintes appropriées, la coopération en matière de lutte contre la piraterie entre les autorités de police et les autorités douanières des différents pays.

Coopération entre les Etats membres

16. Les Etats membres devraient se tenir mutuellement pleinement informés des initiatives prises en vue de combattre la piraterie dans le domaine du droit d'auteur et des droits voisins.

17. Les Etats membres devraient s'assurer de leur soutien mutuel à l'égard de telles initiatives et envisager, le cas échéant et par les canaux appropriés, d'entreprendre des actions communes.

Ratification des traités

18. Les Etats membres devraient adhérer dans les délais les plus brefs au Traité de l'OMPI sur le droit d'auteur (WCT) et au Traité de l'OMPI sur les interprétations et exécutions et les phonogrammes (WPPT), en tenant compte du fait que la protection effective des ayants droit dépend de plus en plus de l'harmonisation de cette protection à l'échelon international.

19. Par ailleurs, les Etats membres devraient devenir parties, s'ils ne le sont pas déjà :
- à la Convention de Berne pour la protection des œuvres littéraires et artistiques dans sa version de l'Acte de Paris (1971) ;
 - à la Convention internationale pour la protection des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion (Rome, 1961) ;
 - à la Convention pour la protection des producteurs de phonogrammes contre la reproduction non autorisée de leurs phonogrammes (Genève, 1971) ;
 - à l'Arrangement européen pour la protection des émissions de télévision (Strasbourg, 1960) et ses protocoles ;
 - à la Convention européenne concernant des questions de droit d'auteur et de droits voisins dans le cadre de la radiodiffusion transfrontière par satellite (Strasbourg, 1994) ;
 - à l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (Accord ADPIC) (1994).

CONSEIL DE L'EUROPE
COMITÉ DES MINISTRES

Recommandation Rec(2001)8

du Comité des Ministres aux États membres
sur l'autorégulation des cyber-contenus
(l'autorégulation et la protection des utilisateurs contre les contenus illicites ou
préjudiciables diffusés sur les nouveaux services de communication et d'information)

*(adoptée par le Comité des Ministres le 5 septembre 2001,
lors de la 762e réunion des Délégués des Ministres)*

Le Comité des Ministres, en vertu de l'article 15.b du statut du Conseil de l'Europe,

Considérant que le but du Conseil de l'Europe est de réaliser une union plus étroite entre ses membres afin de sauvegarder et de promouvoir les idéaux et les principes qui sont leur patrimoine commun ;

Compte tenu de sa Déclaration relative à une politique européenne pour les nouvelles technologies de l'information, adoptée à l'occasion du 50^e anniversaire du Conseil de l'Europe en 1999 ;

Rappelant l'engagement des Etats membres à l'égard du droit fondamental à la liberté d'expression et d'information, tel qu'il est garanti par l'article 10 de la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des libertés fondamentales, et leur engagement à confier le contrôle de son application à la Cour européenne des Droits de l'Homme ;

Réaffirmant que la liberté d'expression et d'information est nécessaire pour le développement social, économique, culturel et politique de tout être humain, et constitue une condition pour le progrès harmonieux des groupes sociaux et culturels, des nations et de la communauté internationale, comme le proclame sa Déclaration de 1982 sur la liberté d'expression et d'information ;

Soulignant que le développement continu des nouveaux services de communication et d'information devrait servir à promouvoir le droit de chacun, sans considération de frontières, à exprimer, à chercher, à recevoir et à communiquer des informations et des idées, dans l'intérêt de chacun et de la culture démocratique de toute société ;

Soulignant que la liberté d'utiliser de nouveaux services de communication et d'information ne devrait pas porter préjudice à la dignité humaine ni aux droits de l'homme, ni aux libertés fondamentales d'autrui, notamment des mineurs ;

Rappelant sa Recommandation n° R (89) 7 concernant des principes relatifs à la distribution de vidéogrammes à contenu violent, brutal ou pornographique, sa Recommandation n° R (92) 19 relative aux jeux vidéo à contenu raciste, sa Recommandation n° R (97) 19 sur la représentation de la violence dans les médias électroniques, sa Recommandation n° R (97) 20

sur le «discours de haine» et l'article 4, alinéa *a*, de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale des Nations Unies de 1965 ;

Gardant à l'esprit les différences entre les législations pénales nationales relatives aux contenus illicites ainsi que les différences dans ce qu'on peut percevoir comme contenus potentiellement préjudiciables, tout particulièrement pour les mineurs et leur développement physique, mental et moral, ci-après dénommés «contenus préjudiciables» ;

Gardant à l'esprit que les organismes d'autorégulation pourraient, en fonction des situations et des traditions nationales, être impliqués dans le suivi du respect de certaines normes, éventuellement dans un cadre de corégulation, tel que défini dans un pays donné ;

Conscient des initiatives prises en matière d'autorégulation par les nouvelles industries de la communication et de l'information, parfois en coopération avec l'Etat, pour la suppression des contenus illicites et la protection des utilisateurs contre les contenus préjudiciables, ainsi que de l'existence de normes et de dispositifs techniques permettant aux utilisateurs de sélectionner et de filtrer les contenus ;

Désireux de promouvoir et de renforcer l'autorégulation et la protection des utilisateurs contre les contenus illicites ou préjudiciables,

Recommande aux gouvernements des Etats membres :

1. de mettre en œuvre dans leur droit et/ou leur pratique internes les principes annexés à la présente Recommandation ;
2. de diffuser largement cette Recommandation et les principes qui lui sont annexés, en les assortissant le cas échéant d'une traduction ; et
3. de porter en particulier ces textes à l'attention des médias, des nouvelles industries de la communication et de l'information, des utilisateurs et de leurs organisations, ainsi que des autorités de régulation des médias et des nouveaux services de communication et d'information, et des pouvoirs publics concernés.

Annexe à la Recommandation Rec(2001)8

Principes et mécanismes concernant l'autorégulation et la protection des utilisateurs contre les contenus illicites ou préjudiciables diffusés sur les nouveaux services de communication et d'information

Chapitre I – Organismes d'autorégulation

1. Les Etats membres devraient encourager la création d'organisations représentatives des acteurs d'Internet, par exemple les fournisseurs de services Internet, les fournisseurs de contenu et les utilisateurs.
2. Les Etats membres devraient encourager ces organisations à établir des mécanismes de régulation dans le cadre de leurs attributions, notamment en ce qui concerne l'élaboration de codes de conduite et le contrôle du respect de ces codes.

3. Les Etats membres devraient encourager les organisations dans le domaine des médias dotées de normes d'autorégulation à appliquer ces normes, dans la mesure du possible, aux nouveaux services de communication et d'information.

4. Les Etats membres devraient encourager ces organisations à participer aux processus législatifs les concernant, par exemple par le biais de consultations, d'auditions et d'avis d'experts, ainsi qu'à la mise en oeuvre des normes les concernant, en particulier en contrôlant le respect de ces normes.

5. Les Etats membres devraient encourager la coopération entre ces organisations au niveau de l'ensemble de l'Europe et à l'échelon international.

Chapitre II – Descripteurs de contenu

6. Les Etats membres devraient encourager la définition, au niveau géographique le plus large possible et en coopération avec les organisations mentionnées au chapitre I, d'un ensemble de descripteurs de contenus qui devraient permettre une labellisation neutre des contenus, donnant aux utilisateurs la possibilité d'élaborer leur propre jugement sur ces contenus.

7. Ces descripteurs de contenus devraient indiquer, par exemple, les contenus violents et pornographiques ainsi que les contenus invitant à la consommation de tabac ou d'alcool, incitant aux jeux d'argent, et les contenus permettant des contacts non surveillés et anonymes entre mineurs et adultes.

8. Les fournisseurs de contenus devraient être encouragés à appliquer ces descripteurs de contenus, pour permettre aux utilisateurs de reconnaître et de filtrer ces contenus, quelle que soit leur origine.

Chapitre III – Outils de sélection des contenus

9. Les Etats membres devraient encourager la mise au point d'une large gamme d'outils de recherche et de profils de filtrage, donnant aux utilisateurs, sur la base de descripteurs de contenus, la possibilité de sélectionner des contenus.

10. Le filtrage devrait être laissé au libre choix des utilisateurs.

11. Les Etats membres devraient encourager les fournisseurs de contenus et les fournisseurs de services à utiliser des outils d'accès conditionnel en ce qui concerne les contenus préjudiciables pour les mineurs, par exemple des systèmes de vérification de l'âge, des codes d'identification personnels, des mots de passe, des systèmes de cryptage et de décodage ou l'accès par cartes à un code électronique.

Chapitre IV – Systèmes de plaintes relatives aux contenus

12. Les Etats membres devraient encourager la création de systèmes de plaintes relatives aux contenus, tels que des lignes directes, par les fournisseurs de services Internet, les fournisseurs de contenus, les associations d'utilisateurs ou d'autres institutions. Ces systèmes de plaintes relatives aux contenus devraient, si cela s'avère nécessaire pour garantir une

réaction appropriée contre des contenus présumés illicites, être complétés par des lignes directes mises à disposition par les pouvoirs publics.

13. Les Etats membres devraient encourager le développement de conditions minimales et de pratiques communes concernant ces systèmes de plaintes. Ces conditions pourraient comprendre par exemple :

- a. la mise à la disposition d'une adresse Internet spécifique permanente ;
- b. la disponibilité des systèmes de plaintes relatives aux contenus vingt-quatre heures sur vingt-quatre ;
- c. la mise à la disposition du public d'informations sur les personnes et les entités juridiquement responsables au sein des organismes proposant des systèmes de plaintes relatives aux contenus ;
- d. la mise à la disposition du public d'informations sur les règles et les pratiques de traitement des plaintes relatives aux contenus, y compris sur la coopération avec les autorités judiciaires et de police concernant les contenus présumés illicites ;
- e. la mise en place, à l'intention des utilisateurs, de réponses sur les modalités de traitement de leurs plaintes relatives aux contenus ;
- f. la mise en place de liens vers d'autres systèmes de plaintes à l'étranger.

14. Les Etats membres devraient mettre en place, au niveau interne, un cadre approprié de coopération entre ces instances de plaintes relatives aux contenus et les pouvoirs publics, en ce qui concerne les contenus présumés illicites. A cette fin, les Etats membres devraient définir les responsabilités et les privilèges juridiques des organismes proposant des systèmes de plaintes relatives aux contenus lorsqu'ils accèdent à, copient, recueillent des contenus présumés illicites et les envoient aux autorités judiciaires et de police.

15. Les Etats membres devraient favoriser la coopération, au niveau de l'ensemble de l'Europe et à l'échelon international, entre organismes de plaintes relatives aux contenus.

16. Les Etats membres devraient prendre toutes les mesures juridiques et administratives nécessaires pour instaurer, entre leurs autorités judiciaires et de police compétentes, une coopération transfrontalière en ce qui concerne les plaintes et les enquêtes relatives aux contenus présumés illicites provenant de l'étranger.

Chapitre V – Médiation et arbitrage

17. Les Etats membres devraient encourager la création, au niveau interne, d'organes ou de procédures volontaires, équitables, indépendants, accessibles et efficaces de médiation ainsi que des mécanismes d'arbitrage pour les litiges portant sur les contenus.

18. Les Etats membres devraient encourager la coopération entre ces organes de médiation et d'arbitrage au niveau de l'ensemble de l'Europe et à l'échelon international, l'accès libre pour tous à ces procédures de médiation et d'arbitrage, sans limitation de frontières, et la

reconnaissance et l'application mutuelles des accords à l'amiable ainsi conclus, en tenant dûment compte de l'ordre public national et des garanties de procédure fondamentales.

Chapitre VI – Information des utilisateurs et sensibilisation

19. Les Etats membres devraient encourager le développement de labels de qualité pour les contenus diffusés sur Internet, par exemple les contenus issus des organes gouvernementaux, les contenus à caractère pédagogique et les contenus adaptés aux enfants, afin de permettre aux utilisateurs de reconnaître ou de rechercher ces contenus.

20. Les Etats membres devraient encourager la sensibilisation et l'information du public en ce qui concerne les mécanismes d'autorégulation, les descripteurs de contenus, les outils de filtrage, les outils de restriction de l'accès, les systèmes de plaintes relatives aux contenus et les procédures de médiation et d'arbitrage.

CONSEIL DE L'EUROPE
COMITÉ DES MINISTRES

Recommandation Rec(2002)2

du Comité des Ministres aux États Membres
sur l'accès aux documents publics

*(adoptée par le Comité des Ministres le 21 février 2002,
lors de la 784^e réunion des Délégués des Ministres)*

Le Comité des Ministres, en vertu de l'article 15.b du Statut du Conseil de l'Europe,

Considérant que le but du Conseil de l'Europe est de réaliser une union plus étroite entre ses membres afin de sauvegarder et de promouvoir les idéaux et les principes qui sont leur patrimoine commun ;

Ayant à l'esprit, en particulier, l'article 19 de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme, les articles 6, 8 et 10 de la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales, la Convention des Nations Unies sur l'accès à l'information, la participation publique au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement, adoptée à Aarhus, Danemark, le 25 juin 1998, et la Convention pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel du 28 janvier 1981 (STE n°108) ; la Déclaration sur la liberté d'expression et d'information adoptée le 29 avril 1982 ; ainsi que les Recommandations n° R (81) 19 sur l'accès à l'information détenue par les autorités publiques ; n° R (91) 10 sur la communication à des tierces personnes de données à caractère personnel détenues par des organismes publics ; n°R (97) 18 concernant la protection des données à caractère personnel collectées et traitées à des fins statistiques et n° R (2000) 13 sur une politique européenne en matière de communication des archives ;

Considérant l'importance que revêt, dans une société démocratique pluraliste, une administration publique transparente et la disponibilité immédiate d'informations sur les questions d'intérêt public ;

Estimant qu'un large accès aux documents publics, sur une base d'égalité et en application de règles claires :

- permet au public d'avoir un aperçu suffisant et de se former une opinion critique sur l'état de la société dans laquelle il vit et sur les autorités qui le gouvernent, tout en favorisant la participation éclairée du public aux affaires d'intérêt commun ;
- favorise l'efficacité de l'administration et contribue à maintenir son intégrité, en évitant le risque de corruption ;
- contribue à affirmer la légitimité de l'administration en tant que service public et à renforcer la confiance du public dans ses autorités ;

Estimant, par conséquent, que les Etats membres doivent consentir le maximum d'efforts pour assurer au public l'accès aux informations contenues dans les documents publics, sous réserve de la protection d'autres droits et intérêts légitimes ;

Soulignant que les principes ci-après constituent une norme de base minimale et qu'ils doivent s'entendre sans préjudice des lois et règlements nationaux qui, d'ores et déjà, reconnaissent un droit d'accès plus large aux documents publics ;

Considérant que, si le présent instrument se concentre sur les demandes individuelles d'accès aux documents publics, les autorités publiques devraient s'attacher à mettre en œuvre une politique active de communication basée sur la mise à disposition du public de toute information considérée comme utile à une société démocratique transparente,

Recommande aux gouvernements des Etats membres de s'inspirer dans leur droit et leur pratique des principes énoncés dans la présente recommandation.

I. Définitions

Aux fins de la présente recommandation :

"Autorités publiques" signifie :

- i. le gouvernement et l'administration aux niveaux national, régional ou local ;
- ii. les personnes physiques ou morales, dans la mesure où elles accomplissent des fonctions publiques ou exercent une autorité administrative selon le droit national.

"Documents publics" signifie :

toutes informations enregistrées sous quelque forme que ce soit, rédigées ou reçues et détenues par les autorités publiques et qui ont un lien avec la fonction administrative, exception faite des documents qui sont en cours de préparation.

II. Champ d'application

1. La présente recommandation ne porte que sur les documents publics détenus par les autorités publiques. Toutefois, les Etats membres devraient examiner, à la lumière de leur droit et de leurs pratiques internes, dans quelle mesure les principes contenus dans cette recommandation seraient applicables aux informations détenues par les organes législatifs et les autorités judiciaires.

2. Cette recommandation n'affecte pas le droit d'accès ou les limitations d'accès prévus dans la Convention pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel.

III. Principe général sur l'accès aux documents publics

Les Etats membres devraient garantir à toute personne le droit d'accéder, à sa demande, à des documents publics détenus par des autorités publiques. Ce principe devrait s'appliquer sans distinction aucune, y compris fondée sur l'origine nationale.

IV. Limitations possibles à l'accès aux documents publics

1. Les Etats membres peuvent limiter le droit d'accès aux documents publics. Les limitations devraient être établies précisément dans la loi, nécessaires dans une société démocratique et proportionnelles au but de protéger :

- i. la sécurité nationale, la défense et les relations extérieures ;
- ii. la sûreté publique ;
- iii. la prévention, la recherche et la poursuite des activités criminelles ;
- iv. la vie privée et les autres intérêts privés légitimes ;
- v. les intérêts commerciaux et d'autres intérêts économiques, privés ou publics ;
- vi. l'égalité des parties à une instance juridictionnelle ;
- vii. la nature ;
- viii. les missions de tutelle, l'inspection et le contrôle par l'administration ;
- ix. la politique économique, monétaire et de change de l'Etat ;
- x. la confidentialité des délibérations au sein de ou entre les autorités publiques pendant la préparation interne d'un dossier.

2. L'accès à un document peut être refusé si la divulgation des informations contenues dans le document porte ou est susceptible de porter préjudice à l'un ou à l'autre des intérêts mentionnés au paragraphe 1, à moins qu'un intérêt public supérieur ne justifie la divulgation.

3. Les Etats membres devraient examiner la possibilité de fixer des délais au-delà desquels les limitations mentionnées au paragraphe 1 ne s'appliqueraient plus.

V. Demandes d'accès aux documents publics

1. Le demandeur d'un document public ne devrait pas être tenu de donner les raisons pour lesquelles il souhaite avoir accès audit document.

2. Les formalités concernant les demandes devraient être minimales.

VI. Traitement des demandes d'accès aux documents publics

1. Une demande d'accès à un document public devrait être instruite par toute autorité publique qui détient ce document.

2. Les demandes d'accès aux documents publics devraient être instruites sur une base d'égalité.

3. Toute demande de communication d'un document public devrait être traitée rapidement. La décision devrait intervenir, être communiquée et exécutée à l'intérieur d'un délai fixe qui peut avoir été précisé au préalable.

4. Si l'autorité publique ne détient pas le document public demandé, elle devrait, dans la mesure du possible, orienter le demandeur vers l'autorité publique compétente.

5. L'autorité publique devrait, dans la mesure du possible, aider le demandeur à identifier le document public demandé, mais elle n'est pas obligée d'honorer la demande s'il s'agit d'un document qui ne peut pas être identifié.

6. Une demande d'accès à un document public peut être refusée si la demande est manifestement déraisonnable.

7. L'autorité publique qui refuse l'accès à tout ou partie d'un document public devrait donner les raisons sur lesquelles se fonde le refus.

VII. Formes d'accès aux documents publics

1. Lorsque l'accès à un document public a été accordé, l'autorité publique devrait autoriser la consultation de l'original ou en fournir une copie, en tenant compte, dans la mesure du possible, des préférences exprimées par le demandeur.

2. Si une limitation s'applique à une partie des informations contenues dans un document public, l'autorité publique devrait néanmoins communiquer les autres informations contenues dans le document. Toute occultation devrait être clairement précisée. Toutefois, si la version expurgée du document sollicité est trompeuse ou vide de sens, l'accès peut être refusé.

3. L'autorité publique peut donner accès à un document public en orientant le demandeur vers des sources alternatives facilement accessibles.

VIII. Frais d'accès aux documents publics

1. La consultation sur place d'un document public devrait être en principe gratuite.

2. La délivrance d'une copie du document public peut être facturée au demandeur, à un prix raisonnable qui ne saurait excéder le coût réel des charges de fonctionnement supportées par l'autorité publique.

IX. Procédure de révision

1. Un demandeur dont la demande d'accès à un document public a été refusée en tout ou en partie, renvoyée ou restée sans suite dans les délais mentionnés au principe VI.3 devrait avoir accès à une procédure de révision devant une cour ou devant une autre instance indépendante et impartiale prévue par la loi.

2. Un demandeur devrait toujours avoir accès à une procédure rapide et peu coûteuse de réexamen par une autorité publique ou de révision conformément au paragraphe 1 ci-dessus.

X. Mesures complémentaires

1. Les Etats membres devraient prendre les mesures nécessaires pour :

i. informer le public de son droit d'accès aux documents publics et des modalités pour l'exercer ;

ii. s'assurer que leurs agents publics ont la formation nécessaire concernant leurs devoirs et obligations pour la mise en œuvre de ce droit ;

iii. s'assurer que ce droit puisse être exercé.

2. A cette fin, les autorités publiques devraient en particulier :
 - i. gérer efficacement leurs documents de façon à les rendre aisément accessibles ;
 - ii. suivre des procédures claires et établies pour la conservation et la destruction de leurs documents ;
 - iii. informer, autant que faire se peut, sur les matières ou les activités qui relèvent de leur compétence, par exemple en élaborant des listes ou des registres des documents en leur possession.

XI. Informations rendues publiques à l'initiative des autorités publiques

Les autorités publiques devraient, de leur propre initiative et lorsque cela s'avère approprié, prendre les mesures nécessaires pour rendre publiques des informations qu'elles détiennent lorsque la mise à disposition de telles informations est dans l'intérêt de promouvoir la transparence de l'administration et l'efficacité entre les administrations ou encourage la participation éclairée du public dans des questions d'intérêt public.

CONSEIL DE L'EUROPE
COMITÉ DES MINISTRES

Recommandation Rec (2002)7

du Comité des Ministres aux États membres
sur des mesures visant à accroître la protection des droits voisins
des organismes de radiodiffusion

*(adoptée par le Comité des Ministres, le 11 septembre 2002,
lors de la 807^e réunion des Délégués des Ministres)*

Le Comité des Ministres, en vertu de l'article 15.b du Statut du Conseil de l'Europe,

Considérant que le but du Conseil de l'Europe est de réaliser une union plus étroite entre ses membres, afin de sauvegarder et de promouvoir les idéaux et les principes qui sont leur patrimoine commun et de favoriser leur progrès économique et social ;

Réaffirmant l'importance de la protection du droit d'auteur et des droits voisins en tant qu'incitation à la création et à la production littéraire et artistique ;

Préoccupé par le fait que, en raison des développements technologiques intervenus au cours des dernières décennies, les organismes de radiodiffusion européens sont de plus en plus exposés à la piraterie de leurs programmes ;

Reconnaissant que l'importante contribution des organismes de radiodiffusion européens aux activités créatrices et culturelles requiert des investissements et des efforts importants pour garantir la qualité et la diversité des programmes et que cette contribution est gravement menacée en cas de protection insuffisante contre la piraterie ;

Reconnaissant la nécessité d'un équilibre entre les droits des organismes de radiodiffusion et l'intérêt public général, notamment en matière d'enseignement, de recherche et d'accès à l'information, ainsi que pour les organismes de radiodiffusion de reconnaître les droits des auteurs et des titulaires des droits voisins sur les œuvres et les autres objets protégés contenus dans leur signal radiodiffusé ;

Reconnaissant l'importance des travaux engagés au sein de l'OMPI pour la protection des organismes de radiodiffusion et la nécessité de prendre en compte l'évolution du cadre juridique international,

Recommande aux gouvernements des États membres de tenir compte des dispositions figurant en annexe à la présente recommandation dans le cadre de la protection des droits voisins des organismes de radiodiffusion et de l'adaptation de ces droits à l'environnement numérique.

Annexe à la Recommandation Rec (2002) 7

Droits à accorder

Afin d'accroître le niveau de protection des droits voisins des organismes de radiodiffusion, les Etats membres devraient leur accorder les droits suivants s'ils ne l'ont pas déjà fait, en gardant à l'esprit que des limitations et des exceptions à ces droits peuvent être prévues dans la mesure où cela est permis par les traités internationaux :

- a.* le droit exclusif d'autoriser ou d'interdire la retransmission de leurs signaux radiodiffusés avec ou sans fil, que ce soit de manière simultanée ou sur la base de fixations ;
- b.* le droit exclusif d'autoriser ou d'interdire la fixation de leurs signaux radiodiffusés ;
- c.* le droit exclusif d'autoriser ou d'interdire la reproduction directe ou indirecte de fixations de leurs signaux radiodiffusés, de quelque manière et sous quelque forme que ce soit ;
- d.* le droit exclusif d'autoriser ou d'interdire la mise à la disposition du public, par fil ou sans fil, de fixations de leurs signaux radiodiffusés de manière que chacun puisse y avoir accès de l'endroit et au moment qu'il choisit individuellement ;
- e.* le droit exclusif d'autoriser ou d'interdire la mise à la disposition du public, au moyen de la vente ou de tout autre transfert de propriété, de fixations ou de copies de fixations de leurs signaux radiodiffusés ;
- f.* le droit exclusif d'autoriser ou d'interdire la communication au public de leurs signaux radiodiffusés si cette communication est effectuée dans des lieux accessibles au public contre paiement d'un droit d'entrée.

Signaux porteurs de programmes prédiffusés

Les Etats membres devraient étudier l'adoption de mesures pour faire en sorte que les organismes de radiodiffusion puissent bénéficier d'une protection adéquate contre les faits mentionnés aux points a) à f) ci-dessus en ce qui concerne leur signaux porteurs de programmes prédiffusés.

Mesures techniques

Les Etats membres devraient prévoir une protection juridique adéquate et des voies de recours juridiques efficaces contre le contournement des mesures techniques efficaces qui sont utilisées par les organismes de radiodiffusion dans l'exercice de leurs droits voisins et qui restreignent les actes qui, à l'égard de leurs signaux radiodiffusés, ne sont pas autorisés par les organismes de radiodiffusion concernés ou qui ne sont pas permis par la loi.

Information sur la gestion des droits

Les Etats membres devraient prévoir des voies de recours juridiques adéquates et efficaces contre toute personne qui, sciemment, supprime ou modifie, sans y être habilitée, des informations relatives à la gestion des droits se présentant sous forme électronique en sachant

ou, pour ce qui relève des sanctions civiles, en ayant des motifs raisonnables de savoir que cela entraînera, permettra, facilitera ou dissimulera une violation de l'un quelconque des droits couverts par la présente recommandation. Cela devrait également s'appliquer à toute personne qui, sciemment, retransmet simultanément un signal radiodiffusé ou transmet, distribue, importe en vue de la distribution, communique ou met à disposition du public des fixations ou des copies de signaux radiodiffusés, en sachant que des informations relatives à la gestion des droits se présentant sous forme électronique ont été supprimées ou modifiées sans autorisation.

Durée de protection

Les Etats membres devraient envisager d'accorder aux organismes de radiodiffusion une protection d'une durée qui ne soit pas inférieure à 50 ans à compter de la fin de l'année où le signal radiodiffusé a été transmis.

CONSEIL DE L'EUROPE
COMITÉ DES MINISTRES

Recommandation Rec(2003)9

du Comité des Ministres aux États membres
sur des mesures visant à promouvoir la contribution démocratique et
sociale de la radiodiffusion numérique

*(adoptée par le Comité des Ministres le 28 mai 2003,
lors de la 840e réunion des Délégués des Ministres)*

Le Comité des Ministres, en vertu de l'article 15.b du Statut du Conseil de l'Europe,

Considérant que le but du Conseil de l'Europe est de réaliser une union plus étroite entre ses membres afin de sauvegarder et de promouvoir les idéaux et les principes qui sont leur patrimoine commun, et de favoriser leur progrès économique et social ;

Rappelant l'importance pour les sociétés démocratiques de l'existence d'un large éventail de moyens de communication indépendants et autonomes, permettant de refléter la diversité des idées et des opinions, comme énoncé dans sa Déclaration sur la liberté d'expression et d'information du 29 avril 1982 ;

Gardant à l'esprit la Résolution n° 1 sur l'avenir du service public de la radiodiffusion adoptée lors de la 4e Conférence ministérielle européenne sur la politique des communications de masse (Prague, 7-8 décembre 1994), et rappelant sa Recommandation n° R (96) 10 concernant la garantie de l'indépendance du service public de la radiodiffusion ;

Soulignant le rôle particulier des médias du secteur de la radiodiffusion, et notamment du service public de radiodiffusion, dans les sociétés démocratiques modernes, qui est de promouvoir les valeurs qui sous-tendent les structures politiques, juridiques et sociales des sociétés démocratiques, en particulier le respect des droits de l'homme, des cultures et du pluralisme politique ;

Notant que les évolutions de la technologie numérique offrent de nouvelles possibilités dans le domaine de la communication et peuvent avoir un certain impact sur le paysage audiovisuel, tant du point de vue du public que de celui des radiodiffuseurs ;

Considérant que la transition vers l'environnement numérique présente des avantages, mais également des risques, et qu'il est nécessaire de la préparer de manière adéquate afin qu'elle s'effectue dans les meilleures conditions possibles dans l'intérêt du public, ainsi que des radiodiffuseurs et de l'industrie audiovisuelle dans son ensemble ;

Notant que parallèlement à la multiplication du nombre des chaînes dans l'environnement numérique, la concentration des médias continue de s'accélérer, notamment dans le contexte de la mondialisation, et rappelant aux États membres les principes énoncés dans la Recommandation n° R (99) 1 sur des mesures visant à promouvoir le pluralisme des médias,

en particulier ceux portant sur les règles en matière de propriété des médias, d'accès aux plates-formes et de diversité des contenus ;

Soulignant la capacité qu'a la télévision numérique d'amener la société de l'information dans chaque foyer et l'importance d'éviter l'exclusion, notamment par l'offre de services gratuits et de services de télévision transfrontières ;

Conscient de la nécessité de sauvegarder les objectifs essentiels d'intérêt public dans l'environnement numérique, y compris la liberté d'expression et l'accès à l'information, le pluralisme des médias, la diversité culturelle, la protection des mineurs et de la dignité humaine, ainsi que la protection des consommateurs et de la vie privée ;

Notant que les gouvernements des Etats membres ont des responsabilités particulières à cet égard ;

Convaincu que le rôle particulier du service public de radiodiffusion en tant qu'élément fédérateur, capable d'offrir un large choix de programmes et de services à tous les segments de la population, devrait être maintenu dans le nouvel environnement numérique ;

Rappelant que les Etats membres devraient maintenir et, si nécessaire, établir un cadre de financement sûr et approprié garantissant aux radiodiffuseurs de service public les moyens nécessaires à l'accomplissement de la mission qui leur est impartie par les Etats membres dans le nouvel environnement numérique ;

Conscient du risque de déficit démocratique et social que peuvent engendrer les développements technologiques et économiques, et convenant que, dans l'environnement numérique, un équilibre doit être maintenu entre les intérêts économiques et les besoins sociaux, en adoptant clairement une perspective citoyenne,

Recommande aux gouvernements des Etats membres, en tenant compte des principes figurant en annexe :

a. de préparer les conditions juridiques et économiques adéquates pour le développement de la radiodiffusion numérique, qui garantissent le pluralisme des services de radiodiffusion et l'accès du public à un choix élargi de programmes divers et de qualité, y compris le maintien et, si possible, l'extension de l'offre de services transfrontières ;

b. de protéger et, si nécessaire, de prendre des mesures positives pour sauvegarder et promouvoir le pluralisme des médias, afin de rééquilibrer la concentration croissante dans ce secteur ;

c. d'accorder une vigilance particulière au respect de la protection des mineurs et de la dignité humaine, ainsi que de la non-incitation à la violence et à la haine dans l'environnement numérique, qui permet l'accès à des contenus très divers ;

d. de préparer le public au nouvel environnement numérique, notamment en encourageant la mise en place d'un cadre pour une information adéquate et une formation adaptée à l'utilisation des équipements numériques et des nouveaux services ;

e. de garantir le maintien du service public de radiodiffusion, élément essentiel pour la cohésion des sociétés démocratiques, dans le nouvel environnement numérique, en assurant l'accès universel des individus aux programmes des radiodiffuseurs de service public et en lui donnant, entre autres, un rôle moteur dans la transition vers la radiodiffusion numérique terrestre ;

f. de réaffirmer la mission des radiodiffuseurs de service public, en adaptant, si nécessaire, leurs moyens au nouvel environnement numérique, dans le respect des principes de base définis à cet égard par les textes antérieurs du Conseil de l'Europe, tout en leur assurant les conditions financières, techniques et autres qui leur permettent de remplir au mieux cette mission ;

g. de porter les principes de base contenus dans l'annexe à cette recommandation à l'attention des autorités publiques, ainsi que des milieux professionnels et industriels concernés, et d'évaluer de manière régulière l'efficacité de la mise en œuvre de ces principes.

Annexe à la Recommandation Rec (2003) 9

Principes de base concernant la radiodiffusion numérique

Principes généraux

1. Etant donné que le développement de l'environnement numérique est, du point de vue de l'évolution technologique, un processus inévitable, il serait souhaitable qu'avant de s'engager dans la transition vers l'environnement numérique, les Etats membres établissent, en consultation avec les différentes industries concernées et le public, une stratégie bien définie qui permette d'effectuer cette transition de manière judicieuse, en maximisant ses bénéfices et en minimisant les éventuelles conséquences négatives.

2. Une telle stratégie, particulièrement nécessaire pour la télévision numérique terrestre, devrait chercher à promouvoir la coopération entre les opérateurs, la complémentarité entre les plates-formes, l'interopérabilité des décodeurs, la disponibilité d'une large variété de contenus, y compris une offre de radio et de télévision gratuite, et l'exploitation la plus large des opportunités uniques qu'offre la technologie numérique après le nécessaire réaménagement des fréquences.

3. Etant donné que la diffusion simultanée des services de radiodiffusion en analogique et en numérique est onéreuse, les Etats membres devraient rechercher des moyens d'encourager une transition rapide vers le numérique, tout en veillant à prendre en compte les intérêts du public ainsi que les intérêts et les contraintes de toutes les catégories de radiodiffuseurs, en particulier les radiodiffuseurs non commerciaux et ceux opérant au niveau régional/local. A cet égard, la mise en place d'un cadre juridique approprié et de conditions économiques et techniques favorables s'impose.

4. Dans l'attribution de licences pour l'exploitation de services de radiodiffusion numérique, les autorités publiques compétentes devraient veiller à garantir le pluralisme de ces services et promouvoir la mise en place de services régionaux/locaux répondant aux attentes du public à ces niveaux.

1. Passage à l'environnement numérique : le public

1.1 Transition sécurisée vers la radiodiffusion numérique

5. Afin de garantir au public un large accès à une vaste offre de contenus, les Etats membres devraient prendre des mesures visant à parvenir à un niveau élevé d'interopérabilité et de compatibilité des équipements de réception, de décodage et de décryptage, ainsi que des systèmes d'accès aux services de radiodiffusion numérique et aux services interactifs qui y sont associés.

6. Etant donné que le passage au numérique suppose, pour le consommateur, l'acquisition d'un nouvel équipement permettant le décodage et le décryptage des signaux numériques, ce qui implique un certain nombre de dépenses, et afin d'éviter toute discrimination pour des raisons matérielles et tout risque de « fossé numérique » entre différentes catégories sociales, les Etats membres devraient attacher une attention particulière aux moyens de réduire le prix de tels équipements.

7. Afin d'avancer la date de l'interruption de la diffusion analogique, les Etats membres devraient faciliter la migration du public vers la radiodiffusion numérique. Par exemple, ils pourraient encourager l'industrie à mettre à la disposition du public une gamme variée d'équipements de décodage, y compris un appareil de décodage minimal permettant l'accès à un éventail de services de base.

8. L'éducation aux médias est un facteur clé pour réduire le risque d'un « fossé numérique ». Par conséquent, une large information sur les médias devrait être fournie au public. Des formations adaptées à l'utilisation des équipements numériques et des nouveaux services constituent un autre moyen approprié pour réduire le risque précité. En particulier, des mesures devraient être prises pour permettre aux personnes âgées et aux catégories les moins favorisées de la population de comprendre et d'utiliser les technologies numériques. Toutes ces mesures devraient être prises par les Etats membres, les radiodiffuseurs, les autorités de régulation ou autres institutions publiques ou privées qui sont concernées par la transition vers la radiodiffusion numérique.

9. La protection des mineurs et de la dignité humaine, la non-incitation à la haine et à la violence, notamment raciale et religieuse, ainsi que l'impartialité de l'information et la protection des consommateurs devraient continuer à faire l'objet d'une attention particulière dans l'environnement de la convergence numérique.

10. Des mesures spécifiques devraient être prises pour améliorer l'accès des handicapés sensoriels aux services de radiodiffusion numérique et aux contenus qui y sont associés.

11. Les Etats membres devraient prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger la vie privée des personnes dans l'environnement numérique, notamment en interdisant l'usage détourné des données personnelles recueillies lors de l'utilisation des programmes radiodiffusés et des services interactifs qui y sont associés.

1.2 Orientation dans l'environnement numérique

12. Afin d'aider le public à s'orienter dans le nouvel environnement numérique, les Etats membres devraient encourager les radiodiffuseurs à produire des informations sur leurs

services pour les guides électroniques de programmes (GEP), ainsi que les industriels fabriquant des terminaux de réception numérique à prévoir des fonctions permettant d'afficher des informations relatives aux programmes et services, de manière à fournir au téléspectateur des informations de base lui permettant d'effectuer un choix averti parmi la profusion de programmes/chaînes et services disponibles via les plates-formes numériques.

13. Sans préjudice quant aux GEP complémentaires fournis par les radiodiffuseurs pour présenter leur propre offre de programmes, les exploitants des GEP devraient proposer à tous les fournisseurs de services qui en font la demande, à des conditions équitables, raisonnables et non discriminatoires, d'être présents sur les GEP qu'ils exploitent. Toutefois, les chaînes de service public devraient apparaître de manière très visible et être facilement accessibles. En outre, les exploitants des GEP devraient offrir une classification claire des services de programmes par thème, genre, contenu, etc.

14. Les GEP et les décodeurs numériques devraient être conçus de manière à pouvoir être utilisés facilement par les consommateurs, notamment en permettant à ces derniers de décider de la présentation des programmes et services en fonction de leur préférence. Une attention particulière devrait être accordée aux besoins spécifiques des personnes souffrant de handicaps et des personnes qui ne maîtrisent pas les langues étrangères. L'utilisation des GEP comme support publicitaire ne devrait porter atteinte ni à leurs fonctionnalités, ni à l'intégrité des programmes.

2. Passage à l'environnement numérique : les radiodiffuseurs

2.1 Principes généraux

15. Dans la définition de leur politique dans le domaine du droit d'auteur et des droits voisins, les Etats membres devraient veiller à ce que cette politique assure un équilibre entre, d'une part, la protection des droits des ayants droit et d'autre part, l'accès à l'information, ainsi que la circulation des œuvres et des autres contenus protégés sur les services de radiodiffusion numérique.

16. Les intérêts économiques des radiodiffuseurs, des opérateurs de plates-formes et des fournisseurs de services devraient également être pris en compte dans le cadre général de la lutte contre le piratage dans l'environnement numérique, en particulier à travers des mesures de protection juridique des services à accès conditionnel et des services d'accès conditionnel.

17. L'accès à de nombreux services de radiodiffusion nationaux et même régionaux est d'une grande utilité pour les personnes qui travaillent, habitent ou voyagent à l'étranger, et contribue à la libre circulation de l'information et à une meilleure compréhension entre les cultures. Au vu de la mobilité croissante des personnes en Europe et de l'approfondissement de l'intégration européenne, il est important de maintenir et, si possible, d'élargir dans l'environnement numérique la disponibilité de services gratuits et l'accès aux services audiovisuels transfrontières.

18. Etant donné que la convergence numérique favorise le processus de concentration dans le secteur de la radiodiffusion, les Etats membres devraient maintenir des règles qui limitent la concentration de la propriété des médias et/ou toutes mesures complémentaires qu'ils pourraient décider de choisir pour promouvoir le pluralisme, tout en renforçant le service

public de radiodiffusion en tant que facteur essentiel pour rééquilibrer la concentration dans le secteur des médias privés.

2.2 Principes concernant le service public de radiodiffusion

a. Mission du service public de radiodiffusion

19. Face aux défis qu'entraîne l'avènement des technologies numériques, le service public de radiodiffusion devrait conserver sa mission sociale particulière, incluant un service de base généraliste comprenant des informations et des programmes éducatifs, culturels et de divertissement qui s'adressent à toutes les catégories de publics. Les Etats membres devraient assurer les conditions financières, techniques et autres permettant aux radiodiffuseurs de service public de remplir au mieux cette mission, en s'adaptant au nouvel environnement numérique. A cet égard, les moyens de remplir la mission du service public pourraient inclure la fourniture de nouvelles chaînes spécialisées, par exemple dans le domaine de l'information, de l'éducation et de la culture, ainsi que de nouveaux services interactifs, par exemple de GEP et de services en ligne qui y sont associés. Les radiodiffuseurs de service public devraient jouer un rôle central dans le processus de transition vers la radiodiffusion numérique terrestre.

b. Accès universel au service public de la radiodiffusion

20. L'universalité est l'élément fondamental pour le développement du service public de radiodiffusion à l'ère du numérique. Par conséquent, les Etats membres devraient assurer les conditions juridiques, économiques et techniques pour que les radiodiffuseurs du service public puissent être présents sur différentes plates-formes numériques (câble, satellite, hertzien) avec des services et des programmes variés et de qualité, capables de fédérer la société, étant donné en particulier le risque de fragmentation du public résultant de la diversification et de la spécialisation de l'offre de programmes.

21. A cet égard, face à la diversification des plates-formes numériques, la règle du transport obligatoire (*must-carry*) devrait être appliquée au bénéfice des radiodiffuseurs de service public autant que possible et de manière raisonnable, afin de garantir l'accessibilité de leurs services et programmes par l'intermédiaire de ces plates-formes.

c. Financement du service public de radiodiffusion

22. Dans le nouveau contexte technologique, sans un cadre de financement sûr et approprié, l'audience et la portée de la contribution des radiodiffuseurs de service public dans la société risquent de s'amoinrir. Face à l'augmentation des coûts d'acquisition, de production et de conservation des programmes, et même parfois des coûts de diffusion, les Etats membres devraient accorder la possibilité aux radiodiffuseurs de service public d'avoir accès aux moyens financiers nécessaires pour remplir leur mission.

CONSEIL DE L'EUROPE
COMITÉ DES MINISTRES

Recommandation Rec(2003)13

du Comité des Ministres aux États membres
sur la diffusion d'informations par les médias en relation avec les procédures pénales

*(adoptée par le Comité des Ministres le 10 juillet 2003,
lors de la 848e réunion des Délégués des Ministres)*

Le Comité des Ministres, en vertu de l'article 15.b du Statut de Conseil de l'Europe,

Considérant que le but du Conseil de l'Europe est de réaliser une union plus étroite entre ses membres afin de sauvegarder et de promouvoir les idéaux et les principes qui sont leur patrimoine commun ;

Rappelant l'engagement des États membres envers le droit fondamental à la liberté d'expression et d'information tel qu'il est garanti par l'article 10 de la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales (ci-après appelée « la Convention »), qui constitue un des fondements essentiels d'une société démocratique et une des conditions fondamentales du progrès de la société et du développement de chaque individu ;

Rappelant que les médias ont le droit d'informer le public eu égard au droit de ce dernier à recevoir des informations, y compris des informations sur des questions d'intérêt public, en application de l'article 10 de la Convention, et qu'ils ont le devoir professionnel de le faire ;

Rappelant que les droits à la présomption d'innocence, à un procès équitable et au respect de la vie privée et familiale, garantis par les articles 6 et 8 de la Convention, constituent des exigences fondamentales qui doivent être respectées dans toute société démocratique ;

Soulignant l'importance des reportages réalisés par les médias sur les procédures pénales pour informer le public, rendre visible la fonction dissuasive du droit pénal et permettre au public d'exercer un droit de regard sur le fonctionnement du système judiciaire pénal ;

Considérant les intérêts éventuellement conflictuels protégés par les articles 6, 8 et 10 de la Convention et la nécessité d'assurer un équilibre entre ces droits au regard des circonstances de chaque cas individuel, en tenant dûment compte du rôle de contrôle de la Cour européenne des Droits de l'Homme pour garantir le respect des engagements contractés au titre de la Convention ;

Rappelant par ailleurs le droit des médias et des journalistes de créer des associations professionnelles, tel qu'il est garanti par le droit à la liberté d'association en application de l'article 11 de la Convention, qui constitue une des bases de l'autorégulation dans le domaine des médias ;

Conscient des nombreuses initiatives prises par les médias et les journalistes en Europe pour promouvoir un exercice responsable du journalisme, soit à travers l'autorégulation, soit en coopération avec l'Etat à travers des cadres de co-régulation ;

Désireux de promouvoir un débat éclairé sur la protection des droits et intérêts en jeu dans le cadre des reportages effectués par les médias sur les procédures pénales, ainsi que de favoriser de bonnes pratiques à travers l'Europe, tout en assurant l'accès des médias aux procédures pénales ;

Rappelant sa Résolution (74) 26 sur le droit de réponse – situation de l'individu à l'égard de la presse, sa Recommandation n° R (85) 11 sur la position de la victime dans le cadre du droit pénal et de la procédure pénale, sa Recommandation n° R (97) 13 sur l'intimidation des témoins et les droits de la défense, et sa Recommandation n° R (97) 21 sur les médias et la promotion d'une culture de tolérance ;

Soulignant l'importance de protéger les sources d'information des journalistes dans le cadre des procédures pénales, conformément à sa Recommandation n° R (2000) 7 sur le droit des journalistes de ne pas révéler leurs sources d'information ;

Gardant à l'esprit la Résolution n° 2 sur les libertés journalistiques et les droits de l'homme adoptée lors de la 4e Conférence ministérielle européenne sur la politique des communications de masse (Prague, décembre 1994) ainsi que la Déclaration sur une politique de la communication pour demain adoptée lors de la 6e Conférence ministérielle européenne sur la politique des communications de masse (Cracovie, juin 2000) ;

Rappelant que cette recommandation n'a pas pour objet de restreindre les normes déjà en vigueur dans les Etats membres visant à protéger la liberté d'expression,

Recommande, tout en reconnaissant la diversité des systèmes juridiques nationaux en ce qui concerne les procédures pénales, aux gouvernements des Etats membres :

1. de prendre ou de renforcer, le cas échéant, toutes mesures qu'ils considèrent nécessaires en vue de la mise en oeuvre des principes annexés à la présente recommandation, dans les limites de leurs dispositions constitutionnelles respectives,
2. de diffuser largement cette recommandation et les principes qui y sont annexés, en les accompagnant le cas échéant d'une traduction, et
3. de les porter notamment à l'attention des autorités judiciaires et des services de police, et de les mettre à la disposition des organisations représentatives des juristes praticiens et des professionnels des médias.

Annexe à la Recommandation Rec (2003) 13

Principes concernant la diffusion d'informations par les médias en relation avec les procédures pénales

Principe 1 - Information du public par les médias

Le public doit pouvoir recevoir des informations sur les activités des autorités judiciaires et des services de police à travers les médias. Les journalistes doivent en conséquence pouvoir librement rendre compte de et effectuer des commentaires sur le fonctionnement du système judiciaire pénal, sous réserve des seules limitations prévues en application des principes qui suivent.

Principe 2 - Présomption d'innocence

Le respect du principe de la présomption d'innocence fait partie intégrante du droit à un procès équitable.

En conséquence, des opinions et des informations concernant les procédures pénales en cours ne devraient être communiquées ou diffusées à travers les médias que si cela ne porte pas atteinte à la présomption d'innocence du suspect ou de l'accusé.

Principe 3 - Véracité de l'information

Les autorités judiciaires et les services de police ne devraient fournir aux médias que des informations avérées ou fondées sur des présomptions raisonnables. Dans ce dernier cas, cela devrait être clairement indiqué aux médias.

Principe 4 - Accès à l'information

Lorsque des journalistes ont obtenu légalement des informations de la part des autorités judiciaires ou des services de police dans le cadre de procédures pénales, ces autorités et services devraient mettre à disposition ces informations sans discrimination à tous les journalistes qui forment ou qui ont formulé la même demande.

Principe 5 - Moyens de fournir des informations aux médias

Lorsque les autorités judiciaires et les services de police ont eux-mêmes décidé de fournir des informations aux médias dans le cadre de procédures pénales, ces informations devraient être fournies sans discrimination et, chaque fois que cela est possible, par le biais de communiqués de presse ou de conférences de presse par des agents autorisés ou des moyens similaires autorisés.

Principe 6 - Information régulière pendant les procédures pénales

Dans le cadre des procédures pénales d'intérêt public ou d'autres procédures pénales attirant particulièrement l'attention du public, les autorités judiciaires et les services de police devraient informer les médias de leurs actes essentiels, sous réserve que cela ne porte pas atteinte au secret de l'instruction et aux enquêtes de police et que cela ne retarde pas ou ne

gène pas les résultats des procédures. Dans le cas des procédures pénales qui se poursuivent pendant une longue période, l'information devrait être fournie régulièrement.

Principe 7 - Interdiction de l'exploitation de l'information

Les autorités judiciaires et les services de police ne devraient pas exploiter des informations relatives aux procédures pénales en cours à des fins lucratives ou à des fins autres que celles concourant à l'application de la loi.

Principe 8 - Protection de la vie privée dans le contexte de procédures pénales en cours

La fourniture d'informations sur les personnes suspectées, accusées ou condamnées, ainsi que sur les autres parties aux procédures pénales devrait respecter leur droit à la protection de la vie privée conformément à l'article 8 de la Convention. Une protection particulière devrait être offerte aux parties qui sont des mineurs ou d'autres personnes vulnérables, aux victimes, aux témoins et aux familles des personnes suspectées, accusées ou condamnées. Dans tous les cas, une attention particulière devrait être portée à l'effet préjudiciable que la divulgation d'informations permettant leur identification peut avoir à l'égard des personnes visées dans ce Principe.

Principe 9 - Droit de rectification ou droit de réponse

Sans préjudice quant à la disponibilité d'autres voies de recours, toute personne qui a fait l'objet d'un compte rendu incorrect ou diffamatoire de la part des médias dans le cadre de procédures pénales devrait disposer d'un droit de rectification ou de réponse, selon les circonstances, contre les médias en question. Un droit de rectification devrait également être disponible en ce qui concerne les communiqués de presse contenant des informations incorrectes qui ont été diffusés par les autorités judiciaires ou les services de police.

Principe 10 - Prévention d'une influence préjudiciable

Dans le cadre des procédures pénales, en particulier celles impliquant des jurys ou des magistrats non professionnels, les autorités judiciaires et les services de police devraient s'abstenir de fournir publiquement des informations qui comportent un risque d'influence préjudiciable substantielle sur l'équité de la procédure.

Principe 11 - Publicité préjudiciable avant le procès

Lorsque l'accusé peut démontrer qu'il est fort probable que la fourniture d'informations entraînera ou a entraîné une violation de son droit à un procès équitable, il ou elle devrait disposer d'une voie de recours juridique efficace.

Principe 12 - Admission des journalistes

Les journalistes devraient être admis sans discrimination et sans exigence préalable d'accréditation aux audiences judiciaires publiques et aux prononcés publics de jugements. Ils ne devraient pas être exclus des audiences judiciaires, sauf si et dans la mesure où le public est exclu conformément à l'article 6 de la Convention.

Principe 13 - Accès des journalistes aux salles d'audience

Les autorités compétentes devraient, à moins que cela ne soit manifestement pas réalisable, réserver aux journalistes, dans les salles d'audience, un nombre de places suffisant au regard des demandes, sans exclure la présence du public en tant que tel.

Principe 14 - Reportages en direct et enregistrements dans les salles d'audience

Les reportages en direct ou les enregistrements effectués par les médias dans les salles d'audience ne devraient pas être possibles, sauf si et dans la mesure où la loi ou les autorités judiciaires compétentes le permettent explicitement. De tels reportages ne devraient être autorisés que s'il n'en résulte aucun risque sérieux d'influence indue sur les victimes, les témoins, les parties aux procédures pénales, les jurés ou les magistrats.

Principe 15 - Soutien aux reportages réalisés par les médias

Sauf si cela est impossible, les autorités compétentes devraient, en temps opportun et sur simple demande, mettre à la disposition des journalistes des annonces concernant les audiences qui sont programmées, les chefs d'accusation et toutes autres informations pertinentes pour la chronique judiciaire. Les journalistes devraient être autorisés sans discrimination à effectuer ou recevoir copie des jugements rendus publiquement. Ils devraient avoir la possibilité de diffuser ou de communiquer ces jugements au public.

Principe 16 - Protection des témoins

L'identité des témoins ne devrait pas être divulguée, à moins qu'un témoin n'y ait préalablement consenti, que l'identification du témoin ne soit d'intérêt public ou que le témoignage n'ait déjà eu lieu en public. L'identité des témoins ne devrait jamais être divulguée si cela met en danger leur vie ou leur sécurité. Un respect scrupuleux doit être apporté aux programmes de protection des témoins, spécialement dans le cadre de procédures pénales contre la criminalité organisée ou les crimes commis dans une enceinte familiale.

Principe 17 - Reportages réalisés par les médias sur l'exécution des peines

Les journalistes devraient être autorisés à avoir des contacts avec les personnes qui purgent des peines d'emprisonnement, pour autant que cela ne nuise pas à la bonne administration de la justice, aux droits des prisonniers et du personnel pénitentiaire ou à la sécurité dans les prisons.

Principe 18 - Reportages réalisés par les médias à la suite de l'exécution des peines

Afin de ne pas porter préjudice à la réintégration dans la société des personnes qui ont purgé une condamnation, le droit à la protection de la vie privée en application de l'article 8 de la Convention devrait inclure le droit à protéger l'identité de ces personnes en liaison avec le délit qu'elles ont antérieurement commis une fois qu'elles ont purgé leur condamnation, sauf si ces personnes ont consenti explicitement à la divulgation de leur identité ou si ces personnes et le délit qu'elles ont antérieurement commis sont un sujet d'intérêt public ou sont redevenus un sujet d'intérêt public.

CONSEIL DE L'EUROPE
COMITÉ DES MINISTRES

Recommandation Rec(2004)16³⁶

du Comité des ministres aux États membres
sur le droit de réponse dans le nouvel environnement des médias

*(adoptée par le Comité des Ministres le 15 décembre 2004,
lors de la 909^e réunion des Délégués des Ministres)*

Le Comité des Ministres, en vertu de l'article 15.b du Statut du Conseil de l'Europe,

Considérant que le but du Conseil de l'Europe est de réaliser une union plus étroite entre ses membres afin de sauvegarder et de promouvoir les idéaux et les principes qui sont leur patrimoine commun ;

Rappelant sa Résolution (74) 26 sur le droit de réponse – situation de l'individu à l'égard de la presse, dont les dispositions devraient s'appliquer à tous les médias ;

Notant que, depuis l'adoption de cette Résolution, sont intervenus un certain nombre de développements techniques majeurs qui nécessitent que ce texte soit révisé afin de l'adapter à la situation actuelle du secteur des médias en Europe ;

Rappelant par ailleurs que la Convention européenne sur la télévision transfrontière (STE n° 132) se réfère non seulement au droit de réponse, mais aussi à d'autres recours juridiques ou administratifs comparables ;

Réaffirmant que le droit de réponse devrait protéger toute personne morale ou physique de toute information présentant des faits inexacts concernant cette personne et affectant ses droits, et considérant en conséquence que la diffusion d'opinions et d'idées doit rester en dehors du champ d'application de cette Recommandation ;

Considérant que le droit de réponse est une voie de recours particulièrement appropriée dans l'environnement en ligne, étant donné la possibilité de correction instantanée des informations contestées et la facilité technique avec laquelle les réponses émanant des personnes concernées peuvent y être jointes ;

Considérant qu'il est également dans l'intérêt du public de recevoir des informations de différentes sources qui garantissent ainsi la possibilité de disposer d'une information complète ;

³⁶ Lors de l'adoption de cette Recommandation, les Représentants permanents du Royaume-uni et de la République Slovaque ont indiqué qu'en vertu de l'article 10.2c du Règlement intérieur des réunions des Délégués des Ministres, ils réservaient le droit à leurs Gouvernements de se conformer ou non à la Recommandation, dans la mesure qu'elle fait référence aux services en ligne.

Reconnaissant que le droit de réponse peut être assuré non seulement par le biais de la législation, mais également par le biais de mesures de corégulation ou d'autorégulation ;

Soulignant que le droit de réponse est sans préjudice quant aux autres voies de recours à la disposition des personnes dont les droits à la dignité, l'honneur, la réputation ou la vie privée ont été violés dans les médias,

Recommande aux gouvernements des Etats membres d'examiner et, si nécessaire, d'introduire dans leur droit ou leur pratique interne un droit de réponse ou toute mesure équivalente, permettant une correction rapide des informations inexacts diffusées dans les médias en ligne ou hors ligne selon les principes minimaux présentés ci-dessous, sans préjudice de la possibilité d'ajuster leur exercice selon les spécificités de chaque type de média.

Définition

Aux fins de la présente Recommandation :

Le terme « medium » désigne tous moyens de communication destinés à la diffusion périodique auprès du public d'informations éditées, en ligne ou hors ligne, tels que les journaux, les écrits périodiques, la radio, la télévision et les services d'actualités basés sur l'Internet.

Principes minimaux

1. Champ d'application du droit de réponse

Toute personne physique ou morale, sans considération de nationalité ou de résidence, devrait se voir accorder un droit de réponse ou une mesure équivalente offrant la possibilité de réagir à toute information dans les médias qui présente des faits inexacts à son propos et affecte ses droits personnels.

2. Rapidité

La demande de réponse devrait être adressée au medium concerné dans un délai raisonnablement bref à compter de la publication de l'information contestée. Le medium en question devrait rendre la réponse publique sans retard injustifié.

3. Visibilité

Dans la mesure du possible, la réponse devrait recevoir la même importance que celle donnée à l'information contestée afin d'atteindre le même public avec le même impact.

4. Gratuité

La réponse devrait être rendue publique gratuitement pour la personne concernée.

5. Exceptions

A titre d'exception, le droit ou la pratique nationale peuvent prévoir que la demande de réponse peut être refusée par le medium concerné dans les cas suivants :

- si la longueur de la réponse dépasse ce qui est nécessaire pour corriger l'information contestée ;
- si la réponse ne se limite pas à la correction des faits contestés ;
- si la publication entraînait un acte punissable, exposait le fournisseur de contenu à des poursuites au civil ou transgressait les normes de moralité publique ;
- si elle est considérée comme contraire aux intérêts juridiquement protégés d'un tiers ;
- si l'individu concerné ne peut démontrer l'existence d'un intérêt légitime ;
- si la réponse est dans une langue différente de celle dans laquelle l'information contestée a été rendue publique ;
- si l'information contestée fait partie d'un compte rendu fidèle de sessions tenues en public par des autorités publiques ou des tribunaux.

6. Sauvegarder l'exercice effectif du droit de réponse

Afin de sauvegarder l'exercice effectif du droit de réponse, les médias devraient rendre publics le nom et les coordonnées de la personne à qui les demandes de réponse peuvent être adressées.

Dans le même but, le droit ou la pratique devrait déterminer au niveau national dans quelle mesure les médias sont astreints à conserver une copie des informations ou programmes mis à la disposition du public, et ce pendant un laps de temps raisonnable, ou du moins, tant qu'une demande d'insertion d'une réponse peut être formulée ou qu'une affaire est examinée par un tribunal ou une autre instance compétente.

7. Archives électroniques

Si l'information contestée reste à la disposition du public dans des archives électroniques et qu'un droit de réponse a été accordé, un lien devrait dans la mesure du possible être créé entre les deux afin d'attirer l'attention des utilisateurs sur le fait que l'information originelle a fait l'objet d'une réponse.

8. Règlement des différends

Si un medium refuse de rendre une réponse publique, ou s'il rend la réponse publique d'une manière non satisfaisante pour la personne concernée, celle-ci devrait avoir la possibilité de porter le différend devant un tribunal ou une autre instance ayant le pouvoir d'ordonner la publication de la réponse.

CONSEIL DE L'EUROPE
COMITE DES MINISTRES

Recommandation Rec(2006)3

du Comité des Ministres aux Etats membres
relative à la Convention de l'UNESCO sur la protection et
la promotion de la diversité des expressions culturelles

*(adoptée par le Comité des Ministres le 1er février 2006,
lors de la 954e réunion des Délégués des Ministres)*

Le Comité des Ministres, conformément à l'article 15.b du Statut du Conseil de l'Europe,

Rappelant qu'aux termes de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme, toute personne peut obtenir la satisfaction des droits culturels indispensables à sa dignité et au libre développement de sa personnalité, et a le droit de prendre part librement à la vie culturelle de la communauté ;

Rappelant aussi que le but du Conseil de l'Europe sera poursuivi par l'examen des questions d'intérêt commun par les Etats membres, en associant la société civile, par la conclusion d'accords et par l'adoption d'action commune, notamment dans le domaine culturel ;

Soulignant, à cet égard, l'importance du droit à la liberté d'expression, qui comprend la liberté d'opinion, et la liberté de recevoir ou de communiquer des informations et des idées sans qu'il puisse y avoir d'ingérence ;

Notant qu'à sa 33e Session (3-21 octobre 2005), la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture (UNESCO) a adopté une Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles, qui :

- réaffirme le droit souverain des Etats de formuler et mettre en œuvre leurs politiques culturelles et d'adopter des mesures pour protéger et promouvoir la diversité des expressions culturelles ;
- attache une importance considérable à la coopération internationale et régionale, ainsi qu'à la participation de la société civile pour la mise en place de conditions propices à la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles, notamment afin de faciliter le dialogue sur la politique culturelle, par des mesures réglementaires, des aides financières, la création et le soutien d'institutions de service public et la promotion de la diversité des médias, y compris au moyen du service public de radiodiffusion ;

Observant les points communs qui existent entre les objectifs et les principes directeurs énoncés dans la Convention précitée de l'UNESCO et un certain nombre d'instruments du Conseil de l'Europe relatifs à la culture ainsi qu'aux médias ;

Notant que ladite Convention de l'UNESCO entrera en vigueur après ratification, acceptation, approbation ou adhésion par trente Etats ou organisations d'intégration économique régionale,

Rappelant la Stratégie du Conseil de l'Europe pour le développement du dialogue interculturel adoptée lors de la conférence ministérielle de Faro, les 27 et 28 octobre 2005, et en particulier la mise en place dans ce contexte d'une plate-forme de coopération interinstitutionnelle entre le Conseil de l'Europe et l'UNESCO, ouverte à d'autres partenaires internationaux ou régionaux intéressés ;

Se félicite de l'adoption par la Conférence générale de l'UNESCO de la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles ;

Déclare que, dans le contexte de ses travaux, le Conseil de l'Europe prendra dûment en compte les dispositions de la Convention et contribuera à leur mise en œuvre ;

Recommande qu'à la première occasion, les Etats membres du Conseil de l'Europe ratifient, acceptent, approuvent ou adhèrent à la Convention de l'UNESCO sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles.

CONSEIL DE L'EUROPE
COMITÉ DES MINISTRES

Recommandation Rec(2006)12

du Comité des Ministres aux Etats membres sur la responsabilisation et l'autonomisation des enfants dans le nouvel environnement de l'information et de la communication

*(adoptée par le Comité des Ministres le 27 septembre 2006,
lors de la 974^e réunion des Délégués des Ministres)*

Le Comité des Ministres, en vertu de l'article 15.b du Statut du Conseil de l'Europe,

Réaffirmant l'attachement des Etats membres au droit fondamental à la liberté d'expression, et à celui de recevoir et de communiquer des informations et des idées sans ingérence d'autorités publiques et sans considération de frontière, tel que garanti par l'article 10 de la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales (la Convention européenne des Droits de l'Homme, STE n° 5) ;

Soulignant, à cet égard, que le développement des technologies et des services de l'information et de la communication devrait contribuer à ce que tout individu jouisse des droits garantis par l'article 10 de la Convention européenne des Droits de l'Homme, dans l'intérêt de chacun et dans celui de la culture démocratique de toute société ;

Rappelant la Déclaration du Comité des Ministres sur la liberté de la communication sur l'Internet de 2003, qui souligne que cette liberté ne devrait porter atteinte ni à la dignité humaine ni aux libertés et aux droits fondamentaux d'autrui, notamment des enfants ;

Conscient du fait que la communication via les nouvelles technologies et les nouveaux services de l'information et de la communication doivent respecter le droit à la vie privée et le secret de la correspondance, tel que garanti par l'article 8 de la Convention européenne des Droits de l'Homme et tel que développé dans la Recommandation n° R (99) 5 sur la protection de la vie privée sur Internet ;

Ayant à l'esprit l'impact potentiel, tant positif que négatif, que les technologies et les services de l'information et de la communication peuvent avoir sur la jouissance des droits fondamentaux dans la société de l'information, ainsi que le rôle et la responsabilité particulières des Etats membres à assurer la protection de ces droits ;

Gardant à l'esprit les différents types de contenus et de comportements illégaux, énoncés dans la Convention sur la cybercriminalité (STE n° 185) et dans son Protocole additionnel relatif à l'incrimination d'actes de nature raciste et xénophobe commis par le biais de systèmes informatiques (STE n° 189) ;

Conscient du risque d'effets préjudiciables découlant des contenus du nouvel environnement de l'information et de la communication et des comportements qu'il peut engendrer qui, sans

être toujours illégaux, peuvent nuire au bien-être physique, affectif et psychologique des enfants, tels que la pornographie en ligne, la représentation et la glorification de la violence sur autrui ou sur soi-même, les propos humiliants, discriminatoires ou racistes ou l'apologie de tels propos, la sollicitation (l'approche), l'intimidation, la persécution et d'autres formes de harcèlement ;

Rappelant, à cet égard, la Recommandation n° R (97) 19 sur la représentation de la violence dans les médias électroniques et la Recommandation Rec(2001)8 sur l'autorégulation des cyber-contenus ;

Convaincu qu'une part essentielle de la réponse aux contenus et aux comportements présentant un risque d'effets préjudiciables réside dans la conception et dans le développement de l'infocompétence – définie comme la maîtrise des outils d'accès à l'information, le développement de l'analyse critique des contenus qu'ils véhiculent et l'appropriation des compétences utiles en vue d'un usage créatif et citoyen des moyens de communication –, ainsi que dans la mise en œuvre de formations destinées aux enfants et à leurs éducateurs afin qu'ils utilisent les technologies et les services de l'information et de la communication de manière positive et responsable ;

Soulignant la nécessité d'une responsabilisation et d'une autonomisation eu égard aux services et aux technologies de l'information et de la communication, mentionnée dans la Déclaration relative à une politique européenne pour les nouvelles technologies de l'information de 1999, ainsi que l'importance du développement de compétences en ce domaine, en particulier grâce à la formation à tous les niveaux du système d'enseignement, formel et informel, et dans le cadre de l'éducation permanente ;

Encourageant, à cet égard, l'utilisation de ces services et technologies de manière active, en faisant preuve de sens critique et de discernement, la promotion d'une meilleure utilisation, d'une façon plus répandue, des nouvelles technologies de l'information dans l'enseignement et l'apprentissage, et le recours aux réseaux d'information dans le domaine de l'éducation ;

Rappelant l'importance de l'éducation à la citoyenneté démocratique permettant aux enfants et à leurs éducateurs d'acquérir les capacités nécessaires (en termes de connaissances, de compétences, de compréhension, d'attitudes, de valeurs humanistes et de comportement) pour vivre, pour participer activement et pour agir d'une manière responsable en respectant les droits d'autrui, tel que mentionné dans la Recommandation Rec(2002)12 relative à l'éducation à la citoyenneté démocratique ;

Rappelant les textes adoptés lors de la 7e Conférence ministérielle européenne sur la politique des communications de masse, organisée à Kiev en 2005, et en particulier la Résolution n° 3 et le Plan d'action, concernant la nécessité de soutenir des mesures visant à promouvoir, à tous les niveaux de l'enseignement et de l'éducation continue, l'éducation aux médias qui implique une utilisation active et critique de tous les médias, ainsi qu'à promouvoir l'adoption par les Etats membres d'un niveau de protection adéquat pour les enfants contre les contenus préjudiciables ;

Rappelant aussi l'engagement, figurant dans le Plan d'action adopté lors du Troisième Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement du Conseil de l'Europe organisé à Varsovie en 2005, à poursuivre les travaux relatifs aux enfants dans la société de l'information,

notamment en ce qui concerne le développement de leur culture médiatique et leur protection contre les contenus préjudiciables ;

Notant le rôle important du secteur privé et des acteurs de la société civile dans la promotion de l'exercice des droits fondamentaux, tels que la liberté d'expression et le respect de la dignité humaine dans la société de l'information, soulignés dans la Déclaration du Comité des Ministres sur les droits de l'homme et l'état de droit dans la société de l'information de 2005,

Recommande aux Etats membres d'élaborer, si nécessaire, une stratégie cohérente pour l'infocompétence et pour la formation à l'information qui conduira à une autonomisation des enfants et de leurs éducateurs, afin qu'ils utilisent au mieux les services et les technologies de l'information et de la communication, en particulier :

i. les Etats membres devraient veiller à ce que les enfants soient familiarisés avec le nouvel environnement de l'information et de la communication, et à ce qu'ils sachent bien l'utiliser, et que, à cette fin, l'infocompétence et la formation à l'information pour que les enfants deviennent partie intégrante de l'éducation scolaire dès leur plus jeune âge ;

ii. les Etats membres devraient veiller à ce que les enfants acquièrent les compétences nécessaires pour créer, produire et diffuser des contenus et des communications dans le nouvel environnement de l'information et de la communication, d'une manière à la fois respectueuse des libertés et des droits fondamentaux d'autrui et d'une manière propice à l'exercice et à la jouissance de leurs propres droits fondamentaux, en particulier le droit à la liberté d'expression et d'information en lien avec le droit à la vie privée ;

iii. les Etats membres devraient veiller à ce que ces compétences permettent aux enfants de mieux comprendre et traiter les contenus (par exemple la violence sur autrui ou sur soi-même, la pornographie, la discrimination et le racisme) et les comportements (tels que la sollicitation, l'intimidation, le harcèlement ou la persécution) qui présentent un risque d'effets préjudiciables. Ils encourageraient ainsi un climat de confiance, de bien-être et de respect d'autrui dans le nouvel environnement de l'information et de la communication ;

iv. à cet égard, les Etats membres devraient aussi encourager et faciliter :

- le développement de matériels pédagogiques et d'outils d'apprentissage pour les éducateurs, afin qu'ils sachent identifier les contenus et les comportements présentant un risque d'effets préjudiciables et qu'ils sachent y réagir de manière responsable ;

- les stratégies visant à sensibiliser, à informer et à former les éducateurs de manière à ce qu'ils puissent rendre efficacement responsables et autonomes les enfants dont ils ont la charge, afin en particulier de prévenir et de limiter l'exposition des enfants à des contenus et à des comportements présentant un risque d'effets préjudiciables ;

- les programmes de recherche sur les motivations et la conduite des enfants aux différents stades de leur développement, avec l'assistance des secteurs public et privé qui s'occupent des informations et des contenus relatifs à l'utilisation, par les enfants, des services et des technologies de l'information et de la communication.

Les Etats membres devraient considérer l'opportunité de poursuivre une approche associant diverses parties prenantes pour rendre responsables et autonomes les enfants dans le nouvel environnement de l'information et de la communication, de la manière suivante :

- i. en partenariat avec les gouvernements, le secteur privé, étant un des acteurs clés de la société de l'information, devrait être encouragé à promouvoir et à faciliter les compétences et le bien-être des enfants et les initiatives d'infocompétence et de formation à l'information les concernant. A cet égard, les acteurs de ce secteur devraient estimer et évaluer régulièrement leurs politiques et leurs pratiques en matière d'information concernant la sécurité des enfants et l'utilisation responsable, tout en respectant les droits fondamentaux, notamment le droit à la liberté d'expression et le droit de recevoir et de communiquer des informations et des opinions sans ingérence et sans considération de frontière ;
- ii. en partenariat avec les gouvernements et le secteur privé, les acteurs de la société civile, qui jouent le rôle de catalyseurs clés dans la promotion des droits de l'homme dans la société de l'information, devraient être encouragés à assurer le suivi, à évaluer et à promouvoir activement les compétences et le bien-être des enfants et les initiatives d'infocompétence et de formation à l'information les concernant ;
- iii. les médias devraient être encouragés à être attentifs à leur rôle de source d'information et de référence essentielle pour les enfants et leurs éducateurs dans le nouvel environnement de l'information et de la communication, notamment en ce qui concerne les droits fondamentaux.

CONSEIL DE L'EUROPE
COMITÉ DES MINISTRES

Recommandation CM/Rec(2007)2

du Comité des Ministres aux Etats membres
sur le pluralisme des médias et la diversité du contenu des médias

*(adoptée par le Comité des Ministres le 31 janvier 2007,
lors de la 985^e réunion des Délégués des Ministres)*

Le Comité des Ministres, en vertu de l'article 15.b du Statut du Conseil de l'Europe,

Considérant que le but du Conseil de l'Europe est de réaliser une union plus étroite entre ses membres afin de sauvegarder et de promouvoir les idéaux et les principes qui sont leur patrimoine commun et d'encourager le développement économique et social ;

Rappelant l'article 10 de la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales (STE n° 5) qui garantit la liberté d'expression et la liberté de recevoir ou de communiquer des informations ou des idées sans qu'il puisse y avoir ingérence d'autorités publiques et sans considération de frontière ;

Rappelant sa Déclaration sur la liberté d'expression et d'information, adoptée le 29 avril 1982 qui souligne que la libre circulation et la large diffusion d'informations de toute nature à travers les frontières constituent un facteur important pour la compréhension internationale, le rapprochement des peuples et l'enrichissement mutuel des cultures ;

Rappelant sa Recommandation Rec(2000)23 concernant l'indépendance et les fonctions des autorités de régulation du secteur de la radiodiffusion et son Exposé des motifs, dont les dispositions soulignent l'importance de l'indépendance politique, financière et opérationnelle des régulateurs de la radiodiffusion ;

Rappelant les opportunités offertes par les technologies numériques ainsi que les risques potentiels qui y sont liés dans la société moderne tels qu'énoncés dans la Recommandation Rec(2003)9 sur des mesures visant à promouvoir la contribution démocratique et sociale de la radiodiffusion numérique ;

Rappelant sa Recommandation n° R (99) 1 sur des mesures visant à promouvoir le pluralisme des médias et sa Recommandation n° R (94) 13 sur des mesures visant à promouvoir la transparence des médias dont les dispositions devraient s'appliquer à tous les médias ;

Notant que, depuis l'adoption des Recommandations n^{os} R (99) 1 et R (94) 13, d'importants développements technologiques ont eu lieu qui rendent nécessaire une révision de ces textes afin de les adapter à la situation actuelle du secteur des médias en Europe ;

Eu égard à sa Déclaration sur la diversité culturelle, adoptée le 7 décembre 2000 et aux dispositions sur le pluralisme des médias contenues dans la Convention européenne sur la télévision transfrontière (STE n° 132) ;

Gardant à l'esprit les dispositions de la Convention de l'UNESCO sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles adoptée le 20 octobre 2005, qui proclament le droit souverain des Etats de formuler et de mettre en œuvre leurs politiques culturelles et d'adopter des mesures pour protéger et promouvoir le dialogue interculturel et la diversité des expressions culturelles, en particulier des mesures ayant pour but d'accroître la diversité des médias y compris à travers la radiodiffusion de service public ;

Réaffirmant que le pluralisme des médias et la diversité du contenu des médias sont essentiels au fonctionnement d'une société démocratique et sont les corollaires du droit fondamental à la liberté d'expression et d'information tel que garanti par l'article 10 de la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des libertés fondamentales ;

Considérant que les exigences qui résultent de l'article 10 de la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales seront pleinement satisfaites si chaque individu se voit offrir la possibilité de se former ses propres opinions à partir de sources d'information variées ;

Reconnaissant la contribution essentielle qui est celle des médias pour stimuler le débat public, le pluralisme politique et la sensibilisation à des opinions diverses, notamment en donnant à différents groupes de la société – y compris des minorités culturelles, linguistiques, ethniques, religieuses ou autres – la possibilité de recevoir ou de communiquer des informations, de s'exprimer et d'échanger des idées ;

Rappelant l'importance de la transparence de la propriété des médias tant pour que les autorités responsables de la mise en œuvre de la réglementation relative au pluralisme des médias puissent prendre des décisions informées, que pour que le public puisse faire sa propre analyse de l'information, des idées et opinions exprimées par les médias ;

Réaffirmant que, afin de protéger et de promouvoir activement le pluralisme des courants de pensée et d'opinion ainsi que la diversité culturelle, les Etats membres devraient adapter les cadres de régulation existants, en particulier en ce qui concerne la propriété des médias, et adopter les mesures réglementaires et financières qui s'imposent en vue de garantir la transparence et le pluralisme structurel des médias ainsi que la diversité des contenus diffusés par ceux-ci ;

Rappelant que les efforts attendus de tous les Etats membres en ce domaine devraient tenir compte des impératifs liés à la nécessaire indépendance éditoriale des rédactions, des enjeux, risques et opportunités inhérents au développement de nouveaux moyens de communication, ainsi que de la situation particulière de chacun des services de médias audiovisuels et écrits auxquels ils s'attachent, qu'il s'agisse des services de presse imprimée et en ligne ou des services de radio et de télévision diffusés sur toutes les plates-formes ;

Gardant à l'esprit que la politique nationale en matière de médias peut également viser à préserver la compétitivité des sociétés de médias nationales face à la mondialisation des marchés et que le phénomène de concentration transnationale des médias peut avoir un impact négatif sur la diversité des contenus,

Recommande aux gouvernements des Etats membres :

- i. d'envisager d'inclure dans leur droit et leurs pratiques internes les mesures énumérées ci-dessous ;
- ii. d'évaluer de manière régulière, au plan national, l'efficacité des mesures existantes visant à promouvoir le pluralisme des médias et la diversité des contenus, et examinent la nécessité éventuelle de les réviser à la lumière des développements économiques, technologiques et sociaux intéressant les médias ;
- iii. d'échanger des informations sur la structure des médias, la législation nationale et les études relatives à la concentration et à la diversité des médias.

Mesures recommandées

I. Mesures favorisant le pluralisme structurel des médias

1. Principe général

1.1. Les Etats membres devraient veiller à ce qu'un éventail suffisant de médias proposés par une série de propriétaires différents, publics ou privés, soit mis à la disposition du public, en tenant compte des caractéristiques du marché des médias, en particulier des aspects économiques et relatifs à la concurrence existant.

1.2. Lorsque l'application des règles de concurrence communes au secteur des médias et de la réglementation relative à l'accès n'est pas suffisante pour garantir le respect des exigences de diversité culturelle et de pluralité des courants de pensée et d'opinion, les Etats membres devraient adopter des mesures spécifiques.

1.3. Les Etats membres devraient, en particulier, envisager d'adapter le cadre réglementaire aux évolutions économiques, sociales et technologiques, compte tenu notamment de la convergence et de la transition numériques, et par conséquent y inclure tous les éléments de production et de distribution des médias.

1.4. En adaptant leur cadre réglementaire, les Etats membres devraient porter une attention particulière sur le besoin de séparation réelle et apparente entre l'exercice du pouvoir politique ou l'influence politique et le contrôle de médias ou la prise de décision relative au contenu des médias.

2. Réglementation de la propriété

2.1. Les Etats membres devraient envisager l'adoption de règles visant à limiter l'influence qu'une même personne, une même société ou un même groupe peut exercer dans un ou plusieurs secteurs de médias, et veiller à ce qu'un nombre suffisant et varié de médias existe.

2.2. Ces règles devraient être adaptées à la taille et aux spécificités du marché national, régional ou local des médias audiovisuels et/ou écrits auxquels elles auraient vocation à s'appliquer.

2.3. Ces règles pourraient comprendre l'introduction de « seuils » fondés sur des critères objectifs et réalistes, tels que la part d'audience, la diffusion, le chiffre d'affaires réalisé, les parts sociales ou les droits de vote.

2.4. Ces règles devraient rendre possible la prise en compte des phénomènes d'intégration horizontale, entendu comme les fusions dans une même branche d'activité – monomédia comme plurimédia – et d'intégration verticale, c'est-à-dire le contrôle d'éléments clés de la production, de la distribution et d'activités connexes, telles que la publicité ou les télécommunications, par une même personne, une même société ou un même groupe.

2.5. En outre, les Etats membres devraient réviser les seuils établis sur une base régulière à la lumière des développements technologiques, économiques et sociaux afin de ne pas entraver les innovations dans le secteur des médias.

2.6. Qu'elles soient ou non particulières au secteur des médias audiovisuels et écrits, les autorités chargées de la mise en œuvre de ces règles devraient être investies des pouvoirs nécessaires au bon accomplissement de leur mission, en particulier le pouvoir de refuser une autorisation ou une licence et d'agir à l'encontre des opérations de concentration de toutes formes, notamment en forçant des entités de médias à des cessions d'actifs dès lors que des niveaux inacceptables de concentrations sont atteints et/ou que le pluralisme des médias est menacé. Leurs compétences pourraient ainsi comprendre le pouvoir d'exiger des engagements de nature structurelle ou comportementale de la part des participants à de telles opérations et le pouvoir de prononcer des sanctions à leur encontre, si nécessaire.

3. Médias de service public

3.1. Les Etats membres devraient assurer aux médias de service public existants une place en vue dans le nouveau paysage médiatique. Ils devraient permettre aux organisations de médias de service public de se développer de manière à rendre leur contenu accessible à partir de différentes plates-formes, notamment afin de fournir des contenus novateurs et de haute qualité dans l'environnement numérique, et développer un éventail de nouveaux services incluant des facilités interactives.

3.2. Les Etats membres devraient encourager les médias de service public à jouer un rôle actif dans la promotion de la cohésion sociale et l'intégration de toutes les communautés, groupes sociaux et générations, y compris les groupes minoritaires, les jeunes personnes, les personnes âgées, les catégories sociales défavorisées, les personnes handicapées, etc., tout en respectant leurs différences identitaires et leurs besoins. Dans ce contexte, l'attention doit être portée sur le contenu créé par et pour ces groupes, sur leur accès, leur présence et sur la manière dont ils sont représentés dans les médias de service public. Une attention doit être également portée aux questions d'égalité entre les femmes et les hommes.

3.3. Les Etats membres devraient inviter les organisations de médias de service public à envisager l'introduction de formes de consultation du public ; celles-ci pourraient inclure la création de structures consultatives, le cas échéant reflétant le public dans sa diversité, afin de répercuter dans leur politique de programmation les souhaits et exigences du public.

3.4. Les Etats membres devraient adopter les mécanismes nécessaires pour garantir l'indépendance des organisations de médias de service public qui est vitale pour la sauvegarde de leur indépendance éditoriale et pour leur protection face au contrôle d'un ou de quelques

groupes politiques ou sociaux. Ces mécanismes devraient être instaurés en coopération avec la société civile.

3.5. Les Etats membres devraient définir des moyens d'assurer un financement sûr et approprié des médias de service public, provenant de diverses sources – qui pourraient inclure droits de licence, financement public, revenus commerciaux et/ou contributions individuelles – nécessaire pour remplir leurs fonctions démocratiques, sociales et culturelles.

4. *Autres médias contribuant au pluralisme et à la diversité*

Les Etats membres devraient encourager le développement d'autres médias susceptibles de contribuer au pluralisme et à la diversité, et de fournir un espace de dialogue. Ces médias pourraient, par exemple, prendre la forme de médias communautaires, locaux, minoritaires ou sociaux. Le contenu de tels médias pourrait être créé principalement, mais pas exclusivement, par et pour certains groupes de la société ; il pourrait apporter une réponse à leurs besoins ou demandes spécifiques, et pourrait servir de facteur de cohésion sociale et d'intégration. Les moyens de distribution, qui peuvent inclure les technologies numériques, devraient être adaptés aux habitudes et aux besoins du public auxquels ces médias s'adressent.

5. *Régulation de l'accès et interopérabilité*

5.1. Les Etats membres devraient assurer un accès équitable des fournisseurs de contenus aux réseaux de communications électroniques.

5.2. En vue de promouvoir l'essor des nouveaux moyens de communication et des nouvelles plates-formes et de réduire le risque de goulots d'étranglement qui empêchent la disponibilité d'une large variété de contenus médiatiques, les Etats membres devraient encourager une plus grande interopérabilité des logiciels et équipements, ainsi que le recours par les fabricants de ces logiciels et équipements et par les opérateurs du secteur des médias et des communications électroniques à des standards ouverts.

5.3. Ce résultat devrait être obtenu au moyen d'une meilleure coopération entre toutes les parties intéressées, favorisée, le cas échéant et dans le souci de ne pas empêcher l'innovation, par les autorités compétentes.

5.4. Les Etats membres devraient s'assurer que les organes de régulation ou autres autorités compétentes ont les compétences techniques nécessaires pour évaluer l'effet des développements économiques et techniques sur la structure des médias et sur leur capacité à jouer leur rôle culturel.

6. *Autres mesures de soutien*

6.1. Les Etats membres devraient prendre les mesures financières et réglementaires nécessaires à la préservation et à la promotion du pluralisme structurel des médias de l'audiovisuel et de la presse écrite.

6.2. Ces mesures peuvent comprendre des mesures d'accompagnement et d'encouragement visant à faciliter la transition numérique pour les médias de radiodiffusion traditionnels, et, le cas échéant, la transition numérique pour les médias de la presse écrite.

II. Mesures favorisant la diversité des contenus

1. Principe général

Le pluralisme de l'information et la diversité du contenu des médias ne seront pas automatiquement garantis par la multiplication des moyens de communication à la disposition du public. Les Etats membres devraient par conséquent définir et mettre en œuvre une politique active dans ce domaine, incluant des procédures de suivi, et adopter les mesures nécessaires pour qu'une variété suffisante d'informations, d'opinions et de programmes soit diffusée par les médias et accessible au public.

2. Promotion d'une plus large participation démocratique et de la diversité interne

2.1. Les Etats membres devraient, tout en respectant le principe de l'indépendance éditoriale, encourager les médias à fournir au public des contenus divers susceptibles de promouvoir un débat critique et une plus large participation démocratique des individus appartenant à toutes les communautés et générations.

2.2. Les Etats membres devraient, en particulier, encourager les médias à contribuer au dialogue interculturel et inter-religieux afin de promouvoir le respect mutuel et la tolérance ainsi que la prévention des conflits potentiels par la discussion.

A cette fin, les Etats membres devraient :

- d'une part, encourager les médias à adopter ou renforcer une politique volontaire promouvant les minorités dans leur organisation interne, dans toutes ses branches, afin de refléter la diversité de la composition de la société et de renforcer la cohésion sociale ;
- d'autre part, pour tenir compte de l'apparition de nouveaux moyens de communication résultant des changements technologiques, adopter ou développer les mesures déjà existantes visant à promouvoir l'éducation aux médias numériques afin de combler la « fracture numérique ».

3. Licences de radiodiffusion, règles d'obligation de reprise

3.1. Les Etats membres devraient envisager l'adoption de mesures qui permettent de promouvoir et de suivre la production et la fourniture de contenus diversifiés par les médias. S'agissant du secteur de la radiodiffusion, de telles mesures pourraient notamment consister à assortir les licences accordées aux radiodiffuseurs d'une obligation de produire par eux-mêmes ou de commander un certain volume de programmes, en particulier concernant les bulletins d'informations et les émissions d'actualité.

3.2. Les Etats membres devraient envisager l'adoption de règles visant à préserver la diversité du paysage médiatique local, assurant en particulier que la syndication, comprise comme la fourniture centralisée des programmes et services associés, ne mette pas en danger le pluralisme.

3.3. Les Etats membres devraient envisager, si nécessaire, d'adopter des règles d'obligation de reprise de programmes sur les plates-formes de distribution autres que les réseaux câblés. De plus, à la lumière du processus de numérisation – tout particulièrement la capacité accrue

des réseaux et la prolifération de différents réseaux – les Etats membres devraient revoir périodiquement leurs règles d’obligation de reprise afin de s’assurer qu’elles continuent à correspondre à des objectifs d’intérêt général. Les Etats membres devraient examiner l’intérêt d’introduire en parallèle à l’obligation de reprise, une obligation pour les éditeurs des programmes concernés de ne pas s’opposer à leur reprise afin d’encourager les médias de service public et les principales sociétés commerciales de médias à mettre leurs chaînes à la disposition des opérateurs de réseau qui souhaiteraient les diffuser. Ces mesures et les modalités de leur mise en œuvre devraient respecter les règles relatives aux droits d’auteur.

4. Mesures de soutien

4.1. Des mesures de soutien, pour la création, la production et la distribution de contenus audiovisuels ou autres, qui constituent un apport de valeur à la diversité des médias devraient être envisagées. Ces mesures devraient également servir à protéger et à promouvoir la diversité des sources d’information, telles que des agences de presse indépendantes et le journalisme d’investigation. Des mesures de soutien aux médias écrits ou radiodiffusés utilisant des langues minoritaires pourraient également être considérées.

4.2. Sans négliger de considérations en matière de concurrence, toute mesure de soutien citée ci-dessus devrait être accordée sur la base de critères objectifs et impartiaux, dans le cadre de procédures transparentes et soumises à un contrôle indépendant. Les conditions d’octroi d’une aide devraient être reconsidérées périodiquement afin d’éviter l’encouragement accidentel d’un processus de concentration des médias ou l’enrichissement indu d’entreprises bénéficiant d’aides.

5. Sensibilisation au rôle des médias

5.1. Les Etats membres devraient apporter leur soutien à la formation des professionnels des médias, y compris à la formation continue, et inciter à la prise en compte, dans ces formations, du rôle que les professionnels des médias peuvent jouer en faveur de la diversité. La société dans son ensemble devrait être sensibilisée à ce rôle.

5.2. Cet objectif de diversité pourrait être inclus dans les statuts des organismes des médias et dans les codes de déontologie adoptés par les professionnels des médias.

III. Transparence des médias

1. Les Etats membres devraient assurer l’accès du public aux informations suivantes sur les médias :

- des informations sur l’identité des personnes ou des organismes participant à la structure du média en question et sur la nature et le montant de la participation respective de ces personnes ou organismes dans la structure concernée et, si possible, les bénéficiaires ultimes de cette participation ;

- des informations sur la nature et le montant des intérêts détenus par les personnes et les organismes précités dans d’autres médias ou entreprises du secteur des médias, voire dans d’autres secteurs économiques ;

- des informations sur les autres personnes ou organismes qui sont susceptibles d'exercer une influence notable sur la politique de programmation ou la ligne éditoriale du média ;
- des informations relatives aux mesures de soutien dont a bénéficié le média ;
- une information sur les procédures appliquées au droit de réponse et aux plaintes.

2. Les Etats membres devraient inciter les médias à prendre toutes les mesures susceptibles de permettre au public de faire sa propre analyse des informations, des idées et opinions exprimées dans les médias.

IV. Recherches scientifiques

1. Les Etats membres devraient encourager les recherches scientifiques et faire des études dans le domaine de la concentration des médias et du pluralisme, et promouvoir le débat public sur ces questions. Une attention toute particulière devrait être accordée à l'effet de la concentration des médias sur la diversité des contenus des médias, sur l'équilibre entre programmes de divertissement et programmes encourageant le débat public ainsi que sur la contribution des médias au dialogue interculturel.

2. Les Etats membres devraient soutenir les efforts de la recherche internationale portant sur la concentration transnationale des médias et son impact sur différents aspects du pluralisme des médias.

CONSEIL DE L'EUROPE
COMITÉ DES MINISTRES

Recommandation CM/Rec(2007)3

du Comité des Ministres aux Etats membres
sur la mission des médias de service public dans la société de l'information

*(adoptée par le Comité des Ministres le 31 janvier 2007,
lors de la 985e réunion des Délégués des Ministres)*

Le Comité des Ministres en vertu de l'article 15.b du Statut du Conseil de l'Europe,

Considérant que le but du Conseil de l'Europe est de réaliser une union plus étroite entre ses membres afin de sauvegarder et de promouvoir les idéaux et les principes qui sont leur patrimoine commun ;

Rappelant l'engagement des Etats membres à respecter le droit fondamental de la liberté d'expression et d'information, tel que garanti par l'article 10 de la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales ;

Rappelant l'importance pour les sociétés démocratiques de l'existence d'un large éventail de moyens de communication indépendants et autonomes, permettant de refléter la diversité des idées et des opinions, et rappelant que les nouvelles techniques et les nouveaux services d'information et de communication doivent effectivement être utilisés de manière à élargir le champ de la liberté d'expression, comme énoncé dans sa Déclaration sur la liberté d'expression et d'information (avril 1982) ;

Gardant à l'esprit la Résolution n° 1 sur l'avenir du service public de radiodiffusion, adoptée lors de la 4e Conférence ministérielle européenne sur la politique des communications de masse (Prague, décembre 1994) ;

Rappelant sa Recommandation n° R (96) 10 concernant la garantie de l'indépendance du service public de radiodiffusion et sa Recommandation Rec(2003)9 sur des mesures visant à promouvoir la contribution démocratique et sociale de la radiodiffusion numérique, ainsi que sa Déclaration sur la garantie de l'indépendance du service public de radiodiffusion dans les Etats membres (septembre 2006) ;

Rappelant la Recommandation 1641 (2004) de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe sur le service public de radiodiffusion, recommandant l'adoption d'un nouveau document d'orientation majeur sur le service public de radiodiffusion, tenant compte des récents développements technologiques, ainsi que le rapport sur le service public de radiodiffusion, établi par la Commission de la culture, de la science et de l'éducation de l'Assemblée parlementaire (Doc. 10029, janvier 2004), notant la nécessité de faire évoluer et de moderniser ce secteur, et la réponse positive du Comité des Ministres à ladite recommandation ;

Gardant à l'esprit les documents politiques adoptés lors de la 7^e Conférence ministérielle européenne sur la politique des communications de masse (Kyiv, mars 2005) et, plus particulièrement, l'objectif énoncé dans le Plan d'action pour examiner comment la mission de service public devrait, le cas échéant, être développée et adaptée, par les Etats membres, au nouvel environnement numérique ;

Rappelant la Convention de l'UNESCO sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles (octobre 2005), qui attache, notamment, une importance considérable à la création de mesures visant à promouvoir la diversité des médias, y compris au moyen du service public de radiodiffusion ;

Conscient de la nécessité de sauvegarder, dans le contexte de la société de l'information, les objectifs essentiels d'intérêt général, y compris la liberté d'expression et l'accès à l'information, le pluralisme des médias, la diversité culturelle et la protection des mineurs et de la dignité humaine, en conformité avec les normes du Conseil de l'Europe ;

Soulignant le rôle spécifique du service public de radiodiffusion, qui est de promouvoir les valeurs des sociétés démocratiques, en particulier le respect des droits de l'homme, des cultures et du pluralisme politique ; et considérant son but, qui est d'offrir un vaste choix de programmes et de services à toutes les catégories du public, de promouvoir la cohésion sociale, la diversité culturelle et une communication pluraliste accessible à tous ;

Conscient du fait que la concurrence croissante dans le domaine de la radiodiffusion augmente la difficulté, pour de nombreux médias commerciaux, de maintenir la valeur ajoutée de leur programmation du point de vue de l'intérêt général, particulièrement en ce qui concerne leurs services gratuits ;

Conscient du fait que la mondialisation et l'intégration internationale ainsi que la concentration croissante, horizontale et verticale, des médias privés aux niveaux national et international ont des effets d'une portée considérable pour les Etats et leurs systèmes médiatiques ;

Notant que, dans la société de l'information, le public et particulièrement les plus jeunes générations se tournent de plus en plus vers les nouveaux services de communication, à la fois pour leur contenu et pour satisfaire leur besoin de communiquer, et ce aux dépens des médias traditionnels ;

Convaincu de ce fait que la mission de service public est essentielle dans la société de l'information et peut être accomplie par les organismes de service public via diverses plateformes et au moyen d'une offre variée de services, ayant pour effet l'émergence des médias de service public qui, aux fins de la présente recommandation, n'inclut pas les médias imprimés ;

Reconnaissant la pleine légitimité et les objectifs spécifiques des médias de service public dans la société de l'information ;

Persuadé que, bien qu'il faille compte des questions liées au marché et à la concurrence, l'intérêt commun exige que les médias de service public se voient accorder les moyens nécessaires pour accomplir la mission de service public qui leur a été confiée ;

Reconnaissant le droit des Etats membres de définir les missions des médias de service public individuels, en accord avec leurs propres situations nationales ;

Reconnaissant que les missions des médias de service public individuels peuvent varier au sein de chaque Etat membre, et que ces missions ne devraient pas nécessairement inclure tous les principes directeurs formulés dans la présente recommandation,

Recommande aux gouvernements des Etats membres :

- i. de garantir le rôle fondamental des médias de service public dans le nouvel environnement numérique, en attribuant une mission claire à ces médias, et en leur permettant d'utiliser de nouveaux moyens techniques en vue d'accomplir au mieux leur mission et de s'adapter aux changements rapides du paysage médiatique et technologique actuel, ainsi qu'aux évolutions des attentes du public et des modes de consommation des médias audiovisuels ;
- ii. d'inclure, s'ils ne l'ont pas déjà fait, des dispositions définissant la mission des médias de service public dans leur législation ou leur réglementation, notamment en ce qui concerne les nouveaux services de communication, ce qui permettrait ainsi à ces médias d'utiliser pleinement leur potentiel et, en particulier, de promouvoir une plus grande participation démocratique, sociale et culturelle grâce, entre autres, à de nouvelles technologies interactives ;
- iii. de garantir aux médias de service public, à travers un cadre financier et institutionnel sûr et approprié, les conditions nécessaires pour mener à bien, dans le nouvel environnement numérique, d'une manière transparente et responsable, la mission qui leur a été confiée par les Etats membres ;
- iv. de permettre aux médias de service public de répondre pleinement et efficacement aux défis de la société de l'information, en respectant la structure duale publique/privée du paysage européen des médias électroniques et en tenant compte des questions liées au marché et à la concurrence ;
- v. de veiller à ce qu'un accès universel aux médias de service public soit offert à tous les individus et groupes sociaux, notamment les groupes minoritaires et moins favorisés, en ayant recours à une gamme élargie de moyens technologiques ;
- vi. de diffuser largement la présente recommandation, d'attirer tout particulièrement l'attention des pouvoirs publics, des médias de service public, des groupements de professionnels et du grand public sur les principes directeurs énoncés ci-après, et de veiller à ce que toutes les conditions nécessaires soient mises en place pour que ces principes puissent être appliqués.

***Principes directeurs concernant la mission des médias de service public
dans la société de l'information***

I. La mission de service public : maintenir les éléments clés

1. Les Etats membres détiennent la compétence permettant de définir une mission de service public et de la confier à un ou plusieurs médias, dans le domaine public et/ou privé, en conservant les éléments clés qui sous-tendent la mission traditionnelle de service public tout

en l'adaptant aux nouveaux contextes. Cette mission devrait être accomplie en utilisant la technologie de pointe correspondant aux objectifs. Ces éléments sont évoqués à plusieurs occasions dans les documents du Conseil de l'Europe, définissant notamment le service public de radiodiffusion comme étant :

- a) un point de référence pour le public dans toutes ses composantes, offrant un accès universel ;
- b) un facteur de cohésion sociale et d'intégration de tous les individus, groupes et communautés ;
- c) une source impartiale et indépendante d'informations et de commentaires, et de contenus variés et innovants respectant des normes éthiques et de qualité élevées ;
- d) un forum pour un débat public pluraliste et un moyen de promouvoir une participation démocratique plus large des individus ;
- e) un moyen de contribuer activement à la création et à la production audiovisuelles et à une meilleure appréciation et diffusion de la diversité du patrimoine culturel national et européen.

2. Dans la société de l'information, qui repose dans une large mesure sur les technologies numériques et où les moyens de diffusion des contenus se sont diversifiés au-delà de la radiodiffusion traditionnelle, les Etats membres devraient assurer l'élargissement de la mission de service public afin qu'elle puisse assurer la fourniture des contenus appropriés aussi par le biais de plates-formes de communication nouvelles.

II. Adapter la mission de service public à la société de l'information

a. Un point de référence pour le public dans toutes ses composantes, offrant un accès universel

3. Les médias de service public devraient offrir des actualités, des informations, des programmes et contenus éducatifs, culturels, sportifs et de divertissement destinés à diverses catégories de la population et représentant, dans leur ensemble, une valeur ajoutée du point de vue de l'intérêt général par rapport à ceux offerts par d'autres médias et fournisseurs de contenus.

4. Le principe d'universalité, qui est essentiel pour les médias de service public, devrait être abordé en tenant compte des aspects techniques, sociaux et liés au contenu. Les Etats membres devraient en particulier veiller à ce que les médias de service public soient présents sur les plates-formes importantes et qu'ils disposent des moyens nécessaires à cet effet.

5. Au vu des changements des modes de consommation, les médias de service public devraient être en mesure d'offrir des contenus et des services à la fois généralistes et spécialisés, de même que des services interactifs et à la demande personnalisés. Ils devraient s'adresser à toutes les générations, et impliquer particulièrement la jeune génération dans des formes actives de communication, en encourageant la fourniture de contenus personnels et en mettant en place d'autres dispositifs participatifs.

6. Les Etats membres devraient veiller à ce que les objectifs des médias de service public et les moyens de les réaliser soient clairement définis, en particulier en ce qui concerne les offres de services thématiques et le recours à de nouveaux services de communication. Il conviendrait notamment de prévoir une évaluation et un contrôle réguliers de ces activités par des organismes appropriés, de manière à assurer que tous les groupes du public sont servis de façon adéquate.

b. Un facteur de cohésion sociale et d'intégration de tous les individus, groupes et communautés

7. Il conviendrait d'adapter les médias de service public au nouvel environnement numérique afin qu'ils soient en mesure d'accomplir leur mission qui consiste à promouvoir la cohésion sociale aux niveaux local, régional, national et international, et de stimuler le sens de la coresponsabilité du public quant à la réalisation de cet objectif.

8. Les médias de service public devraient intégrer toutes les communautés, tous les groupes sociaux et toutes les générations, y compris les groupes minoritaires, les jeunes, les personnes âgées, les catégories sociales les moins favorisées, les personnes handicapées, tout en respectant leurs différentes identités et leurs différents besoins. Dans ce contexte, il convient de prêter attention aux contenus créés par et pour ces groupes, ainsi qu'à leur accès aux médias de service public, à leur présence et à leur évocation dans ceux-ci. Il conviendrait également de tenir compte des questions relatives à l'égalité entre les femmes et les hommes.

9. Les médias de service public devraient agir en tant que guide fiable de la société, en apportant des connaissances concrètement utiles dans la vie des individus et des différentes communautés. Dans ce cadre, ils devraient porter une attention particulière aux besoins des groupes minoritaires et des catégories sociales les moins favorisées. Ce rôle de réduire les disparités dans le marché, qui représente une partie importante de la mission traditionnelle des médias publics, devrait être maintenu dans le nouvel environnement numérique.

10. En cette ère de mondialisation, de mouvements migratoires et d'intégration aux niveaux européen et international, les médias de service public devraient promouvoir une meilleure compréhension entre les peuples, et contribuer au dialogue interculturel et interreligieux.

11. Les médias de service public devraient promouvoir l'inclusion numérique et les efforts pour réduire la fracture numérique, entre autres en renforçant l'accessibilité aux programmes et aux services sur de nouvelles plates-formes.

c. Une source impartiale et indépendante d'informations et de commentaires, et de contenus variés et innovants respectant des normes éthiques et de qualité élevées

12. Les Etats membres devraient veiller à ce que, dans la profusion des médias numériques, les médias de service public représentent un espace de crédibilité et de fiabilité, remplissant leur rôle de source impartiale et indépendante d'informations, d'opinions et de commentaires, et offrant un large éventail de programmes et de services respectueux de normes éthiques et de qualité élevées.

13. En confiant la mission de service public, les Etats membres devraient tenir compte du rôle des médias de service public, qui consiste notamment à réduire la fragmentation de la société, à œuvrer contre la désaffection sociale et politique, et à promouvoir le développement

de la société civile. Une information sur l'actualité et des journaux télévisés indépendants et impartiaux sont à cet égard indispensables, tant en ce qui concerne les programmes traditionnels que les nouveaux services de communication.

d. Un forum pour un débat public pluraliste et un moyen de promouvoir une participation démocratique plus large des individus

14. Les médias de service public devraient jouer un rôle important dans la promotion d'un débat et d'une participation démocratiques plus larges, avec l'aide, entre autres, de nouvelles technologies interactives, ce qui permettrait à la population de s'impliquer davantage dans le processus démocratique. Les médias de service public devraient jouer un rôle vital dans l'éducation de citoyens actifs et responsables, en proposant non seulement un contenu de qualité, mais également un forum au débat public, ouvert à la diversité des idées et des convictions dans la société, et une plate-forme pour diffuser les valeurs démocratiques.

15. Les médias de service public devraient fournir des informations appropriées sur le régime et les procédures démocratiques, et encourager la participation non seulement aux élections mais aussi aux processus décisionnels et à la vie publique en général. Dès lors, l'un des rôles des médias de service public serait d'inciter les citoyens à s'intéresser davantage aux affaires publiques et de les encourager à y prendre part plus activement.

16. Les médias de service public devraient promouvoir activement une culture de tolérance et de compréhension mutuelle, en utilisant aussi les nouvelles technologies numériques et les services en ligne.

17. Les médias de service public devraient jouer un rôle moteur dans la promotion de la vigilance du public à l'égard des gouvernements nationaux et des organisations intergouvernementales, en contribuant à renforcer la transparence de ces derniers, leur obligation de rendre compte aux citoyens et leur légitimité, concourant de la sorte à la lutte contre tout déficit démocratique et au développement d'un espace public européen.

18. Les médias de service public devraient renforcer leur dialogue avec le grand public et leur responsabilité vis-à-vis de ce dernier, également au moyen des nouveaux services interactifs.

e. Un moyen de contribuer activement à la création et à la production audiovisuelles et à une meilleure appréciation et diffusion de la diversité du patrimoine culturel national et européen

19. Les médias de service public devraient jouer un rôle particulier en matière de promotion de la diversité et des identités culturelles, y compris à travers de nouveaux services de communication et de nouvelles plates-formes. A cet effet, ils devraient continuer à investir dans la production de contenus nouveaux et originaux, réalisés dans des formats adaptés aux nouveaux services de communication. Ils devraient soutenir la création et la production des œuvres audiovisuelles nationales reflétant, entre autres, les caractéristiques locales et régionales.

20. Les médias de service public devraient stimuler la créativité et refléter la diversité des activités culturelles à travers leurs programmes culturels, dans des domaines tels que la

musique, les arts et le théâtre, et ils devraient, le cas échéant, soutenir les événements et spectacles culturels.

21. Les médias de service public devraient jouer un rôle central en matière d'enseignement, d'éducation aux médias et de formation continue, et devraient contribuer activement à la constitution de la société basée sur la connaissance. Les médias de service public devraient poursuivre cette tâche, en profitant pleinement des nouvelles opportunités et en incluant tous les groupes sociaux et toutes les générations.

22. Les médias de service public devraient jouer un rôle particulier dans la préservation de l'héritage culturel. Ils devraient exploiter et développer leurs archives, qu'il faudrait numériser afin de les préserver pour les générations futures. Afin d'être accessibles à un plus vaste public, les archives audiovisuelles devraient, le cas échéant et dans la mesure du possible, être accessibles en ligne. Les Etats membres devraient examiner des options éventuelles pour faciliter la réalisation de tels projets.

23. Les médias de service public devraient refléter à travers leurs contenus et leur programmation les sociétés de plus en plus multiethniques et multiculturelles au sein desquelles ils opèrent, en protégeant le patrimoine culturel des différentes minorités et communautés, en offrant des possibilités d'expression et d'échanges culturels et en promouvant une intégration plus étroite, sans abolir la diversité culturelle au niveau national.

24. Les médias de service public devraient promouvoir le respect de la diversité culturelle et, parallèlement, présenter au public les cultures des autres peuples du monde.

III. Les conditions requises pour accomplir la mission de service public dans la société de l'information

25. Les Etats membres devraient assurer que les conditions spécifiques juridiques, techniques, financières et organisationnelles requises pour accomplir la mission de service public continuent à s'appliquer dans le nouvel environnement numérique et sont adaptées à cet environnement. Tout en tenant compte des défis de la société de l'information, les Etats membres devraient être libres d'organiser leurs propres systèmes nationaux de médias de service public, en les adaptant aux changements rapides, tant technologiques que sociaux, tout en restant fidèles aux principes fondamentaux du service public.

a. Conditions juridiques

26. Les Etats membres devraient établir un cadre juridique clair pour le développement des médias de service public et l'accomplissement de leur mission. Ils devraient inclure dans leur législation des dispositions permettant aux médias de service public d'exercer aussi efficacement que possible leur rôle spécifique dans la société de l'information, et en particulier de développer de nouveaux services de communication.

27. Afin de concilier le besoin d'une définition claire de la mission avec la nécessité de respecter l'indépendance éditoriale et l'autonomie de programmation, et afin de favoriser une flexibilité des activités de service public permettant une adaptation rapide aux nouvelles évolutions, les Etats membres devraient trouver des solutions pertinentes impliquant, si nécessaire, les médias de service public, en conformité avec leurs traditions juridiques.

b. Conditions techniques

28. Les Etats membres devraient veiller à ce que les médias de service public disposent des moyens techniques nécessaires à l'accomplissement de leur mission dans la société de l'information. Le fait de développer une gamme de nouveaux services devrait leur permettre d'atteindre un plus grand nombre de foyers, de produire davantage de contenus de qualité répondant aux attentes du public, et de ne pas se laisser distancer par les développements dans l'environnement numérique. Les médias de service public devraient jouer un rôle actif en matière d'innovations technologiques relatives aux médias électroniques ainsi que dans la transition vers le numérique.

c. Conditions financières

29. Les Etats membres devraient garantir aux médias de service public un financement approprié leur permettant de remplir leur rôle dans la société de l'information, tel que défini dans leur mission. Les modèles traditionnels de financement, reposant sur des sources telles que la redevance, le budget de l'Etat et la publicité, restent valables dans les nouvelles conditions.

30. Eu égard à l'évolution des nouvelles technologies numériques, les Etats membres peuvent examiner des solutions complémentaires de financement, en tenant dûment compte des questions liées au marché et à la concurrence. En particulier, s'agissant des nouveaux services personnalisés, les Etats membres pourraient envisager d'autoriser les médias de service public à percevoir des rémunérations. Les Etats membres pourraient également profiter des initiatives des communautés et des collectivités publiques en matière de création et de financement de nouveaux types de médias de service public. Toutefois, aucune de ces solutions ne devrait mettre en danger le principe d'universalité des médias de service public ni susciter des discriminations entre les différentes catégories de la société. Lorsqu'ils mettent en place de nouveaux systèmes de financement, les Etats membres devraient tenir compte de la nature du contenu fourni dans l'intérêt du public et dans l'intérêt commun.

d. Conditions organisationnelles

31. Les Etats membres devraient mettre en place les conditions organisationnelles permettant aux médias de service public de disposer du cadre le plus approprié possible pour assumer leur mission de service public dans l'environnement numérique. Ce faisant, ils devraient accorder une attention particulière au nécessaire respect de l'indépendance éditoriale, de l'autonomie institutionnelle des médias de service public et des particularités des systèmes médiatiques nationaux, et veiller aux changements organisationnels indispensables en vue de tirer parti des nouvelles méthodes de production et de distribution dans l'environnement numérique.

32. Les Etats membres devraient garantir que les médias de service public ont la capacité et la masse critique nécessaire pour opérer avec succès dans le nouvel environnement numérique, accomplir une mission de service public élargie et maintenir leur position sur un marché hautement concentré.

33. En organisant l'accomplissement du service public, les Etats membres devraient garantir que les médias de service public sont en mesure, si nécessaire, de coopérer avec d'autres acteurs économiques, tels que les médias commerciaux, les détenteurs de droits, les producteurs de contenus audiovisuels, les opérateurs de plates-formes et les diffuseurs de contenus audiovisuels.

CONSEIL DE L'EUROPE
COMITÉ DES MINISTRES

Lignes directrices 26.09.2007

du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe
sur la protection de la liberté d'expression et d'information en temps de crise

*(adoptées par le Comité des Ministres le 26 septembre 2007,
lors de la 1005e réunion des Délégués des Ministres)*

Préambule

Le Comité des Ministres,

1. Soulignant que la liberté d'expression et d'information et la liberté des médias sont essentielles au fonctionnement d'une société véritablement démocratique ;
2. Réaffirmant que l'article 10 de la Convention européenne des Droits de l'Homme (STE n° 5) et la jurisprudence pertinente de la Cour européenne des Droits de l'Homme demeurent la norme fondamentale en ce qui concerne l'exercice du droit à la liberté d'expression et d'information ;
3. Profondément préoccupé par le fait que les situations de crise telles que les guerres et les attentats terroristes sont encore largement répandues et menacent gravement la vie et la liberté des personnes, et par le fait que les gouvernements, soucieux de la survie de la société, puissent être tentés d'imposer des restrictions excessives à l'exercice de ce droit ;
4. Condamnant les assassinats de professionnels des médias et toute autre forme d'agression à leur encontre, et rappelant sa Recommandation n° R (96) 4 sur la protection des journalistes en situation de conflit et de tension ;
5. Rappelant la Résolution n° 1 sur la liberté d'expression et d'information en temps de crise adoptée par les ministres des Etats participant à la 7e Conférence ministérielle européenne sur la politique des communications de masse (Kiev, 10-11 mars 2005) ;
6. Ayant pris note de la Résolution 1535 (2007) et de la Recommandation 1783 (2007) de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe sur les menaces contre la vie et la liberté d'expression des journalistes ;
7. Se félicitant de la Résolution 1738 (2006) du Conseil de sécurité des Nations Unies condamnant les attaques perpétrées contre les professionnels des médias en période de conflit armé et devant l'urgence et l'ardente nécessité de prendre des mesures pour assurer leur protection ;

8. Soulignant que le dialogue et la coopération entre les gouvernements, les professionnels des médias et la société civile peuvent contribuer à garantir la liberté d'expression et d'information en temps de crise ;

9. Convaincu non seulement que les médias peuvent jouer un rôle déterminant en temps de crise en communiquant au public des données d'actualité précises et complètes, mais également que les professionnels des médias peuvent contribuer activement à la prévention ou à la résolution de certaines crises par l'adhésion aux normes professionnelles les plus élevées et la promotion d'une culture de tolérance et de compréhension entre les divers groupes de la société,

10. Adopte, dans le prolongement des « Lignes directrices sur les droits de l'homme et la lutte contre le terrorisme » adoptées le 11 juillet 2002, et pour les compléter, les lignes directrices ci-après et invite les Etats membres à veiller à ce qu'elles soient largement diffusées et observées par toutes les autorités concernées.

I. Définitions

1. Dans les présentes lignes directrices,

- par « crise » on entend une situation dans laquelle la liberté d'expression et d'information est menacée (par exemple, lorsqu'elle est restreinte pour des raisons de sécurité). Les situations de crise comprennent, entre autres, les guerres, les attentats terroristes et les catastrophes naturelles et d'origine humaine ;

- par « professionnels des médias » on entend tous ceux qui participent au recueil, au traitement et à la diffusion des informations destinées aux médias, y compris les opérateurs de prises de vues, les photographes et le personnel de soutien, comme les chauffeurs et les interprètes.

II. Conditions de travail des professionnels des médias dans les situations de crise

Sécurité des personnes

2. Les Etats membres devraient s'employer à assurer autant que faire se peut la sécurité des professionnels des médias, tant nationaux qu'étrangers. La nécessité de garantir la sécurité ne saurait toutefois servir de prétexte aux Etats membres pour restreindre inutilement les droits de ces professionnels, comme leur liberté de circulation et leur accès à l'information.

3. Les autorités compétentes devraient mener sans attendre des enquêtes approfondies sur les meurtres et autres agressions de professionnels des médias. Le cas échéant, les auteurs des actes devraient être traduits en justice suivant une procédure transparente et rapide.

4. Les Etats membres devraient demander aux instances militaires et civiles chargées de gérer les crises de prendre des mesures concrètes pour promouvoir la compréhension et la communication avec les professionnels des médias qui couvrent ces situations.

5. Les écoles de journalisme, les associations professionnelles et les médias sont encouragés à dispenser aux professionnels des médias la formation générale et spécialisée qu'exige leur sécurité.

6. Les employeurs devraient s'efforcer de protéger au mieux les professionnels des médias effectuant des missions dangereuses en leur proposant des formations et des conseils pratiques, et en leur fournissant du matériel de sécurité. Ils devraient aussi leur proposer des modalités d'assurance appropriées en ce qui concerne les risques d'atteinte à l'intégrité physique. Les organisations internationales de journalistes pourraient envisager de faciliter la mise en place d'un régime d'assurance pour les professionnels indépendants qui couvrent des situations de crise.

7. Les professionnels des médias expulsés de zones d'accès restreint pour non-respect de la législation nationale et internationale, incitation à la violence ou à la haine, ou diffusion de propagande des parties belligérantes devraient être accompagnés par les forces militaires, dans une région, un pays ou une ambassade neutre où ils soient en sécurité.

Liberté de circulation et accès à l'information

8. Les Etats membres devraient garantir aux professionnels des médias la liberté de circulation et l'accès à l'information en temps de crise. Dans cette optique, les autorités chargées de gérer des situations de crise devraient faciliter l'accès aux zones concernées aux professionnels des médias accrédités par leur rédaction.

9. Le cas échéant, les systèmes d'accréditation des professionnels couvrant les situations de crise devraient respecter le Principe 11 énoncé dans l'annexe à la Recommandation n° R (96) 4 du Comité des Ministres aux Etats membres sur la protection des journalistes en situation de conflit et de tension.

10. Si la réglementation nationale l'exige, l'accréditation devrait être donnée à tous les professionnels des médias sans discrimination, selon une procédure transparente et rapide non entravée par des obstacles bureaucratiques.

11. Les instances militaires et civiles chargées de gérer les situations de crise devraient informer régulièrement tous les professionnels des médias qui couvrent les événements par des briefings, des conférences de presse, des voyages de presse ou d'autres moyens appropriés. Elles devraient, dans la mesure du possible, installer à leur intention un centre d'information qui soit sans risque et doté des équipements dont ils ont besoin.

12. Les autorités compétentes des Etats membres devraient fournir des informations à tous les professionnels des médias, équitablement et sans discrimination. Les journalistes « incorporés » ne devraient pas bénéficier d'un accès privilégié à l'information, en dehors de l'avantage inhérent à leur rattachement à des unités militaires.

III. Protection des sources d'information des journalistes et du matériel journalistique

13. Les Etats membres devraient protéger le droit des journalistes de ne pas révéler leurs sources d'information conformément à la Recommandation n° R (2000) 7 du Comité des Ministres sur le même sujet ; dans leurs droit et pratique internes, ils devraient donner effet, au minimum, aux principes énoncés dans l'annexe à cette recommandation.

14. Les représentants de la loi ne devraient pas demander aux professionnels des médias de leur transmettre les informations ou remettre les documents (notes, photographies, enregistrements audio et vidéo, par exemple) qu'ils ont rassemblés dans le cadre de la

couverture de situations de crise, ce notamment pour assurer leur sécurité ; dans le même ordre d'idées, ce matériel ne devrait pas pouvoir être saisi pour servir lors de procédures judiciaires. Toute dérogation à ce principe devrait être strictement conforme à l'article 10 de la Convention européenne des Droits de l'Homme et à la jurisprudence pertinente de la Cour européenne des Droits de l'Homme.

IV. Garanties contre l'utilisation abusive des lois sur la diffamation

15. En temps de crise, les Etats membres devraient se garder d'utiliser de façon inappropriée la législation sur la diffamation, et de restreindre ainsi la liberté d'expression. Ils devraient notamment s'abstenir de toute tentative d'intimidation de professionnels des médias à travers des poursuites légales ou des sanctions disproportionnées dans le cadre de procédures en diffamation.

16. Les autorités concernées ne devraient pas prendre pour prétexte des buts par ailleurs légitimes pour engager des poursuites en diffamation contre des professionnels des médias, et porter ainsi atteinte à leur liberté d'expression.

V. Garanties contre la restriction abusive de la liberté d'expression et d'information et contre la manipulation de l'opinion publique

17. En temps de crise, les Etats membres ne devraient pas restreindre l'accès du public à l'information au-delà des limites autorisées par l'article 10 de la Convention européenne des Droits de l'Homme et la jurisprudence de la Cour européenne des Droits de l'Homme.

18. Les Etats membres ne devraient jamais oublier que le libre accès à l'information peut contribuer à résoudre efficacement la crise et à dénoncer d'éventuels abus. En réponse au besoin légitime d'information dans des situations préoccupant fortement le public, les autorités devraient garantir à ce dernier un accès libre à l'information, y compris par l'intermédiaire des médias.

19. Les Etats membres ne devraient pas employer des termes vagues lorsqu'ils imposent des restrictions à la liberté d'expression et d'information en temps de crise. L'incitation à la violence ou à troubler l'ordre public devrait être définie de façon claire et précise.

20. Les juridictions nationales et internationales devraient toujours mettre en balance le besoin légitime du public d'être informé et la nécessité de protéger l'intégrité des procédures judiciaires.

21. Les Etats membres devraient s'employer sans relâche à préserver un environnement favorable au fonctionnement des médias indépendants et professionnels, conforme aux normes du Conseil de l'Europe, notamment en temps de crise. A cet égard, ils devraient s'employer tout particulièrement à soutenir les médias du service public en tant que source fiable d'information et facteur d'intégration sociale et de compréhension entre les différents groupes de la société.

22. Les Etats membres devraient envisager d'instituer la responsabilité pénale ou administrative des fonctionnaires qui tentent de manipuler, notamment par les médias, l'opinion publique et d'exploiter sa vulnérabilité en temps de crise.

VI. Responsabilités des professionnels des médias

23. Les professionnels des médias devraient adhérer, en particulier en temps de crise, à des normes professionnelles et déontologiques très rigoureuses, ce qui découle de la responsabilité spéciale qui leur incombe, dans les situations de crise, de communiquer au public des données d'actualité factuelles, précises et complètes, tout en se montrant attentifs aux droits d'autres personnes, à leur sensibilité particulière et à leur éventuel sentiment d'incertitude et de peur.

24. S'il y a lieu de maintenir un système de journalistes incorporés et que les professionnels choisissent de l'utiliser, il leur est conseillé d'en faire clairement état dans leurs reportages et d'indiquer leurs sources d'information.

25. L'autorégulation, en tant que mécanisme le mieux à même de garantir un comportement responsable et professionnel des journalistes dans l'exercice de leur fonction, doit être plus efficace en temps de crise. A cette fin, il convient d'encourager la coopération entre les organes d'autorégulation aux niveaux régional et européen. Les Etats membres, les organisations professionnelles de journalistes, les autres ONG concernées et les médias sont invités à faciliter cette coopération et à offrir, le cas échéant, une assistance supplémentaire.

26. Les professionnels des médias sont invités à tenir compte dans leurs travaux de la Recommandation n° R (97) 21 du Comité des Ministres aux Etats membres sur les médias et la promotion d'une culture de tolérance, et à appliquer à tout le moins les pratiques professionnelles exposées dans l'annexe à la recommandation.

VII. Dialogue et coopération

27. Les gouvernements, les organisations de médias, les organisations nationales ou internationales gouvernementales et non gouvernementales devraient s'employer à protéger la liberté d'expression et d'information en temps de crise par le dialogue et la coopération.

28. Au niveau national, les parties intéressées, comme les organes publics, les instances de régulation, les organisations non gouvernementales et les médias, notamment les propriétaires de médias, les éditeurs et les rédacteurs, pourraient envisager de créer des lieux d'échange ouverts aux volontaires afin de faciliter, par le dialogue, l'exercice du droit à la liberté d'expression et d'information en temps de crise.

29. Les professionnels des médias sont encouragés, directement ou par l'intermédiaire des organisations qui les représentent, à engager un dialogue constructif avec les autorités chargées de gérer les situations de crise.

30. Les organisations non gouvernementales et en particulier les organismes de surveillance spécialisés sont invités à apporter leur concours à la sauvegarde de la liberté d'expression et du droit à l'information en temps de crise. Elles pourraient par exemple :

- mettre en place des lignes d'urgence téléphonique pour consultation et signalement de cas de harcèlement de journalistes et autres violations présumées du droit à la liberté d'expression et d'information ;

- offrir un soutien, y compris, le cas échéant, une assistance juridique gratuite, aux professionnels des médias qui, du fait de leurs activités professionnelles, sont poursuivis en justice ou se heurtent aux pouvoirs publics ;

- coopérer avec le Conseil de l'Europe et d'autres organisations compétentes pour faciliter l'échange d'informations et assurer une surveillance effective d'éventuelles violations.

31. Les donateurs institutionnels gouvernementaux et non gouvernementaux sont vivement encouragés à inclure le développement et l'aide aux médias dans leurs stratégies de prévention et de règlement des conflits et de reconstruction post-conflit.

CONSEIL DE L'EUROPE
COMITÉ DES MINISTRES

Recommandation CM/Rec(2007)11

du Comité des Ministres sur la promotion de la liberté d'expression et d'information dans le nouvel environnement de l'information et de la communication

*(adoptée par le Comité des Ministres le 26 septembre 2007,
lors de la 1005e réunion des Délégués des Ministres)*

Le Comité des Ministres, en vertu de l'article 15.b du Statut du Conseil de l'Europe,

Réaffirmant l'attachement des Etats membres au droit fondamental à la liberté d'expression, et de recevoir et de communiquer des informations et des idées sans ingérence d'autorités publiques et sans considération de frontière, tel que garanti par l'article 10 de la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales (CEDH, STE n° 5) ;

Ayant à l'esprit l'impact potentiel, tant positif que négatif, que les technologies et services de l'information et de la communication peuvent avoir sur la jouissance des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans la société de l'information, ainsi que le rôle et la responsabilité spécifiques des Etats membres pour la protection et la promotion de ces droits ;

Soulignant, à cet égard, que le développement des technologies et des services de l'information et de la communication devrait contribuer à ce que toute personne jouisse des droits garantis par l'article 10 de la CEDH, dans l'intérêt de chacun et dans celui de la culture démocratique de toute société ;

Rappelant la Recommandation n° R (99) 14 du Comité des Ministres sur le service universel communautaire relatif aux nouveaux services de communication et d'information, qui souligne la nécessité de développer constamment ces services pour promouvoir le droit de toute personne à exprimer, rechercher, recevoir et transmettre des informations et des idées, au bénéfice de chaque individu et de l'ensemble de la société ;

Soulignant l'importance d'un accès gratuit ou à des conditions abordables aux contenus et aux services au vu de la convergence des secteurs des médias et des nouveaux services de communication, et de l'apparition de plates-formes et de services communs entre les opérateurs de télécommunication, les fabricants de matériel et de logiciels, les organes de la presse écrite, du secteur de la radiodiffusion et des nouveaux services de communication, les fournisseurs d'accès à Internet et les autres opérateurs de réseaux de la prochaine génération ;

Rappelant la Déclaration de 2005 du Comité des Ministres sur les droits de l'homme et l'Etat de droit dans la société de l'information, qui reconnaît que l'accès limité ou l'absence d'accès aux technologies de l'information et de la communication (TIC) peut priver les individus de la capacité d'exercer pleinement leurs droits de l'homme et leurs libertés fondamentales ;

Rappelant également la Recommandation Rec(2002)2 du Comité des Ministres sur l'accès aux documents publics et la Recommandation n° R (81) 19 du Comité des Ministres sur l'accès à l'information détenue par les autorités publiques ;

Conscient du fait que les communications effectuées au moyen de nouvelles technologies et de nouveaux services de l'information et de la communication doivent respecter le droit à la vie privée et au secret de la correspondance, tel que garanti par l'article 8 de la CEDH et tel qu'élaboré par la jurisprudence de la Cour européenne des Droits de l'Homme, ainsi que la Convention pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel (STE n° 108) et la Recommandation n° R (99) 5 du Comité des Ministres sur la protection de la vie privée sur Internet ;

Rappelant la déclaration de 2003 du Comité des Ministres sur la liberté de communication sur l'Internet, qui souligne que cette liberté ne devrait pas porter atteinte à la dignité humaine ni aux droits de l'homme et aux libertés fondamentales d'autrui, notamment des enfants ;

Rappelant la Recommandation Rec(2001)8 du Comité des Ministres sur l'autorégulation des cybercontenus (l'autorégulation et la protection des utilisateurs contre les contenus illicites ou préjudiciables diffusés sur les nouveaux services de communication et d'information), qui encourage une labellisation neutre des contenus pour permettre aux utilisateurs de se faire leur propre jugement sur ces contenus ;

Rappelant également la Recommandation Rec(2006)12 du Comité des Ministres sur la responsabilisation et l'autonomisation des enfants dans le nouvel environnement de l'information et de la communication, qui souligne l'importance pour les enfants d'acquérir les compétences nécessaires pour créer, produire et diffuser des contenus et des communications d'une manière à la fois respectueuse des droits et des libertés fondamentaux d'autrui, et propice à l'exercice et à la jouissance de leurs propres droits fondamentaux ;

Conscient du risque d'effets préjudiciables découlant de contenus et de comportements dans le nouvel environnement de l'information et de la communication, qui sont susceptibles de nuire au bien-être physique, affectif et psychologique des enfants, tels que la pornographie en ligne, la représentation et la glorification de la violence sur autrui ou sur soi-même, les propos humiliants, discriminatoires ou racistes, ou l'apologie de tels propos, la sollicitation (l'approche), l'intimidation, la traque et d'autres formes de harcèlement ;

Rappelant l'importance de l'éducation à la citoyenneté démocratique, qui permet aux enfants et à leurs éducateurs d'acquérir les capacités nécessaires (en termes de connaissances, de compétences, de compréhension, d'attitudes, de valeurs liées aux droits de l'homme et de comportement) pour vivre, participer activement et agir de manière responsable en respectant les droits d'autrui, comme mentionné dans la Recommandation Rec(2002)12 du Comité des Ministres relative à l'éducation à la citoyenneté démocratique ;

Prenant note des documents résultant du Sommet mondial sur la société de l'information (Genève, 2003 – Tunis, 2005), se rapportant aux rôles importants et à l'importance des parties prenantes dans la mise en place de la société de l'information dans le plein respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales ;

Conscient du fait que les actions et les décisions des acteurs publics et non publics, en particulier du secteur privé, peuvent avoir des répercussions sur l'exercice et la jouissance des

droits fondamentaux, tels que la liberté d'expression et le respect de la dignité humaine dans la société de l'information ;

Soulignant la nécessité pour les Etats membres d'examiner et de revoir constamment le cadre légal et réglementaire au sein duquel les parties prenantes opèrent, qui influe sur l'exercice et la jouissance des droits de l'homme et des libertés fondamentales,

Recommande que les gouvernements des Etats membres prennent toutes les mesures nécessaires pour promouvoir le plein exercice et la pleine jouissance des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans le nouvel environnement de l'information et des communications, en particulier le droit à la liberté d'expression et d'information, conformément à l'article 10 de la CEDH et à la jurisprudence applicable de la Cour européenne des Droits de l'Homme :

- en adoptant les normes communes et des stratégies pour mettre en œuvre ces lignes directrices ; et
- en portant ces lignes directrices à l'attention de toutes les parties prenantes compétentes, en particulier le secteur privé, la société civile et les médias, afin qu'elles prennent les mesures nécessaires pour contribuer à leur mise en œuvre.

Lignes directrices

I. Responsabiliser et autonomiser les utilisateurs individuels

L'évolution constante et les changements de style et d'utilisation des technologies et services défient les aptitudes des utilisateurs individuels quant à l'entière compréhension et l'exercice de leurs droits et libertés dans le nouvel environnement de l'information et des communications. A cet égard, la transparence du traitement et de la présentation de l'information aussi bien que la mise à disposition de l'information, de conseils et d'autres formes d'assistance sont d'une importance primordiale pour la responsabilisation et l'autonomisation des utilisateurs. L'éducation aux médias est d'une importance particulière dans ce contexte.

Les Etats membres, le secteur privé et la société civile sont encouragés à développer des normes et des stratégies communes pour promouvoir la transparence et la mise à disposition d'informations, de conseils et d'assistance aux utilisateurs individuels de technologies et de services, en particulier dans les situations suivantes :

- i. le contrôle du courrier électronique et de l'utilisation d'Internet, et le traitement des données à caractère personnel par rapport au droit à la vie privée et au secret de la correspondance ;
- ii. l'établissement du degré d'anonymat personnel lorsqu'on utilise les technologies et services, par rapport au droit à la vie privée et au secret de la correspondance ;
- iii. l'établissement du degré de sécurité personnelle lors de l'utilisation des technologies et services par rapport au droit à la vie privée, au secret de la correspondance et aux considérations liées à l'Etat de droit ;

- iv. l'analyse et le traitement des informations concernant l'utilisateur et la conservation des données à caractère personnel par les moteurs de recherche et les fournisseurs de contenus par rapport au droit à la vie privée et au secret de la correspondance ;
- v. l'établissement de la liste et des priorités concernant l'information fournie par les moteurs de recherche par rapport à la liberté de recevoir ou de communiquer des informations ;
- vi. le blocage de l'accès et le filtrage des contenus et services par rapport à la liberté de recevoir ou de communiquer des informations ;
- vii. la suppression de contenus jugés illégaux par rapport aux considérations de l'Etat de droit ;
- viii. le fait d'exposer les enfants à des contenus et des comportements présentant un risque de préjudice par rapport à la dignité humaine, aux droits d'autrui et au droit à la vie privée ;
- ix. la production de contenus et de communications générés par les utilisateurs par rapport à la dignité humaine, aux droits d'autrui et au droit à la vie privée.

II. Normes communes et stratégies pour une information fiable, la création de contenus souples et la transparence dans le traitement de l'information

La rapidité, la diversité et le volume des contenus et communications circulant dans le nouvel environnement de l'information et des communications peuvent défier les valeurs et sensibilités des individus. Un équilibre juste devrait être établi entre le droit d'exprimer librement et de communiquer des informations dans ce nouvel environnement et le respect de la dignité humaine et des droits d'autrui, en gardant à l'esprit que le droit à la liberté d'expression pourrait être sujet à des formalités, des conditions et des restrictions afin d'assurer une proportionnalité.

A cet égard, le secteur privé et les Etats membres sont encouragés à développer des normes et des stratégies communes concernant les points suivants :

- i. l'évaluation et l'étiquetage des contenus et services présentant un risque de préjudice et ceux qui n'en présentent pas, en particulier par rapport aux enfants ;
- ii. l'évaluation, l'étiquetage et la transparence des mécanismes de filtrage spécialement conçus pour les enfants ;
- iii. la création de contenu interactif et sa diffusion parmi les utilisateurs (par exemple réseaux pair à pair (*peer-to-peer*) et blocs-notes (*blogs*)), tout en respectant les intérêts légitimes des titulaires de droits afin de défendre leurs droits de propriété intellectuelle ;
- iv. l'étiquetage et les normes concernant l'enregistrement et le traitement de données à caractère personnel.

III. Accès à l'infrastructure des TIC à un prix abordable

Le nouvel environnement de l'information et des communications est devenu un outil essentiel dans la vie et le travail d'un grand nombre d'individus, et pour exercer pleinement leurs droits et libertés. Un accès à l'infrastructure des TIC à un prix abordable est par conséquent une condition préalable à l'accès à l'Internet à un prix abordable, aidant de ce fait à combler le fossé numérique, afin de développer au maximum la jouissance de ces droits et libertés.

A cet égard, les Etats membres, en coopération avec le secteur privé et la société civile, sont encouragés à promouvoir et à améliorer l'accès à l'infrastructure des TIC :

- i. en créant un environnement favorable attrayant pour le secteur privé, l'incitant à investir dans l'infrastructure et les services des TIC, y compris un cadre juridique et réglementaire stable ;
- ii. en facilitant et en favorisant des réseaux communautaires ;
- iii. en facilitant des politiques et des partenariats qui favorisent le développement qualitatif et quantitatif de l'infrastructure des TIC en vue d'assurer un accès à Internet universel et à un prix abordable ;
- iv. en faisant le point et en créant des obligations de service universel au vu notamment de la convergence des réseaux de la prochaine génération.

IV. Accès à l'information en tant que service public

L'Internet facilite de plus en plus la vie d'un grand nombre d'individus qui utilisent les services publics et en dépendent. L'accès au nouvel environnement de l'information et des communications facilite l'exercice de leurs droits et libertés, en particulier en ce qui concerne leur participation à la vie publique et aux processus démocratiques.

A cet égard, les Etats membres devraient :

- i. faciliter des politiques et des partenariats qui favorisent l'installation de points d'accès à Internet dans les locaux des pouvoirs publics et, au besoin, dans d'autres lieux publics. Ces points d'accès devraient être ouverts à tous, y compris aux utilisateurs qui ont des besoins particuliers ;
- ii. veiller à ce que les pouvoirs publics accroissent l'offre et la transparence des services en ligne proposés aux citoyens et aux entreprises afin qu'ils permettent à toute personne d'avoir accès aux informations publiques ;
- iii. veiller à ce que les pouvoirs publics offrent une série de services publics en ligne dans le format d'affichage approprié (par exemple en caractères non ASCII) en conformité avec les normes communes (par exemple les lignes directrices de l'Initiative d'accessibilité du web).

V. Coopération entre les parties prenantes

Afin que les individus puissent exercer et jouir pleinement de leurs droits et libertés dans le nouvel environnement de l'information et des communications, en particulier du droit à la liberté d'expression et d'information et du droit à la vie privée et au secret de la correspondance, il est d'une importance primordiale que les Etats membres, le secteur privé et la société civile développent des formes variées de coopération et de partenariat entre les multiples parties prenantes, en tenant compte de leurs rôles et leurs responsabilités respectifs.

A cet égard, les Etats membres sont encouragés :

- i. à engager un dialogue régulier avec toutes les parties prenantes en vue d'élaborer et de définir les limites de leurs rôles et responsabilités respectifs par rapport à la liberté d'expression et d'information, et d'autres droits de l'homme ;
- ii. à élaborer, le cas échéant, en coopération avec les autres parties prenantes, un cadre légal clair sur les rôles et responsabilités des parties prenantes ;
- iii. à s'assurer que des systèmes de réglementation complémentaires tels que de nouvelles formes de corégulation et d'autorégulation répondent adéquatement à l'évolution du développement technologique et sont entièrement compatibles avec le respect des droits de l'homme et l'Etat de droit.

Le secteur privé devrait être encouragé :

- i. à reconnaître et à se familiariser avec son rôle et ses responsabilités en matière d'éthique, qui sont appelés à évoluer, et à coopérer pour passer en revue et, si nécessaire, modifier ses actions et décisions essentielles ayant une incidence sur les droits et libertés individuels ;
- ii. à développer, si nécessaire, de nouvelles formes d'autorégulation ouvertes, transparentes et responsables.

La société civile, notamment les instituts d'études supérieures et les médias, devraient être encouragés à suivre les conséquences éthiques et sociales des actions et des décisions des parties prenantes et leur compatibilité avec les droits de l'homme et l'Etat de droit, à attirer l'attention du public sur les parties prenantes n'agissant pas de manière responsable, et à aider les personnes et groupes de personnes dont les droits et libertés ont été compromis, en particulier en s'adressant aux parties prenantes concernées.

CONSEIL DE L'EUROPE
COMITÉ DES MINISTRES

Recommandation CM/Rec(2007)15

du Comité des Ministres aux Etats membres
sur des mesures concernant la couverture des campagnes électorales par les médias

*(adoptée par le Comité des Ministres le 7 novembre 2007,
lors de la 1010e réunion des Délégués des Ministres)*

Le Comité des Ministres, en vertu de l'article 15.b du Statut du Conseil de l'Europe ;

Notant le rôle important des médias dans les sociétés modernes, particulièrement en période électorale ;

Considérant le développement constant des technologies de l'information et de la communication et le paysage en mutation des médias qui nécessite la révision de la Recommandation n° R (99) 15 du Comité des Ministres relative à des mesures concernant la couverture des campagnes électorales par les médias ;

Conscient du besoin de tenir compte des différences significatives qui existent encore entre les médias de la presse écrite et les médias du secteur de la radiodiffusion ;

Considérant les différences entre les services de médias audiovisuels linéaires et non linéaires, en particulier au regard de leur portée, leur impact et leur méthode de consommation ;

Soulignant que le principe fondamental de l'indépendance éditoriale des médias revêt une importance particulière en période électorale ;

Soulignant que la couverture des élections par les médias du secteur de la radiodiffusion devrait être équitable, équilibrée et impartiale ;

Rappelant les principes de base contenus dans la Résolution n° 2 adoptée lors de la 4e Conférence ministérielle sur la politique des communications de masse (Prague, décembre 1994), et dans la Recommandation n° R (96) 10 du Comité des Ministres concernant la garantie de l'indépendance du service public de la radiodiffusion ;

Notant l'émergence de médias de service public dans la société de l'information telle que traitée dans la Recommandation Rec(2007)3 du Comité des Ministres sur la mission des médias de service public dans la société de l'information ;

Considérant que les médias de service public sont une source d'information publiquement responsable et qui ont une responsabilité particulière pour assurer dans leurs programmes une couverture équitable, équilibrée et complète des élections, ce qui pourrait inclure la transmission gratuite, et sur une base équitable, de messages de partis politiques et de candidats ;

Notant qu'une attention particulière devrait être apportée à certains éléments particuliers de la couverture des campagnes électorales, tels que la diffusion de sondages d'opinion, la publicité politique payante, le droit de réponse, les jours de réflexion et les dispositions concernant les périodes préélectorales ;

Soulignant le rôle important des mesures d'autorégulation adoptées par les professionnels des médias eux-mêmes – par exemple sous la forme de codes de conduite – qui établissent des lignes directrices définissant de bonnes pratiques pour une couverture responsable, exacte et équitable des campagnes électorales ;

Reconnaissant le caractère complémentaire entre les mesures de régulation et d'autorégulation dans ce domaine ;

Convaincu de l'utilité de cadres de régulation appropriés concernant la couverture des élections par les médias afin de contribuer à des élections libres et démocratiques, en gardant à l'esprit les différentes approches juridiques et pratiques des Etats membres dans ce domaine et le fait que celle-ci peut être soumise à différentes branches du droit ;

Reconnaissant que tout cadre de régulation concernant la couverture des élections par les médias devrait respecter le principe fondamental de la liberté d'expression protégée par l'article 10 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, tel qu'interprété par la Cour européenne des Droits de l'Homme ;

Rappelant également la Recommandation Rec(2004)16 du Comité des Ministres sur le droit de réponse dans le nouvel environnement des médias, qui offre la possibilité d'une correction immédiate ou rapide des informations contestées et facile d'utilisation ;

Recommande aux gouvernements des Etats membres, s'ils ne l'ont pas déjà fait, d'examiner les moyens d'assurer le respect des principes ci-après énoncés, relatifs à la couverture des campagnes électorales par les médias, et, le cas échéant, d'adopter les mesures appropriées visant à mettre en œuvre ces principes dans leurs législations ou pratiques nationales et conformément à leur droit constitutionnel.

Définition

Aux fins de la présente recommandation :

Le terme « médias » se rapporte à ceux responsables de la création périodique d'information et de contenu et à sa diffusion pour laquelle il y a une responsabilité éditoriale, indépendamment des moyens et de la technologie utilisés pour la délivrer, qui est destinée à la réception par une proportion significative du public dans son ensemble, et qui peut avoir un impact notable sur ce dernier. Pourraient notamment être inclus la presse écrite (journaux, périodiques), les médias diffusés à travers des réseaux de communication électronique, comme le secteur de la radiodiffusion (radio, télévision et autres services audiovisuels linéaires), des services d'actualités en ligne (tels que des éditions en ligne de journaux et de bulletins) et des services médias audiovisuels non linéaires (tels que les services de télévision à la demande).

Portée de la recommandation

Les principes de la présente recommandation s'appliquent à tous les types d'élections politiques ayant lieu dans les Etats membres, notamment les élections présidentielles, législatives, régionales et, lorsque cela est réalisable, les élections locales et les référendums.

Ces principes devraient également s'appliquer, lorsqu'ils sont pertinents, à la couverture par les médias des élections se déroulant à l'étranger, en particulier lorsque ces médias visent des personnes dans le pays où l'élection a lieu.

Dans les Etats membres où la notion de « période préélectorale » est définie en droit interne, les principes contenus dans la présente recommandation devraient également s'appliquer.

Principes

I. Prescriptions générales

1. *Non-ingérence de la part des autorités publiques*

Les autorités publiques devraient s'abstenir de s'ingérer dans les activités des journalistes et autres personnels des médias en vue d'influencer les élections.

2. *Protection contre les attaques, intimidations ou autres pressions illégales sur les médias*

Les autorités publiques devraient prendre des mesures appropriées en vue d'assurer une protection effective des journalistes et autres personnels des médias et de leurs locaux, étant donné que celle-ci revêt une plus grande importance pendant les élections. Dans le même temps, cette protection ne devrait pas faire obstruction au déroulement du travail des médias.

3. *Indépendance éditoriale*

Les cadres de régulation concernant la couverture d'élections par les médias devraient respecter l'indépendance éditoriale des médias.

Les Etats membres devraient garantir une séparation effective et manifeste entre l'exercice du contrôle sur les médias et la prise de décision quant à leur contenu et à l'exercice d'une autorité ou d'une influence politique.

4. *Propriété des pouvoirs publics*

Les Etats membres devraient adopter des mesures en application desquelles les médias qui sont la propriété des pouvoirs publics, lorsqu'ils couvrent des campagnes électorales, devraient le faire de manière équitable, équilibrée et impartiale, sans discriminer ou soutenir un parti politique ou un candidat particulier.

Si ces médias acceptent de la publicité politique payante dans leurs publications, ils devraient garantir que tous les candidats et partis politiques sollicitant l'achat d'espace publicitaire soient traités de manière égale et non discriminatoire.

5. *Normes professionnelles et éthiques des médias*

Tous les médias sont encouragés à développer des cadres d'autorégulation et à incorporer des normes d'autorégulation professionnelles et éthiques concernant leur couverture des campagnes électorales, incluant notamment le respect des principes de la dignité humaine et de la non-discrimination. Ces normes devraient refléter leurs rôles et responsabilités dans les processus démocratiques.

6. *Transparence et accès aux médias*

Si les médias acceptent de la publicité politique payante, des cadres de régulation et d'autorégulation devraient garantir qu'une telle publicité est aisément reconnaissable en tant que telle.

Lorsque des médias sont la propriété de partis ou d'hommes politiques, les Etats membres devraient garantir que ceci est porté à la connaissance du public.

7. *Le droit de réponse ou les recours équivalents*

Etant donné la courte durée d'une campagne électorale, tout candidat ou parti politique qui peut prétendre bénéficier d'un droit de réponse ou de recours équivalents en application des lois ou systèmes nationaux devrait pouvoir exercer ce droit ou ces recours équivalents pendant la période électorale sans retard injustifié.

8. *Sondages d'opinion*

Les cadres de régulation ou d'autorégulation devraient veiller à ce que, lorsqu'ils diffusent les résultats de sondages d'opinion, les médias donnent au public des informations suffisantes pour juger de la valeur de ces sondages. Ces informations pourraient en particulier consister :

- à nommer le parti politique ou autre organisation ou personne qui a commandé et a payé le sondage ;
- à identifier l'organisme ayant effectué le sondage et la méthodologie utilisée ;
- à indiquer l'échantillon et la marge d'erreur du sondage ;
- à indiquer la date et/ou la période du sondage.

Toutes autres questions concernant la façon dont les médias présentent les résultats de sondages d'opinion devraient rester du ressort des médias eux-mêmes.

Toute restriction effectuée par les Etats membres en vue d'interdire la publication/la diffusion de sondages d'opinion (sur les intentions de vote) le jour des élections ou quelques jours avant les élections devrait respecter l'article 10 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, tel qu'interprété par la Cour européenne des Droits de l'Homme.

De la même façon, s'agissant des sondages réalisés à la sortie des urnes pour indiquer dans quel sens les électeurs ont voté, les Etats membres pourraient examiner la possibilité d'interdire aux médias de rendre compte des résultats de ces sondages avant la fermeture de tous les bureaux de vote dans le pays.

9. *« Jour de réflexion »*

Les Etats membres pourraient examiner l'intérêt d'inclure dans leurs cadres de régulation une disposition interdisant la diffusion de messages électoraux partisans au cours de la journée qui précède le vote ou permettant de procéder à une rectification.

II. Mesures concernant les médias du secteur de la radiodiffusion

1. Cadre général

Pendant les campagnes électorales, les cadres de régulation devraient favoriser et faciliter l'expression pluraliste des courants d'opinion via les médias du secteur de la radiodiffusion.

En veillant scrupuleusement à respecter l'indépendance éditoriale des radiodiffuseurs, ces cadres de régulation devraient également prévoir l'obligation de couvrir les campagnes électorales de manière équitable, équilibrée et impartiale à travers l'ensemble des services de programmes des radiodiffuseurs. Cette obligation devrait s'appliquer aux médias de service public et aux radiodiffuseurs privés dans leurs zones de transmission pertinentes.

Les Etats membres pourraient déroger à ces mesures en ce qui concerne les services médias de radiodiffusion exclusivement consacrés à, et clairement identifiés en tant que tels, l'autopromotion d'un parti ou candidat politique.

2. Programmes d'information et d'actualités

Lorsque cela n'est pas couvert dans le cadre de l'autorégulation, les Etats membres devraient adopter des mesures en application desquelles, pendant les périodes électorales, les médias du service public et du secteur privé devraient, en particulier, être équitables, équilibrés et impartiaux dans leurs programmes d'information et d'actualités, y inclus les programmes de discussion tels que les interviews ou les débats.

Aucun traitement privilégié ne devrait être accordé par les radiodiffuseurs aux pouvoirs publics durant ces programmes. Cette question devrait d'abord être traitée par le biais de mesures d'autorégulation appropriées. Dans ce cas, les Etats membres pourraient examiner si, lorsque cela est réalisable, les autorités compétentes surveillant la couverture des élections devraient avoir le pouvoir d'intervenir pour remédier à d'éventuels défauts.

3. Services audiovisuels non linéaires des médias de service public

Les Etats membres devraient appliquer les principes contenus aux points 1 et 2 ci-dessus, ou des dispositions similaires, aux services audiovisuels non linéaires des médias de service public.

4. Temps d'antenne gratuit et présence équivalente octroyés aux partis politiques ou aux candidats dans les médias de service public

Les Etats membres pourraient examiner l'opportunité d'inclure dans leurs cadres de régulation des dispositions en vertu desquelles les médias de service public pourraient accorder un temps d'antenne gratuit sur leurs services de diffusion et sur leurs autres services de médias audiovisuels linéaires, et/ou une présence équivalente sur leurs services médias non linéaires, aux partis politiques/candidats pendant la période électorale.

Lorsqu'un tel temps d'antenne et/ou de présence équivalente est accordé, cela devrait être effectué d'une manière équitable et non discriminatoire, sur la base de critères transparents et objectifs.

5. *Publicité politique payante*

Dans les Etats membres où les partis politiques et les candidats ont le droit d'acheter de l'espace publicitaire à des fins électorales, les cadres de régulation devraient faire en sorte que la possibilité d'acheter de l'espace publicitaire soit accordée à tous les partis concurrents, dans les mêmes conditions et sur la base de tarifs égaux.

Les Etats membres pourraient étudier l'introduction dans leurs cadres de régulation d'une disposition limitant le volume d'espace et de temps publicitaire politique que les partis politiques ou les candidats peuvent acheter.

Les présentateurs réguliers de programmes d'information et d'actualités ne devraient pas participer à la publicité politique payante.

CONSEIL DE L'EUROPE
COMITÉ DES MINISTRES

Recommandation CM/Rec(2007)16

du Comité des Ministres aux Etats membres
sur des mesures visant à promouvoir la valeur de service public de l'Internet

*(adoptée par le Comité des Ministres le 7 novembre 2007,
lors de la 1010e réunion des Délégués des Ministres)*

Le Comité des Ministres, en vertu de l'article 15.b du Statut du Conseil de l'Europe,

Considérant que le but du Conseil de l'Europe est de réaliser une union plus étroite entre ses membres afin de sauvegarder et de promouvoir les idéaux et les principes qui sont leur patrimoine commun ;

Rappelant que les Etats parties à la Convention européenne de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales (Convention européenne des Droits de l'Homme – STE n° 5) se sont engagés à reconnaître à toute personne relevant de leur juridiction les droits de l'homme et les libertés fondamentales définis par la Convention ;

Ayant à l'esprit les rôles et responsabilités particuliers des Etats membres dans la protection et la promotion de ces droits et libertés ;

Notant que les technologies de l'information et de la communication (TIC) peuvent, d'une part, considérablement favoriser l'exercice des droits de l'homme et les libertés fondamentales – tels que le droit à la liberté d'expression, de l'information et de la communication, le droit à l'éducation, le droit d'association et le droit à des élections libres – et qu'elles peuvent, d'autre part, affecter ces mêmes droits ainsi que d'autres droits, libertés et valeurs, comme le respect de la vie privée et le secret de la correspondance, la dignité de l'être humain et même le droit à la vie ;

Préoccupé par les risques de préjudices que peuvent causer les contenus et les communications sur Internet et les autres TIC, ainsi que par les menaces posées par la cybercriminalité à l'exercice et à la jouissance des droits de l'homme et libertés fondamentales, et rappelant à cet égard la Convention sur la cybercriminalité (STE n° 185) et son Protocole additionnel relatif à l'incrimination d'actes de nature raciste et xénophobe commis par le biais de systèmes informatiques (STE n° 189) et les dispositions spécifiques de la Convention du Conseil de l'Europe pour la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels (STCE n° 201) ;

Conscient que les communications qui utilisent les nouvelles technologies de l'information et de la communication doivent respecter le droit à la vie privée tel que garanti par l'article 8 de la Convention européenne des Droits de l'Homme et par la Convention pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel de 1981 (STE

n° 108), et tel que développé par la Recommandation n° R (99) 5 du Comité des Ministres aux Etats membres sur la protection de la vie privée sur Internet ;

Notant que les documents issus du Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI) (Genève 2003 – Tunis 2005) reconnaissent le droit de chacun à bénéficier de la société de l'information et ont réaffirmé le désir et l'engagement des Etats participants de construire une société de l'information centrée sur les individus, inclusive et orientée vers le développement, qui respecte pleinement et soutient la Déclaration universelle des droits de l'homme ainsi que l'universalité, l'indivisibilité, l'interdépendance et l'interrelation de tous les droits de l'homme et de toutes les libertés fondamentales, dont le droit au développement ;

Convaincu que l'accès à Internet, la capacité et l'aptitude à l'utiliser devraient être considérés comme indispensables au plein exercice et à la jouissance des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans la société de l'information ;

Rappelant la Recommandation de l'UNESCO de 2003 sur la promotion et l'usage du multilinguisme et l'accès universel au cyberspace, qui appelle les Etats membres et les organisations internationales à promouvoir l'accès à Internet en tant que service d'intérêt public ;

Rappelant la Convention de l'UNESCO de 2005 sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles, qui affirme que la liberté de pensée, d'expression et d'information, ainsi que la diversité des médias permettent l'épanouissement des expressions culturelles au sein des sociétés, et qui appelle les Parties à encourager les individus et les groupes sociaux à créer, produire, diffuser et distribuer leurs propres expressions culturelles, et à y avoir accès ;

Conscient que le paysage des médias évolue rapidement et que l'Internet joue un rôle de plus en plus important dans la mise à disposition et la promotion de sources d'information diverses au public, y compris les contenus créés par les utilisateurs ;

Constatant que nos sociétés avancent rapidement vers une nouvelle phase de leur développement, vers une société de l'information omniprésente, et que l'Internet constitue donc un nouvel espace social et public pénétrant qui devrait avoir une dimension éthique, qui devrait favoriser la justice, la dignité et le respect de l'être humain, et qui devrait se fonder sur le respect des droits de l'homme, des libertés fondamentales, de la démocratie et de l'Etat de droit ;

Rappelant la définition couramment acceptée de la gouvernance de l'Internet, qui est l'élaboration et l'application par les gouvernements, le secteur privé et la société civile, chacun selon son rôle, de principes, normes, règles, procédures de prise de décision et programmes communs, propres à modeler l'évolution et l'utilisation de l'Internet ;

Convaincu en conséquence que la gouvernance de l'Internet devrait être centrée sur les personnes et poursuivre des objectifs de politique publique qui protègent les droits de l'homme, la démocratie et l'Etat de droit sur l'Internet et les autres TIC ;

Conscient de la valeur de service public de l'Internet, comprise comme étant le fait pour les personnes de compter de manière significative sur l'Internet comme un outil essentiel pour leurs activités quotidiennes (communication, information, savoir, transactions commerciales)

et de l'attente légitime qui en découle que les services de l'Internet soient accessibles et abordables financièrement, sécurisés, fiables et continus ;

Fermelement convaincu de l'importante valeur de service public de l'Internet et des autres services utilisant les TIC, dans la mesure où ils servent à promouvoir l'exercice et la jouissance des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous ceux qui les utilisent, et que leur protection devrait constituer une priorité dans le domaine de la gouvernance d'Internet,

Recommande aux gouvernements des Etats membres, ayant égard aux lignes directrices en annexe à cette recommandation de prendre toutes les mesures nécessaires, le cas échéant en coopération avec toutes les parties prenantes concernées, pour promouvoir la valeur de service public de l'Internet – en :

- soutenant les droits de l'homme, la démocratie et l'Etat de droit sur l'Internet et en promouvant la cohésion sociale, le respect de la diversité culturelle et la confiance entre les individus et entre les peuples dans l'utilisation de TIC et, en particulier, Internet ;
- élaborant et définissant les limites des rôles et des responsabilités de toutes les principales parties prenantes au sein d'un cadre juridique clair, en utilisant des cadres normatifs complémentaires ;
- encourageant le secteur privé à reconnaître et à se familiariser avec ses rôles et responsabilités éthiques en évolution, et à coopérer en vue de réexaminer et, si nécessaire, d'ajuster ses actions et ses décisions principales qui pourraient avoir un impact sur les droits et libertés individuels ;
- encourageant à cet égard le secteur privé à développer, lorsqu'il y a lieu et en coopération avec d'autres parties prenantes, de nouvelles formes d'autorégulation et de corégulation ouvertes et transparentes et sur la base desquelles des comptes puissent être rendus pour les acteurs principaux ;
- encourageant le secteur privé à contribuer à atteindre les objectifs spécifiés dans la présente recommandation et en développant des politiques publiques visant à compléter l'action des forces du marché lorsque celles-ci sont insuffisantes ;
- portant la présente recommandation à l'attention de toutes les parties prenantes concernées, notamment le secteur privé et la société civile, afin que toutes les mesures nécessaires pour contribuer à la mise en œuvre de ses objectifs soient prises.

Annexe à la recommandation

I. Droits de l'homme et démocratie

Droits de l'homme

Les Etats membres devraient adopter ou développer des politiques visant à préserver et, autant que possible, à promouvoir la protection des droits de l'homme et le respect de l'Etat de droit dans la société de l'information. A cet égard, une attention particulière devrait être portée :

- au droit à la liberté d'expression, de l'information et de la communication sur Internet et par le biais d'autres TIC, promu entre autres en y assurant l'accès ;
- au besoin d'assurer qu'il n'y a aucune restriction apportée au droit mentionné ci-dessus (par exemple sous la forme d'une censure) autres que celles autorisées par l'article 10 de la Convention européenne des Droits de l'Homme, tel qu'interprété par la jurisprudence de la Cour européenne des Droits de l'Homme ;
- au droit à la vie privée et à la confidentialité des correspondances sur Internet et lors de l'utilisation d'autres TIC, y compris le respect de la volonté des utilisateurs de ne pas révéler leur identité, promu en encourageant les internautes et les fournisseurs d'accès et de contenus à en assumer ensemble la responsabilité ;
- au droit à l'éducation, y compris l'éducation aux médias et à l'information ;
- aux valeurs fondamentales que sont le pluralisme, la diversité culturelle et linguistique, et la non-discrimination dans l'accès aux différents moyens de communication par le biais d'Internet et d'autres TIC ;
- à la dignité et à l'intégrité humaine face à la traite d'êtres humains lorsqu'elle est mise en œuvre en utilisant des TIC et en signant et en ratifiant la Convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains (STCE n° 197) ;
- au droit à la présomption d'innocence qui devrait être respecté dans l'environnement numérique et au droit à un procès équitable et le principe selon lequel il ne devrait pas y avoir de peine sans loi, qui devrait être soutenu par le développement et l'encouragement de cadres juridiques, mais aussi d'autorégulation et de corégulation pour les journalistes et autres prestataires de services médiatiques en ce qui concerne la couverture de procédures judiciaires ;
- à la liberté pour toutes les composantes de la société de prendre part à des réunions et d'autres formes de vie associative par le biais des TIC, sans autres restrictions que celles prévues par l'article 11 de la Convention européenne des Droits de l'Homme, tel qu'interprété par la jurisprudence de la Cour européenne des Droits de l'Homme ;
- au droit à la propriété, y compris aux droits de propriété intellectuelle, soumis au droit de l'Etat de limiter l'utilisation de la propriété conformément à l'intérêt général, tel que prévu dans l'article 1er du Protocole additionnel à la Convention européenne des Droits de l'Homme (STE n° 9).

Démocratie

Les Etats membres devraient concevoir et mettre en œuvre des stratégies de démocratie en ligne, de participation et d'administration en ligne qui fassent un usage effectif des TIC dans le processus et le débat démocratiques, dans les relations entre pouvoirs publics et société civile, et dans la prestation de services publics. Cela devrait être fait dans le cadre d'une approche intégrée qui fait un usage complet et approprié de nombreux canaux de communication, à la fois en ligne et hors ligne. La démocratie et la gouvernance en ligne, en particulier, devraient promouvoir les droits de l'homme, la démocratie et l'Etat de droit :

- en renforçant la participation, l'initiative et l'engagement des citoyens dans la vie publique nationale, régionale et locale, et dans les processus de prise de décisions, contribuant ainsi à des formes de démocratie plus dynamiques, plus inclusives et plus directes, dans un véritable débat public, dans l'amélioration de la législation et dans un suivi actif des processus de prise de décisions ;
- en améliorant l'administration et les services publics en les rendant plus accessibles (notamment grâce à l'accès aux documents officiels), davantage à l'écoute des administrés, orientés vers la personne, transparents, efficaces et rentables, contribuant ainsi au dynamisme économique et culturel de la société.

Les Etats membres devraient, le cas échéant, réfléchir à introduire seulement des systèmes de vote électronique faisant preuve de sûreté, de fiabilité, d'efficacité et de robustesse technique, ouverts à une vérification indépendante et facilement accessibles pour les électeurs, en accord avec la Recommandation Rec(2004)11 du Comité des Ministres aux Etats membres sur les normes juridiques, opérationnelles et techniques relatives au vote électronique.

Les Etats membres devraient encourager les citoyens, les organisations non gouvernementales et les partis politiques à utiliser les TIC (notamment les forums en ligne, blogs, débats politiques en ligne, messageries instantanées et autres formes de communication entre citoyens) pour engager des débats démocratiques, des actions militantes et des campagnes en ligne, faire valoir leurs préoccupations, leurs idées et leurs initiatives, promouvoir le dialogue et la délibération avec des représentants et le gouvernement, et pour contrôler l'action des fonctionnaires et des responsables politiques sur les questions d'intérêt public.

Les Etats membres devraient se servir de l'Internet et des autres TIC en conjonction avec d'autres formes de communications afin d'élaborer et d'appliquer des politiques d'éducation à la citoyenneté démocratique, pour permettre aux individus d'être des citoyens actifs et responsables tout au long de leur vie, de respecter les droits d'autrui et de contribuer à la défense et au développement des cultures et des sociétés démocratiques.

Les Etats membres devraient promouvoir un débat public sur les responsabilités des acteurs privés, tels que les prestataires de services et de contenus Internet ainsi que les utilisateurs, et les encourager – dans l'intérêt du débat, du processus démocratique et de la protection des droits d'autrui – à prendre des mesures d'autorégulation et d'autres mesures pour optimiser la qualité et la fiabilité de l'information contenue sur l'Internet et de promouvoir l'exercice d'une responsabilité personnelle, en particulier au regard de l'établissement, de la conformité et du contrôle du respect de codes de conduite.

II. Accès

En coopération avec le secteur privé et la société civile, les Etats membres devraient élaborer des stratégies visant à encourager une croissance économique durable, reposant sur des structures de marché compétitives, afin de stimuler les investissements, en particulier de capitaux locaux, dans les ressources essentielles à Internet et aux TIC, notamment dans les zones où les infrastructures d'information et de communication sont peu présentes, plus particulièrement en référence :

- à l'élaboration de stratégies qui promeuvent un accès financièrement abordable aux infrastructures de TIC, y compris l'Internet ;

-
- à la promotion de l'interopérabilité technique, de normes ouvertes et de la diversité culturelle dans les politiques de TIC en matière de télécommunications, de radiodiffusion et de l'Internet ;
 - à la promotion d'une diversité de modèles de logiciels, y compris de logiciels propriétaires, libres et de sources ouvertes ;
 - à la promotion d'un accès abordable à l'Internet pour les individus, indépendamment de leur âge, leur sexe, leur origine ethnique ou sociale, y compris pour les personnes ou groupes de personnes suivantes :
 - a. ceux ayant de faibles revenus ;
 - b. ceux vivant dans des zones rurales et enclavées ; et
 - c. ceux ayant des besoins particuliers (personnes handicapées, par exemple), en gardant à l'esprit l'importance d'une conception et d'une application spécifique, d'un coût abordable, du besoin de sensibiliser ces personnes ou groupes de personnes, du caractère approprié, attractif, adaptable et compatible des accès et services Internet ;
 - à la promotion d'un nombre minimal de points d'accès à Internet et aux TIC dans les locaux des pouvoirs publics et, en fonction des besoins, dans d'autres lieux publics, conformément à la Recommandation n° R (99) 14 du Comité des Ministres aux États membres sur le service universel communautaire relatif aux nouveaux services de communication et d'information ;
 - à l'encouragement, lorsque cela est possible, des administrations publiques, des établissements d'enseignement et des acteurs privés disposant de points d'accès aux nouveaux services de communication et d'information à permettre au grand public de les utiliser ;
 - à la promotion de l'intégration des TIC dans l'enseignement, et la promotion de l'éducation aux médias et à l'information ainsi que la formation, dans les secteurs formel et informel de l'éducation, des enfants comme des adultes, pour leur permettre :
 - a. d'utiliser de façon effective les technologies des médias pour créer, accéder, stocker, consulter et partager des données afin de répondre à leurs besoins et centres d'intérêt personnels et à ceux de leur environnement social ;
 - b. de les encourager à exercer leurs droits démocratiques et leurs responsabilités civiques de façon effective ;
 - c. de les encourager à faire des choix éclairés dans le cadre de leur utilisation de l'Internet et des autres TIC, en utilisant et en consultant diverses formes de médias et des contenus de sources culturelles et institutionnelles variées ; en comprenant comment et dans quel but les contenus médiatiques sont produits ; en analysant avec esprit critique les techniques, les langages et les conventions des médias, et les messages qu'ils véhiculent ; et en repérant les services et contenus non sollicités, choquants ou préjudiciables.

III. Ouverture

Les Etats membres devraient affirmer la liberté d'expression et la libre circulation de l'information sur Internet, sans préjudice d'autres droits et intérêts légitimes, conformément à l'article 10, paragraphe 2, de la Convention européenne des Droits de l'Homme, tel qu'interprété par la jurisprudence de la Cour européenne des Droits de l'Homme :

- en encourageant le public à utiliser activement l'Internet et les autres TIC, et à contribuer lui-même aux contenus ;
- en promouvant la liberté de communication et la création sur Internet, indépendamment des frontières, notamment au moyen des mesures suivantes :
 - a. en n'imposant aux particuliers ni licences ni obligations du même type, ni mesures générales de blocage ou de filtrage de la part des pouvoirs publics, ni restrictions allant au-delà de celles appliquées aux autres modes de diffusion des contenus ;
 - b. en encourageant, le cas échéant, les « réutilisateurs », – c'est-à-dire les personnes souhaitant exploiter les contenus numériques pour créer d'autres contenus ou services – d'une façon compatible avec le respect des droits de propriété intellectuelle ;
 - c. en promouvant une offre de services ouverte et des contenus accessibles et exploitables via l'Internet qui répondent aux besoins des différents usagers et groupes sociaux, en particulier :
 - en permettant aux prestataires de services d'œuvrer dans un cadre normatif qui leur garantisse un accès sans discrimination aux réseaux de télécommunications nationaux et internationaux ;
 - en élargissant leur offre de services en ligne à l'attention des particuliers et des entreprises et la transparence de ces services ;
 - en communiquant avec le public, lorsque le contexte s'y prête, à travers des communautés d'utilisateurs plutôt que par le biais de sites Internet officiels ;
 - en encourageant, lorsque c'est opportun, les usagers non commerciaux à réutiliser les informations publiques, afin de permettre à chacun d'accéder à ces informations et de participer plus facilement à la vie publique et aux processus démocratiques ;
- en encourageant la mise à disposition sur l'Internet de documents du domaine public, dont les documents gouvernementaux, permettant à chacun de prendre part au processus de gouvernement ; des renseignements relatifs aux données personnelles détenus par les organismes publics ; des données scientifiques et historiques ; des informations sur l'état de la technologie, permettant au public de comprendre comment la société de l'information peut prévenir la guerre des systèmes d'information et d'autres menaces aux droits de l'homme ; des œuvres créatives, qui font partie d'un patrimoine culturel commun, permettant aux intéressés de prendre une part active à la vie, l'histoire et la culture de leur société ;

- en adaptant et en étendant la mission des médias de service public, conformément à la Recommandation Rec(2007)3 du Comité des Ministres aux Etats membres sur la mission des médias de service public dans la société de l'information, afin d'englober l'Internet et les autres nouveaux services de communication, offrant ainsi des contenus à la fois généralistes et spécialisés ainsi que des services personnalisés, distinctifs, interactifs et fonctionnant à la demande.

IV. Diversité

Les Etats membres sont encouragés à veiller à ce que le contenu d'Internet et des TIC soit nourri par l'ensemble des régions, pays du monde et groupes sociaux, l'objectif à terme étant que tous les peuples et toutes les nations, cultures et langues soient représentés. Ils devraient notamment prendre les mesures suivantes :

- encourager et promouvoir la croissance des industries culturelles nationales et locales, en particulier dans le domaine de la production de contenu numérique, y compris celles menées par les médias de service public, en allant si nécessaire au-delà des barrières linguistiques et culturelles (y compris les créateurs potentiels de contenus et autres parties prenantes), afin d'encourager la diversité linguistique et l'expression artistique sur l'Internet et les autres nouveaux services de communication. Cela vaut également pour les contenus pédagogiques, culturels, scientifiques, universitaires et autres qui pourraient s'avérer non viables sur le plan commercial conformément à la Convention de l'UNESCO sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles de 2005 ;

- élaborer des stratégies et des politiques et créer des cadres juridiques et institutionnels appropriés pour préserver le patrimoine numérique présentant une valeur pérenne sur le plan culturel, scientifique ou autre, en coopération avec les détenteurs de droits d'auteurs, de droits voisins et les autres parties prenantes légitimes, afin, lorsque c'est possible, de fixer des normes communes, d'assurer la compatibilité et de partager les ressources. Il conviendrait à cet égard de garantir, dans le cadre de limites raisonnables, l'accès aux éléments de patrimoine numérique ayant fait l'objet d'un dépôt légal ;

- développer une culture de participation et d'engagement, entre autres en permettant de créer, de modifier et de réagencer des contenus interactifs – les consommateurs se faisant ainsi acteurs de la communication et créateurs de contenu ;

- promouvoir des mécanismes de production et de distribution de contenus par les usagers ou les groupes d'usagers (facilitant ainsi les communautés en ligne), notamment en encourageant les médias de service public à utiliser de tels contenus et à coopérer avec ces communautés ;

- encourager la création, l'utilisation et l'accès aux contenus pédagogiques, culturels et scientifiques sous forme numérique, afin de veiller à ce que toutes les cultures puissent s'exprimer et accéder à l'Internet dans toutes les langues, y compris autochtones ;

- veiller au renforcement des capacités en matière de production de contenus locaux et autochtones sur Internet ;

- encourager la multilinguisation de l'Internet afin que chacun puisse l'utiliser dans sa propre langue.

V. Sécurité

Les Etats membres devraient s'engager à une coopération juridique internationale afin de développer et de renforcer la sécurité et le respect du droit international sur Internet. Ils devraient notamment prendre les mesures suivantes :

- signer et ratifier la Convention sur la cybercriminalité (STE n° 185) et son Protocole additionnel relatif à l'incrimination d'actes de nature raciste et xénophobe commis par le biais de systèmes informatiques (STE n° 189), afin de pouvoir appliquer une politique pénale commune visant à protéger la société contre la cybercriminalité, à coopérer en matière d'enquêtes et de procédures sur des infractions pénales liées aux systèmes et données informatiques, ou en vue de recueillir des preuves électroniques d'une infraction pénale, et à résoudre les problèmes juridictionnels en cas d'infractions commises dans d'autres Etats parties à la Convention ;
- promouvoir la signature et la ratification de la Convention et du Protocole additionnel par des Etats non membres, et leur utilisation au niveau national en tant que législation modèle sur les questions de cybercriminalité, afin de donner naissance, entre les Etats intéressés, à un système mondial interopérable et à un cadre de coopération globale dans la lutte contre la cybercriminalité ;
- améliorer la sécurité des réseaux et des informations afin qu'ils puissent résister aux actes compromettant leur stabilité, ainsi que la disponibilité, l'authenticité, l'intégrité et la confidentialité des données stockées ou transmises et des services offerts par ou accessibles via ces réseaux et systèmes ;
- donner aux parties prenantes les moyens de protéger la sécurité des réseaux et des informations ;
- lorsque c'est nécessaire, adopter des législations et créer des autorités répressives appropriées pour lutter contre le *spam*. Les Etats membres devraient également faciliter la mise au point de solutions techniques permettant de lutter contre ce phénomène, améliorer l'éducation et la sensibilisation de toutes les parties prenantes et encourager les initiatives émanant de l'industrie, ainsi que s'engager dans la coopération transfrontalière dans ce domaine ;
- encourager le développement de règles communes en matière de coopération entre prestataires de services de la société de l'information et autorités répressives, garantissant que cette coopération se fonde sur une base juridique claire et observe les réglementations en matière de respect de la vie privée ;
- protéger les données personnelles et la vie privée sur Internet et les autres TIC (afin de protéger les usagers contre le stockage illégal de données personnelles, le stockage de données personnelles inexacts, l'usage abusif ou la diffusion sans autorisation de ces données, ou contre les intrusions dans leur vie privée que représentent les communications non sollicitées à des fins de marketing direct, par exemple), et harmoniser leurs cadres juridiques en la matière tout en évitant la perturbation injustifiée de la libre circulation des informations. Cela passe notamment par les mesures suivantes :

- a. améliorer les cadres nationaux de mise en œuvre de la législation relative à la vie privée, en conformité avec l'article 8 de la Convention européenne des Droits de l'Homme et signer et ratifier la Convention pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel (STE n° 108) ;
 - b. mettre en place des mécanismes appropriés de sauvegarde pour le transfert international de données à des Etats qui ne disposent pas d'un niveau adéquat de protection des données ;
 - c. faciliter la coopération transfrontalière des autorités répressives en matière d'application de la législation sur la vie privée ;
- combattre le piratage dans le domaine des droits d'auteurs et droits voisins ;
 - coopérer avec les entreprises et avec les représentants des consommateurs pour veiller à ce que les usagers du commerce électronique bénéficient d'une protection transparente et efficace, d'un niveau non inférieur à celui prévu pour les autres formes de commerce. Cet objectif peut passer par l'application de certaines exigences aux contrats conclus par des moyens électroniques, portant en particulier sur l'existence de signatures électroniques sûres ;
 - promouvoir un usage plus sûr de l'Internet et des TIC, en particulier pour les enfants, en luttant contre les contenus illégaux et en s'attaquant aux contenus préjudiciables et, le cas échéant, non sollicités grâce à la régulation, l'encouragement de l'autorégulation, y compris l'élaboration de codes de conduite, et le développement de systèmes et de normes techniques adéquates ;
 - promouvoir la signature et la ratification de la Convention du Conseil de l'Europe pour la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels (STE n° 201).

CONSEIL DE L'EUROPE
COMITÉ DES MINISTRES

Recommandation CM/Rec(2008)6

du Comité des Ministres aux Etats membres
sur les mesures visant à promouvoir le respect de la liberté d'expression et
d'information au regard des filtres internet

*(adoptée par le Comité des Ministres le 26 mars 2008
lors de la 1022e réunion des Délégués des Ministres)*

Le Comité des Ministres, conformément à l'article 15.b du Statut du Conseil de l'Europe,

Considérant que le but du Conseil de l'Europe est de réaliser une union plus étroite entre ses membres afin de sauvegarder et de promouvoir les idéaux et les principes qui sont leur patrimoine commun ;

Rappelant que les Etats parties à la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales (Convention européenne des Droits de l'Homme, STE n° 5) se sont engagés à reconnaître à toute personne relevant de leur juridiction les droits et libertés définis par la Convention ;

Réaffirmant l'attachement des Etats membres du droit fondamental à la liberté d'expression, et de recevoir et de communiquer des informations et des idées sans ingérence des autorités publiques et sans considération de frontière, tel que garanti par l'article 10 de la Convention européenne des Droits de l'Homme ;

Conscient que toute intervention d'un Etat membre qui interdit l'accès à un contenu spécifique de l'Internet pourrait constituer une restriction à la liberté d'expression et d'accès à l'information dans l'environnement en ligne, et qu'une telle restriction devrait remplir les conditions de l'article 10, paragraphe 2, de la Convention européenne des Droits de l'Homme ainsi que la jurisprudence pertinente de la Cour européenne des Droits de l'Homme ;

Rappelant à cet égard la Déclaration sur les droits de l'homme et l'Etat de droit dans la société de l'information, adoptée par le Comité des Ministres le 13 mai 2005, aux termes de laquelle les Etats membres doivent préserver et renforcer les mesures juridiques et pratiques pour éviter la censure par l'Etat ou le secteur privé ;

Rappelant la Recommandation Rec(2007)11 du Comité des Ministres aux Etats membres sur la promotion de la liberté d'expression et d'information dans le nouvel environnement de l'information et de la communication, qui encourage les Etats membres, le secteur privé et la société civile à développer des normes et des stratégies communes pour promouvoir la transparence et la mise à disposition d'informations, de conseils et d'assistance aux utilisateurs individuels de technologies et de services, concernant, entre autres, le blocage de l'accès et le filtrage des contenus et services par rapport à la liberté de recevoir ou de communiquer des informations ;

Notant que le recours volontaire et responsable aux filtres internet (produits, systèmes et mesures permettant de bloquer ou de filtrer le contenu de l'Internet) peut accentuer la confiance et la sécurité sur Internet des utilisateurs, en particulier des enfants et des jeunes, mais également conscient que l'utilisation de ces filtres internet peut avoir un impact sur le droit à la liberté d'expression et à l'accès à l'information, tel que protégé par l'article 10 de la Convention européenne des Droits de l'Homme ;

Rappelant la Recommandation Rec(2006)12 du Comité des Ministres sur la responsabilisation et l'autonomisation des enfants dans le nouvel environnement de l'information et de la communication, qui souligne l'importance des stratégies pour l'infocompétence et pour la formation à l'information destinées aux enfants afin de leur permettre de mieux comprendre et traiter les contenus (par exemple la violence sur autrui ou sur soi-même, la pornographie, la discrimination et le racisme) et les comportements (tels que la sollicitation, l'intimidation, le harcèlement ou la persécution) qui présentent un risque d'effets préjudiciables, encourageant ainsi un climat de confiance, de bien-être et de respect d'autrui dans le nouvel environnement de l'information et de la communication ;

Convaincu de la nécessité de veiller à ce que les internautes connaissent, comprennent et sachent utiliser, adapter et contrôler les filtres en fonction de leurs besoins respectifs ;

Rappelant la Recommandation Rec(2001)8 du Comité des Ministres sur l'autorégulation des cyber-contenus (l'autorégulation et la protection des utilisateurs contre les contenus illicites ou préjudiciables diffusés sur les nouveaux services de communication et d'information), qui préconise une labellisation neutre des contenus donnant aux utilisateurs la possibilité de se faire leur propre jugement de valeur sur ces contenus, ainsi que la mise au point d'une large gamme d'outils de recherche et de profils de filtrage qui leur donnent, sur la base de descripteurs de contenus, la possibilité de sélectionner des contenus ;

Conscient de la valeur de service public de l'Internet, comprise comme étant le fait pour les personnes de compter de manière significative sur l'Internet comme un outil essentiel pour leurs activités quotidiennes (communication, information, savoir, transactions commerciales, loisirs) et de l'attente légitime qui en découle que les services de l'Internet soient accessibles et abordables financièrement, sécurisés, fiables et continus, et rappelant sur ce point la Recommandation Rec(2007)16 du Comité des Ministres sur des mesures visant à promouvoir la valeur de service public d'Internet ;

Rappelant la Déclaration du Comité des Ministres du 28 mai 2003 sur la liberté de la communication sur l'Internet, qui souligne que les autorités publiques ne devraient pas, au moyen de mesures générales de blocage ou de filtrage, refuser l'accès du public à l'information et autres communications sur l'Internet, sans considération de frontière, mais que cela n'empêche pas l'installation de filtres pour la protection des mineurs, notamment dans des endroits accessibles aux mineurs tels que les écoles ou les bibliothèques ;

Réaffirmant l'attachement des Etats membres au droit qu'a chacun à la vie privée et au respect de la correspondance, tel que protégé par l'article 8 de la Convention européenne des Droits de l'Homme, et rappelant la Convention pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel (STE n° 108) et son Protocole additionnel sur les autorités de contrôle et les flux transfrontières de données (STE n° 181)

ainsi que la Recommandation n° R (99) 5 du Comité des Ministres sur la protection de la vie privée sur Internet,

Recommande aux Etats membres d'adopter des normes et des stratégies communes en matière de filtres internet afin de promouvoir le plein exercice et la pleine jouissance de la liberté d'expression et d'information et des autres droits et libertés relatifs, contenus dans la Convention européenne des Droits de l'Homme, en particulier :

– en prenant des mesures en ce qui concerne les filtres internet conformément aux lignes directrices figurant en annexe à la présente recommandation ;

– en portant ces lignes directrices à la connaissance de tous les acteurs concernés des secteurs privé et public, notamment ceux qui conçoivent, utilisent (installent, activent, désactivent et mettent en œuvre) et contrôlent les filtres internet, et de la société civile, afin qu'ils puissent contribuer à leur mise en œuvre.

Annexe à la Recommandation CM/Rec(2008)6

Lignes directrices

I. Utilisation et contrôle des filtres internet pour exercer et jouir pleinement de la liberté d'expression et d'information

Il est essentiel que les internautes connaissent, comprennent et sachent utiliser les filtres internet pour pouvoir exercer pleinement leurs libertés et leurs droits fondamentaux dont, notamment, la liberté d'expression et d'information, et prendre une part active aux processus démocratiques. Lorsqu'un utilisateur est confronté à un filtre, il doit être informé qu'un filtre est activé et, s'il y a lieu, il doit savoir reconnaître et contrôler le niveau de filtrage auquel est soumis le contenu qu'il consulte. Il devrait, en outre, avoir la possibilité de contester le blocage ou le filtrage du contenu, et de demander des explications et la mise en place de solutions.

En coopération avec le secteur privé et la société civile, les Etats membres devraient veiller à ce que les utilisateurs soient informés des filtrages actifs en place et, s'il y a lieu, à ce qu'ils soient capables de les activer et de les désactiver ou d'en modifier le niveau. Les mesures en ce sens sont notamment les suivantes :

- i. développer et encourager un degré minimal de connaissances pour les utilisateurs afin qu'ils sachent repérer les filtres actifs et qu'ils comprennent comment et selon quels critères le filtrage opère (par exemple listes noires, listes blanches, blocage de mots clés, classement du contenu, etc., ou une combinaison de plusieurs de ces critères) ;
- ii. assurer aux utilisateurs un minimum d'informations, ces informations étant définies par des normes, expliquant pourquoi tel ou tel contenu a été filtré ;
- iii. revoir et mettre à jour régulièrement les filtres afin d'améliorer leur efficacité, leur proportionnalité et leur légitimité par rapport à l'objectif qu'ils poursuivent ;

- iv. fournir des informations et des conseils clairs et concis sur le contournement manuel d'un filtre actif, à savoir l'instance à contacter quand le blocage d'un contenu s'avère injustifié et les motifs qui peuvent autoriser le contournement d'un filtre pour un type spécifique de contenu ou localisateur universel de ressources (*Uniform Resource Locator – URL*) ;
- v. veiller à ce que les contenus filtrés par mégarde ou par erreur deviennent accessibles sans difficulté indue et dans un délai raisonnable ;
- vi. promouvoir des initiatives de sensibilisation des personnes qui conçoivent, utilisent et suivent les filtres, à leurs responsabilités sociales et éthiques, en mettant l'accent sur la liberté d'expression et d'information, et sur le droit à la vie privée, ainsi que sur la participation active à la vie publique et aux processus démocratiques ;
- vii. sensibiliser aux limites potentielles à la liberté d'expression et d'information et au droit à la vie privé qui peuvent résulter de l'utilisation de filtres, et à la nécessité de respecter le principe de proportionnalité de ces limites ;
- viii. faciliter l'échange d'expériences et de bonnes pratiques concernant la conception, l'utilisation et le contrôle des filtres ;
- ix. encourager l'organisation de formations à l'attention des administrateurs de réseau, des parents, des éducateurs et des autres personnes appelées à utiliser et à contrôler des filtres ;
- x. promouvoir et accompagner les initiatives existantes en faveur d'une utilisation des filtres responsable et respectueuse des droits de l'homme, de la démocratie et de l'Etat de droit ;
- xi. encourager la définition de normes et de références en matière de filtres, afin d'aider les internautes à choisir et à utiliser au mieux ces produits.

Dans ce contexte, il est souhaitable que la société civile soit encouragée à sensibiliser les utilisateurs aux avantages et aux dangers potentiels des filtres. Cela devrait inclure la promotion de l'importance d'un accès libre et non entravé à l'Internet afin que tous ses utilisateurs exercent et jouissent pleinement de leurs droits de l'homme et de leurs libertés fondamentales, en particulier le droit à la liberté d'expression et d'information, et le droit à la vie privée, ainsi que de leur droit à participer activement à la vie publique et aux processus démocratiques.

II. Mise en place d'un filtrage approprié pour les enfants et les jeunes

L'Internet a fait augmenter de manière significative le nombre et la diversité des idées, des informations et des opinions pouvant être reçues et communiquées par les personnes conformément au droit à la liberté d'expression et d'information sans ingérence de la part des pouvoirs publics et sans considération de frontière. Parallèlement, la quantité de contenus faciles d'accès et potentiellement nuisibles, en particulier pour les enfants et les jeunes, s'en est trouvée accrue. Pour satisfaire le souhait légitime et le devoir des Etats membres de mettre les enfants et les jeunes à l'abri de contenus potentiellement préjudiciables, l'utilisation proportionnée de filtres peut être une façon appropriée d'encourager l'accès à l'Internet et la

confiance lors de son utilisation, en complément des autres stratégies pour combattre les contenus préjudiciables comme le développement et la mise à disposition d'une culture de l'information.

Dans ce contexte, les Etats membres devraient :

- i. faciliter le développement de stratégies visant à identifier les contenus risquant de nuire aux enfants et aux jeunes, en tenant compte de la diversité des cultures, des valeurs et des opinions ;
- ii. coopérer avec le secteur privé et la société civile afin d'éviter de surprotéger les enfants et les jeunes, entre autres en soutenant la recherche et développement autour de systèmes de filtrage « intelligents », qui devraient prendre d'avantage en compte le contexte dans lequel l'information est fournie (par exemple en faisant la différence entre un contenu préjudiciable en soi et des références acceptables à ce contenu comme sur un site scientifique) ;
- iii. faciliter et promouvoir les initiatives qui assistent les parents et les éducateurs à choisir et à utiliser des filtres évolutifs et adaptés à l'âge des enfants et des jeunes ;
- iv. informer les enfants et les jeunes, dans le cadre de stratégies formelles et non formelles d'éducation aux médias, des avantages et des dangers des contenus de l'Internet et de leur filtrage.

En outre, le secteur privé devrait être incité :

- i. à mettre au point des filtres « intelligents » offrant un filtrage évolutif et adapté à l'âge, qui peut être ajusté pour suivre le progrès et l'âge de l'enfant tout en garantissant que ne soient pas filtrés les contenus non considérés comme nuisibles ou inappropriés pour le groupe cible ;
- ii. à coopérer avec les instances d'autorégulation et de corégulation afin de développer des normes en matière de systèmes évolutifs et adaptés à l'âge de classement des contenus potentiellement nuisibles, en tenant compte de la diversité des cultures, des valeurs et des opinions ;
- iii. à développer, en coopération avec la société civile, une labellisation commune des filtres afin d'aider les parents et les éducateurs à faire des choix en toute connaissance de cause lors de l'acquisition des produits de filtrage, et de certifier que ceux-ci se conforment à certaines exigences de qualité ;
- iv. à promouvoir l'interopérabilité des systèmes d'autoclassification des contenus par les fournisseurs eux-mêmes et à aider à mieux faire connaître les avantages et les dangers potentiels de ce type de classification.

Enfin, la société civile devrait être incitée :

- i. à débattre et à partager ses expériences et sa connaissance en matière d'évaluation et de sensibilisation au développement et à l'utilisation de filtres en tant que mesure de protection des enfants et des jeunes ;

ii. à contrôler régulièrement et à analyser l'usage et l'impact des filtres destinés aux enfants et aux jeunes en ce qui concerne leur efficacité et leur contribution à l'exercice et à la jouissance des droits et libertés garantis par l'article 10 et les autres dispositions de la Convention européenne des Droits de l'Homme.

III. Utilisation et mise en œuvre de filtres internet par les secteurs public et privé

Sans préjudice de l'importance de la responsabilisation et l'autonomisation des utilisateurs au fonctionnement et au contrôle des filtres, comme expliqué plus haut, et compte tenu de la large valeur de service public revêtue par Internet pour le grand public, les entités publiques de tous les niveaux (telles que les administrations, les bibliothèques ou les établissements d'enseignement publics) qui introduisent des filtres ou les utilisent dans leurs prestations de services devraient veiller au plein respect de la liberté d'expression et d'information, du droit de chacun à la vie privée et au respect de la correspondance de chaque utilisateur.

Dans ce contexte, les Etats membres devraient :

i. s'abstenir de filtrer le contenu de l'Internet sur les réseaux de communication électroniques gérés par des entités publiques pour des raisons autres que celles exposées à l'article 10, paragraphe 2, de la Convention européenne des Droits de l'Homme tel qu'interprété par la Cour européenne des Droits de l'Homme ;

ii. garantir que les mesures générales de blocage ou de filtrage sur tout le territoire ne sont introduites par l'Etat que si les conditions énoncées à l'article 10, paragraphe 2, de la Convention européenne des Droits de l'Homme sont remplies. De telles mesures étatiques ne devraient être prises que si le filtrage concerne un contenu spécifique et clairement identifiable, une autorité nationale compétente a pris une décision au sujet de l'illégalité de ce contenu et la décision peut être réétudiée par un tribunal ou entité de régulation indépendant et impartial, en accord avec les dispositions de l'article 6 de la Convention européenne des Droits de l'Homme ;

iii. introduire, si nécessaire et approprié, des dispositions nationales pour la prévention des abus intentionnels des filtres pour restreindre l'accès des citoyens aux contenus légaux ;

iv. veiller à ce que tous les filtres soient évalués avant et pendant leur mise en œuvre, afin de vérifier que les effets du filtrage sont en adéquation avec l'objectif de la restriction et donc justifiés dans une société démocratique, afin d'éviter tout blocage excessif des contenus ;

v. prévoir des voies de recours et des solutions effectives et facilement accessibles, dont la suspension des filtres, dans les cas où les usagers et/ou les auteurs de contenus dénoncent qu'un contenu a été bloqué abusivement ;

vi. éviter le blocage général des contenus choquants ou préjudiciables pour les utilisateurs ne faisant pas partie du groupe qu'un filtre vise à protéger, ainsi que le blocage général des contenus illicites pour les utilisateurs pouvant attester du intérêt ou de la nécessité légitime d'y accéder dans des circonstances exceptionnelles, notamment à des fins de recherche ;

vii. veiller à ce que le droit à la vie privée et au respect de la correspondance soit respecté lors de l'utilisation et de l'application de filtres, et veiller à ce que les données personnelles

enregistrées, archivées et traitées via les filtres soient utilisées uniquement dans un but légitime et non commercial.

En outre, les Etats membres et le secteur privé sont invités :

- i. à évaluer et à réétudier régulièrement l'efficacité de la mise en place de filtres, et son caractère proportionnel ;
- ii. à renforcer les informations et les conseils aux utilisateurs concernés par des filtres sur des réseaux privés, informations portant notamment sur l'existence de filtres et les raisons qui peuvent les justifier ainsi que sur les critères de fonctionnement des filtres ;
- iii. à coopérer avec les utilisateurs (clients, employés, etc.) afin d'améliorer la transparence, l'efficacité et le caractère proportionnel des filtres.

Dans ce contexte, la société civile devrait être encouragée à suivre le développement et la mise en place des filtres par les principales parties prenantes, du secteur public comme du secteur privé. Elle devrait, le cas échéant, appeler les Etats membres et le secteur privé à, respectivement, garantir et faciliter la liberté d'expression et d'information de chaque utilisateur, en particulier s'agissant de sa liberté de recevoir des informations sans ingérence de la part des pouvoirs publics et sans considération de frontière dans le nouvel environnement de l'information et de la communication.

CONSEIL DE L'EUROPE
COMITÉ DES MINISTRES

Recommandation CM/Rec(2009)5

du Comité des Ministres aux Etats membres
visant à protéger les enfants contre les contenus et comportements préjudiciables et à
promouvoir leur participation active au nouvel environnement de l'information et de
la communication

*(adoptée par le Comité des Ministres le 8 juillet 2009,
lors de la 1063e réunion des Délégués des Ministres)*

1. La protection de la liberté d'expression et de la dignité humaine dans l'environnement de l'information et de la communication, en assurant un niveau cohérent de protection des mineurs contre les contenus préjudiciables et en développant les capacités des enfants dans le domaine de l'éducation aux médias, est une priorité pour le Conseil de l'Europe.
2. Le risque d'effets préjudiciables découle de contenus et de comportements, tels que la pornographie en ligne, la représentation humiliante et stéréotypée des femmes, la représentation et la glorification de la violence et de l'automutilation, les propos humiliants, discriminatoires ou racistes, ou l'apologie de tels propos, la sollicitation (l'approche), le recrutement des enfants victimes de la traite des êtres humains, l'intimidation, la traque et d'autres formes de harcèlement, qui sont susceptibles d'être nuisibles au bien-être physique, émotionnel et psychologique des enfants.
3. L'attention devrait être portée sur les textes normatifs adoptés par le Comité des Ministres et conçus pour aider les Etats membres à traiter ces risques et par conséquent à assurer les droits de l'homme et les libertés fondamentales de chacun. Ces textes sont les suivants : la Recommandation CM/Rec(2008)6 sur les mesures visant à promouvoir le respect de la liberté d'expression et d'information au regard des filtres internet ; la Déclaration de 2008 sur la protection de la dignité, de la sécurité et de la vie privée des enfants sur l'internet ; la Recommandation CM/Rec(2007)11 sur la promotion de la liberté d'expression et d'information dans le nouvel environnement de l'information et de la communication ; la Recommandation Rec(2006)12 sur la responsabilisation et l'autonomisation des enfants dans le nouvel environnement de l'information et de la communication ; et la Recommandation Rec(2001)8 du Comité des Ministres sur l'autorégulation des cyber-contenus (l'autorégulation et la protection des utilisateurs contre les contenus illicites ou préjudiciables diffusés sur les nouveaux services de communication et d'information).
4. Il est nécessaire de fournir aux enfants les connaissances, les compétences, la compréhension, les attitudes, les valeurs des droits de l'homme et les comportements nécessaires pour participer activement à la vie sociale et publique, et pour agir de manière responsable en respectant les droits d'autrui.
5. De même, il est nécessaire d'encourager la confiance et de promouvoir la confiance en soi sur l'internet, en particulier par l'intermédiaire d'une labellisation neutre des contenus

pour permettre à la fois aux enfants et aux adultes de se faire leur propre jugement sur les contenus de l'internet.

6. Le Comité des Ministres recommande aux Etats membres, en coopération avec les acteurs du secteur privé et la société civile, de développer et de promouvoir des stratégies cohérentes de protection des enfants contre des contenus et des comportements présentant des effets préjudiciables tout en préconisant leur participation active avec la meilleure utilisation possible du nouvel environnement de l'information et de la communication, en particulier :

- en encourageant le développement et l'utilisation d'espaces sûrs (« jardins clos ») et d'autres outils facilitant l'accès à des sites et à du contenu en ligne adaptés aux enfants ;
- en promouvant la progression et l'utilisation volontaire de labels et de certifications permettant aux parents et aux enfants de distinguer aisément les contenus non préjudiciables de ceux qui présentent un risque d'effets préjudiciables ;
- en promouvant l'acquisition chez les enfants, les parents et les éducateurs de compétences leur permettant de mieux comprendre et manier les contenus et comportements qui présentent un risque d'effets préjudiciables ;
- en portant la présente recommandation et les lignes directrices jointes en annexe à l'attention de toutes les parties prenantes concernées des secteurs privé et public.

Annexe à la Recommandation CM/Rec(2009)5

Lignes directrices

I. Fournir des espaces sûrs et sécurisés pour les enfants sur internet

7. Le développement des nouvelles technologies de la communication et l'évolution de l'internet ont conduit à l'absence de mesures appropriées destinées à protéger les enfants contre les contenus qui présentent un risque d'effets préjudiciables. Alors que, dans la majorité des cas, la protection contre le contenu en mode hors ligne est plus aisément garantie, il s'avère qu'elle est plus difficile à obtenir dans le monde numérique, notamment parce que toute action destinée à restreindre l'accès au contenu peut être potentiellement contraire au droit à la liberté d'expression et d'information, tel que consacré par l'article 10 de la Convention européenne des droits de l'homme (STE n° 5). Il faut rappeler que ce droit fondamental et cette liberté sont un objectif primordial du Conseil de l'Europe et de ses Etats membres ; en même temps, il existe un droit légitime, voire une obligation, des Etats de protéger les enfants des contenus inadaptés et inappropriés.

8. Si la responsabilité parentale et l'éducation aux médias sont d'une importance primordiale pour la protection des enfants, des outils et des méthodes peuvent également aider les parents et éducateurs à informer et à guider les enfants vers l'internet et les technologies de l'information et de la communication (TIC). La mise en place d'espaces sûrs et sécurisés (« jardins clos ») pour les enfants sur l'internet et le jeu en ligne « Through the Wild Web Woods » conçu par le Conseil de l'Europe sont des exemples caractéristiques de ce type d'outils et de méthodes.

9. Partant de cette base, les Etats membres, en coopération avec le secteur privé, les médias et la société civile, sont encouragés à développer sur internet des espaces sûrs et sécurisés afin de permettre aux enfants d'explorer l'environnement de l'information et de la communication et d'y participer activement, notamment :

- en créant des sites internet sûrs et sécurisés pour les enfants, par exemple en développant des portails en ligne adaptés à l'âge des enfants ;
- en développant des normes professionnelles pour la maintenance de tels sites internet et de portails, plus particulièrement en ce qui concerne les liens et références à d'autres sites ;
- en faisant prendre conscience de l'existence de ces sites internet sûrs et sécurisés pour enfants, en particulier en informant les parents, les éducateurs, les développeurs de contenu ainsi que leurs associations respectives ;
- en envisageant l'intégration des avantages de ces sites internet sûrs et sécurisés aux programmes scolaires et au matériel pédagogique, comme le « Manuel de maîtrise de l'internet » du Conseil de l'Europe.

II. Encourager le développement d'un label paneuropéen et de systèmes de certification des contenus en ligne

10. On constate une demande croissante de systèmes pouvant aider à protéger les enfants de contenus qui présentent un risque d'effets préjudiciables. Le développement de systèmes de filtrage internet a fourni un mode de protection, qui a conduit à l'élaboration de la Recommandation CM/Rec(2008)6 du Comité des Ministres sur les mesures visant à promouvoir le respect de la liberté d'expression et d'information au regard des filtres internet.

11. Outre des systèmes automatiques d'évaluation et de filtrage du contenu, on peut noter des initiatives pour la certification du contenu en ligne sur une base volontaire et la certification réalisée par les auteurs des contenus. Parmi elles, les travaux effectués par l'Internet Content Rating Association (qui fait partie du Family Online Safety Institute (FOSI)) et par PEGI Online (qui fait partie du système Pan-European Game Information (PEGI) Plus) qui ont conduit tous deux au développement de systèmes mettant en avant des descriptions de contenus en ligne.

12. La certification du contenu en ligne contribue au développement d'espaces sûrs et sécurisés pour les enfants sur l'internet. Cependant, l'efficacité et la fiabilité des systèmes de certification dépendent dans une large mesure de l'obligation pour les personnes responsables de rendre compte de ces différents systèmes et de leur interopérabilité. La mise en place d'un label paneuropéen pour des systèmes de certification responsables – établi conformément au droit à la liberté d'expression et d'information de l'article 10 de la Convention européenne des droits de l'homme – améliorerait ces systèmes et ces initiatives, faciliterait l'offre d'espaces sûrs et sécurisés pour les enfants sur l'internet et éviterait et/ou pourrait atténuer leur exposition à des contenus et des comportements qui présentent un risque d'effets préjudiciables.

13. Toutefois, les contenus en ligne non labellisés ne devraient pas être considérés comme dangereux ou ayant moins de valeur pour les enfants, les parents et les éducateurs. La

certification a une portée limitée et devrait être considérée telle une possibilité, parmi d'autres, de promouvoir la participation démocratique et la protection des enfants sur l'internet à l'encontre des comportements et contenus en ligne qui présentent un risque d'effets préjudiciables.

14. Partant de cette base, les Etats membres, en coopération avec le secteur privé, les médias et la société civile, sont encouragés à développer et à promouvoir l'utilisation responsable de systèmes de certification des contenus en ligne, notamment :

- en créant un label paneuropéen pour les systèmes de certification des contenus en ligne. Les critères de cette certification incluraient les éléments suivants :
 - le respect des principes et normes en matière de droits de l'homme, dont le droit de disposer de voies de recours et de solutions effectives, comme, par exemple, la réévaluation de la certification, dans les cas où les usagers et/ou les créateurs/auteurs de contenus en ligne dénoncent qu'un contenu a été incorrectement classé ;
 - la fourniture et l'utilisation des systèmes de certification sur une base volontaire, tant par les créateurs/auteurs que par les utilisateurs ;
 - l'inadmissibilité de toute forme de censure sur le contenu en question ;
 - le respect de l'indépendance éditoriale des médias et des services de contenus en ligne apparentés aux médias ;
 - une révision régulière du contenu certifié, en introduisant, par exemple, une durée maximale de validité de la classification ;
- en encourageant les actions en faveur de l'interopérabilité des systèmes de certification, notamment en préconisant la création d'un logo paneuropéen unique, destiné à indiquer la pertinence des contenus par rapport aux différentes tranches d'âges ;
- en définissant des critères d'évaluation du contenu en fonction des tranches d'âge, en tenant compte des différences de traditions au sein des Etats membres ;
- en encourageant la recherche et le développement, en particulier concernant la possibilité de labelliser le contenu par le biais de métadonnées ;
- en sensibilisant les parents et les éducateurs aux avantages offerts par la certification du contenu pour faciliter l'accès à des espaces sûrs et sécurisés pour les enfants sur l'internet ;
- en déterminant et en évaluant des systèmes de certification et leur efficacité, en particulier leur conformité à l'article 10 de la Convention européenne des droits de l'homme, et l'accessibilité, à un coût abordable, des services émanant de ces systèmes, pour l'ensemble du public.

III. Promouvoir les compétences et la maîtrise de l'internet auprès des enfants, des parents et des éducateurs

15. Des espaces sûrs et sécurisés pour les enfants sur l'internet et la certification du contenu peuvent contribuer à faire de l'utilisation d'internet une expérience divertissante et de confiance. Cependant, il faut accepter qu'il n'est pas possible d'éliminer entièrement le danger pour eux d'être exposés à un contenu ou à un comportement qui présentent un risque d'effets préjudiciables et que par conséquent l'éducation aux médias et l'infocompétence pour les enfants, les parents et les éducateurs, restent essentielles pour offrir une protection cohérente contre de tels risques pour les enfants.

16. Partant de cette base, les Etats membres, en coopération avec le secteur privé, les associations de parents, les enseignants et les éducateurs, les médias et la société civile, sont encouragés à promouvoir l'éducation aux médias et l'infocompétence destinées aux enfants, aux jeunes, aux parents et aux éducateurs, afin de les préparer à l'éventualité d'être confrontés à des contenus ou des comportements qui présentent un risque d'effets préjudiciables, notamment :

- en menant des actions de sensibilisation et en développant des attitudes critiques par rapport aux avantages et aux risques, pour les enfants, de l'utilisation libre de l'internet et des TIC ;
- en adaptant les programmes scolaires en y incluant l'apprentissage et la pratique du bon usage de l'internet et des TIC, et en encourageant les enseignants à analyser et contrer, dans les contenus en ligne, les formes de sexisme qui influencent les attitudes des enfants ;
- en informant les enfants, les parents et les éducateurs de l'existence d'espaces sûrs et sécurisés sur l'internet et de labels de confiance pour le contenu en ligne ;
- en stimulant la connaissance et la compréhension pratique de la dimension droits de l'homme des systèmes de certification et des mécanismes de filtrage, et leurs risques potentiels par rapport à la liberté d'expression et d'information, notamment en attirant l'attention de toutes les parties prenantes concernées sur les instruments normatifs et les outils du Conseil de l'Europe propres à ce domaine.

CONSEIL DE L'EUROPE
COMITÉ DES MINISTRES

Déclaration Decl-29.04.82

sur la liberté d'expression et d'information

*(adoptée par le Comité des Ministres le 29 avril 1982,
lors de sa 70e session)*

Les Etats membres du Conseil de l'Europe,

1. Considérant que les principes de la démocratie véritable, la prééminence du droit et le respect des droits de l'homme constituent la base de leur coopération, et que la liberté d'expression et d'information est un élément fondamental de ces principes ;
2. Considérant que cette liberté a été proclamée dans des constitutions nationales et instruments internationaux, notamment à l'article 19 de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme et à l'article 10 de la Convention européenne des Droits de l'Homme ;
3. Rappelant que par cette convention, ils ont pris des mesures propres à assurer la garantie collective de la liberté d'expression et d'information en chargeant les organes prévus dans la convention de contrôler son application ;
4. Considérant que la liberté d'expression et d'information est nécessaire pour le développement social, économique, culturel et politique de tout être humain, et constitue une condition pour le progrès harmonieux des groupes sociaux et culturels, des nations et de la communauté internationale ;
5. Persuadés que le développement continu de la technologie de l'information et de la communication devrait servir à promouvoir le droit, sans considération de frontières, d'exprimer, de rechercher, de recevoir et de communiquer des informations et des idées, quelle que soit leur source ;
6. Persuadés que les Etats ont le devoir de veiller à ce qu'il n'y ait pas de violation de la liberté d'expression et d'information et qu'ils devraient adopter une politique susceptible de favoriser dans toute la mesure du possible la diversité des moyens de communication et la pluralité des sources d'information permettant, par là, celle des idées et des opinions ;
7. Constatant qu'en plus des mesures législatives prévues au paragraphe 2 de l'article 10 de la Convention européenne des Droits de l'Homme, des codes de déontologie ont volontairement été établis et sont appliqués par des organisations professionnelles dans le domaine des moyens de communication de masse ;

8. Conscients que la libre circulation et la large diffusion d'informations de toute nature à travers les frontières constituent un facteur important pour la compréhension internationale, le rapprochement des peuples et l'enrichissement mutuel des cultures,

I. Rappellent leur ferme attachement aux principes de la liberté d'expression et d'information en tant qu'élément fondamental d'une société démocratique et pluraliste :

II. Déclarent que dans le domaine de l'information et des moyens de communication de masse, ils poursuivent les objectifs suivants :

a. la sauvegarde du droit pour toute personne, sans considération de frontières, de s'exprimer, de rechercher et de recevoir des informations et des idées quelle que soit leur source, et de les répandre dans les conditions prévues par l'article 10 de la Convention européenne des Droits de l'Homme ;

b. l'absence de censure ou de tout contrôle ou contrainte arbitraires à l'encontre des participants au processus de la communication, du contenu de la communication ou de la transmission ou diffusion de l'information ;

c. la poursuite d'une politique ouverte de l'information dans le secteur public, y compris l'accès à l'information, permettant d'accroître pour chaque individu sa capacité de comprendre et de discuter librement les questions politiques, sociales, économiques et culturelles ;

d. l'existence d'un large éventail de moyens de communication indépendants et autonomes, permettant de refléter la diversité des idées et des opinions ;

e. l'établissement de facilités adéquates pour la transmission et la diffusion, nationales et internationales, des informations et des idées, et l'accès à ces facilités dans des conditions raisonnables ;

f. l'intensification de la coopération et de l'assistance internationales, par des canaux publics et privés, en vue de favoriser la libre circulation de l'information et d'améliorer les infrastructures et les compétences en matière de communication ;

III. Décident d'intensifier leur coopération afin :

a. de défendre le droit de toute personne d'exercer la liberté d'expression et d'information ;

b. de promouvoir, par l'enseignement et par l'éducation, l'exercice effectif de la liberté d'expression et de l'information ;

c. de favoriser la libre circulation de l'information, contribuant ainsi à la compréhension internationale, à une meilleure connaissance des convictions et des traditions, au respect de la diversité des opinions et à l'enrichissement mutuel des cultures ;

d. de mettre en commun leurs expériences et connaissances dans le domaine des moyens de communication ;

e. de faire en sorte que les nouveaux services et techniques d'information et de communication, lorsqu'ils sont disponibles, soient effectivement utilisées pour élargir le champ de la liberté d'expression et d'information.

CONSEIL DE L'EUROPE
COMITÉ DES MINISTRES

Déclaration Decl-17.02.94

sur les droits voisins

*(adoptée par le Comité des Ministres le 17 février 1994,
lors de la 508e réunion des Délégués des Ministres)*

Le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe :

Reconnaissant la nécessité d'une amélioration générale de la protection des droits voisins ;

Ayant décidé dans l'immédiat de répondre à la nécessité la plus urgente, à savoir, l'harmonisation et l'amélioration du niveau de protection des droits voisins dans le contexte de la radiodiffusion transfrontière par satellite, en ouvrant à la signature la Convention européenne concernant des questions de droit d'auteur et de droits voisins dans le cadre de la radiodiffusion transfrontière par satellite ;

Notant que l'adoption de cette Convention n'affecte en aucune manière les bénéfices et avantages économiques dont disposent les titulaires des droits voisins en vertu d'arrangements contractuels ;

Note qu'un certain nombre d'autres questions importantes doivent encore être examinées concernant la protection des droits voisins, entre autres, dans le contexte de la radiodiffusion transfrontière ;

Considère que la priorité devrait désormais être donnée à l'étude, entre autres, des questions suivantes : les droits des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion à l'égard de la retransmission par câble ; le droit des artistes interprètes ou exécutants et des producteurs de phonogrammes d'autoriser la reproduction de leurs exécutions et de leurs phonogrammes ; les droits moraux des artistes interprètes ou exécutants et la durée de protection des ayants droit ;

Souligne dans ce contexte la nécessité d'aboutir à des conditions économiques et autres qui soient loyales et équitables pour l'utilisation des exécutions des artistes interprètes ou exécutants, lorsque celles-ci sont incluses dans des phonogrammes ou des œuvres audiovisuelles ;

Souligne l'importance d'étudier ces questions dans le cadre du Conseil de l'Europe, en ayant à l'esprit des travaux menés dans d'autres enceintes internationales et européennes, et en tenant compte du développement technologique et de ses implications financières pour les artistes interprètes ou exécutants, les producteurs de phonogrammes et les organismes de radiodiffusion ;

Invite le Comité directeur sur les moyens de communication de masse à poursuivre son examen de ces questions et à examiner l'opportunité d'élaborer des instruments juridiques en la matière.

CONSEIL DE L'EUROPE
COMITÉ DES MINISTRES

Déclaration Decl-03.05.96

sur la protection des journalistes en situation de conflit et de tension

*(adoptée par le Comité des Ministres le 3 mai 1996,
lors de sa 98e Session)*

1. Le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe condamne le nombre croissant de meurtres, de disparitions ou d'autres attaques commises à l'encontre de journalistes, et considère que ces actes constituent également une attaque à l'encontre de l'exercice libre et sans entrave du journalisme.
2. Le Comité des Ministres en appelle à tous les Etats, en particulier à tous les Etats membres du Conseil de l'Europe, pour reconnaître que le droit des individus et du public en général d'être informés sur toutes questions d'intérêt public, et de pouvoir évaluer l'action des pouvoirs publics et d'autres parties impliquées est particulièrement important dans les situations de conflit et de tension.
3. Le Comité des Ministres réaffirme solennellement que tous les journalistes travaillant dans des situations de conflit et de tension bénéficient pleinement et sans condition de la protection offerte par le droit international humanitaire applicable, par la Convention européenne des Droits de l'Homme et par les autres instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme.
4. Le Comité des Ministres réaffirme les engagements pris par les gouvernements des Etats membres de respecter toutes les garanties existantes intéressant la protection des journalistes.
5. Le Comité des Ministres, à l'occasion de la Journée mondiale de la liberté de la presse, attire l'attention sur la Recommandation n° R (96) 4 sur la protection des journalistes en situation de conflit et de tension, ainsi que sur les principes de base annexés.
6. Le Comité des Ministres examinera, en collaboration avec le Secrétaire Général, les moyens de renforcer d'une manière générale les dispositifs existant au sein du Conseil de l'Europe pour la réception d'informations sur les atteintes aux droits et libertés des journalistes dans des situations de conflit et de tension, et les actions à entreprendre pour y donner suite.
7. Le Comité des Ministres estime dans ce contexte que, en cas d'urgence, le Secrétaire Général pourrait prendre sans délai toutes actions appropriées dès réception de rapports sur les atteintes, dans des Etats membres, aux droits et libertés des journalistes dans des situations de conflit et de tension, et appelle les Etats membres à coopérer avec le Secrétaire Général à cet égard.

CONSEIL DE L'EUROPE
COMITÉ DES MINISTRES

Déclaration Decl-09.09.1999

sur l'exploitation des productions radiophoniques et télévisuelles
protégées contenues dans les archives des radiodiffuseurs

*(adoptée par le Comité des Ministres le 9 septembre 1999,
lors de la 678e réunion des Délégués des Ministres)*

Le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe,

Rappelant que le droit d'auteur et les droits voisins sont à la base de la création, de la production et de la circulation des productions radiophoniques et télévisuelles en Europe, et qu'il est nécessaire d'assurer une protection adéquate aux ayants droit, tout en facilitant les possibilités d'offrir au public les productions radiophoniques et télévisuelles grâce aux nouvelles opportunités permises par les développements techniques ;

Notant,

que de nombreux radiodiffuseurs gardent dans leurs archives un nombre, parfois substantiel, de productions radiophoniques et télévisuelles qui font partie du patrimoine culturel européen et national et que, parmi ces productions, certaines ont une valeur culturelle, éducative ou informative;

le besoin de disposer de programmes européens pour les nouveaux modes de distribution au public générés par la numérisation et les nouveaux media électroniques;

que de tels programmes peuvent être d'un grand intérêt pour une exploitation via les nouveaux modes de distribution mentionnés ci-dessus et qu'il devrait être possible d'utiliser le patrimoine audiovisuel de l'Europe, tout en soulignant qu'il est souhaitable de produire de nouvelles oeuvres radiophoniques et télévisuelles européennes;

que par le passé, au moment de la production et en raison des circonstances qui prévalaient à l'époque, les radiodiffuseurs n'ont pu acquérir de droits auprès des différents contributeurs à ces programmes que pour une diffusion par voie radiophonique et/ou télévisuelle, par voie hertzienne (sans fil) ou par câble/fil/fibre optique (diffusion originale par câble) ;

qu'il se peut que ces droits aient été limités dans le temps et/ou à un certain nombre de transmissions et/ou à une zone géographique donnée ;

qu'en conséquence, ces radiodiffuseurs ne détiennent pas, à l'égard des productions radiophoniques et télévisuelles passées qui leur sont propres et qui se trouvent dans leurs archives, tous les droits pertinents des différents contributeurs à ces programmes qui leur permettraient une utilisation sous de nouveaux formats ;

que les sociétés de gestion collective ou autres instances représentatives ne détiennent ou ne représentent pas nécessairement les droits afférents à ces productions passées qui ont été archivées, ou pour chaque catégorie d'ayants droit en question ;

qu'étant donné le nombre d'ayants droit potentiels impliqués, il est souvent impossible, en fait ou en pratique, dans de nombreux pays, pour les radiodiffuseurs en question d'identifier, de retrouver et de négocier avec chaque contributeur ou ses successeurs en titre, dans des conditions qui soient toujours économiquement intéressantes ;

qu'il en résulte qu'un nombre important de productions présentant une valeur culturelle, éducative ou informative réalisées par les radiodiffuseurs européens risque de rester dans leurs archives, jusqu'à l'expiration du délai de protection des droits d'auteur et des droits voisins afférents à ces productions ;

et qu'en conséquence ces productions ou certaines parties d'entre elles pourraient ne pas être offertes au public dans le nouvel environnement numérique ;

Reconnaissant que cette situation est d'un point de vue général indésirable, et doit en conséquence être traitée et, si nécessaire et possible, résolue ;

Sensible toutefois au fait que,

ces productions peuvent avoir une valeur commerciale ;

le droit d'auteur et les droits voisins sont des droits de propriété essentiels conférant au propriétaire le droit exclusif de décider de l'utilisation de sa propriété et/ou un droit à rémunération ;

de ce fait, à titre de principe, les radiodiffuseurs et les organisations représentant les intérêts des ayants droit devraient être incités à faire tous les efforts possibles pour identifier les ayants droit potentiels et parvenir à des solutions contractuelles ;

Conscient toutefois, que dans certaines circonstances, en dépit de tels efforts, il peut s'avérer impossible d'obtenir les autorisations nécessaires et de procéder au paiement des droits requis, entre autres parce que tous les ayants droit en cause ne peuvent être identifiés ;

Gardant à l'esprit les différences de situation juridique et autres des Etats membres du Conseil de l'Europe ;

Soulignant les obligations auxquelles les Etats membres du Conseil de l'Europe sont soumis en application des conventions, traités et autres instruments internationaux dans le domaine du droit d'auteur et des droits voisins,

Appelle les Etats membres à surveiller cette question sur la base de l'approche qui leur est propre et de leurs propres traditions et pratique juridique ;

Encourage, d'une part, les ayants droit et/ou leurs organisations représentatives et, d'autre part, les radiodiffuseurs et/ou leurs organisations représentatives à entreprendre des négociations afin de trouver une solution contractuelle satisfaisante et praticable ;

Invite les Etats membres où les problèmes précédemment mentionnés se posent et où aucune solution contractuelle ne s'est avérée possible, à examiner et, le cas échéant, prendre des initiatives pour remédier à cette situation, conformément aux obligations auxquelles ils sont soumis en application des conventions, traités et autres instruments internationaux dans le domaine du droit d'auteur et des droits voisins, en gardant à l'esprit les droits respectifs des ayants droit et les intérêts légitimes du public ;

Décide qu'en temps opportun, il évaluera la situation et décidera si une action devrait être entreprise au niveau du Conseil de l'Europe, suite à des consultations appropriées avec toutes les parties intéressées.

CONSEIL DE L'EUROPE
COMITÉ DES MINISTRES

Déclaration Decl-28.05.2003

sur la liberté de la communication sur l'Internet

*(adoptée par le Comité des Ministres le 28 mai 2003,
lors de la 840e réunion des Délégués des Ministres)*

Les Etats membres du Conseil de l'Europe,

Rappelant l'engagement des Etats membres par rapport au droit fondamental à la liberté d'expression et d'information, tel que garanti par l'article 10 de la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales ;

Considérant que la liberté d'expression et la libre circulation de l'information sur l'Internet doivent être réaffirmées ;

Conscients, dans le même temps, de la nécessité d'assurer un équilibre entre la liberté d'expression et d'information et d'autres droits et intérêts légitimes, conformément à l'article 10, paragraphe 2 de la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales ;

Rappelant, à cet égard, la Convention sur la cybercriminalité et la Recommandation Rec (2001) 8 sur l'autorégulation des cyber-contenus ;

Rappelant, en outre, la Résolution n° 1 de la 5e Conférence ministérielle européenne sur la politique des communications de masse (Thessalonique, 11-12 décembre 1997) ;

Préoccupés par les tentatives visant à limiter l'accès du public aux communications sur l'Internet pour des raisons politiques ou d'autres motifs contraires aux principes démocratiques ;

Convaincus de la nécessité d'affirmer fermement que le contrôle a priori des communications sur l'Internet, sans considération de frontières, devrait rester une exception ;

Considérant, par ailleurs, qu'il faut supprimer les obstacles à l'accès individuel à l'Internet et compléter ainsi les mesures déjà prises pour mettre en place des points d'accès publics dans le prolongement de la Recommandation n° R (99) 14 sur le service universel communautaire relatif aux nouveaux services de communication et d'information ;

Convaincus que la liberté de fournir des services via l'Internet contribuera à garantir le droit des usagers d'accéder à des contenus pluralistes provenant de multiples sources nationales et étrangères ;

Convaincus également qu'il est nécessaire de limiter la responsabilité des fournisseurs de services qui font office de simples transporteurs ou, de bonne foi, donnent accès aux contenus émanant de tiers ou les hébergent ;

Rappelant à ce sujet la Directive 2000/31/CE du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2000 relative à certains aspects juridiques des services de la société de l'information, et notamment du commerce électronique, dans le marché intérieur («directive sur le commerce électronique»);

Soulignant que la liberté de communication sur l'Internet ne devrait pas porter atteinte à la dignité humaine, aux droits de l'homme ni aux libertés fondamentales d'autrui, tout particulièrement des mineurs ;

Considérant qu'un équilibre doit être trouvé entre le respect de la volonté des usagers de l'Internet de ne pas divulguer leur identité et la nécessité pour les autorités chargées de l'application de la loi de retrouver la trace des responsables d'actes délictueux ;

Saluant les efforts entrepris par les fournisseurs de services pour coopérer avec les autorités chargées de l'application de la loi lorsqu'ils sont confrontés à des contenus illicites sur l'Internet ;

Notant l'importance de la coopération entre ces autorités dans la lutte contre ces contenus,

Déclarent qu'ils cherchent à se conformer aux principes suivants dans le domaine de la communication sur l'Internet :

Principe 1 : Règles à l'égard des contenus sur l'Internet

Les Etats membres ne devraient pas soumettre les contenus diffusés sur l'Internet à des restrictions allant au-delà de celles qui s'appliquent à d'autres moyens de diffusion de contenus.

Principe 2 : Autorégulation ou corégulation

Les Etats membres devraient encourager l'autorégulation ou la corégulation à l'égard des contenus diffusés sur l'Internet.

Principe 3 : Absence de contrôle préalable de l'Etat

Les autorités publiques ne devraient pas, au moyen de mesures générales de blocage ou de filtrage, refuser l'accès du public à l'information et autres communications sur l'Internet, sans considération de frontières. Cela n'empêche pas l'installation de filtres pour la protection des mineurs, notamment dans des endroits accessibles aux mineurs tels que les écoles ou les bibliothèques.

A condition que les garanties de l'article 10, paragraphe 2, de la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales soient respectées, des mesures peuvent être prises pour supprimer un contenu Internet clairement identifiable ou, alternativement, faire en sorte de bloquer son accès si les autorités nationales compétentes ont pris une décision provisoire ou définitive sur son caractère illicite.

Principe 4 : Suppression des barrières concernant la participation des individus à la société de l'information

Les Etats membres devraient favoriser et encourager l'accès de tous aux services de communication et d'information sur l'Internet de manière non discriminatoire et à un prix raisonnable. En outre, une participation active du public, à travers par exemple la création et la gestion de sites web individuels, ne devrait pas être soumise à un système de licences ou à d'autres exigences ayant un effet équivalent.

Principe 5 : Liberté de fournir des services via l'Internet

La fourniture de services via l'Internet ne devrait pas être soumise à des régimes d'autorisation spécifiques au seul motif des moyens de transmission utilisés.

Les Etats membres devraient rechercher des mesures propres à promouvoir une offre pluraliste de services via l'Internet répondant aux différents besoins des utilisateurs et des groupes sociaux. Les fournisseurs de services devraient être autorisés à opérer dans un cadre réglementaire leur garantissant un accès non discriminatoire aux réseaux de télécommunications nationaux et internationaux.

Principe 6 : Responsabilité limitée des fournisseurs de services pour les contenus diffusés sur l'Internet

Les Etats membres ne devraient pas imposer aux fournisseurs de services l'obligation générale de surveiller les contenus diffusés sur l'Internet auxquels ils donnent accès, qu'ils transmettent ou qu'ils stockent, ni celle de rechercher activement des faits ou des circonstances révélant des activités illicites.

Les Etats membres devraient veiller à ce que les fournisseurs de services ne soient pas tenus responsables des contenus diffusés sur l'Internet lorsque leur fonction se limite, selon la législation nationale, à transmettre des informations ou à donner accès à l'Internet.

Si les fonctions des fournisseurs de services sont plus larges et qu'ils stockent des contenus émanant d'autres parties, les Etats membres peuvent les tenir pour coresponsables dans l'hypothèse où ils ne prennent pas rapidement des mesures pour supprimer ou pour bloquer l'accès aux informations ou aux services dès qu'ils ont connaissance, comme cela est défini par le droit national, de leur caractère illicite ou, en cas de plainte pour préjudice, de faits ou de circonstances révélant la nature illicite de l'activité ou de l'information.

En définissant, dans le droit national, les obligations des fournisseurs de services telles qu'énoncées au paragraphe précédent, une attention particulière doit être portée au respect de la liberté d'expression de ceux qui sont à l'origine de la mise à disposition des informations, ainsi que du droit correspondant des usagers à l'information.

Dans tous les cas, les limitations de responsabilité susmentionnées ne devraient pas affecter la possibilité d'adresser des injonctions lorsque les fournisseurs de services sont requis de mettre fin à ou d'empêcher, dans la mesure du possible, une violation de la loi.

CONSEIL DE L'EUROPE
COMITÉ DES MINISTRES

Déclaration Decl-10.07.2003

sur la diffusion d'informations par les médias en relation avec les procédures pénales

*(adoptée par le Comité des Ministres le 10 juillet 2003,
lors de la 848^e réunion des Délégués des Ministres)*

Le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe,

Rappelant l'engagement pris par les Etats membres de protéger le droit fondamental à la liberté d'expression, tel que garanti par l'article 10 de la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales (ci-après « la Convention ») ;

Réaffirmant que le droit à la liberté d'expression et d'information est un élément fondamental de toute démocratie et une condition nécessaire au progrès de la société et au développement de l'être humain, comme le souligne sa Déclaration sur la liberté d'expression et d'information de 1982 ;

Rappelant l'engagement à l'égard du droit fondamental à la présomption d'innocence et à un procès équitable et du droit fondamental au respect de la vie privée et familiale garantis respectivement par l'article 6 et l'article 8 de la Convention ;

Rappelant également le droit des médias et des journalistes de créer des associations professionnelles, conformément au droit à la liberté d'association garanti par l'article 11 de la Convention, qui constitue une base de l'autorégulation dans le domaine des médias ;

Considérant les intérêts éventuellement conflictuels protégés par les articles 6, 8 et 10 de la Convention et la nécessité d'assurer un équilibre entre ces droits en fonction des circonstances de chaque cas individuel, en tenant dûment compte du rôle de la Cour européenne des Droits de l'Homme, qui est de veiller au respect des engagements souscrits au titre de la Convention ;

Considérant également l'intérêt que l'autorégulation des médias et la co-régulation peuvent présenter pour parvenir à un tel équilibre ;

Conscient des nombreuses initiatives prises par les médias et les journalistes en Europe pour promouvoir un exercice responsable du journalisme, soit à travers l'autorégulation, soit en coopération avec l'Etat à travers des cadres de co-régulation ;

Conscient également de la nécessité de favoriser un débat éclairé sur la protection des droits et intérêts en jeu dans le contexte des reportages effectués par les médias en relation avec les procédures pénales ;

Désireux de renforcer l'exercice responsable du journalisme dans ce contexte, notamment en promouvant l'adoption de bonnes pratiques par les médias, à travers des codes de bonne conduite ou d'autres initiatives ;

Préoccupé par la commercialisation croissante de l'information dans le contexte des procédures pénales ;

Désireux dans le même temps de renforcer le droit à la liberté d'expression et d'information en relation avec les procédures pénales, en particulier en assurant l'accès des médias à ces procédures ;

Rappelant sa Résolution (74) 26 sur le droit de réponse – situation de l'individu à l'égard de la presse, sa Recommandation n° R (85) 11 sur la position de la victime dans le cadre du droit pénal et de la procédure pénale, sa Recommandation n° R (97) 13 sur l'intimidation des témoins et les droits de la défense, sa Recommandation n° R (97) 21 sur les médias et la promotion d'une culture de tolérance, et sa Recommandation n° R (2000) 7 sur le droit des journalistes de ne pas révéler leurs sources d'information ;

Gardant à l'esprit la Résolution n° 2 sur les libertés journalistiques et les droits de l'homme adoptée lors de la 4e Conférence ministérielle européenne sur la politique des communications de masse (Prague, décembre 1994), ainsi que la Déclaration sur une politique de la communication pour demain adoptée lors de la 6e Conférence ministérielle européenne sur la politique des communications de masse (Cracovie, juin 2000) ;

Conscient des séminaires sur l'autorégulation des médias organisés par le Comité directeur sur les moyens de communication de masse à Strasbourg les 7 et 8 octobre 1998, puis par la Commission européenne et l'Allemagne à Sarrebruck du 19 au 21 avril 1999 ;

Conscient de la consultation publique des professionnels des médias, menée par le Comité directeur sur les moyens de communication de masse en janvier 2002,

Appelle les Etats membres :

1. à encourager les reportages responsables sur les procédures pénales dans les médias, en favorisant la formation des journalistes dans le domaine du droit et de la procédure judiciaire, en coopération avec les médias et leurs organisations professionnelles, les institutions éducatives et les tribunaux, dans la mesure où cela est nécessaire pour comprendre les procédures judiciaires, ainsi que les droits et intérêts des parties et de l'Etat qui sont en jeu dans de telles procédures ;
2. à soutenir toutes initiatives d'autorégulation par lesquelles les médias définissent des principes éthiques professionnels concernant la diffusion d'informations sur des procédures pénales pour assurer le respect des principes qui sont contenus dans la Recommandation Rec (2003) 13 du Comité des Ministres aux Etats membres sur la diffusion d'informations par les médias en relation avec les procédures pénales ;
3. à rechercher une coopération avec les organes d'autorégulation dans le domaine des médias ;

4. à impliquer les associations professionnelles du secteur des médias dans les procédures législatives pertinentes concernant les reportages effectués par les médias sur les procédures pénales, par exemple à travers des auditions ou des consultations ;

5. à mettre cette Déclaration à la disposition des pouvoirs publics et des tribunaux ainsi que des médias, des journalistes et de leurs organisations professionnelles.

Invite les médias et les journalistes :

1. à s'organiser en associations professionnelles et à promouvoir la coopération paneuropéenne entre ces associations ;

2. à élaborer des lignes directrices et des normes éthiques professionnelles pour les journalistes, spécialement en ce qui concerne les reportages sur les procédures pénales, dans les cas où de telles lignes directrices et normes n'existent pas encore, et à favoriser l'observation de ces lignes directrices et normes éthiques professionnelles ;

3. à traiter dans leurs reportages les suspects et les accusés comme innocents tant que leur culpabilité n'aura pas été établie par un tribunal, eu égard au fait qu'ils bénéficient de ce droit en application de l'article 6 de la Convention ;

4. à respecter la dignité, la sécurité et, sauf si l'information est d'intérêt public, le droit à la vie privée des victimes, des requérants, des suspects, des accusés, des personnes reconnues coupables et des témoins, ainsi que de leur famille, tel qu'il est garanti par l'article 8 de la Convention ;

5. à ne pas rappeler le délit commis antérieurement par une personne, sauf si le délit est d'intérêt public ou est redevenu d'intérêt public ;

6. à être sensibles aux intérêts des mineurs et des autres personnes vulnérables impliquées dans des procédures pénales ;

7. à éviter de porter préjudice aux enquêtes pénales et aux procédures judiciaires ;

8. à éviter les préjugés et les allusions péjoratives dans leurs reportages sur des procédures pénales, lorsque cela risque d'inciter à la xénophobie, à la discrimination ou à la violence ;

9. à confier les reportages sur les procédures pénales à des journalistes ayant une formation adéquate en cette matière.

CONSEIL DE L'EUROPE
COMITÉ DES MINISTRES

Déclaration Decl-12.02.2004

sur la liberté du discours politique dans les médias

*(adoptée par le Comité des Ministres le 12 février 2004,
lors de la 872^e réunion des Délégués des Ministres)*

Le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe,

Considérant que plus de cinquante ans se sont écoulés depuis l'ouverture de la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales, ci-après dénommée la Convention, à la signature par les Etats membres, la Convention étant l'instrument suprême à travers l'Europe de la protection des droits et libertés qui y sont consacrés ;

Considérant que le but du Conseil de l'Europe est de réaliser une union plus étroite entre ses membres afin de sauvegarder et de promouvoir les idéaux et les principes qui sont leur patrimoine commun ;

Rappelant l'engagement de tous les Etats membres à l'égard des principes fondamentaux de la démocratie pluraliste, du respect des droits de l'homme et de l'Etat de droit, qui a été réaffirmé par les chefs d'Etat et de gouvernement lors de leur 2^e Sommet, le 11 octobre 1997, à Strasbourg ;

Réaffirmant que le droit fondamental à la liberté d'expression et d'information garanti par l'article 10 de la Convention constitue l'un des fondements essentiels d'une société démocratique et l'une des conditions de base du progrès et de l'épanouissement de toute personne, ainsi qu'indiqué dans sa Déclaration sur la liberté d'expression et d'information de 1982 ;

Eu égard à la Déclaration relative à une politique de la communication pour demain, adoptée lors de la 6^e Conférence ministérielle européenne sur la politique des communications de masse à Cracovie les 15 et 16 juin 2000 ;

Rappelant sa Résolution (74) 26 sur le droit de réponse – situation de l'individu à l'égard de la presse et sa Recommandation n° R (99) 15 relative à des mesures concernant la couverture des campagnes électorales par les médias ;

Rappelant également sa Recommandation n° R (97) 20 sur le « discours de haine » et soulignant que la liberté du discours politique n'inclut pas la liberté d'exprimer des opinions racistes ou des opinions qui incitent à la haine, à la xénophobie, à l'antisémitisme et à toutes formes d'intolérance ;

Conscient de la Résolution 1165 (1998) de l'Assemblée parlementaire sur le droit au respect de la vie privée ;

Réaffirmant l'importance majeure de la liberté d'expression et d'information, en particulier à travers des médias libres et indépendants, pour garantir le droit du public d'être informé sur des questions d'intérêt public et d'exercer un contrôle sur les affaires publiques et politiques, ainsi que pour assurer la responsabilité et la transparence des organes politiques et des pouvoirs publics, qui sont nécessaires dans une société démocratique, sans préjudice quant aux règles internes des Etats membres concernant le statut et la responsabilité des fonctionnaires ;

Rappelant que l'exercice de la liberté d'expression comporte des devoirs et des responsabilités que les professionnels des médias doivent garder à l'esprit et qu'il peut être légitimement soumis à des restrictions visant à maintenir un équilibre entre l'exercice de cette liberté et le respect d'autres droits, libertés et intérêts fondamentaux protégés par la Convention ;

Conscient que toute personne physique qui est candidate, a été élue à ou a quitté un poste politique, qui occupe une fonction politique au niveau local, régional, national ou international ou qui exerce une influence politique, ci-après dénommée « personnalité politique », ainsi que toute personne physique qui occupe une fonction publique ou exerce une autorité publique à ces niveaux, ci-après dénommée « fonctionnaire », jouit de droits fondamentaux qui pourraient être compromis par la diffusion d'informations et d'opinions les concernant dans les médias ;

Conscient que certains systèmes juridiques internes accordent encore des privilèges juridiques aux personnalités politiques ou aux fonctionnaires contre la diffusion d'informations et d'opinions les concernant dans les médias, ce qui n'est pas compatible avec le droit à la liberté d'expression et d'information garanti par l'article 10 de la Convention ;

Conscient que le droit d'exercer un contrôle public sur les affaires publiques peut inclure la diffusion d'informations et d'opinions sur des personnes autres que les personnalités politiques et les fonctionnaires,

Appelle les Etats membres à diffuser largement la présente Déclaration, le cas échéant accompagnée d'une traduction, et à la porter à l'attention, en particulier, des instances politiques, des pouvoirs publics et des instances judiciaires, ainsi qu'à la mettre à la disposition des journalistes, des médias et de leurs organisations professionnelles ;

Attire particulièrement l'attention sur les principes suivants concernant la diffusion d'informations et d'opinions dans les médias sur les personnalités politiques et les fonctionnaires :

I. Liberté d'expression et d'information à travers les médias

La démocratie pluraliste et la liberté du discours politique exigent que le public soit informé sur les questions d'intérêt public, ce qui inclut le droit des médias de diffuser des informations négatives et des opinions critiques sur les personnalités politiques et les fonctionnaires, ainsi que le droit du public d'en recevoir.

II. Liberté de critique à l'égard de l'Etat ou des institutions publiques

L'Etat, le gouvernement ou tout autre organe des pouvoirs exécutif, législatif ou judiciaire peuvent faire l'objet de critiques dans les médias. En raison de leur position dominante, ces

institutions ne devraient pas être protégées en tant que telles par le droit pénal contre les déclarations diffamatoires ou insultantes. Lorsque ces institutions bénéficient toutefois d'une telle protection, cette protection devrait être appliquée de façon très restrictive en évitant, dans tous les cas, qu'elle puisse être utilisée pour restreindre la liberté de critique. Les personnes représentant ces institutions restent par ailleurs protégées en tant qu'individus.

III. Débat public et contrôle du public sur les personnalités politiques

Les personnalités politiques ont décidé d'en appeler à la confiance du public et ont accepté d'être l'objet d'un débat politique public et sont par conséquent soumises à un contrôle public attentif et à une critique publique potentiellement vigoureuse et forte à travers les médias quant à la façon dont elles ont exercé ou exercent leurs fonctions.

IV. Contrôle du public sur les fonctionnaires

Les fonctionnaires doivent accepter d'être soumis au contrôle et à la critique publics, particulièrement par le biais des médias, en ce qui concerne la façon dont ils ont exercé ou exercent leurs fonctions, dans la mesure où cela est nécessaire pour assurer la transparence et l'exercice responsable de leurs fonctions.

V. Liberté satirique

Le genre humoristique et satirique, tel que protégé par l'article 10 de la Convention, autorise un plus grand degré d'exagération et même de provocation, pour autant qu'il n'induisse pas le public en erreur sur les faits.

VI. Réputation des personnalités politiques et des fonctionnaires

Les personnalités politiques ne devraient pas bénéficier d'une plus grande protection de leur réputation et de leurs autres droits que les autres personnes, et des sanctions plus sévères ne devraient donc pas être prononcées en droit interne à l'encontre des médias lorsque ces derniers critiquent des personnalités politiques. Ce principe s'applique aussi aux fonctionnaires ; des dérogations ne devraient être admises que lorsqu'elles sont strictement nécessaires pour permettre aux fonctionnaires d'assurer le bon exercice de leur fonction.

VII. Vie privée des personnalités politiques et des fonctionnaires

La vie privée et la vie familiale des personnalités politiques et des fonctionnaires devraient être protégées à l'encontre de reportages par les médias en application de l'article 8 de la Convention. Toutefois, des informations sur leur vie privée peuvent être divulguées si cela constitue un sujet d'intérêt public directement lié à la façon dont ils ont exercé ou exercent leurs fonctions, tout en tenant compte de la nécessité de ne pas porter inutilement préjudice à un tiers. Lorsque des personnalités politiques et des fonctionnaires attirent eux-mêmes l'attention sur des éléments de leur vie privée, les médias sont habilités à exercer un droit de regard sur ces éléments.

VIII. Voies de recours contre les violations par les médias

Les personnalités politiques et les fonctionnaires ne devraient avoir accès qu'aux voies de recours juridiques dont disposent les particuliers en cas de violation de leurs droits par les

médias. Les dommages-intérêts et amendes imposés en cas de diffamation ou d'insulte doivent présenter un rapport raisonnable de proportionnalité avec la violation des droits ou de la réputation d'autrui, en prenant en considération les éventuels remèdes volontaires effectifs et adéquats qui ont été accordés par les médias et acceptés par les personnes concernées. La diffamation ou l'insulte par les médias ne devrait pas entraîner de peine de prison, sauf si cette peine est strictement nécessaire et proportionnée au regard de la gravité de la violation des droits ou de la réputation d'autrui, en particulier si d'autres droits fondamentaux ont été sérieusement violés à travers des déclarations diffamatoires ou insultantes dans les médias, comme le discours de haine.

CONSEIL DE L'EUROPE
COMITE DES MINISTRES

Déclaration Del-02.03.2005

sur la liberté d'expression et d'information dans les médias
dans le contexte de la lutte contre le terrorisme

*(adoptée par le Comité des Ministres le 2 mars 2005,
lors de la 917^e réunion des Délégués des Ministres)*

Le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe,

Considérant que le but du Conseil de l'Europe est de réaliser une union plus étroite entre ses membres afin de sauvegarder et de promouvoir les idéaux et les principes qui sont leur patrimoine commun ;

Considérant que le terrorisme a des conséquences dramatiques pour la pleine jouissance des droits de l'homme, notamment le droit à la vie, qu'il menace la démocratie, qu'il vise notamment à déstabiliser des gouvernements légitimement constitués et à saper la société civile pluraliste et qu'il remet en cause l'idéal des personnes à vivre libérées de la terreur ;

Condamnant catégoriquement comme criminels et injustifiables tous les actes terroristes, où qu'ils se produisent et quels qu'en soient les auteurs ;

Constatant que chaque Etat a l'obligation de protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales de toute personne ;

Rappelant son ferme attachement aux principes de la liberté d'expression et d'information en tant qu'élément fondamental d'une société démocratique et pluraliste et comme condition nécessaire au progrès de la société et au développement de l'être humain, comme le souligne la jurisprudence de la Cour européenne des Droits de l'Homme au titre de l'article 10 de la Convention européenne des Droits de l'Homme ainsi que la Déclaration sur la liberté d'expression et d'information de 1982 du Comité des Ministres ;

Considérant que la diffusion libre et sans entrave de l'information et des idées est un des moyens les plus efficaces de promouvoir la compréhension et la tolérance, permettant de lutter contre le terrorisme et de le prévenir ;

Rappelant que les Etats ne peuvent adopter de mesures qui imposeraient des restrictions à la liberté d'expression et d'information allant au-delà de ce qui est permis par l'article 10 de la Convention européenne des Droits de l'Homme, à moins que ce ne soit dans les strictes conditions posées à l'article 15 de la Convention ;

Rappelant en outre, que dans la lutte qu'ils mènent contre le terrorisme, les Etats doivent veiller à ne pas adopter de mesures qui seraient contraires aux droits de l'homme et aux

libertés fondamentales, y compris à la liberté d'expression, qui est précisément l'un des piliers des sociétés démocratiques que les terroristes cherchent à détruire ;

Notant l'intérêt que les mesures d'autorégulation prises par les médias peuvent présenter dans le contexte particulier de la lutte contre le terrorisme ;

Rappelant l'article 10 de la Convention européenne des Droits de l'Homme, les Déclarations du Comité des Ministres sur la liberté d'expression et d'information adoptée le 29 avril 1982, sur la protection des journalistes en situation de conflit et de tension adoptée le 3 mai 1996, et ses Recommandations n° R (97) 20 sur le discours de haine, n° R (97) 21 sur les médias et la promotion d'une culture de tolérance, n° R (2000) 7 sur le droit des journalistes de ne pas révéler leurs sources d'information et Rec(2003)13 sur la diffusion d'informations par les médias en relation avec les procédures pénales ;

Gardant à l'esprit les Résolutions et Recommandations de l'Assemblée parlementaire sur le terrorisme ;

Rappelant les Lignes directrices sur les droits de l'homme et la lutte contre le terrorisme qu'il a adoptées le 11 juillet 2002,

Appelle les pouvoirs publics dans les Etats membres :

- à ne pas introduire de nouvelles restrictions à la liberté d'expression et d'information des médias à moins qu'elles ne soient strictement nécessaires et proportionnées dans une société démocratique et après avoir soigneusement examiné si les lois et autres mesures existantes ne suffisent pas déjà ;
- à ne pas adopter de mesures qui assimileraient le fait de rendre compte du terrorisme à un soutien au terrorisme ;
- à assurer l'accès des journalistes à l'information, régulièrement mise à jour, notamment par la désignation de porte-parole et l'organisation de conférences de presse, conformément à la législation nationale ;
- à fournir des informations adéquates aux médias dans le respect du principe de la présomption d'innocence et du droit au respect de la vie privée ;
- à ne pas créer d'obstacles à l'accès des professionnels des médias aux lieux où des actes terroristes ont eu lieu, obstacles qui ne seraient pas imposés par la nécessité d'assurer la sécurité des victimes du terrorisme ou des forces de l'ordre impliquées dans une opération anti-terroriste en cours, de l'enquête ou de l'efficacité des mesures de secours ou de sécurité ; dans tous les cas où une restriction à l'accès aux lieux de commission des faits est décidée par les autorités, cette restriction devrait être motivée, sa durée devrait être proportionnée aux circonstances et une personne habilitée par les autorités devrait transmettre des informations aux journalistes jusqu'à la levée de la restriction ;
- à garantir le droit des médias de connaître les chefs d'accusation retenus par la justice à l'encontre des personnes faisant l'objet de procédures judiciaires antiterroristes, ainsi que le droit de suivre ces procédures et d'en rendre compte, en conformité avec la législation nationale et dans le respect de la présomption d'innocence et de la vie privée ; ces droits ne

peuvent être restreints que dans le cadre prévu par la loi et si leur exercice est susceptible de porter préjudice au secret de l'instruction et aux enquêtes de police ou de retarder ou d'empêcher l'aboutissement des procédures, et sans préjudice des exceptions mentionnées à l'article 6, paragraphe 1, de la Convention européenne des Droits de l'Homme ;

- à garantir le droit des médias de rendre compte de l'exécution des peines, sans préjudice du droit au respect de la vie privée ;
- à respecter, conformément à l'article 10 de la Convention européenne des Droits de l'Homme et à la Recommandation n° R (2000) 7, le droit des journalistes de ne pas révéler leurs sources d'information ; la lutte contre le terrorisme n'autorise pas les autorités à contourner ce droit en allant au-delà de ce qui est permis dans ces textes ;
- à respecter strictement l'indépendance éditoriale des médias, et en conséquence à s'abstenir de toute sorte de pression à leur égard ;
- à encourager la formation des journalistes et autres professionnels des médias relative à leur protection et à leur sécurité et à prendre, si cela est nécessaire et, si les circonstances le permettent, avec leur accord, des mesures de protection pour les journalistes ou autres professionnels des médias faisant l'objet de menaces de la part de terroristes ;

Invite les médias et les journalistes à prendre en considération les propositions suivantes :

- garder à l'esprit leurs responsabilités particulières dans le contexte du terrorisme afin de ne pas contribuer aux objectifs poursuivis par les terroristes ; ils devraient en particulier prendre garde à ne pas accroître le sentiment de peur que peuvent susciter les actes terroristes et à ne pas offrir de tribune aux terroristes en leur donnant une place démesurée ;
- adopter des mesures d'autorégulation, lorsqu'elles n'existent pas, ou adapter les mesures existantes afin qu'elles répondent effectivement aux questions déontologiques soulevées par la couverture médiatique du terrorisme, et les mettre en œuvre ;
- se garder de toute autocensure dont l'effet serait de priver le public d'informations nécessaires à la formation de son opinion ;
- garder à l'esprit le rôle significatif qu'ils peuvent jouer dans la prévention du « discours de haine » et l'incitation à la violence, ainsi que dans la promotion de la compréhension mutuelle ;
- être conscients du risque que les médias et les journalistes peuvent de manière non intentionnelle servir de véhicule à l'expression de sentiments racistes, xénophobes ou haineux ;
- ne pas mettre en péril la sécurité des personnes et la conduite d'opérations antiterroristes ou d'enquêtes judiciaires sur le terrorisme à travers les informations qu'ils diffusent ;
- respecter la dignité, la sécurité et l'anonymat des victimes d'actes terroristes et de leurs familles, ainsi que le droit au respect de leur vie privée, tel que garanti par l'article 8 de la Convention européenne des Droits de l'Homme ;

- respecter le droit à la présomption d'innocence des personnes faisant l'objet de poursuites judiciaires dans le cadre de la lutte contre le terrorisme ;
- garder à l'esprit l'importance de faire la distinction entre les personnes suspectées de terrorisme ou condamnées pour terrorisme et le groupe (national, ethnique, religieux ou idéologique) auquel elles appartiennent ou dont elles se réclament ;
- évaluer la manière dont ils informent le public sur les questions relatives au terrorisme, à travers notamment la consultation du public, des émissions critiques, des articles ou des colloques, et informer le public des résultats de cette évaluation ;
- mettre en place des formations, en collaboration avec leurs organisations professionnelles, pour les journalistes et autres professionnels des médias qui rendent compte du terrorisme, concernant tant leur sécurité que le contexte historique, culturel, religieux et géopolitique des théâtres qu'ils couvrent, et à inviter les journalistes à suivre ces formations.

Le Comité des Ministres convient de suivre attentivement, dans le cadre des procédures existantes, les initiatives des gouvernements des Etats membres visant à renforcer les mesures, notamment juridiques, destinées à lutter contre le terrorisme qui pourraient affecter la liberté des médias, et invite l'Assemblée parlementaire à faire de même.

CONSEIL DE L'EUROPE
COMITE DES MINISTRES

Déclaration Decl-13.05.2005

sur les droits de l'homme et l'état de droit dans la Société de l'information

*(adoptée par le Comité des Ministres le 13 mai 2005,
lors du Sommet de Varsovie du Conseil de l'Europe)
(CM(2005)56final)*

Les Etats membres du Conseil de l'Europe,

Rappelant leur engagement à édifier des sociétés fondées sur les valeurs des droits de l'homme, de la démocratie, de l'état de droit, de la cohésion sociale, du respect de la diversité culturelle et de la confiance entre les personnes et entre les peuples, ainsi que leur détermination à continuer de respecter cet engagement alors que leurs pays entrent dans l'ère de l'information ;

Respectant les obligations et les engagements souscrits dans le cadre des normes et des textes en vigueur du Conseil de l'Europe ;

Reconnaissant que les technologies de l'information et de la communication (TIC) sont une force motrice dans la construction de la Société de l'information et ont permis de faire converger différents moyens de communication ;

Estimant que le déploiement des TIC contribue positivement à la croissance économique et à la prospérité ainsi qu'à la productivité du travail ;

Conscients des profondes incidences, positives et négatives, qu'ont les TIC sur de nombreux aspects des droits de l'homme ;

Conscients en particulier du fait que les TIC sont à même de modifier le cadre social, technologique et juridique dans lequel les instruments actuels sur les droits de l'homme ont été initialement élaborés ;

Conscients du fait que les TIC sont de plus en plus indissociables du processus démocratique ;

Reconnaissant que les TIC peuvent offrir davantage de possibilités d'exercer les droits de l'homme ;

Reconnaissant en conséquence que l'accès limité ou l'absence d'accès aux TIC peut priver les individus de la capacité d'exercer pleinement leurs droits fondamentaux ;

Réaffirmant que tous les droits consacrés par la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales (CEDH) restent pleinement valables à l'ère de

l'information et qu'ils doivent continuer d'être protégés indépendamment des nouvelles avancées technologiques ;

Reconnaissant la nécessité de tenir compte dans les législations nationales de nouvelles formes, assistées par les TIC, de violations des droits de l'homme et du fait que les TIC peuvent considérablement amplifier l'impact de ces violations ;

Concluent que, pour mieux répondre aux nouveaux défis en matière de protection des droits de l'homme dans une Société de l'information qui évolue rapidement, les Etats membres ont besoin de revoir et, s'il y a lieu, d'ajuster l'application des instruments relatifs aux droits de l'homme ;

S'engagent à adopter des politiques de développement de la Société de l'information qui soient conformes à la CEDH et à la jurisprudence de la Cour européenne des Droits de l'Homme et visent à préserver et, chaque fois que possible, à renforcer la démocratie, à protéger les droits de l'homme, et en particulier la liberté d'expression et d'information, et à promouvoir le respect de la prééminence du droit ;

Déclarent que, lorsqu'une situation les conduit à prendre des mesures tendant à restreindre l'exercice des droits de l'homme dans la Société de l'information, dans le contexte de l'application de la loi ou de la lutte contre le terrorisme, ces mesures doivent être pleinement conformes aux normes internationales en matière de droits de l'homme. Ces mesures doivent être licites, être définies aussi précisément que possible et être nécessaires et proportionnées au but poursuivi et être soumises à la supervision d'une autorité indépendante ou à un contrôle judiciaire. De plus, quand ces mesures entrent dans le cadre de l'article 15 de la CEDH, il convient de les réévaluer régulièrement en vue de les lever dès que la situation ayant conduit à leur adoption a cessé d'exister ;

Déclarent que l'exercice des droits et libertés consacrés par la CEDH sera garanti à tous sans discrimination, quels que soient les moyens techniques employés ;

Déclarent qu'ils entendent se conformer aux principes et lignes directrices concernant le respect des droits de l'homme et de l'Etat de droit dans la Société de l'information énoncés à la section I ci-après ;

Invitent la société civile, le secteur privé et les autres parties intéressées à prendre en considération, dans leur action en faveur d'une Société de l'information ouverte à tous, les observations formulées à la section II ci-après ;

Invitent le Président du Comité des Ministres à soumettre la présente Déclaration, pour examen, à la phase de Tunis du Sommet mondial sur la Société de l'information (SMSI), en tant que contribution du Conseil de l'Europe.

I. Les droits de l'homme dans la Société de l'information

1. Droit à la liberté d'expression, d'information et de communication

Les TIC offrent à tous des possibilités sans précédent de jouir de la liberté d'expression. Cela étant, elles remettent aussi gravement en question cette liberté, par exemple en cas de censure par l'Etat ou le secteur privé.

La liberté d'expression, d'information et de communication doit être respectée dans un environnement numérique tout comme dans un environnement non numérique. Elle ne doit pas être soumise à d'autres restrictions que celles prévues à l'article 10 de la CEDH, pour la simple raison qu'elle s'exerce sous une forme numérique.

En garantissant la liberté d'expression, les Etats membres doivent veiller à ce que leur législation nationale destinée à combattre les contenus illicites, tels que les contenus ayant un caractère raciste ou de discrimination raciale et la pornographie infantile, s'applique également aux infractions commises au moyen des TIC.

Les Etats membres doivent préserver et renforcer les mesures juridiques et pratiques pour éviter la censure de l'Etat et du secteur privé. D'autre part, ils doivent veiller au respect du Protocole additionnel à la Convention sur la cybercriminalité et des autres conventions en vigueur qui incriminent les actes de nature raciste et xénophobe commis par le biais de systèmes informatiques. A cet égard, les Etats membres doivent promouvoir l'établissement de cadres d'autorégulation et de corégulation par les acteurs du secteur privé (comme l'industrie des TIC, les prestataires de services Internet, les fabricants de logiciels, les fournisseurs de contenus et la Chambre internationale de commerce). Ces cadres doivent assurer la protection de la liberté d'expression et de communication.

Les Etats membres doivent promouvoir, par des moyens appropriés, des normes techniques compatibles dans l'environnement numérique, y compris des normes relatives à la radiodiffusion numérique, permettant aux citoyens d'accéder le plus largement possible aux contenus.

2. Droit au respect de la vie et de la correspondance privées

L'utilisation massive, y compris le traitement électronique, la collecte, l'enregistrement, l'organisation, le stockage, l'adaptation ou la modification, la recherche, la consultation, la divulgation par transmission ou sous une autre forme, de données à caractère personnel a amélioré l'efficacité des gouvernements et du secteur privé. De plus, les TIC, notamment les technologies pour la protection de la vie privée sur Internet (PET), peuvent être utilisées pour protéger la vie privée. Cela étant, les progrès technologiques présentent de graves menaces pour le droit au respect de la vie et de la correspondance privées.

Les TIC doivent toujours être utilisées de manière à ne pas porter atteinte au droit au respect de la vie privée et de la correspondance privée. Ce dernier ne doit pas être soumis à d'autres restrictions que celles prévues à l'article 8 de la CEDH, pour la simple raison qu'il s'exerce sous une forme numérique. Le contenu et les données de trafic des communications électroniques entrent dans le champ d'application de cet article et ne doivent pas être soumis à d'autres restrictions que celles prévues par cette disposition. Tout traitement automatisé de données à caractère personnel relève de la Convention pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel et doit être conforme aux dispositions de cet instrument.

Les Etats membres doivent promouvoir des cadres d'autorégulation et de corégulation de la part des acteurs du secteur privé en vue de protéger le droit au respect de la vie et de la correspondance privées. Il est essentiel, dans le cadre de la promotion de cette autorégulation ou corégulation, que le traitement de données à caractère personnel par les gouvernements ou le secteur privé soit compatible avec le droit au respect de la vie privée, et qu'il n'y ait en la

matière aucune exception au-delà de celles prévues à l'article 8, paragraphe 2, de la CEDH ou à l'article 9, paragraphe 2, de la Convention pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel.

3. Droit à l'éducation et importance de favoriser l'accès aux nouvelles technologies de l'information et leur utilisation par tous sans discrimination

De nouvelles formes d'accès à l'information favoriseront une plus large diffusion des informations concernant les aspects sociaux, économiques et culturels de la vie ; elles peuvent contribuer à une meilleure intégration et permettre de lutter contre certaines formes de discrimination. L'apprentissage électronique offre de vastes possibilités de promouvoir la citoyenneté démocratique par l'éducation et de relever le niveau de connaissance des populations dans le monde entier. Par ailleurs, il existe un risque grave d'exclusion de ceux qui ne maîtrisent pas l'outil informatique et de ceux qui ne peuvent accéder facilement aux technologies de l'information pour des raisons sociales, économiques ou culturelles.

La maîtrise de l'informatique est une condition préalable indispensable pour accéder à l'information et exercer les droits culturels et le droit à l'éducation par l'intermédiaire des TIC. Toute mesure de réglementation visant le secteur des médias et les nouveaux services de communication doit respecter et, chaque fois que possible, promouvoir les valeurs fondamentales du pluralisme, de la diversité culturelle et linguistique et de l'accès non discriminatoire aux différents moyens de communication.

Les Etats membres doivent faciliter l'accès aux équipements TIC, promouvoir pour tous, en particulier les enfants, la formation à l'utilisation d'un large éventail de TIC, et procéder à une analyse critique de la qualité des informations, notamment celles qui sont susceptibles de leur être préjudiciables.

4. Interdiction de l'esclavage et du travail forcé et interdiction de la traite des êtres humains

L'utilisation des TIC a étendu les possibilités en matière de traite des êtres humains et créé une nouvelle forme virtuelle de cette pratique.

Dans un environnement numérique tel qu'Internet, la traite des êtres humains, quand elle constitue une infraction à l'article 4 de la CEDH, doit être traitée de la même manière que dans un environnement non numérique.

Les Etats membres doivent préserver et renforcer les mesures juridiques et pratiques pour prévenir et combattre les formes assistées par les TIC de traite des êtres humains.

5. Droit à un procès équitable et au respect du principe « pas de peine sans loi »

Les TIC facilitent l'accès à la documentation et aux connaissances juridiques. De plus, la transmission publique des procédures judiciaires et la transparence des informations concernant les procès facilitent la surveillance publique des procédures judiciaires. Grâce à l'utilisation des TIC, les procès peuvent être conduits plus efficacement. Toutefois, vu la rapidité de communication qu'elles permettent et le vaste impact qui en résulte, les TIC peuvent considérablement intensifier la publicité avant le procès et influencer les témoins et l'opinion publique avant et pendant celui-ci. De plus, les TIC permettent la commission

d'infractions qui ne sont pas prévues par les cadres juridiques, ce qui peut entraver la lutte contre les violations des droits de l'homme. La portée mondiale des TIC, en particulier d'Internet, peut créer des problèmes de compétence et remettre en question la capacité d'appliquer les cadres juridiques à certains cas de violation des droits de l'homme.

En ce qui concerne les décisions touchant ses droits et obligations civils ou toute accusation pénale portée contre elle, toute personne bénéficie, en vertu de l'article 6 de la CEDH, de la même protection dans un environnement numérique tel qu'Internet que dans un environnement non numérique. Le droit au respect du principe « pas de peine sans loi » s'applique de la même façon dans un environnement numérique et non numérique.

Les Etats membres doivent promouvoir des codes de conduite pour les représentants des médias et des fournisseurs de services d'information dans lesquels il est précisé que la couverture des procès par les médias doit être conforme aux dispositions de l'article 6 de la CEDH. Ils doivent aussi réfléchir à l'opportunité de développer les cadres juridiques internationaux en matière de compétence pour garantir le droit au respect du principe « pas de peine sans loi » dans un environnement numérique.

6. Protection de la propriété

Dans un environnement de TIC, la protection de la propriété se rapporte principalement à la propriété intellectuelle, comme les brevets, les marques de fabrique et les droits d'auteur. Les TIC offrent un accès sans précédent aux matériels couverts par les droits de propriété intellectuelle ainsi que de vastes possibilités de les exploiter. Cependant, elles peuvent faciliter les atteintes aux droits de propriété intellectuelle et gêner l'exercice de poursuites contre les délinquants en raison de la rapidité de l'évolution technologique, du faible coût de la diffusion des contenus, du volume des infractions, de la difficulté de dépister les infractions au-delà des frontières nationales et de la nature décentralisée du partage de fichiers. Sans moyens efficaces pour faire respecter les droits de propriété intellectuelle, l'innovation et la créativité seraient découragées et les investissements reculeraient.

Les droits de propriété intellectuelle doivent être protégés dans un environnement numérique, conformément aux dispositions des traités internationaux en matière de propriété intellectuelle. Il faut d'autre part protéger l'accès aux informations du domaine public et prévenir les tentatives ayant pour objet de restreindre les droits d'accès et d'utilisation.

Les Etats membres doivent mettre en place le cadre juridique nécessaire à la réalisation des objectifs énoncés ci-dessus. Ils doivent s'efforcer, dans la mesure du possible, de placer dans le domaine public les informations politiques, relevant des services sociaux, économiques et scientifiques qu'ils produisent, favorisant ainsi l'accès à des informations présentant pour tous une importance capitale. Ce faisant, ils doivent prendre note de la Convention sur la cybercriminalité du Conseil de l'Europe, et en particulier de son article 10 relatif aux infractions liées aux atteintes à la propriété intellectuelle et aux droits connexes.

7. Droit à des élections libres

Les TIC ont le potentiel, si une bonne utilisation en est faite, de renforcer la démocratie représentative en facilitant la tenue d'élections équitables et de consultations publiques accessibles à tous, relever la qualité des débats publics et permettre aux citoyens et à la société civile de participer activement à l'élaboration des politiques aux niveaux national, régional et

local. Elles peuvent rendre tous les services publics plus efficaces, réceptifs, transparents et responsables. Parallèlement, la mauvaise utilisation des TIC peut nuire au principe du suffrage universel, égal, libre et secret et créer des problèmes de sécurité et de fiabilité en ce qui concerne certains systèmes de vote électronique.

Le vote électronique doit respecter les principes des élections et référendums démocratiques et être au moins aussi fiable et sûr que les élections et référendums démocratiques qui ne font pas appel aux moyens électroniques.

Les Etats membres doivent examiner les utilisations des TIC propres à favoriser les processus démocratiques afin de renforcer la participation, l'initiative, les connaissances et l'engagement des citoyens, d'améliorer la transparence de la prise de décisions démocratique ainsi que la responsabilité et la réceptivité des pouvoirs publics, et d'encourager le débat public et la surveillance du processus de décision par les citoyens. Lorsque les Etats membres recourent au vote électronique, ils doivent prendre des mesures pour garantir la transparence, la vérifiabilité et l'obligation de rendre des comptes, la fiabilité et la sécurité des systèmes de vote électronique et, d'une manière générale, assurer leur compatibilité avec la Recommandation Rec(2004)11 du Comité des Ministres sur les normes juridiques, opérationnelles et techniques relatives au vote électronique.

8. Liberté de réunion

Les TIC apportent une dimension supplémentaire à l'exercice de la liberté de réunion et d'association, étendant et enrichissant ainsi les modalités d'exercice de ces droits dans un environnement numérique, ce qui a des répercussions essentielles sur le renforcement de la société civile, sur la participation à la vie associative au travail (syndicats et organismes professionnels) et dans la sphère politique, et sur le processus démocratique en général. Parallèlement, les TIC offrent de nombreux moyens de contrôler et de surveiller la réunion et l'association dans un environnement numérique et permettent de dresser des obstacles électroniques qui entravent profondément l'exercice de ces droits.

Tous les groupes de la société doivent être libres de participer à une vie associative assistée par les TIC, car cela contribue au développement d'une société civile dynamique. Cette liberté doit être respectée aussi bien dans un environnement numérique tel qu'Internet que dans un environnement non numérique, et elle ne doit pas être soumise à d'autres restrictions que celles prévues à l'article 11 de la CEDH, pour la simple raison qu'elle s'exerce sous une forme numérique.

Les Etats membres doivent adapter leurs cadres juridiques pour garantir la liberté de réunion assistée par les TIC et prendre les mesures nécessaires pour que, dans un environnement numérique, il n'y ait pas de contrôle ni de surveillance de la réunion et de l'association et que toute exception à cette règle soit conforme aux dispositions de l'article 11, paragraphe 2, de la CEDH.

II. Une démarche de gouvernance participative pour développer la Société de l'information : rôles et responsabilités des parties prenantes

L'édification d'une Société de l'information sans exclusion, fondée sur le respect des droits de l'homme et la primauté du droit, exige de nouvelles formes de solidarité, de partenariat et de coopération entre les gouvernements, la société civile, le secteur privé et les organisations

internationales. Une démarche de gouvernance participative, passant par des débats ouverts et des échanges d'informations au niveau mondial, aidera à orienter les programmes d'action et à concevoir de nouveaux modèles de nature réglementaire ou non réglementaire pour répondre aux défis et aux problèmes engendrés par le rapide développement de la Société de l'information.

1. Etats membres du Conseil de l'Europe

Les Etats membres du Conseil de l'Europe doivent développer les possibilités d'exercer plus pleinement les droits de l'homme qu'offrent les TIC et parer aux risques qu'elles présentent de ce point de vue, tout en respectant rigoureusement la CEDH. Toutes les mesures prises doivent avoir pour objectif premier d'étendre à tous les avantages des TIC, afin d'encourager l'intégration dans la Société de l'information. Pour ce faire, il convient d'assurer un accès effectif et équitable aux TIC et de développer les compétences et les connaissances nécessaires pour tirer profit de cet accès, notamment par le biais d'une éducation aux médias.

L'exercice des droits de l'homme ne doit pas être soumis à d'autres restrictions que celles établies par la CEDH ou la jurisprudence de la Cour européenne des Droits de l'Homme, pour la simple raison qu'il s'inscrit dans un environnement numérique. D'autre part, il faut s'employer avec détermination à protéger les individus contre les formes nouvelles et particulièrement virulentes de violations des droits de l'homme commises au moyen des TIC.

Tout en tenant pleinement compte des différences entre les services fournis par différents moyens et les attentes des usagers à l'égard de ces services, les Etats membres doivent, en vue de protéger les droits de l'homme, encourager l'autorégulation et la corégulation de la part des acteurs du secteur privé afin de réduire la diffusion de contenus illicites et de contenus préjudiciables et de permettre aux usagers de se protéger des uns et des autres.

2. Société civile

Les acteurs de la société civile exercent et exerceront toujours une influence déterminante sur la société dans laquelle ils vivent, et la Société de l'information ne fait pas exception. Le développement d'une Société de l'information conforme aux normes établies par la CEDH ne pourra être mené à bien que si la société civile participe pleinement à la définition et à la mise en œuvre des stratégies. La société civile peut contribuer à la formation d'une vision commune des moyens à mettre en œuvre pour que chacun tire le plus grand profit des TIC et donner son avis sur les mesures communes de régulation qui seront le mieux à même de promouvoir les droits de l'homme.

Au sein du Conseil de l'Europe, la société civile dispose, avec la Conférence des organisations internationales non gouvernementales (OING), d'un cadre privilégié pour apporter sa contribution.

Afin d'attirer l'attention sur les utilisations abusives des TIC, préjudiciables aux individus et à la société démocratique toute entière, ainsi que de les combattre, la société civile est invitée en outre à préserver et renforcer ce rôle, en partenariat avec les gouvernements et les entreprises.

Au niveau transnational, la société civile est appelée à collaborer à l'échange d'objectifs, de bonnes pratiques et d'expériences concernant le développement des perspectives offertes par la Société de l'information.

3. Secteur privé

Les acteurs du secteur privé sont appelés à jouer un rôle dans la défense et la promotion des droits de l'homme, comme la liberté d'expression et le respect de la dignité humaine. Pour plus d'efficacité, cette mission peut être remplie en partenariat avec les gouvernements et la société civile.

Les acteurs du secteur privé, en coopération avec les gouvernements et la société civile, sont appelés à prendre des mesures de prévention et de lutte contre les risques et les restrictions que les utilisations abusives ou illicites des TIC font peser sur les droits de l'homme et à promouvoir l'« e-inclusion ». Ils sont en outre invités à adopter des codes de conduite et d'autres formes d'autorégulation ou à en étendre la portée en vue de promouvoir les droits de l'homme par l'intermédiaire des TIC.

Les acteurs du secteur privé sont également invités à mettre en place et à développer des mesures d'autorégulation et de corégulation pour protéger le droit au respect de la vie et de la correspondance privées ainsi que la liberté d'expression et de communication.

En ce qui concerne le droit au respect de la vie et de la correspondance privées, les mesures d'autorégulation et de corégulation doivent notamment viser à ce que le traitement de données à caractère personnel observe le droit au respect de la vie privée. Dans ce contexte, les acteurs du secteur privé doivent notamment être particulièrement attentifs aux questions d'actualité suivantes :

- la collecte, le traitement et la surveillance des données de trafic ;
- la surveillance de la correspondance privée sous forme de courrier électronique ou de tout autre type de communication électronique ;
- le droit au respect de la vie privée sur le lieu de travail ;
- la vidéosurveillance ;
- l'identification biométrique ;
- les logiciels malveillants (« malware »), y compris le courrier non sollicité (« spam ») ;
- la collecte et l'utilisation de données et de résultats de tests génétiques.

S'agissant des mesures d'autorégulation et de corégulation visant à défendre la liberté d'expression et de communication, les acteurs du secteur privé sont encouragés à s'attaquer résolument aux problèmes suivants :

- le discours de haine, le racisme et la xénophobie, et l'incitation à la violence dans un environnement numérique tel qu'Internet ;
- la censure (censure cachée) par les prestataires de services Internet privés, par exemple le blocage ou l'élimination de contenus de leur propre initiative ou à la demande d'une tierce partie ;
- la différence entre contenu illicite et contenu préjudiciable.

Enfin les acteurs du secteur privé sont appelés à participer à la lutte contre le trafic virtuel d'images pornographiques d'enfants et la traite virtuelle des êtres humains.

4. Conseil de l'Europe

Le Conseil de l'Europe mènera, au niveau mondial, une action de sensibilisation et de promotion de l'adhésion à la Convention sur la cybercriminalité et à son Protocole additionnel ainsi qu'à la Convention pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel. Le Comité de la Convention assurera un suivi de la mise en œuvre de ces instruments et de leurs protocoles additionnels et, le cas échéant, proposera des amendements.

Conformément au Plan d'action adopté par la 7e Conférence ministérielle européenne sur la politique des communications de masse (Kiev, 10-11 mars 2005), le Comité directeur sur les médias et les nouveaux services de communication (CDMC) :

- prendra toutes les initiatives nécessaires, y compris l'élaboration de lignes directrices portant, entre autres, sur les rôles et responsabilités des intermédiaires et autres acteurs d'Internet pour assurer la liberté d'expression et de communication ;
- encouragera l'adoption par les Etats membres de mesures tendant à assurer au niveau paneuropéen un niveau de protection cohérent des mineurs contre les contenus préjudiciables diffusés sur les médias électroniques traditionnels et nouveaux, tout en garantissant la liberté d'expression et la libre circulation de l'information ;
- mettra en place un forum paneuropéen en vue d'échanger régulièrement des informations et des bonnes pratiques entre les Etats membres et les autres parties intéressées sur les mesures visant à promouvoir l'intégration dans la Société de l'information ;
- surveillera l'impact du développement des nouveaux services de communication et d'information sur la protection du droit d'auteur et des droits voisins en vue de prendre toute initiative qui pourrait s'avérer nécessaire pour garantir cette protection.

Les objectifs du projet « Bonne gouvernance dans la Société de l'information » feront l'objet d'un complément de définition, tenant en compte les travaux du Conseil de l'Europe sur le vote et la gouvernance électroniques, et notamment ses réalisations telles que les Recommandations Rec(2004)11 et Rec(2004)15 du Comité des Ministres, consacrées respectivement aux normes juridiques, opérationnelles et techniques relatives au vote électronique et à la gouvernance électronique (« e-gouvernance »).

Le Comité consultatif de la Convention pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel (T-PD) se penchera sur l'application des principes relatifs à la protection des données aux réseaux de télécommunication mondiaux.

Annexe à la Déclaration

Textes de référence du Conseil de l'Europe

Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales (STE n° 005)

Convention pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel (STE n° 108)

Convention européenne sur la télévision transfrontière (STE n° 132)

Protocole portant amendement à la Convention européenne sur la télévision transfrontière (STE n° 171)

Convention sur l'information et la coopération juridique concernant les « Services de la Société de l'Information » (STE n° 180)

Protocole additionnel à la Convention pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel, concernant les autorités de contrôle et les flux transfrontières de données (STE n° 181)

Convention européenne relative à la protection du patrimoine audiovisuel (STE n° 183)

Protocole à la Convention européenne relative à la protection du patrimoine audiovisuel, sur la protection des productions télévisuelles (STE n° 184)

Convention sur la cybercriminalité (STE n° 185)

Protocole additionnel à la Convention sur la cybercriminalité, relatif à l'incrimination d'actes de nature raciste et xénophobe commis par le biais de systèmes informatiques (STE n° 189)

Recommandation n° R (90) 19 sur la protection des données à caractère personnel utilisées à des fins de paiement et autres opérations connexes

Recommandation n° R (91) 10 sur la communication à des tierces personnes de données à caractère personnel détenues par des organismes publics

Recommandation n° R (95) 4 sur la protection des données à caractère personnel dans le domaine des services de télécommunication, eu égard notamment aux services téléphoniques

Résolution ResAP (2001) 3 « Vers une pleine citoyenneté des personnes handicapées grâce à de nouvelles technologies intégratives »

Recommandation Rec(2001)7 du Comité des Ministres aux Etats membres sur des mesures visant à protéger le droit d'auteur et les droits voisins et à combattre la piraterie, en particulier dans l'environnement numérique

Recommandation Rec(2002)2 du Comité des Ministres aux Etats Membres sur l'accès aux documents publics

Recommandation Rec(2004)11 du Comité des Ministres aux Etats membres sur les normes juridiques, opérationnelles et techniques relatives au vote électronique

Recommandation Rec(2004)15 du Comité des Ministres aux Etats membres sur la gouvernance électronique (« e-gouvernance »)

Déclaration du Comité des Ministres relative à une politique européenne pour les nouvelles technologies de l'information, adoptée le 7 mai 1999

Déclaration du Comité des Ministres relative à la diversité culturelle, adoptée le 7 décembre 2000

Déclaration du Comité des Ministres relative à la liberté de la communication sur l'Internet, adoptée le 28 mai 2003

Message politique du Comité des Ministres au Sommet mondial sur la société de l'information (Genève, 10-12 décembre 2003) en date du 19 juin 2003

Principe 7 : Anonymat

Afin d'assurer une protection contre les surveillances en ligne et de favoriser l'expression libre d'informations et d'idées, les Etats membres devraient respecter la volonté des usagers de l'Internet de ne pas révéler leur identité. Cela n'empêche pas les Etats membres de prendre des mesures et de coopérer pour retrouver la trace de ceux qui sont responsables d'actes délictueux, conformément à la législation nationale, à la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales et aux autres traités internationaux dans le domaine de la justice et de la police.

CONSEIL DE L'EUROPE
COMITÉ DES MINISTRES

Déclaration Decl-27.09.2006

du Comité des Ministres sur la garantie de l'indépendance
du service public de radiodiffusion dans les Etats membres

*(adoptée par le Comité des Ministres le 27 septembre 2006,
lors de la 974e réunion des Délégués des Ministres)*

Le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe,

Rappelant l'engagement des Etats membres par rapport au droit fondamental à la liberté d'expression et d'information, garanti par l'article 10 de la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales (Convention européenne des Droits de l'Homme) ;

Rappelant notamment l'importance de la liberté d'expression et d'information en tant qu'élément fondamental d'une société démocratique et pluraliste, comme le montre la jurisprudence pertinente de la Cour européenne des Droits de l'Homme, et soulignant à cet égard l'importance de l'existence d'un large éventail de moyens de communication indépendants et autonomes, permettant de refléter la diversité des idées et des opinions, contenu dans la Déclaration du Comité des Ministres du 29 avril 1982 sur la liberté d'expression et d'information ;

Soulignant la mission particulière du service public de radiodiffusion et réaffirmant sa fonction vitale en tant qu'acteur essentiel d'une communication pluraliste et de la cohésion sociale qui, par la fourniture de services généralistes accessibles à tous comprenant des informations et des programmes éducatifs, culturels et de divertissement, s'efforce de promouvoir les valeurs des sociétés démocratiques modernes, en particulier le respect des droits de l'homme, la diversité culturelle et le pluralisme politique ;

Réitérant l'objectif de garantir l'absence de tout contrôle ou de toute contrainte arbitraire à l'encontre des participants au processus de l'information, du contenu de la communication ou de la transmission ou diffusion de l'information, tel qu'énoncé dans la Déclaration sur la liberté d'expression et d'information ;

Gardant à l'esprit l'engagement pris lors de la 4e Conférence ministérielle européenne sur la politique des communications de masse (Prague, décembre 1994) d'assurer l'indépendance des radiodiffuseurs de service public à l'égard de toute ingérence politique et économique, et rappelant, en particulier, la Recommandation n° R (96) 10 concernant la garantie de l'indépendance du service public de la radiodiffusion ;

Considérant que l'indépendance éditoriale et l'autonomie institutionnelle des organismes de radiodiffusion de service public, y compris à travers un cadre de financement approprié, sûr et

transparent, doivent être garanties au moyen d'une politique cohérente et d'un cadre juridique adapté, et de leur mise en œuvre effective ;

Se félicitant de la situation qui prévaut dans les Etats membres, où l'indépendance du service public de radiodiffusion est solidement ancrée dans le cadre de régulation et scrupuleusement respectée dans la pratique, ainsi que des progrès en cours dans d'autres Etats membres en vue d'assurer cette indépendance ;

Prenant acte de l'inquiétude exprimée par l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, dans sa Recommandation 1641 (2004) sur le service public de radiodiffusion qui note que le principe fondamental de l'indépendance du service public de radiodiffusion, énoncé dans la Recommandation n° R (96) 10, n'est pas encore solidement établi dans certains Etats membres ;

Gardant à l'esprit les textes adoptés lors de la 7e Conférence ministérielle européenne sur la politique des communications de masse (Kiev, mars 2005), et notamment l'appel des ministres pour le suivi de la mise en œuvre de la Recommandation n° R (96) 10 par les Etats membres, et compte tenu, à cet égard, du résumé contenu dans l'annexe au présent document concernant la situation dans les Etats membres ;

Déplorant les mesures prises dans certains Etats membres qui tendent à affaiblir la garantie de l'indépendance du service public de radiodiffusion ou à restreindre l'indépendance existante, et se déclarant préoccupé de la lenteur ou de l'insuffisance des progrès réalisés dans certains autres Etats membres pour assurer l'indépendance du service public de radiodiffusion, faute d'un cadre de régulation adapté ou en raison d'une incapacité à appliquer les lois et règlements en vigueur,

I. Réaffirme son ferme attachement aux objectifs d'indépendance éditoriale et d'autonomie institutionnelle des organismes de radiodiffusion de service public dans les Etats membres;

II. Appelle les Etats membres :

- à mettre en œuvre, s'ils ne l'ont pas déjà fait, la Recommandation n° R (96) 10 concernant la garantie de l'indépendance du service public de la radiodiffusion, en respectant notamment les lignes directrices annexées à la recommandation, et en tenant compte des bénéfices et des défis apportés par la société de l'information, ainsi que des changements politiques, économiques et technologiques en Europe ;
- à fournir aux organismes de radiodiffusion de service public les moyens juridiques, politiques, financiers, techniques et autres nécessaires pour leur assurer une véritable indépendance éditoriale et autonomie institutionnelle, afin d'éliminer tout risque d'ingérence politique ou économique ;
- à diffuser largement la présente déclaration et, notamment, à la porter à l'attention des pouvoirs publics intéressés et des organismes de radiodiffusion de service public, ainsi que d'autres milieux professionnels et industriels intéressés ;

III. Invite les radiodiffuseurs de service public à prendre conscience de leur mission particulière dans la société démocratique en tant qu'élément essentiel pour une

communication pluraliste et pour la cohésion sociale, qui devrait offrir un large choix de programmes et de services à tous les types de publics, à être attentif aux conditions requises pour remplir cette mission en pleine indépendance et, pour cela, à élaborer, et à adopter ou, le cas échéant, à réviser et à respecter des codes de déontologie professionnelle ou des lignes directrices internes.

Annexe à la Déclaration

Introduction

1. Par décision du 24 novembre 2004, le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe a demandé au Comité directeur sur les moyens de communication de masse (CDMM), qui est ensuite devenu le Comité directeur sur les médias et les nouveaux services de communication (CDMC), d'examiner, entre autres, « l'indépendance du service public de radiodiffusion ».

Les ministres participant à la 7e Conférence ministérielle européenne sur la politique des communications de masse (Kiev, mars 2005) ont également demandé que le Conseil de l'Europe assure « le suivi de la mise en œuvre par les Etats membres de la Recommandation n° R (96) 10 du Comité des Ministres sur la garantie de l'indépendance du service public de la radiodiffusion afin, si nécessaire, de fournir des lignes directrices supplémentaires aux Etats membres sur la façon d'assurer cette indépendance ».

2. Cette annexe contient une présentation générale de l'indépendance des organisations de radiodiffusion de service public dans les Etats membres. Cette annexe et la déclaration du Comité des Ministres qui le précède ont été préparées, sous l'autorité du CDMC, par les membres du Groupe de spécialistes sur le service public de radiodiffusion dans la société de l'information (MC-S-PSB), pour faire suite aux instructions et à la demande mentionnées ci-dessus.

3. Cette annexe a été élaborée à partir de documents du Conseil de l'Europe, mais aussi à l'aide de nombreuses autres sources, provenant d'organismes internationaux et d'organisations non gouvernementales³⁷. Il cherche à donner une vue d'ensemble de la complexité et de la diversité de la situation dans les Etats membres du Conseil de l'Europe et à identifier les domaines dans lesquels les politiques audiovisuelles ou médiatiques nationales, ainsi que les cadres juridiques, institutionnels ou financiers issus de ces politiques et régissant le service public de radiodiffusion, doivent être revus afin de se rapprocher un peu plus des normes du Conseil de l'Europe.

Cadre juridique

³⁷ A cet égard, il convient de mentionner les éléments suivants : les réponses des Etats membres à un questionnaire sur l'état de mise en œuvre de la Recommandation n° R (96) 10 du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe ; le rapport du 12 janvier 2004 sur le service public de radiodiffusion préparé par la commission de la culture, de la science et de l'éducation de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (Doc. 10029), et la Recommandation 1641 (2004) de l'Assemblée parlementaire sur le service public de radiodiffusion ; le rapport du 14 janvier 2003 sur la liberté d'expression dans les médias en Europe, également préparé par la commission de la culture, de la science et de l'éducation de l'Assemblée parlementaire (Doc. 9640 révisé), et la Recommandation 1589 (2003) de l'Assemblée parlementaire sur la liberté d'expression dans les médias en Europe ; les rapports et les recommandations de l'Assemblée parlementaire aux pays ; le document de l'UNESCO intitulé « La radiotélévision de service public : une sélection de bonnes pratiques » et le rapport de l'EU Monitoring and Advocacy Program de l'Open Society Institute intitulé « La télévision en Europe : régulation, politiques et indépendance ».

4. La Recommandation n° R (96) 10 prévoit que le cadre juridique régissant les organismes de service public de radiodiffusion devrait affirmer clairement leur indépendance. Les dispositions générales de la première partie de l'annexe à cette recommandation mettent en évidence un certain nombre de points requérant une réglementation adaptée pour garantir cette indépendance³⁸. Ce document insiste en particulier sur la nécessité de réglementer la responsabilité et la surveillance des organismes de radiodiffusion de service public et de leurs organes de direction³⁹, et sur le fait qu'il faut empêcher toute ingérence indue, qu'il s'agisse de censure ou d'un contrôle a priori de leurs activités.

5. Presque tous les Etats membres du Conseil de l'Europe ont mis en place des cadres juridiques pour leurs services publics de radiodiffusion. Dans quelques cas, ces cadres juridiques ont même un fondement constitutionnel clair. Cela montre qu'il est admis que le service public de radiodiffusion doit faire l'objet d'un large consensus.

On peut considérer que la plupart de ces cadres juridiques sont conformes aux normes du Conseil de l'Europe, notamment en ce qu'ils établissent l'indépendance éditoriale et l'autonomie institutionnelle des organismes de radiodiffusion de service public et en ce qu'ils réglementent la mise en place de leurs organes de gestion et de surveillance, la participation à ceux-ci, ainsi que leur fonctionnement. Certains de ces cadres juridiques et la manière dont ils sont appliqués sont entièrement conformes aux normes du Conseil de l'Europe sur le sujet et on peut même parfois les qualifier d'exemplaires.

6. En revanche, dans plusieurs Etats membres du Conseil de l'Europe, les cadres juridiques pour les organismes de radiodiffusion de service public sont obscurs ou incomplets. Parfois, la réglementation en vigueur ne garantit pas l'indépendance éditoriale ni l'autonomie institutionnelle des radiodiffuseurs de service public, soit parce que le libellé des dispositions de fond ne le permet pas ou parce que les mécanismes d'application n'existent pas ou sont trop faibles.

D'après certaines sources, dans quelques cas, alors que des dispositions adaptées existent, elles ne sont pas utilisées, et, dans les faits, l'organisme de radiodiffusion de service public est contrôlé par le gouvernement, par des organes ou des formations politiques, et sert les intérêts de ces groupes plutôt que ceux de la société dans son ensemble.

Parfois, les dispositions liées aux organes de gouvernance ou de surveillance (concernant par exemple le choix, la nomination et la révocation de leurs membres) comportent un risque d'ingérence. Des plaintes ont été formulées à ce sujet: dans quelques Etats membres, les changements du cadre juridique, qu'ils soient en discussion ou déjà en vigueur, diminuent l'indépendance des organes de gouvernance et/ou de surveillance des radiodiffuseurs de service public.

Mission de service public

³⁸ Notamment la définition de la programmation, la conception et la production des programmes, l'édition et la présentation des programmes d'information et d'actualité, l'organisation des activités du service, le recrutement, l'emploi et la gestion du personnel utilisé dans le cadre du service, l'achat, la location, la vente et l'emploi de biens ou de services, la gestion des ressources financières, la préparation et l'exécution du budget, la négociation, la préparation et la signature des actes juridiques liés au fonctionnement du service, la représentation du service en justice et avec les tiers.

³⁹ Dans ses parties II et III, l'annexe à la Recommandation n° R (96) 10 fournit des indications plus précises quant aux organes de gestion des organismes de radiodiffusion de service public (concernant leurs compétences, leurs responsabilités et leur statut).

7. La Résolution n° 1 sur l'avenir du service public de la radiodiffusion, adoptée lors de la 4e Conférence ministérielle européenne sur la politique des communications de masse (Prague, décembre 1994), résume les principales missions des radiodiffuseurs de service public⁴⁰. Dans ce contexte, il convient de rappeler que la Recommandation Rec(2003)9 sur des mesures visant à promouvoir la contribution démocratique et sociale de la radiodiffusion numérique indique que « le service public de radiodiffusion devrait conserver sa mission sociale particulière, incluant un service de base généraliste comprenant des informations et des programmes éducatifs, culturels et de divertissement qui s'adressent à toutes les catégories de publics ».

En outre, la Résolution n° 1 précitée comprend un engagement des Etats « à définir clairement, conformément aux dispositions appropriées de leur droit et leur pratique internes et dans le respect de leurs obligations internationales, le rôle, les missions et les responsabilités des radiodiffuseurs de service public, ainsi qu'à assurer leur indépendance éditoriale à l'égard de toute ingérence politique et économique »⁴¹.

Dans le cas des médias, un véritable service public passe par l'indépendance des organisations qui ont pour mission de fournir ce service. Les dispositions juridiques régissant ce service et son exercice matériel doivent aussi lui permettre de s'adapter aux changements de contexte. Ce lien étroit entre mission de service public et indépendance est le principe directeur de la Recommandation n° R (96) 10.

8. Dans presque tous les Etats membres du Conseil de l'Europe, les cadres juridiques pertinents font référence à la mission de service public.

Globalement, la définition de la mission de service public des organismes de radiodiffusion peut être considérée comme satisfaisante, même si l'approche adoptée varie grandement d'un Etat à l'autre (par exemple quant au degré de détail fourni, reflétant la stratégie et les politiques de radiodiffusion, ainsi que le contexte culturel, économique ou politique, en le définissant d'une manière claire et complète). Dans certains cas, l'objectif des organismes de radiodiffusion de service public est particulièrement bien défini, à la fois quant à ses buts immédiats et à la manière d'atteindre ces buts, ainsi que lorsqu'on en envisage les développements à venir (par exemple relativement aux nouvelles technologies de l'information et de la communication).

⁴⁰ Pour une analyse plus détaillée de la mission de service public, voir note 7.

⁴¹ On peut également mentionner la Recommandation 1589 (2003) sur la liberté d'expression dans les médias en Europe, dans laquelle l'Assemblée parlementaire a demandé au Comité des Ministres d'exhorter les Etats membres, le cas échéant, « [...] à réviser en particulier leur législation relative à l'audiovisuel et à la mettre en œuvre de façon à offrir un véritable service public ». En outre, dans sa Recommandation 1641 (2004) sur le service public de radiodiffusion, l'Assemblée parlementaire déclarait : « Le service public de radiodiffusion, qui est un élément vital de la démocratie en Europe, se trouve menacé. Il se heurte aux intérêts politiques et économiques, à la concurrence croissante des médias commerciaux, à la concentration des médias et à des difficultés financières. Il est confronté, en outre, au défi de l'adaptation à la mondialisation et aux nouvelles technologies. » L'Assemblée parlementaire a également indiqué constater « [...] avec inquiétude que beaucoup de pays européens n'ont pas jusqu'ici respecté l'engagement de maintenir et développer un système public de radiodiffusion fort, engagement pris par les gouvernements européens lors de la 4e Conférence ministérielle européenne sur la politique des communications de masse, tenue à Prague en 1994. Il est également inquiétant de noter que le principe fondamental de l'indépendance du service public de radiodiffusion, énoncé dans la Recommandation n° R (96) 10 du Comité des Ministres, n'est pas encore solidement établi dans certains Etats membres. En outre, dans l'ensemble du continent, des gouvernements sont en train de réorienter leur politique relative aux médias à la lumière du développement de la technologie numérique, au risque d'attribuer un soutien insuffisant au service public de radiodiffusion ».

9. A l'inverse, dans certains Etats membres, la mission de service public est floue ou difficile à appliquer. Cette situation n'a pas permis d'offrir des services d'intérêt public de qualité (notamment en diffusant des programmes d'information équilibrés et impartiaux, des émissions d'éducation et d'apprentissage, de journalisme d'investigation, des programmes contribuant au pluralisme et à la diversité des médias, ou des programmes pour les minorités et les communautés locales ; en fournissant des divertissements de qualité et en soutenant la créativité), qui sont traditionnellement ce qui distingue les chaînes de service public de radiodiffusion des chaînes commerciales.

L'on a critiqué le fait que, dans certains pays, la différence entre les radiodiffuseurs de service public et les chaînes commerciales se soit estompée de plus en plus, provoquant ce qu'il est convenu d'appeler « une convergence des programmes », au détriment de la qualité des émissions produites par le service public de radiodiffusion. S'il est important que le service public de radiodiffusion offre des programmes de divertissement et s'efforce de toucher un large public, il importe également de maintenir la spécificité du contenu du service public dans son ensemble, par rapport à l'offre commerciale. En outre, parfois, les services publics de radiodiffusion ne disposent pas des moyens juridiques ni des ressources matérielles nécessaires pour s'acquitter de la mission de service public qui leur a été confiée. Cette situation peut conduire à des programmes de mauvaise qualité ou à un recours excessif à des programmes à forte audience et générateurs de revenus, ce qui ne correspond plus à la mission de service public.

10. Il semblerait que, dans les pays où le service public de radiodiffusion est confronté aux problèmes décrits au paragraphe précédent, cela est dû au fait que les professionnels et la société dans son ensemble connaissent mal la mission des radiodiffuseurs de service public et comprennent mal les spécificités des médias publics, ou au fait que la mission de service public ne peut pas être accomplie en raison de circonstances extérieures. Dans plusieurs de ces Etats, on constate un manque d'expérience dans le service public de radiodiffusion, ce qui a pour conséquence une large indifférence pour son rôle dans une société démocratique ou un manque de confiance dans l'établissement et la sauvegarde d'un véritable service public dans le domaine audiovisuel.

Il est essentiel de pallier ces insuffisances, de rétablir et d'améliorer la légitimité de la radiodiffusion de service public et, plus précisément, d'accroître la prise de conscience et de souligner l'importance de ce secteur, tels que définis par les normes du Conseil de l'Europe. A cet égard, le rôle des autorités publiques ne doit pas être sous-estimé.

11. Comme nous l'avons déjà mentionné, dans certains Etats membres, le cadre juridique des organismes de radiodiffusion de service public leur permet explicitement de s'adapter aux évolutions les touchant (nouvelles technologies de la communication, par exemple). Dans plusieurs Etats membres, même si le cadre juridique ne le prévoit pas explicitement, rien n'empêche les organismes publics de radiodiffusion d'offrir les services qu'on attend d'eux sous de nouveaux formats ou en utilisant de nouvelles plates-formes. Les progrès dans ce domaine doivent être accueillis favorablement. Cependant, dans d'autres cas, les dispositions en place ne permettent pas ces adaptations, ou sont même interprétées comme un obstacle à celles-ci⁴².

⁴² En ce qui concerne l'accès des organisations de service public de radiodiffusion aux nouvelles technologies de la communication, voir entre autres la partie VII de l'annexe à la Recommandation n° R (96) 10, qui indique : « Les organismes de radiodiffusion de service public devraient pouvoir exploiter les nouvelles technologies de la

Indépendance éditoriale

12. L'article 10, paragraphe 1, de la Convention européenne des Droits de l'Homme affirme : « Toute personne a droit à la liberté d'expression. Ce droit comprend la liberté d'opinion et la liberté de recevoir ou de communiquer des informations ou des idées sans qu'il puisse y avoir ingérence d'autorités publiques [...]. » Dans sa jurisprudence, la Cour européenne des Droits de l'Homme a souligné à plusieurs reprises l'importance de ce droit pour la liberté des médias et l'indépendance éditoriale.

13. Le Conseil de l'Europe a développé d'autres normes renforçant la liberté des médias et l'indépendance éditoriale.

Dans sa Déclaration sur la liberté d'expression et d'information, adoptée le 29 avril 1982, le Comité des Ministres a insisté sur le fait qu'il fallait garantir l'absence de tout contrôle ou de toute contrainte arbitraire à l'encontre des participants au processus d'information, du contenu de la communication ou de la transmission ou diffusion de l'information. En outre, lors de la 4e Conférence ministérielle européenne sur la politique des communications de masse, les Etats membres du Conseil de l'Europe se sont engagés à assurer l'indépendance des radiodiffuseurs de service public à l'égard de toute ingérence politique et économique. Ces engagements et ces objectifs ont été réinscrits dans plusieurs autres documents du Conseil de l'Europe, et ils sont également à l'origine de la Recommandation n° R (96) 10.

Plus précisément, dans sa première partie, la Recommandation n° R (96) 10 indique que le cadre juridique régissant les organismes de radiodiffusion de service public doit clairement affirmer leur indépendance éditoriale et fournir des directives pour faciliter le respect de l'indépendance éditoriale⁴³ et interdire toute ingérence, que ce soit sous forme de censure ou de contrôle de leurs activités⁴⁴.

14. Ainsi que nous l'avons déjà mentionné, le cadre juridique dans de nombreux Etats membres du Conseil de l'Europe prévoit l'indépendance éditoriale des organismes de radiodiffusion de service public.

communication et, lorsqu'ils y sont autorisés, développer de nouveaux services basés sur ces technologies, afin de remplir de manière indépendante leurs missions, telles que définies par la loi. » Plus récemment, les textes adoptés à l'issue de la 7e Conférence ministérielle européenne sur la politique des communications de masse soulignent le « rôle particulièrement important du service public de radiodiffusion dans le nouvel environnement numérique en tant qu'élément de la cohésion sociale, reflet de la diversité culturelle et facteur essentiel d'une communication pluraliste accessible à tous » et « l'importance de garantir un accès gratuit et universel aux services des radiodiffuseurs de service public sur diverses plates-formes et le besoin de développer la mission de service public de radiodiffusion à la lumière de la numérisation et de la convergence ». Des travaux sont actuellement menés par le groupe de spécialistes MC-S-PSB, sous l'autorité du CDMC, dans le cadre du plan d'action adopté lors de la 7e Conférence ministérielle européenne sur la politique des communications de masse pour « examiner comment la mission de service public devrait, le cas échéant, être développée et adaptée, par les Etats membres, au nouvel environnement numérique et étudier les conditions juridiques, financières, techniques et autres nécessaires pour permettre aux radiodiffuseurs de service public de remplir au mieux cette mission, afin de formuler toutes propositions juridiques ou autres qu'il [le Conseil de l'Europe] jugerait opportunes à cette fin. ».

⁴³ Cette partie de la recommandation mentionne en particulier la définition de la programmation, la conception et la production des programmes, ainsi que l'édition et la présentation des programmes d'information et d'actualité.

⁴⁴ Voir également la partie VI de l'annexe à la Recommandation n° R (96) 10, qui traite des aspects particuliers de la politique de programmation des organismes de radiodiffusion de service public.

Dans les faits, dans une majorité d'Etats membres, les radiodiffuseurs de service public jouissent d'une indépendance éditoriale et d'une autonomie institutionnelle. Il est généralement admis que, dans ces Etats membres, une ingérence dans l'indépendance éditoriale provoquerait une forte réaction des organismes de radiodiffusion de service public concernés, ainsi que d'autres médias, de la société civile et de la population en général. Dans plusieurs Etats membres, des mécanismes juridiques ont été mis en place pour permettre de gérer, le cas échéant, de telles situations.

15. Cependant, il semble que, dans d'autres cas, des organisations de radiodiffusion de service public font face à des ingérences et pressions. Ces accusations portent sur les liens étroits entre radiodiffuseurs de service public et gouvernement, politiques, ou organes publics ou privés, ou sur l'influence excessive de tels organes ou personnes sur les organismes de radiodiffusion de service public, qui compromettent leur indépendance éditoriale. Cette situation est souvent mise en lumière lors des périodes et des campagnes électorales ; des rapports attestent que, pendant de telles périodes, les personnes concernées utilisent leur influence auprès des radiodiffuseurs de service public pour obtenir une couverture médiatique qui leur soit favorable⁴⁵.

16. Dans certains Etats membres du Conseil de l'Europe, le processus de reconversion des organismes de radiodiffusion d'Etat en de véritables radiodiffuseurs de service public a été lent ou est toujours en cours. Parfois, les changements sont plus formels que réels. Dans certains pays, l'influence des gouvernements et des hommes politiques sur les régulateurs, voire sur le secteur de la radiodiffusion en général, s'est avéré être le principal obstacle à l'édification et à la consolidation d'un paysage audiovisuel diversifié, impartial et pluraliste. L'influence injustifiée d'acteurs privés a également été observée à diverses occasions.

17. On peut ajouter que certains Etats membres n'ont pas de tradition d'autorégulation ou de corégulation, d'adoption et de respect de normes éditoriales, et de culture générale d'objectivité et de professionnalisme. Des codes d'éthique et des directives internes, qui peuvent contribuer grandement à l'indépendance des radiodiffuseurs de service public, n'ont pas encore été adoptés dans tous les Etats membres qui rencontrent les problèmes décrits ci-dessus.

Financement

18. La question des ressources disponibles pour les organisations de radiodiffusion de service public est au cœur du problème de leur indépendance et de leur capacité à s'acquitter de leur mission. Cela explique les engagements pris lors de la 4e Conférence ministérielle européenne sur la politique des communications de masse pour « garantir aux radiodiffuseurs de service public les moyens sûrs et appropriés nécessaires à l'accomplissement de leurs missions » et « maintenir et, si nécessaire, établir un cadre de financement sûr et approprié garantissant aux radiodiffuseurs de service public les moyens nécessaires à l'exécution de leurs missions », ainsi que l'attention dont cette question fait l'objet dans la Recommandation n° R (96) 10⁴⁶.

⁴⁵ Sur ce sujet, voir également la Recommandation n° R (99) 15 relative à des mesures concernant la couverture des campagnes électorales par les médias.

⁴⁶ La partie V de l'annexe à la Recommandation n° R (96) 10 mentionne, entre autres, la nécessité d'empêcher que le financement ne soit utilisé pour exercer, directement ou indirectement, une influence sur l'indépendance éditoriale et l'autonomie institutionnelle des organisations de radiodiffusion de service public ; le versement devrait être effectué de manière à garantir la continuité des activités de l'organisme de service public concerné et à permettre à celui-ci de planifier à long terme ses activités ; et enfin, le fait que le contrôle financier des

19. Dans plusieurs Etats membres du Conseil de l'Europe, les organisations de service public reçoivent un financement adapté, que ce soit sous la forme de contributions directes de l'Etat, de la redevance, d'activités générant un revenu ou de la combinaison de ces sources.

Quelle que soit l'approche adoptée, sa mise en œuvre peut se faire en respectant, comme il se doit, le marché. Il est généralement admis qu'il faut veiller à ce que le financement des radiodiffuseurs de service public n'affecte pas la concurrence sur le marché audiovisuel dans une mesure qui serait contraire à l'intérêt commun^{47, 48}. Cela étant, un appui excessif sur les activités générant un revenu, souvent causé par un financement public insuffisant, peut avoir un impact négatif sur la programmation et, par conséquent, sur la capacité de remplir la mission de service public qui incombe aux organisations concernées.

On considère souvent qu'il existe une corrélation entre les ressources fournies aux organismes de radiodiffusion de service public et la qualité des services qu'elles offrent. Cependant, lorsque le radiodiffuseur propose un service public satisfaisant et est géré sainement, cela peut également contribuer à attirer des ressources adaptées.

20. D'après certaines sources, dans d'autres Etats membres du Conseil de l'Europe, il n'existe pas de cadre de financement adapté, sûr et transparent permettant de garantir aux organisations de radiodiffusion de service public les moyens de s'acquitter de leur mission. Parfois, les engagements et les mécanismes de financement ne sont que de simples déclarations d'intention, et aucun effort n'est fait pour les concrétiser.

Des préoccupations sont souvent exprimées relativement aux menaces planant sur la continuité des activités des organisations de radiodiffusion de service public du fait de l'incertitude des financements à court et à plus long terme (par exemple en raison d'un manque de consultation sur les contributions de l'Etat, de difficultés liées au système de collecte de la redevance, du non-ajustement de celle-ci sur l'inflation), ou des pressions exercées par les autorités ayant un pouvoir de décision en matière financière et des menaces qui en résultent sur l'indépendance éditoriale et sur l'autonomie institutionnelle. Pour éviter de tels risques, notamment lorsque le financement public émerge du budget de l'Etat, des garanties appropriées devraient être mises en place.

Protection des employés

organisations de radiodiffusion de service public ne devrait pas remettre en cause l'indépendance de ces organismes dans le domaine des programmes.

⁴⁷ Le Protocole d'Amsterdam sur le système de radiodiffusion publique dans les Etats membres de l'Union européenne, qui est annexé au traité instituant la Communauté européenne, stipule que le système de la radiodiffusion publique dans ces Etats est directement lié aux besoins démocratiques, sociaux et culturels de chaque société ainsi qu'à la nécessité de préserver le pluralisme dans les médias. Il prévoit par ailleurs que « [l]es dispositions du traité instituant la Communauté européenne sont sans préjudice de la compétence des Etats membres de pourvoir au financement du service public de radiodiffusion dans la mesure où ce financement est accordé aux organismes de radiodiffusion aux fins de l'accomplissement de la mission de service public telle qu'elle a été conférée, définie et organisée par chaque Etat membre et dans la mesure où ce financement n'altère pas les conditions des échanges et de la concurrence dans la Communauté dans une mesure qui serait contraire à l'intérêt commun, étant entendu que la réalisation de la mission de ce service public doit être prise en compte ».

⁴⁸ Dans ce contexte, il convient de faire également référence à la Convention de l'UNESCO sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles, qui réaffirme le droit souverain des Etats de formuler et de mettre en œuvre leurs politiques culturelles et d'adopter des mesures pour protéger et promouvoir la diversité des expressions culturelles, notamment par des mesures réglementaires, des aides financières, la création et le soutien d'institutions de service public et la promotion de la diversité des médias, y compris au moyen du service public de radiodiffusion.

21. La Recommandation n° R (96) 10 reconnaît également l'importance des questions de politique du personnel. Elle aborde le recrutement et la non-discrimination, les activités associatives, le droit des employés de mener des actions collectives et de ne pas être soumis à une influence extérieure à l'organisme de radiodiffusion de service public pour lequel ils travaillent⁴⁹.

22. Il semble que ces critères soient respectés dans la plupart des Etats membres du Conseil de l'Europe et que les normes de protection des employés y soient généralement appliquées.

23. Toutefois, selon certaines informations, dans quelques Etats membres, ces normes ne sont pas très bien établies, notamment lorsqu'il s'agit du secteur médiatique. Cette situation rend les professionnels des médias plus vulnérables aux pressions et aux influences politiques et économiques, et moins attachés à la déontologie.

Des plaintes sont parfois formulées au sujet de la discrimination ou du renvoi de journalistes à la suite de pressions exercées sur leur direction par des personnes ou des organismes externes. Dans certains pays, des informations indiquent que, lors du processus de transformation des organes de radiodiffusion d'Etat en organisations de radiodiffusion de service public, des journalistes considérés comme trop controversés ou curieux ont été licenciés.

Des préoccupations ont également été exprimées au sujet des propositions visant à conférer au gouvernement le pouvoir de décision pour la gestion du personnel de la radiodiffusion de service public ou de ses organes de surveillance.

Ouverture, transparence et obligation de rendre des comptes

24. De par sa nature même, la radiodiffusion de service public est responsable devant la société dans son ensemble, à la fois parce qu'elle existe pour satisfaire le public en général et parce que, dans la plupart des cas, elle est financée au moins en partie par des ressources publiques (par exemple des subventions de l'Etat) ou des redevances audiovisuelles payées par les personnes à qui elle s'adresse. D'après la Résolution n° 1 adoptée lors de la 4e Conférence ministérielle européenne sur la politique des communications de masse : « Les radiodiffuseurs de service public doivent aussi être directement responsables devant le public. A cette fin, les radiodiffuseurs de service public devraient publier périodiquement des informations sur leurs activités et mettre en place des procédures pour permettre aux téléspectateurs et aux auditeurs d'exprimer leur point de vue sur la façon dont ils remplissent leurs missions ».

Il va sans dire que l'obligation de rendre des comptes est également souhaitable pour la bonne gestion des ressources dont disposent les organisations de radiodiffusion de service public.

25. Dans la plupart des Etats membres du Conseil de l'Europe, le fonctionnement des organismes de radiodiffusion de service public est plutôt ouvert et transparent.

⁴⁹ Concernant ce dernier point, la partie IV de l'annexe à la Recommandation n° R (96) 10 souligne le besoin de dispositions claires interdisant que le personnel des organisations de radiodiffusion de service public ne prenne aucune instruction, quelle qu'elle soit, de personnes ou d'instances extérieures à l'organisme qui les emploie sans l'accord de son organe de gestion, sous réserve des compétences des organes de surveillance.

Les organismes de radiodiffusion de service public qui s'engagent très activement pour recueillir des commentaires de leurs téléspectateurs ou de leurs auditeurs afin d'évaluer les services qu'ils offrent et, si nécessaire, de les revoir constituent des exemples de bonnes pratiques en matière de responsabilisation qui méritent d'être soulignés.

Nombre d'organismes de radiodiffusion de service public mettent à disposition du public des informations de manière régulière ; certaines sont soumises à l'obligation statutaire de publier des rapports annuels ou de soumettre de tels rapports au parlement. Cela permet que la surveillance publique souhaitable ait lieu.

26. Cependant, dans certains cas, on constate que l'ouverture, la transparence et l'obligation de rendre des comptes à la société dans son ensemble sur la manière dont les organisations de radiodiffusion de service public s'acquittent de leur mission et utilisent les ressources (publiques) dont elles disposent sont insuffisantes. On a également fait remarquer que, parfois, malgré des réglementations exigeant qu'un rapport annuel soit soumis au parlement national, ce document fait rarement l'objet d'un quelconque contrôle ou d'un réel débat.

CONSEIL DE L'EUROPE
COMITÉ DES MINISTRES

Déclaration Decl-31.01.2007

du Comité des Ministres sur la protection du rôle des médias
dans les démocraties dans le contexte de la concentration des médias

*(adoptée par le Comité des Ministres le 31 janvier 2007,
lors de la 985e réunion des Délégués des Ministres)*

Le Comité des Ministres,

Réaffirmant que la liberté et le pluralisme des médias sont vitaux pour la démocratie compte tenu du rôle essentiel qu'ils jouent pour garantir la libre expression d'opinions et d'idées diverses, et contribuer à la participation effective des citoyens aux processus démocratiques ;

Rappelant la nécessité, dans le contexte des processus démocratiques, d'exprimer et de présenter au public des points de vue divers et de mener un débat politique authentique et vivant sur les questions présentant un intérêt général afin d'aider les populations à être mieux informées ou à l'être plus pleinement dans le cadre de leur participation démocratique, ainsi que le rôle essentiel des médias dans la réalisation de ces objectifs et dans le fonctionnement d'une société démocratique et participative ;

Rappelant, dans ce contexte, la Déclaration du Comité des Ministres sur la liberté d'expression et d'information d'avril 1982, sa Recommandation n° R (99) 15 relative à des mesures concernant la couverture des campagnes électorales par les médias et sa Déclaration de février 2004 sur la liberté du discours politique dans les médias ;

Notant que la mondialisation et la concentration conduisant au développement de groupes de médias et de communication multinationaux, y compris européens, modifient profondément le paysage médiatique et créent des opportunités, par exemple, en matière d'efficacité des marchés, de diversification de l'offre et de contenus adaptés aux consommateurs, mais aussi la capacité de soutenir des médias non rentables, de financer le coût de lancement de nouveaux médias et de créer des emplois ;

Notant cependant que ces changements posent aussi des problèmes, en particulier par rapport à la diversité des médias sur les petits marchés mais aussi à la multitude de canaux d'expression d'idées et d'opinions variées et à l'existence d'espaces adéquats pour le débat public dans le contexte des processus démocratiques ;

Conscient, dans ce contexte, qu'une pléthore de sources d'information dans une situation de forte concentration des médias, n'est pas en soi un gage de diversité des sources d'information ou que des idées ou des opinions variées peuvent être exprimées et présentées au public ;

Préoccupé par l'idée que la concentration des médias peut placer un ou plusieurs groupes de médias ou leurs propriétaires dans une position de pouvoir considérable susceptible de leur permettre, individuellement ou collectivement, de déterminer l'ordre du jour du débat public et d'influer de manière significative sur la formation de l'opinion publique et d'exercer par ce biais une influence sur les pouvoirs publics et l'administration ;

Conscient que la position de pouvoir susmentionnée pourrait être utilisée abusivement au détriment du pluralisme politique ou du processus démocratique général ;

Conscient également de ce que la concentration de la propriété des médias peut entraîner des conflits d'intérêts qui pourraient nuire à l'indépendance éditoriale et au rôle de « chien de garde » des médias, et notant l'importance des statuts de rédaction dans ce contexte ;

Préoccupé par l'idée que les politiques destinées à promouvoir uniquement la compétitivité des systèmes de médias et l'efficacité des marchés en tendant à réduire les restrictions liées à la propriété peuvent en fin de compte être préjudiciables à l'intérêt commun si, par là même, il n'existe plus de canaux indépendants et autonomes suffisants capables de présenter une variété d'idées et d'opinions au public, garantissant ainsi l'existence d'un espace adéquat pour un débat public portant sur des questions d'intérêt général ;

Tenant compte de la nécessité de préserver ces canaux et une sphère publique pluraliste, dans l'intérêt de la démocratie et des processus démocratiques ;

Conscient des possibilités offertes par le développement de nouveaux services de communication et de phénomènes comme le développement du multimédia, des médias alternatifs, des médias locaux et des contenus créés par les utilisateurs sur Internet mais conscient également du fait que l'impact d'un contenu sur la formation de l'opinion dépend souvent du fait d'être transmis ou reflété par les principaux médias ;

Rappelant la Déclaration du Comité des Ministres sur les droits de l'homme et l'état de droit dans la société de l'information de mai 2005 dans laquelle il est observé que les technologies de l'information et de la communication offrent à tous des possibilités sans précédent de jouir de la liberté d'expression mais remettent aussi gravement en question cette liberté, par exemple en cas de censure par l'Etat ou le secteur privé ;

Notant qu'il ressort clairement de l'article 10 de la Convention européenne des Droits de l'Homme et de la jurisprudence de la Cour européenne des Droits de l'Homme que les Etats, en tant que garants ultimes du pluralisme, sont tenus de prendre des mesures positives pour sauvegarder et promouvoir un paysage médiatique pluraliste au service de la démocratie ;

Reconnaissant à cet égard que la plupart des sociétés démocratiques, qui reposent sur la primauté du droit, ont adopté des mesures pour maintenir, promouvoir et protéger le pluralisme des médias, y compris par la régulation du marché, dont des règles de concurrence et, au besoin, des règles spécifiques à chaque secteur qui tiennent compte des principes et valeurs démocratiques ;

Rappelant aussi les Recommandations n° R (94) 13 du Comité des Ministres sur des mesures visant à promouvoir la transparence des médias, n° R (99) 1 sur des mesures visant à promouvoir le pluralisme des médias, n° R (96) 10 concernant la garantie de l'indépendance du service public de la radiodiffusion et Rec(2000)23 concernant l'indépendance et les

fonctions des autorités de régulation du secteur de la radiodiffusion et sa Déclaration sur la garantie de l'indépendance du service public de radiodiffusion dans les Etats membres du 27 septembre 2006,

Met en garde les Etats membres contre le risque de manipulation du pouvoir d'influence des médias dans une situation de forte concentration des médias et des services de communication et sur ses conséquences éventuelles pour le pluralisme politique et les processus démocratiques et, dans ce contexte :

I. Souligne l'opportunité de dissocier de façon effective et manifeste l'exercice du contrôle des médias, et la prise de décisions éditoriales de l'exercice du pouvoir et de l'influence politique ;

II. Attire l'attention sur la nécessité de disposer de mesures réglementaires en vue de garantir la pleine transparence de la propriété des médias, et d'adopter des mesures réglementaires, le cas échéant et compte tenu des caractéristiques de chaque marché des médias, afin d'éviter une concentration telle de ces derniers qu'elle pourrait menacer la démocratie ou le rôle des médias dans les processus démocratiques ;

III. Met l'accent sur l'utilité de mécanismes de surveillance des marchés et de la concentration des médias, permettant notamment aux autorités compétentes de rester informées des développements et d'évaluer les risques mais aussi d'identifier des mesures préventives ou correctives appropriées ;

IV. Souligne que l'existence de médias de service public, et notamment d'un service public de radiodiffusion bien équipés et financés, et bénéficiant d'une véritable indépendance éditoriale et autonomie institutionnelle peuvent contribuer à limiter le risque de manipulation du pouvoir d'influence des médias dans une situation de forte concentration des médias ;

V. Souligne que les politiques destinées à encourager le développement des médias non commerciaux peuvent être un autre moyen de promouvoir la diversité de canaux autonomes pour la diffusion d'informations et l'expression d'opinions, en particulier pour et par des groupes sociaux ayant rarement accès aux principaux médias.

CONSEIL DE L'EUROPE
COMITÉ DES MINISTRES

Déclaration Decl-26.09.2007

du Comité des Ministres
sur la protection et la promotion du journalisme d'investigation

*(adoptée par le Comité des Ministres le 26 septembre 2007,
lors de la 1005e réunion des Délégués des Ministres)*

Le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe,

1. Rappelant l'article 10 de la Convention européenne des Droits de l'Homme qui garantit la liberté de recevoir et de communiquer des informations ou des idées sans ingérence des pouvoirs publics et sans considération de frontière ;
2. Rappelant aussi ses déclarations sur la liberté d'expression et d'information du 29 avril 1982, et sur la liberté du discours politique dans les médias du 12 février 2004, et réaffirmant l'importance de médias libres et indépendants pour garantir le droit du public d'être pleinement informé sur des questions d'intérêt public et d'exercer un contrôle sur les affaires publiques et politiques, comme l'a confirmé à maintes reprises la Cour européenne des Droits de l'Homme ;
3. Convaincu que la fonction essentielle d'observateur public vigilant qu'exercent les médias dans le cadre d'un système de freins et de contrepoids au sein de la démocratie serait gravement compromise sans la promotion d'un journalisme d'investigation, qui permet de révéler les actes illicites ou les manquements éthiques qui pourraient avoir été dissimulés délibérément et contribue de la sorte à la formation d'une citoyenneté éclairée et active, ainsi qu'à l'amélioration de la société dans son ensemble ;
4. Reconnaisant dans ce contexte l'important travail des journalistes d'investigation qui rendent compte de manière précise, approfondie et critique de questions présentant un intérêt public particulier, ce qui nécessite souvent des recherches longues et difficiles, la collecte et l'analyse d'informations, la mise au jour de fait, la vérification d'hypothèses et l'obtention d'éléments de preuve ;
5. Soulignant toutefois qu'il convient de distinguer le journalisme d'investigation des pratiques journalistiques qui impliquent d'examiner et d'exposer la vie privée et familiale des particuliers d'une manière qui serait incompatible avec les articles 8 et 10 de la Convention européenne des Droits de l'Homme et la jurisprudence de la Cour européenne des Droits de l'Homme qui y est associée ;
6. Ayant aussi à l'esprit que le journalisme d'investigation pourrait bénéficier de l'adhésion des professionnels des médias à des instruments d'autorégulation librement adoptés, comme des codes de conduite professionnels et des codes déontologiques tenant

pleinement compte des droits d'autrui et du rôle et de la responsabilité des médias dans une société démocratique ;

7. Considérant que, en raison de sa nature même, le journalisme d'investigation est particulièrement important en temps de crise, notion qui comprend, sans s'y limiter, les guerres, les attentats terroristes, les catastrophes naturelles ou causées par l'homme, lorsqu'il peut exister une tentation de restreindre le libre flux d'informations pour des raisons de sécurité ou de sûreté publique ;

8. Conscient que, dans les jeunes démocraties, il est particulièrement important d'encourager et de développer le journalisme d'investigation, afin de stimuler la liberté d'opinion publique et l'établissement d'une culture politique démocratique, malgré un risque supérieur d'abus potentiels ;

9. Ayant à l'esprit la Recommandation 1506 (2001) de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe relative à la liberté d'expression et d'information dans les médias en Europe, et en particulier l'inquiétude que suscite l'usage continu de la violence comme moyen d'intimidation des journalistes d'investigation ;

10. Rappelant sa Recommandation n° R (2000) 7 sur le droit des journalistes de ne pas révéler leurs sources d'information ;

11. Se félicitant de l'évolution de la jurisprudence de certains Etats membres qui tend à confirmer et à défendre le droit des journalistes d'enquêter sur des sujets d'intérêt public, de dévoiler des faits et d'exprimer des opinions sur ces questions sans ingérence des autorités publiques,

I. Déclare qu'il soutient le journalisme d'investigation au service de la démocratie.

II. Demande aux Etats membres de protéger et promouvoir le journalisme d'investigation compte tenu de l'article 10 de la Convention européenne des Droits de l'Homme, de la jurisprudence applicable de la Cour européenne des Droits de l'Homme et d'autres normes du Conseil de l'Europe, et dans ce contexte :

i. de prendre, si nécessaire, les mesures appropriées visant à assurer la sécurité personnelle des professionnels des médias, en particulier ceux concernés par le journalisme d'investigation, et d'enquêter rapidement sur tous les cas d'agression ou d'intimidation de journalistes ;

ii. de veiller à ce que la liberté de circulation des professionnels des médias et leur accès à l'information soient assurés, conformément aux normes du Conseil de l'Europe, ainsi que de faciliter les reportages critiques et approfondis qui servent la démocratie ;

iii. de veiller à ce que le droit des journalistes de protéger leurs sources d'information conformément aux normes du Conseil de l'Europe soit assuré ;

iv. de veiller à ce qu'une privation de liberté, les amendes exagérément élevées ou l'interdiction d'exercer la profession de journaliste, ainsi que la saisie du matériel professionnel ou la perquisition de locaux, ne soient pas utilisées à mauvais escient pour intimider les professionnels des médias et, notamment, les journalistes d'investigation ;

v. de prendre en compte, et d'incorporer le cas échéant en droit national, la jurisprudence récente de la Cour européenne des Droits de l'Homme, qui interprète l'article 10 de la Convention européenne des Droits de l'Homme de manière à étendre sa protection non seulement à la liberté de publier, mais aussi aux recherches journalistiques, étape préalable indispensable au journalisme d'investigation.

III. Attire l'attention des Etats membres sur une évolution récente inquiétante qui pourrait avoir des effets négatifs, notamment sur l'activité des journalistes et le journalisme d'investigation, et les appelle, au besoin, à prendre des mesures correctives conformes aux normes du Conseil de l'Europe, face aux situations suivantes :

i. une tendance apparente à des restrictions accrues de la liberté d'expression et d'information au nom de la protection de la sûreté publique et de la lutte contre le terrorisme ;

ii. les procès intentés contre des professionnels des médias pour avoir acquis ou publié des informations d'intérêt public que les autorités cherchaient sans bonne raison à ne pas révéler ;

iii. les affaires de surveillance injustifiée de journalistes, notamment la mise sur écoute de leurs communications ;

iv. les mesures législatives prises ou envisagées pour limiter la protection accordée aux « informateurs ».

IV. Invite les médias, les journalistes et leurs associations à encourager et à soutenir le journalisme d'investigation, dans le respect des droits de l'homme et de normes éthiques exigeantes.

V. Demande aux Etats membres de diffuser largement la présente déclaration, au besoin accompagnée d'une traduction, et de la porter en particulier à l'attention des organes publics compétents, des législateurs et du pouvoir judiciaire, ainsi qu'à la diffuser auprès des journalistes, des médias et de leurs organisations professionnelles.

CONSEIL DE L'EUROPE
COMITÉ DES MINISTRES

Déclaration Decl-20.02.2008/1

du Comité des Ministres
sur la protection de la dignité, de la sécurité et de la vie privée
des enfants sur l'Internet

*(adoptée par le Comité des Ministres le 20 février 2008,
lors de la 1018e réunion des Délégués des Ministres)*

Le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe,

Rappelant le droit fondamental à la liberté d'expression et à recevoir et transmettre des informations et des idées sans ingérence des pouvoirs publics et sans tenir compte des frontières, comme le garantit l'article 10 de la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales (Convention européenne des Droits de l'Homme – STE n° 5) ;

Rappelant la Convention des Nations unies relative aux droits de l'enfant de 1989, en particulier les droits inhérents à la dignité, à une protection et à une attention particulières nécessaires à leur bien-être, à une protection contre toutes formes de discrimination ou d'interférence arbitraire ou illicite dans leur vie privée et contre des attaques illégales à leur honneur et à leur réputation ;

Convaincu que le bien-être et l'intérêt supérieur des enfants sont des valeurs fondamentales partagées par tous les Etats membres, qui doivent être défendues sans discrimination ;

Convaincu que l'Internet est un outil important pour les enfants dans leurs activités quotidiennes telles que la communication, l'information, le savoir, l'éducation et les distractions ;

Préoccupé toutefois par la présence durable de contenus créés par des enfants ou les concernant et qui sont potentiellement nuisibles pour leur dignité, leur sécurité, leur vie privée et leur honneur, maintenant et dans leur future vie d'adultes ;

Rappelant la Déclaration du Comité des Ministres relative à la liberté de communication sur l'Internet, adoptée le 28 mai 2003, qui souligne que l'exercice de cette liberté ne devrait pas porter atteinte à la dignité ou aux libertés et aux droits fondamentaux de tiers, en particulier d'enfants ;

Conscient du fait que la traçabilité des activités des enfants sur l'Internet peut les exposer à des activités criminelles telles que des sollicitations à des fins sexuelles ou d'autres activités illégales ou nuisibles, comme des discriminations, des brimades, la traque et d'autres formes de harcèlement de la part de tiers ;

Rappelant les mesures de protection des enfants mentionnées dans la Convention de 2001 sur la cybercriminalité (STE n° 185), notamment en ce qui concerne la pornographie infantile, et dans la Convention de 2007 pour la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels (STCE n° 201), notamment en ce qui concerne les sollicitations à des fins sexuelles ;

Convaincu de la nécessité d'informer les enfants de la permanence des contenus qu'ils peuvent créer sur l'Internet et des risques qui y sont liés, et, dans ce contexte, de la nécessité de développer et de promouvoir leur éducation à l'information, définie comme la maîtrise des outils d'accès à l'information, le développement de l'analyse critique des contenus qu'ils véhiculent et l'appropriation des compétences utiles en vue d'un usage créatif et citoyen des moyens de communication, comme il est fait référence dans la Recommandation Rec(2006)12 du Comité des Ministres sur la responsabilisation et l'autonomisation des enfants dans le nouvel environnement de l'information et de la communication ;

Conscient que la communication utilisant les services des nouvelles technologies de l'information et de la communication doit respecter le droit à la vie privée et au secret de la correspondance, tel que garanti par l'article 8 de la Convention européenne des Droits de l'Homme et développé par la jurisprudence de la Cour européenne des Droits de l'Homme, ainsi que par la Convention pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel (STE n° 108) ;

Préoccupé par les pratiques de profilage et la conservation des données personnelles concernant les activités des enfants à des fins commerciales ;

Prenant acte des documents élaborés à l'issue du Sommet mondial des Nations Unies sur la société de l'information (Genève, 2003 – Tunis, 2005), en particulier de l'Agenda de Tunis de 2005 pour la société de l'information, qui réaffirment la volonté d'adopter des politiques et des cadres réglementaires effectifs pour protéger les enfants et les jeunes contre toute forme d'abus et d'exploitation reposant sur l'utilisation des technologies de l'information et de la communication ;

Prenant acte également du mandat du Forum des Nations Unies sur la gouvernance de l'Internet, chargé en particulier d'identifier les nouveaux problèmes relatifs au développement et à la sécurité de l'Internet, et de participer à la recherche de solutions aux problèmes créés par l'usage de l'Internet et l'abus qui en est fait, problèmes qui sont source d'inquiétude pour ceux qui l'utilisent au quotidien ;

Conscient de la tendance naissante de certains types d'institutions, tels que les établissements d'enseignement, et des employeurs potentiels à chercher des informations sur les enfants et les jeunes lorsqu'ils ont à prendre des décisions importantes pour la vie de ces derniers,

Déclare qu'il convient de veiller à ce qu'aucun historique des contenus générés par des enfants sur l'Internet, susceptible de porter atteinte à leur dignité, à leur sécurité et à leur vie privée ou de les rendre vulnérables, maintenant ou à un stade ultérieur de leur vie, ne soit accessible de façon durable ou permanente, excepté dans le cadre de la lutte contre les infractions ;

Invite les Etats membres à étudier ensemble, et le cas échéant avec d'autres parties prenantes, la faisabilité de retirer ou de supprimer ce type de contenu – y compris ses traces (fichiers journaux, archives, manipulations effectuées) – dans un délai raisonnablement court.

CONSEIL DE L'EUROPE
COMITÉ DES MINISTRES

Déclaration Decl-20.02.2008/2

du Comité des Ministres
sur l'affectation et la gestion du dividende numérique et l'intérêt général

*(adoptée par le Comité des Ministres le 20 février 2008,
lors de la 1018e réunion des Délégués des Ministres)*

Le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe,

Rappelant l'engagement des Etats membres à respecter le droit fondamental à la liberté d'expression et d'information, tel que garanti par l'article 10 de la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales (Convention européenne des Droits de l'Homme – STE n° 5) ;

Rappelant l'importance pour les sociétés démocratiques de l'existence d'un large éventail de moyens de communication indépendants et autonomes, permettant de refléter la diversité des idées et des opinions, comme énoncé dans sa Déclaration du Comité des Ministres sur la liberté d'expression et d'information (29 avril 1982) ;

Conscient des avantages et des opportunités mais aussi des défis que présente la technologie numérique pour une communication libre et pluraliste, comme de la nécessité de sauvegarder les objectifs essentiels d'intérêt général dans l'environnement numérique, y compris la liberté d'expression et l'accès à l'information, le pluralisme des médias et la diversité culturelle, la cohésion sociale, la participation démocratique, la protection des consommateurs et la vie privée ;

Conscient du fait que les choix techniques et législatifs induits par le passage à un environnement numérique ne devraient pas être déterminés par les seuls facteurs économiques mais devraient aussi tenir compte des facteurs sociaux, culturels et politiques, et s'accordant sur un équilibre à trouver entre intérêts économiques et objectifs d'intérêt général ;

Conscient du fait qu'il pourrait être nécessaire d'établir un équilibre entre le développement d'une approche de l'affectation et la gestion du spectre basée sur une pure logique de marché – d'une part, et la promotion du pluralisme, de la diversité culturelle et linguistique et de l'accès du public aux services audiovisuels en Europe, en particulier à la radiodiffusion à accès libre – d'autre part ;

Conscient, en particulier, que du spectre radio sera libéré en raison du passage de la radiodiffusion analogique à la radiodiffusion numérique et de la nécessité pour les Etats de prendre des décisions sur l'affectation et la gestion de cette ressource publique rare dans l'intérêt général ;

Soulignant que le dividende numérique⁵⁰ offre une excellente opportunité pour répondre à la demande en croissance rapide de nouveaux services, et qu'il peut ouvrir le spectre aux radiodiffuseurs afin qu'ils puissent développer et élargir leurs services de manière significative, tout en s'assurant que d'autres importantes utilisations sociales et économiques, telles que les services à haut débit ou les multimédias mobiles, capables de contribuer à combler le fossé numérique, soient prises en compte lors de l'affectation et de la gestion de cette ressource précieuse ;

Soucieux de l'importance que tous les efforts soient entrepris pour assurer à tous un accès effectif et équitable aux nouveaux services de communication, à l'éducation et au savoir, spécialement dans le but d'éviter l'exclusion numérique et de réduire, ou idéalement, combler le fossé numérique ;

Rappelant la Recommandation Rec(2003)9 sur des mesures visant à promouvoir la contribution démocratique et sociale de la radiodiffusion numérique, et en particulier son approche orientée vers le citoyen et ses dispositions concernant la transition vers la radiodiffusion numérique ;

Rappelant aussi la Recommandation Rec(2007)3 sur la mission des médias de service public dans la société de l'information, qui souligne le rôle fondamental des médias de service public dans le nouvel environnement numérique dans la promotion des valeurs des sociétés démocratiques, en particulier, le respect des droits de l'homme, des cultures et du pluralisme politique, en offrant à toutes les catégories du public un large choix de programmes et de services, et en promouvant la cohésion sociale, la diversité culturelle et une communication pluraliste accessible à tous ;

Reconnaissant, sans préjuger des efforts en cours au sein d'autres instances internationales en vue d'une approche harmonisée, le droit des Etats membres de définir leur propre politique concernant la transition de la radiodiffusion analogique à la radiodiffusion numérique et l'utilisation du dividende numérique, compris comme étant le spectre radio libéré par ce passage à un environnement numérique ;

Ayant à l'esprit la diversité des situations du dividende numérique dans les différents Etats membres pour des raisons géographiques, historiques, politiques, culturelles, linguistiques et pour d'autres raisons qui, même si elles peuvent être prises en compte par une coordination et une planification internationales, peuvent rendre difficile une harmonisation rigide ;

Insistant sur la nécessité de garantir aux usagers une réception des services de radiodiffusion hertzienne stable et de celle de résoudre les problèmes d'interférence avant qu'une éventuelle décision soit prise de mettre les services de radiodiffusion et les services de téléphonie mobile sur des mêmes bandes ou des bandes adjacentes,

Déclare que les Etats membres :

i. devraient reconnaître la nature publique du dividende numérique résultant de la transition et la nécessité de le gérer comme un bien public, de manière efficace, dans l'intérêt général, en prenant en compte les besoins présents et à venir de spectre radio ;

⁵⁰ Le spectre radio libéré du fait du passage de la radiodiffusion analogique à la radiodiffusion numérique.

ii. devraient prêter une attention particulière à la promotion de l'innovation, du pluralisme, de la diversité culturelle et linguistique, et à l'accès du public aux services audiovisuels lors de l'affectation et de la gestion du dividende numérique, et à cette fin prendre dûment en compte les besoins des radiodiffuseurs et des médias en général, à la fois les médias de service public et commerciaux, ainsi que ceux des autres utilisateurs du spectre, existants ou futurs ;

iii. devraient aussi prendre en considération le bénéfice que l'affectation et la gestion du dividende numérique peut apporter à la société par un plus grand nombre de services audiovisuels diversifiés, y compris les services mobiles, une couverture géographique et une capacité d'interactivité potentiellement meilleures, ainsi que de services offrant une technologie de haute définition, une réception mobile, ou un accès plus facile et plus abordable.

CONSEIL DE L'EUROPE
COMITÉ DES MINISTRES

Déclaration Decl-26.03.2008

du Comité des Ministres concernant l'indépendance et les fonctions des autorités de régulation du secteur de la radiodiffusion

*(adoptée par le Comité des Ministres le 26 mars 2008
lors de la 1022e réunion des Délégués des Ministres)*

Le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe,

Considérant que le but du Conseil de l'Europe est de réaliser une union plus étroite entre ses membres afin de sauvegarder et de promouvoir les idéaux et les principes qui sont leur patrimoine commun et de favoriser leur progrès économique et social ;

Gardant à l'esprit l'article 10 de la Convention européenne des Droits de l'Homme (STE n° 5) qui garantit le droit à la liberté d'expression et qui comprend la liberté d'opinion et la liberté de recevoir ou de communiquer des informations ou des idées sans qu'il puisse y avoir ingérence d'autorités publiques et sans considération de frontière ;

Rappelant l'importance pour les sociétés démocratiques de l'existence d'un large éventail de moyens de communication indépendants et autonomes permettant de refléter la diversité des idées et des opinions et de l'absence de tout contrôle ou contrainte arbitraires à l'encontre des participants au processus de l'information, du contenu de la communication ou de la transmission ou diffusion de l'information, comme énoncé dans la Déclaration sur la liberté d'expression et d'information (29 avril 1982) ;

Rappelant sa Recommandation Rec(2000)23 aux Etats membres concernant l'indépendance et les fonctions des autorités de régulation du secteur de la radiodiffusion et sa Recommandation Rec(2003)9 aux Etats membres sur des mesures visant à promouvoir la contribution démocratique et sociale de la radiodiffusion numérique, ainsi que sa Déclaration sur la garantie de l'indépendance du service public de radiodiffusion dans les Etats membres (27 septembre 2006) ;

Soucieux de la jurisprudence de la Cour européenne des Droits de l'Homme et des décisions pertinentes de la Commission européenne des Droits de l'Homme, en particulier lorsque cette dernière précise qu'un système de licence qui ne respecterait pas les impératifs de pluralisme, de tolérance et d'ouverture d'esprit sans lesquels il ne saurait y avoir de société démocratique, enfreindrait l'article 10, paragraphe 1, de la Convention européenne des Droits de l'Homme et que le rejet par un Etat d'une demande de licence ne saurait être manifestement arbitraire ou discriminatoire ni, par voie de conséquence, contraire aux principes énoncés dans le préambule de la Convention et aux droits que celle-ci garantit ;

Rappelant l'engagement pris par les Etats membres dans la Déclaration politique de la 7e Conférence ministérielle européenne sur la politique des communications de masse (Kyiv, 10 et 11 mars 2005) de veiller à ce que les mesures de régulation qu'ils pourraient prendre à

l'égard des médias et des nouveaux services de communication respectent et promeuvent les valeurs fondamentales que sont le pluralisme et la diversité, le respect des droits de l'homme et l'accès sans discrimination ;

Rappelant l'objectif de la Recommandation Rec(2000)23 selon lequel, pour s'assurer de l'existence d'un large éventail de médias indépendants et autonomes dans le secteur de la radiodiffusion, il est essentiel de prévoir pour ce secteur une régulation appropriée et proportionnée permettant de garantir la liberté des médias, tout en assurant parallèlement un équilibre entre cette liberté et les autres droits et intérêts légitimes ;

Soulignant l'importance du rôle joué par les moyens de radiodiffusion traditionnels et numériques dans les sociétés modernes et démocratiques, notamment sur le plan de l'information du public, de la libre formation de l'opinion publique et de l'expression des idées et de la surveillance des activités des pouvoirs publics telles que soulignées dans sa Recommandation Rec(2003)9 ainsi que dans sa Déclaration sur la garantie de l'indépendance du service public de radiodiffusion dans les Etats membres ;

Prenant acte de la vue d'ensemble du cadre législatif et de sa mise en œuvre pratique dans les Etats membres, et des solutions juridiques et institutionnelles élaborées par des pays spécifiques concernant les autorités de régulation dans le domaine de la radiodiffusion, reproduit dans l'annexe au présent document ;

Se félicitant, à cet égard, de la situation dans de nombreux Etats membres du Conseil de l'Europe où, conformément à la Recommandation Rec(2000)23, l'indépendance et l'efficacité de la régulation du secteur de la radiodiffusion dans l'intérêt du public, et l'indépendance, la transparence et la responsabilité des autorités de régulation de ce secteur sont garanties juridiquement et dans la pratique ;

Préoccupé, par contre, par le fait que dans d'autres Etats membres du Conseil de l'Europe les lignes directrices de la Recommandation Rec(2000)23 et les grands principes qui la sous-tendent ne sont pas pleinement respectés dans la loi et/ou dans la pratique en raison du caractère imprécis, contradictoire ou contraire aux principes de la Recommandation Rec(2000)23, du cadre juridique de la régulation de la radiodiffusion, que l'indépendance politique et financière des autorités de régulation et leurs membres n'est pas correctement garantie, que la législation nationale ou les normes du Conseil de l'Europe ne sont pas prises en compte dans les décisions relatives à l'octroi des licences et à la surveillance et que les décisions concernant la régulation de la radiodiffusion ne sont pas mises à la disposition du public ou ne sont pas susceptibles de réexamen ;

Conscient qu'une « culture de l'indépendance » dans laquelle les membres des autorités de régulation du secteur de la radiodiffusion affirment et exercent leur indépendance et dans laquelle tous les membres de la société, les pouvoirs publics et tous les autres acteurs concernés, y compris les médias, respectent l'indépendance de ces dernières, est essentielle à l'indépendance de la régulation de la radiodiffusion ;

Conscient que les autorités indépendantes chargées de la régulation de la radiodiffusion ne peuvent agir que dans un contexte de transparence, de responsabilité, de séparation précise des pouvoirs et de respect dû au cadre juridique en vigueur ;

Conscient des nouvelles difficultés pour la régulation du paysage audiovisuel résultant de la concentration du secteur de la radiodiffusion et de l'évolution technologique de cette dernière et, en particulier, de la radiodiffusion numérique ;

I. Affirme que la « culture de l'indépendance » devrait être préservée et que, lorsqu'elles existent, les autorités indépendantes de régulation de la radiodiffusion des Etats membres doivent faire preuve d'efficacité, de transparence et de responsabilité et par conséquent ;

II. Déclare son ferme attachement aux objectifs de fonctionnement indépendant des autorités de régulation de la radiodiffusion dans les Etats membres ;

III. Appelle les Etats membres :

– à mettre en œuvre, s'ils ne l'ont pas déjà fait, la Recommandation Rec(2000)23 concernant l'indépendance et les fonctions des autorités de régulation du secteur de la radiodiffusion, en se référant en particulier aux lignes directrices annexées à cette recommandation, et en tenant compte des possibilités et difficultés résultant de l'évolution politique, économique et technologique en Europe ;

– à prévoir les moyens juridiques, politiques, financiers, techniques et autres nécessaires pour garantir le fonctionnement indépendant des autorités de régulation de la radiodiffusion, de façon à supprimer les risques d'interférence politique ou économique ;

– à diffuser largement la présente déclaration et, en particulier, à la porter à l'attention des autorités concernées, des médias et des autorités de régulation de la radiodiffusion en particulier, ainsi qu'à celle des autres acteurs professionnels et du milieu des affaires intéressés ;

IV. Invite les autorités de régulation du secteur de la radiodiffusion :

– à être conscientes de leur rôle spécifique dans une société démocratique et de leur importance dans la création d'un paysage audiovisuel diversifié et pluraliste ;

– à assurer un octroi indépendant et transparent des licences de radiodiffusion et à assurer la surveillance des radiodiffuseurs dans l'intérêt du public ;

– à contribuer à l'ancrage d'une « culture de l'indépendance » et, dans ce contexte, à élaborer et à respecter des lignes directrices qui garantissent leur propre indépendance et celle de leurs membres ;

– à s'engager à respecter la transparence, l'efficacité et la responsabilité ;

V. Invite la société civile et les médias à contribuer activement à la « culture de l'indépendance » qui est vitale pour la régulation adéquate de la radiodiffusion dans le nouvel environnement technologique, en surveillant de près l'indépendance de ces autorités et en attirant l'attention du public sur de bons exemples de régulation indépendante de ce secteur et sur les violations de l'indépendance de ceux qui assurent cette régulation.

Annexe à la Déclaration du Comité des Ministres concernant l'indépendance et les fonctions des autorités de régulation du secteur de la radiodiffusion

Introduction

Lors de sa 3e réunion en juin 2006, le Comité directeur sur les médias et les nouveaux services de communication (CDMC) a discuté de la mise en œuvre d'instruments non contraignants dans son domaine de compétence, en particulier dans celui de la Recommandation Rec(2000)23 concernant l'indépendance et les fonctions des autorités de régulation du secteur de la radiodiffusion. Il a demandé au Secrétariat de rassembler des informations en vue d'évaluer la situation sur l'indépendance et les fonctions des autorités de régulation du secteur de la radiodiffusion de chaque Etat membre.

En octobre 2006, le Bureau du CDMC a examiné un premier projet de document préparé par le Secrétariat et a conclu que le document devra être revu en vue de « donner plus de précisions sur les lacunes possibles du cadre législatif des Etats membres et de sa mise en œuvre, sans cependant nommer de pays précis. La seconde partie, qui donne des informations sur la situation dans les Etats membres, [devait] consister en une vue d'ensemble factuelle des solutions juridiques et institutionnelles élaborées par les pays spécifiques concernant les autorités de régulation dans le domaine de la radiodiffusion en prenant comme modèle les principales prescriptions de la recommandation, indiquant si les garanties de l'indépendance et du fonctionnement des autorités de régulation telles qu'inscrites dans la recommandation sont observées en pratique par le pays visé ».

Le document du Secrétariat offre une vue d'ensemble de la mise en œuvre de la Recommandation Rec(2000)23 dans les Etats membres et en particulier donne des informations sur l'indépendance de leurs autorités de régulation. Il examine le cadre juridique de la régulation du secteur de la radiodiffusion et son application par les autorités de régulation dans les Etats membres ainsi que la mesure dans laquelle les lignes directrices de la Recommandation Rec(2000)23 sont respectées.

Cette vue d'ensemble a été préparée à l'aide d'informations fournies par les Etats membres sur leur cadre juridique. Les informations d'autres sources ont également été prises en compte, telles que des rapports de l'Assemblée parlementaire, le Représentant spécial de l'OSCE sur la liberté dans les médias, un rapport de l'Open Society Institute sur la radiodiffusion en Europe⁵¹, des informations de la Plate-forme européenne des instances de régulation (EPRA)⁵² et d'organisations non gouvernementales nationales et internationales.

⁵¹ Open Society Institute, rapport de l'EU Monitoring and Advocacy Programme (2005) intitulé « La télévision en Europe : régulation, politiques et indépendance ».

⁵² En particulier un document d'information intitulé « L'indépendance des instances de régulation » préparé par le Secrétariat de l'EPRA pour la 25^e réunion de l'EPRA, Prague, 16-18 mai 2007, doc EPRA/2007/02.

CONSEIL DE L'EUROPE
COMITÉ DES MINISTRES

Déclaration Decl-11.02.2009

du Comité des Ministres
sur le rôle des médias associatifs dans la promotion de la cohésion sociale
et du dialogue interculturel

*(adoptée par le Comité des Ministres le 11 février 2009,
lors de la 1048e réunion des Délégués des Ministres)*

Le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe,

Considérant que le but du Conseil de l'Europe est de réaliser une union plus étroite entre ses membres afin de sauvegarder et de promouvoir les idéaux et les principes qui sont leur patrimoine commun ;

Rappelant l'importance, pour les sociétés démocratiques, d'un large éventail de moyens de communication indépendants et autonomes, permettant de refléter la diversité des idées et des opinions, et contribuant à l'enrichissement mutuel des cultures, comme énoncé dans sa Déclaration sur la liberté d'expression et d'information (29 avril 1982) ;

Réaffirmant que le pluralisme des médias et la diversité du contenu des médias sont essentiels pour le fonctionnement d'une société démocratique et sont les corollaires du droit fondamental à la liberté d'expression et d'information, tel que garanti par l'article 10 de la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales (STE n° 5), compte tenu du rôle crucial qu'ils jouent en garantissant la libre expression des idées et des opinions, et en contribuant à la participation effective de nombreux groupes et individus aux processus démocratiques ;

Rappelant sa Recommandation CM/Rec(2007)2 sur le pluralisme des médias et la diversité du contenu des médias, qui invite les Etats membres à encourager le développement de différents types de médias – associatifs, locaux, minoritaires ou sociaux – susceptibles de contribuer au pluralisme et à la diversité, et de fournir un espace de dialogue, tout en apportant une réponse aux besoins ou demandes spécifiques de certains groupes de la société civile et en servant de facteur de cohésion sociale et d'intégration ;

Rappelant également sa Déclaration sur la protection du rôle des médias dans les démocraties dans le contexte de la concentration des médias (31 janvier 2007), qui souligne que les politiques destinées à encourager le développement des médias à but non lucratif peuvent être un autre moyen de promouvoir la diversité de canaux autonomes pour la diffusion d'informations et l'expression d'opinions, en particulier pour et par des groupes sociaux ayant rarement accès aux principaux médias ;

Gardant à l'esprit sa Recommandation n° R (97) 21 sur les médias et la promotion d'une culture de tolérance, qui souligne que les médias peuvent apporter une contribution positive à

la lutte contre l'intolérance, en particulier lorsqu'ils promeuvent une culture de compréhension entre les différents groupes ethniques, culturels et religieux de la société civile ;

Rappelant également sa Recommandation n° R (97) 20 sur le « discours de haine », qui recommande aux Etats membres d'entreprendre des actions appropriées visant à combattre le discours de haine et de s'assurer que de telles actions s'inscrivent dans le cadre d'une approche globale qui s'attaquerait aux causes profondes – sociales, économiques, politiques, culturelles et autres – de ce phénomène ;

Convaincu, dans ce cadre, que les Etats membres devraient notamment, tout en respectant le principe de l'indépendance éditoriale, encourager les médias à contribuer au dialogue interculturel, tel que défini dans le « Livre blanc sur le dialogue interculturel » du Conseil de l'Europe (mai 2008), afin de promouvoir le respect mutuel, le pluralisme, la tolérance et l'ouverture d'esprit, et de prévenir les conflits potentiels par le débat et par une plus grande participation démocratique des personnes issues de toutes les communautés ethniques, culturelles, religieuses ou autres ;

Rappelant l'importance de la Convention-cadre pour la protection des minorités nationales (STE n° 157), notamment en ce qui concerne l'obligation, pour les Parties, de reconnaître le droit de toute personne appartenant à une minorité nationale de recevoir et de communiquer des informations dans la langue minoritaire, et de veiller à ce que les personnes appartenant à une minorité nationale ne soient pas discriminées dans l'accès aux médias et aient la possibilité de créer et d'utiliser leurs propres médias ;

Rappelant également la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires (STE n° 148), notamment en ce qui concerne l'obligation, pour les Parties, de garantir, faciliter et/ou encourager la création de médias en langues régionales ou minoritaires ;

Gardant à l'esprit les documents politiques adoptés lors de la 7e Conférence ministérielle européenne sur la politique des communications de masse (Kiev, mars 2005), qui soulignent, entre autres, la nécessité d'encourager, par le biais des médias, le dialogue interculturel, en s'attachant notamment aux intérêts des personnes appartenant à des groupes minoritaires et aux médias associatifs minoritaires ; et, plus particulièrement, l'objectif fixé dans le plan d'action, à savoir examiner comment différents types de médias peuvent jouer un rôle dans la promotion de la cohésion sociale et l'intégration de toutes les communautés et générations ;

Gardant également à l'esprit les dispositions de la Convention de l'UNESCO sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles, adoptée le 20 octobre 2005, qui réaffirme le droit, pour les Parties, de formuler et de mettre en œuvre leurs politiques culturelles, et d'adopter des mesures pour protéger et promouvoir le dialogue interculturel et la diversité des expressions culturelles ;

Rappelant les recommandations de la Déclaration de Maputo de l'UNESCO visant à favoriser la liberté d'expression, l'accès à l'information et l'autonomisation des personnes, adoptée le 3 mai 2008, concernant la contribution particulière des trois niveaux de services de diffusion – public, commercial et associatif – à la diversité des médias et, en particulier, le rôle que jouent les radiodiffuseurs associatifs en facilitant l'accès des populations sous-représentées ou marginalisées à l'information et à des moyens d'expression, et leur participation aux processus décisionnels, et soulignant la nécessité d'améliorer les possibilités de développement des médias associatifs ;

Rappelant la Recommandation 1466 (2000) de l'Assemblée parlementaire sur « L'éducation aux médias », notamment en ce qui concerne la nécessité d'amener les différentes parties prenantes, notamment les organismes éducatifs, les organisations parentales, les professionnels des médias, les fournisseurs de services internet, les ONG, etc., à prendre part à un dialogue actif sur cette question ;

Rappelant la Résolution du Parlement européen du 25 septembre 2008 sur « Les médias associatifs en Europe » (INI/2008/2011), qui souligne que les médias associatifs sont un moyen efficace de renforcer la diversité culturelle et linguistique, l'inclusion sociale et l'identité locale, ainsi que le pluralisme des médias ;

Rappelant également la Déclaration commune sur la promotion de la diversité dans la radiodiffusion – adoptée le 14 décembre 2007 par le rapporteur spécial des Nations Unies sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression, le représentant pour la liberté des médias de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), le rapporteur spécial de l'Organisation des Etats américains (OEA) chargé de la liberté d'expression et la rapporteuse spéciale sur la liberté d'expression et l'accès à l'information en Afrique de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples (CADHP) – qui affirme que la radiodiffusion associative devrait être expressément reconnue par la loi comme une catégorie distincte de radiodiffusion et devrait bénéficier de procédures simples et équitables pour l'octroi des licences ;

Concevant les médias associatifs, qualifiés aussi dans des sources différentes de « tiers secteur », de « médias minoritaires » ou de « médias sociaux ou citoyens », comme un secteur complémentaire des médias de service public et des médias commerciaux, et notant qu'il existe des médias associatifs dans de nombreux Etats membres du Conseil de l'Europe et dans plus de 115 pays du monde ;

Convaincu que les médias associatifs, qui, par définition et par nature, sont proches de leur public, répondent à maints besoins sociétaux et remplissent des fonctions que ni les médias commerciaux ni les médias de service public ne peuvent satisfaire ou assumer pleinement ;

Reconnaissant que les médias associatifs contribuent à encourager le débat public, le pluralisme politique et la sensibilisation à des opinions diverses, notamment en offrant la possibilité à des groupes variés de la société – incluant des minorités culturelles, linguistiques, ethniques, religieuses ou autres – de recevoir et de communiquer des informations, de s'exprimer et d'échanger des idées ;

Conscient que, dans le paysage médiatique profondément transformé d'aujourd'hui, les médias associatifs peuvent jouer un rôle important, notamment en promouvant la cohésion sociale, le dialogue interculturel et la tolérance, et en favorisant l'engagement de la population et la participation démocratique aux niveaux local et régional, ainsi que le montrent certaines études ;

Reconnaissant que les médias associatifs minoritaires, en utilisant la langue de leur public, sont effectivement en mesure de toucher un public minoritaire ;

Conscient que les médias associatifs peuvent jouer un rôle positif en matière de cohésion sociale et de dialogue interculturel, mais que, dans certains cas, ils peuvent aussi contribuer à

l'isolement social ou à l'intolérance ; conscient que, pour éviter ce risque, les médias associatifs devraient toujours respecter les valeurs fondamentales du journalisme et la déontologie commune à l'ensemble des médias ;

Reconnaissant que les médias associatifs contribuent de manière décisive au développement de l'éducation aux médias en faisant directement participer les citoyens au processus de création et de distribution du contenu médiatique ainsi qu'en mettant en place des programmes de formation, aspects essentiels dans l'environnement numérique ;

Reconnaissant le rôle des médias associatifs dans le développement de l'innovation et de la créativité des citoyens, éléments indispensables à la diversification du contenu ;

Notant que les médias associatifs, prenant la forme de radiodiffusion et/ou d'autres projets de médias électroniques, ainsi que de presse écrite, peuvent partager, dans une mesure plus ou moins importante, certaines des caractéristiques suivantes : indépendance des institutions gouvernementales, commerciales et religieuses et des partis politiques ; but non lucratif ; participation volontaire de membres de la société civile à l'élaboration des programmes et à la gestion ; activités à des fins d'avancée sociale et dans l'intérêt des citoyens ; appartenance et compte rendu aux communautés locales et/ou aux communautés d'intérêt qu'ils servent ; attachement à des pratiques inclusives et interculturelles,

Déclare son soutien aux médias associatifs afin de les aider à jouer un rôle positif pour la cohésion sociale et le dialogue interculturel, et, dans ce contexte :

i. Reconnaît les médias associatifs en tant que secteur médiatique distinct, parallèle aux médias de service public et aux médias commerciaux et, à cet égard, souligne la nécessité d'examiner la façon d'adapter les cadres juridiques permettant la reconnaissance et le développement des médias associatifs, ainsi que l'exécution adéquate de leurs fonctions sociales ;

ii. Attire l'attention sur le caractère souhaitable du fait d'attribuer aux médias associatifs, dans la mesure du possible, suffisamment de fréquences, à la fois dans les environnements analogique et numérique, en veillant à ce qu'ils ne soient pas défavorisés une fois réalisée la transition vers l'environnement numérique ;

iii. Souligne la nécessité d'élaborer et/ou de promouvoir des programmes éducatifs et professionnels pour toutes les communautés, afin de les encourager à exploiter pleinement toutes les plates-formes technologiques possibles ;

iv. Insiste sur le caractère souhaitable du fait :

- a. de reconnaître la valeur sociale des médias associatifs et d'étudier la possibilité de financer, directement et indirectement, ce secteur aux niveaux national, régional et local, tout en tenant dûment compte des aspects concurrentiels ;
- b. d'encourager les études de bonnes pratiques dans les médias associatifs et de faciliter la coopération et l'échange de bonnes pratiques entre les médias associatifs, y compris avec ceux d'autres régions du monde, ainsi qu'avec d'autres médias intéressés, par exemple dans le cadre d'échanges de programmes et de contenus ou de mise en place conjointe de projets ;

- c. de faciliter le renforcement des capacités et la formation du personnel des médias associatifs, notamment par des programmes de formation continue et d'éducation aux médias, ainsi que par l'échange de personnel et de bénévoles avec d'autres médias et par des stages, qui pourraient accroître la qualité des programmes des médias associatifs ;
- d. d'encourager la contribution des médias au dialogue interculturel par des initiatives telles que la création d'un réseau d'échange d'informations et le soutien ou l'aide à des initiatives qui existent déjà dans ce domaine en Europe ;
- v. Invite les médias associatifs à être conscients du rôle qu'ils jouent dans la promotion de la cohésion sociale et du dialogue interculturel, et, à cette fin, à élaborer et à adopter, ou, le cas échéant, à réviser les codes de déontologie ou les lignes directrices internes, et à veiller à leur respect.

CONSEIL DE L'EUROPE
COMITÉ DES MINISTRES

Déclaration Decl-13.01.2010

du Comité des Ministres
sur des mesures visant à favoriser le respect de l'article 10
de la Convention européenne des droits de l'homme

*(adoptée par le Comité des Ministres le 13 janvier 2010,
lors de la 1074^e réunion des Délégués des Ministres)*

La liberté d'expression et d'information, y compris la liberté des médias, sont indispensables à une véritable démocratie et aux processus démocratiques. Lorsque ces libertés ne sont pas respectées, l'obligation de rendre des comptes et la prééminence du droit risquent également d'en pâtir. Tous les Etats membres du Conseil de l'Europe se sont engagés à reconnaître à toute personne relevant de leur juridiction le droit fondamental à la liberté d'expression et d'information, conformément à l'article 10 de la Convention européenne des droits de l'homme.

« 1. Toute personne a droit à la liberté d'expression. Ce droit comprend la liberté d'opinion et la liberté de recevoir ou de communiquer des informations ou des idées sans qu'il puisse y avoir ingérence d'autorités publiques et sans considération de frontière. Le présent article n'empêche pas les Etats de soumettre les entreprises de radiodiffusion, de cinéma ou de télévision à un régime d'autorisations.

2. L'exercice de ces libertés comportant des devoirs et des responsabilités peut être soumis à certaines formalités, conditions, restrictions ou sanctions prévues par la loi, qui constituent des mesures nécessaires, dans une société démocratique, à la sécurité nationale, à l'intégrité territoriale ou à la sûreté publique, à la défense de l'ordre et à la prévention du crime, à la protection de la santé ou de la morale, à la protection de la réputation ou des droits d'autrui, pour empêcher la divulgation d'informations confidentielles ou pour garantir l'autorité et l'impartialité du pouvoir judiciaire. »

Le mécanisme de mise en œuvre prévu par la Convention européenne des droits de l'homme, à savoir la Cour européenne des droits de l'homme, s'occupe des violations alléguées de l'article 10 dont est saisie la Cour après épuisement des voies de recours internes. Ce mécanisme a permis, avec la procédure d'exécution, d'obtenir des résultats considérables et il continue de contribuer à l'amélioration du respect du droit fondamental à la liberté d'expression et d'information.

En plus de la réparation des violations, il y a d'autres moyens de protection et de promotion de la liberté d'expression et d'information et de la liberté des médias qui constituent des éléments essentiels de toute stratégie visant à renforcer la démocratie. Le Conseil de l'Europe a adopté en la matière un ensemble non négligeable de normes qui fournissent des orientations aux Etats membres. Il est important de renforcer la mise en œuvre de ces normes

dans le droit et la pratique des Etats membres. C'est pourquoi l'action en faveur du respect de l'article 10 de la Convention européenne des droits de l'homme constitue l'une des priorités du Conseil de l'Europe. Elle nécessite le soutien, l'engagement et la coopération actifs de tous les Etats membres.

Divers organes et institutions du Conseil de l'Europe ont, dans le cadre de leurs mandats respectifs, la capacité de contribuer à la protection et à la promotion de la liberté d'expression et d'information et de la liberté des médias. Le Comité des Ministres, l'Assemblée parlementaire, le Secrétaire Général, le Commissaire aux droits de l'homme et d'autres organes sont tous actifs dans ce domaine. Il faut aussi reconnaître, pour s'en féliciter, les mesures prises par d'autres institutions, telles que le Représentant de l'Organisation pour la coopération et la sécurité en Europe (OSCE) sur la liberté des médias, ainsi que par des organisations qui font partie de la société civile.

Le Comité des Ministres se félicite des propositions formulées par le Comité directeur sur les médias et les nouveaux services de communication (CDMC) pour accroître le potentiel dont disposent les organes et institutions du Conseil de l'Europe afin de favoriser, dans le cadre de leurs mandats respectifs, le respect de l'article 10 de la Convention européenne des droits de l'homme.

Dans le droit fil de ces propositions, le Comité des Ministres invite le Secrétaire Général à prendre des dispositions pour améliorer la collecte et le partage des informations, et pour renforcer la coordination entre les secrétariats des différents organes et institutions du Conseil de l'Europe, sans préjudice de leurs mandats respectifs et de l'indépendance desdits organes et institutions.

Le Comité des Ministres appelle tous les Etats membres à coopérer avec les organes et institutions pertinents du Conseil de l'Europe pour assurer le respect des normes pertinentes du Conseil de l'Europe dans leur droit et pratique internes, guidés par un esprit de dialogue et de coopération.

Le Secrétaire Général est invité en outre à rendre compte au Comité des Ministres et à l'Assemblée parlementaire de la mise en œuvre des dispositions ci-dessus et à procéder dans un délai de trois ans à une évaluation de leur fonctionnement et de leur efficacité.

CONSEIL DE L'EUROPE
COMITÉ DES MINISTRES

Déclaration 26.05.10

du Comité des Ministres sur une participation accrue des Etats membres aux questions de gouvernance de l'Internet – Comité consultatif gouvernemental (GAC) de l'Internet Corporation for Assigned Names and Numbers (ICANN)

*(adoptée par le Comité des Ministres le 26 mai 2010,
lors de la 1085e réunion des Délégués des Ministres)*

1. Tous les Etats membres du Conseil de l'Europe se sont engagés à reconnaître à toute personne relevant de leur juridiction les droits et les libertés définis dans la Convention européenne des droits de l'homme.
2. L'Internet et les autres technologies de l'information et de la communication (TIC) permettent de promouvoir l'exercice et la jouissance des droits de l'homme et des libertés fondamentales ; par conséquent, ils ont une valeur de service public élevée⁵³. Le fait de faciliter l'accès à l'Internet et aux TIC et leur utilisation, ainsi que leur protection, devrait donc être une priorité pour les politiques des Etats membres en matière de gouvernance de l'Internet.
3. L'Agenda de Tunis pour la société de l'information⁵⁴ définit la gouvernance de l'Internet comme étant « l'élaboration et l'application par les Etats, le secteur privé et la société civile, chacun selon son rôle, de principes, normes, règles, procédures de prise de décision et programmes communs propres à modeler l'évolution et l'utilisation de l'Internet ». En outre, il réaffirme que « la gestion de l'Internet couvre aussi bien des questions d'ordre technique que des questions de politique générale et doit impliquer l'ensemble des parties prenantes et des organisations intergouvernementales et internationales compétentes ». Il reconnaît que « en ce qui concerne les questions d'intérêt général qui se rapportent à l'Internet, le pouvoir décisionnel relève de la souveraineté nationale des Etats, lesquels ont des droits et des responsabilités en la matière ». Il souligne également que « les organisations intergouvernementales ont toujours eu et devraient continuer d'avoir pour rôle de faciliter la coordination des questions d'intérêt général qui se rapportent à l'Internet ».
4. Les Etats membres du Conseil de l'Europe ont une responsabilité partagée de prendre des mesures raisonnables visant à garantir le fonctionnement continu, la stabilité, l'ouverture et l'universalité de l'Internet ; la solidarité dans les relations entre Etats est importante dans ce contexte⁵⁵.

⁵³ Recommandation CM/Rec(2007)16 du Comité des ministres aux Etats membres sur des mesures visant à promouvoir la valeur de service public de l'Internet.

⁵⁴ L'Agenda de Tunis pour la société de l'information a été adopté lors de la seconde phase du Sommet mondial de l'ONU sur la société de l'information (SMSI), qui s'est tenu à Tunis du 16 au 18 novembre 2005.

⁵⁵ Résolution sur la gouvernance de l'Internet et les ressources critiques de l'Internet, adoptée par les 47 Etats membres du Conseil de l'Europe lors de la 1ère Conférence du Conseil de l'Europe des ministres responsables des médias et des nouveaux services de communication (Reykjavik, 28-29 mai 2009).

5. A l'égard de l'internet, le pouvoir décisionnel public et les responsabilités s'y rapportant doivent s'intéresser à la coordination technique de ressources mondiales communes d'une part, et aux droits de l'homme et aux libertés fondamentales d'autre part, en particulier la liberté d'expression, la vie privée et la liberté de réunion. Les droits protégés par la Convention européenne des droits de l'homme et ses protocoles s'étendent aussi aux questions liées à la sécurité et à l'intégrité physiques, à l'éducation et à la propriété.

6. Il convient de reconnaître et de saluer le rôle de chef de file du secteur privé dans la gestion des ressources critiques de l'internet et les efforts permanents des acteurs privés pour promouvoir l'universalité de l'internet et garantir la stabilité, la sécurité, la solidité et la fiabilité de ses réseaux.

7. Plus particulièrement, l'*Internet Corporation for Assigned Names and Numbers* (ICANN) joue un rôle clé pour garantir la stabilité opérationnelle, la sécurité et la fiabilité de l'internet. En remplissant sa mission et conformément aux objectifs de l'Agenda de Tunis, l'ICANN a adopté une approche multipartite dans ses structures organisationnelles et ses processus et encourage un développement de politiques ouvert et transparent.

8. Le Comité consultatif gouvernemental (*Governmental Advisory Committee – GAC*) de l'ICANN peut jouer un rôle clé pour garantir que les décisions techniques sur la gestion des ressources de l'internet et les activités menées à ce sujet relevant de la compétence de l'ICANN tiennent pleinement compte des objectifs du droit international relatif aux droits de l'homme et autres objectifs d'intérêt général. Le GAC est également en mesure de contribuer à promouvoir la transparence et l'obligation de rendre des comptes dans la gestion de ces ressources.

9. A l'heure actuelle, les services du secrétariat du GAC dépendent d'accords ad hoc conclus par des autorités nationales spécifiques. La Commission européenne a facilité ces services par le passé. Des efforts sont actuellement déployés pour mettre en place un secrétariat compétent, indépendant et plus stable pour le GAC.

10. Le Conseil de l'Europe devrait encourager la prise en compte des libertés et des droits fondamentaux dans les processus de décision politique de l'ICANN. Lors de la conférence de Reykjavik en 2009, les ministres responsables des médias et des nouveaux services de communication du Conseil de l'Europe se sont engagés à examiner plus avant la pertinence des valeurs du Conseil de l'Europe dans ce domaine et, si nécessaire, à déterminer les moyens de conseiller les diverses entreprises, agences et organisations qui gèrent les ressources critiques de l'internet au niveau transnational. Cela permettrait de s'assurer qu'elles prennent pleinement en compte le droit international, y compris des droit de l'homme. De plus, le cas échéant, une surveillance internationale de la gestion de ces ressources ainsi qu'une obligation de rendre des comptes devraient être encouragées.

11. Par conséquent, le Comité des Ministres :

– encourage la participation active de tous les Etats membres du Conseil de l'Europe au GAC ou à d'autres formes d'implication dans le travail de l'ICANN, en vue de promouvoir les valeurs et les normes du Conseil de l'Europe dans la gouvernance multiacteur de l'internet ;

– invite le Secrétaire Général à prendre des dispositions pour que le Conseil de l'Europe participe en tant qu'observateur aux activités du GAC et à étudier, en consultation avec le

GAC, l'ICANN et d'autres parties prenantes concernées, les moyens par lesquels le Conseil de l'Europe peut contribuer aux arrangements concernant le secrétariat du GAC, sous réserve de neutralité budgétaire.

CONSEIL DE L'EUROPE
COMITÉ DES MINISTRES

Résolution (88)15

instituant un fonds européen de soutien à la coproduction et à la diffusion des œuvres de création cinématographiques et audiovisuelles («Eurimages»)

*(adoptée par le Comité des Ministres le 26 octobre 1988,
lors de la 420e réunion des Délégués des Ministres,
et révisée par les Résolutions (89) 6, (90) 34, (92) 3, (93) 10 et (95) 4)*

Les Représentants au Comité des Ministres de la Belgique, de Chypre, du Danemark, de la France, de l'Allemagne, de la Grèce, de l'Italie, du Luxembourg, des Pays-Bas, du Portugal, de l'Espagne et de la Suède⁵⁶,

Considérant la Convention culturelle européenne ;

Considérant la Résolution (86) 3 du Comité des Ministres sur la coopération culturelle européenne ;

Considérant la Résolution no 1 sur la promotion des œuvres audiovisuelles européennes adoptée par la 1re Conférence ministérielle européenne sur la politique des communications de masse, tenue à Vienne les 9 et 10 décembre 1986 ;

Considérant les Recommandations du Comité des Ministres no R (86) 3 sur la promotion de la production audiovisuelle en Europe et no R (87) 7 relative à la distribution de films en Europe ;

Considérant les travaux de la 5e Conférence des ministres européens responsables des affaires culturelles, tenue à Sintra du 15 au 17 septembre 1987, et de la réunion informelle des ministres européens responsables des affaires culturelles, tenue à Bruxelles les 13 et 14 septembre 1988, ainsi que les conclusions du Colloque sur la codistribution des films dans l'espace européen organisé par le Comité d'experts gouvernementaux du cinéma du Conseil de la coopération culturelle, tenu à Rimini les 3 et 4 juillet 1987 ;

Conscients que le développement continu de la technologie de l'information et de la communication ainsi que l'apparition à large échelle de nouveaux canaux de transmission et de diffusion entraîneront une intensification de la demande de programmes et une compétition accrue sur le marché des programmes ;

Soucieux, en conséquence, de favoriser la coproduction et la distribution d'œuvres de création cinématographiques et audiovisuelles afin de tirer pleinement profit des possibilités qu'offrent

⁵⁶ Les Etats suivants sont devenus membres du fonds : l'Islande, 26 janvier 1989 ; la Norvège, 26 janvier 1989 ; la Suisse, 26 janvier 1989 ; la Hongrie, 1er janvier 1990 ; la Finlande, 5 février 1990 ; la Turquie, 28 février 1990 ; l'Autriche, 5 février 1991 ; la Pologne, 19 septembre 1991 ; l'Irlande, 1er septembre 1992 ; la Bulgarie, 1er janvier 1993 ; le Royaume-Uni, 1er avril 1993 ; la République tchèque, 1er janvier 1994.

les nouvelles techniques de communication, ainsi que de répondre aux défis culturels et économiques posés par leur développement ;

Désireux d'intensifier en la matière les échanges et la coopération afin de stimuler une production cinématographique et audiovisuelle en tant que facteur important de la promotion de l'identité culturelle européenne ;

Désireux de prendre à cet effet, sur le plan financier, des mesures concrètes destinées à encourager la création d'œuvres cinématographiques et audiovisuelles ainsi que leur diffusion et, par là même, le développement des industries de programmes ;

Vu la Résolution (51) 62 du Comité des Ministres, concernant les accords partiels ;

Vu la décision prise par le Comité des Ministres lors de la 420^e réunion des Délégués des Ministres (octobre 1988) autorisant les Etats membres qui le souhaitent à mettre en œuvre ces objectifs dans le cadre du Conseil de l'Europe sous forme d'accord partiel,

Décident d'instituer un fonds européen de soutien à la coproduction et à la diffusion des œuvres de création cinématographiques et audiovisuelles qui sera régi par les règles suivantes :

1. But et fonctions du fonds⁵⁷

1.1. Le Fonds européen de soutien à la coproduction et à la diffusion des œuvres de création cinématographiques et audiovisuelles – ci-après dénommé le «fonds» – a pour but d'encourager par tout moyen défini par le comité de direction la coproduction, la distribution, la diffusion et l'exploitation d'œuvres de création cinématographiques et audiovisuelles, notamment en contribuant au financement de la coproduction, de la distribution, de la diffusion et de l'exploitation.

1.2. Le fonds reçoit, détient et engage les ressources qui lui sont affectées conformément au paragraphe 4 ci-dessous, en exécution des décisions prises par le comité de direction établi en vertu du paragraphe 2 ci-dessous.

1.3. Par décision du comité de direction, le fonds peut conclure des arrangements avec toute organisation poursuivant des objectifs d'intérêt cinématographique et audiovisuel en vue d'assurer une coordination de leurs tâches.

1.4. Le siège du fonds est situé à Strasbourg.

2. Comité de direction⁵⁸

2.1. Chaque Etat membre du fonds désigne un représentant au comité de direction.

2.2. Le comité de direction prend toutes décisions relatives à l'octroi des aides financières. Il définit la politique et les modalités d'octroi des aides en s'assurant au préalable que les

⁵⁷ Révisé conformément aux dispositions de la Résolution (93) 10, adoptée par le Comité des Ministres le 13 avril 1993, lors de la 492^e réunion des Délégués des Ministres.

⁵⁸ Révisé conformément aux dispositions de la Résolution (95) 4, adoptée par le Comité des Ministres le 7 juin 1995, lors de la 540^e réunion des Délégués des Ministres.

œuvres retenues remplissent en particulier les critères culturels conformes aux objectifs du fonds. Il veille également à l'emploi le plus efficace des ressources du fonds.

2.3. Le comité de direction assure la gestion du fonds. A cet effet, il peut se faire assister par des experts et des personnalités représentatives des milieux professionnels intéressés.

2.4. Le comité de direction adopte son règlement intérieur.

Il prend les décisions à la majorité des deux tiers des voix exprimées, chaque Etat membre du fonds disposant d'une voix. Les décisions ainsi prises sont valables lorsque cette majorité représente la moitié du capital versé au fonds calculée sur la base du montant de la contribution versée par chacun des Etats membres du fonds.

Toutefois, les décisions de procédure sont prises à la majorité des voix exprimées.

2.5. Le comité de direction invite le représentant d'un membre associé à assister à ses réunions chaque fois que ce membre associé est directement concerné par l'un des points à l'ordre du jour. Le membre associé a le droit de vote sur un tel point et les règles de vote contenues dans le paragraphe 2.4 ci-dessus s'appliquent en conséquence.

3. Vérification des comptes⁵⁹

3.1. Les comptes du fonds sont vérifiés par la Commission de vérification des comptes du Conseil de l'Europe.

3.2. La Commission de vérification des comptes examine les comptes du fonds et vérifie l'exactitude du compte de gestion et du bilan. Elle vérifie en outre si les ressources du fonds ont été utilisées aux fins prévues. Elle établit un rapport annuel sur la situation financière du fonds qui est communiqué aux gouvernements des Etats membres du fonds. Le rapport est également communiqué au Comité des Ministres.

4. Ressources du fonds⁶⁰

4.1. Les ressources du fonds sont constituées par :

- a. les contributions annuelles de chaque Etat membre et membre associé du fonds ;
- b. les sommes provenant du remboursement des prêts ;
- c. tous autres versements, dons ou legs, sous réserve de la disposition prévue au paragraphe 4.3 ci-dessous.

4.2. Les contributions des Etats membres et membres associés du fonds sont fixées, chaque année, par les représentants des Etats au comité de direction, mandatés à cette fin par leurs gouvernements respectifs.

4.3. L'affectation au fonds de versements, dons ou legs visés au paragraphe 4.1.c ci-dessus, excédant le montant fixé par le comité de direction, est subordonnée à l'accord de ce dernier.

⁵⁹ Révisé conformément aux dispositions de la Résolution (89) 6, adoptée par le Comité des Ministres le 15 juin 1989, lors de la 427e réunion des Délégués des Ministres.

⁶⁰ Révisé conformément aux dispositions de la Résolution (95) 4, adoptée par le Comité des Ministres le 7 juin 1995, lors de la 540e réunion des Délégués des Ministres.

4.4. Les avoirs du fonds sont acquis et détenus au nom du Conseil de l'Europe et bénéficient comme tels des privilèges et immunités conférés aux avoirs du Conseil en vertu des accords en vigueur. Les avoirs du fonds ne peuvent être confondus avec les autres avoirs du Conseil de l'Europe.

5. Conditions d'octroi des aides financières^{61, 62, 63, 64}

5.1. Le comité de direction peut accorder des aides financières aux personnes physiques ou morales, relevant de la législation de l'un des Etats membres du fonds, qui produisent des œuvres cinématographiques et/ou audiovisuelles ainsi qu'aux personnes qui les distribuent, les diffusent ou les exploitent.

5.2. En prenant sa décision relative à l'octroi d'une aide, le comité de direction tient compte de la qualité de l'œuvre et s'assure que celle-ci est de nature à refléter et à promouvoir l'apport des différentes composantes nationales à l'identité culturelle européenne.

5.3. Les aides à la coproduction peuvent être accordées pour des coproductions ayant leur origine dans des Etats membres du fonds, auxquelles participent au moins trois coproducteurs relevant d'Etats membres du fonds.

Ces aides peuvent également bénéficier aux coproductions associant des coproducteurs ressortissant d'Etats membres du fonds d'une part et des coproducteurs ressortissant d'Etats membres associés ou non membres du fonds d'autre part, à condition que l'apport de ces derniers n'excède pas 30 % du coût de la réalisation de la coproduction.

L'apport, de source privée ou publique, de chacun des coproducteurs relevant des Etats membres du fonds ne peut être supérieur à 70 % du coût de la réalisation de la coproduction.

5.4. Les aides à la coproduction d'œuvres cinématographiques et audiovisuelles sont attribuées aux coproductions d'œuvres destinées en priorité à une exploitation cinématographique ainsi qu'aux coproductions d'œuvres destinées en priorité à une diffusion par les organismes de télévision ou de câblodistribution lorsque ces œuvres sont produites par des producteurs indépendants des organismes de diffusion.

5.5. Les aides à la distribution, à la diffusion et à la promotion d'une œuvre cinématographique ou audiovisuelle ayant son origine dans un ou plusieurs Etats membres du fonds sont accordées en vue de la couverture des dépenses prévues dans la demande de soutien pour la fabrication de copies, le sous-titrage et/ou le doublage ainsi que le recours à différents moyens de promotion. Une aide ne peut excéder 50 % de ces dépenses.

⁶¹ Révisé conformément aux dispositions de la Résolution (90) 34, adoptée par le Comité des Ministres le 30 novembre 1990, lors de la 449e réunion des Délégués des Ministres.

⁶² Révisé conformément aux dispositions de la Résolution (92) 3, adoptée par le Comité des Ministres le 10 février 1992, lors de la 470e réunion des Délégués des Ministres.

⁶³ Révisé conformément aux dispositions de la Résolution (93) 10, adoptée par le Comité des Ministres le 13 avril 1993, lors de la 492e réunion des Délégués des Ministres.

⁶⁴ Révisé conformément aux dispositions de la Résolution (95) 4, adoptée par le Comité des Ministres le 7 juin 1995, lors de la 540e réunion des Délégués des Ministres.

5.6. Les aides à l'exploitation sont accordées pour soutenir et développer l'exploitation d'œuvres cinématographiques ou audiovisuelles européennes dans les Etats membres du fonds.

5.7. Les distributeurs et les exploitants ressortissant d'un Etat membre associé peuvent bénéficier du programme d'aide à la distribution et aux salles.

5.8. Les aides sont accordées sous forme de subventions, prêts à taux avantageux ou avances sur recettes.

6. Adhésion et retrait⁶⁵

6.1. Tout Etat membre du Conseil de l'Europe pourra, à tout moment, devenir membre ou membre associé du fonds par notification adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

6.2. Un Etat européen non membre du Conseil de l'Europe peut adhérer au fonds soit comme membre, soit comme membre associé, à condition que sa demande ait été acceptée à l'unanimité des Etats membres du fonds. L'Union européenne peut également adhérer au fonds à cette même condition.

6.3. Les Etats membres du fonds, représentés au sein du comité de direction, devront convenir, pour tout nouvel Etat membre ou membre associé du fonds et en accord avec celui-ci, du pourcentage de sa contribution financière annuelle par rapport à la contribution globale affectée au fonds par les Etats.

6.4. Tout Etat membre ou membre associé peut se retirer du fonds après un préavis de six mois précédant la fin de l'exercice en cours.

7. Secrétariat

7.1. Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe assurera le secrétariat du fonds.

8. Fonctionnement⁶⁶

8.1. Les dépenses afférentes au fonctionnement du fonds sont réparties comme suit :

a. les frais de voyage et de séjour des participants aux réunions du fonds sont à la charge de chaque Etat membre ou membre associé du fonds ;

b. les frais correspondant à la mise en œuvre des décisions du comité de direction et les frais communs de secrétariat (documents, personnel, missions, traduction, interprétation, ainsi que toutes autres dépenses spécifiques liées au fonctionnement du fonds) font l'objet d'un budget d'accord partiel financé par les Etats membres et membres associés du fonds.

⁶⁵ Révisé conformément aux dispositions de la Résolution (95) 4, adoptée par le Comité des Ministres le 7 juin 1995, lors de la 540e réunion des Délégués des Ministres.

⁶⁶ Révisé conformément aux dispositions de la Résolution (95) 4, adoptée par le Comité des Ministres le 7 juin 1995, lors de la 540e réunion des Délégués des Ministres.

CONSEIL DE L'EUROPE
COMITÉ DES MINISTRES

Résolution (89)6

portant modification de la Résolution (88) 15 instituant un fonds européen de soutien à la coproduction et à la diffusion des œuvres de création cinématographiques et audiovisuelles («Eurimages»)

*(adoptée par le Comité des Ministres le 15 juin 1989,
lors de la 427^e réunion des Délégués des Ministres)*

Les Représentants au Comité des Ministres de la Belgique, de Chypre, du Danemark, de la France, de la République Fédérale d'Allemagne, de la Grèce, de l'Islande, de l'Italie, du Luxembourg, de la Norvège, des Pays-Bas, du Portugal, de l'Espagne, de la Suède, de la Suisse et de la Suisse,

Vu la Résolution (88) 15, règle 3, définissant les fonctions d'un comité de surveillance du fonds ;

Considérant qu'il convient de modifier ladite règle 3 de la Résolution (88) 15,

Décident :

Article unique

La règle 3 de la Résolution (88) 15 est modifiée et se lit comme suit :

"3. Vérifications des comptes

3.1. Les comptes du fonds sont vérifiés par la Commission de vérification des comptes du Conseil de l'Europe.

3.2. La Commission de vérification des comptes examine les comptes du fonds et vérifie l'exactitude du compte de gestion et du bilan. Elle vérifie en outre si les ressources du fonds ont été utilisées aux fins prévues. Elle établit un rapport annuel sur la situation financière du fonds qui est communiqué aux gouvernements des Etats membres du fonds. Le rapport est également communiqué au Comité des Ministres."

CONSEIL DE L'EUROPE
COMITÉ DES MINISTRES

Résolution (92)3

portant modification de la Résolution (88) 15 instituant un fonds européen de soutien à la coproduction et à la diffusion des œuvres de création cinématographiques et audiovisuelles («Eurimages»)

(adoptée par le Comité des Ministres le 10 février 1992,
lors de la 470e réunion des Délégués des Ministres)

Les Représentants au Comité des Ministres de l'Autriche, de la Belgique, de Chypre, du Danemark, de la Finlande, de la France, de l'Allemagne, de la Grèce, de la Hongrie, de l'Islande, de l'Italie, du Luxembourg, des Pays-Bas, de la Norvège, de la Pologne, du Portugal, de l'Espagne, de la Suède, de la Suisse et de la Turquie,

Vu la Résolution (88) 15, règle 5, paragraphe 4, définissant les conditions auxquelles les coproductions peuvent bénéficier de l'aide d'Eurimages, et indiquant en particulier le nombre minimal requis de coproducteurs relevant d'Etats membres du fonds, ainsi que la participation financière maximale de chacun des coproducteurs relevant d'Etats membres du fonds ;

Considérant qu'il convient de modifier ladite règle 5, paragraphe 4, de la Résolution (88) 15,

Décident :

Article unique

La règle 5, paragraphe 4, de la Résolution (88) 15 est modifiée comme suit :

«5.4. Les aides à la coproduction peuvent être accordées pour des coproductions auxquelles participent au moins trois coproducteurs relevant d'Etats membres du fonds. Dans les cas des documentaires de création, le comité de direction peut déroger à cette règle.

Ces aides peuvent également bénéficier aux productions associant des coproducteurs ressortissant d'Etats membres du fonds et des coproducteurs ressortissant d'Etats non membres du fonds, à condition que l'apport de ces derniers n'excède pas 30% du coût de la réalisation de la coproduction.

L'apport, de source privée ou publique, de chacun des coproducteurs relevant des Etats membres du fonds ne peut être supérieur à 60 % du coût de la réalisation de la coproduction. Le cas échéant, le comité de direction peut déroger à cette règle.»

CONSEIL DE L'EUROPE
COMITÉ DES MINISTRES

Résolution (92)70

portant création de l'Observatoire Européen de l'Audiovisuel

*(adoptée par le Comité des Ministres le 15 décembre 1992,
lors de la 485e réunion des Délégués des Ministres)*

Les Représentants au Comité des Ministres de l'Autriche, de la Belgique, de la Bulgarie, de Chypre, de la Tchécoslovaquie, du Danemark, de la Finlande, de la France, de l'Allemagne, de la Grèce, de la Hongrie, de l'Islande, de l'Irlande, de l'Italie, du Liechtenstein, du Luxembourg, de Malte, des Pays-Bas, de la Norvège, de la Pologne, du Portugal, de l'Espagne, de la Suède, de la Suisse, de la Turquie et du Royaume-Uni,

Convaincus que l'institution d'un Observatoire européen de l'audiovisuel contribuerait de manière significative, d'une part, à répondre aux besoins en information des milieux professionnels de l'audiovisuel et, d'autre part, à promouvoir une plus grande transparence du marché ;

Vu la Déclaration commune adoptée par les ministres et les représentants de vingt-six Etats et par le Président de la Commission des Communautés européennes à Paris le 2 octobre 1989 ;

Considérant que, par ladite déclaration, le Comité des coordonnateurs EUREKA Audiovisuel a été chargé d'examiner la question relative à l'institution, au rôle, à l'organisation ainsi qu'aux modalités de mise en place et de fonctionnement d'un Observatoire européen de l'audiovisuel, en coopération avec les professionnels du secteur, en tirant le meilleur profit des moyens existant dans les Etats participants et les institutions européennes ;

Notant, en outre, qu'aux termes de ladite déclaration les missions de l'Observatoire seraient de collecter et de traiter les informations et les statistiques existantes ainsi que de définir les éventuels besoins complémentaires, ces données devant être mises à la disposition des professionnels ;

Considérant également que, dans ce contexte, le Conseil de l'Europe a été invité à examiner les mesures qu'il pourrait prendre pour appuyer les activités de cet Observatoire ;

Notant que, par la déclaration adoptée lors de la Conférence ministérielle d'EUREKA Audiovisuel (Helsinki, le 12 juin 1992), il a été décidé de créer, selon les modalités fixées par ladite déclaration, un Observatoire européen de l'audiovisuel, doté pendant la phase pilote d'un budget annuel maximal de 2 millions d'ECU ;

Vu les conclusions du Comité des coordonnateurs EUREKA Audiovisuel relatives aux conditions d'établissement et de fonctionnement de l'Observatoire ;

Vu l'arrangement entre le Conseil de l'Europe et la Communauté européenne, conclu le 16 juin 1987 ;

Vu la Résolution (51) 62 du Comité des Ministres, concernant les accords partiels ;

Vu la décision prise par le Comité des Ministres, lors de la 485e réunion des Délégués des Ministres, le 15 décembre 1992, autorisant les Etats membres qui le souhaitent à mettre en œuvre des objectifs sur la base d'un accord élargi aux membres d'EUREKA Audiovisuel,

Décident ce qui suit :

1. Il est créé un Observatoire européen de l'audiovisuel régi conformément aux dispositions du statut ci-annexé, qui fait partie intégrante de la présente résolution ;
2. L'Observatoire européen de l'audiovisuel est créé pour une période initiale de trois ans à l'issue de laquelle le Comité des coordonnateurs EUREKA Audiovisuel décide de la poursuite éventuelle des activités de l'Observatoire sur la base d'un rapport d'évaluation de celles-ci. Le Comité des Ministres est saisi de ce rapport ;

Notent qu'au cours de la période initiale de trois ans ci-dessus mentionnée le budget annuel maximal de l'Observatoire sera de 2 millions d'ECU.

Annexe à la Résolution (92)70

Statut de l'Observatoire européen de l'audiovisuel

1. But et mission de l'Observatoire

1.1. L'Observatoire européen de l'audiovisuel – ci-après dénommé l'«Observatoire» – a pour but d'améliorer les transferts d'information au sein de l'industrie de l'audiovisuel ainsi que de promouvoir une meilleure perception du marché et sa plus grande transparence. A cet effet, l'Observatoire s'attache notamment à assurer la fiabilité, les possibilités de comparaison et la compatibilité des informations.

1.2. En particulier, l'Observatoire a pour mission de collecter et de traiter les informations et les statistiques relatives au secteur de l'audiovisuel (à savoir les informations juridiques, économiques et sur les programmes) – à l'exclusion de toute activité normative et réglementaire – et de les mettre à la disposition des milieux professionnels et du Comité des coordonnateurs EUREKA Audiovisuel.

1.3. En vue de l'exécution de sa mission, l'Observatoire :

- instaure une coopération entre les fournisseurs publics et privés d'informations ainsi qu'une politique d'utilisation négociée de leur fonds afin de favoriser une large diffusion tout en respectant l'indépendance et la confidentialité des informations fournies par les professionnels ;
- et en place un réseau constitué d'une unité centrale coopérant avec des instituts et des partenaires, qui repose sur les principes de souplesse et de décentralisation en

faisant appel, autant que possible, aux centres et aux instituts existants, en liaison avec lesquels l'Observatoire jouera non seulement un rôle de coordination, mais aussi d'harmonisation.

1.4. En règle générale, les services ainsi assurés par l'Observatoire font l'objet d'une rémunération par les bénéficiaires sur la base de critères déterminés par le conseil exécutif. Toutefois, les membres du conseil exécutif peuvent, en principe, disposer à titre gratuit des informations détenues par l'Observatoire, selon les modalités déterminées par le conseil exécutif.

2. Siège

2.1. Le siège de l'Observatoire est situé à Strasbourg.

3. Membres de l'Observatoire

3.1. Tout membre participant à EUREKA Audiovisuel est ex officio membre de l'Observatoire.

3.2. La perte de la qualité de membre participant à EUREKA Audiovisuel entraîne la perte de la qualité de membre de l'Observatoire.

3.3. Le président du Comité des coordonnateurs EUREKA Audiovisuel notifie au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe toute acquisition ou perte de la qualité de membre participant à EUREKA Audiovisuel.

4. Organes de l'Observatoire

4.1. Les organes de l'Observatoire sont :

- conseil exécutif ;
- comité consultatif.

5. Conseil exécutif

5.1. Le conseil exécutif est composé d'un représentant au titre de chaque membre de l'Observatoire, ce représentant étant en principe celui qui a été désigné au Comité des coordonnateurs EUREKA Audiovisuel.

5.2. Le conseil exécutif élit un Bureau, composé du président du conseil exécutif et de huit membres au maximum de celui-ci, pour remplir les fonctions que le conseil lui confiera.

5.3. Le conseil exécutif prend les décisions que requièrent le fonctionnement et la gestion de l'Observatoire. En particulier, le conseil exécutif :

- i. adopte le budget annuel de l'Observatoire ;
- ii. arrête le programme d'activités de l'Observatoire dans la limite des ressources budgétaires disponibles, ayant recueilli l'avis formulé à cet égard par le comité consultatif ;

- iii. approuve les comptes de l'Observatoire ;
- iv. approuve le rapport d'activités de l'Observatoire ;
- v. choisit le directeur exécutif de l'Observatoire ;
- vi. détermine les langues de travail de l'Observatoire, conformément à la décision prise à cet égard par le Comité des coordonnateurs EUREKA Audiovisuel le 18 septembre 1992 ;

5.4. Le conseil exécutif prend les décisions prévues aux articles 5.3.i, 8.1 et 9.2 à l'unanimité. Il prend les autres décisions à la majorité des deux tiers des voix exprimées.

Toutefois, les décisions de procédure sont prises à la majorité des voix exprimées.

5.5. Chaque membre de l'Observatoire dispose d'une voix. Toutefois, sauf décision contraire du conseil exécutif, tout membre n'ayant pas versé sa contribution obligatoire pour l'exercice financier écoulé ne participe plus à la prise des décisions jusqu'au moment où il aura versé ladite contribution.

5.6. Le conseil exécutif adopte son règlement intérieur.

5.7. Le conseil exécutif adopte son règlement financier, conformément aux dispositions de l'article 8.

5.8. Le conseil exécutif tient au moins une réunion par an, en règle générale en liaison avec une réunion du comité consultatif.

6. Comité consultatif

6.1. Les institutions partenaires de l'Observatoire et les organisations professionnelles représentatives au niveau européen dans le domaine de l'audiovisuel désignent chacune un représentant au comité consultatif. La liste des institutions et des organisations admises à désigner un représentant est arrêtée par le conseil exécutif. Cette liste est mise à jour au moins tous les deux ans.

6.2. S'il le juge approprié, le conseil exécutif peut inviter toute personne ou tout représentant d'une institution ou d'une organisation qui ne figure pas sur la liste ci-dessus mentionnée à participer à tout ou partie d'une réunion du comité consultatif.

6.3. Le comité consultatif est consulté sur le projet de programme d'activités de l'Observatoire ainsi que sur toute autre question que le conseil exécutif juge utile de soumettre au comité consultatif. En formulant ses avis, le comité consultatif peut adopter des recommandations à l'intention du conseil exécutif.

6.4. Le comité consultatif adopte ses avis et ses recommandations à la majorité des deux tiers des voix exprimées, chaque membre disposant d'une voix.

Toutefois, les décisions de procédure sont prises à la majorité des voix exprimées.

6.5. Le comité consultatif adopte son règlement intérieur.

6.6. Le comité consultatif tient une réunion par an. Des réunions supplémentaires peuvent être convoquées par le conseil exécutif, soit à l'initiative de ce dernier, soit à la demande du comité consultatif ou d'une ou plusieurs institutions partenaires ou organisations professionnelles représentées au sein de ce dernier.

7. Ressources financières de l'Observatoire

7.1. Les ressources financières de l'Observatoire sont constituées par :

- a. les contributions annuelles obligatoires des membres de l'Observatoire ;
- b. les contributions volontaires supplémentaires des membres de l'Observatoire ;
- c. les sommes provenant de la rémunération des prestations de l'Observatoire ;
- d. tous autres versements, dons et legs, sous réserve de la disposition prévue au paragraphe 7.3 ci-dessous ;
- e. le résultat créditeur du dernier exercice clos et approuvé.

7.2. Les contributions obligatoires des membres de l'Observatoire sont fixées, chaque année, sur la base de la clé de répartition pour les charges communes en vigueur au sein d'EUREKA Audiovisuel, telle que fixée par le Comité des coordonnateurs d'EUREKA Audiovisuel.

7.3. L'affectation au budget de l'Observatoire de versements, dons ou legs, visés au paragraphe 7.1.d ci-dessus, excédant le montant fixé par le conseil exécutif, est subordonnée à l'accord de ce dernier.

7.4. Les avoirs de l'Observatoire sont acquis et détenus au nom du Conseil de l'Europe et bénéficient comme tels des privilèges et immunités conférés aux avoirs du Conseil en vertu des accords en vigueur. Les avoirs de l'Observatoire ne peuvent être confondus avec les autres avoirs du Conseil de l'Europe.

8. Régime financier

8.1. En dérogation au règlement financier du Conseil de l'Europe, un règlement financier propre à l'Observatoire est adopté par le conseil exécutif et approuvé par le Comité des Ministres.

8.2. Le règlement financier prévoit les dispositions appropriées de contrôle de l'exécution du budget.

9. Secrétariat

9.1. Le secrétariat de l'Observatoire est assuré par le directeur exécutif choisi par le conseil exécutif.

9.2. Le conseil exécutif détermine les effectifs du personnel de l'Observatoire.

9.3. Le directeur exécutif est responsable envers le conseil exécutif de la gestion financière et budgétaire ainsi que de la mise en œuvre du programme d'activités de l'Observatoire. Il/elle est responsable envers le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe pour ce qui concerne l'application du statut des agents. Le personnel sera nommé avec l'accord du directeur exécutif.

CONSEIL DE L'EUROPE
COMITÉ DES MINISTRES

Résolution (97)4

confirmant la continuation de l'Observatoire Européen de l'Audiovisuel

*(adoptée par les Délégués des Ministres le 20 mars 1997,
lors de la 58e réunion des Délégués des Ministres)*

Les Représentants, au Comité des Ministres, de l'Autriche, de la Belgique, de la Bulgarie, de Chypre, de la République tchèque, du Danemark, de l'Estonie, de la Finlande, de la France, de l'Allemagne, de la Grèce, de la Hongrie, de l'Islande, de l'Irlande, de l'Italie, de la Lettonie, du Liechtenstein, de la Lituanie, du Luxembourg, de Malte, des Pays-Bas, de la Norvège, de la Pologne, du Portugal, de la Roumanie, de la Russie, de la Slovaquie, de la Slovénie, de l'Espagne, de la Suède, de la Suisse, de la Turquie et du Royaume-Uni,

Ayant pris acte de la position de la Commission des Communautés européennes - à la suite de l'arrangement conclu le 16 juin 1987 et complété le 5 novembre 1996 entre le Conseil de l'Europe et la Communauté européenne - en faveur de la poursuite des activités de l'Observatoire ;

Vu la Résolution statutaire (93) 28 du Comité des Ministres concernant les accords partiels et élargis et la Résolution (96) 36 établissant les critères relatifs aux accords partiels et élargis du Conseil de l'Europe ;

Vu la Résolution (92) 70, adoptée par le Comité des Ministres le 15 décembre 1992 lors de la 485e réunion des Délégués des Ministres, portant création de l'Observatoire européen de l'audiovisuel pour une période initiale de trois ans, à l'issue de laquelle ses activités devaient faire l'objet d'une évaluation ;

Vu les conclusions d'une évaluation externe des activités et des opérations de l'Observatoire, menée à l'initiative du Comité des coordonnateurs Eureka Audiovisuel ;

Vu également l'opinion et les recommandations du comité consultatif de l'Observatoire, formulées lors de sa 6e réunion du 21 mars 1996, exprimant son soutien à la continuation de l'Observatoire ;

Vu la décision du Comité des coordonnateurs Eureka Audiovisuel, adoptée lors de la réunion du 13 juin 1996 à Cracovie, de recommander la continuation de l'Observatoire européen de l'audiovisuel en accord avec les nouvelles orientations définies lors de cette réunion ;

Vu le projet de statut révisé qui a été approuvé par le conseil exécutif de l'Observatoire lors de sa 15e réunion, à Bruxelles, le 5 février 1997 ;

Notant que cette révision clarifie la situation de l'Observatoire européen de l'audiovisuel en matière de privilèges et d'immunités, notamment en matière fiscale ;

Convaincus que la continuation de la mission de l'Observatoire européen de l'audiovisuel en ce qui concerne la collecte et le traitement d'informations existantes, ainsi que de statistiques, apportera une contribution significative aux besoins d'information des professionnels de l'audiovisuel ainsi qu'à la promotion de la transparence du marché,

Décident de confirmer la continuation de l'Observatoire européen de l'audiovisuel sous la forme d'un accord partiel élargi du Conseil de l'Europe. L'Observatoire sera régi selon les dispositions prévues par le statut révisé figurant en annexe, celui-ci entrant en vigueur dès l'adoption de la présente résolution. Les services et les activités de l'Observatoire seront soumis à des évaluations à intervalles réguliers, en accord avec les dispositions et le calendrier définis par son conseil exécutif. Ces rapports d'évaluation seront transmis au Comité des Ministres.

Annexe à la Résolution (97) 4

Statut de l'Observatoire européen de l'audiovisuel

1. But et mission de l'Observatoire

1.1. L'Observatoire européen de l'audiovisuel - ci-après dénommé l'«Observatoire» - a pour but d'améliorer les transferts d'information au sein de l'industrie de l'audiovisuel ainsi que de promouvoir une meilleure perception du marché et sa plus grande transparence. A cet effet, l'Observatoire s'attache notamment à assurer la fiabilité, les possibilités de comparaison et la compatibilité des informations.

1.2. En particulier, l'Observatoire a pour mission de collecter et de traiter l'information et les statistiques relatives au secteur de l'audiovisuel (à savoir les informations juridiques, économiques, et sur les programmes) - à l'exclusion de toute activité normative et réglementaire - et de les mettre à la disposition des milieux professionnels et du Comité des coordonnateurs Eureka Audiovisuel.

1.3. En vue de l'exécution de sa mission, l'Observatoire :

- instaure une coopération entre les fournisseurs publics et privés d'informations ainsi qu'une politique d'utilisation négociée de leur fonds afin de favoriser une large diffusion tout en respectant l'indépendance et la confidentialité des informations fournies par les professionnel(le)s ;

- met en place un réseau constitué d'une unité centrale coopérant avec des instituts et des partenaires, qui repose sur les principes de souplesse et de décentralisation en faisant appel, autant que possible, aux centres et aux instituts existants, en liaison avec lesquels l'Observatoire jouera non seulement un rôle de coordination, mais aussi d'harmonisation ;

- dispose d'un personnel approprié.

1.4. En règle générale, les services ainsi assurés par l'Observatoire font l'objet d'une rémunération par les bénéficiaires sur la base de critères déterminés par le conseil exécutif. Toutefois, les membres du conseil exécutif peuvent, en principe, disposer à titre gratuit des informations détenues par l'Observatoire, selon les modalités déterminées par le conseil exécutif.

2. Siège

2.1. Les locaux de l'Observatoire sont situés à Strasbourg, siège du Conseil de l'Europe.

3. Membres de l'Observatoire

3.1. Tout membre participant à Eureka Audiovisuel est *ex officio* membre de l'Observatoire.

3.2. La perte de la qualité de membre participant à Eureka Audiovisuel entraîne la perte de la qualité de membre de l'Observatoire.

3.3. Le président du Comité des coordonnateurs Eureka Audiovisuel notifie au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe toute acquisition ou perte de la qualité de membre participant à Eureka Audiovisuel.

4. Organes de l'Observatoire

4.1. Les organes de l'Observatoire sont :

- le conseil exécutif ;
- le comité consultatif.

4.2. En plus, un comité financier exerce uniquement les fonctions visées aux articles 7.3 et 7.5. Cet organe est composé des Représentant(e)s au Comité des Ministres des Etats membres du Conseil de l'Europe qui sont également membres de l'Observatoire, ainsi que de représentant(e)s des autres membres de l'Observatoire.

5. Conseil exécutif

5.1. Le conseil exécutif est composé d'un(e) représentant(e) au titre de chaque membre de l'Observatoire, ce(cette) représentant(e) étant en principe celui(elle) qui a été désigné(e) au Comité des coordonnateurs Eureka Audiovisuel.

5.2. Le conseil exécutif élit un Bureau, composé du(de la) président(e) du conseil exécutif et de huit membres au maximum de celui-ci, pour remplir les fonctions que le conseil lui confiera.

5.3. Le conseil exécutif prend les décisions que requièrent le fonctionnement et la gestion de l'Observatoire. En particulier, le conseil exécutif :

- i. approuve le projet de budget annuel de l'Observatoire, avant sa transmission au comité financier ;

- ii. arrête le programme d'activités de l'Observatoire dans la limite des ressources budgétaires disponibles, ayant recueilli l'avis formulé à cet égard par le comité consultatif ;
- iii. approuve les comptes de l'Observatoire ;
- iv. approuve le rapport d'activités de l'Observatoire, avant sa transmission au Comité des Ministres ;
- v. choisit le(la) directeur(trice) exécutif(tive) de l'Observatoire, en vue de sa nomination par le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe conformément aux dispositions de l'article 9 ;
- vi. détermine les langues de travail de l'Observatoire conformément à la décision prise à cet égard par le Comité des coordonnateurs Eureka Audiovisuel le 18 septembre 1992.

5.4. Le conseil exécutif prend les décisions prévues aux articles 5.3.i, 5.3.iv, 8.1 et 9.2 à l'unanimité. Il prend les autres décisions à la majorité des deux tiers des votes exprimés.

Toutefois, les décisions de procédure sont prises à la majorité des voix exprimées.

5.5. Chaque membre de l'Observatoire dispose d'une voix. Toutefois, sauf décision contraire du conseil exécutif, tout membre n'ayant pas versé sa contribution obligatoire pour l'exercice financier écoulé ne participe plus à la prise des décisions jusqu'au moment où il aura versé ladite contribution.

5.6. Le conseil exécutif adopte son règlement intérieur.

5.7. Le conseil exécutif adopte le règlement financier, conformément aux dispositions de l'article 8.

5.8. Le conseil exécutif tient au moins une réunion par an, en règle générale en liaison avec une réunion du comité consultatif.

6. Comité consultatif

6.1. Les institutions partenaires de l'Observatoire et les organisations professionnelles représentatives au niveau européen dans le domaine de l'audiovisuel désignent chacune un(e) représentant(e) au comité consultatif. La liste des institutions et des organisations admises à désigner un(e) représentant(e) est arrêtée par le conseil exécutif. Cette liste est mise à jour au moins tous les deux ans.

6.2. S'il le juge approprié, le conseil exécutif peut inviter toute personne ou tout(e) représentant(e) d'une institution ou d'une organisation qui ne figure pas sur la liste ci-dessus mentionnée à participer à tout ou partie d'une réunion du comité consultatif.

6.3. Le comité consultatif est consulté sur le projet de programme d'activités de l'Observatoire ainsi que sur toute autre question que le conseil exécutif juge utile de soumettre au comité consultatif. En formulant ses avis, le comité consultatif peut adopter des recommandations à l'intention du conseil exécutif.

6.4. Le comité consultatif adopte ses avis et ses recommandations à la majorité des deux tiers des voix exprimées, chaque membre disposant d'une voix.

Toutefois, les décisions de procédure sont prises à la majorité des voix exprimées.

6.5. Le comité consultatif adopte son règlement intérieur.

6.6. Le comité consultatif tient une réunion par an. Des réunions supplémentaires peuvent être convoquées par le conseil exécutif soit à l'initiative de ce dernier, soit à la demande du comité consultatif ou d'une ou plusieurs institutions partenaires ou organisations professionnelles représentées au sein de ce dernier.

7. Ressources financières de l'Observatoire

7.1. Les ressources financières de l'Observatoire sont constituées par :

- a.* les contributions annuelles obligatoires des membres de l'Observatoire ;
- b.* les contributions volontaires supplémentaires des membres de l'Observatoire ;
- c.* les sommes provenant de la rémunération des prestations de l'Observatoire ;
- d.* tous autres versements, dons et legs, sous réserve de la disposition prévue au paragraphe 7.3 ci-dessous ;
- e.* le résultat créditeur du dernier exercice clos et approuvé.

7.2. Les contributions obligatoires des membres de l'Observatoire sont fixées, chaque année, sur la base de la clé de répartition pour les charges communes en vigueur au sein d'Eureka Audiovisuel, telle que fixée par le Comité des coordonnateurs Eureka Audiovisuel.

7.3. L'affectation au budget de l'Observatoire de versements, dons ou legs, visés au paragraphe 7.1.d ci-dessus, excédant le montant fixé par le conseil exécutif et par le comité financier, est subordonnée à l'accord de ces derniers.

7.4. Les avoirs de l'Observatoire sont acquis et détenus au nom du Conseil de l'Europe et bénéficient comme tels des privilèges et immunités conférés aux avoirs du Conseil en vertu des accords en vigueur.

7.5. Le budget de l'Observatoire est adopté chaque année à l'unanimité par le comité financier.

8. Régime financier

8.1 Un règlement financier propre à l'Observatoire qui respecte les principes généraux établis par le règlement financier du Conseil de l'Europe est adopté par le conseil exécutif et approuvé par le Comité des Ministres.

8.2. Le règlement financier prévoit les dispositions appropriées de contrôle de l'exécution du budget.

9. Secrétariat

9.1. Le secrétariat de l'Observatoire est placé sous l'autorité d'un(e) directeur(trice) exécutif(tive) qui est choisi(e) par le conseil exécutif et nommé(e) par le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

9.2. Le conseil exécutif détermine les effectifs du personnel de l'Observatoire. Le personnel est nommé par le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe avec l'accord du(de la) directeur(trice) exécutif(tive).

9.3. Le(la) directeur(trice) exécutif(tive) gère les finances de l'Observatoire en conformité avec les dispositions du règlement financier de l'Observatoire. Il(elle) est responsable envers le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, en particulier pour ce qui concerne l'application du Statut des agents.

Annexe II
Supplément à DH-MC(2010)001

Sélection de textes adoptés par le Comité des Ministres
(13 janvier 2010 – 21 septembre 2011)

Recommandations et déclarations du Comité des Ministres
dans le domaine des médias et les nouveaux services de communication

Recommandation n° R (90) 10 sur le cinéma pour enfants et adolescents	317
Recommandation n° R (95) 4 sur la protection des données à caractère personnel dans le domaine des services de télécommunication, eu égard notamment aux services téléphoniques	319
Recommandation Rec (2002)5 sur la protection des femmes contre la violence	325
Recommandation CM/Rec(2009)7 sur les politiques cinématographiques nationales et la diversité des expressions culturelles	338
Recommandation CM/Rec(2010)5 sur des mesures visant à combattre la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle ou l'identité de genre	346
Déclaration du Comité des Ministres sur des principes de la gouvernance de l'internet	354
Déclaration du Comité des Ministres sur la neutralité du réseau	357
Recommandation CM/Rec(2011)7 sur une nouvelle conception des médias	359

RECOMMANDATION N° R (90) 10

du Comité des Ministres aux Etats membres sur le cinéma pour enfants et adolescents

(adoptée par le Comité des Ministres le 19 avril 1990,
lors de la 438e réunion des Délégués des Ministres)

1. Le Comité des Ministres, en vertu de l'article 15.b du Statut du Conseil de l'Europe et compte tenu de la Convention Culturelle européenne,
2. Considérant que le but du Conseil de l'Europe est de réaliser une union plus étroite entre ses membres et que ce but peut être atteint au moyen d'une action conduite en commun dans le domaine culturel ;
3. Considérant que les oeuvres cinématographiques sont l'une des formes artistiques dominantes du vingtième siècle, et qu'elles ont un rôle très important à jouer dans l'expression des valeurs culturelles et leur transmission au monde entier ;
4. Considérant que la salle de cinéma est toujours apparue comme étant le meilleur endroit pour voir des films et qu'elle constitue de toute évidence un lieu de convivialité nécessaire dans la localité où elle est implantée ;
5. Considérant qu'il y a des publics nombreux pour des films présentant une valeur culturelle ;
6. Considérant que les besoins spécifiques de leur formation confèrent aux enfants et adolescents une place particulière au sein du public de cinéma ;
7. Considérant que le secteur commercial ne répond qu'exceptionnellement à ces besoins de par ses systèmes actuels de production, de distribution et d'exploitation ;
8. Considérant que, quelles que soient les aides des pouvoirs publics en cette matière, elles demeurent aujourd'hui insuffisantes ;
9. Considérant néanmoins que certains Etats européens prennent actuellement des mesures spécifiques telles que la participation aux frais de production des films faits par des jeunes et/ou destinés à des jeunes, la promotion des circuits de distribution parallèle, une aide indirecte ayant pour but d'encourager les exploitants de salles ;
10. Considérant également le développement de politiques d'initiation à la culture cinématographique dans les systèmes éducatifs ;
11. Considérant que le cinéma et la télévision sont en grande partie interdépendants et que le niveau des productions nationales en Europe ne permet pas aujourd'hui de répondre aux besoins de la télévision en matière de films destinés aux jeunes ;
12. Considérant que, d'une manière générale, des avantages sont à escompter en prodiguant des expériences satisfaisantes du cinéma aux jeunes, notamment parce que les jeunes constituent le public adulte de l'avenir ;
13. Considérant que des études complémentaires permettraient de déterminer si la mise en commun des moyens et des ressources au niveau technique et commercial n'offrirait pas aux producteurs et distributeurs une certaine garantie contre les risques financiers qu'ils courent ;

14. Souhaitant jeter les bases de mesures appropriées, eu égard en particulier aux responsabilités spécifiques du Conseil de l'Europe quant au bien-être et au développement des enfants et adolescents,

15. Recommande aux gouvernements des Etats membres :

a. d'encourager l'adoption de méthodes de coopération appropriées entre le cinéma et la télévision pour la coproduction de films destinés aux jeunes ;

b. d'encourager une coopération étroite entre les industries cinématographiques et les établissements scolaires ;

c. d'étudier et d'instituer toutes mesures d'ordre pratique destinées à promouvoir le doublage et le sous-titrage des films, en tenant compte tout particulièrement des besoins des jeunes ;

d. de veiller à ce qu'il soit aménagé en nombre suffisant des salles et programmations pour la projection de films destinés aux jeunes ;

e. d'encourager les spectacles cinématographiques destinés aux jeunes en apportant des aides financières et/ou fiscales afin de minimiser les facteurs qui rendent ce genre d'activité peu rentable ;

f. d'étudier et d'encourager les méthodes permettant d'assurer à ces films la meilleure couverture dans les médias ;

g. en s'inspirant des modèles qui existent dans certains pays, d'instituer dans les écoles et d'autres institutions pour les jeunes un enseignement systématique axé sur le cinéma et les médias ;

h. de prendre des mesures visant à encourager la coopération entre les écoles de cinéma, les centres de formation au langage de l'image et du son, et autres établissements d'enseignement réservés aux jeunes ;

i. d'encourager les recherches destinées à déterminer quels types de films sont à la fois les plus intéressants et les plus formateurs pour les jeunes ;

j. d'entreprendre des études sur tous les aspects du cinéma, en vue d'établir des systèmes efficaces de production, de distribution et de financement des films destinés aux jeunes ;

k. d'encourager les activités didactiques dans certains domaines du cinéma destinés aux jeunes, notamment les vidéothèques, les ciné-clubs, les festivals, les colloques et séminaires, ainsi que les projets de production spéciaux prévoyant la participation et la contribution créative des jeunes ;

l. de favoriser une meilleure connaissance et diffusion des films pour la jeunesse en soutenant la coopération d'organismes et institutions spécialisés dans leurs efforts visant à constituer un répertoire ou une banque de données du matériel existant ;

16. Charge le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe de transmettre la présente Recommandation aux gouvernements des Etats parties à la Convention Culturelle européenne qui ne sont pas membres du Conseil de l'Europe.

Recommandation n° R (95) 4

**du Comité des Ministres aux Etats membres
sur la protection des données à caractère personnel dans le domaine des services de
télécommunication, eu égard notamment aux services téléphoniques**
(adoptée par le Comité des Ministres le 7 février 1995, lors de la 528^e réunion des Délégués
des Ministres)

Le Comité des Ministres, en vertu de l'article 15.b du Statut du Conseil de l'Europe,

Considérant que le but du Conseil de l'Europe est de réaliser une union plus étroite entre ses membres;

Conscient de l'utilisation croissante de l'informatique dans le domaine des services de télécommunication et des avantages que les utilisateurs retirent des développements technologiques, en particulier dans le domaine des services téléphoniques;

Ayant à l'esprit, dans ce contexte, l'évolution vers la numérisation des réseaux ainsi que les avantages que celle-ci entraîne pour les utilisateurs des services de télécommunication;

Estimant, toutefois, que le développement technologique dans le domaine des télécommunications, en particulier des services téléphoniques, peut comporter des risques éventuels pour la vie privée de l'utilisateur ainsi que d'éventuelles entraves à sa liberté de communication;

Se référant à cet égard à certaines nouvelles caractéristiques notamment dans le domaine des services téléphoniques, par exemple l'identification de la ligne d'appel, le service de transfert d'appel et les téléphones mobiles, ainsi que les dispositifs de recherche des appels malveillants et les automates d'appel;

Notant également les risques pour la vie privée et la liberté de communication liés à l'obtention de factures téléphoniques détaillant les numéros appelés;

Reconnaissant que les dispositions de la Convention pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel (Strasbourg, 1981, STE n° 108) s'appliquent aux activités de traitement automatisé des données par des exploitants de réseau et toute autre personne fournissant des services de télécommunication;

Estimant néanmoins qu'il convient de préciser les dispositions générales de la convention pour les adapter à la collecte et au traitement des données à caractère personnel par les exploitants de réseau et toute autre personne fournissant des services de télécommunication;

Notant, en outre, que les nouveaux développements intervenus dans les services de télécommunication sont soumis au respect du droit à la vie privée et au secret de la correspondance tels que garantis par l'article 8 de la Convention européenne des Droits de l'Homme,

Recommande aux gouvernements des Etats membres:

- de tenir compte, dans leurs droit et pratique internes, des principes énoncés dans l'annexe à la présente recommandation;
- de porter la présente recommandation à l'attention de toute autorité participant à la mise en œuvre d'une politique nationale de protection des données ou de télécommunication;
- de s'assurer que les dispositions de la recommandation sont portées à l'attention des exploitants de réseau, des fournisseurs de services de télécommunication, des fabricants

d'équipement matériel et logiciel, des organismes utilisant les télécommunications à des fins de marketing direct, ainsi que des organes les représentant et des organisations de consommateurs;

- de promouvoir les dispositions de la recommandation au sein des divers organes internationaux traitant de télécommunication.

Annexe à la Recommandation n° R (95) 4

1. Champ d'application et définitions

1.1. Les principes énoncés dans la présente recommandation s'appliquent aux exploitants de réseau et aux fournisseurs de services qui, dans l'accomplissement de leurs fonctions, collectent et traitent des données à caractère personnel.

1.2. Ces principes s'appliquent aux données à caractère personnel qui font l'objet d'un traitement automatisé. Les Etats membres peuvent étendre les principes énoncés dans la présente recommandation aux données à caractère personnel qui font l'objet d'un traitement manuel.

1.3. Les Etats membres peuvent étendre les principes énoncés dans la présente recommandation à la collecte et au traitement des données à caractère personnel relatives aux personnes morales.

1.4. Aux fins de la présente recommandation:

- l'expression «données à caractère personnel» signifie toute information concernant une personne identifiée ou identifiable (personne concernée). Une personne physique n'est pas considérée comme «identifiable» si cette identification nécessite des délais ou des activités déraisonnables;
- l'expression «services de télécommunication» recouvre les diverses prestations offertes par l'entremise des réseaux de télécommunication permettant aux utilisateurs de communiquer entre eux ou de correspondre par message vocal, texte, image ou par transmission de données;
- l'expression «exploitants de réseau» recouvre toute entité publique ou privée qui rend disponible l'utilisation d'un réseau de télécommunication;
- l'expression «fournisseurs de services» recouvre toute entité publique ou privée qui fournit et gère des services de télécommunication en utilisant soit un réseau mis à disposition par un exploitant de réseau, soit son propre réseau.

2. Respect de la vie privée

2.1. Les services de télécommunication, et en particulier les services téléphoniques en cours de développement, devraient être offerts dans le respect de la vie privée des utilisateurs, du secret de la correspondance et de la liberté de communication.

2.2. Les exploitants de réseau et les fournisseurs de services et d'équipement matériel et logiciel devraient tirer parti de la technologie de l'information pour fabriquer et exploiter des réseaux, des équipements et des logiciels respectant la vie privée des utilisateurs.

Des dispositifs anonymes d'accès au réseau et aux services de télécommunication devraient être mis à disposition.

2.3. A moins que cela ne soit autorisé pour des raisons techniques d'enregistrement ou de transmission de messages, pour d'autres raisons légitimes ou pour l'exécution d'un contrat de services passé avec l'abonné, toute ingérence dans le contenu de la communication soit par les exploitants de réseau, soit par les fournisseurs de services devrait être interdite.

Sous réserve du principe 4.2, les données relatives au contenu des messages collectées lors d'une telle ingérence ne devraient pas être communiquées à des tiers.

2.4. Il ne peut y avoir ingérence des autorités publiques dans le contenu d'une communication, y compris l'utilisation de tables d'écoute ou d'autres moyens de surveillance ou d'interception des communications, que si cette ingérence est prévue par la loi et constitue une mesure nécessaire, dans une société démocratique:

- a. à la protection de la sécurité de l'Etat, à la sûreté publique, aux intérêts monétaires de l'Etat ou à la répression des infractions pénales;
- b. à la protection de la personne concernée et des droits et libertés d'autrui.

2.5. En cas d'ingérence des autorités publiques dans le contenu d'une communication, le droit interne devrait réglementer:

- a. l'exercice des droits d'accès et de rectification par la personne concernée;
- b. les conditions dans lesquelles les autorités publiques compétentes seront en droit de refuser de donner des renseignements à la personne concernée ou d'en différer la délivrance;
- c. la conservation ou la destruction de ces données.

Lorsqu'un exploitant de réseau ou un fournisseur de services est chargé par une autorité publique d'effectuer une ingérence, les données ainsi collectées ne devraient être communiquées qu'à l'organisme désigné dans l'autorisation pour cette ingérence.

2.6. Le droit interne devrait déterminer les conditions et les garanties en vertu desquelles les exploitants de réseau sont autorisés à utiliser des moyens techniques pour localiser l'origine des appels malveillants ou abusifs.

3. Collecte et traitement des données

3.1. La collecte et le traitement des données à caractère personnel dans le domaine des télécommunications devraient être effectués et développés dans le cadre d'une politique de protection des données, en tenant compte des dispositions énoncées dans la Convention pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel, et notamment du principe de finalité.

Sans préjudice d'autres finalités prévues dans la présente recommandation, les données à caractère personnel ne devraient être collectées et traitées par les exploitants de réseau et les fournisseurs de services qu'aux fins de raccordement au réseau et de mise à disposition d'un service de télécommunication déterminé, et aux fins de facturation et de vérification du paiement, ainsi que pour assurer la mise en oeuvre technique optimale et le développement du réseau et du service.

3.2. Les exploitants de réseau et les fournisseurs de services devraient informer de manière appropriée les abonnés aux services de télécommunication des catégories de données à caractère personnel collectées et traitées les concernant, du fondement juridique de la collecte, des finalités pour lesquelles elles sont collectées et traitées, de l'utilisation qui en est faite et des durées de conservation.

4. Communication des données

4.1. Les données à caractère personnel collectées et traitées par les exploitants de réseau ou les fournisseurs de services ne devraient pas être communiquées, à moins que l'abonné concerné n'ait donné par écrit son consentement exprès et éclairé et que l'information communiquée ne permette pas d'identifier les abonnés appelés.

L'abonné peut retirer son consentement à tout moment mais de manière non rétroactive.

4.2. Les données à caractère personnel collectées et traitées par les exploitants de réseau ou les fournisseurs de services peuvent être communiquées aux autorités publiques si cette communication est prévue par la loi et constitue une mesure nécessaire, dans une société démocratique:

- a. à la protection de la sécurité de l'Etat, à la sûreté publique, aux intérêts monétaires de l'Etat ou à la répression des infractions pénales;
- b. à la protection de la personne concernée et des droits et libertés d'autrui.

4.3. En cas de communication de données à caractère personnel à des autorités publiques, le droit interne devrait réglementer:

- a. l'exercice des droits d'accès et de rectification par la personne concernée;
- b. les conditions dans lesquelles les autorités publiques compétentes seront en droit de refuser de donner des renseignements à la personne concernée ou d'en différer la délivrance;
- c. la conservation ou la destruction de ces données.

4.4. Les listes d'abonnés qui contiennent des données à caractère personnel ne peuvent être communiquées par des exploitants de réseau et des fournisseurs de services à des tiers que si l'une des conditions suivantes est remplie:

- a. l'abonné a donné par écrit son consentement exprès et éclairé; ou

- b. l'abonné, informé de la communication envisagée, n'a pas formulé d'objection; ou
- c. l'autorité chargée de la protection des données a autorisé la communication; ou
- d. la communication est prévue par le droit interne.

L'abonné peut retirer son consentement à tout moment mais de manière non rétroactive.

4.5. La communication de données à caractère personnel entre exploitants de réseau et fournisseurs de services est permise lorsque cette communication est nécessaire à des fins opérationnelles et de facturation.

5. Droits d'accès et de rectification

5.1. Chaque abonné devrait pouvoir, sur demande et à des intervalles raisonnables, et sans délai ou frais excessifs, obtenir toutes les données le concernant collectées et traitées par les exploitants de réseau ou par les fournisseurs de services, et les faire rectifier ou effacer lorsqu'elles sont inexactes, non pertinentes ou excessives, ou lorsqu'elles ont été conservées pendant une durée excessive.

5.2. La satisfaction des demandes formulées en vertu du principe 5.1 peut être refusée, restreinte ou différée si la loi le permet et si cela constitue une mesure nécessaire, dans une société démocratique:

- a. à la protection de la sécurité de l'Etat, à la sûreté publique, aux intérêts monétaires de l'Etat ou à la répression des infractions pénales;
- b. à la protection de la personne concernée et des droits et libertés d'autrui.

6. Sécurité

6.1. Les exploitants de réseau et les fournisseurs de services devraient prendre toutes les mesures techniques et organisationnelles appropriées pour assurer la sécurité physique et logique du réseau, des services et des données qu'ils collectent et traitent, et empêcher toute ingérence ou interception non autorisée des communications.

6.2. Les abonnés aux services de télécommunication devraient être informés des risques de violation de la sécurité des réseaux et de la manière dont ils peuvent limiter les risques de sécurité de leurs messages.

7. Application des principes

a. Annuaire

7.1. Les abonnés devraient avoir le droit de refuser, à titre gratuit et sans motivation, que leurs données à caractère personnel figurent dans un annuaire.

Toutefois, lorsque le droit interne exige que certaines données soient incluses dans un annuaire, l'abonné devrait pouvoir faire exclure ses données sur justificatif.

Lorsque le droit interne exige d'un abonné un paiement afin que ses données ne soient pas incluses dans un annuaire, ce paiement devrait être d'un montant raisonnable et ne devrait, en aucun cas, être dissuasif pour l'exercice de ce droit.

7.2. Lorsqu'un abonné demande l'inscription de co-utilisateurs de son terminal dans un annuaire, il devrait au préalable avoir recueilli leur consentement.

7.3. Sous réserve du cas où l'abonné souhaite inclure des données supplémentaires le concernant, les données à caractère personnel contenues dans un annuaire devraient être limitées aux données nécessaires à identifier raisonnablement un abonné particulier et à empêcher une confusion entre ou parmi différents abonnés figurant dans l'annuaire.

7.4. Lors de la consultation d'un annuaire électronique, des moyens techniques devraient être mis en place pour prévenir les abus et notamment les téléchargements non autorisés.

L'appariement de données contenues dans un annuaire électronique avec: d'autres données ou d'autres fichiers devrait être interdit, sauf si le droit interne le permet ou si cela est nécessaire aux exploitants de réseau ou aux fournisseurs de services à des fins opérationnelles.

7.5. Les données contenues dans un annuaire peuvent être utilisées par les exploitants de réseau ou les fournisseurs de services à des fins de gestion d'un service de renseignements portant sur des demandes ponctuelles. Tout renseignement devrait être limité à la communication des données figurant dans l'annuaire. Des mesures devraient être prises pour lutter contre les abus. Le service de renseignements ne devrait pas fournir d'informations

relatives aux abonnés ne figurant pas dans l'annuaire sauf avec leur consentement écrit et éclairé.

7.6. L'utilisation des données figurant dans l'annuaire est au surplus régie par les principes pertinents de la Recommandation n° R (91) 10 sur la communication à des tierces personnes de données à caractère personnel détenues par des organismes publics.

b. Utilisation des données à des fins de marketing direct

7.7. Les principes de la Recommandation no R (85) 20 sur la protection des données à caractère personnel utilisées à des fins de marketing direct s'appliquent à l'utilisation par des tiers des données d'abonnés à des fins de marketing direct.

7.8. Le droit interne devrait établir des garanties appropriées et déterminer les conditions selon lesquelles les données des abonnés peuvent être utilisées par les exploitants de réseau, les fournisseurs de services et par des tiers à des fins de marketing direct par téléphone ou par d'autres moyens de télécommunication.

7.9. L'élaboration de codes de conduite devrait être encouragée afin d'assurer que la pratique utilisée ne cause pas de gêne aux abonnés. En particulier, le droit interne ou les codes de conduite devraient porter sur les heures auxquelles le démarchage par téléphone peut être fait, la nature des messages et la manière dont ils sont transmis.

7.10. Le marketing direct par téléphone ou par d'autres moyens de télécommunication ne peut être pratiqué à l'égard d'un abonné qui a exprimé le souhait de ne pas recevoir de messages publicitaires. A cette fin, il conviendrait de développer des moyens appropriés pour identifier les abonnés qui ne souhaitent pas faire l'objet de messages publicitaires par téléphone.

7.11. Les automates d'appels visant à transmettre des messages pré-enregistrés de nature publicitaire ne peuvent être transmis qu'à des abonnés ayant donné leur consentement exprès et éclairé aux fournisseurs de ce service. L'abonné peut retirer son consentement à tout moment.

c. Facturation détaillée

7.12. Les exploitants de réseau et les fournisseurs de services ne devraient mettre des factures détaillant les numéros des abonnés appelés à la disposition d'un abonné qu'à sa demande. Il devrait être tenu compte de la vie privée des co-utilisateurs et des correspondants.

7.13. Les données nécessaires à la facturation ne devraient pas être conservées par les exploitants de réseau ou par les fournisseurs de services pendant une durée dépassant les délais strictement nécessaires au paiement, tout en gardant à l'esprit la nécessité éventuelle de conserver les données pendant une durée raisonnable en vue de réclamations liées à la facturation ou si des dispositions légales exigent la conservation de ces données plus longtemps.

d. Téléphonie interne

7.14. En principe, les individus devraient être informés, par des moyens appropriés, du fait que les données résultant de l'utilisation d'un téléphone sont collectées et traitées par le titulaire de la ligne. Les données devraient être effacées immédiatement après paiement de la facture.

7.15. Les principes énoncés dans la Recommandation n° R (89) 2 sur la protection des données à caractère personnel utilisées à des fins d'emploi s'appliquent à l'utilisation par les employeurs d'autocommutateurs téléphoniques sur les lieux de travail.

e. Identification de la ligne d'appel

7.16. L'introduction d'une caractéristique technique permettant de visualiser le numéro de téléphone d'un appel entrant sur le terminal de l'abonné appelé devrait être accompagnée d'informations destinées à tous les abonnés indiquant que cette caractéristique est disponible pour certains abonnés et que, de ce fait, il est possible que leur numéro de téléphone soit révélé à l'abonné appelé.

L'introduction de cette caractéristique devrait être accompagnée de la possibilité pour l'abonné appelant de supprimer par un moyen simple l'affichage de son numéro de téléphone sur le terminal de l'abonné appelé.

7.17. Le droit interne devrait déterminer les conditions et garanties selon lesquelles les exploitants du réseau sont autorisés ou obligés d'outrepasser la décision de l'appelant visant à supprimer l'affichage de son numéro sur l'écran du terminal de l'appelé.

f. Transfert d'appel

7.18. Il conviendrait d'étudier la possibilité de mécanismes permettant à un tiers abonné d'obtenir l'annulation d'un transfert d'appel en cas de désaccord.

7.19. Lorsque, en accord avec les dispositions du principe 2.4 relatif à l'interception des communications, la surveillance ou l'interception des appels entrants et sortants d'un abonné est autorisée, les mesures de surveillance ou d'interception ne devraient pas s'étendre à tous les appels entrants sur le terminal du tiers abonné mais uniquement à ceux qui font l'objet d'un transfert.

g. Téléphonie mobile

7.20. En ce qui concerne la fourniture et l'exploitation d'un service de téléphonie mobile, les exploitants de réseau et les fournisseurs de services devraient informer les abonnés des risques d'atteinte au secret de la correspondance qui peuvent accompagner l'utilisation des réseaux de téléphones mobiles, en particulier en l'absence de chiffrement des communications radio. Des moyens permettant aux abonnés aux réseaux de téléphones mobiles le chiffrement de leurs communications ou offrant des garanties équivalentes devraient être mis au point.

7.21. Il faudrait accorder de l'attention à la nécessité d'assurer que la facturation de l'utilisation d'un téléphone mobile n'exige pas l'enregistrement de données révélant la localisation trop précise de l'abonné ou de la partie appelée au moment de son utilisation.

Recommandation Rec (2002)5

du Comité des Ministres aux Etats membres sur la protection des femmes contre la violence⁶⁷

*(adoptée par le Comité des Ministres le 30 avril 2002,
lors de la 794e réunion des Délégués des Ministres)*

Le Comité des Ministres, en vertu de l'article 15.b du Statut du Conseil de l'Europe,

Réaffirmant que la violence à l'égard des femmes découle de rapports de force inégaux entre hommes et femmes, et aboutit à une grave discrimination envers le sexe féminin tant au sein de la société que de la famille;

Affirmant que la violence à l'égard des femmes porte atteinte à leurs droits de la personne humaine et leurs libertés fondamentales, et les empêche, partiellement ou totalement, de les exercer;

Constatant que la violence exercée à l'égard des femmes porte des atteintes à leur intégrité physique, psychique et/ou sexuelle ;

Constatant avec préoccupation que les femmes sont souvent sujettes à de multiples discriminations fondées sur leur sexe ainsi que sur leur origine et qu'elles sont également victimes de pratiques traditionnelles ou coutumières incompatibles avec leurs droits de la personne humaine et leurs libertés fondamentales;

Estimant que la violence à l'égard des femmes va à l'encontre de l'instauration de l'égalité et de la paix, et constitue un obstacle majeur pour la sécurité des citoyens et la démocratie en Europe;

Constatant avec préoccupation l'ampleur du phénomène de la violence à l'égard des femmes au sein de la famille, quelle que soit sa forme, et à tous les niveaux de la société;

Estimant qu'il est urgent de combattre ce phénomène qui affecte les sociétés européennes dans leur ensemble et qui concerne tous leurs membres;

Rappelant la Déclaration finale adoptée lors du 2^e Sommet du Conseil de l'Europe (Strasbourg, 1997) par laquelle les chefs d'Etat et de gouvernement des Etats membres ont affirmé leur détermination à combattre la violence contre les femmes et toute forme d'exploitation sexuelle des femmes;

Gardant à l'esprit les dispositions de la Convention européenne des Droits de l'Homme (1950) et la jurisprudence de ses organes qui garantissent notamment le droit à la vie et le droit de ne pas être soumis à la torture, ni à des peines ou traitements inhumains ou dégradants, le droit à la liberté et à la sûreté ainsi que le droit à un procès équitable;

Considérant la Charte sociale européenne (1961) et la Charte sociale européenne révisée (1996), et notamment leurs dispositions concernant l'égalité entre les femmes et les hommes en matière d'emploi, ainsi que le Protocole additionnel à la Charte sociale européenne prévoyant un système de réclamations collectives;

⁶⁷ Conformément à l'article 10.2c du Règlement intérieur des Délégués des Ministres, la Suède se réserve le droit de se conformer ou non aux dispositions du paragraphe 54 de cette Recommandation.

Rappelant les recommandations suivantes du Comité des Ministres aux Etats membres du Conseil de l'Europe: Recommandation n° R (79) 17 concernant la protection des enfants contre les mauvais traitements, Recommandation n° R (85) 4 sur la violence au sein de la famille, Recommandation n° R (85) 11 sur la position de la victime dans le cadre du droit pénal et de la procédure pénale, Recommandation n° R (87) 21 sur l'assistance aux victimes et la prévention de la victimisation, Recommandation n° R (90) 2 sur les mesures sociales concernant la violence au sein de la famille, Recommandation n° R (91) 11 sur l'exploitation sexuelle, la pornographie, la prostitution ainsi que sur le trafic d'enfants et de jeunes adultes, Recommandation n° R (93) 2 sur les aspects médico-sociaux des mauvais traitements infligés aux enfants, Recommandation n° R (2000) 11 sur la lutte contre la traite des êtres humains aux fins d'exploitation sexuelle et Recommandation Rec(2001)16 sur la protection des enfants contre l'exploitation sexuelle;

Rappelant également les déclarations et résolutions adoptées par la 3^e Conférence ministérielle européenne sur l'égalité entre les femmes et les hommes organisée par le Conseil de l'Europe (Rome, 1993);

Ayant à l'esprit la Déclaration des Nations Unies sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes (1993), la Convention des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (1979), la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et son Protocole visant à prévenir, supprimer et sanctionner la traite d'êtres humains, en particulier les femmes et les enfants (2000), le Programme d'action adopté lors de la 4^e Conférence mondiale sur les femmes (Pékin, 1995) et la Résolution sur les nouvelles mesures et initiatives pour la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Pékin adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies (23^e session extraordinaire, New York, 5-9 juin 2000);

Ayant à l'esprit la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant (1989), ainsi que son Protocole facultatif concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants (2000);

Ayant également à l'esprit la Convention n° 182 de l'Organisation internationale du travail concernant l'interdiction des pires formes de travail des enfants et l'action immédiate en vue de leur élimination (1999) ainsi que la Recommandation (R 190) sur les pires formes de travail des enfants (1999);

Rappelant également les principes de base du droit humanitaire international et notamment la 4^e Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre (1949) et son 1^{er} et 2^e Protocoles additionnels;

Rappelant également l'inclusion des crimes liés à l'appartenance sexuelle et des violences sexuelles dans le Statut de la Cour pénale internationale (Rome, 17 juillet 1998),

Recommande aux gouvernements des Etats membres:

- I. De revoir leur législation et leurs politiques en vue:
 1. de garantir aux femmes la reconnaissance, la jouissance, l'exercice et la protection de leurs droits de la personne humaine et leurs libertés fondamentales;
 2. de prendre, le cas échéant, les mesures nécessaires afin de permettre aux femmes l'exercice libre et effectif de leurs droits économiques et sociaux;
 3. de veiller à ce que toutes les mesures qu'ils prennent soient coordonnées au niveau national et centrées sur les besoins des victimes, et associer les organismes publics et les

organisations non gouvernementales (ONG) compétents en la matière à l'élaboration et à la mise en oeuvre des mesures nécessaires, notamment celles mentionnées dans la présente recommandation;

4. d'encourager à tous les niveaux l'action des ONG qui luttent contre les violences envers les femmes et instaurer en outre une coopération active avec ces ONG comprenant une assistance financière et logistique appropriée;

II. De reconnaître que les Etats sont tenus de faire preuve de suffisamment de vigilance pour prévenir, instruire et réprimer les actes de violence, que ceux-ci soient perpétrés par l'Etat ou par des particuliers, et de fournir une protection aux victimes;

III. De reconnaître que la violence masculine à l'égard des femmes constitue un problème structurel et de société majeur, fondé sur les relations de pouvoir inégales entre les femmes et les hommes, et, en conséquence, d'encourager la participation active des hommes dans des actions visant à combattre la violence à l'égard des femmes;

IV. D'encourager toutes les institutions traitant la violence à l'égard des femmes (policiers, professions médicales et sociales) à élaborer des plans d'action coordonnés à moyen et long terme prévoyant des activités pour la prévention de la violence et la protection des victimes;

V. De promouvoir la recherche, la collecte de données et la création de réseaux aux niveaux national et international;

VI. De promouvoir la mise en place de programmes d'éducation supérieure et de centres de recherche y compris universitaires, concernant l'égalité entre les femmes et les hommes, et notamment la violence à l'égard des femmes;

VII. D'améliorer les interactions entre la communauté scientifique, les ONG travaillant dans ce domaine, le législateur et les organismes compétents en matière de santé, d'éducation, de politique sociale et de police, afin de concevoir des actions coordonnées contre la violence;

VIII. D'adopter et d'appliquer les mesures décrites dans l'annexe à la présente recommandation de la manière qu'ils jugeront la plus appropriée à la lumière des circonstances et préférences nationales, et d'envisager à cette fin l'élaboration d'un plan d'action national pour lutter contre la violence envers les femmes;

IX. D'informer le Conseil de l'Europe des suites données au niveau national aux dispositions de la présente recommandation.

Annexe à la Recommandation Rec(2002)5

Définition

1. Aux fins de la présente recommandation, le terme de «violence envers les femmes» désigne tout acte de violence fondé sur l'appartenance sexuelle qui entraîne ou est susceptible d'entraîner pour les femmes qui en sont la cible des dommages ou souffrances de nature physique, sexuelle ou psychologique, y compris la menace de se livrer à de tels actes, la contrainte, la privation arbitraire de liberté, que ce soit dans la vie publique ou dans la vie privée. Cette définition s'applique, mais n'est pas limitée, aux actes suivants:

a. la violence perpétrée au sein de la famille ou du foyer, et notamment les agressions de nature physique ou psychique, les abus de nature émotive et psychologique, le viol et l'abus

sexuel, l'inceste, le viol entre époux, partenaires habituels, partenaires occasionnels ou cohabitants, les crimes commis au nom de l'honneur, la mutilation d'organes génitaux ou sexuels féminins, ainsi que les autres pratiques traditionnelles préjudiciables aux femmes, telles que les mariages forcés;

b. la violence perpétrée dans la communauté en général, et notamment le viol, l'abus sexuel, le harcèlement sexuel et l'intimidation sur le lieu de travail, dans les institutions ou en d'autres lieux, la traite des femmes aux fins d'exploitation sexuelle et économique ainsi que le tourisme sexuel;

c. la violence perpétrée ou tolérée par l'Etat ou les agents de la puissance publique;

d. la violation des droits fondamentaux des femmes en situation de conflit armé, en particulier la prise d'otage, le déplacement forcé, le viol systématique, l'esclavage sexuel, la grossesse forcée et la traite aux fins d'exploitation sexuelle et économique.

Mesures générales concernant les violences envers les femmes

2. Il est de la responsabilité et de l'intérêt des Etats, qui doivent en faire une priorité de leurs politiques nationales, de garantir aux femmes le droit de ne subir aucune violence, quels qu'en soient la nature et l'auteur. A cette fin, les Etats ne pourront invoquer la coutume, la religion ou la tradition pour se soustraire à cette obligation.

3. Les Etats devraient introduire, développer et/ou améliorer, le cas échéant, des politiques nationales de lutte contre la violence fondées sur:

a. la sécurité maximale et la protection des victimes;

b. le renforcement de la capacité d'agir des femmes victimes de violences par la mise en place de structures de soutien et d'assistance optimales qui évitent une victimisation secondaire;

c. l'ajustement du droit pénal et civil, y compris les procédures judiciaires;

d. la sensibilisation du public et l'éducation des enfants et des jeunes;

e. la formation spéciale des professionnels confrontés à la violence à l'égard des femmes;

f. la prévention dans tous les domaines pertinents.

4. Dans ce cadre, il s'agira de mettre en place au niveau national, partout où cela est possible, et en coopération, si nécessaire, avec les autorités régionales et/ou locales, des institutions ou organismes gouvernementaux chargés de la mise en oeuvre de mesures contre la violence à l'égard des femmes ainsi que du suivi et de l'évaluation réguliers de toute réforme juridique ou nouvelle forme d'intervention dans le domaine de la lutte contre la violence, en consultation avec les ONG, les institutions académiques et autres.

5. La recherche, la collecte de données et la création de réseaux aux niveaux national et international devraient être développées notamment dans les domaines suivants :

a. l'établissement de statistiques ventilées par sexe, de statistiques intégrées et de critères communs, afin de mieux évaluer l'ampleur de la violence envers les femmes;

b. les conséquences de la violence sur les victimes à moyen et à long terme;

- c. les conséquences de la violence sur les témoins de cette violence, notamment en milieu familial;
- d. les coûts sanitaires, sociaux et économiques de la violence envers les femmes;
- e. l'évaluation de l'efficacité des mécanismes judiciaires et juridiques dans la lutte contre la violence envers les femmes;
- f. les causes de la violence à l'égard des femmes, à savoir les raisons qui poussent les hommes à être violents et les raisons qui font que la société admet cette violence;
- g. l'élaboration de critères d'étalonnage en matière de violence.

Information, sensibilisation, éducation et formation

Les Etats membres devraient :

- 6. compiler de manière adaptée des informations sur les différentes formes de violence et leurs conséquences pour les victimes, y compris des données statistiques intégrées, et les diffuser auprès du grand public en utilisant tous les supports médiatiques disponibles (presse, radio, télévision, etc.);
- 7. mobiliser l'opinion publique en organisant ou en soutenant des conférences et campagnes d'information afin que la société prenne conscience du problème ainsi que de ses effets dévastateurs sur les victimes et sur la société en général, et faire en sorte que le sujet de la violence envers les femmes puisse être abordé ouvertement sans préjugés ni idées préconçues;
- 8. inclure dans le cadre de la formation de base des fonctionnaires de police, des personnels judiciaires, du personnel soignant et des travailleurs sociaux, des éléments importants sur le traitement de la violence domestique ainsi que sur toutes les autres formes de violence touchant les femmes;
- 9. inclure dans les programmes de formation professionnelle de ces personnels des éléments d'information et de formation afin de leur fournir les moyens nécessaires pour détecter et gérer des situations de crise et améliorer l'accueil, l'écoute et le conseil aux victimes;
- 10. encourager la participation de ces personnels à des programmes de formation spécialisée en intégrant ceux-ci dans un système de promotion professionnelle;
- 11. encourager l'inclusion des questions concernant la violence envers les femmes dans la formation des magistrats;
- 12. encourager les professions fonctionnant par autorégulation, telles que les thérapeutes, à développer des stratégies visant à combattre les abus sexuels qui pourraient être commis par des personnes en position d'autorité;
- 13. organiser des campagnes de sensibilisation sur la violence masculine à l'égard des femmes, en soulignant que les hommes doivent assumer la responsabilité de leurs actes et en encourageant ces derniers à analyser et à enrayer les mécanismes de violence et à adopter d'autres comportements;

14. introduire ou renforcer la perspective d'égalité entre les femmes et les hommes dans tous les programmes d'éducation sur les droits de la personne humaine et renforcer les programmes d'éducation sexuelle accordant une importance particulière à l'égalité entre les sexes ainsi qu'au respect mutuel;

15. veiller à ce que garçons et filles reçoivent une éducation de base qui évite les schémas et préjugés sociaux et culturels, les images stéréotypées du rôle de chaque sexe, et comporte des formations permettant le développement de la personnalité, en accordant une attention particulière aux jeunes en décrochage scolaire; former les enseignant(e)s à intégrer le concept d'égalité des sexes dans l'éducation qu'ils dispensent;

16. inclure dans les programmes scolaires une information spécifique sur les droits des enfants, sur les lignes téléphoniques d'urgence, les institutions d'accueil et les personnes auxquelles ils peuvent s'adresser en toute confiance.

Médias

Les Etats membres devraient:

17. encourager les médias à promouvoir une image non stéréotypée de la femme et de l'homme, fondée sur le respect de la personne humaine et de sa dignité, et à éviter les productions associant violence et sexe; dans la mesure du possible, tenir compte de ces éléments aussi dans le domaine des nouvelles technologies de l'information;

18. encourager les médias à participer aux campagnes d'information et de sensibilisation du grand public sur les violences à l'égard des femmes;

19. encourager l'organisation des formations destinées aux professionnels des médias afin de les informer et de les sensibiliser aux conséquences que peuvent engendrer les productions qui associent violence et sexe;

20. encourager l'élaboration de codes de conduite pour les professionnels des médias, en tenant compte de la problématique de la violence à l'égard des femmes et encourager, dans le mandat des organisations autonomes de surveillance des médias, existantes ou à créer, l'inclusion des missions relatives à la violence à l'égard des femmes et au sexisme.

Aménagement du territoire et urbanisme

Les Etats membres devraient:

21. encourager la prise en compte, dans le cadre des politiques d'aménagement du territoire et d'urbanisme, de la nécessité de renforcer la sécurité des femmes et de prévenir les actes violents qui pourraient être exercés dans les lieux publics;

22. prendre, dans la mesure du possible, toutes mesures nécessaires à cet égard, concernant notamment l'éclairage public, l'organisation des transports publics, des services de taxis, l'aménagement des parkings et zones de stationnement ainsi que des immeubles d'habitation.

Assistance aux, et protection des victimes (accueil, prise en charge et conseil)

Les Etats membres devraient:

23. faire en sorte que les victimes puissent bénéficier, sans aucune discrimination, qu'elles portent plainte ou non, d'une assistance immédiate et globale fournie de façon

coordonnée, multidisciplinaire et professionnelle, comprenant des examens faits par des médecins ou des médecins légistes et des traitements médicaux, ainsi qu'un soutien psychologique et social post-traumatique et une assistance juridique; cela doit être fourni sur une base confidentielle et gratuite, et être disponible de façon permanente;

24. en particulier, faire en sorte que tous les services et les recours légaux prévus pour les victimes de violence domestique soient fournis aux femmes immigrées si elles les demandent;

25. prendre toutes les mesures nécessaires afin de garantir que les éléments de preuve relevant de la médecine légale et les informations soient recueillis selon un protocole et par l'utilisation de formulaires standardisés;

26. diffuser des documents ciblant plus particulièrement les victimes afin de les informer de manière claire et compréhensible de leurs droits, des services dont elles ont bénéficié et des actions qu'elles peuvent envisager ou entreprendre, qu'elles portent plainte ou non, ainsi que des possibilités de continuer à bénéficier d'un soutien psychologique, médical et social et d'une assistance juridique;

27. promouvoir la coopération entre les services de police, médicaux, sociaux et le système judiciaire afin qu'ils agissent de façon coordonnée ; encourager et soutenir la mise en place d'un réseau d'organisations non gouvernementales participant aux actions coordonnées;

28. encourager la mise en place des services d'urgence tels que des lignes téléphoniques d'urgence anonymes et gratuites pour les victimes de violence et/ou les personnes confrontées ou menacées par des situations de violence; assurer un suivi régulier des appels, ainsi qu'une évaluation des données obtenues et de l'assistance fournie dans le respect des règles relatives à la protection des données;

29. garantir au sein des services de police ainsi que des autres services d'enquête un accueil, une prise en charge des et le conseil aux victimes, fondés sur le respect de la personne humaine et de sa dignité, ainsi qu'un traitement confidentiel; les victimes doivent être entendues sans délai, par des personnes spécialement formées et dans un local aménagé, permettant l'instauration d'une relation de confiance entre la victime et l'agent de police, et garantir que les victimes de violence puissent être entendues, si elles le demandent et autant que possible, par des personnels de police féminins;

30. à cette fin, accroître le nombre de femmes fonctionnaires de police à tous les niveaux de responsabilité;

31. garantir un traitement global et adapté aux enfants par un personnel spécialisé à tous les niveaux (premier accueil, police, ministère public, magistrats) et faire en sorte que l'assistance fournie réponde aux besoins des enfants;

32. prévoir les mesures nécessaires au soutien psychologique et moral des enfants victimes de violence, par la création de structures adaptées, la mise à disposition de personnels spécialisés assurant le suivi et le traitement, depuis l'accueil jusqu'à la guérison; ces services devraient être assurés gratuitement;

33. prendre les mesures nécessaires pour éviter à toutes les victimes de violence une victimisation secondaire, ainsi que tout traitement ne tenant pas compte des spécificités de leur sexe de la part du personnel de police, des personnels médicaux et sociaux chargés d'assister les victimes, ainsi que des personnels judiciaires.

Droit pénal, droit civil et procédures judiciaires

Droit pénal

Les Etats membres devraient:

34. faire en sorte que la législation pénale prévoie que tout acte de violence, notamment physique ou sexuelle, à l'égard d'une personne constitue une atteinte à la liberté et à l'intégrité physique, psychologique et/ou sexuelle de cette personne, et ne se fonde pas uniquement sur des atteintes à la morale, à l'honneur ou à la décence;
35. prévoir dans la législation nationale les mesures et sanctions appropriées permettant d'agir rapidement et efficacement contre les auteurs de violences ainsi que de réparer les torts causés aux femmes victimes de violences. En particulier, les législations nationales devraient:
 - incriminer les actes de violence sexuelle et le viol entre époux, partenaires habituels ou occasionnels, ou cohabitants;
 - incriminer tout acte de caractère sexuel commis sur une personne non consentante, même si elle ne montre pas de signes de résistance;
 - incriminer tout acte de pénétration sexuelle, quelle qu'en soit la nature et quels que soient les moyens utilisés, commis sur une personne non consentante;
 - incriminer tout abus d'un état de vulnérabilité particulière, du fait d'une grossesse, d'une incapacité à se défendre, d'une maladie, d'une infirmité, d'une déficience physique ou mentale ou d'un état de dépendance;
 - incriminer tout abus d'autorité de la part de l'auteur, et en particulier lorsqu'il s'agit d'un adulte abusant de sa position vis-à-vis d'un enfant.

Droit civil

Les Etats membres devraient:

36. assurer aux victimes, sous réserve que les faits de violence soient établis, une juste réparation du préjudice matériel, corporel, psychologique, moral et social subi, en fonction de sa gravité, ainsi qu'une indemnisation des frais exposés lors de l'action en justice;
37. envisager la mise en place de mécanismes financiers visant à dédommager les victimes.

Procédures judiciaires

Les Etats membres devraient:

38. assurer la possibilité d'ester en justice à toutes les victimes de violences ainsi que, le cas échéant, aux organisations publiques ou privées de défense des victimes, dotées de la personnalité juridique, soit conjointement avec les victimes, soit à leur place;
39. prévoir qu'une action pénale puisse être engagée sur requête du ministère public;
40. encourager le ministère public à considérer la violence à l'égard des femmes et des enfants comme un facteur aggravant ou décisif lorsqu'il décide de l'éventualité d'engager les poursuites dans l'intérêt public;

41. prévoir toutes les mesures nécessaires afin qu'il soit tenu compte, à toutes les étapes de la procédure, de l'état physique et psychologique des victimes, qui doivent pouvoir bénéficier d'une assistance médicale et psychologique;
42. envisager d'instaurer des conditions particulières d'audition des victimes, ou témoins de violences, afin d'éviter les témoignages à répétition et de réduire les effets traumatisants des procédures;
43. faire en sorte que les règles de procédure permettent d'éviter les interrogatoires déplacés et/ou humiliants pour les victimes ou les témoins de violences, en prenant en compte les traumatismes qu'ils ont subis afin de leur éviter d'autres traumatismes;
44. le cas échéant, prévoir des mesures pour assurer la protection efficace des victimes contre les menaces et les risques de vengeance;
45. veiller, par des mesures spécifiques, à la protection des droits des enfants au cours des procédures;
46. faire en sorte que les mineur(e)s soient accompagné(e)s, lors de toute audition, par leur représentant légal ou, le cas échéant, par la personne majeure de leur choix, sauf décision contraire motivée prise à l'égard de cette personne par le tribunal;
47. assurer aux enfants la possibilité d'ester en justice par l'intermédiaire de leur représentant(e) légal(e), d'organisations publiques ou privées, ou d'une personne majeure de leur choix agréée par les autorités judiciaires, et de bénéficier, le cas échéant, d'une assistance juridique gratuite;
48. prévoir, pour les crimes et délits de nature sexuelle, que tout délai de prescription ne commence à courir qu'à partir du jour où la victime a atteint l'âge de la majorité civile;
49. prévoir, à titre exceptionnel, une exemption du secret professionnel pour les personnes qui, dans l'exercice de leurs fonctions, seraient amenées à connaître, par examen ou par confiance, de cas de violences sexuelles sur enfants.

Programmes d'intervention pour les auteurs de violences

Les Etats membres devraient:

50. organiser des programmes d'intervention ayant pour objectif d'encourager les auteurs de violences à adopter des comportements exempts de violence en leur permettant de prendre conscience de leurs actes et de reconnaître leur responsabilité;
51. proposer aux auteurs de violences la possibilité de suivre un programme d'intervention, non pas au titre de peine de substitution, mais de mesure supplémentaire destinée à prévenir la violence; la participation à ce programme d'intervention doit être volontaire;
52. envisager la création de centres agréés par l'Etat, spécialisés dans le programme d'intervention pour des hommes violents, et de centres de soutien créés à l'instigation d'ONG et d'associations, dans le cadre des ressources disponibles;
53. assurer la coopération et la coordination entre les programmes d'intervention ciblés sur les hommes et ceux qui ont pour but la protection des femmes.

Mesures additionnelles concernant les violences sexuelles

Banque de données génétiques

Les Etats membres devraient:

54. envisager la création de banques de données nationales et européennes contenant le profil génétique de tous les auteurs de violences sexuelles identifiés ou non, afin de mettre en place une politique efficace de poursuite des contrevenants, de prévention de la récidive, et respectant les normes fixées en la matière par les législations nationales et le Conseil de l'Europe.

Mesures additionnelles concernant les violences perpétrées au sein de la famille

Les Etats membres devraient:

55. qualifier comme infraction pénale toute violence perpétrée au sein de la famille;

56. réviser et/ou augmenter, si nécessaire, les peines prévues pour les coups et blessures volontaires lorsque ceux-ci sont perpétrés au sein de la famille, quel que soit le membre de la famille concerné;

57. exclure que l'adultère puisse être retenu comme une justification recevable des violences physiques perpétrées au sein de la famille;

58. envisager la possibilité de prendre des mesures afin de:

a. permettre aux forces de police de pénétrer dans un domicile où une personne est en danger pour arrêter l'auteur des violences et faire en sorte qu'il/elle soit présenté(e) à un(e) juge;

b. permettre aux autorités judiciaires d'adopter des mesures intérimaires en vue de protéger les victimes, visant à empêcher l'auteur de violences d'entrer en contact avec la victime, de communiquer avec elle ou de s'approcher d'elle, de résider dans certains endroits déterminés ou de fréquenter de tels endroits;

c. établir un protocole obligatoire d'intervention afin que la police et les services médicaux et sociaux suivent les mêmes procédures d'intervention;

d. promouvoir la mise en place de service pro-actifs de protection des victimes qui prennent l'initiative de contacter les victimes dès qu'un rapport est transmis aux services de police;

e. garantir une bonne coopération de toutes les institutions concernées, telles que la police, les tribunaux et les services de protection des victimes, afin que la victime puisse prendre toutes les mesures juridiques et pratiques nécessaires pour obtenir de l'aide et intenter une action contre l'agresseur dans les délais impartis et sans avoir à entrer en contact avec son agresseur;

f. incriminer toute infraction aux mesures que les autorités ont imposées à l'agresseur.

59. envisager, lorsque cela est nécessaire, d'accorder aux femmes migrantes qui ont été/sont victimes de violences perpétrées au sein de la famille, un droit à résidence qui leur soit propre afin de leur permettre de se séparer de leur conjoint sans avoir à quitter le pays d'accueil dans lequel elles se trouvent.

Mesures additionnelles concernant le harcèlement sexuel

Les Etats membres devraient:

60. prendre des mesures pour interdire tout comportement à connotation sexuelle ou tout autre comportement fondé sur le sexe, qui affecte la dignité des femmes au travail, y compris le comportement d'un supérieur hiérarchique ou collègue: tout comportement à connotation sexuelle, comprenant l'utilisation d'une position conférant une autorité, est concerné, quel que soit le lieu (y compris les situations telles que les relations de voisinage, les relations entre étudiant(e)s et professeurs, les situations de harcèlement téléphonique, etc.). Ces situations constituent une violation de la dignité des personnes;

61. promouvoir la sensibilisation, l'information et la prévention en matière de harcèlement sexuel sur le lieu de travail ou en relation avec le travail ou quel que soit le lieu, et prendre toute mesure appropriée pour protéger les femmes et les hommes contre de tels comportements.

Mesures additionnelles concernant les mutilations génitales

Les Etats membres devraient:

62. incriminer toute mutilation des organes génitaux d'une personne de sexe féminin avec ou sans consentement de cette dernière; par mutilation des organes génitaux, on entend couture du clitoris, excision, clitoridectomie, infibulation;

63. incriminer toute personne ayant volontairement pratiqué, facilité ou favorisé toute forme de mutilation des organes génitaux d'une personne de sexe féminin avec ou sans son consentement; tout commencement d'exécution des actes est répréhensible;

64. organiser des campagnes d'information et de prévention auprès des populations concernées, notamment les immigrant(e)s et les réfugié(e)s, sur les risques pour la santé des victimes et les conséquences pénales pour les auteurs;

65. sensibiliser le corps médical et en particulier les médecins chargés d'effectuer les visites médicales pré et postnatales ainsi que le suivi des enfants;

66. prévoir la conclusion ou le renforcement d'accords bilatéraux concernant la prévention et l'interdiction des mutilations des organes génitaux d'une personne de sexe féminin et la poursuite des auteurs;

67. examiner la possibilité d'accorder à ces femmes une protection spéciale en qualité de groupe menacé en raison de leur sexe.

Mesures additionnelles concernant les violences en situation de conflit et d'après-conflit

Les Etats membres devraient:

68. incriminer toute forme de violences à l'égard des femmes et des enfants perpétrées en situation de conflit, conformément aux dispositions du droit humanitaire international, qu'il s'agisse d'humiliations, de tortures, d'esclavage sexuel ou de mort consécutive à ces actes;

69. incriminer le viol, l'esclavage sexuel, la grossesse et la stérilisation forcées ou toute autre forme de violence sexuelle d'une gravité comparable en tant que violation intolérable des droits de la personne humaine, en tant que crimes contre l'humanité et, quand elles sont perpétrées en situation de conflit armé, en tant que crimes de guerre;

70. assurer la protection des victimes appelées à témoigner devant les tribunaux nationaux et les tribunaux pénaux internationaux jugeant des génocides, des crimes contre l'humanité et des crimes de guerre, et leur accorder un permis de séjour, au moins pendant la durée de la procédure;

71. fournir une assistance sociale et juridique à tous les témoins cités devant les tribunaux nationaux et les tribunaux pénaux internationaux jugeant des génocides, des crimes contre l'humanité et des crimes de guerre ;

72. envisager d'accorder le statut de réfugié(e) ou une protection subsidiaire en raison de persécutions fondées sur l'appartenance sexuelle et/ou d'octroyer le statut de résidente pour des motifs humanitaires aux femmes victimes de violences pendant un conflit;

73. soutenir et financer les ONG qui conseillent et aident les victimes de violences dans les situations de conflit et d'après-conflit;

74. dans les situations d'après-conflit, encourager la prise en compte des problèmes spécifiques aux femmes dans le processus de reconstruction et de renouvellement politique dans les zones touchées;

75. aux niveaux national et international, faire en sorte que toutes les interventions effectuées dans des zones touchées par un conflit soient conduites par un personnel formé aux questions relatives à l'égalité entre les femmes et les hommes;

76. soutenir et financer des programmes visant à apporter une assistance aux victimes de conflits et à contribuer aux efforts de reconstruction et de rapatriement à la suite des conflits dans une perspective d'égalité entre les femmes et les hommes.

Mesures additionnelles concernant les violences en milieu institutionnel

Les Etats membres devraient:

77. incriminer toute forme de violence physique, sexuelle et psychologique perpétrée ou tolérée par l'Etat ou les agents de la puissance publique, quel que soit l'endroit où elle s'exerce et tout particulièrement dans les centres de réclusion et de détention, dans les centres d'internement psychiatrique ou autres;

78. incriminer toute forme de violence physique, sexuelle et psychologique perpétrée ou tolérée dans des contextes où la responsabilité de l'Etat ou d'un tiers peut être invoquée, et par exemple dans les pensionnats, internats, maisons de retraite et autres établissements.

Mesures additionnelles concernant le non-respect du droit au libre choix en matière de procréation

Les Etats membres devraient:

79. Interdire les stérilisations ou avortements forcés, la contraception imposée par la contrainte ou la force et la sélection prénatale en fonction du sexe, et prendre toutes les mesures nécessaires à cette fin.

Mesures additionnelles concernant les meurtres d'honneur

Les Etats membres devraient:

80. incriminer toutes violences à l'égard des femmes et des enfants commises en vertu de la coutume dite «des meurtres d'honneur»;
81. prendre toutes les mesures nécessaires pour prévenir les «meurtres d'honneur», et notamment mener des campagnes d'information visant les groupes de population et les professionnels concernés, en particulier les juges et les personnels judiciaires;
82. incriminer toute personne ayant volontairement participé à, facilité ou favorisé un «meurtre d'honneur»;
83. soutenir les ONG et autres groupes qui combattent ces pratiques.

Mesures additionnelles concernant les mariages précoces

Les Etats membres devraient:

84. interdire les mariages forcés, conclus sans le consentement des personnes concernées;
85. prendre les mesures nécessaires pour prévenir et empêcher les pratiques relatives à la vente des enfants.

Recommandation CM/Rec(2009)7

**du Comité des Ministres aux Etats membres
sur les politiques cinématographiques nationales et la diversité des expressions
culturelles**

*(adoptée par le Comité des Ministres le 23 septembre 2009,
lors de la 1066e réunion des Délégués des Ministres)*

Le Comité des Ministres, en vertu de l'article 15.b du Statut du Conseil de l'Europe,

Considérant que le but du Conseil de l'Europe est de réaliser une union plus étroite entre ses membres afin de sauvegarder et de promouvoir les idéaux et les principes qui sont leur patrimoine commun ;

Réaffirmant l'importance primordiale de la liberté d'expression et de la protection de la diversité, qui sont des idéaux communs de l'Europe ;

Considérant la Convention européenne sur la coproduction cinématographique (STE n° 147) et la contribution vitale du Fonds européen du soutien à la coproduction, à la distribution et à l'exploitation d'œuvres cinématographiques européennes « Eurimages » à la culture cinématographique européenne ;

Tenant compte de sa Résolution Res (97) 4 confirmant la continuation de l'Observatoire européen de l'audiovisuel, dont la mission est d'améliorer les transferts d'information au sein de l'industrie de l'audiovisuel et de promouvoir une meilleure perception du marché et sa plus grande transparence ;

Considérant la Convention européenne sur la télévision transfrontière (STE n° 132), qui prévoit des mesures destinées à garantir la diffusion d'œuvres européennes ;

Considérant la Convention de l'UNESCO sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles (Paris, 20 octobre 2005), qui reconnaît la diversité culturelle comme une caractéristique inhérente à l'humanité et qui vise à renforcer la création, la production, la diffusion, la distribution et la jouissance des expressions culturelles ;

Tenant compte du Mémoire d'accord du 11 mai 2007 entre le Conseil de l'Europe et l'Union européenne, et du potentiel qu'il offre pour consolider les échanges d'informations et la coopération dans le domaine des politiques audiovisuelles ;

Affirmant, dans l'esprit de la Convention de l'UNESCO sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles, que le cinéma a une double nature, économique et culturelle, si bien qu'il n'est ni possible ni souhaitable d'établir une distinction entre films culturels et films commerciaux ;

Conscient que le cinéma est un important moyen d'expression culturelle et artistique qui joue un rôle essentiel dans la défense de la liberté d'expression, de la diversité et de la créativité, ainsi que de la citoyenneté démocratique ;

Rappelant la Recommandation 1674 (2004) de l'Assemblée parlementaire sur les « Enjeux du secteur audiovisuel européen », selon laquelle l'audiovisuel reste dans une situation précaire en Europe et se trouve aujourd'hui confronté à un véritable défi consistant à concilier la créativité artistique et la diversité culturelle des œuvres européennes avec une dimension

véritablement européenne, par les valeurs culturelles que ces œuvres représentent et les publics touchés ;

Tenant compte des résultats du Forum du Conseil de l'Europe « Elaborer des politiques pour le cinéma de demain », qui s'est tenu à Cracovie du 11 au 13 septembre 2008 ;

Affirmant que les responsables politiques nationaux et régionaux et les instances cinématographiques ont la responsabilité de mettre en place des politiques qui portent non seulement sur la production, mais aussi sur tous les aspects de la chaîne de valeur cinématographique – développement, production, distribution et promotion, exploitation, éducation et formation aux médias, accès aux publics et patrimoine cinématographique – et qui s'étendent non seulement aux aides financières, mais aussi à la réglementation, à la recherche et à la collecte de données ;

Affirmant que c'est notamment par sa capacité à toucher différents publics que le cinéma atteint ses objectifs culturels, en particulier en ce qui concerne la diversité culturelle, et que les politiques cinématographiques devraient faciliter l'accès aux films de ces différents publics ;

Conscient que la mondialisation et l'évolution des marchés, les avancées technologiques et les changements de comportement du public exigent d'adapter en permanence les politiques cinématographiques afin qu'elles continuent d'atteindre leurs objectifs,

Recommande aux gouvernements des Etats membres :

- a.* d'utiliser tous les moyens dont ils disposent, conformément à leur constitution et en fonction de leur situation nationale, régionale ou locale, pour tenir compte des principes et mettre en œuvre les mesures figurant dans l'annexe à la présente recommandation pour l'élaboration de politiques cinématographiques ;
- b.* de porter, par les voies nationales appropriées, la présente recommandation à l'attention des instances publiques et privées compétentes de leur pays ;
- c.* d'utiliser les outils d'information qui existent au sein du Conseil de l'Europe en matière de politique culturelle, notamment les transferts de connaissances et les échanges de bonnes pratiques, pour donner suite à la présente recommandation ;
- d.* de renforcer l'impact positif de la Convention européenne sur la coproduction cinématographique, en réexaminant cet instrument en vue de promouvoir la coopération transnationale dans ce secteur, afin de garantir son efficacité à long terme ;
- e.* de coopérer dans le cadre du Conseil de l'Europe et, si nécessaire, avec d'autres organisations internationales poursuivant des buts et objectifs communs dans le domaine culturel, en particulier audiovisuel, afin :
 - i.* d'étudier la possibilité d'élaborer une série d'objectifs et d'indicateurs ainsi que des outils d'évaluation et des critères de comparaison communs, et d'émettre des lignes directrices pour les politiques cinématographiques, auxquels les Etats membres pourraient se référer sur une base volontaire ;
 - ii.* de réfléchir à de futures occasions de poursuivre la discussion, au niveau européen, sur les questions et principes majeurs concernant les politiques cinématographiques, de manière à favoriser la réalisation des mesures et des objectifs énoncés dans la présente recommandation et dans les autres textes juridiques

pertinents du Conseil de l'Europe et de l'Union européenne dans le domaine des politiques cinématographiques, du secteur de la création et de la diversité culturelle ;

Demande au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe de porter la présente recommandation à l'attention des Etats parties à la Convention culturelle européenne (STE n° 18) qui ne sont pas membres du Conseil de l'Europe.

Annexe à la Recommandation CM/Rec(2009)7

Contexte

1. Les conditions de financement, de production et d'accès aux films européens connaissent de profonds bouleversements. Si de nouvelles opportunités sont apparues, notamment sous l'effet des avancées technologiques et des possibilités qu'elles offrent pour diversifier et améliorer l'accès aux films, la plupart des modèles commerciaux actuels sont obsolètes et les films européens luttent pour trouver leur juste place sur les écrans dans le monde.
2. S'il existe un consensus de longue date sur l'importance, d'un point de vue économique et culturel, d'avoir une production cinématographique forte en Europe, il est clair qu'une telle production ne peut être maintenue et renforcée qu'en mettant davantage l'accent sur l'efficacité et l'efficience des politiques cinématographiques et en optimisant l'utilisation des ressources à tous les niveaux.
3. Les organisations et plates-formes de discussion européennes concernées permettent d'améliorer les synergies entre les politiques cinématographiques nationales et un cadre permanent d'apprentissage et d'échange de bonnes pratiques.
4. Il convient de revoir les politiques cinématographiques nationales pour prendre en compte les changements intervenus sur les marchés et dans le domaine des technologies, et aboutir à de meilleures décisions, afin de déterminer si, et à quel point, ces changements ont été bénéfiques pour la spécificité et la qualité du cinéma européen.

Objet

5. Cette annexe fixe des lignes directrices pour l'examen des politiques cinématographiques nationales, dans le but de permettre leur développement et de renforcer leur efficacité dans un paysage audiovisuel en mutation. Les thèmes prioritaires proposés sont les suivants : I) élaboration d'une approche globale des politiques cinématographiques ; II) développement et production cinématographiques ; III) amélioration des cadres réglementaires de coproduction et de codistribution ; IV) encouragement à la distribution et à la diffusion des films européens ; V) le cinéma européen et les jeunes ; VI) exploitation optimale du potentiel des technologies numériques ; et VII) transparence et responsabilité.

I. Elaboration d'une approche globale des politiques cinématographiques

6. Les politiques cinématographiques devraient mettre l'accent sur les différents maillons de la chaîne de valeur cinématographique.
7. Le rôle des instances cinématographiques publiques est d'élaborer, de mettre en œuvre et d'évaluer ces politiques par le biais des moyens financiers, réglementaires et autres, qui conviennent.

Mesures recommandées

8. Les autorités cinématographiques nationales et (le cas échéant) régionales en Europe devraient en général :
- élaborer des politiques cinématographiques globales qui portent non seulement sur la production mais aussi sur la formation, le développement, la distribution, la promotion et l'exploitation, ainsi que sur l'éducation et le patrimoine cinématographique, afin d'accroître les chances, pour les films européens, de toucher le public. Les politiques cinématographiques devraient fixer des principes et des objectifs clairs, allier continuité et mécanismes d'examen adéquats et pragmatiques, s'appuyer sur des règles et des outils clairs et efficaces privilégiant la transparence et la responsabilité ;
 - veiller à ce que les objectifs des politiques cinématographiques et la spécificité des œuvres audiovisuelles soient dûment pris en compte lors de l'élaboration et de l'application d'autres politiques et réglementations, en particulier dans les domaines de l'éducation, des droits de propriété intellectuelle, des médias, de la concurrence et du commerce. Pour ce faire, il faudrait chercher à améliorer la coordination entre les différents organismes publics compétents aux niveaux régional, national et européen ;
 - encourager les instances cinématographiques à partager et à développer leurs bonnes pratiques, ainsi qu'à se fixer et poursuivre des objectifs communs ;
 - participer, sur une base volontaire et dans un esprit de coopération et de solidarité, à des initiatives transnationales visant à tirer le meilleur parti des systèmes de financement au niveau européen, et, notamment, à améliorer la convivialité, l'efficacité et la complémentarité opérationnelle des dispositifs régionaux, nationaux et européens d'aide publique et d'autres formes de soutien ;
 - veiller à ce que les films financés par des fonds publics puissent être collectés, conservés, restaurés et mis à disposition à des fins culturelles et éducatives par des institutions patrimoniales cinématographiques reconnues. Il pourrait par exemple être demandé aux producteurs ayant reçu des fonds publics de consentir à ce que ces institutions organisent des projections culturelles des films en question sans avoir à acquitter aucun droit.

II. Développement et production cinématographiques

9. Les fonds publics devraient réduire les risques liés au développement auxquels s'exposent les producteurs et, si possible, permettre une utilisation plus efficace des fonds destinés à la production en offrant un financement adapté pour la phase de développement.
10. En particulier, l'aide au développement devrait encourager l'émergence de nouveaux talents et l'innovation.
11. Les politiques cinématographiques devraient récompenser les producteurs et les distributeurs qui assument une plus grande responsabilité quant aux résultats de leurs films. Les producteurs et les distributeurs devraient ainsi être encouragés à mettre au point des stratégies communes, le plus tôt possible dans le processus de production, afin de mieux prendre en compte les coûts de promotion et de distribution, et de concevoir des stratégies de distribution réalistes.
12. Les politiques cinématographiques devraient adopter une approche globale et structurée pour aider les sociétés à se développer, par exemple en permettant le financement de lots de films et en facilitant l'accès aux ressources financières.

III. Amélioration des cadres réglementaires de coproduction et de codistribution

13. La coproduction et la codistribution favorisent la coopération artistique et technique transfrontalière et contribuent à la diffusion internationale des films. Le fait d'encourager la conclusion d'accords de coproduction et de codistribution, et de garantir leur mise en œuvre effective joue un rôle important pour promouvoir la diversité culturelle par le biais de la production cinématographique. La Convention de l'UNESCO sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles reconnaît la contribution des coproductions à la diversité et invite les Parties à encourager la conclusion d'accords de coproduction et de codistribution (article 12.e).

14. Il existe de nombreuses possibilités de coproduction en Europe et entre producteurs européens et non européens, mais il faut que les règles de coproduction européennes soutiennent véritablement les ambitions artistiques des films et aident le plus possible les films à franchir les frontières.

15. La Convention européenne sur la coproduction cinématographique pourrait permettre de se rapprocher de ces deux objectifs. Elle aurait peut-être besoin d'être révisée pour tenir pleinement compte de l'évolution des modes de fabrication, de distribution et de visionnage des films et pour prendre en considération les objectifs généraux des politiques cinématographiques.

Mesures recommandées

16. Les Etats membres devraient entreprendre une révision de la Convention européenne sur la coproduction cinématographique, afin qu'elle tienne compte des nouveaux développements concernant les marchés, les technologies et les pratiques de coproduction.

17. L'attention devrait être portée sur le soutien aux lots de coproductions.

18. La diffusion des œuvres coproduites dans chaque territoire pourrait être améliorée en conditionnant l'attribution de fonds publics à l'existence d'un projet de distribution réaliste.

IV. Encouragement à la distribution et à la diffusion des films européens

19. Les pays européens ont une production cinématographique abondante mais beaucoup de films rencontrent d'importantes difficultés pour toucher le public car ils sont « évincés » par les productions des principaux acteurs de l'industrie. En conséquence, le potentiel de diversité culturelle du cinéma européen ne peut s'exprimer pleinement.

Mesures recommandées

20. Tout en maintenant leur engagement à soutenir la diffusion des films dans les salles, les politiques publiques devraient tenir compte des différents modes de consommation des films à l'ère du numérique. Elles devraient également intégrer totalement le rôle que les opérateurs de l'audiovisuel (en particulier ceux du service public), les fournisseurs de vidéo à la demande et les festivals jouent – ou peuvent jouer – dans la diffusion des films.

21. Les barrières linguistiques peuvent être largement surmontées grâce aux technologies. Il faudrait par conséquent accorder un soutien prioritaire au sous-titrage et au doublage des films, en particulier ceux qui sont destinés à une diffusion numérique.

22. Tous les opérateurs concernés par la diffusion de contenus audiovisuels ont un rôle à jouer dans l'élaboration et la mise en œuvre des objectifs des politiques cinématographiques. Ils doivent définir et appliquer des stratégies claires pour contribuer à atteindre les buts fixés

par les politiques cinématographiques non seulement en matière de financement de la production, mais aussi de promotion des films et de la culture cinématographique.

23. Les Etats membres devraient envisager la possibilité d'améliorer le suivi des objectifs culturels fixés dans la Convention européenne sur la télévision transfrontière, afin d'évaluer s'ils ont des retombées positives sur la diffusion des films européens.

V. Le cinéma européen et les jeunes

24. Il convient d'attacher une attention particulière aux mesures visant les enfants et les jeunes, quels films ils regardent, comment ils les regardent et comment ils participent à la culture cinématographique. Il est crucial pour le succès du cinéma européen de voir se développer un public qui apprécie la diversité des films européens et qui recherche activement ces films. L'objectif n'est pas de soutenir des films spécialement produits à l'intention des jeunes – c'est là une autre question – mais plutôt de proposer des films de qualité au jeune public afin de lui enseigner la variété et la richesse de la culture cinématographique.

25. L'éducation au cinéma est essentielle au développement du jeune public. Il est important de donner aux jeunes une éducation cinématographique qui s'inscrive dans le cadre du programme scolaire mais qui passe aussi par des activités extrascolaires. Dans les établissements scolaires, l'objectif est de présenter des films au jeune public (découverte d'un film, commentaire et analyse de l'œuvre projetée). En dehors du cadre scolaire, plusieurs objectifs peuvent être visés : encourager la pratique cinématographique (en organisant des ateliers pour former les jeunes à la programmation de films, à la réalisation, etc.) et nourrir l'« expérience cinématographique » (en emmenant les jeunes voir des films en salle).

Mesures recommandées

26. Les politiques cinématographiques publiques devraient soutenir activement la production et la distribution de films pour le jeune public.

27. L'éducation au cinéma devrait être intégrée au programme scolaire et les initiatives en la matière devraient être développées aussi bien à l'école qu'en dehors. L'éducation au cinéma devrait permettre de vivre une expérience cinématographique.

28. Les obstacles à l'utilisation de films à l'école devraient être supprimés, par exemple en fournissant du matériel adapté et en facilitant la délivrance des autorisations ou une tarification spéciale. Les producteurs des films bénéficiant d'une aide publique pourraient se voir demander d'autoriser l'utilisation de leur film à des fins éducatives en contrepartie du versement de l'aide publique.

29. Des instruments facilitant la diffusion transfrontalière des films européens destinés au jeune public devraient être adoptés ou renforcés. Il pourrait s'agir par exemple d'un service de vidéo à la demande pour les enfants et les jeunes au sein et en dehors de l'environnement éducatif, d'un réseau européen d'éducation au cinéma ou d'une chaîne européenne pour enfants.

30. Le financement public du sous-titrage et du doublage des films pour enfants devrait être une priorité.

VI. Exploitation optimale du potentiel des technologies numériques

31. Les technologies numériques ont un impact sur toute la chaîne de valeur, donnant naissance à de nouveaux modes de création, de production, de distribution et d'accès cinématographiques, et permettant de nouvelles avancées comme une meilleure qualité de

projection, une plus grande flexibilité de la programmation et un accès direct à des catalogues de films beaucoup plus riches – ce à tout moment et en tout lieu.

32. Cependant, ces améliorations ne découlent pas directement des technologies. Ces dernières ne peuvent garantir la diffusion des films européens.

33. Concrètement, en Europe, de nombreux cinémas luttent pour passer au numérique, surtout ceux qui n'ont qu'une ou quelques salles.

Mesures recommandées

34. Chaque Etat partie à la Convention culturelle européenne devrait élaborer d'urgence des politiques publiques solides et judicieuses en matière de numérisation à chaque étape de la chaîne de valeur.

35. Les politiques publiques devraient tenir compte de façon urgente et proactive de la nécessité de favoriser l'émergence de modèles commerciaux adaptés au cinéma numérique et le développement de nouvelles plates-formes et de nouveaux services pour le cinéma européen.

36. Ces modèles devraient respecter la diversité et les spécificités des salles de cinéma en Europe, y compris leur programmation, et garantir que les distributeurs gardent le contrôle sur les plans de sortie des films. Ils devraient aussi permettre de veiller à ce que toutes les salles souhaitant se lancer dans un « processus de numérisation » puissent le faire de manière coordonnée et dans un délai raisonnable.

37. Il faudrait renforcer la participation des Européens au processus international en cours qui devrait déboucher sur la définition de normes pour le cinéma numérique, et veiller à l'application de ces normes.

38. L'intervention des pouvoirs publics, y compris sous la forme de partenariats entre le public et le privé, est cruciale pour éviter un nouveau recul du cinéma européen sur les écrans.

39. Les politiques publiques devraient également :

- inciter les producteurs et les distributeurs à profiter des opportunités offertes par la diffusion numérique ;
- faciliter la diffusion transfrontalière des films en format numérique ;
- revoir le dispositif de chronologie des médias pour maximiser le potentiel de la diffusion numérique sous toutes ses formes ;
- stimuler l'offre légale de films en numérique et lutter contre la piraterie et les atteintes au droit d'auteur ;
- favoriser l'accessibilité du patrimoine cinématographique européen par le biais d'Europeana.

VII. Transparence et responsabilité

40. La transparence et la responsabilité sont des éléments clés d'une politique efficace. Le degré actuel de transparence ne devrait pas être jugé satisfaisant : en effet, des données fondamentales, comme celles qui concernent la diffusion des films en DVD, à la télévision et

par l'intermédiaire des nouveaux services à la demande, ou encore la présence des films européens sur les marchés internationaux, sont soit trop limitées soit inexistantes.

41. La valeur des politiques cinématographiques se juge à l'aune de la performance et des résultats obtenus, sur un plan tant culturel qu'économique. C'est également sur cette base que doivent être décidées les améliorations futures.

42. De plus, le fait de disposer de données détaillées, fiables et à jour concernant ce secteur contribuera à le rendre plus attractif pour les investisseurs privés et les banques.

Mesures recommandées

43. Les bailleurs et les bénéficiaires de l'aide publique devraient avoir l'obligation de veiller à ce que les informations nécessaires soient disponibles pour permettre une évaluation correcte, une rémunération équitable des titulaires de droits et le remboursement des prêts publics.

44. Dans un contexte de concurrence croissante entre les différents protagonistes, la divulgation volontaire des données ne semble pas suffisante pour garantir la transparence. Par conséquent, une intervention réglementaire pourrait être requise pour assurer des règles du jeu équitables ainsi que l'exactitude, la disponibilité et la divulgation des données, tout en protégeant la confidentialité légitime des sociétés.

45. Les autorités publiques chargées des politiques cinématographiques devraient être habilitées à collecter, traiter et publier les données pertinentes sur tous les aspects de la production, de la distribution et de l'exploitation cinématographiques, et être dotées de ressources suffisantes pour s'acquitter de cette tâche en s'appuyant sur une méthodologie sérieuse, conformément à ce que préconisent l'Observatoire européen de l'audiovisuel et le European Film Agency Research Network (Réseau des services d'études des instances cinématographiques européennes).

46. Les gouvernements devraient renforcer la position de l'Observatoire européen de l'audiovisuel et sa capacité à relever les défis lancés par les marchés audiovisuels et les mutations technologiques.

Recommandation CM/Rec(2010)5

du Comité des Ministres aux Etats membres sur des mesures visant à combattre la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle ou l'identité de genre

*(adoptée par le Comité des Ministres le 31 mars 2010,
lors de la 1081e réunion des Délégués des Ministres)*

Le Comité des Ministres, en vertu de l'article 15.b du Statut du Conseil de l'Europe,

Considérant que le but du Conseil de l'Europe est de réaliser une union plus étroite entre ses membres et que ce but peut être poursuivi, notamment, par une action commune dans le domaine des droits de l'homme ;

Rappelant que les droits de l'homme sont universels et qu'ils doivent s'appliquer à chaque individu, et soulignant par conséquent son engagement à garantir l'égalité de dignité de tout être humain ainsi que la jouissance des droits et libertés de chaque individu, sans aucune distinction fondée notamment sur le sexe, la race, la couleur, la langue, la religion, les opinions politiques ou toutes autres opinions, l'origine nationale ou sociale, l'appartenance à une minorité nationale, la fortune, la naissance ou toute autre situation, conformément à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (STE n° 5) (ci-après « la Convention ») et ses protocoles ;

Reconnaissant que les traitements non discriminatoires par les acteurs étatiques ainsi que, le cas échéant, les mesures positives prises par les Etats afin d'ériger une protection contre le traitement discriminatoire, y compris par des acteurs non étatiques, sont des composants fondamentaux du système international de protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales ;

Reconnaissant que les personnes lesbiennes, gays, bisexuelles et transgenres ont été sujets pendant plusieurs siècles, et le sont toujours, à l'homophobie, à la transphobie et à d'autres formes d'intolérance et de discrimination, même au sein de leurs familles – y compris à la criminalisation, la marginalisation, l'exclusion sociale et la violence – en raison de leur orientation sexuelle ou de leur identité de genre, et qu'une action spécifique est nécessaire afin de garantir la pleine jouissance des droits de l'homme de ces personnes ;

Considérant la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme (ci-après « la Cour ») et d'autres juridictions internationales, qui reconnaissent l'orientation sexuelle comme un motif interdit de discrimination et contribuent à l'amélioration de la protection des droits des personnes transgenres ;

Rappelant que, conformément à la jurisprudence de la Cour, toute différence de traitement, afin de ne pas être discriminatoire, doit reposer sur une justification objective et raisonnable, c'est-à-dire, poursuivre un but légitime et employer des moyens qui soient raisonnablement proportionnés au but recherché ;

Gardant à l'esprit le principe selon lequel aucune valeur culturelle, traditionnelle ou religieuse, ni aucun précepte découlant d'une « culture dominante » ne sauraient être invoqués pour justifier les discours de haine ou toutes autres formes de discrimination, y compris celles fondées sur l'orientation sexuelle ou l'identité de genre ;

Tenant compte du message du Comité des Ministres aux comités directeurs et autres comités œuvrant dans le cadre de la coopération intergouvernementale au Conseil de l'Europe sur

l'égalité des droits et la dignité de tous les êtres humains, y compris des lesbiennes, gays, bisexuels et transsexuels, adopté le 2 juillet 2008, ainsi que de ses recommandations pertinentes ;

Gardant à l'esprit les recommandations de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe adoptées depuis 1981 relatives à la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle ou l'identité de genre, ainsi que la Recommandation 211 (2007) du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe sur la « Liberté d'expression et d'assemblée pour les lesbiennes, gays, bisexuels et transsexuels » ;

Appréciant le rôle du Commissaire aux droits de l'homme dans le suivi de la situation des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles et transgenres dans les Etats membres sous l'angle de la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle ou l'identité de genre ;

Prenant note de la déclaration commune faite le 18 décembre 2008 par 66 Etats, à l'Assemblée générale des Nations Unies, qui condamne les violations des droits de l'homme fondées sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre, telles que les assassinats, les actes de torture, les arrestations arbitraires et « la privation des droits économiques, sociaux et culturels, dont le droit à la santé » ;

Soulignant que la meilleure manière de vaincre la discrimination et l'exclusion sociale fondées sur l'orientation sexuelle ou l'identité de genre pourrait consister à adopter des mesures visant à la fois les victimes de telles discriminations et exclusions, et le grand public,

Recommande aux Etats membres :

1. d'examiner les mesures législatives et autres existantes, de les suivre, ainsi que de collecter et d'analyser des données pertinentes, afin de contrôler et réparer toute discrimination directe ou indirecte pour des motifs tenant à l'orientation sexuelle ou à l'identité de genre ;
2. de veiller à ce que des mesures législatives et autres visant à combattre toute discrimination fondée sur l'orientation sexuelle ou l'identité de genre, à garantir le respect des droits de l'homme des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles et transgenres, et à promouvoir la tolérance à leur égard soient adoptées et appliquées de manière efficace ;
3. de veiller à ce que les victimes de la discrimination aient connaissance des recours juridiques efficaces devant une autorité nationale et puissent y avoir accès, et que les mesures visant à combattre les discriminations prévoient, le cas échéant, des sanctions ainsi que l'octroi d'une réparation adéquate aux victimes de la discrimination ;
4. de s'inspirer dans leur législation, leurs politiques et leurs pratiques des principes et des mesures énoncés dans l'annexe à la présente recommandation ;
5. de veiller, par des moyens et actions appropriés, à ce que la présente recommandation ainsi que son annexe soient traduites et diffusées aussi largement que possible.

Annexe à la Recommandation CM/Rec(2010)5

I. Droit à la vie, à la sécurité et à la protection contre la violence

A. « Crimes de haine » et autres incidents motivés par la haine

1. Les Etats membres devraient enquêter efficacement, rapidement et de manière impartiale sur les allégations d'infractions pénales et autres incidents pour lesquels l'orientation sexuelle ou l'identité de genre de la victime peut être raisonnablement soupçonnée d'avoir été l'un des motifs de l'auteur du crime ; ils devraient en outre veiller à ce qu'une attention particulière soit accordée aux enquêtes sur ce type de crime et incidents dès lors que le suspect est un agent des services répressifs, ou toute autre personne agissant dans le cadre de fonctions officielles, et à ce que les responsables de tels actes soient effectivement poursuivis en justice et, le cas échéant, sanctionnés afin d'empêcher toute impunité.
2. Les Etats membres devraient veiller à ce que, lors de la détermination d'une peine, un mobile fondé sur un préjugé lié à l'orientation sexuelle ou à l'identité de genre puisse être pris en compte en tant que circonstance aggravante.
3. Les Etats membres devraient prendre les mesures appropriées pour s'assurer que les victimes et les témoins de « crimes de haine » ou d'autres incidents motivés par la haine fondée sur l'orientation sexuelle ou l'identité de genre soient encouragés à dénoncer ces crimes et incidents ; dans ce but, les Etats membres devraient prendre toutes les mesures nécessaires pour veiller à ce que les différentes structures répressives, y compris le système judiciaire, disposent des connaissances et des compétences requises pour identifier de tels crimes et incidents, et apporter une assistance et un soutien adéquats aux victimes et témoins.
4. Les Etats membres devraient prendre des mesures appropriées afin d'assurer la sécurité et la dignité de toute personne placée en prison ou se trouvant dans d'autres situations de privation de liberté, y compris des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles et transgenres, et, en particulier, prendre des mesures de protection contre les agressions physiques, les viols et les autres formes de sévices sexuels, qu'ils soient commis par des codétenus ou par le personnel ; des dispositions devraient également être prises afin de préserver et de respecter de manière appropriée l'identité de genre des personnes transgenres.
5. Les Etats membres devraient veiller à ce que des données pertinentes soient rassemblées et analysées sur la prévalence et la nature des discriminations et de l'intolérance fondées sur l'orientation sexuelle ou l'identité de genre, et en particulier en ce qui concerne les « crimes de haine » et les incidents motivés par la haine liés à l'orientation sexuelle ou l'identité de genre.

B. « Discours de haine »

6. Les Etats membres devraient prendre les mesures appropriées afin de combattre toutes les formes d'expression, notamment dans les médias et sur internet, pouvant raisonnablement être comprises comme susceptibles d'inciter, de propager ou de promouvoir la haine ou d'autres formes de discrimination à l'égard des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles et transgenres. Ces « discours de haine » devraient être prohibés et condamnés publiquement en toute occasion ; toutes les mesures devraient respecter le droit fondamental à la liberté d'expression, conformément à l'article 10 de la Convention et à la jurisprudence de la Cour.
7. Les Etats membres devraient sensibiliser les autorités et les organismes publics à tous les niveaux sur leur responsabilité de s'abstenir de faire des déclarations, notamment aux médias, pouvant raisonnablement être interprétées comme cautionnant de telles attitudes haineuses ou discriminatoires.
8. Les autorités publiques et autres représentants de l'Etat devraient être encouragés à promouvoir la tolérance et le respect des droits de l'homme des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles et transgenres dès lors qu'ils dialoguent avec les représentants principaux de la

société civile, notamment les organisations de médias et sportives, les organisations politiques et les communautés religieuses.

II. Liberté d'association

9. Les Etats membres devraient prendre les mesures appropriées pour garantir, conformément à l'article 11 de la Convention, la jouissance effective du droit à la liberté d'association sans discrimination fondée sur l'orientation sexuelle ou l'identité de genre ; en particulier, les procédures administratives discriminatoires – y compris les formalités excessives pour l'enregistrement et le fonctionnement pratique des associations – devraient être prévenues et supprimées ; des mesures devraient également être adoptées afin de prévenir le recours abusif à des dispositions légales et administratives, telles que celles visant les restrictions fondées sur la santé publique, la morale publique et l'ordre public.

10. L'accès au financement public disponible pour les organisations non gouvernementales devrait être garanti sans discrimination fondée sur l'orientation sexuelle ou l'identité de genre.

11. Les Etats membres devraient prendre des mesures appropriées pour protéger de manière effective les défenseurs des droits de l'homme des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles et transgenres contre les actes d'hostilité et les agressions auxquelles ils peuvent être exposés, y compris lorsqu'ils sont censés avoir été commis par des agents de l'Etat, pour leur permettre de mener librement leurs activités conformément à la Déclaration du Comité des Ministres sur l'action du Conseil de l'Europe pour améliorer la protection des défenseurs des droits de l'homme et promouvoir leurs activités.

12. Les Etats membres devraient veiller à ce que les organisations non gouvernementales défendant les droits de l'homme des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles et transgenres soient consultées, de manière appropriée, sur l'adoption et la mise en œuvre de mesures pouvant avoir un impact sur les droits de l'homme de ces personnes.

III. Liberté d'expression et de réunion pacifique

13. Les Etats membres devraient prendre les mesures appropriées pour garantir, conformément à l'article 10 de la Convention, la jouissance effective du droit à la liberté d'expression sans discrimination fondée sur l'orientation sexuelle ou l'identité de genre, notamment à l'égard de la liberté de recevoir et de transmettre des informations et des idées concernant l'orientation sexuelle ou l'identité de genre.

14. Les Etats membres devraient prendre des mesures appropriées aux niveaux national, régional et local pour garantir la jouissance effective de la liberté de réunion pacifique, telle que prévue par l'article 11 de la Convention, sans discrimination fondée sur l'orientation sexuelle ou l'identité de genre.

15. Les Etats membres devraient veiller à ce que les services répressifs prennent les mesures appropriées pour protéger les participants à des manifestations pacifiques en faveur des droits de l'homme des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles et transgenres contre les ingérences illégales visant à perturber ou à empêcher la jouissance effective de leur droit à la liberté d'expression et de réunion pacifique.

16. Les Etats membres devraient prendre les mesures appropriées pour éviter les restrictions à la jouissance effective des droits à la liberté d'expression et de réunion pacifique résultant de l'abus de dispositions juridiques et administratives telles que celles visant la santé publique, la morale publique et l'ordre public.

17. Les autorités publiques, à tous les niveaux, devraient être encouragées à condamner publiquement – notamment dans les médias – toute ingérence illégale dans les droits de l’homme d’un individu ou d’un groupe d’individus d’exercer sa liberté d’expression et de réunion pacifique, en particulier en relation avec les droits de l’homme des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles et transgenres.

IV. Droit au respect de la vie privée et familiale

18. Les Etats membres devraient veiller à ce que toute législation discriminatoire érigeant en infraction pénale des actes sexuels entre adultes consentants du même sexe, y compris toute disposition fixant la majorité sexuelle à des âges différents selon que l’acte est commis par des personnes du même sexe ou par des hétérosexuels, soit abrogée ; ils devraient également prendre des mesures appropriées afin que toute disposition de droit pénal pouvant se prêter à une application discriminatoire en raison de sa formulation soit abrogée, amendée ou appliquée d’une manière compatible avec le principe de non-discrimination.

19. Les Etats membres devraient veiller à ce que les données à caractère personnel mentionnant l’orientation sexuelle ou l’identité de genre d’une personne ne soient ni collectées ni conservées ou utilisées d’une autre manière par des organismes publics incluant notamment les services répressifs, sauf si cette activité est nécessaire à des fins spécifiques, légales et légitimes ; les enregistrements existants et non conformes à ces principes devraient être détruits.

20. Les conditions préalables, y compris les modifications d’ordre physique, à la reconnaissance juridique d’un changement de genre devraient être régulièrement réévaluées afin de lever celles qui seraient abusives.

21. Les Etats membres devraient prendre les mesures appropriées pour garantir la reconnaissance juridique intégrale du changement de sexe d’une personne dans tous les domaines de la vie, en particulier en permettant de changer le nom et le genre de l’intéressé dans les documents officiels de manière rapide, transparente et accessible ; les Etats membres devraient également veiller, le cas échéant, à ce que les acteurs non étatiques reconnaissent le changement et apportent les modifications correspondantes dans des documents importants tels que les diplômes ou les certificats de travail.

22. Les Etats membres devraient prendre toutes les mesures appropriées pour garantir que, une fois le changement de sexe accompli et juridiquement reconnu conformément aux paragraphes 20 et 21 ci-dessus, le droit d’une personne transgenre d’épouser une personne du sexe opposé à son nouveau sexe est effectivement garanti.

23. Lorsque la législation nationale confère des droits et des obligations aux couples non mariés, les Etats membres devraient garantir son application sans aucune discrimination à la fois aux couples de même sexe et à ceux de sexes différents, y compris en ce qui concerne les prestations de pension de retraite du survivant et les droits locatifs.

24. Lorsque la législation nationale reconnaît les partenariats enregistrés entre personnes de même sexe, les Etats membres devraient viser à ce que leur statut juridique, ainsi que leurs droits et obligations soient équivalents à ceux des couples hétérosexuels dans une situation comparable.

25. Lorsque la législation nationale ne reconnaît ni confère de droit ou d’obligation aux partenariats enregistrés entre personnes de même sexe et aux couples non mariés, les Etats membres sont invités à considérer la possibilité de fournir, sans aucune discrimination, y compris vis-à-vis de couples de sexes différents, aux couples de même sexe des moyens

juridiques ou autres pour répondre aux problèmes pratiques liés à la réalité sociale dans laquelle ils vivent.

26. Tenant compte du fait que l'intérêt supérieur de l'enfant devrait être la considération première dans les décisions en matière de responsabilité parentale, ou de tutelle d'un enfant, les Etats membres devraient s'assurer que ces décisions sont prises sans discrimination fondée sur l'orientation sexuelle ou l'identité de genre.

27. Tenant compte du fait que l'intérêt supérieur de l'enfant devrait être la considération première dans les décisions en matière d'adoption d'un enfant, les Etats membres dont la législation nationale permet à des personnes célibataires d'adopter des enfants devraient garantir son application sans discrimination fondée sur l'orientation sexuelle ou l'identité de genre.

28. Lorsque la législation nationale permet la procréation assistée médicalement pour les femmes célibataires, les Etats membres devraient essayer de garantir l'accès à ce traitement, sans discrimination fondée sur l'orientation sexuelle.

V. Emploi

29. Les Etats membres devraient veiller à l'adoption et à la mise en œuvre de mesures appropriées assurant une protection efficace contre les discriminations fondées sur l'orientation sexuelle ou l'identité de genre en matière d'emploi et de vie professionnelle dans le secteur public ainsi que dans le secteur privé. Ces mesures devraient concerner les conditions d'accès à l'emploi et aux promotions, les modalités de licenciement, le salaire et autres conditions de travail, y compris en vue de prévenir, combattre et punir le harcèlement sexuel et les autres formes de victimisation.

30. Une attention particulière devrait être accordée à la protection efficace du droit à la vie privée des personnes transgenres dans le contexte du travail, en particulier en ce qui concerne les candidatures à un emploi, de manière à éviter la divulgation inutile de l'historique de leur genre ou de leur ancien nom à l'employeur et aux autres employés.

VI. Education

31. En tenant dûment compte de l'intérêt supérieur de l'enfant, les Etats membres devraient prendre les mesures appropriées, législatives et autres, visant le personnel enseignant et les élèves, afin de garantir la jouissance effective du droit à l'éducation, sans discrimination fondée sur l'orientation sexuelle ou l'identité de genre ; cela comprend, en particulier, la protection du droit des enfants et des jeunes gens à l'éducation dans un environnement sûr, à l'abri de la violence, des brimades, de l'exclusion sociale ou d'autres formes de traitements discriminatoires et dégradants liés à l'orientation sexuelle ou à l'identité de genre.

32. En tenant dûment compte de l'intérêt supérieur de l'enfant, des mesures appropriées devraient être prises à cette fin à tous les niveaux pour promouvoir la tolérance et le respect mutuels à l'école, quelle que soit l'orientation sexuelle ou l'identité de genre. Cela devrait comprendre la fourniture d'informations objectives concernant l'orientation sexuelle et l'identité de genre, par exemple dans les programmes scolaires et le matériel pédagogique ; les Etats membres devraient également fournir à tous les élèves et étudiants l'information, la protection et le soutien requis pour leur permettre de vivre en accord avec leur orientation sexuelle et leur identité de genre. En outre, les Etats membres pourraient concevoir et mettre

en œuvre des politiques scolaires et des plans d'action pour l'égalité et la sécurité, et garantir l'accès à des formations ou soutiens et des outils d'aide pédagogiques appropriés pour lutter contre la discrimination. Ces mesures devraient tenir compte des droits des parents concernant l'éducation de leurs enfants.

VII. Santé

33. Les Etats membres devraient prendre les mesures appropriées, législatives et autres, pour assurer la jouissance effective du plus haut niveau de santé réalisable, sans discrimination fondée sur l'orientation sexuelle ou l'identité de genre ; en particulier, ils devraient tenir compte des besoins particuliers des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles et transsexuelles dans l'élaboration de plans de santé nationaux, y compris des mesures de prévention du suicide, des enquêtes de santé, des programmes d'enseignement médical, des cours et des matériels de formation, ainsi que dans le cadre du suivi et de l'évaluation de la qualité des services de soins de santé.

34. Des mesures appropriées devraient être prises afin d'éviter de classer l'homosexualité comme une maladie, conformément aux normes de l'Organisation mondiale de la santé.

35. Les Etats membres devraient prendre les mesures appropriées pour que l'accès des personnes transgenres aux services appropriés de changement de sexe, y compris à des spécialistes de la santé des personnes transgenres en psychologie, en endocrinologie et en chirurgie, soit assuré sans être soumis à des exigences déraisonnables ; personne ne devrait être soumis à des procédures de changement de sexe sans son consentement.

36. Les Etats membres devraient prendre des mesures appropriées, législatives et autres, pour garantir que toutes décisions limitant la couverture par l'assurance maladie des coûts d'une procédure de changement de sexe sont légales, objectives et proportionnées.

VIII. Logement

37. Des mesures devraient être prises afin de garantir la jouissance effective et égale par tous de l'accès à un logement convenable, sans discrimination fondée sur l'orientation sexuelle ou l'identité de genre ; ces mesures devraient en particulier tenter de fournir une protection contre les expulsions discriminatoires et de garantir l'égalité des droits d'acquisition et de propriété de terres et autres biens.

38. Une attention appropriée devrait être accordée aux risques encourus par les personnes lesbiennes, gays, bisexuelles et transgenres de se retrouver sans abri, notamment les jeunes personnes et les enfants qui peuvent être particulièrement vulnérables à l'exclusion sociale, y compris par leurs propres familles ; à cet égard, les services sociaux pertinents devraient être assurés sur la base d'une évaluation objective des besoins de chaque individu, sans aucune discrimination.

IX. Sports

39. L'homophobie, la transphobie et toute discrimination fondée sur l'orientation sexuelle ou l'identité de genre dans le sport sont, comme le racisme ou toutes autres formes de discrimination, inacceptables et devraient être combattues.

40. Les activités et les installations sportives devraient être ouvertes à tous, sans discrimination fondée sur l'orientation sexuelle ou l'identité de genre ; en particulier, des mesures efficaces devraient être prises afin de prévenir, combattre et punir les insultes discriminatoires faisant référence à l'orientation sexuelle ou à l'identité de genre pendant un événement sportif ou en liaison avec celui-ci.

41. Les Etats membres devraient encourager le dialogue avec et soutenir les associations sportives ainsi que les fan-clubs en développant des activités de sensibilisation sur la discrimination des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles et transgenres dans le sport, et en condamnant toute manifestation d'intolérance à leur rencontre.

X. Droit de demander l'asile

42. Dans les cas où les Etats membres ont des obligations internationales à cet égard, ils devraient reconnaître dans leur législation nationale qu'une crainte bien fondée de persécution motivée par l'orientation sexuelle ou l'identité de genre puisse être un motif valide d'octroi du statut de réfugié et de l'asile.

43. Les Etats membres devraient en particulier s'assurer que les demandeurs d'asile ne sont pas envoyés dans un pays où leur vie ou leur liberté seraient menacées ou dans un pays où ils risquent d'être soumis à des tortures, à des peines ou traitements inhumains ou dégradants, et ce en raison de leur orientation sexuelle ou de leur identité de genre.

44. Les demandeurs d'asile devraient être protégés contre toute politique ou pratique discriminatoire fondée sur l'orientation sexuelle ou l'identité de genre ; en particulier, des mesures appropriées devraient être prises pour prévenir les risques de violence physique, y compris des violences sexuelles, d'agressions verbales ou d'autres formes de harcèlement pesant sur les demandeurs privés de leur liberté, et pour garantir l'accès des intéressés à des informations visant leur cas particulier.

XI. Structures nationales des droits de l'homme

45. Les Etats membres devraient veiller à ce que les structures nationales des droits de l'homme soient clairement mandatées pour examiner les discriminations fondées sur l'orientation sexuelle ou l'identité de genre ; en particulier, ces structures devraient pouvoir formuler des recommandations sur des lois et des politiques, sensibiliser le grand public, ainsi que, dans la mesure où cela est prévu par la législation nationale, examiner des plaintes individuelles concernant à la fois les secteurs privés et publics, et engager ou participer à des procédures judiciaires.

XII. Discrimination multiple

46. Les Etats membres sont encouragés à prendre des mesures garantissant que les dispositions du droit national interdisant ou empêchant les discriminations protègent également contre les discriminations fondées sur des motifs multiples, y compris celles fondées sur l'orientation sexuelle ou l'identité de genre ; les structures nationales des droits de l'homme devraient disposer d'un large mandat pour leur permettre de répondre à de tels problèmes.

Déclaration du Comité des Ministres sur des principes de la gouvernance de l'internet

*(adoptée par le Comité des Ministres le 21 septembre 2011,
lors de la 1121^e réunion des Délégués des Ministres)*

1. L'internet rassemble un vaste ensemble d'idées, de technologies, de ressources et de politiques qui s'est développé autour du principe de liberté, grâce à un effort collectif au service de l'intérêt commun. Les Etats, le secteur privé, la société civile et les individus ont tous contribué à construire l'internet dynamique, inclusif et couronné de succès que nous connaissons aujourd'hui. L'internet offre un espace de liberté, qui facilite l'exercice et la jouissance des droits fondamentaux, les processus participatifs et démocratiques, et les activités sociales et commerciales.
2. Cela a inspiré une conception commune de la gouvernance de l'internet qui a été formalisée dans la Déclaration de principes adoptée lors de la phase de Genève du Sommet mondial sur la société de l'information, en décembre 2003. L'Agenda de Tunis, adopté lors de la deuxième phase du Sommet mondial sur la société de l'information en novembre 2005, a défini la gouvernance de l'internet comme l'élaboration et l'application par les Etats, le secteur privé et la société civile, chacun selon son rôle, de principes, normes, règles, procédures de prise de décision et programmes communs propres à modeler l'évolution et l'utilisation de l'internet.
3. Les débats sur la gouvernance de l'internet qui ont lieu dans diverses enceintes nationales et internationales sont un résultat tangible de cette conception. Ils ont favorisé le dialogue entre les acteurs étatiques, ceux du secteur privé et ceux de la société civile, et permis de dégager des positions communes sur les politiques relatives à l'internet et, plus généralement, sur sa gouvernance. Soucieux de préserver et de consolider cette démarche, les communautés internet, les organisations internationales et les autres acteurs ont entrepris de définir les valeurs fondamentales de l'internet et élaboré des lignes directrices concernant différents aspects de sa gouvernance.
4. Le Conseil de l'Europe a participé à ces processus et ses 47 Etats membres ont, au travers de nombreux instruments, soutenu des mesures visant à garantir un maximum de droits sur l'internet, avec le moins de restrictions possible, tout en offrant le niveau de sécurité que les utilisateurs sont en droit d'attendre. Cette position découle de l'engagement des Etats membres du Conseil de l'Europe de reconnaître à toute personne relevant de leur juridiction les droits et libertés protégés par la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (STE n° 5).
5. Afin de garantir une approche de l'internet qui soit viable à long terme, centrée sur l'individu et fondée sur les droits, il est nécessaire d'affirmer des principes de gouvernance qui reconnaissent les droits de l'homme et les libertés fondamentales, la démocratie et l'Etat de droit, ainsi que les principes essentiels des communautés internet, développés au cours des processus susmentionnés.
6. A titre de contribution à ce processus continu, inclusif, collaboratif et ouvert, le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe :
 - affirme les principes énoncés ci-après, qui s'appuient sur des principes de la gouvernance de l'internet élaborés progressivement par les parties prenantes concernées et les communautés internet ;

- déclare son engagement résolu en faveur de ces principes et souligne qu'ils devraient être appliqués par tous les Etats membres dans le cadre de l'élaboration des politiques nationales et internationales relatives à l'internet ;
- encourage les autres parties prenantes à les adopter dans l'exercice de leurs responsabilités.

Principes de la gouvernance de l'internet

1. Droits de l'homme, démocratie et Etat de droit

Les dispositions pour la gouvernance de l'internet doivent assurer la protection de tous les droits et libertés fondamentaux et affirmer leur universalité, leur indivisibilité, leur interdépendance et leur corrélation, conformément au droit international des droits de l'homme. Elles doivent également veiller au respect plein et entier de la démocratie et de l'Etat de droit et elles devraient promouvoir le développement durable. Tous les acteurs publics et privés devraient reconnaître et respecter les droits de l'homme et les libertés fondamentales dans leur fonctionnement et leurs activités ainsi que dans la conception de nouveaux services, technologies et applications. Ils devraient être au fait des évolutions qui conduisent à l'amélioration des droits et libertés fondamentaux, mais également de celles qui constituent des menaces pour ces mêmes droits et libertés fondamentaux, et participer pleinement aux efforts visant à reconnaître de nouveaux droits.

2. Gouvernance multiacteurs

L'élaboration et la mise en place des dispositions pour la gouvernance de l'internet devraient assurer, de manière ouverte, transparente et responsable, la pleine participation des gouvernements, du secteur privé, de la société civile, des milieux techniques et des utilisateurs – compte tenu de leurs rôles et de leurs responsabilités spécifiques. L'élaboration des politiques publiques internationales relatives à l'internet et des mécanismes de gouvernance de l'internet devrait permettre la pleine participation égale de toutes les parties prenantes de tous les pays.

3. Responsabilités des Etats

Les Etats ont des droits et des responsabilités en matière de politiques publiques internationales relatives à l'internet. Dans l'exercice de leur souveraineté, ils devraient, sous réserve de ce que permet le droit international, s'abstenir de toute action qui porterait directement ou indirectement atteinte à des personnes ou à des entités ne relevant pas de leur compétence territoriale. En outre, toute décision ou action nationale entraînant une restriction des droits fondamentaux devrait être conforme aux obligations internationales et, en particulier, être prévue par la loi, être nécessaire dans une société démocratique et respecter pleinement le principe de proportionnalité et le droit à un recours indépendant, assorti de garanties juridiques et procédurales adéquates.

4. Autonomisation des usagers de l'internet

Il conviendrait de donner aux usagers les moyens d'exercer leurs droits et libertés fondamentaux, de prendre des décisions en connaissance de cause et de participer aux dispositions pour la gouvernance de l'internet, en particulier aux mécanismes de gouvernance et à l'élaboration des politiques publiques relatives à l'internet, en toute confiance et en toute liberté.

5. Universalité de l'internet

Les politiques relatives à l'internet devraient reconnaître le caractère mondial de l'internet et l'objectif d'accès universel. Elles ne devraient pas entraver le flux libre du trafic internet transfrontalier.

6. Intégrité de l'internet

La sécurité, la stabilité, la solidité, la résilience et la capacité à évoluer de l'internet devraient être les principaux objectifs de sa gouvernance. Il est essentiel de promouvoir la coopération multiacteurs au niveau national et international pour préserver l'intégrité et le fonctionnement continu de l'infrastructure de l'internet ainsi que la confiance que lui accordent les usagers.

7. Gestion décentralisée

Le caractère décentralisé de la responsabilité de la gestion courante de l'internet devrait être préservé. Les organisations chargées des aspects techniques et des aspects de gestion de l'internet et le secteur privé devraient conserver leur rôle de premier plan dans le domaine technique et opérationnel, tout en s'acquittant de leur obligation de rendre des comptes à la communauté mondiale, en toute transparence, des actions ayant une incidence sur les politiques publiques.

8. Principes d'architecture

Les normes ouvertes, l'interopérabilité et le caractère « de bout en bout » (*end-to-end*) de l'internet devraient être préservés. Ces principes devraient guider tous les acteurs concernés dans leurs décisions relatives à la gouvernance de l'internet. Il ne devrait pas exister de barrières déraisonnables à l'entrée de nouveaux usagers ou à de nouveaux usages légitimes de l'internet, ni de charges superflues qui pourraient affecter le potentiel d'innovation en matière de technologies et de services.

9. Ouverture du réseau

Les usagers devraient avoir le plus large accès possible à tout contenu, application et service de leur choix sur l'internet, qu'ils leur soient offerts ou non à titre gratuit, en utilisant les appareils appropriés de leur choix. Toute mesure de gestion du trafic qui a un impact sur l'exercice des droits et libertés fondamentaux, et particulièrement le droit à la liberté d'expression et le droit à recevoir et transmettre des informations sans considération de frontières, ainsi que le droit au respect de la vie privée, doit être conforme aux dispositions du droit international relatives à la protection de la liberté d'expression et d'accès à l'information et du droit au respect de la vie privée.

10. Diversité culturelle et linguistique

La préservation de la diversité culturelle et linguistique et la promotion de la création de contenus locaux, sans considération de langue et caractères d'écriture, devraient être des objectifs essentiels des politiques, de la coopération internationale ainsi que du développement de nouvelles technologies dans le domaine de l'internet.

Déclaration du Comité des Ministres sur la neutralité du réseau

*(adoptée par le Comité des Ministres le 29 septembre 2010,
lors de la 1094^e réunion des Délégués des Ministres)*

1. Les Etats membres du Conseil de l'Europe n'ont cessé d'exprimer leur engagement en faveur de la protection et de la promotion des droits de l'homme sur internet. Cela s'applique en particulier au droit fondamental à la liberté d'expression et d'information indépendamment des frontières, au respect de la vie privée et au secret de la correspondance, à la liberté de pensée et de religion, d'association, au droit à l'instruction et à la protection de la propriété ainsi qu'aux droits procéduraux s'y rapportant, garantis par la Convention européenne des droits de l'homme (STE n° 5).
2. La Recommandation CM/Rec(2007)16 du Comité des Ministres aux Etats membres sur des mesures visant à promouvoir la valeur de service public d'internet souligne le recours manifeste des personnes à l'internet comme outil essentiel de leurs activités quotidiennes (communication, information, savoir, transactions commerciales) ainsi que l'attente légitime de services internet accessibles, abordables, sécurisés, fiables et continus qui en résulte.
3. Les réseaux de communication électronique sont devenus des instruments fondamentaux du libre échange d'idées et d'informations. Ils contribuent à garantir la liberté d'expression et le libre accès à l'information, le pluralisme et la diversité, et concourent à l'exercice d'un certain nombre de droits fondamentaux. Un environnement compétitif et dynamique peut encourager l'innovation en accroissant la disponibilité et la performance du réseau tout en diminuant les coûts, et peut promouvoir la libre circulation sur internet de divers services et contenus. Cependant, le droit des utilisateurs à accéder à l'information et à la diffuser en ligne, ainsi que le développement de nouveaux outils et services pourraient être défavorablement affectés par une gestion non transparente du trafic, une discrimination à l'égard des contenus et des services ou des entraves à la connectivité des appareils.
4. Les utilisateurs devraient avoir le plus large accès possible à tout contenu, application ou service de leur choix sur internet, qu'ils leur soient offerts ou non à titre gratuit, en choisissant les appareils appropriés de leur choix. Ce principe général, habituellement appelé neutralité de réseau, s'applique quels que soient l'infrastructure ou le réseau utilisés pour la connexion internet. L'accès à l'infrastructure est une condition préalable à la réalisation de cet objectif.
5. Le trafic internet connaît une augmentation exponentielle en raison du nombre croissant d'utilisateurs et des nouvelles applications, contenus et services qui utilisent plus de largeur de bande que jamais auparavant. La connectivité des types existants d'appareils est élargie en matière de réseaux et d'infrastructures, et de nouveaux types d'appareils sont connectés. Dans ce contexte, les opérateurs des réseaux de communication électronique peuvent être amenés à gérer le trafic internet. Cette gestion peut être liée à la qualité du service, au développement de nouveaux services, à la stabilité et à la fiabilité du réseau ou à la lutte contre la cybercriminalité.

6. Pour autant que cela s'avère nécessaire dans le contexte décrit ci-dessus, la gestion du trafic ne doit pas être perçue comme contradictoire au principe de neutralité des réseaux. Cependant, toute exception à ce principe devrait être considérée avec beaucoup de circonspection et être justifiée par des raisons impératives d'intérêt public majeur. Dans ce contexte, les Etats membres devraient être attentifs aux dispositions prévues par l'article 10 de la Convention européenne des droits de l'homme et à la jurisprudence pertinente de la Cour européenne des droits de l'homme. Les Etats membres pourraient également trouver utile de se référer aux lignes directrices de la Recommandation CM/Rec(2008)6 du Comité des Ministres aux Etats membres sur les mesures visant à promouvoir le respect de la liberté d'expression et d'information au regard des filtres internet.

7. Dans ce contexte, il peut être également fait référence au cadre réglementaire de l'Union européenne sur la communication électronique, selon lequel les autorités nationales de régulation sont chargées de promouvoir la capacité des utilisateurs à accéder à l'information et à la diffuser, et à utiliser les applications et les services de leur choix.

8. Les utilisateurs et les fournisseurs de services, d'applications ou de contenus, devraient être en mesure d'évaluer les conséquences des mesures de gestion du réseau pour l'exercice des libertés et droits fondamentaux, notamment le droit à la liberté d'expression et de fournir ou de recevoir des informations indépendamment des frontières, ainsi que le droit à la protection de la vie privée. Ces mesures devraient être proportionnées, appropriées et éviter toute discrimination injustifiée ; elles devraient être soumises à un examen périodique et ne devraient pas être maintenues au-delà de la durée strictement nécessaire. Les utilisateurs et les fournisseurs de services devraient être correctement informés des mesures de gestion de réseau qui influent de façon notable sur l'accès aux contenus, aux applications ou aux services. En ce qui concerne les garanties de procédure, il devrait y avoir des méthodes adéquates, dans le respect des exigences de la primauté du droit, pour contester les décisions relatives à la gestion de réseau et, le cas échéant, il devrait y avoir des méthodes adéquates pour obtenir réparation.

9. Le Comité des Ministres déclare son attachement au principe de neutralité du réseau et souligne que toute exception à ce principe devrait respecter les exigences établies ci-dessus. Cette question devrait être examinée plus avant au sein du Conseil de l'Europe en vue de fournir des orientations aux Etats membres et/ou de faciliter l'élaboration de lignes directrices avec et pour les acteurs du secteur privé afin de définir plus précisément les mesures de gestion acceptables et les exigences de qualité de service minimum.

**Recommandation CM/Rec(2011)7
du Comité des Ministres aux Etats membres
sur une nouvelle conception des médias**

*(adoptée par le Comité des Ministres le 21 septembre 2011,
lors de la 1121^e réunion des Délégués des Ministres)*

Introduction

Objet des médias

1. Depuis leur apparition comme moyens de communication de masse, les médias sont le principal instrument de la liberté d'expression dans la sphère publique permettant à chacun d'exercer son droit de chercher et de recevoir de l'information. Les médias animent le débat public et lui fournissent un espace. Ils enrichissent le débat politique par des avis et commentaires, contribuent à fixer les priorités politiques et à façonner l'opinion publique, tout en cherchant souvent à promouvoir certaines valeurs. Les médias facilitent la surveillance des affaires publiques et politiques, et des questions relevant du domaine privé ou commercial, permettant ainsi une plus grande transparence et une meilleure prise en compte des responsabilités. Les médias sont, en outre, un moyen d'éducation, de divertissement et d'expression culturelle et artistique. Ils jouent également un rôle important dans l'économie, en créant des emplois et en générant des revenus.

Médias et démocratie

2. La liberté d'expression – en particulier le droit de chercher, de transmettre et de recevoir des informations – et son corollaire, la liberté des médias, sont indispensables pour garantir une démocratie et des processus démocratiques véritables. Dans une société démocratique, chacun doit pouvoir contribuer et participer aux processus de prise de décisions qui le concernent. Ce principe vaut pour les modèles de gouvernance locale, nationale ou internationale et tout autre type de collectivité. La notion de gouvernance démocratique s'entend ici au sens large, incluant également les processus relatifs à des questions d'ordre privé ou commercial qui présentent un intérêt pour la politique publique ou pour la collectivité. Tous les contenus fournis par les médias ont un impact potentiel sur la société, quelle que soit la valeur qu'on leur attribue. Utilisé abusivement, le pouvoir des médias peut nuire au pluralisme et à la démocratie, notamment en cas de forte concentration des médias.

Réglementation et normes applicables aux médias

3. Conformément à l'article 10 de la Convention européenne des droits de l'homme (« la Convention » ; STE n° 5), tous les Etats membres du Conseil de l'Europe se sont engagés à garantir à toute personne relevant de leur juridiction le droit fondamental à la liberté d'expression et d'information. Ce droit n'est cependant pas absolu : il comporte des devoirs et des responsabilités, et peut faire l'objet de restrictions, conformément à l'article 10, paragraphe 2, de la Convention.

4. Historiquement, la réglementation relative aux médias était justifiée et son application graduée selon l'importance de son impact potentiel sur la société et les droits individuels. La réglementation a également permis de gérer des ressources limitées dans l'intérêt du plus grand nombre. Etant donné leur importance pour la démocratie, les médias ont fait l'objet d'une vaste entreprise normative du Conseil de l'Europe. Le but était de garantir la plus haute protection possible de la liberté des médias et de fournir des repères en ce qui concerne les devoirs et responsabilités des acteurs concernés. En tant que forme d'ingérence, toute réglementation devrait satisfaire aux critères énoncés à l'article 10 de la Convention européenne des droits de l'homme et aux principes découlant de la jurisprudence pertinente de la Cour européenne des droits de l'homme.

Evolution de l'écosystème médiatique

5. L'évolution des technologies de l'information et de la communication et leur application à la communication de masse ont entraîné d'importants changements de l'écosystème médiatique, entendu au sens large comme l'ensemble des acteurs et facteurs dont l'interaction permet aux médias de fonctionner et de remplir leur rôle dans la société. Ces technologies ont ouvert de nouvelles voies pour la diffusion de contenus à grande échelle et à un coût bien inférieur, tout en exigeant moins de conditions préalables techniques et professionnelles. Les nouvelles technologies se caractérisent par un niveau sans précédent d'interaction et de participation des utilisateurs, ce qui ouvre de nouvelles opportunités pour la citoyenneté démocratique. Les nouvelles applications facilitent également la participation des usagers à la création et à la diffusion d'informations et de contenus, estompant ainsi les frontières entre communication publique et communication privée. Les pratiques éditoriales propres aux médias se sont diversifiées, adoptant de nouvelles modalités et de nouvelles procédures pour aboutir à de nouveaux résultats.

6. Du fait de ces changements dans l'écosystème médiatique, le fonctionnement et l'existence des médias traditionnels, ainsi que leurs modèles économiques et leurs normes professionnelles, ont été complétés ou remplacés par d'autres acteurs. De nouveaux acteurs interviennent dans la production et la distribution de services de médias, des fonctions qui étaient, jusqu'à une date récente, (presque) exclusivement assumées par les organisations traditionnelles du secteur des médias ; parmi lesquels : les agrégateurs de contenus, les concepteurs d'applications et les utilisateurs qui sont également producteurs de contenus. Pour que les médias numériques puissent atteindre un vaste public et inversement, il faut des « intermédiaires » ou « auxiliaires » qui appartiennent souvent au secteur des technologies de l'information et de la communication (TIC) et englobent notamment ceux qui étaient au départ de simples hébergeurs ou fournisseurs d'accès (par exemple opérateurs d'infrastructures, de réseaux ou de plate-formes). En tant que fournisseurs de services essentiels pionniers de l'information, ces intermédiaires et auxiliaires sont parfois devenus de véritables « filtres d'accès » à l'information, qui jouent un rôle actif dans les processus éditoriaux de la communication de masse. Ces services viennent compléter, voire parfois remplacer en partie les acteurs traditionnels des médias dans ces fonctions. Les rôles des différents acteurs peuvent aisément changer et évoluer de manière fluide et sans heurts. En outre, certains ont développé des services ou des applications qui les ont placés dans une position dominante au niveau national, voire mondial.

Une nouvelle conception des médias, qui appelle une approche graduelle et différenciée

7. En dépit des changements de leur écosystème, le rôle des médias dans une société démocratique, même avec des outils supplémentaires (à savoir l'interaction et la participation), n'a pas changé. Toute politique relative aux médias devrait donc tenir pleinement compte de ces évolutions et de celles à venir, et reposer sur une conception des médias adaptée à cette réalité fluide et multidimensionnelle. Tous les acteurs – nouveaux ou traditionnels – qui interviennent dans l'écosystème médiatique devraient pouvoir s'appuyer sur un cadre d'action qui leur garantisse un niveau de protection adéquat et leur indique clairement quels sont leurs devoirs et responsabilités, en conformité avec les normes du Conseil de l'Europe. La réponse devrait être graduelle et différenciée selon le rôle que jouent les services de médias concernés dans la production et la diffusion de contenus. Il convient également de rester attentif aux risques potentiels d'ingérence dans le bon fonctionnement des médias ou de leur écosystème, notamment du fait d'actions portant indirectement atteinte à l'infrastructure économique ou opérationnelle des médias.

Le Comité des Ministres, en vertu de l'article 15.b du Statut du Conseil de l'Europe, recommande aux Etats membres :

– **d'adopter une conception des médias, nouvelle et élargie**, qui englobe tous ceux qui participent à la production et à la diffusion, à un public potentiellement vaste, de contenus (informations, analyses, commentaires, opinions, éducation, culture, art et divertissements sous forme écrite, sonore, visuelle, audiovisuelle ou toute autre forme) et d'applications destinées à faciliter la communication de masse interactive (réseaux sociaux, par exemple) ou d'autres expériences interactives à grande échelle basées sur des contenus (jeux en ligne, par exemple), tout en conservant (dans tous les cas susmentionnés) la surveillance ou le contrôle éditorial de ces contenus ;

– **d'évaluer la nécessité d'interventions réglementaires pour tous les acteurs** fournissant des services ou des produits dans l'écosystème médiatique, pour garantir à toute personne le droit de chercher, de recevoir et de transmettre des informations conformément à l'article 10 de la Convention européenne des droits de l'homme, et pour étendre à ces acteurs les garanties applicables contre les ingérences susceptibles de porter atteinte aux droits consacrés par l'article 10, notamment dans des situations risquant d'aboutir à une autolimitation ou à une autocensure injustifiées ;

– **d'appliquer les critères annexés à la présente recommandation lors de l'élaboration d'une réponse graduelle et différenciée** pour les acteurs relevant d'une nouvelle conception des médias, basés sur les normes pertinentes du Conseil de l'Europe dans le domaine des médias, en tenant compte des fonctions spécifiques des acteurs précités dans l'activité des médias, ainsi que de leur impact potentiel et de leur importance pour le fonctionnement ou l'amélioration de la bonne gouvernance dans une société démocratique ;

– **d'engager le dialogue avec tous les acteurs de l'écosystème médiatique** afin qu'ils soient correctement informés du cadre juridique applicable ; d'inviter les médias traditionnels et les nouveaux médias à échanger des bonnes pratiques et, le cas

échéant, à se consulter pour l'élaboration d'instruments d'autorégulation, notamment de codes de conduite, qui prennent en compte ou incluent sous une forme adaptée, les normes généralement acceptées dans le domaine du journalisme et des médias ;

– **d'adopter des stratégies pour promouvoir, développer ou veiller à une prestation de service public adaptée**, afin de garantir le pluralisme et la diversité des contenus et des choix proposés au consommateur, tout en assurant une surveillance étroite des développements ;

– **de rester attentifs et de remédier aux situations de forte concentration dans l'écosystème médiatique** pouvant aboutir à un abus de la capacité d'un acteur médiatique à former ou à influencer l'opinion publique ou les choix personnels, avec des conséquences potentiellement néfastes sur la gouvernance, et plus particulièrement sur le pluralisme politique et les processus démocratiques, d'autant plus que de nouveaux types de services, d'applications et de plates-formes entrent en ligne de compte dans ce domaine ;

– **de prendre des mesures, individuellement ou collectivement**, pour promouvoir ces approches dans les forums internationaux concernés.

Annexe à la Recommandation CM/Rec(2011)7

Critères d'identification des médias et orientations en vue d'une approche graduelle et différenciée

Introduction

1. Les exigences de la démocratie et de la liberté d'expression imposent aux Etats membres de s'abstenir de toute forme d'ingérence injustifiée dans les médias. Les Etats membres devraient également prendre des mesures proactives pour promouvoir la liberté, l'indépendance, le pluralisme et la diversité des médias, et pour protéger les activités qui assurent le bon fonctionnement de l'écosystème médiatique, terme qui s'entend au sens large, englobant tous les acteurs et facteurs dont l'interaction permet aux médias de fonctionner et de jouer leur rôle au sein de la société.

2. La politique en vigueur devrait être claire et les conséquences de son application devraient être prévisibles. Elle devrait viser la protection et la promotion de la liberté d'expression, de la diversité et du pluralisme, et identifier les devoirs et responsabilités de tous les acteurs de l'écosystème médiatique, dans les limites strictes fixées à l'article 10 de la Convention européenne des droits de l'homme, tel qu'interprété par la jurisprudence pertinente de la Cour européenne des droits de l'homme.

3. Toute activité d'élaboration de politiques et, plus particulièrement, les processus de réglementation devraient respecter le principe selon lequel toute réglementation, constituant une forme d'ingérence, devrait satisfaire aux critères énoncés à l'article 10 de la Convention européenne des droits de l'homme et aux principes découlant de la jurisprudence correspondante de la Cour européenne des

droits de l'homme. Les réponses réglementaires devraient donc répondre à un besoin social impérieux et, compte tenu de leur impact dans la pratique, être proportionnelles au but poursuivi.

4. Au fil des années, le Conseil de l'Europe a élaboré tout un corpus de normes pour accompagner les décideurs en matière de politique des médias dans leurs efforts visant à offrir aux médias la protection nécessaire à leur bon fonctionnement et pour les guider dans leurs activités de réglementation et d'élaboration de politiques dans le domaine des médias. Afin d'aider les Etats membres dans la mise en œuvre de la Recommandation sur une nouvelle conception des médias, des orientations sont proposées dans cette annexe, d'une part, pour identifier plus facilement les activités, services ou acteurs qui peuvent être considérés comme des médias (partie I) et, d'autre part, pour mettre en place une approche graduelle et différenciée selon les activités, services ou acteurs constituant l'écosystème médiatique (partie II).

5. Le résultat de l'examen des activités, services ou acteurs au regard des critères (et indicateurs) fournis devrait permettre d'évaluer l'étendue des besoins éventuels en termes d'élaboration de politiques ou de réglementation, ainsi que le degré d'application des cadres juridiques en vigueur (tant en ce qui concerne les libertés que les responsabilités). Ainsi, la politique appliquée aux médias consacrés à l'information peut être différente de celle concernant une plate-forme de débat politique ou de divertissement, ou bien encore celle relative à une simple association d'activités génératrices de revenus ayant pour but de diffuser des contenus par des moyens de communication de masse.

6. A cette fin, partant des normes existantes du Conseil de l'Europe, la partie II donne des orientations aux responsables politiques pour l'application des normes relatives aux services, acteurs ou activités du nouvel écosystème médiatique. Elle donne également l'occasion d'adopter, ou de renforcer, une approche intégrée de l'égalité entre les femmes et les hommes dans ce domaine, en réponse à l'appel lancé par le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe dans sa Déclaration de Madrid intitulée « Faire de l'égalité entre les femmes et les hommes une réalité dans les faits » du 12 mai 2009, et à l'appel fait au rapport du Groupe d'éminentes personnalités sur le thème « Vivre ensemble. Conjuguer diversité et liberté dans l'Europe du 21^e siècle », présenté au Comité des Ministres à Istanbul le 10 mai 2011.

7. Dans le cadre d'une approche différenciée et graduelle, chaque acteur dont les services sont considérés comme un média ou une activité intermédiaire ou auxiliaire bénéficie à la fois de la forme (différenciée) et du niveau (graduel) appropriés de protection, et les responsabilités sont également délimitées conformément à l'article 10 de la Convention européenne des droits de l'homme et à d'autres normes pertinentes élaborées par le Conseil de l'Europe.

8. Il convient également de garder à l'esprit que les nouveaux modes de diffusion de masse et d'accès au contenu, ainsi que les activités associées de conservation, de traitement et d'exploitation des données, peuvent porter atteinte aux droits protégés en vertu de l'article 10 de la Convention européenne des droits de l'homme.

Partie I

Critères et indicateurs des médias

Remarques préliminaires

9. Les responsables des politiques relatives aux médias sont invités à prendre en compte les critères suivants lorsqu'ils examinent si des activités, services ou acteurs particuliers peuvent être considérés comme des médias.

10. La partie suivante présente six critères, assortis d'un ensemble d'indicateurs, grâce auxquels les responsables politiques devraient pouvoir recenser les médias et les activités des médias dans le nouvel écosystème. Selon le degré de respect de ces critères, on pourra déterminer si un nouveau service de communication est un média ou obtenir une indication du lien entre une activité intermédiaire ou auxiliaire et un service de médias. Les indicateurs devraient permettre d'établir si un critère donné est rempli, et si oui dans quelle mesure. Il n'est pas nécessaire que tous les indicateurs soient respectés pour qu'un critère donné soit rempli. Certains indicateurs, tels que ceux qui sont liés aux normes professionnelles et à la déontologie des médias, s'appliquent à plus d'un critère.

11. De la même manière, tous les critères n'ont pas un poids équivalent. Ainsi, un service qui ne répondrait pas à certains critères tels que la finalité (critère 2), le contrôle éditorial (critère 3) ou le rayonnement et la diffusion (critère 5) risque de ne pas être considéré comme un média. L'absence de certains critères, ou le fait qu'ils n'apparaissent pas à première vue, comme l'intention (critère 1) ou les attentes du public (critère 6) n'empêchent pas automatiquement un service d'être considéré comme un média, mais ces critères auront un poids considérable s'ils sont présents.

12. Lors de l'examen des critères, on devrait tenir compte des caractéristiques propres et de l'idiosyncrasie du fournisseur de services, ainsi que de son processus de maturité en tant que média, qui peuvent avoir une influence sur la manière dont il affiche l'existence d'un contrôle éditorial (critère 3) ou évalue lui-même son degré de professionnalisme (critère 4). Par conséquent, tous les critères (et indicateurs) devraient être appliqués de manière flexible, en les interprétant selon les situations ou les réalités spécifiques en jeu. Dans les nouveaux environnements de communication, il faut toujours rester vigilant, car le rôle et le fonctionnement d'un acteur peuvent aisément changer et évoluer de manière fluide et sans heurts, ce qui peut avoir un impact sur le degré de respect d'un ou de plusieurs critères par cet acteur, et donc sur sa classification potentielle en tant que média.

13. Le rôle et l'impact des médias dans la société et les processus démocratiques sont des caractéristiques communément admises. L'impact fait partie intégrante de plusieurs critères mentionnés ci-après. Toutefois, son évaluation étant très subjective, il ne devrait pas être considéré comme un élément déterminant. Tous les contenus fournis par les médias ont un impact potentiel sur la société, quel que soit le nombre de personnes concernées et indépendamment de la valeur que leur attribue la société dans son ensemble.

14. Le résultat de cette analyse devrait être pris en compte lors de l'élaboration des politiques relatives aux médias et de leur application graduelle, toujours dans le respect des principes de stricte nécessité et d'intervention minimale. Il influera

également sur le degré et les modalités d'application des normes du Conseil de l'Europe relatives aux médias. D'où la nécessité d'une réponse flexible, adaptée au cas par cas (c'est-à-dire différenciée) et graduelle, en fonction de la finalité. Cette réponse devrait aussi tenir compte des caractéristiques propres et de l'idiosyncrasie du fournisseur de services, ainsi que de son degré de maturité en tant que média.

15. Les intermédiaires et les auxiliaires de l'écosystème médiatique se distinguent des médias en ce qu'ils répondent à certains des critères ou des indicateurs énoncés ci-après, mais généralement pas aux critères fondamentaux que sont le contrôle éditorial (critère 3) ou la finalité (critère 2). Pour autant, ils jouent souvent un rôle essentiel, ce qui leur donne un pouvoir considérable en termes de rayonnement et de contrôle ou de supervision du contenu. En conséquence, les intermédiaires et les auxiliaires peuvent donc prendre une part active aux processus éditoriaux de la communication de masse. Les Etats membres devraient donc accorder une attention particulière à ces acteurs dans le cadre de l'élaboration des politiques relatives aux médias, tout en étant particulièrement attentifs à leurs propres obligations positives et négatives découlant de l'article 10 de la Convention européenne des droits de l'homme. Il est justifié, dans ce cas, d'élaborer une réponse différenciée (adaptée aux différents intermédiaires ou auxiliaires) qui tienne compte des spécificités de la situation (par exemple lorsque l'action de l'Etat peut avoir un impact sur le pluralisme des médias desservis par ces intermédiaires ou auxiliaires, ou leur capacité d'atteindre leur finalité, de fonctionner normalement ou de continuer à fournir leurs services).

Critère 1 – Intention d'agir comme un média

Indicateurs

Fait de se présenter en tant que média

Méthodes de travail typiques d'un média

Respect des normes professionnelles des médias

Existence de dispositifs pour la communication de masse

16. La volonté d'un acteur est un facteur important lorsque l'on évalue si un acteur lui-même ou ses services et produits, en totalité ou en partie, peuvent être considérés comme un média. Elle permet également une première différenciation de la politique, en partant de l'idée que se font les différents acteurs de leurs activités et services.

17. L'intention d'agir comme un média peut s'exprimer par des moyens subjectifs (fait de se déclarer ou de se présenter en tant que média, marque, déclaration de finalité, énoncé de mission ou plan d'activités définissant des objectifs de médias ou journalistiques) et peut être explicite, voire officiellement déclarée (inscription au registre du commerce, finalité énoncée dans les statuts d'une société). Ces indicateurs subjectifs peuvent renvoyer à d'autres critères, tels que la finalité (s'engager à fournir des informations régulièrement mises à jour, par exemple), le contrôle éditorial ou les normes professionnelles.

18. Plus particulièrement, l'intention peut être mise en évidence par l'adoption d'une politique éditoriale ou par l'adhésion à des normes professionnelles et éthiques caractéristiques des médias. Une politique éditoriale ou un engagement peuvent également se retrouver dans les conditions générales d'utilisation d'un service, qui

expliquent aux utilisateurs les types de contenus ou de comportements acceptés ou non par l'opérateur.

19. L'appartenance à une organisation professionnelle de médias ou à toute autre organisation professionnelle, qui promeut ou applique un code de déontologie ou de bonnes pratiques ou qui recourt à d'autres formes d'autorégulation typiques des médias, est également pertinente. Sont également à prendre en considération le choix du personnel (par exemple journalistes) pour l'exercice de certaines fonctions, les descriptions de poste, ainsi que la formation, voire le choix des assurances professionnelles (par exemple contre la diffamation) qui sont proposées aux employés.

20. L'intention peut être déduite des mesures prises (par exemple création d'une société ou d'une plate-forme et recrutement du personnel, etc.) pour produire ou diffuser à un vaste public des contenus que l'on attribue généralement aux médias (par exemple informations, analyses, commentaires, opinions, éducation, culture, art et divertissement sous forme textuelle, sonore, visuelle et audiovisuelle).

21. Dans un nouvel environnement de communication, cette intention peut également être déduite des dispositions prises pour organiser, regrouper ou sélectionner (par exemple au moyen d'algorithmes) le contenu précité et le diffuser à un public potentiellement vaste par des moyens de communication de masse. Elle peut également être mise en évidence par le fait qu'un acteur gère des applications destinées à des espaces collectifs partagés en ligne, conçues pour faciliter la communication de masse interactive (ou de groupe) ou d'autres expériences interactives à grande échelle basées sur un contenu, en particulier par les moyens, dispositifs ou structures mis en place pour assurer une communication de masse (plate-forme ou bande passante de large portée, par exemple).

22. Si l'intention est en elle-même un critère important, elle ne suffit pas pour considérer ou traiter un acteur ou l'un de ses services ou produits comme un média.

Critère 2 – Finalité et objectifs fondamentaux des médias

Indicateurs

Produire, agréger ou diffuser du contenu de médias

Gérer des applications ou des plates-formes conçues pour faciliter une communication de masse interactive ou de groupe (par exemple les réseaux sociaux) **et/ou pour fournir des expériences interactives à grande échelle basées sur un contenu** (par exemple les jeux en ligne)

Avec une finalité qui correspond aux objectifs fondamentaux des médias (animer et fournir un espace pour le débat public et le dialogue politique, former et influencer l'opinion publique, promouvoir des valeurs, faciliter la surveillance des affaires publiques et accroître la transparence et l'obligation de rendre des comptes ; éduquer, divertir, favoriser l'expression artistique et culturelle, créer des emplois, générer des recettes – ou plus fréquemment, une combinaison de ces éléments)

Renouvellement et mise à jour périodique du contenu

23. En dépit des changements dans l'écosystème médiatique, la finalité et le/les objectif(s) fondamentaux des médias restent dans l'ensemble inchangés, à savoir la mise à disposition ou la diffusion de contenus à un vaste public et l'offre d'un espace permettant différentes expériences interactives. Les médias sont l'outil le plus important pour la liberté d'expression.

24. La finalité et les objectifs fondamentaux des médias restent un facteur déterminant, notamment pour ce qui est de leur rôle dans la société et de leur impact sur cette dernière. Ce sont des critères de choix pour identifier les médias, particulièrement pertinents dans les processus de réglementation et d'élaboration de politiques relatives aux médias, et donc des outils importants pour la définition d'une réponse différenciée et graduelle.

25. Le désir d'influencer l'opinion publique, qui est traditionnellement l'un des indicateurs clés pour identifier un média ou des activités liées aux médias, se manifeste dans le fait de consacrer du contenu aux questions qui intéressent et agitent l'opinion publique, ainsi que dans les efforts visant à atteindre un vaste public. On peut obtenir des preuves de cette influence et de cet impact sur la société en effectuant des recherches sur la crédibilité et la fiabilité des médias, ainsi que sur leur capacité à remplir les objectifs fondamentaux qui sont importants pour les processus démocratiques (voir à ce propos les critères 5 et 6, « portée et diffusion » et « attentes du public »).

26. Cependant, la décision de ne pas considérer des services, des activités ou des acteurs comme des médias ne devrait pas reposer sur des jugements de valeur portant sur le contenu. Il faudrait prêter une attention particulière au fait que certaines activités risquent d'être exclues de l'examen visant à déterminer s'il s'agit de médias non en raison de leurs caractéristiques essentielles, mais en raison de leur forme novatrice. Sont à prendre en considération ici l'organisation, l'agrégation et la sélection, voire, à l'occasion, la promotion de contenus en vue de leur diffusion à grande échelle. Selon le degré de respect des critères, il se peut qu'une distinction soit nécessaire entre la notion de producteur et celle de média (par exemple en ce qui concerne les plates-formes de partage de contenus faisant l'objet d'un contrôle éditorial peu contraignant ou d'une modération a posteriori). Dans ce cas, une référence au contenu interactif ou généré par l'utilisateur dans les médias traditionnels (par exemple contenus collaboratifs, participation du public, tribunes téléphoniques, jeux télévisés ou talk-shows) peut s'avérer utile. Cela peut avoir une influence sur l'étendue et les modalités d'application, à ces activités, des politiques relatives aux médias.

27. De nouveaux modèles économiques ont été développés et continueront sans doute à l'être pour associer à la diffusion de contenus des activités génératrices de revenus. Ces dernières sont quelquefois au centre de l'activité des médias et peuvent donc être utiles pour identifier et catégoriser les services et les activités de médias sous-jacents et en tirer les conséquences en termes de politiques et de réglementation.

28. Le renouvellement ou la mise à jour périodique ou régulière des contenus devrait également être un élément à prendre en considération. Il est nécessaire que cet indicateur soit utilisé avec précaution, étant donné l'importance d'un renouvellement constant ou ponctuel. En outre, dans un nouvel environnement de communication où ce sont souvent les utilisateurs qui exercent un contrôle significatif sur la forme et le moment de l'accès au contenu, la mise à jour ou le renouvellement se rapportent davantage à l'expérience de l'utilisateur qu'au moment de l'accès ou au contenu lui-même. Cela est particulièrement le cas pour des services impliquant des espaces collectifs partagés en ligne, conçus pour faciliter la communication de masse interactive ou d'autres expériences interactives à grande échelle basées sur un contenu.

Critère 3 – Contrôle éditorial

Indicateurs

Politique éditoriale
Traitement éditorial
Approche équilibrée
Rédacteurs et journalistes

29. La liberté ou l'indépendance éditoriale est une condition essentielle pour les médias et un corollaire direct de la liberté d'expression et du droit d'exprimer ses opinions, et de recevoir et communiquer des informations, garantis par l'article 10 de la Convention européenne des droits de l'homme. Plusieurs normes du Conseil de l'Europe contiennent des lignes directrices pour préserver et promouvoir la liberté ou l'indépendance éditoriale. Le revers de la médaille pour les médias est d'exercer un contrôle ou une supervision éditoriale sur les contenus qu'ils diffusent et d'assumer la responsabilité de leurs décisions éditoriales.

30. Le contrôle éditorial peut être mis en évidence par les décisions stratégiques propres à l'acteur en question, concernant le contenu à rendre accessible ou à promouvoir, et la manière de présenter ou d'organiser ce contenu. Les médias traditionnels publient quelquefois des politiques éditoriales écrites, mais il est également possible de trouver une référence au contrôle éditorial dans des instructions ou des critères internes pour le choix ou le traitement du contenu (vérification ou validation, par exemple). Dans les nouveaux environnements de communication, les politiques éditoriales peuvent être intégrées à des énoncés de mission ou à des conditions générales d'utilisation d'un service (qui peuvent comporter des dispositions très détaillées sur le contenu), ou être formulées d'une manière informelle comme un engagement à respecter certains principes (par exemple la netiquette, un mot d'ordre).

31. Ce n'est pas parce qu'un média n'affiche pas ouvertement l'existence d'un contrôle éditorial qu'il faudrait considérer qu'il n'y en a pas. Le processus éditorial comprend un ensemble de procédures et de conventions qui servent de base à la prise de décisions concernant le contenu. Dans un environnement médiatique évolutif, on observe de nombreux exemples de mise en place et de consolidation progressives du processus éditorial à mesure que les médias se développent. Comme dans le cas des

médias traditionnels, le niveau ou l'intensité du contrôle du contenu peuvent varier, et n'être visibles que pour une petite partie de ce contenu.

32. Le traitement éditorial peut faire appel aux utilisateurs (par exemple examen collégial et demandes de suppression de certains contenus), les décisions finales étant prises suivant une procédure définie en interne, compte tenu de critères précis (modération réactive). En ce qui concerne le contenu généré par l'utilisateur, les nouveaux médias ont souvent recours à la modération a posteriori (souvent appelée post-modération), qui peut être imperceptible à première vue. Le traitement éditorial peut également être automatisé (par exemple au moyen d'algorithmes préalables qui sélectionnent le contenu ou le comparent avec le matériel protégé par le droit d'auteur).

33. Dans certains cas, le contrôle éditorial est plus apparent pour certains types de contenus – par exemple, du contenu choisi ou mis en valeur, ou encore du contenu associé à des activités génératrices de revenus (publicité) – que pour d'autres (par exemple contenu généré par l'utilisateur). Une partie du contenu (par exemple la publicité) peut également être placée sous le contrôle direct d'un tiers dans le cadre d'un contrat de représentation. Bien souvent, les médias traditionnels ont recours au contrôle éditorial ex ante (ou pré-modération) pour certains services ou activités (par exemple presse écrite ou certaines émissions) mais pas pour d'autres (par exemple contenu collaboratif, participation du public, jeux télévisés ou talk-shows).

34. L'emploi de personnes chargées de la production, de la commande, de la collecte, de l'examen, du traitement ou de la validation de contenus est un indicateur fiable de l'existence d'un contrôle ou d'une supervision éditoriale. L'existence de conseils de rédaction, de contrôleurs ou de superviseurs désignés ayant des pouvoirs éditoriaux, ou encore de services chargés de traiter ou de répondre aux demandes ou réclamations des utilisateurs relatives au contenu est particulièrement utile à cet égard.

35. Encore une fois, il faudrait noter qu'à chaque niveau de contrôle éditorial correspond un certain niveau de responsabilité éditoriale. Une réponse différenciée et graduelle est nécessaire en fonction du degré de contrôle éditorial ou des modalités éditoriales (par exemple prémodération, par opposition à une postmodération).

36. Par conséquent, on ne devrait pas considérer comme un média un fournisseur de services intermédiaires ou auxiliaires qui contribue au fonctionnement d'un média ou à l'accès à ce dernier, mais qui n'exerce pas (ou ne devrait pas exercer) lui-même un contrôle éditorial et n'a donc pas de responsabilité éditoriale (ou seulement une responsabilité limitée). Son action reste toutefois utile dans le monde des médias. Même si elle découle d'obligations légales (par exemple suppression de contenus faisant suite à une décision de justice), une action prise par un fournisseur de services intermédiaires ou auxiliaire ne devrait pas être considérée comme un contrôle éditorial au sens qui en est donné ci-dessus.

Critère 4 – Normes professionnelles

Indicateurs

Engagement

<p>Procédures de conformité Procédures de réclamation Revendication des prérogatives, droits ou privilèges des médias</p>
--

37. La confiance dans les médias s'établit au fil du temps grâce à la compétence et au professionnalisme de leurs employés, en particulier des journalistes.

Collectivement, ils se sont engagés à préserver leurs valeurs dans une série de déclarations, de chartes et de codes qu'ils entendent promouvoir dans l'ensemble du secteur et transmettre à leurs pairs, notamment aux nouveaux venus dans la profession. Certains médias ont en outre adopté leurs propres codes de pratique, statuts du personnel ou instructions et normes internes concernant leurs processus et leurs méthodes de travail. L'autorégulation révèle également l'importance des médias et du journalisme pour nos sociétés, en particulier pour la démocratie.

38. Quelle que soit la manière dont elle est exprimée, l'adhésion aux règles de conduite, au code de déontologie ou aux normes de la profession est un indicateur important d'appartenance aux médias ; dans ce domaine, les valeurs souvent citées sont la véracité, la responsabilité, la liberté d'expression et la liberté des médias, l'équité, l'impartialité et l'indépendance journalistique. Ce critère peut être plus difficile à mettre en évidence dans le contexte des nouveaux médias, mais on peut le retrouver dans un énoncé de mission, dans les statuts du personnel ou dans les conditions générales d'utilisation d'un service. Les modalités de recrutement du personnel, les tâches qui leur sont confiées, les recommandations qui leur sont faites pour accomplir un travail de qualité, ainsi que leur parcours ou leurs compétences professionnelles peuvent être également des indicateurs utiles.

39. Les règles de conduite, codes de déontologie et normes des médias (et des journalistes) sont au centre du système assurant l'obligation des médias de rendre des comptes. Ces systèmes englobent les conseils des médias ou conseils de la presse, les médiateurs (y compris les défenseurs des utilisateurs en interne), le contrôle collégial informel (des médias), ainsi qu'un ensemble de processus formels ou informels qui permettent de mener des audits éthiques ou de demander aux médias de justifier leur action.

40. Les systèmes de responsabilité des médias incluent également les procédures de réclamation et les organes chargés d'examiner les plaintes et de prendre des décisions quant au respect des normes professionnelles. En l'occurrence, il faudra prêter attention à la disponibilité des voies de recours habituelles dans le domaine des médias (par exemple droit de réponse, correction, excuses) et à l'existence d'autres moyens de donner suite aux plaintes relatives au contenu diffusé.

41. En ce qui concerne en particulier les nouveaux médias, des codes de conduite ou normes éthiques applicables aux blogueurs ont déjà été adoptés par une partie au moins de la communauté journalistique en ligne. Néanmoins, les blogueurs ne devraient être considérés comme des médias que dans la mesure où ils remplissent suffisamment les critères applicables. En l'absence d'autorégulation, les décisions ou la jurisprudence nationales et internationales (par exemple de juges ou d'autorités de protection des données au niveau national, ou d'organes internationaux comme la Cour européenne des droits de l'homme) contribuent également à l'élaboration de normes (par exemple en ce qui concerne le droit au respect de la vie privée ou la

protection des données à caractère personnel, ou encore la protection des enfants contre des contenus préjudiciables).

42. Le fait de chercher à bénéficier de protections ou de privilèges offerts aux médias peut être très révélateur. Parmi les prérogatives, droits et privilèges que peuvent revendiquer les médias ou les journalistes, conformément aux dispositions juridiques applicables, on trouve : la protection des sources ; les communications privilégiées et la protection contre la saisie du matériel journalistique ; la liberté de circulation et d'accès à l'information ; le droit à l'accréditation ; la protection contre l'abus des lois relatives à la diffamation (moyens de défense sur la véracité et l'exactitude des informations, bonne foi, intérêt public, par exemple).

Critère 5 – Portée et diffusion

Indicateurs

Diffusion réelle

Communication de masse de groupe

Ressources pour assurer la portée

43. Pour atteindre les objectifs précités, les médias s'efforcent de toucher un public très large. Traditionnellement, les médias ou la communication de masse sont définis comme une forme de communication publique bénéficiant d'une médiation s'adressant à un large public et ouverte à tous. La portée ou la diffusion effective (tirage, nombre de téléspectateurs ou d'utilisateurs) est donc un indicateur important pour identifier un média et faire la distinction entre ce dernier et une communication privée, y compris une communication privée dans un espace public (cette dernière n'est pas en soi un média, mais pourrait être intégrée aux médias ou à la communication de masse/de groupe). Il n'y a toutefois pas de définition communément admise de la notion de public « de masse » ou « important » : cela peut très bien aller d'une communauté locale, d'un groupe d'intérêts ou d'une autre communauté (par exemple cible des médias locaux, professionnels ou communautaires) à un auditoire potentiellement mondial (dans le cas de la télévision par satellite ou de certains services sur internet).

44. La technologie, qui rend possible une diffusion de contenu non linéaire ou à la demande, un accès conditionnel au contenu ou le dégroupage des contenus électroniques diffusés, la personnalisation du contenu, la diffusion unicast, etc., fait prendre un tour différent au terme et apporte une nouvelle dimension à la communication de masse. Il en est de même pour la capacité d'internet d'assurer l'ensemble de la communication publique (d'un émetteur unique à plusieurs destinataires, ou d'un groupe d'émetteurs à un groupe de destinataires) et la communication de groupe (de quelques émetteurs à quelques destinataires) et privée (d'un émetteur unique à un destinataire unique) ; toutefois, ce n'est pas parce qu'une telle communication se produit sur internet (un espace public) qu'elle est un média.

45. Pour une évaluation de la portée, on s'intéressera en particulier à l'audience cumulative, autrement dit à l'ensemble des personnes qui partagent une plate-forme ou les caractéristiques communes d'un service, et qui peuvent être atteintes par le contenu produit, organisé, sélectionné, rassemblé ou diffusé par l'opérateur, y compris

lorsque la mise à disposition du contenu ou l'accès à ce dernier ne sont pas simultanés. Il peut être utile d'examiner séparément la question du contenu recherché par l'utilisateur et du contenu lié directement ou indirectement à l'activité génératrice de revenu exercée par l'opérateur du service. Le nombre d'utilisateurs inscrits doit donc être pris en considération.

46. Ce qui précède concorde avec la jurisprudence récente, qui souligne l'existence d'une frontière ténue entre communication publique et communication privée, de sorte que la publication de contenus au sein des réseaux sociaux a des conséquences propres à la communication publique. Cela ne signifie pas pour autant que les utilisateurs de ces services devraient être considérés comme des médias (ce qui leur donnerait accès aux prérogatives ou aux privilèges des journalistes ou des médias). Pour remplir ce critère, il est nécessaire que le fournisseur de contenus prenne des mesures concrètes pour lancer ou présenter le contenu à une échelle relevant de la communication de masse ; la portée de ces mesures pourrait être démontrée par l'utilisation de bande passante suffisante ou en mettant en place des plates-formes de diffusion adaptées. Il faudrait prêter attention aux développements rapides qui peuvent se produire en la matière.

47. Le nouvel écosystème, par sa fluidité, permet à des médias d'exercer leur activité au sein d'autres médias, ou à différents opérateurs d'empiéter les uns sur les autres, estompant parfois les frontières entre eux. Il est donc important de distinguer leurs rôles pour déterminer leurs responsabilités respectives. Ce processus peut être facilité en examinant dans quelle mesure l'hôte, à titre individuel, répond aux critères relatifs aux médias. Cela permet aussi de ne pas trop élargir la notion de média en y incluant de façon inappropriée les utilisateurs qui produisent des contenus ou contribuent à la production de contenus.

48. Assortie d'autres critères, la notion d'espaces collectifs partagés en ligne, entièrement fermés et conçus pour faciliter la communication interactive, devrait permettre de déterminer si un opérateur donné est un média. Toutefois, le simple fait que l'accès à un service soit restreint ne devrait pas automatiquement disqualifier ce dernier (il en va de même pour les services de médias uniquement accessibles sur abonnement).

49. La portée et l'échelle de diffusion sont sans conteste un critère d'importance majeure pour une approche différenciée et graduelle. Un service dont la portée et la diffusion ne sont pas étendues ne devrait pas être considéré comme un média. Toutefois, il faudrait également tenir compte ici de la taille du marché cible, de l'audience ou de la base d'utilisateurs potentielles, ainsi que de l'impact potentiel du service. L'absence d'une portée ou d'une diffusion suffisamment larges n'empêche pas de considérer un service, un acteur ou une activité comme un média, mais dans tous les cas, ces éléments influenceront sur la différenciation et la gradation de la réponse.

Critère 6 – Attentes du public

Indicateurs

Disponibilité

Pluralisme et diversité

Fiabilité

Respect des normes professionnelles et éthiques

Transparence et responsabilité

50. Les attentes du public suivent largement les critères précédents (et les indicateurs correspondants). Les gens attendent des médias qu'ils soient disponibles au moment où ils souhaitent y avoir accès. Réserve faite d'un arrêt ou d'une suspension temporaire, les services de médias sont donc supposés permanents et largement accessibles (cela n'exclut pas les services payants, par abonnement ou par inscription).

51. De manière générale, le public reconnaît la valeur des médias et s'appuie en grande partie sur eux pour obtenir des informations et d'autres contenus. Il présume que le contenu est produit conformément aux normes professionnelles applicables. Dans une société démocratique, il compte sur la disponibilité d'une multitude de sources d'information aux contenus très divers, répondant aux intérêts des différents segments de la société.

52. Les attentes du public varient selon la finalité et la nature du média : elles seront plus fortes vis-à-vis d'un média de service public que d'un autre média, par exemple. Bien entendu, on attend des médias d'information qu'ils soient régulièrement mis à jour et diffusés de manière périodique. Le public exprime même des attentes vis-à-vis des contenus de nature commerciale, particulièrement élevées en ce qui concerne les médias ou les contenus qui s'adressent aux mineurs.

53. Pour remplir leur mission et atteindre leur objectif, les médias doivent gagner la confiance du public. Cette confiance varie en fonction de la finalité exprimée ou perçue, de la politique éditoriale, du modèle de financement et de l'impact du média en question. L'élaboration des normes professionnelles et éthiques tient compte dans une large mesure des attentes du public. Toutefois, l'autorégulation n'est pas toujours jugée suffisante et le public s'adresse alors aux autorités publiques pour veiller à ce que des normes minimales soient garanties. Des attentes sont également formulées en ce qui concerne la transparence et la responsabilité. Cela dit, des attentes importantes sur le plan de la véracité, du respect des normes, de la transparence et de la responsabilité n'entraînent pas nécessairement une augmentation de la portée, de la diffusion ou de l'impact.

54. Dans une certaine mesure, les attentes du public dans une société donnée pourront également être mises en évidence par l'intérêt et l'attention du législateur pour un sujet en particulier, ainsi que par la réglementation en vigueur (y compris la corégulation). Dans une société mondiale où les médias ne connaissent aucune frontière, on attend également une certaine conception commune de ce qu'est un média. Des solutions comparatives peuvent donc être intéressantes.

55. Le degré et la nature des attentes du public – tant en ce qui concerne les médias eux-mêmes que le rôle dévolu aux responsables politiques – peuvent changer rapidement, suivant que les autres critères et indicateurs sont remplis ou non.

Partie II

Normes appliquées aux médias dans le nouvel écosystème

Remarques préliminaires

56. L'objectif de cette partie est de délivrer des orientations aux responsables politiques sur l'application graduelle et différenciée des normes en vigueur aux nouveaux services, acteurs ou activités des médias. En outre, elle sert de base pour mettre en œuvre la recommandation faite aux Etats membres d'engager un dialogue avec tous les acteurs de l'écosystème des médias, afin que ces derniers soient correctement informés du cadre juridique applicable. Elle devrait également aider les acteurs des médias dans toute initiative d'autorégulation qu'ils pourraient prendre.

57. Si la Recommandation sur une nouvelle conception des médias et la partie I de la présente annexe devraient en principe résister à l'épreuve du temps du fait de leur caractère assez général, la présente partie, plus pragmatique, devra être complétée, adaptée ou révisée de manière périodique compte tenu des évolutions futures de l'écosystème des médias.

58. Les médias et les journalistes sont soumis aux dispositions juridiques générales (c'est-à-dire qui ne sont pas spécifiques aux médias, qu'elles relèvent du droit civil, du droit commercial, du droit des sociétés, du droit fiscal ou du droit pénal). Cependant, étant donné les besoins des médias et leur rôle dans la société, il faudra peut-être interpréter certaines dispositions générales spécifiquement pour les médias (par exemple en ce qui concerne la diffamation, la surveillance, la recherche et l'arrestation, les secrets d'Etat ou la confidentialité au sein d'une entreprise) ou examiner leur application de manière détaillée pour éviter tout abus susceptible de porter atteinte à la liberté des médias.

59. Etant entendu que la réglementation des médias, qui est une forme d'ingérence, devrait respecter les critères de nécessité stricte et d'intervention minimale, les cadres réglementaires spécifiques devraient répondre aux besoins de protéger les médias contre toute ingérence (reconnaissance des prérogatives, droits et privilèges au-delà du droit général, ou encadrement de leur exercice), de gérer des ressources limitées (pour assurer le pluralisme des médias et la diversité du contenu – voir article 10, paragraphe 1 *in fine*, de la Convention européenne des droits de l'homme) et de tenir compte des responsabilités des médias (dans les limites strictes fixées à l'article 10, paragraphe 2, de la Convention et la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme y relative). Ces considérations ont inspiré la structure de cette partie de l'annexe.

60. Dans chaque cas, les normes existantes du Conseil de l'Europe sont indiquées, et une brève explication de leur application dans un nouvel environnement des médias est donnée. La liste des normes n'entend pas être exhaustive. Celles qui ont été choisies devraient être considérées comme des exemples dont on pourra s'inspirer

pour l'application d'autres normes pertinentes du Conseil de l'Europe. Vu la nature et l'étendue de cet instrument, les orientations sont présentées en des termes très généraux ; des recommandations plus précises devront être tirées des instruments normatifs du Comité des Ministres (dont une liste est proposée à la fin de cette partie). L'application des normes évoluera en fonction des développements que connaîtront les acteurs, services et activités des médias.

A. Droits, privilèges et prérogatives

Indicateurs

Liberté des médias et indépendance éditoriale

Protection contre la censure

Protection contre l'utilisation abusive des lois relatives à la diffamation et le risque d'effet dissuasif

61. Il n'y a pas de véritable démocratie sans médias indépendants. La notion de liberté des médias devrait s'entendre au sens large. Elle englobe la liberté d'expression et le droit de diffuser des contenus. Comme le stipule l'article 10 de la Convention européenne des droits de l'homme, ce droit doit être garanti sans considération de frontière. Les acteurs devraient pouvoir s'engager dans des activités de médias ou évoluer sans trop de difficultés d'une communication privée ou semi-privée dans un espace public vers une communication de masse. En particulier, ils ne devraient pas être soumis à un processus d'autorisation préalable ; si c'est le cas, toute déclaration d'activités de médias devrait viser à renforcer leur protection contre les ingérences, sans créer d'obstacles injustifiés à leur fonctionnement.

62. Il y a de nombreux exemples d'ingérence ou de tentatives d'ingérence dans l'indépendance des médias dans le nouvel écosystème. Ont ainsi été signalées des pressions directes exercées par des hommes politiques sur les médias, leur demandant de supprimer ou de retirer certains contenus, et des demandes formulées à des intermédiaires d'exclure les acteurs des médias de leurs services d'hébergement. Le respect de l'indépendance éditoriale passe par l'absence de censure ou de contrôle préalable du contenu. Les médias devraient être à l'abri de toutes mesures de blocage ou de filtrage. La divulgation au public de tout incident de ce type devrait être encouragée.

63. Il convient de souligner ici le rôle important des intermédiaires. Ces derniers proposent des alternatives et des moyens ou canaux complémentaires de diffusion de contenus, ce qui permet aux médias d'élargir leur portée et d'atteindre plus efficacement leurs objectifs. Dans un marché compétitif pour les intermédiaires et auxiliaires, ceux-ci peuvent réduire de manière significative le risque d'ingérence de la part des autorités. Toutefois, vu le degré de confiance que les médias doivent avoir en eux dans le nouvel écosystème, il risque d'y avoir aussi une censure par les intermédiaires et les auxiliaires. Certaines situations font également courir le risque d'une censure privée (exercée par les intermédiaires et auxiliaires sur les médias auxquels ils fournissent des services ou sur le contenu qu'ils diffusent).

64. Les attaques par déni de service contre les médias dans l'environnement numérique sont de plus en plus préoccupantes. Ceux qui sont les plus exposés à ce

type d'attaques sont les opérateurs de médias de petite taille, qui sont une composante fondamentale d'un paysage médiatique pluriel et divers. Par conséquent, ceux-ci peuvent se voir refusé le bénéfice du service d'hébergement. Des plaintes ont également été présentées, faisant état d'une action indirecte contre les médias, sous la forme d'une obstruction dans leur système de financement ; les procédures applicables dans le domaine fiscal ou de la concurrence pourraient également être utilisées de manière abusive dans ce but.

65. Dans le nouvel écosystème, tous les médias devraient être protégés contre les pressions, et notamment les pressions à motivation politique ou découlant d'intérêts économiques. Les médias devraient également être à l'abri de la censure et préservés de l'autocensure. L'indépendance éditoriale nécessite une séparation effective et claire entre la propriété et le contrôle des médias, d'une part, et la prise de décisions concernant le contenu, d'autre part. C'est là un facteur important dans le processus de maturation des médias. Les personnes qui exercent un pouvoir ou une influence politique devraient s'abstenir de participer aux décisions éditoriales des médias. Cela vaut tout particulièrement pour les médias du nouvel écosystème qui diffusent des contenus susceptibles de façonner l'opinion publique ou d'influer sur les décisions politiques de l'électorat. Ces considérations s'appliquent également aux créateurs et distributeurs de contenus.

66. La législation relative à la diffamation peut être utilisée de manière abusive pour faire pression sur les médias, ou comme moyen d'exercer des représailles à leur encontre. Elle peut avoir un fort effet dissuasif. Selon la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme, il faut être tolérant vis-à-vis des expressions (ou du contenu) qui peuvent perturber, choquer ou offenser. Sous réserve de respecter les droits de propriété intellectuelle correspondants, les médias devraient pouvoir s'appuyer sans risque sur de précédents articles ou matériels publiés par d'autres médias. Toutefois, dans le nouvel écosystème, il convient de prêter attention à l'impact cumulatif ou multiplié et à l'éventuelle nécessité d'établir les responsabilités de chacun en cas de préjudice (par exemple le préjudice résultant de la première diffusion d'un contenu par un média, par comparaison avec celui qui est occasionné lorsque le même contenu est diffusé par d'autres médias, y compris les médias traditionnels : l'impact est alors accru).

67. Tous les médias du nouvel écosystème devraient être autorisés à recourir aux moyens de défense que sont la véracité et la précision de l'information, la bonne foi ou l'intérêt public (notamment en ce qui concerne la surveillance de la conduite des personnalités politiques ou publiques et des responsables publics, ainsi que les questions a priori couvertes par le secret d'Etat ou par des règles de confidentialité au sein d'une entreprise). Les médias devraient avoir l'assurance que, lors de l'analyse du contenu, les faits seront traités différemment de l'opinion (cette dernière permettant une plus grande liberté). Les médias devraient également pouvoir invoquer la liberté de caricature et le droit à l'exagération.

68. Toute action menée contre un média s'agissant du contenu diffusé devrait respecter strictement les lois en vigueur, en premier lieu, le droit international des droits de l'homme, et notamment les dispositions de la Convention européenne des droits de l'homme, et satisfaire aux garanties procédurales. La liberté d'expression et d'information, ainsi que la liberté des médias, devraient être présumées. Il faudrait

dûment tenir compte du rôle des utilisateurs et de la nature du contenu généré par l'utilisateur.

69. C'est l'Etat qui est détenteur des obligations relatives à ces droits, privilèges et prérogatives, que ce soit des obligations négatives (non-ingérence) ou positives (faciliter l'exercice de la liberté d'expression et le droit de recevoir et de communiquer des informations sans considération de frontière, notamment par la mise à disposition de recours effectifs en cas d'ingérence de la part d'autres acteurs). Ces obligations devraient être graduées en fonction des circonstances de l'espèce et des possibilités réalistes, pour l'Etat, de prendre les mesures préventives ou correctives qui s'imposent. La responsabilité de l'Etat ne devrait en aucun cas être interprétée comme autorisant tout contrôle, inspection ou ingérence, ou toute autre action susceptible d'entraver l'exercice légitime du droit à la liberté d'expression et du droit de recevoir et de communiquer des informations sans considération de frontière.

Indicateurs

Droit d'enquêter Protection des journalistes et de leurs sources

70. Le droit des médias de mener des enquêtes est essentiel pour la démocratie ; il devrait donc être reconnu, préservé et encouragé dans le nouvel écosystème des médias. Le droit d'enquête des journalistes peut être facilité par l'accréditation ; si possible, celle-ci devrait être accordée aux professionnels des médias du nouvel écosystème, sans discrimination et sans retard ou obstacle injustifié. Le droit à la liberté de circulation (par exemple l'accès aux zones de crise) et le droit d'accès à l'information sont très importants pour tous les professionnels des médias. Ils devront bénéficier d'une protection sans discrimination, le cas échéant.

71. Il peut également être nécessaire, dans certains cas, d'accorder une protection ou une autre forme de soutien (par exemple des recommandations ou une formation pour éviter qu'ils ne mettent leur vie en danger) aux acteurs qui, bien que respectant certains des critères et indicateurs énoncés à la partie I de la présente annexe, ne remplissent pas toutes les conditions requises pour être considérés comme des médias (par exemple les blogueurs). Il faudrait examiner dans quelle mesure on peut considérer que ces acteurs font partie de l'écosystème des médias et qu'ils contribuent à la mission et au rôle des médias dans une société démocratique, et en tenir compte pour la mise en place d'une réponse graduelle.

72. D'autres aspects essentiels du droit d'enquêter sont la confidentialité des communications et la protection contre la saisie du matériel professionnel. Toute forme de surveillance des professionnels des médias, y compris le suivi de leurs déplacements par des moyens électroniques, devrait être considérée avec la plus grande prudence et être assortie de garde-fous renforcés.

73. De plus en plus, la protection des sources fait l'objet d'une reconnaissance juridique formelle. Il faut assurer une solide protection des personnes qui dénoncent des abus. Dans le nouvel écosystème des médias, la protection des sources devrait s'étendre à l'identité des utilisateurs qui mettent à disposition des contenus d'intérêt

public sur des espaces partagés en ligne conçus pour faciliter la communication de masse interactive (ou de groupe), y compris les plates-formes de partage de contenu et les services de réseaux sociaux. Des dispositions peuvent être requises pour autoriser le recours à des pseudonymes (par exemple dans des réseaux sociaux) lorsqu'une divulgation de l'identité risque d'entraîner des mesures de rétorsion (par exemple en tant que conséquence de l'activisme dans le domaine politique ou des droits de l'homme).

Indicateurs

**Accès équitable aux moyens de distribution
Intermédiaires et auxiliaires**

74. Les médias devraient bénéficier d'un accès équitable aux réseaux de communication électronique (y compris les services d'hébergement) et devraient pouvoir s'appuyer sur le principe de la neutralité du réseau. L'interopérabilité et les normes ouvertes peuvent être des outils utiles pour éliminer les obstacles techniques à la diffusion de contenus. On pourrait envisager une réinterprétation des obligations réglementaires de transmission dans le nouvel écosystème des médias.

75. Dans la mesure où leurs actions ou décisions peuvent avoir un impact sur les médias dans le nouvel écosystème, les intermédiaires et les auxiliaires ne devraient pas être soumis à une pression ou à une influence visant les médias, leur indépendance ou leurs décisions éditoriales. Il se peut que des mesures politiques soient nécessaires à cette fin.

76. Dans le cas où un intermédiaire, un auxiliaire ou tout autre acteur se lance dans une action légitime (par exemple résultant de décisions commerciales compréhensibles) ayant un impact sur les conditions essentielles de fonctionnement des médias, il peut être judicieux de prendre des mesures pour assurer le fonctionnement permanent des médias (par exemple pour préserver le pluralisme et la diversité dans l'intérêt public). Cela peut nécessiter des garanties supplémentaires (par exemple dans le cadre de procédures judiciaires) ou un examen, par les autorités compétentes, des moyens de prévenir ou de limiter les résultats non souhaités. La même remarque s'applique *mutatis mutandis* aux mesures prises par les autorités (par exemple l'application du droit fiscal) lorsque celles-ci risquent d'avoir un impact négatif sur les libertés et le pluralisme des médias, dans la limite de ce qui est nécessaire dans une société démocratique.

B. Pluralisme des médias et diversité des contenus

Indicateurs

**Gestion de ressources limitées
Transparence de la propriété
Médias de service public**

77. Comme nous l'avons déjà indiqué, les acteurs du nouvel écosystème des médias devraient avoir la possibilité de s'engager dans des activités de médias ou d'évoluer vers des activités de médias sans rencontrer trop de difficultés. En

particulier, il ne devrait pas y avoir de processus d'autorisation préalable. Le nouvel écosystème des médias comprend une multitude d'acteurs, de moyens et de plateformes de distribution et de production de contenus : l'attribution de licences peut néanmoins se justifier dans des cas exceptionnels par la nécessité de gérer des ressources limitées (par exemple le spectre de longueurs d'ondes électromagnétiques).

78. Limitée à ces cas exceptionnels, l'attribution de licences ou d'autorisations devrait servir l'intérêt général, c'est-à-dire garantir l'existence d'un large éventail de médias indépendants et divers. Les mesures d'attribution de licences ou d'autorisation devraient répondre à un besoin, dont la persistance devrait être réexaminée compte tenu de l'évolution de la situation.

79. L'existence d'une multitude de moyens de communication de masse accessibles à tous ne garantit pas automatiquement le pluralisme. En outre, dans une situation de forte concentration des médias, la capacité à former ou à influencer l'opinion publique ou les choix des individus peut relever d'un seul acteur ou d'un nombre limité d'acteurs. L'abus d'un tel pouvoir peut avoir des conséquences négatives sur le pluralisme politique et les processus démocratiques. Dans le nouvel écosystème des médias, certains acteurs ont déjà développé des services ou des applications qui les ont placés dans une position dominante au plan national, voire mondial. Même s'il n'y a pas de preuves d'un tel abus, cette position dominante fait courir des risques.

80. Le suivi des tendances et de la concentration de l'écosystème des médias permettra aux autorités compétentes de se tenir au courant des évolutions et d'évaluer les risques. Des mesures réglementaires pourront être requises pour garantir la pleine transparence de la propriété des médias. Au besoin, cela permettra d'identifier les mesures préventives ou correctives adaptées compte tenu des caractéristiques de chaque marché des médias, afin d'éviter un niveau de concentration des médias susceptible de mettre en danger la démocratie ou d'empêcher les médias de jouer leur rôle dans les processus démocratiques.

81. Les médias de service public sont essentiels dans le modèle européen où ils impliquent la coexistence de médias de service public, de médias commerciaux et de médias associatifs. Ils devraient adhérer à des normes professionnelles rigoureuses et, dans l'idéal, associer le public à leurs structures de gouvernance. Leur objectif devrait être d'assurer la diffusion universelle d'un contenu de qualité, fiable et divers, et de veiller au pluralisme politique dans les médias. Des médias de service public disposant de ressources matérielles et financières adéquates, jouissant d'une véritable indépendance éditoriale et d'une autonomie institutionnelle, devraient contribuer à prévenir le risque d'utilisation abusive du pouvoir des médias dans une situation de forte concentration des médias.

82. Les médias de service public devraient donc avoir une place bien spécifique dans le nouvel écosystème des médias et être équipés pour fournir un contenu et des services novateurs de grandes qualités dans l'environnement numérique, ils devraient avoir recours à des outils adaptés (par exemple pour faciliter l'interaction et la participation).

83. Le nouvel écosystème offre une opportunité sans précédent d'intégrer la diversité dans la gouvernance des médias, notamment en ce qui concerne la représentation équitable des deux sexes dans la participation aux processus de production, de rédaction et de diffusion. Cela vaut également pour les divers groupes ethniques et religieux. Ce facteur est essentiel pour assurer une représentation et une couverture équilibrées dans les médias, et pour lutter contre les stéréotypes associés aux différents groupes qui constituent la société.

C. Responsabilités des médias

Indicateurs

Responsabilité éditoriale

Respect de la dignité et de la vie privée

Respect de la présomption d'innocence et du droit à un procès équitable

Respect du droit de propriété

Recours pour les tiers

84. La fonction de « chien de garde », c'est-à-dire la surveillance des affaires publiques et politiques et des questions privées ou commerciales ayant un intérêt public, justifie en partie le degré élevé de liberté accordée aux médias ; elle est toutefois contrebalancée par une exigence de diligence accrue à l'égard des informations factuelles. Cette vérification devrait aboutir à des informations précises, approfondies et critiques. Elle devrait se distinguer des pratiques journalistiques qui consistent à exposer et à enquêter de manière indue sur la vie privée et familiale des individus, en ne respectant pas leurs droits fondamentaux. Les médias devraient notamment veiller à ne pas véhiculer des stéréotypes concernant les membres de groupes ethniques ou religieux particuliers, ou des stéréotypes sexistes. Il conviendrait de donner aux représentants de tous les groupes la possibilité de contribuer au contenu, d'exprimer leurs points de vue et d'exposer leur vision des faits ; les médias devraient envisager une approche proactive en la matière.

85. Sous réserve de l'exactitude des informations, le droit d'une personne au respect de son honneur et de sa réputation trouve ses limites dans l'intérêt général. Le professionnalisme requiert de vérifier les informations et leur crédibilité, mais il n'y a pas d'obligation d'informer une personne au préalable de l'intention de diffuser des informations à son sujet. L'exigence d'exactitude est moins présente en ce qui concerne les opinions, les commentaires et le divertissement, qui autorisent l'exagération. Toutefois, les médias devraient distinguer ces formes d'expression des informations factuelles.

86. Les critères précités devraient être appliqués de manière graduelle en fonction des politiques et processus éditoriaux adoptés par les médias concernés, de leur portée et de leur impact potentiels, mais également des attentes du public à leur égard. Les créateurs, éditeurs et diffuseurs de contenus de médias devraient adhérer aux normes professionnelles applicables, y compris celles qui visent à combattre la discrimination et les stéréotypes, et à promouvoir l'égalité entre les sexes. Ils devraient veiller en particulier à assurer une couverture éthique des questions relatives aux minorités et aux femmes, notamment en associant ces minorités et ces femmes aux processus de création, de publication et de diffusion de contenu.

87. Les médias, aussi bien nouveaux que traditionnels, jouent un autre rôle important dans une société démocratique : celui d'informer le public des procédures pénales. Dans l'exercice de leur responsabilité éditoriale, les médias devraient veiller à ne pas perturber le cours de la justice ou à ne pas compromettre le bon fonctionnement du pouvoir judiciaire et à ne pas porter atteinte au droit des personnes impliquées, au respect de leur vie privée et à la sécurité. Ils sont notamment tenus de respecter la présomption d'innocence du suspect ou du prévenu. Une attention particulière devrait être portée à la préservation de la dignité des personnes vulnérables, des victimes, des témoins et des proches des personnes concernées par les procédures pénales. Cela n'empêche toutefois pas de donner des informations dans l'intérêt du public.

88. Le nouvel écosystème des médias qui englobe les espaces partagés en ligne conçus pour faciliter la communication de masse interactive (ou de groupe) contient une grande quantité d'informations et de données à caractère personnel. La gestion, l'organisation et l'utilisation de ces informations et données devraient garantir le droit au respect de la vie privée et familiale des individus, tel qu'il est protégé par l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme, compte tenu également des dispositions de la Convention pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatique des données à caractère personnel (STE n° 108). La persistance du contenu dans l'environnement numérique et son potentiel de diffusion à grande échelle et de réutilisation exigent des précautions particulières et, au besoin, une action rapide pour atténuer le préjudice subi. Les médias fonctionnant dans le nouvel écosystème devraient également donner la priorité au respect des normes relatives aux droits de l'homme dans le domaine du profilage.

89. Dans le nouvel écosystème, beaucoup de contenus sont réutilisés ou retransmis. En la matière, les médias devraient respecter les droits de propriété intellectuelle d'autrui. Sans porter atteinte à la jouissance privée et collective du contenu, notamment sur des espaces partagés en ligne, et à d'autres formes d'utilisation autorisée, il faut prêter attention aux modalités d'application et de respect de ces droits en ce qui concerne les contenus générés ou mis en ligne par l'utilisateur.

90. Bien souvent, l'existence de systèmes efficaces de contrôle interne des médias, assortis de normes professionnelles appropriées, justifie l'absence de mécanismes de contrôle externe, ou en diminue la nécessité. Les acteurs du nouvel écosystème devraient mettre en place des mécanismes de réclamation appropriés et s'efforcer d'offrir des recours (par exemple le droit de réponse, la correction, les excuses) aux tiers qui estiment avoir subi un préjudice en raison d'activités ou de services de médias.

Indicateurs

Discours de haine
Droits des enfants
Droits des femmes
Droits des minorités

91. Les médias devraient s'abstenir de diffuser des propos haineux et d'autres contenus incitant à la violence ou à la discrimination pour quelque motif que ce soit.

Les acteurs qui gèrent des espaces collectifs partagés en ligne conçus pour faciliter la communication de masse interactive (ou de groupe) devraient porter une attention particulière à l'utilisation d'expressions à caractère raciste, xénophobe, antisémite, misogyne, sexiste (y compris à l'égard des personnes LGBT) ou autre, ainsi qu'à leur réaction à de tels propos d'un point de vue éditorial. Il peut être demandé (par la loi) aux acteurs du nouvel écosystème des médias de signaler aux autorités compétentes toute menace criminelle de violence fondée sur la race, l'origine ethnique, la religion, le genre ou d'autres motifs, dont ils auraient connaissance.

92. D'autre part, les médias peuvent véhiculer une image équilibrée (ou positive) des différents groupes qui constituent la société et contribuer à une culture de tolérance et de dialogue. Hormis dans les cas prévus par la loi dans le strict respect des dispositions de la Convention européenne des droits de l'homme, aucun groupe de la société ne peut faire l'objet de discriminations dans l'exercice du droit d'association, droit qui inclut, dans le nouvel écosystème des médias, le droit d'association en ligne.

93. Il conviendrait de porter une attention particulière à la préservation de la dignité, de la sécurité et de la vie privée des enfants. Les contenus qui les concernent peuvent être une source de préjudice présent et futur. Par conséquent, il ne devrait pas y avoir d'enregistrement durable ou accessible de manière permanente de contenus concernant des enfants ou créés par des enfants, qui viendraient menacer leur dignité, leur sécurité ou leur vie privée, ou les rendrait vulnérables, aujourd'hui ou plus tard dans leur vie.

94. Bon nombre de contenus et de comportements peuvent être préjudiciables. Les contenus réservés aux adultes devraient être clairement identifiables pour pouvoir être plus facilement rendus inaccessibles aux enfants. Les mesures de protection des enfants ne devraient pas porter atteinte à leur liberté d'expression et à leur droit de chercher et de recevoir des informations. Les médias peuvent contribuer à la création d'espaces sécurisés (« jardins » fermés) et d'autres outils facilitant l'accès à des sites web et à des contenus adaptés aux enfants, au développement et à l'utilisation délibérée de légendes et de labels de confiance, ainsi qu'au renforcement des compétences des enfants, des parents et des éducateurs, afin qu'ils comprennent et gèrent mieux les contenus et comportements préjudiciables.

95. Dans le nouvel écosystème des médias, les actes de harcèlement, les brimades, l'intimidation, et les menaces peuvent être facilités par des espaces collectifs partagés en ligne, des applications de localisation, voire des moteurs de recherche et des techniques de profilage. Les femmes sont souvent victimes de ces dérives, susceptibles de donner lieu à des abus et à des violences physiques (y compris sexuelles) qui sont autant d'expressions intolérables de l'inégalité. Il convient également de prêter attention au risque d'utilisation abusive de la technologie à l'égard des membres de minorités.

96. Dans les cas précités, la réponse à apporter dépendra des circonstances, et notamment de la nature et de l'étendue de l'activité ou du service en question, ainsi que des processus éditoriaux propres à l'acteur concerné. Toute approche graduelle devrait tenir compte des capacités de gestion ou d'atténuation des risques dont disposent les acteurs concernés (par exemple les gestionnaires d'espaces collectifs

partagés en ligne ou ceux qui proposent des moteurs de recherche ou des applications et techniques de localisation ou de profilage). Ces parties prenantes pourraient être encouragées à examiner ensemble la possibilité de retirer ou d'effacer dans un bref délai raisonnable des contenus et leurs traces (connexions, enregistrements et traitement) dans certains cas, dans la mesure où cela n'est pas contraire au droit fondamental à la liberté d'expression. Des capacités techniques accrues s'accompagnent de responsabilités accrues. L'autorégulation pourrait judicieusement être complétée par un renforcement des capacités (par exemple le développement des compétences interculturelles) et par un partage des bonnes pratiques ou des améliorations mises en place dans les différents secteurs d'activité du nouvel écosystème des médias.

Indicateur

Publicité

97. La liberté d'expression s'applique également aux publicités commerciales et aux publicités de nature politique, au téléachat et aux opérations de parrainage. Les restrictions en la matière ne sont acceptables que dans les conditions énoncées à l'article 10 de la Convention européenne des droits de l'homme. Ces limitations peuvent être nécessaires pour la protection des consommateurs, des mineurs, de la santé publique ou des processus démocratiques.

98. Dans le nouvel écosystème des médias, le risque de voir apparaître des publicités abusives, importunes ou déguisées est plus élevé que jamais. Cette situation exige une responsabilité accrue de la part des acteurs des médias, elle peut rendre nécessaire une autorégulation ou une corégulation, voire dans certains cas, une réglementation.

D. Instruments de référence

Conventions et traités du Conseil de l'Europe dans le domaine des médias

- Convention sur l'information et la coopération juridique concernant les « Services de la Société de l'Information » (STE n° 180, 2001)
- Convention européenne sur la protection juridique des services à accès conditionnel et des services d'accès conditionnel (STE n° 178, 2000)
- Convention européenne sur la télévision transfrontière (STE n° 132, 1989) et Protocole portant amendement à la Convention européenne sur la télévision transfrontière (STE n° 171, 1998)
- Convention européenne concernant des questions de droit d'auteur et de droits voisins dans le cadre de la radiodiffusion transfrontière par satellite (STE n° 153, 1994)
- Arrangement européen sur l'échange des programmes au moyen de films de télévision (STE n° 27, 1958)
- Arrangement européen pour la protection des émissions de télévision (STE n° 34, 1960)
- Accord européen pour la répression des émissions de radiodiffusion effectuées par des stations hors des territoires nationaux (STE n° 53, 1965)

Autres conventions incluant des dispositions liées aux médias

- Convention sur la cybercriminalité (STE n° 185, 2001) et Protocole additionnel à la Convention sur la cybercriminalité, relatif à l'incrimination d'actes de nature raciste et xénophobe commis par le biais de systèmes informatiques (STE n° 189, 2003)
- Convention pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel (STE n° 108, 1981) et Protocole additionnel à la Convention pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel, concernant les autorités de contrôle et les flux transfrontières de données (STE n° 181, 2001)
- Convention-cadre pour la protection des minorités nationales (STE n° 157, 1995)
- Charte européenne des langues régionales ou minoritaires (STE n° 148, 1992)

Comité des Ministres

2010

- Recommandation CM/Rec(2010)13 sur la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel dans le cadre du profilage
- Déclaration sur la gestion dans l'intérêt public des ressources représentées par les adresses du protocole internet (29 septembre 2010)
- Déclaration sur la neutralité du réseau (29 septembre 2010)
- Déclaration sur la stratégie numérique pour l'Europe (29 septembre 2010)
- Déclaration sur une participation accrue des Etats membres aux questions de gouvernance de l'Internet – Comité consultatif gouvernemental (GAC) de l'Internet Corporation for Assigned Names and Numbers (ICANN) (26 mai 2010)
- Déclaration sur des mesures visant à favoriser le respect de l'article 10 de la Convention européenne des droits de l'homme (13 janvier 2010)

2009

- Recommandation CM/Rec(2009)5 visant à protéger les enfants contre les contenus et comportements préjudiciables et à promouvoir leur participation active au nouvel environnement de l'information et de la communication
- Déclaration sur le rôle des médias associatifs dans la promotion de la cohésion sociale et du dialogue interculturel (11 février 2009)

2008

- Recommandation CM/Rec(2008)6 sur les mesures visant à promouvoir le respect de la liberté d'expression et d'information au regard des filtres internet
- Déclaration concernant l'indépendance et les fonctions des autorités de régulation du secteur de la radiodiffusion (26 mars 2008)
- Déclaration sur la protection de la dignité, de la sécurité et de la vie privée des enfants sur l'Internet (20 février 2008)
- Déclaration sur l'affectation et la gestion du dividende numérique et l'intérêt général (20 février 2008)

2007

- Recommandation CM/Rec(2007)16 sur des mesures visant à promouvoir la valeur de service public de l'Internet
- Recommandation CM/Rec(2007)15 sur des mesures concernant la couverture des campagnes électorales par les médias
- Recommandation CM/Rec(2007)11 sur la promotion de la liberté d'expression et d'information dans le nouvel environnement de l'information et de la communication
- Recommandation Rec(2007)3 sur la mission des médias de service public dans la société de l'information
- Recommandation Rec(2007)2 sur le pluralisme des médias et la diversité du contenu des médias
- Lignes directrices sur la protection de la liberté d'expression et d'information en temps de crise (26 septembre 2007)
- Déclaration sur la protection et la promotion du journalisme d'investigation (26 septembre 2007)
- Déclaration sur la protection du rôle des médias dans les démocraties dans le contexte de la concentration des médias (31 janvier 2007)

2006

- Recommandation Rec(2006)12 sur la responsabilisation et l'autonomisation des enfants dans le nouvel environnement de l'information et de la communication
- Recommandation Rec(2006)3 relative à la Convention de l'Unesco sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles
- Déclaration sur la garantie de l'indépendance du service public de radiodiffusion dans les Etats membres (27 septembre 2006)

2005

- Déclaration sur les droits de l'homme et l'Etat de droit dans la Société de l'information (13 mai 2005)
- Déclaration sur la liberté d'expression et d'information dans les médias dans le contexte de la lutte contre le terrorisme (2 mars 2005)

2004

- Recommandation Rec(2004)16 du Comité des Ministres aux Etats membres sur le droit de réponse dans le nouvel environnement des médias
- Déclaration sur la liberté du discours politique dans les médias (12 février 2004)

2003

- Recommandation Rec(2003)13 sur la diffusion d'informations par les médias en relation avec les procédures pénales
- Recommandation Rec(2003)9 sur des mesures visant à promouvoir la contribution démocratique et sociale de la radiodiffusion numérique

- Déclaration sur la diffusion d'informations par les médias en relation avec les procédures pénales (10 juillet 2003)
- Déclaration sur la liberté de la communication sur l'internet (28 mai 2003)
- Message politique du Comité des Ministres au Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI) (19 juin 2003)

2002

- Recommandation Rec(2002)7 sur des mesures visant à accroître la protection des droits voisins des organismes de radiodiffusion
- Recommandation Rec(2002)2 sur l'accès aux documents publics

2001

- Recommandation Rec(2001)8 sur l'autorégulation des cyber-contenus (l'autorégulation et la protection des utilisateurs contre les contenus illicites ou préjudiciables diffusés sur les nouveaux services de communication et d'information)
- Recommandation Rec(2001)7 sur des mesures visant à protéger le droit d'auteur et les droits voisins et à combattre la piraterie, en particulier dans l'environnement numérique

2000

- Recommandation Rec(2000)23 concernant l'indépendance et les fonctions des autorités de régulation du secteur de la radiodiffusion
- Recommandation Rec(2000)7 sur le droit des journalistes de ne pas révéler leurs sources d'information
- Déclaration sur la diversité culturelle (7 décembre 2000)

1999

- Recommandation Rec(99)15 relative à des mesures concernant la couverture des campagnes électorales par les médias.
- Recommandation Rec(99)14 sur le service universel communautaire relatif aux nouveaux services de communication et d'information
- Recommandation Rec(99)5 sur la protection de la vie privée sur internet
- Recommandation Rec(99)1 sur des mesures visant à promouvoir le pluralisme des médias
- Déclaration sur l'exploitation des productions radiophoniques et télévisuelles protégées contenues dans les archives des radiodiffuseurs (9 septembre 1999)
- Déclaration relative à une politique européenne pour les nouvelles technologies de l'information (7 mai 1999)

1997

- Recommandation Rec(97)21 sur les médias et la promotion d'une culture de tolérance
- Recommandation Rec(97)20 sur les discours de haine

- Recommandation Rec(97)19 sur la représentation de la violence dans les médias électroniques

1996

- Recommandation Rec(96)10 concernant la garantie de l'indépendance du service public de la radiodiffusion
- Recommandation Rec(96)4 sur la protection des journalistes en situation de conflit et de tension
- Déclaration sur la protection des journalistes en situation de conflit et de tension (3 mai 1996)

1995

- Recommandation Rec(95)13 relative aux problèmes de procédure pénale liés à la technologie de l'information
- Recommandation Rec(95)1 sur des mesures contre la piraterie sonore et audiovisuelle

1994

- Recommandation Rec(94)13 sur des mesures visant à promouvoir la transparence des médias
- Recommandation Rec(94)3 sur la promotion de l'éducation et de la sensibilisation dans le domaine du droit d'auteur et des droits voisins concernant la création
- Déclaration sur les droits voisins (17 février 1994)

1993

- Recommandation Rec(93)5 contenant des principes visant à promouvoir la distribution et la diffusion des œuvres audiovisuelles provenant des pays ou régions à faible capacité de production audiovisuelle ou à aire géographique ou linguistique restreinte sur les marchés télévisuels européens

1992

- Résolution Res(92)70 portant création de l'Observatoire européen de l'audiovisuel
- Recommandation Rec(92)19 relative aux jeux vidéo à contenu raciste
- Recommandation Rec(92)15 sur l'enseignement, la recherche et la formation dans le domaine du droit et des technologies de l'information

1991

- Recommandation Rec(91)14 sur la protection juridique des services de télévision cryptés
- Recommandation Rec(91)5 sur le droit aux extraits sur des événements majeurs faisant l'objet de droits d'exclusivité pour la radiodiffusion télévisée dans un contexte transfrontière

1990

- Recommandation Rec(90)11 sur des principes relatifs aux questions de droit d'auteur dans le domaine de la reprographie
- Recommandation Rec(90)10 sur le cinéma pour enfants et adolescents

1989

- Recommandation Rec(89)7 concernant des principes relatifs à la distribution de vidéogrammes à contenu violent, brutal ou pornographique

1988

- Résolution Res(88)15 instituant un fonds européen de soutien à la coproduction et à la diffusion des œuvres de création cinématographiques et audiovisuelles (« Eurimages »)
- Recommandation Rec(88)2 sur des mesures visant à combattre la piraterie dans le domaine du droit d'auteur et des droits voisins
- Recommandation Rec(88)1 sur la copie privée sonore et audiovisuelle

1987

- Recommandation Rec(87)7 relative à la distribution de films en Europe

1986

- Recommandation Rec(86)14 sur la mise au point de stratégies de lutte contre le tabagisme, l'abus d'alcool et la toxicomanie en coopération avec les faiseurs d'opinion et les médias
- Recommandation Rec(86)9 sur le droit d'auteur et la politique culturelle
- Recommandation Rec(86)3 sur la promotion de la production audiovisuelle en Europe
- Recommandation Rec(86)2 sur des principes relatifs aux questions de droit d'auteur dans le domaine de la télévision par satellite et par câble

1985

- Recommandation Rec(85)8 sur la conservation du patrimoine cinématographique européen
- Recommandation Rec(85)6 sur l'aide à la création artistique

1984

- Recommandation Rec(84)22 sur l'utilisation de capacités de satellite pour la télévision et la radiodiffusion sonore
- Recommandation Rec(84)17 relative à l'égalité entre les femmes et les hommes dans les médias
- Recommandation Rec(84)3 sur les principes relatifs à la publicité télévisée

1982

- Déclaration sur la liberté d'expression et d'information (29 avril 1982)

1981

- Recommandation Rec(81)19 sur l'accès à l'information détenue par les autorités publiques

1980

- Recommandation Rec(80)1 sur le sport et la télévision

1979

- Recommandation Rec(79)1 concernant l'éducation des consommateurs adultes et l'information du consommateur

1974

- Résolution Res(74)43 sur les concentrations de presse
- Résolution Res(74)26 sur le droit de réponse – situation de l'individu à l'égard de la presse

1970

- Résolution Res(70)19 concernant les emplois éducatifs et culturels de la radio et de la télévision en Europe et les rapports à cet égard entre les pouvoirs publics et les organismes de radio et de télévision

1967

- Résolution Res(67)13 sur la presse et la protection des jeunes

1961

- Résolution Res(61)23 sur l'échange de programmes de télévision

Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe

- Recommandation 1950 (2011) « La protection des sources d'information des journalistes »
- Recommandation 1897 (2010) « Respect de la liberté des médias »
- Recommandation 1882 (2009) « La promotion d'internet et des services de médias en ligne adaptés aux mineurs »
- Recommandation 1878 (2009) « Financement de la radiodiffusion de service public »
- Recommandation 1855 (2009) « La régulation des services de médias audiovisuels »

- Résolution 1636 et Recommandation 1848 (2008) « Indicateurs pour les médias dans une démocratie »
- Recommandation 1836 (2008) « Exploiter pleinement le potentiel de l'apprentissage électronique pour l'enseignement et la formation »
- Résolution 1577 et Recommandation 1814 (2007) « Vers une dépénalisation de la diffamation »
- Recommandation 1805 (2007) « Blasphème, insultes à caractère religieux et discours de haine contre des personnes au motif de leur religion »
- Résolution 1557 et Recommandation 1799 (2007) « Image des femmes dans la publicité »
- Recommandation 1789 (2007) « Education et formation professionnelles des journalistes »
- Résolution 1535 et Recommandation 1783 (2007) « Menaces contre la vie et la liberté d'expression des journalistes »
- Recommandation 1773 (2006) « Lignes directrices de 2003 sur l'utilisation de langues minoritaires dans les médias de radiodiffusion et les normes du Conseil de l'Europe : renforcer la coopération et les synergies avec l'OSCE »
- Recommandation 1768 (2006) « L'image des demandeurs d'asile, des migrants et des réfugiés véhiculée par les médias »
- Résolution 1510 (2006) « Liberté d'expression et respect des croyances religieuses »
- Recommandation 1706 (2005) « Médias et terrorisme »
- Résolution 1438 et Recommandation 1702 (2005) « Liberté de la presse et conditions de travail des journalistes dans les zones de conflit »
- Résolution 1387 (2004) « Monopolisation des médias électroniques et possibilité d'abus de pouvoir en Italie »
- Recommandation 1641 (2004) « Service public de radiodiffusion »
- Recommandation 1589 (2003) « Liberté d'expression dans les médias en Europe »
- Résolution 1313 (2003) « Coopération culturelle entre l'Europe et les pays du sud de la Méditerranée »
- Recommandation 1586 (2002) « La fracture numérique et l'éducation »
- Recommandation 1555 (2002) « Image des femmes dans les médias »
- Recommandation 1543 (2001) « Racisme et xénophobie dans le cyberspace »
- Recommandation 1506 (2001) « Liberté d'expression et d'information dans les médias en Europe »
- Recommandation 1466 (2000) « Education aux médias »
- Recommandation 1407 (1999) « Médias et culture démocratique »
- Résolution 1191 (1999) « Société de l'information et monde numérique »
- Résolution 1165 (1998) « Droit au respect de la vie privée »
- Résolution 1142 (1997) « Parlements et médias »
- Recommandation 1332 (1997) « Aspects scientifiques et techniques des nouvelles technologies de l'information et de la communication »
- Résolution 1120 (1997) « Incidences des nouvelles technologies de communication et d'information sur la démocratie »
- Recommandation 1314 (1997) « Les nouvelles technologies et l'emploi »
- Recommandation 1277 (1995) « Migrants, aux minorités ethniques et aux médias »
- Recommandation 1276 (1995) « Pouvoir de l'image »

- Recommandation 1265 (1995) « L'élargissement et la coopération culturelle européenne »
- Recommandation 1228 (1994) « Réseaux câblés et aux télévisions locales : un enjeu pour la Grande Europe »
- Recommandation 1216 (1993) « La coopération culturelle européenne »
- Résolution 1003 et Recommandation 1215 (1993) « L'éthique du journalisme »
- Recommandation 1147 (1991) « Responsabilité des parlements en matière de réforme démocratique de la radiodiffusion »
- Résolution 957 (1991) « Situation des radios locales en Europe »
- Résolution 956 (1991) « Transfert de technologie aux pays d'Europe centrale et orientale »
- Recommandation 1136 (1990) « Politique européenne à l'égard de l'alcool »
- Recommandation 1122 (1990) « Renouveau rural par la télématique »
- Résolution 937 (1990) « Enjeux des télécommunications en Europe »
- Recommandation 1110 (1989) « L'enseignement à distance »
- Recommandation 1098 (1989) « La coopération audiovisuelle Est-Ouest »
- Recommandation 1096 (1989) « La Convention européenne sur la télévision transfrontière »
- Recommandation 1077 (1988) « L'accès aux moyens de communication audiovisuels à caractère transfrontière pendant les campagnes électorales »
- Recommandation 1067 (1987) « La dimension culturelle de la radiodiffusion en Europe »
- Recommandation 1059 (1987) « L'économie de la culture »
- Recommandation 1047 (1986) « Dangers de la boxe »
- Recommandation 1043 (1986) « Patrimoine linguistique et littéraire de l'Europe »
- Recommandation 1037 (1986) « La protection des données et la liberté d'information »
- Résolution 848 (1985) « Le son et la vie privée et la liberté individuelle de choix en musique »
- Recommandation 1011 (1985) « Situation de la danse professionnelle en Europe »
- Recommandation 996 (1984) « L'action du Conseil de l'Europe en matière de médias »
- Résolution 820 (1984) « Les relations des parlements nationaux avec les médias »
- Recommandation 963 (1983) « Moyens culturels et éducatifs de réduire la violence »
- Recommandation 952 (1982) « Mesures à prendre au niveau international pour protéger la liberté d'expression par une réglementation de la publicité commerciale »
- Recommandation 926 (1981) « Questions posées par la télévision par câble et par la radiodiffusion directe au moyen de satellites »
- Recommandation 862 (1979) « Le cinéma et l'Etat »
- Recommandation 834 (1978) « Dangers qui menacent la liberté de la presse et de la télévision »
- Recommandation 815 (1977) « Liberté d'expression et le rôle de l'écrivain en Europe »
- Recommandation 749 (1975) « La radio-télévision européenne »
- Recommandation 748 (1975) « Rôle et gestion des services nationaux de radio-télévision »

- Recommandation 747 (1975) « Concentrations de presse »
- Recommandation 582 (1970) « Moyens de communication de masse et droits de l'homme »
- Résolution 428 (1970) « Déclaration sur les moyens de communication de masse et les droits de l'homme »

Conférences ministérielles spécialisées du Conseil de l'Europe

1e Conférence du Conseil de l'Europe des ministres responsables des médias et des nouveaux services de communication
(Reykjavik, Islande, 28 et 29 mai 2009)
Une nouvelle conception des médias ?

7e Conférence ministérielle européenne sur la politique des communications de masse
(Kyiv, Ukraine, 10 et 11 mars 2005)
Intégration et diversité : les nouvelles frontières de la politique européenne des médias et des communications

6e Conférence ministérielle européenne sur la politique des communications de masse
(Cracovie, Pologne, 15 et 16 juin 2000)
Une politique de la communication pour demain

5e Conférence ministérielle européenne sur la politique des communications de masse
(Thessalonique, Grèce, 11 et 12 décembre 1997)
La société de l'information : un défi pour l'Europe

4e Conférence ministérielle européenne sur la politique des communications de masse
(Prague, République tchèque, 7 et 8 décembre 1994)
Les médias dans une société démocratique

3e Conférence ministérielle européenne sur la politique des communications de masse
(Nicosie, Chypre, 9 et 10 octobre 1991)
Quel avenir pour les médias en Europe dans les années 1990 ?

2e Conférence ministérielle européenne sur la politique des communications de masse
(Stockholm, Suède, 23 et 24 novembre 1988)
Politique européenne des communications de masse dans un contexte international

1e Conférence ministérielle européenne sur la politique des communications de masse
(Vienne, Autriche, 9 et 10 décembre 1986)
L'avenir de la télévision en Europe